



HAL
open science

Montrer le monde. Volume 3, Publications

Anne-Laure Amilhat Szary

► **To cite this version:**

Anne-Laure Amilhat Szary. Montrer le monde. Volume 3, Publications. Géographie. Université de Grenoble, 2011. tel-00694397

HAL Id: tel-00694397

<https://theses.hal.science/tel-00694397>

Submitted on 12 May 2012

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anne-Laure Amilhat Szary

Habilitation à Diriger des Recherches - Volume 3

Recueil de Publications



Sous la direction de **Marie-Christine Fourny**, Professeur des Universités

Membres du jury :

Emmanuel BRUNET-JAILLY, Professeur, Université de Victoria, Canada

Marie-Christine FOURNY, Professeur, Université Joseph Fourier / Grenoble 1

David NEWAN, Professeur, Université Ben Gurion, Israël

Denis RETAILLE, Professeur, Université Michel Montaigne / BORDEAUX III

Guy SAEZ, Directeur de Recherches – CNRS, PACTE (UMR 5194) / IEP Grenoble

Ce volume réunit une sélection de mes publications dans un déroulement raisonné qui ne suit que très inégalement la chronologie. Il vise à illustrer les quatre thèmes développés dans le volume critique, développement, gouvernance, frontières et art, en prenant le temps d'un détour par l'histoire, mon premier objet de recherche. Pour chacun de ces chapitres, l'ordre choisi est celui d'un parcours dans une idée, suivant des allées et venues entre le générique et le particulier. Il donne à voir différents types de progression, celle de la position du chercheur comme celle de son « terrain ». J'ai volontairement regroupé les textes qui évoquent le devenir *Norte Grande* chilien, mon terrain de thèse, dans le chapitre sur le Développement : on y voit les problématiques d'attaque du territoire évoluer, mais aussi le devenir d'un espace souvent revisité, qui corrobore plus ou moins mes premières analyses.

L'exercice de sélection n'a pas été facile, et m'oblige à laisser de côté des textes que j'ai aimé écrire, mais dont le statut « scientifique » est discutable au regard des critères d'évaluation en vigueur. De façon générale, je fais figurer ici bien sûr les articles les plus prestigieux, mais pas uniquement. Sur l'intégration andine par exemple, j'ai préféré un chapitre de livre à un texte paru dans les *Cahiers d'Amérique Latine*, car sa portée réflexive me semble *a posteriori* plus profonde. Il s'agit aussi de donner à voir la diversité de la production d'un enseignant-chercheur-expert amené à écrire aussi pour les étudiants et le grand public, un travail de dissémination exigeant qui n'est pas pris en compte dans les « notations » en vigueur, mais qui me semblait avoir sa place ici.

Ce retour permet de faire apparaître des périodes plus prolixes que d'autres, plus ou moins innovantes aussi. Il y a dans la liste intégrale de mes publications des redites (mais rarement des reprises à l'identique d'un texte) que je me suis autorisée dans la mesure où un texte passait soit d'une langue à l'autre, soit d'un domaine scientifique à l'autre (pour faire connaître mon travail en anthropologie en science politique par exemple), soit encore pour valoriser scientifiquement (avec double relecture anonyme) un travail réalisé dans un contexte « grand public » où cette validation n'avait pas été nécessaire. J'espère que mes lecteurs n'invalident pas cette position.

Le volume présente pour sa très grande majorité enfin des textes publiés, ou du moins acceptés. Ma dernière « reconversion thématique » est relativement récente, et paradoxalement, la publication des textes qui l'accompagnent ont pris un retard qui n'est pas dépendant de ma volonté : deux articles rédigés en 2009 ne sont toujours pas officiellement parus bien qu'acceptés, ils paraissent ici. Un seul texte apparaît avec la mention « soumis », c'est un article de fond concernant le territoire, qui représente un énorme travail de mise au point que je souhaite partager avec les lecteurs de ce mémoire, de façon à le faire progresser lors des révisions qui seront sans doute demandées à ma co-auteure et moi-même.

Comme les autres volumes de cette Habilitation à Diriger des Recherches, il s'agit donc d'un bilan inachevé puisque le travail continue, jour après jour les briques de l'édifice continuent à s'ajouter... Il s'agit bien d'une radiographie pour un diagnostic d'étape !

N.B : Chaque référence de publication débute par une lettre et un chiffre entre crochets, qui correspond à sa nature (article, chapitre, etc.) et son ordre de parution dans la liste de publications jointe au CV.

1. Détour par l'histoire

- O1 2004 **Préface et édition critique** (avec G. Bouchon) du “ *Voyage aux Indes de Nicolo de’Conti, 1414-1439* ”, manuscrit inédit en Français, Paris : Michel de Chandeigne, 174 p. (manuscrit redécouvert à l’occasion de mon mémoire de maîtrise).

Nicolò de’Conti était un marchand vénitien qui sillonna l’Arabie et l’Océan indien pendant 25 années. Son récit, recueilli à son retour par le secrétaire du Pape, a d’abord circulé sous forme manuscrite, avec une audience considérable dans les milieux marchands et lettrés italiens, car il apportait pour la première fois des informations plus précises que le livre de Marco Polo sur les Îles de la Sonde et celles plus lointaines des épices. Ce texte s’avère également d’une grande valeur quant au contenu ethnologique des observations rapportées. Traduit au 17^{ème} siècle en Anglais, le texte imprimé a surtout circulé en Latin, et il n’avait jusqu’alors jamais été traduit en Français.

Mon travail (dans le cadre de ma maîtrise d’histoire) a consisté en la redécouverte de ce texte, que j’ai eu la chance de pouvoir contribuer à traduire, éditer et diffuser. Mon apport principal pour l’édition critique concerne la partie cartographique : on savait que Nicolò de’Conti avait profondément influencé la cartographie de son époque, et j’ai repris la carte génoise de 1447-57 ainsi que la mappemonde de Fra Mauro (1459) pour établir avec certitude les correspondances entre le récit et les documents cartographiques. J’ai également reconstitué avec précision l’itinéraire du voyage.

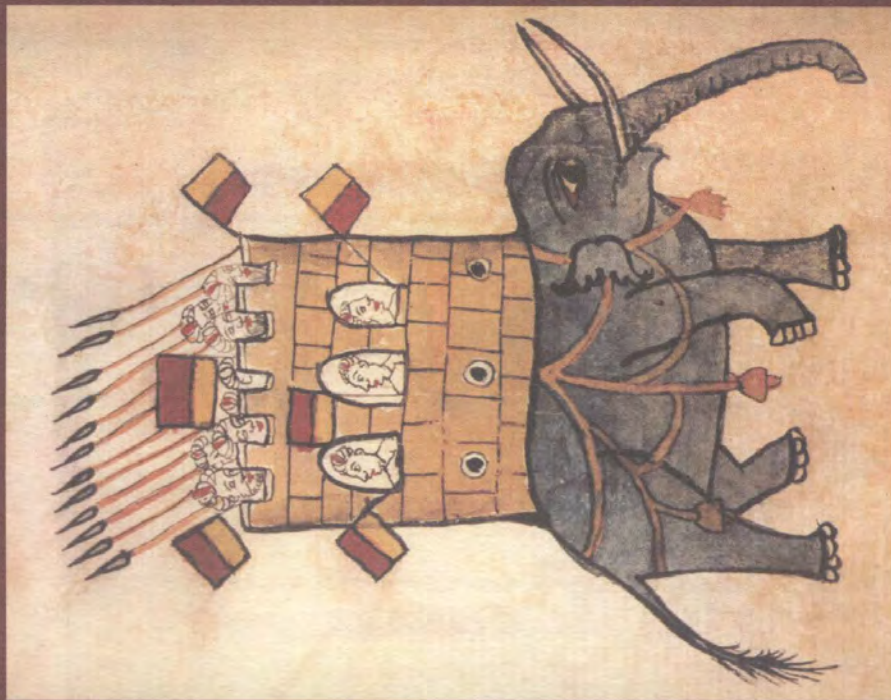
J’ai eu la chance que ce texte retienne ensuite l’attention d’une journaliste de France Cultures, Diane Ménard, puis rencontre l’intérêt d’un éditeur spécialisé, Michel Chandeigne, et que cela débouche sur une collaboration très éclairante avec la grande historienne de l’Asie médiévale Geneviève qui en trouva la force, malgré une santé affaiblie.

LE VOYAGE AUX INDES

de Nicolò de' Conti (1414-1439)

Présentation de Geneviève Bouchon & Anne-Laure Amilbat-Szary

Traduction de Diane Ménard



Chandeigne

LE VOYAGE AUX INDES DE NICOLÒ DE' CONTI



Nicolò de' Conti est un marchand vénitien qui apprend l'arabe en Syrie et le persan en Inde. Il épouse une femme asiatique et s'habille à la mode persane. Il sillonne l'Arabie et l'océan Indien de 1414 à 1439 (Damas, Bagdad, Ormuz, Cambay, Malabar, Ceylan, Bengale, Birmanie, Java...). Il dit avoir séjourné un an à Sumatra, et neuf mois à Bornéo. Sur le chemin du retour (Socotra, côte éthiopienne, mer Rouge, Le Caire), il est contraint, en terre d'islam, de renier sa foi pour sauver la vie de sa femme et de ses enfants. Dès son retour en Italie, il va demander pardon au pape, qui le lui accorde à condition qu'il raconte son périple.

Son récit est alors recueilli en 1439 par le secrétaire du pape, Poggio Bracciolini, dit Le Pogge, et constitue le IV^e volume de ses *Historiae de varietate fortunae*. Circulant d'abord sous forme manuscrite, il a une audience considérable dans les milieux marchands et lettrés italiens, car il apporte pour la première fois des informations plus précises que le livre de Marco Polo sur les îles de la Sonde et celles plus lointaines des épices.

Il influence la cartographie de son époque, comme on peut le voir sur la carte génoise de 1447/57 et la mappemonde de Fra Mauro (1459) commandée par le roi portugais dom Afonso V, avant d'être traduit puis éditée à la fin du XV^e siècle. Il est alors le livre de chevet de nombreux navigateurs et sera utilisé par de nombreux écrivains voyageurs dans la rédaction de leur propre récit, tels Ludovico di Varthema (1510), ou Antonio Pigafetta après son tour du monde sur la flotte de Magellan.

Il s'agit de la première traduction en français de ce texte, pourtant un classique de la littérature de voyages, qui permet de mieux comprendre les prémices de l'histoire des grandes découvertes. Elle est accompagnée de la relation de Pero Tafur, voyageur espagnol qui a rencontré Nicolò de' Conti en Égypte et qui éclaire encore davantage le récit de Conti.

LE VOYAGE AUX INDES

de Nicolas de Conti (1414-1432)

ÉDITION GÉNÉRALISÉE

LES ÉDITIONS DE L'ASIE ORIENTALE

ÉDITION GÉNÉRALISÉE

PAR

YVES-THIÉRIER

YVES-THIÉRIER

Collection Magellane - Éditions Perrin

19 rue Soufflot - 75004 Paris

Tel. 01 42 34 40 40

www.perrin.com

ISBN 978-2-261-25811-1

1 160-2859



Collection Magellane dirigée par Michel Chandeigne et Anne Lima

©handeigne, mai 2004.

PRÉFACE¹

L'an 1439, un mystérieux personnage arrivait à Florence accompagné de deux enfants. Il disait se nommer Nicolò et cherchait instamment à rencontrer le pape Eugène IV qui séjournait alors dans la ville. L'Église était en crise². Le concile réuni à Bâle en 1431 avait été désavoué par le souverain pontife qui en avait convoqué un autre à Florence dans le but de réaliser l'union de l'Église catholique et des communautés chrétiennes orientales dont les émissaires arrivaient presque en même temps. Une telle situation, et la curiosité d'Eugène IV pour les affaires d'Orient hâtèrent probablement l'audience accordée à Nicolò.

D'où venait-il? Un long périple l'avait mené jusqu'aux rivages de l'actuelle Birmanie et peut-être au-delà, dans des régions qu'il ne pouvait parfois ni situer ni nommer avec exactitude. Combien de temps avait duré son errance? Entre son départ de Damas en 1414 et son retour à Florence en 1439, vingt-cinq ans au moins s'étaient écoulés. Après maintes tribulations, c'est sur le chemin du retour qu'il devait rencontrer les épreuves les plus grandes. En passant en mer Rouge, sur les

rivages de l'Arabie, il avait dû se convertir à l'islam sous la menace de voir périr sa femme – sans doute une chrétienne orientale – et ses quatre enfants. C'est pour les sauver qu'il était devenu renégat et avait obtenu le libre passage pour gagner la Méditerranée. D'autres malheurs l'attendaient là : une épidémie de peste frappait alors l'Égypte. Elle avait emporté son épouse et deux de ses enfants, Maria et Daniele ayant seuls survécu.

Dès son arrivée en Italie, Nicolò n'avait eu de cesse de rencontrer le pape afin d'implorer son pardon et de retrouver la grâce des baptisés. Eugène IV était vénitien – un Condulmer –, il savait qui était Nicolò et lui accorda l'absolution. Il lui donna pour pénitence de raconter son voyage devant toute sa cour, et plus particulièrement à son secrétaire, l'humaniste florentin Poggio Bracciolini¹, qui en écrivit en latin le récit.

Que savait-on de Nicolò ? Ceux qui l'écoutaient découvraient qu'il était natif de Chioggia, un petit port niché dans la lagune de Venise. Il appartenait à une vieille famille vénitienne, peut-être celle de Pazzino de' Conti, consul de la République Sérénissime au Portugal, dont les qualités de géographe avaient attiré l'attention du prince dom Henrique (1394-1460). Nicolò aura la chance de revenir finir ses jours dans sa patrie. Son voyage l'avait doté d'un grand prestige, ce qui lui permit d'accéder à des fonctions politiques importantes².

Nous n'avons pas de portrait de Nicolò, mais on peut l'imaginer maigre et basané, vêtu à l'orientale – il le dit lui-même – d'une longue robe et enturbanné comme ces marchands que peindra plus tard Carpaccio dans les rues de Venise. On ne sait rien des circonstances qui l'avaient conduit à Damas

(1414), si ce n'est qu'il était d'usage dans les familles marchandes vénitiennes d'envoyer les garçons en Orient dès l'âge de quatorze ou quinze ans. Nicolò apprit l'arabe à Damas et le persan à Kalat. Cette langue était alors, autant que l'arabe, la *lingua franca* des mers de l'Inde. C'était aussi la langue officielle de la Perse et des grands royaumes indiens musulmans (sultanat de Delhi, empire Bahmani du Deccan et sultanat du Bengale).

LES PRÉDÉCESSEURS DE NICOLÒ DE' CONTI :

PREMIERS ÉCHOS DE L'ASIE DANS L'EUROPE MÉDIÉVALE

Nicolò n'était pas le premier à s'aventurer sur les routes de l'Asie. Les Italiens n'avaient jamais oublié l'Inde fabuleuse découverte jadis par leurs ancêtres romains quand les navires de l'empire allaient régulièrement par les ports de la mer Rouge jusqu'aux côtes de l'Inde du Sud pour y échanger l'or contre le poivre. À partir du VIII^e siècle, l'expansion de l'islam et la mainmise des empires omeyyade et abbasside sur la presque totalité des routes terrestres et maritimes leur avait barré le passage. Le monde arabe leur était fermé même si les nouvelles de l'océan Indien continuaient de filtrer, notamment par le truchement des maures et des juifs de la péninsule ibérique. Dès le XIII^e siècle les conquêtes mongoles en Perse et en Mésopotamie avaient rouvert aux chrétiens d'Occident les portes de l'Asie. Converties à l'islam, les autorités mongoles témoignèrent d'une tolérance religieuse, insolite à l'époque,

À l'aube du xv^e siècle, Nicolò participe à l'élan des Vénitiens vers les « Indes » toujours inaccessibles. Il cherche un nouvel accès direct vers la terre des gemmes et des épices dont rêve l'Europe misérable en proie aux ravages de la guerre de Cent Ans et des résurgences de la peste noire.

LES CHEMINS DE NICOLÒ¹

Le récit de Nicolò de' Conti nous conduit sur la route des Indes au début du xv^e siècle, soixante-dix ans avant que Vasco de Gama n'ouvre la route de contournement maritime par le cap de Bonne-Espérance. Des lignes régulières à plus grande échelle allaient pouvoir s'établir sur des parcours où, jusqu'alors, chaque périple était une aventure individuelle. Le fait que les routes commerciales empruntées par Conti (qu'il s'agisse des voies terrestres ou maritimes) aient été déjà pratiquées en cette aube du xv^e siècle n'enlève rien au caractère exceptionnel de l'expérience humaine que représentait ce voyage et que la richesse du texte ne nous laisse qu'entrevoir. Le trajet du périple de Nicolò demeure pourtant assez original pour l'époque, comme on va le voir. Après avoir rejoint des caravanes entre les échelles du Levant et l'océan Indien, Nicolò semble avoir voyagé de manière tout à fait indépendante, ne faisant allusion à aucune compagnie et ne contractant des associations avec des marchands locaux que très ponctuellement.

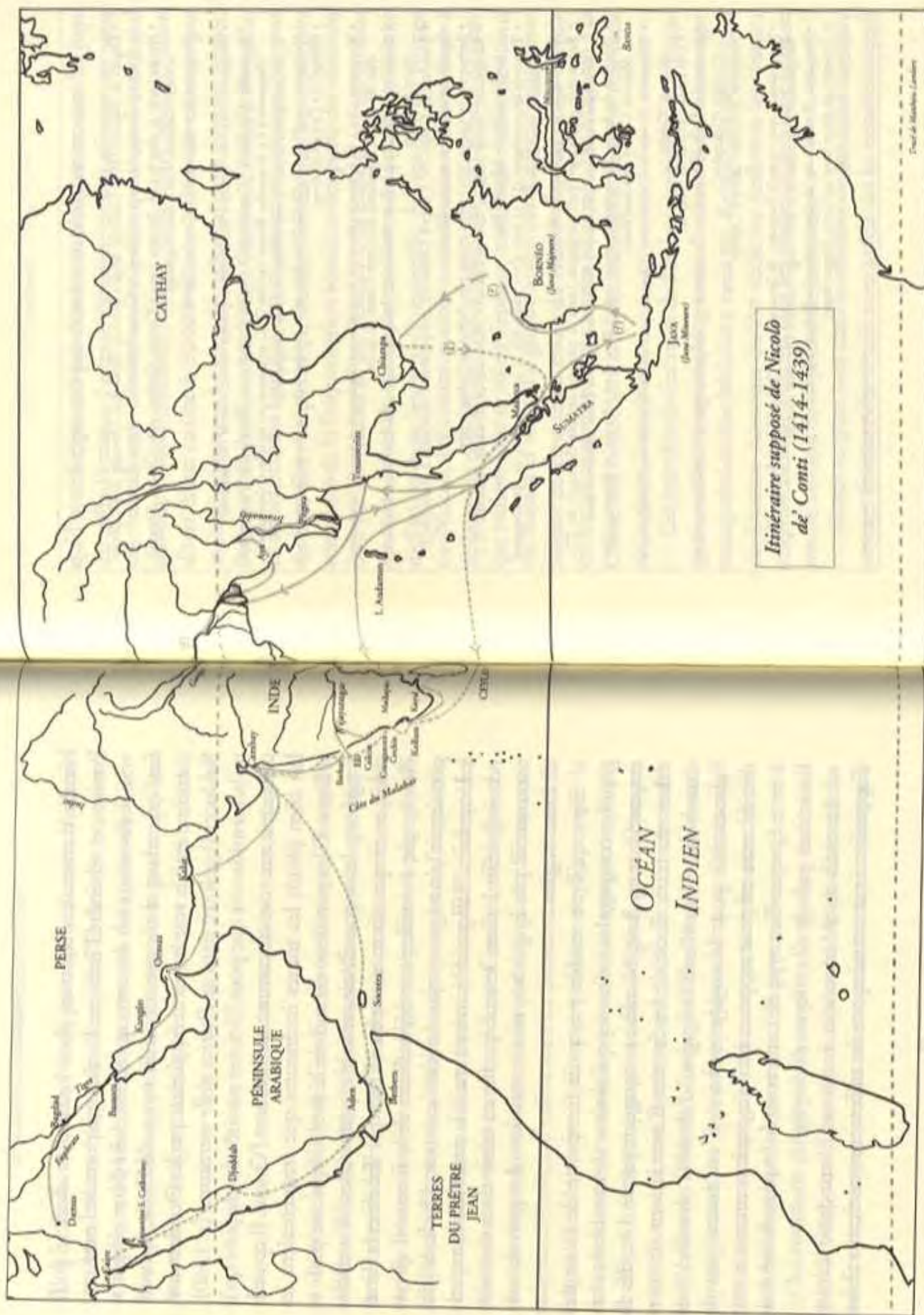
Au tournant du xv^e siècle en effet, les Arabes étaient en train de l'emporter dans toute la région du Moyen-Orient et les conditions de voyage se durcissaient pour les non-musulmans.

Nicolò traversa ces contrées pour embarquer dans le golfe Persique et rejoindre l'Inde par l'océan qui porte son nom.

S'il s'aventura sur des mers qui étaient loin d'être vierges, il faut cependant savoir que, des trois routes de l'Inde, la route maritime était la voie la moins fréquentée par les Occidentaux. Balducci Pegolotti, dans sa *Pratica della mercatura* (c. 1340), ne la mentionnait que pour l'écartier aussitôt du chapitre qu'il consacrait aux voies de communication avec l'Orient. Il conseillait bien plutôt les routes intérieures que fréquentaient les Italiens. Elles partaient du sud de la mer Caspienne pour se diriger vers les steppes d'Asie centrale et permettaient d'atteindre Pékin en cinq ou six mois, ou bien l'Inde par Tabriz et la Perse. Plus longue et totalement dépendante de la mousson qui ne permettait la navigation que dans un sens (vers l'Inde de juin à décembre, l'Afrique de janvier à mai), la route maritime traversait l'océan Indien, le seul qui fût au cœur d'un domaine commercial très important où se croisaient des gens de mer de toute origine.

Bien qu'il ne semble pas avoir fait partie de l'une des grandes compagnies italiennes qui avaient de nombreux correspondants en Asie, Nicolò ne voyageait pas seul et, dès le début du récit, il décrit les formes d'associations de marchands dans lesquelles il s'engagea : d'abord la caravane, puis l'association pour le voyage en mer. Il en donne peu de détails, mais on peut supposer qu'il s'agissait comme souvent à cette époque d'un type de contrat où la responsabilité était limitée au partage des risques du voyage.

Au cours de ces traversées maritimes, il eut donc le loisir d'approfondir sa connaissance des milieux commerçants arabes



qu'il avait fréquentés pendant les années passées dans les pays du golfe Persique. Le texte témoigne de son admiration pour ces « marchands très riches, au point qu'un seul marchand possède jusqu'à quarante navires, dont il tire profit, chacun d'eux étant estimé à 50 000 ducats ». Il ne les nomme pas, mais nous pouvons les identifier grâce à d'autres sources : Arabes, Persans, Maghrébins, Malabars, Gujaratis, Malais, Bengalis, ils appartenaient tous à la communauté musulmane des gens de mer, alors en pleine expansion. Tandis que leurs origines relevaient de la fréquentation séculaire des ports des mers du Sud par les Arabes et les Persans¹, ils étaient portés et soutenus, au début du xv^e siècle, par l'essor du pouvoir politique de l'islam dans leurs pays respectifs. À l'époque du voyage de Nicolò, les communautés musulmanes avaient réussi à dominer la plupart des trafics océaniques aux dépens de ceux qui avaient joué ce rôle à l'époque médiévale : juifs, chrétiens du Kerala et jains. La guilde arabe des *Karimi* s'était développée en Égypte au cours du Moyen-Âge au point d'avoir évincé ou absorbé presque toutes les autres. Du Maghreb à la Chine, elle contrôlait à la fois les transits caravanier et maritime de la route des épices.

Les marchands des mers de l'Inde s'associaient en compagnie pour les voyages au long cours. Les navires de Vijayanagar transportaient les Malabars, ceux du Bengale les négociants du Deccan. Au cours du xv^e siècle les Arabes et les Persans empruntaient de plus en plus les vaisseaux gujaratis pour se rendre au-delà de la péninsule indienne.

Nicolò va plus loin dans la relation de ses conditions de voyage, donnant des détails assez précis sur les caractéristiques

PRINCIPALES ÉTAPES DU VOYAGE DE NICOLÒ DE CONTI

- Départ de DAMAS (1414). Caravane jusqu'à BACTRA (Baldobéria). Descente de l'Euphrate (20 j) puis voyage terrestre (8 j) jusqu'à BASSORA (Bassora).
- Navigation (5 j) dans le golfe Persique jusqu'à KASSAN (Cahne), puis : OROUZ (Ormosia) et KALIR (Calirania) où il resta longtemps.
- Navigation (1 mois) de KALIR à CAMBAY (Cambaita).
- Navigation (20 j) de Cambay à EIR (Héli), en passant devant BAKTUK (Bachamaria).
- Remontée d'un fleuve (Tungabhadra) jusqu'à VIJAYANAGAR (Bizzogadia). PESTICOBIA (Pégonde) à 8 j de marche. Retour à la côte (20 j) en passant par les villes d'Odérôchou (O) et Cendogétra (C) pour arriver à PUDURATTANA (Pudgétania).
- Navigation jusqu'à KALAI (Cahla), puis MALAYUR (Malpuria) sur la côte du Coromandel.
- Passage (5 j) à CATTAN (Saitana).
- Navigation (20 j), en laissant à tribord les îles Andaman (Andamania), jusqu'à Siamonétra dans SOUTRIA (Taprobane), où il resta 6 mois ou un an.
- Navigation jusqu'à TESSASSAN (Thouairi). Voyage terrestre et maritime jusqu'à l'embouchure du Gange.
- Remontée du Gange (15 j) jusqu'à GERRUR (G), puis pendant 3 mois jusqu'à Madras (M).
- Expédition vers des montagnes à l'est.
- Redescente du Gange (13 j) vers GERRUR, puis Buzfétania (B) dans le delta.
- Navigation (1 mois) jusqu'au delta de l'ARACAN (Rachana) en Birmannie. Remontée (6 j) jusqu'à la ville de RACHAN (R).
- Traversée de montagnes (17 j) puis d'une plaine (15 j) jusqu'au delta de PAKKOTAKODY (Dava) en Birmannie.
- Remontée du fleuve jusqu'à la ville d'Aya.
- Redescente vers le mer, puis navigation jusqu'au port de XERONA (Sitrang) en 17 j. Remontée d'un fleuve (10 j) jusqu'à PÉCOU (Pangnia) où Conti séjourna 4 mois.
- Descente du fleuve. Navigation (1 mois) jusqu'à JAWA (Java Mineure) et BONSÉO (Java Majore). Conti y resta neuf mois.
- Navigation (7) vers la Cochinchine (Campa), puis retour (1 mois) vers l'Inde jusqu'à KOLLAM (Cahra).
- 3 j de Kollam à COCUTY (Cocyn).
- Remontée de la côte du Malabar : CRANGASORE (Colangara), PALAR (P), MÉRINATA (M), et CALICUT (Callicut).
- Navigation (15 j) de Calicut à COCUBOR.
- Navigation (2 mois) jusqu'à SOCORAS ; de Socora à ADREX (5 j) ; d'Adren à BASSORA (7 j).
- Navigation (3) d'un mois sur la mer Rouge. Arrivée à DIZOUAR (Gidda).
- Navigation (2 mois) jusqu'au SINAI (monastère Sainte-Catherine).
- Traversée du désert jusqu'au CAIRI (longue étape).
- Le CAIRI - VISIPE (1439).

¹ Voir également la fin de cette notice dans le récit de Conti.

devenu romancier! La réputation de Conti pouvait-elle être telle qu'en Espagne, au même moment, un quidam voyageur soit assuré d'être mieux entendu en le citant, le seul nom de Conti constituant une sorte de caution? Ou bien aurait-il pu entendre parler de Nicolò en Égypte? Dans l'un comme l'autre cas, cela suppose que Conti ait joué, dès cette époque, d'une estime internationale – ce qui implique de considérer (sans que les deux hypothèses soient véritablement exclusives l'une de l'autre) soit que les deux hommes se sont effectivement rencontrés, malgré les divergences que l'on trouve entre les deux textes, soit que la portée du récit de Conti ait été d'emblée immense...

III.

VALEUR LITTÉRAIRE & ETHNOLOGIQUE

La confrontation du récit de Nicolò de' Conti avec celui de Pero Tafur permet de soulever la question épineuse de la part que Poggio Bracciolini a pu jouer dans la composition du récit. On ne saura jamais s'il a partagé la fascination de ses contemporains pour l'Orient merveilleux, ce qui lui a permis d'abonder dans le sens de Nicolò, ou si, au contraire, il a épuré le récit au nom de la rigueur ecclésiastique... et de son grand savoir. Le secrétaire du pape Eugène IV était en effet l'un de ces grands érudits qui sont à l'origine de la Renaissance italienne, et le filtre de sa transcription n'a pas pu être neutre. Au-delà du récit de voyage à proprement parler, le traitement des observations ethnologiques en témoigne.

Il apparaît vite à la lecture de ce récit que Nicolò de' Conti n'est pas tout à fait un voyageur comme les autres, ainsi qu'en témoigne le contenu de sa narration : commerçant italien parti sur la route des épices, il a été fasciné par les mœurs et coutumes orientales qu'il s'est plu à raconter, à son retour, à la cour du pape Eugène IV. Le fait qu'il ait appris l'arabe et le persan, adopté la foi et l'habit des Arabes pendant ses pérégrinations prouve sans peine combien il s'était bien adapté aux façons de vivre des lieux qu'il a traversés : on pourrait presque dire que ses observations d'ordre géographique et ethnographique relèvent d'une des premières formes d'observation participante. Le contenu du « voyage » est donc très dense, tant en ce qui concerne les lieux traversés que ce qu'il y a observé.

Si les légendes trouvent leur place dans un récit pourtant concis, cela est sans doute lié à la satisfaction d'un auditoire qui en était friand : en outre, certaines sont connues et peuvent permettre aux auditeurs de se repérer par rapport aux autres récits qu'ils ont entendus (les fantômes de la nuit dans le désert, l'île des Hommes et l'île des Femmes sont des fables que l'on avait déjà pu lire dans le *Milione* de Marco Polo). On remarque en revanche que nulle mention n'y est faite de la civilisation islamique et de la déclinaison de ses traits distinctifs au Moyen-Orient ou en Inde. Or notre voyageur dit bien avoir appris l'arabe comme le persan et avoir côtoyé en permanence ces marchands de tradition arabe qui contrôlent le commerce maritime des Indes.

Au regard de la précision de son regard sur les civilisations orientales, on a peine à croire qu'il n'ait rien à dire sur le monde musulman. On est certainement en présence d'une

forme de censure ou de contrôle du récit, sans que l'on puisse affirmer si c'est Nicolò qui a pris la précaution de ne pas mentionner ce sujet lors d'une audience papale (d'autant plus qu'il vient solliciter le pardon pour avoir adopté cette foi d'islam sous la contrainte) ou si c'est Poggio qui a épuré les archives du pape sur ce thème.

Dans sa forme, le récit de Nicolò se présente de façon légèrement atypique puisque ce n'est pas un monologue. On relate une audience, donc pas besoin ici de mise en scène du narrateur qui dévoilerait ses aventures à un auditoire choisi, tel Sindbad le Marin qui disait attendre la fin du festin pour apaiser l'imagination de ses convives repus.

Ce texte se décompose en trois parties : la première, linéaire, qui trace l'itinéraire; la seconde analytique, qui constitue sans doute l'apport le plus original de Conti à la littérature de voyage; une troisième sur le Prêtre Jean a été ajoutée par Poggio. Au sein des deux premiers ensembles, les descriptions sont regroupées selon deux principes de classification simple, soit selon le lieu d'observation des phénomènes, soit selon leur nature. Il mêle observations d'ordre scientifique et légendes, mais jamais Nicolò ne semble exagérer, ce qui donne à son récit le ton de la bonne foi.

Après un préambule de vingt-six lignes, Poggio Bracciolini fait place au récit des voyages proprement dits. Avant de terminer, la curiosité le pousse à poser à Nicolò des questions plus précises sur les mœurs et coutumes de l'Inde. Dans ces réponses, il s'agit toujours du même interlocuteur qui poursuit son exposé, conscient de devoir demeurer cohérent avec lui-même, comme l'indiquent parfois des marques du discours. C'est

apparemment de son propre chef que Poggio ajoute à ce récit celui fait par d'autres pèlerins venus d'Éthiopie voir le pape qui les questionne sur les sources du Nil. Dans cette ultime partie, le récit se délire un peu car ces derniers voyageurs sont bien moins précis dans leurs propos que ne l'avait été Nicolò. Ce développement témoigne cependant d'un glissement de la curiosité de l'Asie vers l'Afrique qui a lieu à cette époque dans les mentalités : on espère en effet que c'est désormais grâce aux chrétiens d'Éthiopie que l'on va pouvoir prendre les musulmans à revers, et les lettres du pape à leur souverain sont désormais adressées « à notre très cher fils en Christ le Prêtre Jean, empereur d'Éthiopie ». La juxtaposition de ces deux témoignages est l'illustration directe de l'évolution des découvertes géographiques en cours.

Le voyage qui va suivre est un texte court, mais sa portée immédiate fut très large tant il étonna ses lecteurs. Public de curieux et de scientifiques, amateurs de manuscrits et premiers manipulateurs d'imprimés, lettrés et cartographes ont fait circuler ce récit qui fut d'emblée traduit en plusieurs langues. Comme celui de Marco Polo, il imprégna durablement l'imaginaire d'autres écrivains-voyageurs (tels Ludovico di Varthema ou Antonio Pigafetta), qui en reproduisirent plusieurs passages dans leurs propres relations. Aujourd'hui encore, ce texte mérite d'être revisité, pour son importance historique, bien sûr, mais aussi et surtout pour la variété de ses détails ethnographiques et naturalistes qui ont conservé toute leur saveur.

S'il est très précis en ce qui concerne les paysages traversés (noms de lieux, plantes, paysages urbains), l'originalité de l'apport de Nicolò de' Conti vient sans doute de sa perception

des us et coutumes des peuples rencontrés. Ce dernier a cherché à véritablement comprendre l'organisation de sociétés qui le fascinaient : son récit insiste ainsi sur les langues parlées, les formes d'écriture maîtrisées, l'utilisation d'un calendrier différent ou l'existence d'un système juridique inconnu pour lui (le problème de l'ordalie l'interpelle parmi d'autres), mais aussi sur l'encadrement intellectuel (savants indiens) et spirituel (chrétiens en Asie, religions orientales, sacrifices humains et auto-immolation, rites funéraires) des populations asiatiques. Les grilles d'analyse sociologique et anthropologique mobilisées (un questionnement diffus sur la structure de la famille : nature de la cellule familiale, polygamie/polyandrie, mœurs sexuelles) contribuent certainement au sentiment de modernité qui émane de ce texte. Le plaisir de la lecture vient aussi de la découverte de la vie quotidienne des gens que Nicolò a côtoyés, aussi bien en ce qui concerne leur régime alimentaire (aliments/ interdits, boissons, nourriture spécifique des prêtres, présence d'anthropophages) que leur apparence (race, aspect cruel/civilisé, soins du corps, vêtements, bijoux, coiffure) ou leur cadre de vie (maisons et jardins, mobilier, bains).

L'exotisme est présent à chaque page, traduisant l'exubérance de la nature (végétation, épices et plantes aromatiques, soies et teintures, plantes médicinales, bois précieux, arbres curieux, fruits et... plantes imaginaires) et du monde animal (faune des pays tropicaux, éléphants, crocodiles, oiseaux, etc. et... démons). Certains éléments fantaisistes peuvent être expliqués : les marchands et missionnaires furent très impressionnés par les représentations fantastiques de la mythologie

indienne (hommes-lions, hommes-sangliers, avatars de Vishnu...) qu'ils interprétèrent comme ils le pouvaient car à l'époque, les textes sanscrits étaient encore inconnus en Europe, les brahmanes s'opposant à leur diffusion ; leurs observations purent donner naissance à des interprétations fantasques qui étaient ensuite diffusées ensuite à travers l'Europe. Mais les fantômes du désert et les pêcheurs surnaturels sont aussi là pour rappeler qu'aucune rencontre n'est sûre au cours de ces longs périple, et l'apparence humaine des monstres est destinée à tromper le voyageur candide.

La frontière entre l'humain et le surnaturel est toujours difficile à définir ; c'est une évaluation qui est du domaine de l'expérience. Il semble cependant que Nicolò la franchisse parfois en toute connaissance de cause, car il aime les légendes, et nous les livre brutes, parfois sans recul critique. Même si son récit s'éloigne des représentations fantasmagoriques liées à l'Océan Indien (nudisme, union libre, coprophagie...), il fait encore la part belle aux anthropophages et à la polygamie. Il mêle ainsi à l'observation scientifique des éléments fantastiques et surnaturels, même si c'est en quantité certainement moindre que dans les récits de ses prédécesseurs ; on est à l'aube du renouveau des sciences et de l'humanisme...

En cette fin du Moyen-Âge, l'Inde, les Indes, ne représentaient pas seulement l'une des extrémités d'une route légendaire, elles se trouvaient également à une charnière unique entre le réel et l'irréel¹. Entreprenre le voyage vers l'Orient, c'était partir vers un continent mythique, au voisinage du Paradis terrestre tout en sachant que l'on mettait ses pas dans les traces d'autres voyageurs, qui avaient déjà montré que

l'aventure était possible, et que des hommes qui leur ressemblaient y vivaient – parfois au milieu des monstres. Le voyage différait du rêve en ce que celui qui l'entreprenait se trouvait dans une situation exceptionnelle et ambivalente : séparé de ses repères traditionnels, il était plongé dans un état instable et livré au hasard d'aventures sur lesquelles il gardait cependant un certain contrôle¹. Au-delà de la précision des renseignements utiles aux cartographes et naturalistes de l'époque, on sera sans doute plus sensible aujourd'hui au bestiaire imaginaire de Nicolò de' Conti, ainsi qu'aux noms de lieux évoqués (montagnes de la Lune et du Soleil, île des Hommes et île des Femmes).

IV.

CONSÉQUENCES DU VOYAGE DE NICOLÒ DE' CONTI
& SES INCIDENCES SUR LA CARTOGRAPHIE

Si, à l'heure de cette nouvelle édition, nous sommes plus sensibles au charme de l'exotisme soulevé par ce voyage ancien, il n'en demeure pas moins que la valeur de ce texte tient en grande partie à sa précision scientifique, notamment en matière géographique. On peut ainsi mesurer l'influence du récit de Nicolò de' Conti auprès de ses contemporains à l'aune de son impact sur la production cartographique de l'époque. Ce récit renferme en effet des détails exclusifs sur les îles de l'océan Indien qui ont beaucoup intéressé ceux qui préparaient les

voyages connus sous le nom de « grandes découvertes ». Les facteurs de portulans et mappemondes ne pouvaient travailler qu'en lisant ou en écoutant ceux qui avaient une expérience pratique du terrain. Essayer de mesurer l'influence des pégrinations d'un voyageur sur les documents cartographiques contemporains, c'est donc une façon de tenter d'évaluer la portée directe du récit de son périple et de mesurer ainsi l'aspect plus ou moins novateur de ses explorations.

Les premières mappemondes.

Au cours des XIV^e et XV^e siècles, les Européens étaient en train de rattraper rapidement les musulmans dans un de leurs domaines d'excellence, la cartographie : dès 1321, une carte figurant dans un ouvrage du Vénitien Marino Sanuto montre la partie méridionale de l'Afrique de façon exacte, c'est-à-dire sous la forme d'une presque île. Mais le progrès des connaissances géographiques était alors freiné par des conceptions cosmologiques médiévales qui perduraient, surtout en ce qui concernait les régions lointaines comme l'Afrique centrale, continent inconnu, ou même l'Inde qui demeurait la deuxième partie de l'Asie après le Paradis terrestre.

Le problème de la structure médiévale du monde tenait dans son formalisme cosmologique : tous les éléments avaient leur place dans l'univers et l'on ne pouvait remettre en question l'un d'entre eux sans faire basculer tout le système. Les cartes des XV^e et XV^e siècles sont caractéristiques de la coexistence d'éléments fabuleux qui dérivent tout droit de la tradition, et de percées de progrès dont il est moins aisé de repérer

précisément les facteurs. Les cartes nautiques ou portulans se servent des expériences de navigation régionales et couvrent donc les zones où l'on avait l'habitude de naviguer. Les grandes cartes du monde ou *mappae mundi* tentent pour leur part de donner une vision globalisante de la planète en conjuguant ces connaissances et les théories cosmographiques.

Le voyage de Nicolò de' Conti s'est terminé à une époque où l'on prenait conscience que les frontières du monde connu étaient en train de reculer au-delà du traditionnel cadre circulaire des *mappae mundi*... On se mit alors en quête de solutions cartographiques pour moderniser les représentations de l'univers, aventure scientifique qui devait mener à l'invention du premier globe terrestre connu (vers 1490), œuvre de Martin Behaim. Un des facteurs déclencheurs de ce renouveau fut certainement la redécouverte des cartes et des écrits de Ptolémée¹ suivant de peu la chute de Constantinople : elle permit à l'Occident de renouer avec le travail cartographique, sans pour autant s'emprisonner dans les conceptions du monde de l'Antiquité : très vite en effet, les cartes du xv^e siècle s'affranchirent de la cosmographie ptoléméenne (l'océan Indien n'était plus fermé, l'Afrique prenait la forme continentale qu'on lui connaît aujourd'hui).

Dans ce contexte, le récit de Conti a permis de résoudre un certain nombre de problèmes spécifiquement géographiques auxquels personne n'avait jusqu'alors pu apporter de réponse satisfaisante, notamment concernant la toponymie et la délimitation des différents golfes et mers qui composent l'océan Indien. Nicolò fut en effet le premier Européen à pouvoir localiser assez précisément, pour y avoir vécu, les îles

de l'Insulinde. De plus, grâce à une longue pratique des voies maritimes de ces régions, il était parvenu à une vue d'ensemble assez juste de l'organisation de l'océan Indien qui a inspiré les cartographes du xv^e siècle.

Les plus belles cartes de cette époque portent ainsi sa marque. La « carte génoise » (1447/57, Florence, Bibliothèque nationale) ou la *Mappemonde de Fra Mauro* (1459, Venise, Bibliothèque Marciana) sont les premières à localiser les îles des Épices. On y voit aussi un lac au cœur de l'île de Ceylan, le dessin d'un autre grand lac entre l'Indus et le Gange (dont il est précisé que l'eau est si pure à boire), ou le nom de *Cimitiera* ou *Siamotera* donné à l'île de Taprobane (Sumatra) comme autant d'indices de la diffusion de son récit.

La carte génoise est sans doute la plus proche du texte de Nicolò de' Conti même si statistiquement on trouve sur les deux documents cartographiques autant de noms de lieux issus de ce récit (vingt-et-une citations sur chaque carte). Les noms repérés chez Mauro sont cependant plus communs, et les légendes de la carte génoise correspondent au texte de Conti en de nombreux points, parfois mot pour mot, en plus de la présence de noms de villes ou de régions que l'on ne retrouve nulle part ailleurs.

Afin de comprendre l'apport inestimable de ce témoignage, il faut comparer les cartes qui vont découler du voyage de Conti par rapport à celles qui l'ont précédé. Les plus belles cartes médiévales ne viennent pas du monde occidental. La cartographie était en effet une science déjà très développée (début de la géographie quantitative) en Chine aux II^e et III^e siècles, mais il reste peu d'exemplaires de ces anciennes cartes. Comme

pour les cartes arabes, l'Occident, qui ne les connaissait pas, en a peu tiré profit. À l'exception de la carte en soixante-dix feuilles (1154) du géographe Idrisi appelé à la cour du roi normand Roger II à Palerme, les cartographes occidentaux n'ont jamais eu de connaissance directe des travaux orientaux (même si les portulans et le système des rhumbs ont probablement une origine arabe). C'est donc la rencontre de deux traditions, celle de la carte portulane méditerranéenne et celle issue de la tradition ptoléméenne, qui va permettre le renouveau de la cartographie à l'époque de la Renaissance.

Le savoir des facteurs de cartes de l'époque a longtemps été déterminé par leur positionnement critique vis-à-vis de l'héritage ptoléméen : les manuscrits de ces cartes anciennes ont été redécouverts lorsque les Occidentaux se sont emparés de Constantinople. Oubliées en Europe, les cartes de Ptolémée avaient beaucoup circulé à Byzance et dans les pays musulmans où elles avaient souvent été abondées des connaissances acquises par les Arabes eux-mêmes. Cette ré-appropriation eut cependant un effet à double tranchant : ces cartes ont attiré l'attention des géographes sur la nécessité de procéder à partir d'éléments astronomiques, ce qui les a conduits aussi, dans un premier temps, à négliger les résultats de la cartographie nautique médiévale.

Dans l'aire asiatique qui nous intéresse ici, la difficulté majeure surgit de la présence de la bande de *terra incognita* qui clôt l'océan Indien. Les géographes plaçaient en effet les noms géographiques mentionnés dans les grands récits (chez Marco Polo par exemple) sur la carte de Ptolémée, mais sans la corriger. C'est ainsi que le Cathay et tout son environnement

se trouvaient situés bien plus à l'est que le véritable emplacement de la Chine et de ses pays limitrophes.

Au début du xv^e siècle, Florence était alors le centre des études cosmographiques : on se mit à rivaliser d'habileté pour redessiner les cartes de Ptolémée : on connaît trois superbes atlas manuscrits de la main de Domenico Nicolò le Germain, Francesco Roselli (qui ouvre ensuite la première imprimerie spécialisée en cartes) et Henricus Martellus. Dès 1475, l'ouvrage est en effet imprimé à Vicenze, suivi d'une édition bolonaise en 1477, puis romaine en 1478, et très rapidement de nombreuses rééditions. C'est Nicolò le Germain lui-même qui l'imprime à Ulm dès 1482. L'intérêt pour Ptolémée (et la diffusion conséquente de son livre) ne faiblit pas jusqu'aux travaux de Mercator au milieu du xvii^e siècle.

L'Atlas catalan.

L'état des connaissances juste avant le voyage de Conti nous est donné par le magnifique ensemble cartographique traditionnellement appelé « Atlas catalan » (Paris, BnF), qui date de 1375. L'Asie y est enfin reconnaissable : on y voit la première représentation du continent indien sous sa forme péninsulaire. Les noms de lieux figurant sur la carte correspondent en grande partie à l'itinéraire retour de Marco Polo, dont il faut rappeler qu'il a rejoint Venise en 1295. Ce rapprochement illustre à la fois l'utilisation par les auteurs des récits de voyage, et ses limites : dans ce cas, si la légende de la carte est très précise sur la zone qui recouvre l'Asie centrale et l'empire mongol (compilation certaine d'informations sur la



Terra insuperiora Sinarum phoenicem



Terra insuperiora Sinarum phoenicem

Carte post-hémérique (1478),
 telle qu'elle réapparaît au cours du XV^e siècle.
 Sa redécouverte a joué un rôle paradoxal : elle a stimulé
 le renouveau des études cartographiques tout en freinant l'intégration des
 informations nouvelles, car ce document possédait d'un prestige faisant autorité. L'océan
 Indien est une mer fermée. Taprobane (Ceylan) est au sud d'une péninsule indienne à
 peine ébauchée. À droite du Sinus Gangeticus, la « Chersonèse d'Or ».

Tracé de M.-Cl. Lacombe
 (Baudouin, De la terre phénice au globe arctique, 1980).



L'Asie dans l'Atlas catalan (1375) d'Abraham Cresques. Tabrohana (Ceylan).
 apparaît déportée à l'ouest, très éloignée de la côte indienne orientale.



Table géographique de l'Asie de l'orient de Siam.

route du nord, collectées auprès des missions franciscaines qui l'empruntaient, s'ajoutant à la relation de Marco Polo), elle l'est beaucoup moins pour l'Asie du Sud-Est. Ce travail reste marqué par des contradictions scientifiques intéressantes : pour la première fois, le manque de connaissances est indiqué par du blanc au lieu de remplir ces espaces de noms légendaires et d'anthropophages, mais sans aller toutefois jusqu'à supprimer, à l'extrémité orientale du monde, le royaume de Gog et Magog.

Une des premières tentatives de réconciliation des conceptions médiévales et de la tradition classique fut l'œuvre du bénédictin Andréas Walspurger (Constance 1448). On note sur sa carte un intérêt prononcé pour l'Asie où des légendes soulignent l'attrait pour les régions d'où viennent les épices, avant que le périple de Nicolò de' Conti ne soit connu (Taprobane est « le lieu du poivre » ; une île proche du continent africain – Ormuz ou Socotra ? – porte la mention « Ici on vend du poivre »). Le dessin est encore assez confus et contraste avec la précision des cartes que nous allons étudier plus en détail.

La « carte génoise » (1447/57).

La carte dite « génoise » est la première sur laquelle on puisse attester la portée des connaissances rapportées par notre voyageur. C'est une mappemonde de forme ellipsoïdale dessinée sur parchemin en couleur, et montée en quatre sections sur ais de bois de 75 x 30 cm. L'écriture des noms est exceptionnellement lisible ; les légendes sont en latin. La carte, dessinée avec soin, est en bon état, à quelques exceptions près. Elle représente le monde connu : l'Atlantique ouest avec les

îles Britanniques, Madère, l'archipel des Açores et celui des Canaries ; l'Afrique avec un large golfe se prolongeant vers l'est ; l'océan Indien ouvert au sud ; la côte orientale de l'Asie avec deux grandes îles, la côte méridionale creusée de trois grands golfes. La côte orientale, jusqu'au golfe qui sépare la Corée de la Chine, suit une direction est-ouest, et non la véritable direction nord-sud. Mais les côtes de Chine sont assez exactes. Il semble qu'elle ait été établie pour illustrer la possibilité d'atteindre les îles des Épices par le sud et l'est. La représentation d'un bateau dans l'océan Indien confirme cette interprétation. La carte suggère la route que les Portugais ont suivie par la suite.

Les Portugais ont en effet pris la suite des Génois dans cette course aux épices, non parce que les Génois ont abandonné cette compétition, mais parce qu'ils se sont « scientifiquement » mis au service du jeune et dynamique royaume de Portugal. La conjonction de ces deux puissances devait permettre le succès de dynamisme qui conduisit à l'ouverture atlantique du monde. La mappemonde n'est pas signée, mais dans un coin un écusson aux armes de Gênes semble indiquer sa provenance. Les possessions de cette république sont par ailleurs les seules au-dessus desquelles flotte un pavillon.

Certains historiens ont dans un premier temps daté la carte de 1417, mais elle ne peut être antérieure à la fin des années 1440 : il y est fait état de connaissances de fraîche date pour l'époque, par exemple au sud-ouest de l'Afrique et plus nettement encore au sud-est de l'Asie où le cartographe s'est clairement inspiré de Nicolò de' Conti. Il est très probable qu'elle date de 1447, de 1457 au plus tard.

Dans les mers du sud, au-delà de Taprobane, il est noté : « *In hoc mare Australis Poli aspectu navigant Septentrionalis absconditur* » (« Dans cette mer on navigue grâce au pôle Sud, l'étoile polaire ayant disparu de l'horizon »), notation qui se trouve dans le récit de Conti comme dans celui de Polo ou de Monte Corvino. C'est en effet l'un des éléments les plus marquants de leurs voyages que de voir disparaître l'étoile polaire en s'approchant de l'équateur, car ils perdent alors un de leurs repères les plus familiers. Pour le reste, les particularités cartographiques provenant de notre source sont nombreuses.

INDE :

- On découvre là des similitudes frappantes, ainsi ce grand lac situé entre l'Indus et Gange « dont l'eau est si merveilleuse qu'on vient de partout pour la boire » et que Conti décrit p. 108 dans les mêmes termes ; quelques villes citées par Conti sont présentes, telle *Combatia* (Cambay).

- La ville de *Bicungalia*, « major de mundo » représentant Vijayanagar est déplacée vers le delta du Gange et signalée par un dessin-vignette plus imposant que ceux des autres villes asiatiques. Couramment citée dans les récits de la fin du xv^e siècle, Conti est le premier à en faire mention (p. 92).

- Le long de la côte de Coromandel plus inexactement figurée, la carte nomme justement *Mahabaria* la province appelée *Malabarria* par Conti (p. 93). La carte y dessine une ville, remarquable par la présence d'une église, avec la légende : « *Hic jacet corpus sancti Thomae apostoli* » : Mailapur est bien sûr dans le récit de Conti, mais c'était une étape courante sur la route maritime : Monte Corvino y avait séjourné, et presque tous les voyageurs s'y arrêtaient. Mandeville et Marco Polo, sans s'y être rendu, leur consacrent de nombreuses pages. *Cabala* (Kayalpatinam) se trouve un peu plus loin (placé erronément en remontant la côte vers l'est) avec une légende indiquant « qu'on y utilise des feuilles d'arbres pour écrire au lieu de papier » (cf. p. 93).

- Conti fut le premier voyageur européen à visiter le delta du Gange, tout comme la Birmanie voisine, et à en rendre compte. La carte s'inspire de son récit : « L'embouchure [du Gange] a plus de 15 milles de largeur. Il y croit des cannes plus grosses que le bras, et des noix que nous appelons "d'Inde" ». Après avoir remonté le fleuve pendant quinze jours, Conti dit arriver à *Cernove* (p. 95). On voit sur la carte, légèrement en amont du fleuve, *Arnona civitas* : peut-être est-ce la même ville... Après trois mois de voyage, il arrive à *Maharatia* : sur la carte, ce serait la ville de *Maragama*, « où abondent aurum et argentorum et gemmarum abundant genera », (« où le bois d'aloès, l'or, l'argent et les gemmes abondent »). Sur une montagne située à peu de distance à l'est, on lit : « *In hoc monte gignuntur carbunculi* », (« dans cette montagne on trouve des escarboucles »), ce qui correspond exactement au récit de Conti (p. 96) qui raconte qu'on trouve ces pierres à treize jours de Maharatia. Mais le récit de Conti est alors trop imprécis pour que l'on puisse véritablement situer ces lieux, dans l'Himalaya ou en Birmanie : le cartographe interprète son récit en les plaçant au nord de la Chine.

- De même, au nord de l'Inde, apparaissent erronément les royaumes de la péninsule Indochinoise. On y trouve par exemple la cité birmane d'Avā sur le fleuve nommé *Dava* (l'Imaouaddy) qui se jette... dans le Gange ! Cette position extravagante provient sans doute du fait que Conti parle du « fleuve nommé *Gange major*, que les habitants appellent fleuve *Dava* » (p. 96), notation qui a pu induire en grossière erreur le cartographe. De même sous une chaîne de montagne, on lit cette légende : « *Hic provincia Macina dicitur elephantibus gignit, bugas incole serpentibus venantur delitiose affiatin et facies suas variis punctis et coloribus biloque ferreo depingunt et solatuxore sunt contenti* » (« Cette province nommée *Macina* produit des éléphants. Ses habitants se nourrissent de serpents, qu'ils considèrent comme un mets délicieux. Avec un stylet de fer, ils se tatouent le visage de divers points et couleurs. Ils se contentent d'une seule femme »), nouvelle marque de l'influence de Conti repris presque mot à mot (p. 97-99).

CEYLAN

- L'île de *Xilona* (Ceylan ; *Srilana* chez Conti, p. 94) est représentée à l'est de la péninsule indienne. En fait, une légende sur fond or indique :

« *Xilana insula, trium milium miliarorum ambitum, continens rubicinis, saphiris, granatis, et occulis gatte decora. cinamonum ex arboribus salicibus nostris similibus gignit. In insula hac locus est in cuius medio civitas nobilib, cuius incolae aërologie deditis omnia futura predicant* » : « Ile de 3000 milles de tour, riche en rubis, saphirs, grenats, yeux-de-chat, produisant de la cannelle d'arbres qui sont semblables à nos sautes. Dans cette île se trouve un lac au milieu duquel on voit une ville illustre dont les habitants s'adonnent à l'astrologie et prédisent toutes les choses à venir ». La circonférence de l'île n'est tirée ni de Pline, ni de Mela. Marco Polo (chap XIX) dit qu'elle a 2400 milles de circonférence et que lors d'une époque reculée elle en avait 3600, mais c'est bien Conti qui nous dit quelle en mesure 3000. Le lac inférieur, nommé par Pline Megisba et « ayant 17500 pas de circuit » (liv. VI, c. 22), est aussi mentionné par Nicolò (p. 95).

SUMATRA

Les deux océans, septentrional et oriental, sont remplis d'îles. Au midi, l'une d'elles, peinte en rouge, porte le nom de *Taprobana*, au sud de Ceylan avec le phylactère suivant : « *Insularum notarum Taprobana maior que sex decies centenis milibus passuum patere ambitu affirmatur. Post hanc, Anglia inde Java major, inde minor, post eis Ibernia et Xilana, post quam exilia, post hanc Sardinia, inde Corsica, inde Cyprus et Candia. Huius Taprobane que eorum lingua Cimieria dicitur incolae crudeles aures magnas, in auribus ornatas habent linteis vestiti, ydolatre omnes, pipere camphora et auro plurimo redundantes, piperis arbor edere similes grana ut insipery ferens. Huius insule partem antropophagi habitant continue cum vicinis bellantes capita humana pro thesauro recondant eis carnibus et qui plura capita habuerit ditior est* » (« Quant à ces îles, Taprobane et on dit qu'elle a environ de 6000 milles de tour. [...] Les habitants de Taprobane, qui est appelée dans leur langue *Cimieria*, sont très cruels, ils ont de grandes oreilles portant des ornements et se vêtent de lin. Ils sont tous idolâtres. Ils ont du poivre, du camphre et de l'or en abondance. L'arbre du poivre porte des grains semblables à ceux de nos genévriers. Des anthropophages habitent une partie de cette île, et mènent une guerre continuelle contre leurs voisins. Ils collectionnent les têtes humaines, et celui qui en a le plus est le plus riche »).

Pour la première fois Taprobane se dédouble en deux îles avec leurs toponymes respectifs : Ceylan et Sumatra. Ibn Battûta avait déjà décrit *Samudra* ou *Sumatra*, Pordenone *Samatra* ou *Synabura*, Marco Polo *Samudra*. Il s'agissait du nom d'un petit royaume et de sa capitale, au nord de l'île, qui allaient, au début du XVI^e siècle, être supplantés par Atjeh et Passai. Conti franchit le pas et arrive, dit-il, « *ad insulae Taprobane, quae Sciamuthera eorum lingue dicitur*... », dans « l'île de Taprobane, qui se nomme dans leur langue *Sciamuthera* » (p. 94). La carte génoise et celle de Fra Mauro vont lui donner ce nom de *Cimieria* / *Sciamuthera*, toponyme qui, en passant par le portugais *Samudra*, allait très lentement s'imposer.

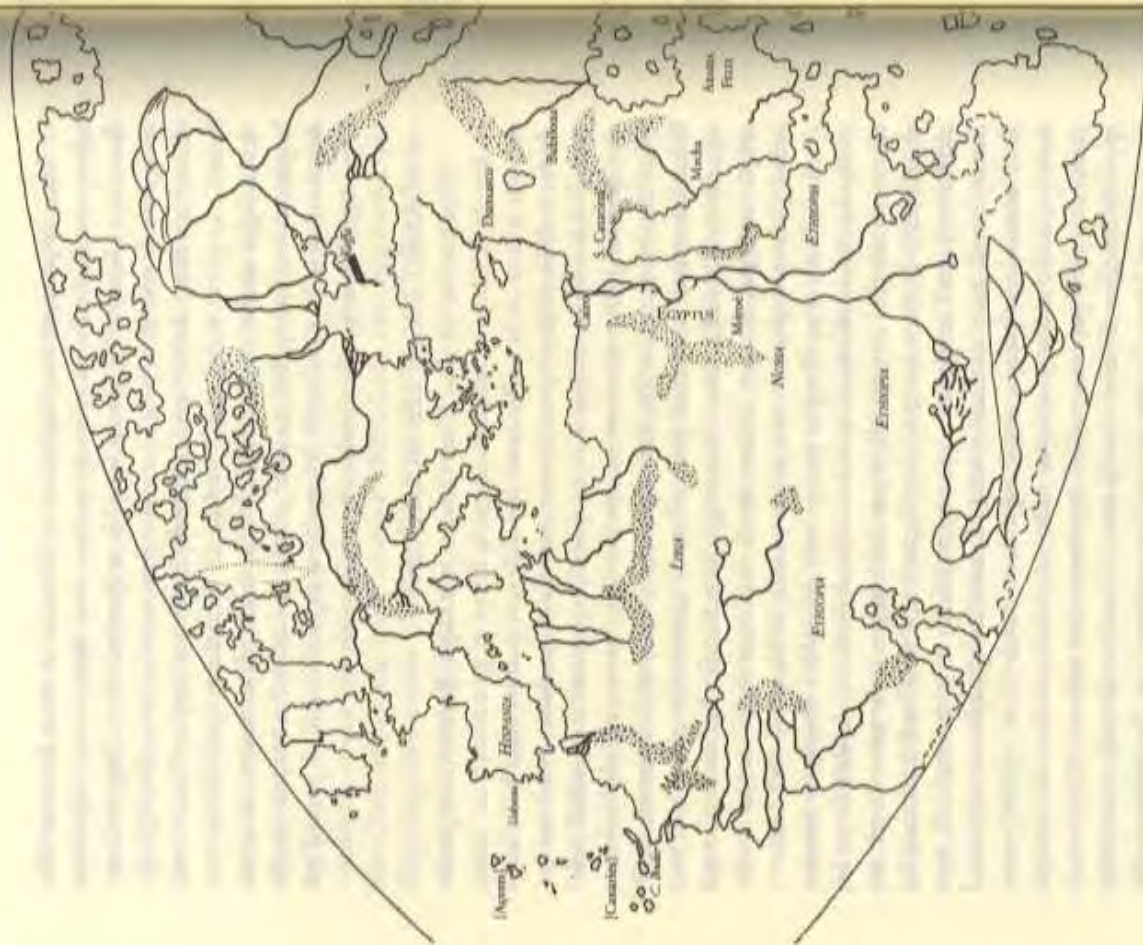
BORNÉO, JAVA & LES MOLUQUES

Deux grandes îles, *Java Minor* (Java) et *Java Major* (Bornéo), sont placées en face de la Chine et ressemblent par la forme et les contours au Japon, mais sur la carte on lit : « *Hec insule Java dicte sunt quarum major tribus altera duobus milibus miliarum protrahuntur abunquae a continente mensi navigant homines quibus boninem occidere pro laudo; uxore quodlibet sumunt* » (« Ces îles sont nommées Java; la plus grande a 3000 de tour, la seconde 2000. Il faut un mois de navigation pour arriver du continent voisin, et elles sont séparées de 100 milles. Des hommes ignares et bestiaux les habitent, et par simple jeu ils peuvent tuer un homme; ils ont autant de femmes qu'ils veulent »). Cela correspond en tous points au récit de Nicolò (p. 101-102).

Au sud-est, deux îles plus petites sont dessinées : *Sanday* et *Bandan*, « *Ultra has insulas est amplius nota hominibus habitatio* » (« Au-delà de ces îles on ne connaît plus de pays habité par des hommes »), or selon Conti, au-delà de celles-ci, toute navigation est impossible, c'est le bout du monde. Le phylactère porte l'inscription : « *Sanday et Bandan dicuntur insule iste, nam Sanday crocu, naves muscatis et macis, Bandan vero geriofilorum copiam ad Javis transmittunt atrisque incolae nigri sunt. Bandan item triplicis generis habet pitaceos, rubeos, croceosque rostro versicolores et albos; albi namque galinis sunt patres qui transcutibus locuntur et dant responsa* » (Ces îles sont appelées *Sanday* et *Bandan*. *Sanday* envoie du safran, des noix muscades et du macis aux Javes, *Bandan* des girofles en abondance. Les habitants des



La carte génoise (1447/157), avec quelques-uns des toponymes figurés. L'Afrique comporte les récents découverts portugais de sa côte occidentale, et prend peu à peu sa forme continentale. L'Océan Indien est ouvert. Une représentation nouvelle de l'Extrême-Orient se met en place et se dégage des modèles de Ptolémée et de l'Atlas catalan. Pour la première fois apparaît l'île de Sumatra, distincte de Ceylan, sous le nom de Taprobana.



D'après un croquis de M.-Cl. Laroche (Rasilles, De la terre plate au globe arrondi, 1980).

deux sont noirs. *Banda*n a des perroquets de trois couleurs : des rouges, d'autres multicolores avec un bec safran et des blancs; les blancs ont la taille de poulets, ils parlent et répondent aux voyageurs ».

C'est Conti (p. 102 sq.), qui inverse le lieu d'origine des épices. L'archipel des îles Banda est en effet le grand centre de production de la noix muscade et du macis; le nom de *Sanday* n'a pas été expliqué de manière satisfaisante (cf. note p. 149), mais il désigne selon toute vraisemblance une des petites îles Moluques à l'ouest d'Halmahera, alors grandes productrices de clous de girofle. Ce serait donc la première fois que les fameuses « îles des Epices », si longuement et âprement recherchées, apparaissent sur une carte.

ASIE DU SUD-EST

La péninsule de Malacca et la légende qui l'accompagne sont une réminiscence de la Chetsonèse des Anciens, représentée sur les cartes ptoléméennes : « *Hic copiose reperitur aurum fossilibus et lapideibus preciosis* » (Ici se trouvent de l'or et des diamants en abondance). La région où devraient être situés les royaumes d'Ava, de Pegou et de Siam est marquée par un grand serpent; mais les toponymes correspondants sont indiqués erronément au nord de l'Inde (voir plus haut, p. 71).

CHINE

Le carte porte plusieurs fois le mot *Cathayum* (Cathay) à l'emplacement de la Chine. Un roi y est figuré avec la légende suivante : « *Rex Cambialecb hoc est Magnus Carnis* », référence au temps où « Le roi de Khambaliq [Pékin] » était « le "Grand Chien" [Grand Khan] » (cf. p. 100). Non loin de la mer orientale, apparaît le nom de *Sine*.

La carte de Fra Mauro (c. 1459).

L'élaboration de cette carte génoise est liée à celle de Fra Mauro dont elle est contemporaine, car les deux mappemondes représentent cette nouvelle ouverture vers l'Asie que dessine le contour de l'Afrique. Elles correspondent cependant à deux

démarches distinctes : les cartographes travaillent à des échelles différentes et adoptent le plus souvent des solutions divergentes, notamment sur la forme des golfes et des péninsules d'Inde et d'Extrême-Orient.

La carte de Fra Mauro¹ est une des merveilles de la cartographie ancienne. C'est une mappemonde rectangulaire : la carte à proprement parler forme un cercle légèrement déformé de grande taille (196 cm de diamètre); elle est dessinée sur vélin et montée sur des ais de bois. Aux quatre coins du rectangle se trouvent de longues notes sur la cosmographie, accompagnées de diagrammes, qui traitent du nombre des cieux, des possibilités de vie sur la sphère, du Paradis terrestre, etc.

Les très nombreuses légendes et noms inscrits sur la carte, d'une grosse écriture ronde, sont en italien matiné de dialecte vénitien. La carte est remarquable par le nombre de ses vignettes : de grands dessins des villes, avec leurs tours et leurs flèches, des colonnes, des tombeaux, surtout dans les régions hors d'Europe (par exemple dans le Cathay), des vaisseaux. Certaines limites de province sont indiquées par des files d'arbres.

Ni rhumbs ni échelles ne sont figurés, et bien que le dessin des côtes rappelle celui des portulans, la carte de Fra Mauro a toute l'apparence d'une *mappa mundi*. On n'y voit ni parallèles ni méridiens. Le sud est en haut de la carte et la convention qui consistait à placer Jérusalem au centre est enfin abandonnée, sous l'influence directe de Ptolémée et des récits de voyages². En déplaçant le centre du monde, il étend longitudinalement la superficie de l'Asie, parvenant à lui donner une allure plus correcte, deux fois plus longue que la Méditerranée (la position centrale de Jérusalem impliquait une Asie réduite par rapport



*Plinius inueniens, Ceylon et
Taprobane (Sumatra), Juba
Mincron, Scindia et Bantam,
p. 81-82.*

*Juan Méjuna: (Bernardi),
China et Cipango, p. 84.*

*La mappamonde de
Fra Mauro (1459).*

à une Méditerranée démesurément longue), sans pour autant parvenir à une estimation raisonnable des proportions de la terre. L'Océan s'ouvre, héritage d'une tradition cartographique ancienne¹, s'opposant ainsi aux représentations procléméennes.

L'esprit critique de Fra Mauro le pousse à confronter les sources et à exploiter au mieux les apports de ses contemporains : « À mon époque, je me suis efforcé de vérifier les écrits par l'expérience, par la longue pratique de recherches et par des rencontres avec des personnes dignes de foi, qui ont vu de leurs propres yeux ce qui est fidèlement reproduit ici ». Il ajoute donc à une documentation poussée (les cartes et portulans fournis par le roi du Portugal, les matériaux italiens et

l'expérience de collaborateurs avertis comme Andrea Bianco) des témoignages directs, comme celui de Nicolò de' Conti. L'apport des géographes arabes, pas toujours correctement exploité, n'est pas négligeable.

Pour l'Asie, la source principale reste Marco Polo. Dans cette représentation du monde, celle-ci est agrandie, mais l'espace gagné est mal mis à profit, comme nous le verrons dans une étude plus détaillée des planches orientales : le dessin des îles et des péninsules reste freiné par le modèle procléméen. De plus, la configuration de l'Asie est en grande partie conditionnée par le cadre circulaire de la carte, et les îles qui jouxtent le cadre sont déformées. L'apport de Conti réside dans l'importance donnée aux épices.

INDE

À l'est du golfe Persique, il semble de nouveau que Fra Mauro ait retenu le schéma procléméen, tout en exagérant les principaux golfs et caps. Il ajoute des noms contemporains sur le vieux schéma. Le golfe de Cambay a la même allure que sur les cartes du XV^e siècle, mais on y trouve en plus l'île de Dîu, centre commercial important au début du XV^e, et, à la suite de la carte génoise, la ville de *Bienegal* (Vijayanagar).

L'Inde est divisée en péninsules très ramassées, et les positions relatives à l'intérieur des terres sont très imprécises. L'ordre des noms des villes de la côte occidentale de l'Inde est inversé, confusion probablement due à l'orientation sud-nord de la carte. Une baie du Bengale plus ou moins reconnaissable est confinée par la présence de l'île de Sumatra. Dans cette baie se jette au nord une rivière appelée Indus, le Gange étant déporté plus au nord (f) dans une masse indochinoise qui se confond de manière très confuse avec la Chine.

C'est dans le positionnement des îles de l'océan Indien que l'on trouve les renseignements les plus intéressants. La côte méridionale s'écarte beaucoup du tracé procléméen. On a placé là et dans l'océan Indien des détails qui

Détail de la carte de Fra Mauro (1459), montrant la péninsule indienne, Ceylan et l'Asprobarie (Sumatra).

Relief géographique, in : Atlas du système de Samsarésis



Java (Java Mineure) et Bornéo (Java Majeure) portent les mêmes noms que dans le récit de Conti et la carte génoise. Rappelons que Marco Polo appelait Sumatra « Java Mineure ».

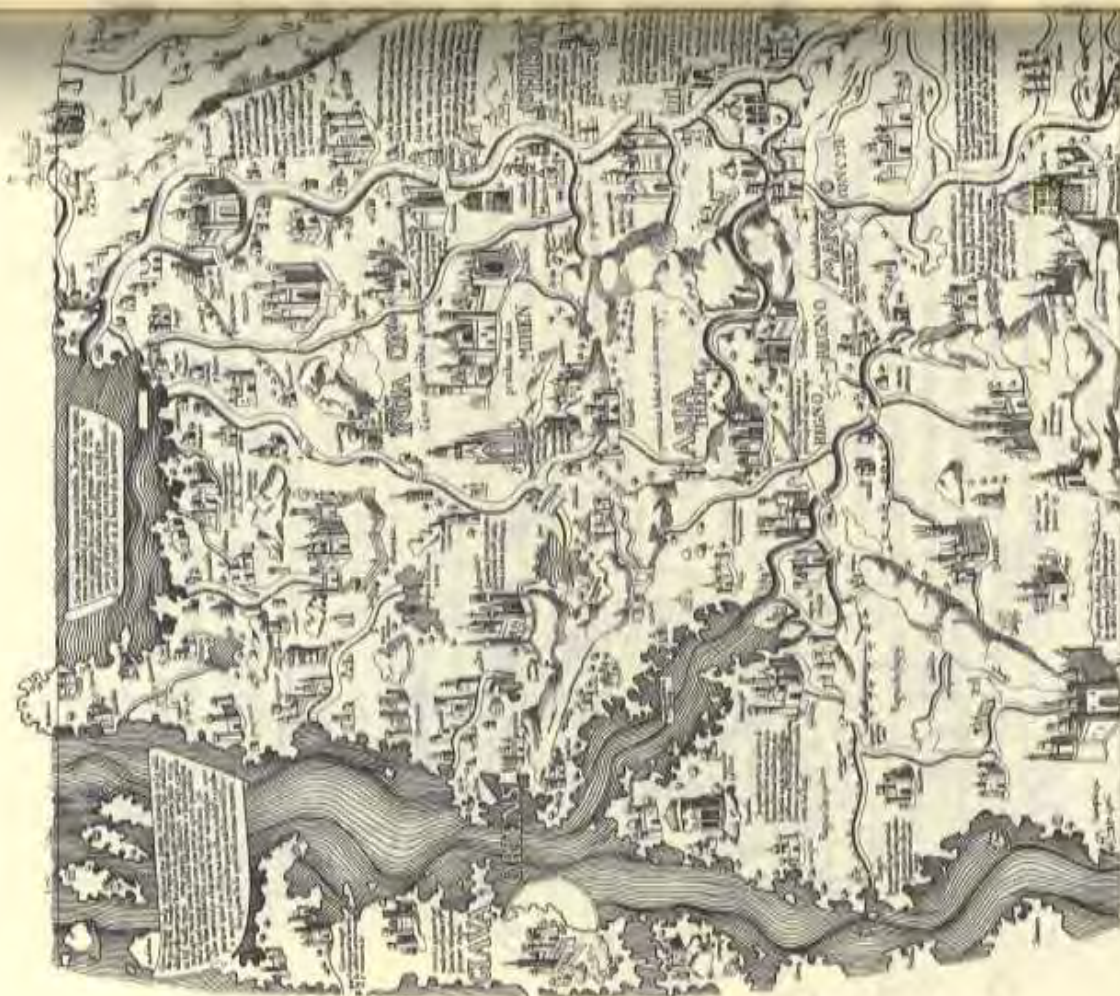
Phylactère de Java Mineure : « Ille très fertile, dans laquelle il y a huit royaumes, est entourée de huit îles dans lesquelles pousse l'épice subtile. Et dans ladite Java poussent le gingembre et d'autres épices en grandes quantités, et toute la récolte de celle-ci et d'autres [îles] est transportée vers Java Majeure où elle est répartie vers trois destinations, une partie pour Zaiton [Changchow] et Cathay, une autre pour Ormuz, Djeddah, et La Mecque via la mer d'Inde, et la troisième pour le nord, via la mer de Cathay. Dans cette île, selon le témoignage de ceux qui voyagent dans ces mers, on voit l'étoile polaire antarctique dans le ciel à la hauteur d'un bras ».

Java Majeure : « Ille très noble, située à l'est dans la partie la plus reculée du monde dans la direction de Cin, qui est partie du Cathay, et du golfe ou port de Zaiton, mesure 3000 milles de circuit et a 1111 royaumes; les gens sont idolâtres, sorciers et maléfiques. Mais l'île n'est que délices, très fertile, produisant de nombreuses denrées comme de grandes quantités d'or, du bois d'aloès, des épices, et d'autres merveilles. Et pour le *casio del Ver* vers le sud, il y a un port nommé *Ravadan*, beau, vaste et sûr, dans le voisinage de la très noble cité de Java, dont on raconte tant de choses merveilleuses ».

Citées par Conti, les îles au sud de Java, *Bandas* et *Sondai*, désignent sans doute les Moluques, comme sur la carte génoise (cf. p. 73 sq.), dans une position tout autant fantaisiste, mais avec un commentaire moins précis : « Ille de *Bandas*, proche des ténébres, où naît le girofle en quantité. On trouve aussi des perroquets rouges, sauf les pieds et le bec qui sont jaunes » ; « *Sondai*, île proche de *Bandas*. Il y naît la noix muscade et d'autres épices en quantité ; on trouve des perroquets des plus savants, grands comme un pigeon, et d'autres d'une autre espèce gros comme un coq et tout blancs sauf les pieds et le bec qui sont rouges ». Cf. p. 102-103.

ASIE DU SUD-EST

On s'éloigne radicalement de la représentation ptoléméenne de la Chersonese d'Or ou péninsule malaise. Les indications « *promincia de Macin* » ou simplement « *Macin* » sont abondamment répétées dans l'ensemble de



L'Indochine (Indus Cin, Macin) qui fait suite sur la carte à une première péninsule regroupant la Birmanie et Malacca; la Chine, Java Majeure (Bornéo). Au-dessous : l'île de « Compago ». Le fleuve à droite en haut est... le Gange.

l'Asie du Sud-Est. À droite de Sumatra, une première péninsule « indochinoise », comporte la cité de *Melacca*, non loin *Champa*, et surtout la Birmanie, avec *Tanar* (Ava) et *Pingü* (Pégou), mais aussi plus de villes que n'en cite Conti devant Poggio, et qui ne se trouvent pas, contrairement à d'autres régions, dans Marco Polo. Vule pense que Nicolò de' Conti avait probablement fourni des renseignements oraux supplémentaires à Fra Mauro, surtout en ce qui concerne cette partie. Au-dessous de Sumatra, placé de façon surprenante, on trouve le *Sinüs Gangeiticus* dans lequel le Gange se jette, dans un grand golfe, au voisinage de la Chine du Sud. On voit sur son cours une grande ville : *Scierno*; certainement la *Cerniove* de Conti. La région est désignée par les termes « *India Gra* ».

CHINE & EXTRÊME-ORIENT

L'un des éléments les plus novateurs de cette carte se trouve juste au nord de Java Majeure, c'est une petite île « *isola de Cempagu* ». Pourrait-il s'agir de Cipangu (le Japon) dont ce serait alors la première apparition sur une carte occidentale? Il est bien sûr très loin de sa position exacte, mais comme le cartographe a dû, à cause du manque de place en ce bout de carte, omettre un grand nombre d'îles et tasser celles qu'il représentait, il se peut très probablement que ce nom ait été mal placé.

De nombreux détails au centre et à l'est de l'Asie ont été dessinés d'après Marco Polo et d'autres voyageurs des XIII^e et XIV^e siècles, comme sur l'Atlas catalan. La plupart des noms de villes de l'intérieur sont inspirés par lui, souvent dans un ordre surprenant. Mais deux aspects diffèrent dans le travail de Fra Mauro : la côte de Chine est interrompue par plusieurs golfes longs et étroits, qui s'avèrent n'être que des estuaires ou des ports dont la taille a été surestimée, mais le réseau hydrographique est bien mieux saisi : l'échelle bien sûr n'est pas respectée, mais les deux grands fleuves chinois sont représentés quasiment selon leur cours réel.

Le coin nord-est des mappemondes était traditionnellement réservé au pays de Gog et Magog (cf. l'Atlas catalan, p. 67). Une fois de plus, Fra Mauro fait passer ce mythe au crible de son esprit critique. « Je ne pense pas qu'il ait été possible à Alexandre d'être allé aussi loin » : il s'attaque donc aux fondements et aux justifications des légendes. Il se demande si les montagnes qui

enserrent ces « tribus » sont bien la chaîne Caspienne. Malgré les erreurs, la connaissance qu'avait Fra Mauro de la Chine était remarquable et l'on en savait certainement moins sur l'Afrique centrale au XV^e siècle que sur la Chine et l'Asie centrale en cette fin du Moyen-Âge.

Au moment où Fra Mauro travaillait sur sa carte, les frontières du monde connu continuaient de reculer, s'étendant au-delà du traditionnel cadre circulaire des *mappae mundi*. Élargit le diamètre du cercle pour y intégrer les nouveaux éléments découverts à l'ouest (îles de l'Atlantique) ou à l'est (Chine et mers de l'Extrême-Orient) n'aurait fait que souligner les espaces vides en les agrandissant proportionnellement, au sud comme au nord.

On assiste donc à la fin du XV^e siècle aux premières tentatives pour utiliser les découvertes des navigateurs dans un effort de systématisation des matériaux géographiques. C'est dans ce contexte que fut conçu, vers 1490, le premier globe de Martin Behaim, cosmographe au service du Portugal, alors qu'il séjournait dans sa ville natale de Nuremberg.

Le tracé de ces cartes démontre la portée immédiate du texte : il révèle à quel point l'extraordinaire récit de Nicolò de' Conti a circulé et à quelle vitesse. L'insertion sur les documents graphiques (carte génoise, carte de Fra Mauro) des éléments de ce périple en Inde s'est effectuée dans la dizaine d'années qui a suivi le retour de Nicolò en Italie alors qu'il s'était écoulé un siècle entre le retour de Marco Polo et la fabrication de l'Atlas catalan!

Ce récit de voyage a donc été apprécié pour son intérêt géographique : le détail des connaissances sur l'Océan Indien

était précieux certes, mais son interrogation sur les limites de la terre, qu'il n'eût d'ailleurs pas peur de frôler, était sans doute plus fondamentale encore. Son récit est de plus sous-tendu par la problématique des climats et plus généralement par celle de l'agencement du monde. Cette curiosité, Nicolò l'a nourrie d'observations très variées sur les contrées traversées : hommes, plantes, animaux, tout l'attire et l'interroge. Ses descriptions des peuples rencontrés, loin d'être systématiques, ont pris la forme d'observations empiriques variées, d'ordre à la fois ethnographique, naturaliste et botanique... À l'heure de redécouvrir ce texte, on peut à nouveau apprécier la richesse de ces pages dont la concision n'oblitére en rien la sensibilité ou le pouvoir de transmettre les sensations d'un grand voyage en Orient.

Anne-Laure Amilhat-Szary

LE RÉCIT DE POGGIO BRACCICOLINI

Traduction de Diane Ménard

*Nicolò de' Conti raconte son voyage au secrétaire du pape, Gian Francesco Poggio Bracciolini, en 1439, lequel écrit le récit de ce voyage en latin et en fait le IV^e livre de son *Historiae de varietate fortunae*. Le texte que nous présentons ici est une traduction du texte latin, confrontée à une version italienne du XV^e siècle publiée par Mario Longhena.*

JE NE PENSE pas être hors de la matière bien ordonnée de notre livre – même si je m'en écarte un peu par la fin que je lui donne – en faisant passer l'âme des lecteurs des cruautés du sort aux agréments d'une fortune plus clémente et en lui faisant connaître une grande variété d'événements¹. Bien que dans le cas présent, on puisse également constater la grande force de la fortune, qui ramena sain et sauf en Italie un homme parvenu jusqu'au bout du monde à travers tant de mers et de terres au cours d'un voyage de vingt-cinq années.

De nombreux textes écrits par les auteurs de l'Antiquité, et d'autres choses qui se disent couramment sur l'Inde, nous donnent une connaissance qui ressemble plus aux fables qu'à la vérité.

2. Développement - Périphéricité

- 1996 “ Régions gagnantes et régions perdantes face au retour à la démocratie au Chili : pouvoirs locaux et déséquilibres territoriaux ”, *L’Ordinaire latino-américain*, Toulouse, n°164, numéro spécial “ Où en est la transition au Chili ? ”, juillet-août 1996, p.25-47.
- A1 1997 **Traduit en Espagnol** pour publication dans *EURE, Revista de Estudios Urbanos y Regionales*, dic. 1997, vol.23, no.70, p.59-78,
http://www.scielo.cl/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0250-71611997007000004&lng=es&nrm=iso
- Ch.2 1999 “ Les effets de la concentration dans le Norte Grande des investissements étrangers au Chili : les impacts régionaux du boom minier des années 1990 ”, in *Investissements étrangers et milieu local*, V. Goueset (dir.), P.U. de Rennes, 1999, p. 193-217
- Ch.3 2000 “ Iquique, capitale régionale : au commencement était la ZOFRI ... ” co-auteur : Jean-Yves DELER, in *L’urbanité dans les Amériques*, J. Monnet et G. Capron (dir.), Presses Universitaires de Toulouse, 2000.
- A8 2009 « Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions sur les modifications de la de la carte administrative chilienne », *L’espace politique*, vol. 5 (2008/2), p. 112-132,
<http://espacepolitique.revues.org/index327.html>
- A9 2009 « Ruralité, ethnicité et montagne : Le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera » / Rurality, ethnicity and mountain areas: The andean referent in the “aymaras sin fronteras” project », *Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research*, Vol 97 n°2, *Les régions de montagne comme référents de l’action collective*
Français : <http://rga.revues.org/index913.html>
Anglais : <http://rga.revues.org/index933.html>

Ces textes ont pour point commun un terrain, le cône sud et ses périphéries andines. Les premiers sont issus directement de mon travail de thèse, portant sur les politiques régionales mises en place au Chili depuis les années 1960 (en mettant l’accent sur les premiers gouvernements de « transition démocratique » d’Aylwin, 1990-1994 et de Frei, 1994-2000) pour analyser leur influence sur la réforme administrative menée précédemment par la Junte militaire. Ils traitent des dimensions politiques et économiques des mesures territoriales, me permettant de proposer une nouvelle interprétation du fonctionnement des entités régionales du Chili, dans le cadre du processus de globalisation, tout en introduisant une approche critique concernant la question de l’équité territoriale.

Le titre de l’article *d’Eure* vise à souligner la violence avec laquelle le territoire chilien a été soumis aux forces du marchés aux lendemains du coup d’Etat de 1973 et de la décision prise par Pinochet et

ses “Chicago boys” d’un changement radical de modèle de développement économique, qui s’est traduite par une réforme administrative rapide. Analysant le pays cinq ans seulement après le retour de la démocratie, le texte montre que les processus de polarisation et de fragmentation territoriale, activés sous le gouvernement militaires, n’ont pas pu être corrigés par les mesures de régulation intentées depuis sa chute. Connue comme un pays traditionnellement très centralisé, le Chili apparaissait en 1997 comme un pays confronté à d’importants problèmes de cohésion territoriale.

Le texte paru dans le livre dirigé par V. Goueset détaille le fonctionnement de l’économie minière dans les régions chiliennes du nord. L’analyse des ressorts territoriaux de l’investissement étranger permet de montrer clairement une différence entre l’impact spatial du premier libéralisme, au tournant du 19^{ème} siècle, qui avait fait de ces régions minières des enclaves plus reliées à des centres économiques uniques (en Grande-Bretagne puis aux Etats-Unis), et la territorialisation complexe engendrée par le néolibéralisme : diversification des investisseurs dans un contexte de compétition accrue (avec l’entrée en jeu des grands pays miniers comme le Canada, l’Afrique du Sud, l’Australie voire la Finlande avec la firme Outo-Kumpu), et intégration par ces firmes dans les territoires concernés, dans un contexte où l’Etat se retire de la fourniture de nombreux services. On observe ainsi les prémisses des dynamiques d’interface que ces régions essaient de promouvoir en développant l’intégration frontalière vers leurs voisines andines et les accords dans l’aire Pacifique.

Les deux textes suivants se font écho, à près de 10 années de distance, puisqu’ils concernent le devenir de deux villes rivales, Iquique et Arica, dans le nord du Chili. Le chapitre paru en 2000 montrait la suprématie économique de la première, Iquique, dont le succès de la zone franche était lié au soutien personnel d’A. Pinochet. L’article de 2009 montre comment la ville d’Arica s’émancipe politiquement au profit des premières recompositions territoriales du Chili démocratique, avec la création d’une nouvelle région à l’issue d’une mobilisation identitaire assez exceptionnelle dans un pays où les projets de territoire sont encore peu entendus.

Le dernier article enfin creuse l’idée de périphéricité. Ce texte court reprend le travail réalisé sur le devenir d’une association de maires de petites communes rurales chiliennes pour s’approprier l’idée du développement frontalier¹. La promotion de l’intégration avec les territoires voisins s’y est constituée sur la base d’un argument ethnique, paradoxalement porté par le partenaire chilien, où les Aymaras sont bien moins nombreux qu’en Bolivie ou au Pérou. L’analyse porte sur la façon le travail des référents andins, lequel amène les porteurs de ce projet à être entendus par les bailleurs internationaux du développement, dont l’intervention politique puis financière est décisive pour le succès de l’Alliance stratégique. De la même façon que j’avais pu l’observer pour les entrepreneurs de PMI-PME du GEICOS (*Grupo Empresarial Interregional del Centro Oeste Americano* [A3]), la périphéricité des territoires est mobilisée par les acteurs pour tenter de faire d’un handicap commun une ressource potentielle de développement.

L’idée du développement traverse l’ensemble de ces publications sans faire l’objet d’analyse théorique en tant que telle : cet aspect est traité dans le chapitre suivant.

¹ Version courte demandée par B. Debarbieux pour ce numéro spécial de la *Revue de Géographie Alpine*, élaborée à partir de [C7], chapitre d’un livre paru au Maroc, après des péripéties qui laissaient à penser que l’on pouvait chercher un autre éditeur... Les deux textes sont paradoxalement parus la même année !

INSTITUTO DE
ESTUDIOS
URBANOS
PONTIFICIA
UNIVERSIDAD
CATOLICA DE CHILE

eu re

REVISTA LATINOAMERICANA DE ESTUDIOS URBANO REGIONALES
Vol. XXIII / Diciembre 1997 / Nº 70

HARRINGTON
BAR & GRILL

SPEEDWAY
CORP
SYSTEMS
Printing
Copying

shoe Loft



euire

**Gran empresa y desarrollo endógeno. La convergencia
estratégica de las empresas y territorios ante
el desafío de competencia**

ANTONIO VAZQUEZ BARQUERO

**Economías regionales extrapampeanas y
exclusión social en el marco del ajuste**

ALEJANDRO ROFMAN

**Futuros de la ciudad global. El rol de las políticas
urbanas y regionales en la región Asia-Pacífico**

JOHN FRIEDMANN

**Regiones ganadoras y regiones perdedoras en
el retorno de la democracia en Chile: poderes
y desequilibrios territoriales**

ANNE LAURE-SZARY

**El ciclo inmobiliario. La experiencia argentina y el
caso de las provincias de Neuquén y Río Negro**

ERNESTO BILDER Y ADRIANA GIULIANI

Regiones ganadoras y regiones perdedoras en el retorno de la democracia en Chile: poderes locales y disequilibrios territoriales

Anne-Laure Szary*

Abstract

The author discusses the regional policies implemented in Chile since the 1960's, emphasizing the practices of the last governments, where an important process of transition has occurred in regional matters (Aylwin, 1990-1994; Frei, 1994-).

The analysis is centered on political and economical dimensions, allowing the author to propose a new definition on the functioning of the region in Chile, in the frame of globalization processes, introducing a critical question on the traditional territorial equilibrium which is practiced today.

Introducción

Después de 1990, los que regresan a Chile, de vuelta del exilio o como turistas, tienen la impresión de no reconocer el país de lo tanto que ha cambiado desde 1973. ¿En qué ha consistido este cambio? ¿Por qué parece tan brutal?

Las transformaciones territoriales de Chile están a la medida de los éxitos macroeconómicos que ha conocido el país bajo la Dictadura —y de su contrapeso social—. Ellas son el resultado de la conjunción, durante la veintena de años transcurridos después de la toma del poder por parte de los militares, de una gestión regional renovada y

de la aplicación local de principios económicos neoliberales. Gran parte de los cambios observados resulta en efecto de la aplicación de nuevas reglas económicas, que dejan a cada parte del país libre de valorizar sus "ventajas comparativas" en los mercados mundiales. Esta orientación está acompañada de una voluntad de retiro y de reducción del compromiso del Estado (desconcentraciones administrativas y privatización de ciertos atributos del Estado). Además, la naturaleza autoritaria del régimen lo ha conducido a no perder de vista el cuidado del dominio del territorio y de las perspectivas geoestratégicas. De lo que resulta entonces que durante este período el problema regional ha estado constantemente a la orden del día, aun cuando *a priori* la elección de una economía neoliberal estaba en contradicción con la idea de la intervención del Estado en la organización del territorio. Tal es el punto de partida que permite comprender el funcionamiento regional que ha heredado el Chile de la transición.

En 1990, Chile tiene el desafío de reorganizar la democracia, desde las grandes consultas electorales nacionales hasta el nivel local. Veremos cómo el gobierno de P. Aylwin ha sabido reapropiarse de las estructuras del gobierno regional, implementadas por los militares y los problemas que estos procesos han implicado. Aunque la herramienta legislativa implementada al momento de la transición sea incompleta, en los debates actuales sobre la regionalización es el discurso sobre los éxitos económicos regionales

* Candidata a Doctor, GRAL-IPEALT

En primer año de tesis de geografía: investigación sobre los impactos territoriales del neoliberalismo en el Norte Grande chileno, bajo la dirección de Claude Bataillon y de Philippe Grenier.

el que continúa primando sobre este aspecto político. Al respecto, las diferentes regiones han conocido evoluciones muy contrastadas, hasta el punto que se ha hecho corriente utilizar los vocablos de regiones "ganadoras" y "perdedoras". Pero si las regiones "ganadoras" parecen por el momento no preocuparse de una reflexión sobre los resultados de la transición política regional, ésta se impone a las regiones "perdedoras". La descentralización por la economía (gracias a la relación directa de las regiones con la economía mundial) parece incompleta y el nuevo estado de cosas territorial chileno es todavía frágil. Las promesas del presidente Frei en materia regional tendrán sin duda dificultades para ser mantenidas.

I. Reforma y discursos descentralizadores en Chile: continuidades y rupturas

2.1. El territorio, preocupación constante: ¿para acondicionarlo o para controlarlo?

La preocupación del acondicionamiento del territorio se hace sistemática en Chile desde los años 60 (formación de un organismo encargado de planificación espacial dotado de antenas regionales, ODEPLAN) (1). Responde principalmente a los problemas ocasionados por la excesiva concentración de hombres y de medios de producción alrededor de la capital, mientras que Santiago es igualmente favorecido por la centralización administrativa del país. Da lugar a un nuevo mapa de las *regiones* chilenas, nacidas del reagrupamiento de *provincias* preexistentes, sin modificaciones significativas de sus rasgos administrativos. Pero sobre todo, la política escogida para corregir los desequilibrios se apoya en las reflexiones planificadoras vigentes en Europa en esta época, y en particular en la teoría de los polos de desarrollo. Esta se traduce en la elaboración de una trama estratégica constituida por dos subsistemas (2) que debe permitir coordinar los esfuerzos en todo el país (ver mapa, anexo N° 1).

Sin embargo, durante este período de crecimiento, las necesidades urbanas acaparan el presupuesto del Estado, que consagra aproximadamen-

te un tercio de los gastos generales para el mejoramiento del urbanismo, de los transportes, de las viviendas y de los equipamientos. Esto viene a acentuar todavía más la distancia entre Santiago y la provincia, puesto que lo esencial de los gastos decididos en este sentido favorecen a la capital, que concentraba ya una gran parte de la población urbana chilena. Si el balance de esta década hace aparecer la participación creciente del Estado en la organización del espacio, percibimos que ésta no está realmente hecha con vistas a corregir los desequilibrios patentes, sino más bien porque esta nueva política le ha permitido reforzar su control sobre los recursos naturales de Chile.

A partir de 1973, las opciones neoliberales del gobierno militar parecen en un primer tiempo alejarse de estas preocupaciones descentralizadoras y reequilibrantes, pero sólo para recuperarlas finalmente, con el fin de alivianar las cargas del Estado. Esta pasa por numerosas privatizaciones, acompañadas de un movimiento general de desconcentración.

Paralelamente a esta política gubernamental, es importante notar que a pesar de todo, el pensamiento sobre la planificación territorial se prosigue durante toda la duración del régimen militar, en particular, gracias a la CEPAL (3), organismo que depende de las Naciones Unidas y cuya sede está en Santiago (Sergio Boissier es de aquellos que están en el corazón de este centro de reflexión y de formación en planificación). El Instituto de Estudios Urbanos (IEU) de la Universidad Católica de Chile constituye el segundo polo de este dispositivo, con profesores-investigadores como Carlos de Mattos y Antonio Daher. De este modo, una importante producción de discursos sobre la región y de análisis de los cambios observados acompañan las reformas (4). No podemos, sin embargo establecer ciertas interacciones entre las dos dinámicas pues la producción científica está destinada a estudiar los impactos espaciales del boom económico, sin comprometerse en los modos de gestión regional que conciernen directamente al gobierno

Si toda la planificación parecía *a priori* imposible dentro de una óptica neoliberal, la naturaleza autoritaria del régimen de Pinochet va a llevar a su gobierno a mantener con el territorio relaciones de control y de mantenimiento del orden. Es en este sentido que es decretada en 1975 la gran

reforma de las regiones (y de los municipios) que modifica su status definido hasta entonces por la Constitución de 1925: de simples engranajes de planificación, las regiones adquieren el rango de verdaderas entidades administrativas. Instaurando trece regiones dotadas de un fondo de financiamiento (el *Fondo Nacional de Desarrollo Regional*, FNDR), 55 provincias, 328 comunas, la CONARA (5) ha podido dar la impresión de diseñar un nuevo mapa del país, pero en realidad no hacía más que retomar los contornos definidos en el momento de la anterior reforma (ver mapa, anexo N° 2).

Esta reforma concede nuevos poderes a las autoridades locales, pero todos los responsables regionales y municipales son nombrados por el poder central: el esfuerzo de la descentralización de la década anterior ha sido repensado bajo la forma de una desconcentración con criterios de seguridad que permite a los militares controlar el país más de cerca. Es sin embargo esta herramienta de administración regional la que va a constituir al momento de la transición democrática de 1989-1990 la base de trabajo del nuevo gobierno.

1.2. La transición electoral: renovación democrática y financiamiento de las regiones

El gobierno de Aylwin hereda entonces las estructuras territoriales de la dictadura bajo la forma de un problema no resuelto: la regionalización que ha sido impuesta por el gobierno militar no respondía a una demanda social visible. ¿Cómo hacer coincidir esta herencia administrativa con la voluntad popular? Se trata de restablecer lo más rápido posible el juego democrático en la designación de los representantes locales, lo que pasa por el restablecimiento de la designación democrática de las autoridades regionales, provinciales y municipales, así como por la implementación de mejores modos de financiamiento de las regiones. Este doble esfuerzo ha estado finalmente dissociado por las dos primeras administraciones de transición, pues el presidente Aylwin había querido asegurar el funcionamiento institucional, y E. Frei ha hecho del tema económico su objetivo principal.

A partir de la reforma de la Constitución en noviembre de 1991, los alcaldes pueden en lo su-

cesivo ser elegidos, y las primeras elecciones municipales se realizan el 28 de julio de 1992 (6). En cambio, los intendentes (autoridad regional superior) son siempre designados por un poder político sometido a las leyes de la alternancia. La democracia puede de este modo volver a ser investida poco a poco en los niveles locales, y la importancia del desafío es fuertemente percibida en las regiones, donde el nuevo juego político deja ver posibles recomposiciones de las elites. Pero la reestructuración queda incompleta, pues finalmente es bien poca la democracia directa que ha sido restablecida en la administración regional y local chilena: el presidente gobierna, los responsables locales administran (ver el cuadro que recapitula este funcionamiento, anexo N° 4).

En efecto, si la reforma municipal es aprobada rápidamente, la ley sobre el gobierno y la administración regional (Ley N° 19.175) no puede ser votada más que a principios de 1993 (7), a fines entonces del mandato del presidente Aylwin. Esta estipula que los únicos órganos de participación social popular (sin mediación política) serán los consejos económicos y sociales, provinciales (8) y los consejos comunales (9); los miembros de los consejos regionales serán en lo sucesivo elegidos, pero únicamente por los concejales municipales y no por voto popular. El gobierno, que quiere culminar la herramienta legislativa, acelera la aprobación de medidas territoriales complementarias (10), de suerte que a fines de 1993 la administración chilena pueda estar dotada de un nuevo sistema institucional. Su advenimiento marca el fin de la primera administración de transición.

A pesar de estas leyes, los poderes de los gobiernos regionales siguen siendo limitados y no pueden intervenir en el campo legislativo (ni siquiera para establecer sus propios reglamentos internos). Las regiones son gobernadas por el intendente, asistido por un consejo regional y sobre todo por secretarías ministeriales regionales (los SEREMI). Pero estos últimos se encuentran bajo una doble dependencia que obstaculiza su campo de acción: a la del intendente hay que agregar la del ministerio al cual están ligados. Entre ellos, el representante del Ministerio de Planificación y Cooperación (MIDEPLAN creado en 1990) (11), se ve dotado de un rol particular de consejo, pero sin los poderes que deberían acompañarlo. Por otra parte, no es de este Mi-

nisterio que depende el Subsecretario de Desarrollo Regional y Administrativo (SUBDERE), sino del de Interior, ¡ministerio que por su parte no está desconcentrado!

Esta nueva estructura implica riesgos de mal funcionamiento, especialmente el de la formación de una nueva oligarquía local, que puede implicar la tecnocratización de las responsabilidades regionales que no están pues sometidas a la validación popular por medio del voto. El funcionamiento regional tal como está definido por el corpus de leyes implementadas por el primer gobierno de transición ha quedado inserto de manera incompleta en el juego democrático. Sin embargo, la administración Frei no hace de este trabajo legislativo su objeto principal (12), prefiriendo concentrar sus esfuerzos en el modo de financiamiento del desarrollo de las regiones.

La implementación del FNDR (13) ha sido contemporánea a la reforma de 1975. Sin embargo durante la dictadura, este fondo no recibió jamás la integridad de las sumas previstas por la ley. Desde 1990, los gobiernos democráticos se han esforzado lo mejor posible para darle los medios para cumplir su misión. El FNDR funciona como un fondo de compensación territorial, que da prioridad a las localidades intermedias y rurales, a fin de actuar para el mejoramiento de las infraestructuras de salud, educación, de electrificación en medios rurales, de redes de agua potable y alcantarillado, así como el mantenimiento de la red vial urbana y regional. De esta forma, entre 1990 y 1993, ha participado en el financiamiento de más de 5.000 proyectos por un monto de alrededor de 400 millones de dólares (crecimiento del 50% en términos reales), utilizando más del 95% de los recursos asignados por la ley de presupuesto anual, contra el 62% en promedio, entre 1976 y 1989. A este esfuerzo se ha añadido un nuevo aporte financiero para el FNDR: desde 1992, el 70% de los impuestos sobre las concesiones mineras le son asignados.

Es la Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo quien administra el FNDR, su principal instrumento presupuestario, así como el ISAR (14), segunda fuente de financiamiento de las regiones. En los dos casos, las demandas locales son evaluadas en Santiago por una comisión que decide el destino y el monto de las atribuciones. Los presupuestos FNDR son decididos

en función de las regiones, mientras que los fondos ISAR son sectoriales: provienen de diferentes ministerios y son distribuidos por rama de actividades, en los dominios complementarios de aquellos que pueden aspirar a la ayuda del FNDR (15). En total, la suma de los presupuestos FNDR e ISAR ha sido tres veces mayor en 1994 que en 1990 (16), señal de la importancia que el nuevo régimen quiere conceder a la descentralización.

Para facilitar el funcionamiento de las regiones chilenas sin afectar demasiado el presupuesto del Estado, los militares habían apelado en 1985 a préstamos del BID (Banco Interamericano de Desarrollo), y este tipo de préstamo todavía es utilizado. Posibilidades de cofinanciamiento por el FNDR-BID y los fondos sectoriales van a ser implementados a partir de 1996 con el objetivo de acelerar la cooperación intersectorial. Desde ya, un nuevo modo de financiamiento funciona a partir de 1995, de suerte que los fondos así distribuidos son enteramente administrados por las regiones, sin pasar por el nivel central, ni por las oficinas del BID (salvo para proyectos de financiamiento superiores o iguales a tres millones de dólares) (17). Este nuevo préstamo tiene como objetivo contribuir a mejorar las condiciones de vida de los más desposeídos en las 71 comunas más pobres del país, en el marco del *Plan Especial de Superación de la Pobreza*, uno de los grandes proyectos de E. Frei.

En su intervención ante al Congreso el 21 de mayo de 1994, el presidente Frei había proclamado su voluntad de redoblar la importancia de las regiones en las decisiones locales de inversión realizadas por el sector público (excluidas las empresas públicas) de aquí al fin de su mandato. En el momento en que se expresaba, sólo el 21% de las inversiones públicas (o sea 300 millones de dólares) estaban realmente en las manos de las instancias regionales. Para cumplir esta promesa, esta tasa debía pasar al 42% antes del año 2.000 (o sea mil millones de dólares, si las condiciones actuales de crecimiento se mantienen). Ahora bien, esta cifra no había aumentado más que un punto (22%) en 1995 y las estimaciones para 1996 eran de 23,5% (18). A estos malos resultados se agrega el hecho de que a mediados de noviembre de 1995, sólo la mitad de los recursos del FNDR habían sido utilizados. Las críticas se han disparado, a pesar de la seguridad garantizada por los intendentes de que la integridad de las sumas disponibles

serían asignadas antes del fin del año civil (ver anexo N° 6).

Esta aclaración sobre el funcionamiento financiero de las regiones chilenas hace de alguna forma contrapeso a un balance legislativo relativamente satisfactorio. Estas debilidades se explican tal vez porque en Chile el devenir regional parece, hoy día todavía y a pesar del retorno a un funcionamiento democrático, totalmente ligado a la fuerza económica de cada entidad territorial. Ahora bien, las diferencias entre las diversas partes del país parecen ahondarse desde 1973.

II. "Regiones perdedoras, regiones ganadoras": el territorio sometido a las fuerzas del mercado

2.1. Freno a la política de sustitución de importaciones y crisis de las regiones industriales

Desde los años treinta, Chile se distinguía en América Latina por un nivel relativamente elevado de industrialización. Esta política de sustitución de importaciones era apoyada por el Estado, a través de la empresa CORFO (19), organismo público fundado en 1939 y destinado en su origen a crear infraestructuras productivas (electricidad, petróleo, acero). Su rol fue enseguida extendido al financiamiento y a la gestión de otros sectores de la economía nacional.

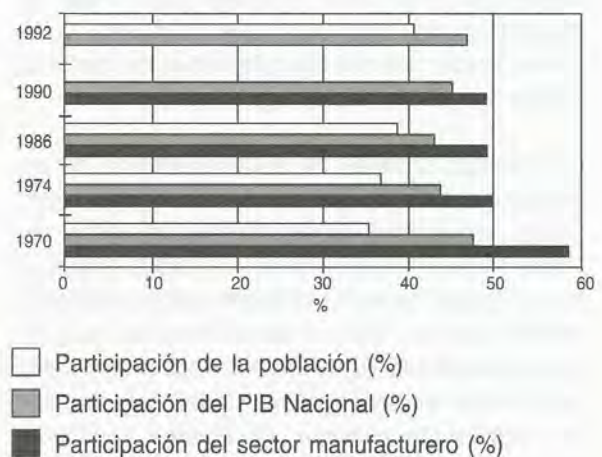
A partir de 1973, la desregulación permitida por la legislación liberal pone de nuevo el acento, como antes de la crisis de 1929, en las exportaciones (20) con todas las consecuencias que este modelo de crecimiento implica para la infraestructura industrial chilena. Este cuestionamiento de la estructura productiva del país va a conducir a brutales reclasificaciones de los territorios. Estas son tanto más sensibles en las regiones donde la industria se había desarrollado gracias a medidas de incentivo, como por ejemplo en Arica, ciudad fronteriza al norte del país. Su situación confería a la ciudad (21) un rol geoestratégico que los diferentes gobiernos habían, a partir de los años 50, intentado acompañar de un peso económico de envergadura comparable. Esta voluntad está en el origen de una serie de medidas de

excepción que hacían de Arica un puerto franco, y luego un polo de crecimiento regional dotado de franquicias industriales destinadas a favorecer las industrias de montaje. A fines de los años 60, Arica se convierte en un centro industrial importante en Chile: los automóviles de la General Motors para el mercado de Santiago son ensamblados allí, y hay otras numerosas fábricas automotrices, electrónicas, textiles y químicas. La interrupción brutal de estos privilegios en 1974 provoca una profunda crisis, de la cual la ciudad nunca se ha recuperado ... Al punto que en 1995, el gobierno le otorgó un nuevo estatuto de excepción (*Ley de Arica*), conjunto de disposiciones destinadas a intentar sostener el desarrollo de esta zona, ¡que no parece formar parte del "Chile ganador"!

Podemos decir de forma general que el cambio de orientación económica provoca la crisis de las regiones industriales chilenas, en aquellas que frecuentemente habían sido distinguidas como polos de desarrollo, como Concepción por ejemplo. Es así que la posición de la Región Metropolitana, corazón industrial del país, parece bien desestabilizada por esta inversión de las tendencias. Sin embargo, a pesar de sus dificultades económicas, la capital conserva un rol clave en la organización del país y el modelo centro/periferia no se cuestiona, lo que se lee sobre este gráfico:

Gráfico 1

PARTICIPACION DE LA REGION METROPOLITANA EN LA EVOLUCION DE CHILE DE 1970 A 1992 (en %)



(Cifras INE, Ministerio del Interior, SUBDERE)

Vemos la difícil situación de la región de Santiago durante los primeros años de política económica liberal, pero ésta casi ha reencontrado su peso en el PIB hoy en día. La crisis es más duradera en la región vecina de Valparaíso, que igualmente es parte del Chile central sin beneficiarse de las ventajas de la capital. Su industria ha sufrido mucho: ésta representaba cerca del 40% del producto regional en 1972, 30% en 1980 y 20% en 1990. En cambio, en Santiago, después de una baja (27% en 1972), la parte del sector manufacturero se ha estabilizado alrededor del 20-22% del producto regional desde 1975, y la región ha podido sobre todo profundizar sus actividades de servicios, sacando partido de su rol de capital. La participación de la población de la Región Metropolitana no ha cesado de aumentar, en cifras absolutas y relativas (22). Esta constatación da la medida de los límites a aportar al proceso de descentralización en Chile y viene a relativizar los éxitos regionales.

Los cambios de tendencia observados en los años 70 encuentran sus prolongaciones hoy día, del hecho de la naturaleza del crecimiento en Chile, del que Octavio Suárez (1993) ha demostrado que era fundamentalmente "desindustrializante". En efecto, el modelo escogido, basado en las exportaciones del sector primario, no permite las inversiones necesarias para el desarrollo de un sector industrial nacional. Estos éxitos macroeconómicos de Chile han sido posibles por el flujo de inversiones extranjeras. Si admitimos que estas modalidades pueden prolongarse, el examen de la repartición actual de los capitales extranjeros en Chile puede permitir prever las perspectivas de crecimiento. El siguiente cuadro muestra la continuidad, e incluso la acentuación de esta preponderancia del sector primario. Esto limita las alternativas de Chile a la sola búsqueda de la diversificación de sus exportaciones de materias primas y/o de productos agrícolas.

Los efectos sociales de esta repartición de las inversiones son conocidos: las minas y la agricultura, principales representantes del sector primario chileno, inducen pocos empleos (empleaban un porcentaje de población activa más débil en 1992 que en 1993), y han participado pues en el ahondamiento de la fractura social en Chile. Las consecuencias territoriales de este modelo son dobles: las regiones industriales tradicionales, como hemos visto, se han sumergido en la crisis, y las regiones consagradas a la exporta-

Cuadro 1

**REPARTICION SECTORIAL DEL STOCK
DE INVERSION EXTRANJERA (%):
COMPARACION CHILE - MEXICO**

	Año	Primario	Secundario	Terciario	Total
Chile	1980	41,2	25,3	33,5	100
Chile	1990	50,6	19,8	29,6	100
México	1980	5,1	77,5	17,4	100
México	1990	1,9	62,3	33,8	100

Fuente: CEPAL-CET, sacado de Suárez (1993)

ción de productos del sector primario han visto matizada su suerte en función de sus éxitos en los mercados mundiales.

2.2. Diversificación de las exportaciones y éxitos regionales

Numerosos estudios han sido hechos sobre la evolución de la composición del producto interno bruto, cifras que ilustran a la vez las nuevas orientaciones económicas de Chile y permiten localizarlas, con el fin de definir las especificidades regionales. El estudio de la regionalización del PIB y de las exportaciones nos parece más pertinente que el de los dinamismos demográficos regionales (23), frecuentemente llevado en paralelo, para intentar comprender cómo las diferentes regiones chilenas han reaccionado a las políticas económicas llevadas a cabo desde 1973.

Las curvas que siguen permiten detallar las evoluciones regionales. Descubrimos que los cambios se han realizado en dos momentos: las grandes reclasificaciones han tenido lugar entre 1970 y 1982-1986, las posiciones relativas siguen siendo globalmente las mismas en fin de cuentas (sólo la región de Magallanes conoce una situación cada vez más difícil en los últimos años). Todas las regiones metropolitanas del país (V, VIII y R.M.) han visto bajar su participación relativa, pero no hay que olvidar que su peso absoluto es aún enorme,

Entre las regiones que ven aumentar su participación en el PIB, vemos pocas evoluciones brutales que permitan explicar el remodelamiento del

territorio chileno. Incluso las regiones consideradas más frecuentemente como "ganadoras" no presentan evoluciones radicales en sus curvas. Para comprender la participación diversificada de las regiones chilenas en el PIB y en el comercio exterior, es necesario trabajar a escala regional y concentrarse en la estructura de los productos internos regionales.

Las cuatro regiones del norte aportan el 41,4% de las exportaciones del país y "solamente" el 14,4% del PIB en 1990; a la inversa, los tres polos metropolitanos representan el 63% del PIB, pero no realizan más que el 34% de las ventas al exterior. Las cinco regiones que más exportan (II, III, IV, VIII, XI) representan el 75% del total de las exportaciones. A través de estas cifras se trasluce a la vez la amplitud y los límites de la apertura de Chile: el formidable éxito económico del país no reposa más que en algunas regiones. Ellas proveen por sí solas la mayoría de los productos exportados, cuya venta asegura el ingreso de la economía nacional.

Estas posiciones de fuerza parecen descansar en una especialización bastante profunda de la pro-

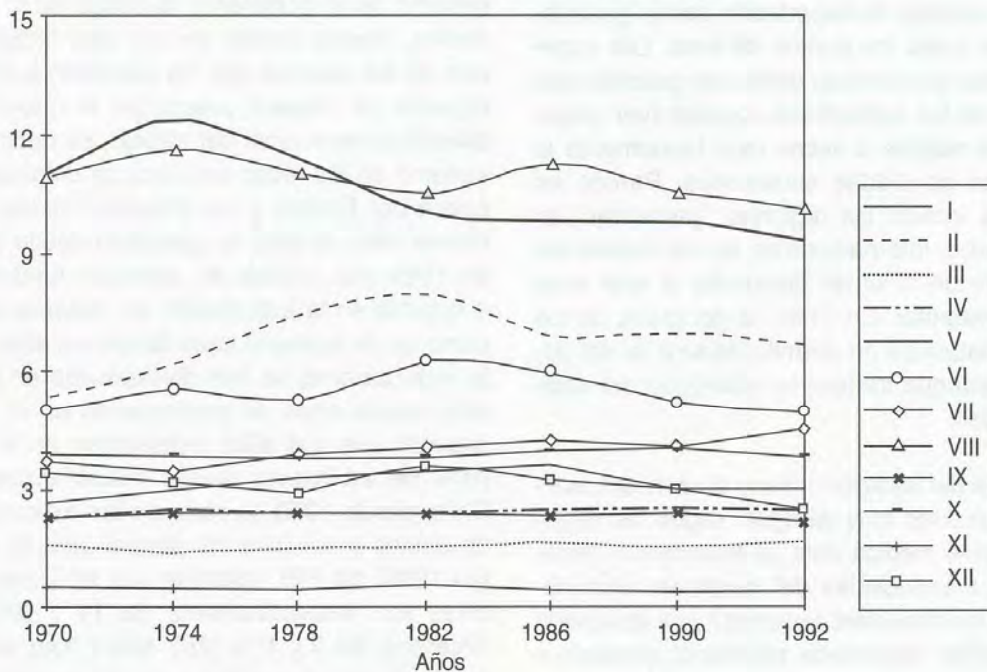
ducción de las regiones chilenas. Sin embargo, después de veinte años, el país ha diversificado ampliamente sus exportaciones: ¿Cómo se traduce esto para cada una de las regiones implicadas?

En 1970, las minas proveían lo esencial de las exportaciones chilenas (74% para las minas, 20% para la industria, 6% para el sector de la pesca-agricultura-bosque). Ahora bien, en 1989 esta supremacía está casi cuestionada, puesto que las minas no representan más que el 55,5% de las exportaciones, la industria el 32,3%, los productos del sector pesca-agricultura-bosque el 12,3% (24). Para localizar estas evoluciones podemos destacar bastante claramente las principales cadenas productivas para la exportación por sectores y según las regiones:

- minas: regiones I-IV,
- pesca: regiones I; III; IV; VIII; X; XI (harina de pescado y salmón),
- madera: de la VII región al sur,
- fruticultura: regiones del centro (IV-X)
- turismo: regiones I; IV; V; IX; X; RM (deportes de invierno)

Gráfico 2

**PARTICIPACION DE LAS REGIONES EN EL PIB, 1970-1992
EXCLUIDA LA REGION METROPOLITANA (%)**



Fuente: Ministerio del Interior, SUBDERE/CIEPLAN, 1994.

Nuevas especializaciones, como la fruticultura fuera de temporada, destinada a los mercados del hemisferio norte, han aparecido. Sin embargo, la mayoría de los productos considerados (salvo el turismo) pueden ser comercializados antes de su transformación. Chile ha diversificado entonces sus exportaciones, pero siempre en el seno del sector primario: por ejemplo, la transformación del cobre refinado no representa en 1993 más que el 5% de la producción nacional.

La diversificación observada a escala nacional se encuentra en la evolución de una región como la de La Serena (IV) cuya especialización ha cambiado en el curso de los años del neoliberalismo. En 1970, es el sector minero el que domina la economía local (37,7% del producto interno regional): es la región de las "diez mil minas". Este porcentaje desciende al 30,5% en 1978 y a no más del 25,3% en 1990; estas cifras traducen la quiebra de pequeñas minas ante la multiplicación de proyectos gigantes, principalmente en la región de Antofagasta. Al mismo tiempo, el sector agrícola pasa del 14,7% (1970), al 17,6% (1982) y al 20,2% (1990), ilustrando el éxito de la agricultura intensiva de frutas de fuera de temporada (sobre todo uva) implementada con el aporte de capitales extranjeros en los valles del semiárido *Norte Chico*.

Hay que tener cuidado sin embargo de considerar demasiado rápido las regiones mejor integradas a los circuitos de exportación como "ganadoras" desde todos los puntos de vista. Las especializaciones económicas deben ser puestas bajo la mirada de los indicadores sociales (ver anexo N° 5) para matizar a veces muy fuertemente la apreciación de ciertas situaciones. Parece en efecto que incluso las regiones "ganadoras" en los mercados internacionales no se benefician siempre de un nivel de desarrollo al cual ellas podrían pretender. En Chile, la geografía de los recursos naturales no permite deducir la del desarrollo, sino que traduce la repartición del capital financiero.

La apertura del territorio chileno al resto del mundo aparece pues muy desigual según las regiones. ¿En qué medida ésta se traduce por modificaciones diferenciadas del modo de funcionamiento de las diferentes regiones? ¿La aplicación de un modelo económico neoliberal conduce a una redefinición del lazo territorial nacional?

III. Las regiones de cara al mundo: ¿recomposición o desarticulación de Chile?

Los cambios observados en Chile desde 1973 se explican por una cierta radicalización de las desigualdades regionales, fenómeno que lo podemos asociar con la profundización de las diferencias sociales provocada por el nuevo sistema económico implementado en esa fecha. Estas observaciones nos conducen a regresar sobre las consecuencias teóricas de estas evoluciones geográficas, tanto a nivel regional, como también a escala nacional: ¿las "regiones" tal como ellas aparecen en la nueva geografía chilena, corresponden a las mismas entidades que antes? ¿Su definición ha cambiado? ¿Qué se puede pensar del acontecer territorial de un país que se ha estructurado a pesar de –y en función de– su "loca geografía", mientras que sus diferentes componentes siguen destinos muy contrastados? ¿Qué política de acondicionamiento del territorio es posible para un Estado en un contexto ultraliberal?

3.1. La redefinición de las relaciones con el exterior

Chile siempre ha sido considerado en función de su situación de "fin de mundo", arrinconado en el extremo de un continente, al abrigo de la barrera andina. Hemos podido ver en esta "insularidad" una de las razones que ha permitido a Chile integrarse de manera precoz en el marco de la división internacional del trabajo, es decir, de insertarse en las redes económicas dirigidas en la época por Europa y los Estados Unidos. Como hemos visto, el país ha guardado desde la crisis de 1929 una política de apertura, fundando su economía en la exportación de materias primas, como es de nuevo el caso desde los años 70. Si la exportaciones se han diversificado en los últimos quince años, su participación en el PIB es superior a la que ellas representan en la mayor parte de los nuevos países industrializados. En Chile, desde 1970, la parte de las exportaciones de bienes y servicios ha pasado del 15 al 36% (en 1992) del PIB, mientras que en Corea estas cifras son respectivamente del 14 y 39% y en Argentina del 9 y 11% (25). Ahora bien, esta primacía de los intercambios con el exterior está en parte fundada en el rol particular que las regio-

nes han podido jugar desde la segunda mitad de los años 70.

La originalidad de la concepción de las *regiones* chilenas descansa sin duda en el hecho de que éstas han sido pensadas en un doble movimiento de apertura e inserción en el "sistema Mundo", antes que en un movimiento de integración territorial nacional. En efecto, aunque retomando el contorno de las regiones resultantes de la reforma de 1964, las entidades definidas en 1975 por la CONARA (comisión gubernamental encargada de la implementación de la reforma) respondían a un proyecto fundamentalmente diferente.

Si la reforma administrativa de 1975 se fundó sobre el nivel regional, se trataría más de una desconcentración que de una descentralización donde el Estado preferiría tener como socios un número relativamente limitado de interlocutores, teniendo cada uno un poder local suficiente. Ya no se trataría de asegurar la coherencia nacional estructurando el país alrededor de una trama de puntos fuertes, sino tomar el contrapié de la gestión regional de los años 60 que ponía el acento en los polos de desarrollo de influencia regional o interregional. El objetivo manifiesto era poner las regiones (en lo sucesivo, en contacto directo con el extranjero) en competencia sobre los mercados internacionales, con cada entidad libre de capitalizar sus "ventajas comparativas". La carta de la CONARA (ver en anexo) ilustra bien esta voluntad de apertura, hasta en su grafismo. Para cada región, los recursos exportables son destacados.

Esta funcionalidad económica sin duda explica en parte la importancia dada a la *región* en Chile: peldaño intermedio entre las decisiones centrales y las eventuales aspiraciones locales, constituye una entidad de dimensiones viables sobre el plan de los intercambios internacionales. Sirve tanto de relevo administrativo en el marco de una desconcentración de las prerrogativas de la capital, así como de socio económico. Esta conjunción permite sobre todo a los grandes grupos internacionales negociar sus implantaciones en Chile directamente con las autoridades regionales, menos fuertes que el poder central, situación ventajosa para los capitales internacionales.

Es sin duda esto lo que permite comprender por qué la gran mayoría de las inversiones en Chile (26) se han realizado en las regiones (más del

70% fuera de la R.M. en 1990 (27)), aun cuando estas últimas no las dominen. Las regiones se encuentran más atrás que el Estado chileno por una parte, y los capitales transnacionales por otra.

Las regiones chilenas ofrecen sus recursos en los mercados mundiales, pero es sin duda el Estado el que determina el status del capital extranjero o las tarifas aduaneras. Estas inversiones han sido favorecidas por un aparato legislativo específico implementado en 1974 (el Decreto-Ley 600) (28). Ha sido completado en 1985 por los capítulos 18 y 19 del Código del Banco Central (el capítulo 18 concierne únicamente a los inversionistas locales, el capítulo 19 a inversionistas extranjeros) (29). Estos textos han permitido la reconversión de los créditos chilenos gracias a la compra de títulos de deuda reconvertibles en capital de riesgo por personas o empresas distintas de los deudores originales. En la práctica, las empresas transnacionales han intervenido por más de un tercio de los montos autorizados; hemos notado igualmente una importante participación de los grandes bancos comerciales acreedores de Chile. Dos tercios de los montos invertidos a título del capítulo 19 han sido destinados a proyectos de explotación de recursos naturales y de elaboración de productos manufacturados destinados a la exportación. Considerando todos los modos de inversión, los capitales extranjeros se dirigen sobre todo hacia el sector primario (30) y luego hacia los servicios (antes que a la industria).

Pero el Estado no tiene realmente la capacidad de intervenir para orientar la acción de este capital o su localización, decisiones que permanecen entre las manos de los inversionistas extranjeros. Los principales eran (cifras de 1989) Estados Unidos (49%), Australia (7%), España (6%), luego Gran Bretaña; Japón a pesar de ser el segundo socio económico de Chile, está ausente en esta lista. El examen de la localización de estos capitales (ver cuadro aquí abajo) muestra su lógica sectorial: algunas regiones tienen tendencia a concentrar las inversiones (R.M.; II; VIII; X luego III; IV; V), éstas corresponden más frecuentemente a las que habíamos definido por su especialización en las exportaciones.

Leemos en este cuadro una cierta correspondencia de destino de los fondos nacionales e internacionales, con ciertos matices, especialmente en lo que concierne a la Región Metropolitana, que

representa casi cinco puntos de más: parece lógico que ella tenga un rol importante en el orden de las preocupaciones nacionales que para los extranjeros, que buscan rentabilidad de las inversiones ante todo. Esta diferencia de percepción es igualmente sensible en las regiones VIII y IX, consideradas bajo un ángulo equivalente por los extranjeros que ven allí la posibilidad de la explotación de un mismo tipo de recursos (bosque), aun cuando las inversiones chilenas privilegien la región de Concepción, primer polo industrial-urbano fuera de la zona central.

Cuadro 2

CONVERSION DE LA DEUDA EXTERNA¹ E INTERNA² POR REGION-CHILE 1990 (%)

Región	Conversión de la	
	Deuda externa	Deuda interna
I	1,2	1,8
II	6,4	3,3
III	0,5	0,0
IV	3,7	3,5
V	1,1	6,8
VI	1,2	2,2
VII	2,1	5,2
VIII	17,0	39,1
IX	14,4	3,0
X	2,8	2,7
XI	1,0	0,0
XII	0,3	0,0
RM	20,5	0,0
No regionalizado	20,5	0,0
Total país	100,0	100,0

¹ Al 1 de marzo de 1990, por el capítulo 19.

² Colocación en las empresas endeudadas (marco nacional) regionalizadas.

Fuente: A. Daher (1994): datos elaborados por el Banco Central para el autor

Es interesante notar que la parte del norte es más importante en las inversiones nacionales que en las que provienen del extranjero: razonamos aquí en porcentajes, y las cifras absolutas ciertamente darán otra idea de la relación. Sin embargo, la situación habría estado desajustada si se hubieran considerado las cifras de 1985, período de grandes inversiones mineras hechas posibles por

una nueva legislación específica (*Código de Minería* 1981). Las inversiones chilenas parecen seguir hoy día la dinámica inducida por los capitales transnacionales.

Pero si las inversiones son deslocalizadas, su control escapa a las regiones, y sus beneficios no quedan en las regiones chilenas. El caso de la Araucanía (IX región) es característico de esta paradoja: en efecto, esta región concentra más del 14% de las inversiones realizadas por medio del capítulo 19, mientras que en el contexto nacional es considerada una región pobre (particularmente con una fuerte tasa de extrema pobreza y de grandes problemas de equipamiento): los capitales están concentrados en el sector forestal y las industrias asociadas, y no responden a ninguna lógica territorial local.

Las regiones parecen regidas por fuerzas que ellas tienen dificultad en controlar, lo que plantea dos tipos de problemas: para los gobiernos regionales, administrar la organización local del territorio, y para el conjunto del territorio, conservar cierta cohesión de las orientaciones, lo que parece difícil de obtener. R. Guerrero (1991) resumía la situación diciendo que "La capital, Santiago, ejerce el rol principal de intermediario con el exterior y de centro donde se entrelazan todas las contradicciones: los otros espacios se jerarquizan según su grado de integración al sistema Mundo". Se debe insistir siempre sobre la realidad de la descentralización en Chile, y arrojar luz sobre la competencia que reina entre las regiones y que está en pos de afectar el funcionamiento interregional.

3.2. La coherencia del nuevo Chile: el problema de los lazos transregionales

El "milagro económico chileno" se construyó sobre un período relativamente largo a escala de la gestión del territorio; a pesar de ello el cuadro que podemos dibujar del país, a manera de balance de este período, está lejos de reflejar una preocupación de cohesión territorial. La rivalidad entre las regiones parece haber distendido los lazos que podían existir entre ellas, al punto que Ph. Grenier ha podido hablar de "espacio desarticulado" (1994). ¿Cómo esta degradación ha modificado la relación de cada región con Santiago? ¿Excluye ésta las alianzas interregionales?

Estos son temas de investigación que aún no han sido explorados.

La diferencia fundamental entre regiones *ganadoras* y *perdedoras* está sin duda aquí, en la calidad del nudo territorial intra e interregional, antes que en la aplicación directa de la ley del valor. Las regiones que tienen los medios invierten en infraestructuras y están mejor conectadas al resto del país; es el caso del *Norte Grande*, que pierde poco a poco su característica de "enclave" de explotación minera. Al contrario, las regiones que han perdido la carrera de las exportaciones son cada vez más excluidas del sistema, así como lo muestran las evoluciones comparadas del PIB por habitante y de la distribución del FNDR (ver anexo N° 5).

Durante largo tiempo hemos podido decir que Chile funcionaba según un modelo centro-periferia por el hecho de su localización extrema en el seno del continente latinoamericano, al amparo de la barrera andina. Ahora bien, si estamos hoy día en una fase en que, más que nunca Chile está directamente vinculado al mundo, la organización del espacio chileno parece escapar a estas lógicas. Para ciertas regiones por lo menos, la multiplicación de lazos con el exterior ha debilitado la relación con el centro tradicional, desplazando la atracción y la dependencia de Santiago hacia los países inversionistas. Esta situación ha favorecido la oportunidad para las regiones de desarrollar relaciones más fuertes con sus homólogos transfronterizos. Hoy en día, para comprender cómo funciona una región chilena, debemos concentrarnos en el funcionamiento local, así como en las relaciones que se tejen con las regiones vecinas argentinas, bolivianas o peruanas, sin olvidar la importancia de los países de donde provienen los capitales que son invertidos. En este contexto, las nuevas estructuras administrativas implementadas desde el retorno de la democracia parecen muy frágiles: concebidas para funcionar en un marco nacional, éstas dependen en los hechos de la coyuntura mundial.

¿Cómo en este contexto, donde todos los procesos parecen exógenos, preconizar todavía un desarrollo endógeno? S. Boisier (1993) propone considerar en lo sucesivo la región no como un subconjunto del territorio nacional, sino como un mini o casi Estado, o bien incluso como una mini o casi empresa. Un esquema tal permitiría, se-

gún él, la toma de iniciativa de los actores locales. Si el objetivo propuesto aquí es el de reaccionar contra la transformación de las regiones chilenas en simples enclaves de producción de materias primas de los países inversionistas, tales concepciones se inscriben no obstante en la línea de las orientaciones tomadas en Chile desde la reforma administrativa de 1975. La voluntad de desconcentración proclamada entonces y la necesidad de la individualización de las decisiones políticas reivindicada hoy en día sufren de una misma desventaja: el devenir regional es siempre puesto bajo dependencia, sea la emanada de un Estado autoritario o de los intereses transnacionales.

Sin embargo el fraccionamiento de Chile, que sufre directamente las relaciones de fuerza internacionales, no aparece en los discursos locales. Bastante a menudo éstos niegan la realidad regional, presa entre desconcentración, descentralización, apertura al mundo e intereses propios. El futuro territorial del país reside sin duda en parte en la reducción de la separación entre los problemas regionales y la multiplicidad de los discursos que tienden a subestimar las crecientes desigualdades entre "regiones ganadoras" y "regiones perdedoras".

De cara a tales transformaciones de lo que representa la *región* en Chile, ¿qué ha acontecido con los habitantes de estas nuevas entidades? ¿Qué roles se espera que jueguen? ¿En qué se ha modificado su vínculo con el espacio? ¿Crea esto un nuevo tipo de territorialidad? La constatación que R. Guerrero hacía a fines de la dictadura permite desplazar el problema hacia la escala infrarregional: "Así se dibuja una geografía donde se oponen enclaves productivos y ciudades, espacios de reproducción y de consumo, y el resto de territorio, donde los espacios potenciales y espacios abandonados o inútiles aparecen como una restricción económica y son objeto de una vigilancia policial" (1991). El autoritarismo ha desaparecido, pero nada ha venido a reunir el territorio.

Conclusión

En poco menos de veinticinco años las regiones chilenas han experimentado numerosas transformaciones, políticas y económicas a la vez, que han trastocado totalmente la percepción que se

puede tener de su modo de funcionamiento y de la realidad que representan. Una serie de medidas de desconcentración y luego de descentralización han conducido a una cierta autonomía de decisiones, pero ésta está hipotecada por la influencia todopoderosa de los capitales transnacionales invertidos en las regiones chilenas. El retorno de la democracia ha permitido una cierta renovación del discurso sobre las regiones, sin tomar suficientemente en cuenta, no obstante, las desigualdades regionales.

A pesar de ello, la expresión de regiones *ganadoras* o *perdedoras*, que recubría en su origen una adaptación más o menos lograda de la apertura comercial del país, traduce hoy en día niveles de desarrollo y de integración territorial muy contrastados. La separación es tal que algunos ven cuestionada la cohesión nacional. Las regiones mejor dotadas buscan su porvenir en la multiplicación de los lazos transfronterizos, las regiones en crisis se repliegan sobre ellas mis-

mas. La transición hacia la democracia ha permitido plantear el problema, pero las preocupaciones legislativas y políticas han sido rápidamente sometidas al ritmo de los imperativos económicos.

En Chile, la *región* ha cambiado, el mismo término no recubre ya la misma realidad. Y a pesar de ello este deslizamiento semántico no ha dado lugar a un cuestionamiento de la utilización de la *región* en materia de planificación y de desarrollo económico. Si las regiones chilenas han revelado estar adaptadas a la competencia económica internacional, es inevitable sin embargo plantear una vez más el problema de la coherencia de elección del nivel regional para el desarrollo descentralizado, escala elegida desde arriba, que se dirige hacia el nivel local sin alcanzarlo totalmente. Así, la *región* chilena aparece hoy día como un objeto a veces mejor identificado por los actores nacionales o internacionales que por sus propios habitantes.


Conclusión

La evolución de las regiones chilenas desde la transición a la democracia muestra una adaptación más o menos lograda de la apertura comercial del país, traduce hoy en día niveles de desarrollo y de integración territorial muy contrastados. La separación es tal que algunos ven cuestionada la cohesión nacional. Las regiones mejor dotadas buscan su porvenir en la multiplicación de los lazos transfronterizos, las regiones en crisis se repliegan sobre ellas mis-

mas. La transición hacia la democracia ha permitido plantear el problema, pero las preocupaciones legislativas y políticas han sido rápidamente sometidas al ritmo de los imperativos económicos. En Chile, la *región* ha cambiado, el mismo término no recubre ya la misma realidad. Y a pesar de ello este deslizamiento semántico no ha dado lugar a un cuestionamiento de la utilización de la *región* en materia de planificación y de desarrollo económico. Si las regiones chilenas han revelado estar adaptadas a la competencia económica internacional, es inevitable sin embargo plantear una vez más el problema de la coherencia de elección del nivel regional para el desarrollo descentralizado, escala elegida desde arriba, que se dirige hacia el nivel local sin alcanzarlo totalmente. Así, la *región* chilena aparece hoy día como un objeto a veces mejor identificado por los actores nacionales o internacionales que por sus propios habitantes.

Anexo 1

JERARQUIA DE LOS POLOS DE DESARROLLO, ESTRATEGIA TERRITORIAL DE LOS AÑOS 60

REGIONES	POLO NACIONAL	MULTI-REGIONAL	REGIONAL	INTRA REGIONAL
		○	●	•
I			ARICA IQUIQUE	
II		ANTOFAGASTA		TOCOPILLA CALAMA
III				COPIAPO VALLENAR
IV	SANTIAGO	VALPARAISO- VIÑA DEL MAR	LA SERENA- COQUIMBO	OVALLE
R.M,			RANCAGUA	Sñ. FELIPE Los ANDES
V			TALCA	QUILLOTA La CALERA
VI				San ANTONIO RENGO
VII			CONCEPCION TALCAHUANO	
VIII		TEMUCO VALDIVIA OTORNO		
IX			PUERTO MONTT	ANCUD
X				PUERTO AYSEN COYAIQUE
XI			PUNTA ARENAS	

Anexo 2

EL DISEÑO ADMINISTRATIVO DE CHILE SEGUN LA REFORMA DE 1975

REGIONES	CAPITALES	NUEVA PROV. DE CHILE	CAPITALES
I	IQUIQUE	ARICA IQUIQUE PARINACOTA	ARICA IQUIQUE PUTRE
II	ANTOFAGASTA	TOCOPILLA ANTOFAGASTA EL LOA	TOCOPILLA ANTOFAGASTA CALAMA
III	COPIAPO	CHAÑARAL COPIAPO HUASCO	CHAÑARAL (1) COPIAPO VALLENAR
IV	LA SERENA	ELQUI LIMARI CHOAPA	LA SERENA (4) OVALLE ILLAPOEL
V	VALPARAISO	VALPARAISO SAN ANTONIO QUILLOTA PETORCA SAN FELIPE LOS ANDES ISLA DE PASCUA	VALPARAISO SAN ANTONIO QUILLOTA LA LIGUA SAN FELIPE LOS ANDES HANGA ROA
VI	RANCAGUA	CACHAPOAL COLCHAGUA CARD-CARO	RANCAGUA SAN FERNANDO
VII	TALCA	CURICO TALCA LINARES CAUQUENES	CURICO TALCA LINARES CAUQUENES
VIII	CONCEPCION	ÑUBLE CONCEPCION ARAUCO BIOBIO	CHILLAN CONCEPCION LEBU (2) LOS ANGELES
IX	TEMUCO	MALLECO CAUTIN	ANGOL TEMUCO
X	PUERTO MONTT	VALDIVIA OSORNO LLANQUIHUE CHIOLE PALENA	VALDIVIA OSORNO PUERTO MONTT CASTRO CHAITEN
XI Aisén del General Carlos Ibáñez del Campo	COIHAIQUE	AISEN GENERAL CARRERA CAPITAN PRAT	PUERTO AISEN CHILE CHICO COCHRANE (3)
XII Magallanes y Antártica Chilena	PUNTA ARENAS	ULTIMA ESPERANZA MAGALLANES TIERRA DEL FUEGO ANTARTICA CHILENA	PUERTO NATALES PUNTA ARENAS PORVENIR PUERTO WILLIAMS

Anexo 2

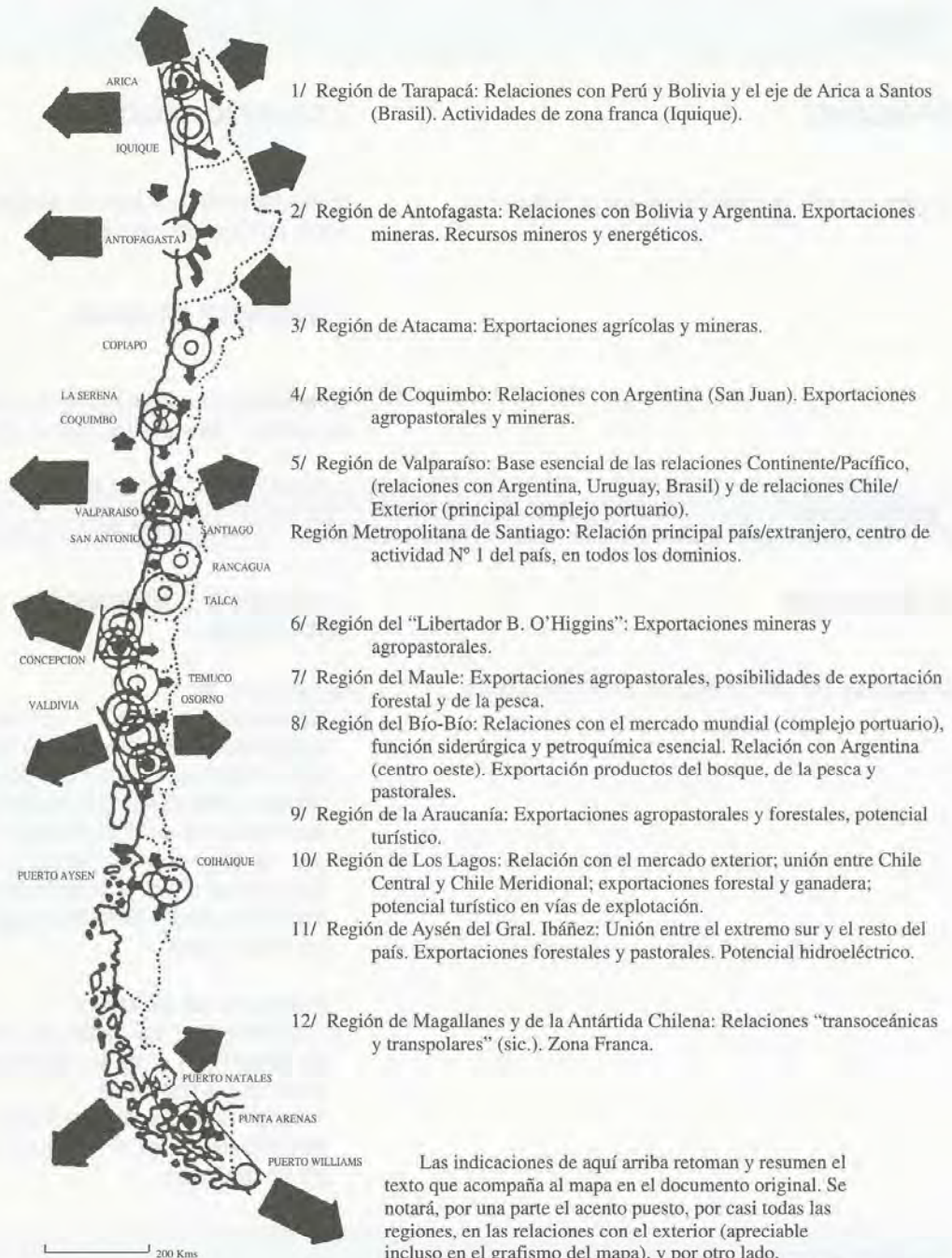
EL DISEÑO ADMINISTRATIVO DE CHILE SEGUN LA REFORMA DE 1975

REGIONES	CAPITALES	NUEVA PROV. DE CHILE	CAPITALES
I	IQUIQUE	ARICA IQUIQUE PARINACOTA	ARICA IQUIQUE PUTRE
II	ANTOFAGASTA	TOCOPILLA ANTOFAGASTA EL LOA	TOCOPILLA ANTOFAGASTA CALAMA
III	COPIAPO	CHAÑARAL COPIAPO HUASCO	CHAÑARAL (1) COPIAPO VALLENAR
IV	LA SERENA	ELQUI LIMARI CHOAPA	LA SERENA (4) OVALLE ILLAPOEL
V	VALPARAISO	VALPARAISO SAN ANTONIO QUILLOTA PETORCA SAN FELIPE LOS ANDES ISLA DE PASCUA	VALPARAISO SAN ANTONIO QUILLOTA LA LIGUA SAN FELIPE LOS ANDES HANGA ROA
VI	RANCAGUA	CACHAPOAL COLCHAGUA CARD-CARO	RANCAGUA SAN FERNANDO
VII	TALCA	CURICO TALCA LINARES CAUQUENES	CURICO TALCA LINARES CAUQUENES
VIII	CONCEPCION	ÑUBLE CONCEPCION ARAUCO BIOBIO	CHILLAN CONCEPCION LEBU (2) LOS ANGELES
IX	TEMUCO	MALLECO CAUTIN	ANGOL TEMUCO
X	PUERTO MONTT	VALDIVIA OSORNO LLANQUIHUE CHIOLE PALENA	VALDIVIA OSORNO PUERTO MONTT CASTRO CHAITEN
XI Aisén del General Carlos Ibáñez del Campo	COIHAIQUE	AISEN GENERAL CARRERA CAPITAN PRAT	PUERTO AISEN CHILE CHICO COCHRANE (3)
XII Magallanes y Antártica Chilena	PUNTA ARENAS	ULTIMA ESPERANZA MAGALLANES TIERRA DEL FUEGO ANTARTICA CHILENA	PUERTO NATALES PUNTA ARENAS PORVENIR PUERTO WILLIAMS



Anexo 3

LAS REGIONES CHILENAS Y SUS FUNCIONES, CARTA DE LA CONARA



Las indicaciones de aquí arriba retoman y resumen el texto que acompaña al mapa en el documento original. Se notará, por una parte el acento puesto, por casi todas las regiones, en las relaciones con el exterior (apreciable incluso en el grafismo del mapa), y por otro lado, correlativamente, la extravención sistemática de las opciones económicas mantenidas.



Sistema de centros de nivel interregional



Sistema de centros intrarregionales



Centro de nivel nacional

Anexo 4

LA ADMINISTRACION LOCAL Y REGIONAL EN CHILE: ORGANIZACION ACTUAL

REGION

INTENDENTE

designado por el Presidente de la República

+ CONSEJO REGIONAL

compuesto de consejeros elegidos por cuatro años por los concejales

+ GABINETE REGIONAL

compuesto de representantes de diferentes ministros, designados por el gobierno

PROVINCIA

GOBERNADOR

designado por el Presidente de la República

+ CONSEJO ECONOMICO Y SOCIAL PROVINCIAL

compuesto de:
 * 26 miembros elegidos por las organizaciones sociales de la provincia por cuatro años (ocho representantes de organizaciones sindicales, patronales y culturales, dos de las asociaciones profesionales). Una comisión (que incluye al gobernador y a un representante de la región) determina cuáles organizaciones tienen derecho a participar en estas elecciones

* miembros *de derecho*:
 - un miembro de cada uno de los cuerpos de las FF.AA. y de la policía que tengan su sede en la provincia
 - cuatro representantes (como máximo) de las universidades o institutos profesionales de la provincia

MUNICIPALIDAD

ALCALDE

elegido por los concejales

+ CONCEJO MUNICIPAL

compuesto de concejales elegidos en sufragio universal

Anexo 5
INDICADORES SOCIALES Y ECONOMICOS REGIONALIZADOS, 1987-91

Cuadro 1 INDICADORES SOCIALES											
Región	Población en pobreza			Extrema pobreza			Esperanza	Desnutric.	Nivel de	Cobertura	Urbana
	1987	1990	1992	1987	1990	1992	de vida al nacer	infantil %	escolaridad (años estudio)	agua potable %	alcan- tarillado %
							(85-90)	1991	1991	1991	1991
I	44.2	3.1	29.3	13.0	8.0	7.0	7.3	2.6	9.2	9.8	9.5
II	38.6	31.1	29.7	12.9	11.2	6.7	7.1	8.2	9.6	100	7.8
III	44.1	34.8	28.8	13.5	9.8	6.2	7.3	7.7	8.9	9.8	7.8
IV	51.1	47.4	40.0	17.5	16.2	9.8	7.3	7.3	7.5	9.7	8.0
V	40.0	43.6	34.5	14.2	16.5	8.7	7.2	6.3	8.7	9.6	8.2
VI	45.2	42.6	27.1	16.1	15.0	6.1	7.1	6.6	7.3	9.5	6.8
VII	47.2	48.9	40.2	16.9	18.4	11.6	7.0	6.9	7.2	9.8	8.6
VIII	56.2	46.3	46.6	24.2	18.6	16.8	6.9	6.7	8.1	9.5	6.8
IX	61.3	47.5	43.3	43.4	31.7	13.0	7.0	6.5	6.7	7.5	7.3
X	50.6	43.8	31.9	20.7	14.3	9.5	7.0	6.1	7.2	9.7	6.4
XI	26.6	32.8	28.5	4.8	8.8	6.0	7.1	3.6	7.6	100	5.7
XII	19.3	32.1	26.2	5.4	8.8	4.6	7.2	7.4	9.0	9.8	9.1
R.M.	38.7	34.6	25.5	13.2	10.3	6.3	7.3	7.4	9.4	9.9	8.4
Total	44.6	40.1	32.7	16.8	13.8	9.0	7.1	6.9	8.7	9.7	8.4

Fuente: MIDEPLAN.

Cuadro 2 INDICADORES ECONOMICOS						
Región	% Prod. Interno Bruto 1990	% per cápita país (0-100) PGB 85-90	Tasa de crecimiento US\$ millones	Grandes Proyectos de inversión %	Inversión Pública efectiva 90-92	% Población % I. Pública
I	2.7	104	3.2	959	10	0.58
II	6.1	198	5.6	1.521	15	0.79
III	1.6	196	3.1	835	8	0.59
IV	2.2	58	6.1	276	3	0.88
V	8.2	79	5.1	525	5	0.96
VI	4.5	87	3.8	25	0	0.80
VII	3.6	57	6.1	236	2	0.85
VIII	9.0	69	4.1	1.101	11	1.22
IX	2.2	39	6.4	49	0	0.90
X	3.5	49	6.9	70	1	0.93
XI	0.5	83	6.4	564	.6	0.26
XII	2.5	250	3.2	451	5	0.38
R.M.	40.4	104	7.6	992	10	1.41
NO ASIG.			9.7	2.366	24	
TOTAL	100.0	100.0	6.5	100.0		100.0

Fuente: 1) CENSO 1992

2) MIDEPLAN - Corporación de Bienes de Capital

3) Banco Central

Notas

(1) *Oficina Nacional de Planificación*: oficina de rango ministerial creada con el fin de aconsejar al Presidente de la República en el dominio de la planificación regional, este organismo no puede en ningún caso intervenir para cambiar los procedimientos establecidos por la jerarquía administrativa.

(2) El sistema superior organiza alrededor de la capital, polo nacional, tres polos de desarrollo multirregional de importancia nacional (Antofagasta, puerto del cobre, Valparaíso, puerto de la capital, Concepción, polo industrial del centro-sur) y de los polos de desarrollo de orden regional (Arica y Punta Arenas). Según la misma lógica el sistema inferior federa polos de desarrollo de nivel intermedio (La Serena y Valdivia), polos de desarrollo regional (Talca, Temuco, Puerto Montt), centros que deben asegurar funciones de complementariedad o de apoyo de los polos más importantes (Rancagua, Iquique, Osorno), así como una veintena de focos de desarrollo intra-regional.

(3) CEPAL: Comisión Económica para América Latina.

(4) La bibliografía sobre estas cuestiones es pletórica, pero bastante a menudo muy teórica, de donde el interés de revisar con el ojo crítico que el geógrafo puede tener sobre los proyectos de acondicionamiento de territorio y de las reflexiones sobre los procesos de descentralización.

(5) La CONARA, *Comisión Nacional de la Reforma Administrativa*, fue instituida en 1974.

(6) Los concejales elegidos por sufragio directo eligen luego al alcalde. La lista de la Concertación de partidos por la Democracia obtiene el 53,25% de los votos, la lista de la oposición Participación y Progreso el 29,70% con una tasa de abstención del 10% de los votos. Los partidos que obtienen alcaldes y concejales son, en orden decreciente: la Democracia Cristiana, Renovación Nacional, Unión Demócrata Independiente, Partido Socialista, Partido por la Democracia, Partido Radical, Partido Comunista, Unión de Centro-Centro.

(7) La ley N° 19.175 fue promulgada el 5 de noviembre de 1992, en Concepción, por el presidente Aylwin. Luego de las observaciones emitidas por el Tribunal Administrativo, las correcciones se han revelado necesarias y el proyecto no estuvo listo más que el 5 de enero de 1993, y la ley votada el 20 de marzo de 1993.

(8) Los miembros del *Consejo Económico y Social Provincial* son elegidos por representantes de las organizaciones sociales de la provincia.

(9) Los *concejales* son elegidos por sufragio universal directo en el momento de las elecciones municipales.

(10) Decreto-Ley sobre las rentas municipales y ley sobre el impuesto territorial.

(11) El SERPLAC o *Secretaría de Planificación y Coordinación* es el secretario ministerial (representante del ministerio) encargado de la planificación regional.

(12) Con excepción del debate sobre la nueva ley orgánica municipal -que apunta a reformar particularmente el modo de escrutinio- a lo largo de 1995.

(13) *Fondo Nacional de Desarrollo Regional*: ver más arriba las condiciones de su implementación.

(14) *Inversiones Sectoriales de Asignación Regional*: recursos atribuidos por sector de actividades.

(15) Los ISAR conciernen en prioridad a las rutas secundarias, la pavimentación de rutas urbanas, las infraestructuras deportivas, los dispensarios de la Región Metropolitana y los programas FOSIS (*Fondo de Solidaridad e Inversión Social*).

(16) Financiamiento del desarrollo regional:

Inversiones (Millones de pesos)	FNDR	ISAR
1990	39.200 (45.700 valor equivalente 1994)	?*
1991	59.000	?*
1992	64.000	7.600
1993	78.000	45.100
1994	86.000	52.500 (proyecciones)

Cifras SUBDERE (* = datos desconocidos)

FNDR: Fondo Nacional de Desarrollo Regional

ISAR: Inversiones Sectoriales de Asignación Regional.

* ISAR fueron implementados a partir de 1992

(17) Esta operación cubre un monto de 500 millones de dólares en 4 años, de los cuales 75 millones (15%) serán financiados por un préstamo del BID -aprobado en Diciembre de 1994, y firmado en marzo de 1995. Nuevos dominios de intervención se agregan a los terrenos de intervención tradicionales de los fondos FNDR, a saber: agua potable y teléfono en el

medio rural, las infraestructuras de desembarco de los productos de la pesca, y la perforación de nuevos caminos (de penetración). Son previstos 2290 proyectos de los cuales 981 para la educación (994 millones de dólares USA), 305 para la salud (53 millones de dólares USA), 308 para la mejoramiento de las vías de comunicación rurales (307 millones de dólares USA). Cada proyecto comprende un procedimiento de análisis de impacto ambiental.

(18) *El Mercurio*, 14 de diciembre de 1995, Editorial *Avance regional*.

(19) *Corporación de Fomento* o de desarrollo de la producción.

(20) Esto figuraba en el documento-programa del gobierno militar, *El Ladrillo*, que significaba explícitamente la elección de un sistema dictado por las leyes del mercado, que sería permitida por la liberación de los precios (*El Ladrillo; Bases de la política económica del Gobierno Militar Chileno*, Santiago, Centro de Estudios Públicos, 1992, págs. 62-63).

(21) Último ajuste al territorio nacional después de la guerra del Pacífico, Arica no ve su estatuto final regulado más que en 1929 (Tratado de Lima).

(22) El ritmo de crecimiento del centro de la aglomeración es inferior al de las periferias.

(23) Un estudio de las variaciones entre los censos de 1970, 1982, 1992, tendería a mostrar dinámismos comparables.

(24) Datos del Banco Central, 1991, *Boletín Mensual*, N° 760.

(25) Banco Mundial, *Informe sobre el desarrollo en el mundo*, 1993, citado por O. Suárez, "Chili: les limites de la croissance", *Problèmes d'Amérique Latine*, N° 11, octubre-diciembre 1993, pág. 67.

(26) Estos últimos años, las inversiones extranjeras han representado entre 5% y más del 8% del PIB.

(27) Cf. Daher (1994), pág. 65.

(28) El Decreto-Ley 600 (1974; decreto con fuerza de ley) es permisivo hacia los capitales extranjeros sin favorecerlos especialmente. Este permite diferentes formas de inversión después de un procedimiento rápido: transcurren en general menos de tres años desde la intención a la realización. Vía el Decreto-Ley 600, las entradas (calculadas en pesos de 1989) han pasado de 3 millones de dólares USA en 1974 a 897 millones en 1989; después de su aplicación en mayo de 1990, ha permitido 12 mil millones de dólares en inversiones extranjeras (cifras *Comité de Inversiones Extranjeras*).

(29) Capítulos 19 (y 18) del *Compendio de Normas Cambiarias del Banco Central* (mayo de 1985). Es un instrumento transitorio con respecto al Decreto-Ley 600 llamado a permanecer. Las operaciones solicitadas por este mecanismo son sometidas a la decisión del Comité Ejecutivo del Banco Central, sin suministrar justificación. El Banco Central debe entonces asegurarse que las inversiones realizadas vía el capítulo 19, no habrían podido ser hechas vía el Decreto-Ley 600. Los capitales así invertidos son movilizados diez años, las ganancias no pueden ser repatriadas antes de cuatro años; luego, a partir del quinto año, únicamente a la altura del 25% de las ganancias de los cuatro años iniciales. Durante los siete primeros meses de aplicación (en 1985), la conversión de 160 millones de dólares USA ha sido autorizada (o sea, 22 millones por mes), en 1989, 115 millones por mes han sido así convertidos. Los países mejor representados en la utilización del capítulo 19 son los Estados Unidos, Australia, Nueva Zelanda, Gran Bretaña y España. Se ha criticado el "dólar preferencial" del que se beneficiarían las empresas extranjeras bajo este mecanismo, en detrimento de las empresas chilenas. Hay que verificar siempre, entonces, que el origen de las inversiones sea verdaderamente el extranjero para no favorecer la fuga de capitales.

(30) Para las minas, demora legal de 8 a 12 años, justificado por la amplitud de las inversiones.

Bibliografía

Abalos, K. (1994): *La descentralización en Chile: antecedentes históricos y reformas actuales*, Pontificia Universidad Católica, Instituto de Estudios Urbanos, Documentos serie azul N° 4, enero, 37 págs.

Aldunate, R. (1990): *El mundo en Chile; la inversión extranjera*, Zig-Zag, coll. Temas de Hoy, Santiago, 211 págs.

Boisier, S. (1993): "Desarrollo regional endógeno en Chile: ¿Utopía o necesidad? *Ambiente y desarrollo*, vol IX-2, juin, pp. 42-46 (article tiré d'un séminaire organisé par le CIPMA a Valparaíso en janvier 1993: "Chile, ¿La hora de las regiones?").

Daher, A. (1994): "Competencia: regiones ganadoras y perdedoras en Chile", *EURE*, vol XX, N° 60, agosto, pp. 63-84.

De Mattos C.A. y Guerra Medina, M. (1993): *Impactos territoriales de la modernización capitalista en Chile: ¿El despertar de las regiones?*, Pontificia Universidad Católica, Instituto de Estudios Urbanos, Documentos de trabajo N° 174, agosto, 28 págs.

Revue EURE, XVIII, N° 54, abril, 1992, N° especial: "Chile: Un territorio en mutación?", N° 63, junio 1995.

Galilea O.S. (1994) "El fondo nacional de desarrollo regional, 1990-1993; avances y desafíos", EURE vol. XX, N° 59, marzo, pp. 120-121.

García, H.A. (1994): "Propuestas para un desarrollo regional con equidad: abriendo paso a las regiones", *Ambiente y desarrollo*, marzo, pp. 7-14.

Grenier, Ph. (1994): "Le cas chilien: économie de marché "ouverte" et décomposition/recomposition des territoires", Colloque "Fin des territoires ou diversification des territorialités?", Première partie, Pau, octobre, 2p. dactyl.

Guerrero, R. (1984): "L'aménagement du territoire ou Chili: un dialogue heurté entre géographie et économie", *Cahiers de l'aménagement du territoire*, Presses Universitaires de Grenoble, N° VIII "L'aménagement du territoire en Amérique Latine", pp. 35-55.

_____ (1991) "Le Chili, finisterre de la Planète", in **Bataillon C., Deler, J.P., They, H.**, *Amérique Latine*,

Hachette, Géographie Universelle Reclus, pp. 314-326.

Ministerio del Interior, Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo, *El proceso de descentralización en Chile 1990-1993*, 74 p.

Ministerio del Interior, Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo/CIEPLAN, 1994, *Evolución del producto por regiones, 1960-1992*, 145 p.

Raczynski, D. (1986): *La regionalización y la política económico-social del régimen militar: el impacto regional*, CIEPLAN, Notas Técnicas, N° 84, julio, 139 p.+ann.

Riveros, R. (1990): *Concentración y relaciones asimétricas en el Chile regional*, Pontificia Universidad Católica, Instituto de Estudios Urbanos, Documentos de Trabajo N° 168, agosto, 37 p.

Santana, R. + notes de Grenier Ph. (1977): "Etat et régionalisation en Amérique Latine: le cas du Chili", *Etat, pouvoir et espace dans le Tiers Monde*, direction Bataillon, C., PUF, pp. 167-174.

Suarez, O. (1993): "Les limites d'une croissance fondée sur l'exportation des ressources naturelles", *Problèmes d'Amérique Latine*, N° 11-spécial Chili, oct-déc, pp. 49-70.

SOUS LA DIRECTION DE

V I N C E N T G O U É S E T

Investissements étrangers et milieu local

Au cours de la dernière décennie, les investissements des entreprises à l'étranger ont connu une formidable progression qui constitue une des manifestations les plus spectaculaires de la mondialisation de l'économie. Les entreprises, même petites, fonctionnent de plus en plus à échelle internationale, multipliant les implantations, les rachats ou les fusions à l'étranger. Ces investissements ne concernent pas seulement l'industrie, mais aussi l'agro-alimentaire, la grande distribution commerciale, les finances, le tourisme, ou encore le secteur des télécommunications.

De nombreux travaux descriptifs et explicatifs, voire des modèles interprétatifs d'ordre plus théorique, ont été produits au cours des dernières années sur le phénomène des investissements étrangers. Moins fréquentes sont en revanche les analyses qui s'attachent à évaluer les conséquences de ces flux sur le « milieu local », c'est-à-dire sur le cadre territorial dans lequel ils s'insèrent : l'espace, les hommes, les activités, les acteurs, le mode de fonctionnement, la culture régionale.

Comment par exemple les entreprises prennent-elles en compte les caractéristiques du territoire dans lequel elles s'implantent ? Qu'est-ce qui rend un territoire attractif ou non pour les entreprises internationales ? Inversement, quelles sont les conséquences économiques, sociales ou culturelles de l'installation d'une firme étrangère ? Quels sont les effets sur le tissu local d'une délocalisation d'entreprise ? Quelle est la marge de manœuvre des pouvoirs publics locaux face à ces mouvements d'envie internationale ?

Pour répondre à l'ensemble de ces questions le RESO, laboratoire de géographie de l'Université de Haute Bretagne, a organisé à Rennes en octobre 1998 un colloque international intitulé « Investissements étrangers et milieu local », qui a réuni des chercheurs et des acteurs du développement économique local. Le présent ouvrage, qui réunit les contributions les plus significatives du colloque, prolonge la réflexion à partir d'exemples variés, choisis en France et dans le reste du monde.

Vincent Gouéset, qui a dirigé cet ouvrage, est maître de conférences à l'université Rennes 2.



Université Rennes 2
Haute Bretagne



9 782868 474469

ISBN 2-86847-446-2
190 F

SOUS LA DIRECTION DE

V I N C E N T G O U É S E T

Investissements étrangers et milieu local



Université Rennes 2
Haute Bretagne

Table des matières

Liste des auteurs	7
<i>Introduction générale</i>	
Guy BAUDELLÉ et Vincent GOUËSET	
<i>Le milieu local et les investissements étrangers</i>	9

PREMIÈRE PARTIE

La firme multinationale, les pouvoirs publics et le territoire

Marc HUMBERT	
<i>La firme internationale, et ses espaces d'accueil et de départ.</i>	
<i>La firme de l'ouest, la firme dans l'ouest?</i>	25
Maurice BASLÉ	
<i>Compétition entre les différents niveaux de gouvernement dans l'offre d'attractivité locale en Europe. Les cas des infrastructures publiques territorialisées et de la création de réseaux locaux de compétitivité</i>	37

Frédéric CARLIER	
<i>Firmes multinationales et tissu local : l'importance de la co-structuration</i>	51
Daniel DELALANDE	
<i>« Les délocalisations : une analyse positive »</i>	73

Jean-Claude BOYER	
<i>L'attitude des collectivités territoriales face aux investissements étrangers.</i>	
<i>Régions centrales et régions périphériques</i>	113
Yolaine CULTIAUX	
<i>Les collectivités territoriales dans la « course aux investissements »</i>	
<i>Le cas des acteurs locaux en Catalogne</i>	123

Jeanine COHEN	
<i>Élus locaux face aux investissements étrangers dans une banlieue industrielle francilienne :</i>	
<i>la Zone Centre de la Seine-Saint-Denis</i>	135

Yves THÉPAUT	
<i>La mutation informationnelle et son impact sur les stratégies territoriales des entreprises :</i>	
<i>l'émergence des télé-services</i>	149

DEUXIÈME PARTIE

L'impact local des investissements étrangers dans les pays « émergents » (Amérique latine, Chine, Europe de l'est)

Vincent GOUËSET	
<i>L'impact des investissements étrangers sur le milieu local en Amérique latine</i>	
<i>Étude comparée de trois exemples en Argentine, en Colombie et au Mexique</i>	167

Anne-Laure AMILHAT SZARY	
<i>Les effets de la concentration dans le Norte Grande des investissements étrangers au Chili.</i>	
<i>Les impacts régionaux du boom minier des années 1990</i>	193

Guénola CAPRON	
<i>Grande distribution étrangère et recompositions territoriales :</i>	
<i>le cas de l'agglomération de Buenos Aires</i>	219

Françoise HAY et Yunnan SHI	
<i>Investir en Chine : contextes, contraintes, attentes, perspectives</i>	235

Michel DROUET	
<i>Les pays d'Europe centrale et orientale face aux IDE : attractivité, enjeux</i>	255

Robert BOUGAREL	
<i>La transition commerciale de la conurbation Gdansk, Gdynia et Sopot.</i>	
<i>L'impact sur l'espace de l'arrivée des distributeurs étrangers</i>	279

Aline BROCHOT et Françoise PLET	
<i>Le choc des investissements étrangers dans le vignoble de Tokaj (Hongrie)</i>	289

TROISIÈME PARTIE

Les investissements étrangers dans les régions de tradition industrielle (France, Europe de l'ouest)

Rui GAMA	
<i>L'impact des investissements étrangers au niveau local :</i>	
<i>L'exemple de Citroën à Mangualde (Portugal)</i>	315

E. C. SABOT et I. B. THOMPSON	
<i>Le rôle des investissements étrangers dans la restructuration d'une vieille région industrielle :</i>	
<i>Le cas du Lanarkshire (Écosse)</i>	331

Jérôme ZIEL	
<i>Attractivité, pôle industriel-portuaire et cadre entrepreneurial à Dunkerque</i>	343

Georges GAY	
<i>L'investissement étranger sur les décombres de Creusot-Loire dans le bassin stéphanois :</i>	
<i>acteur de recomposition ou facteur de décomposition d'une région anciennement industrialisée?</i>	359

Simon EDELBUTTE	
<i>Les difficultés imprévues d'une grosse implantation industrielle étrangère :</i>	
<i>le cas de la papeterie norvégienne Norske Skog à Golbey (Vosges)</i>	373

10

Les effets de la concentration dans le *Norte Grande* des investissements étrangers au Chili

Les impacts régionaux du boom minier des années 1990¹

Anne-Laure AMILHAT SZARY

Selon les dernières estimations, le Chili a connu en 1997 un flux d'investissement étranger direct record par rapport au reste de l'Amérique Latine (CEPAL, 1998). En 1996, dernière année pour laquelle on dispose d'information statistique complète, ce pays figurait en quatrième position, concentrant 9 % de l'investissement dirigé vers le continent. Ces chiffres sont le résultat d'une progression très rapide, la plus forte de tous les pays de l'ALADI (multiplication par sept entre 1990 et 1996). Dans la mesure où la majeure partie de ces investissements s'est réalisée dans les mines, et parce que celles-ci sont très concentrées géographiquement, on peut se demander si l'impact local de cette évolution est à la mesure de l'intensité de ces flux financiers.

Les investissements au Chili s'appuient sur une législation très favorable aux capitaux étrangers, mise en place pour permettre aux investisseurs internationaux de surmonter le traumatisme de la privatisation sans compensation des grandes mines de cuivre réalisée sous l'Unité Populaire de S. Allende. Celle-ci est conforme au modèle économique néolibéral choisi comme voie de développement pour son pays par le général Pinochet à partir de 1973, et repris par les gouvernements de transition démocratique depuis 1990. Ce corpus légal se décompose en deux volets, un statut global de l'investissement étranger (Décret Loi 600, mis en place en 1974) accompagné d'une mesure transitoire prise lors de la renégociation de la dette du pays après la crise de 1982, pour permettre la reconversion des créances chiliennes grâce à l'achat de titres de dette convertibles en capital de risque par des personnes ou des entreprises distinctes des débiteurs originaux (chapitres XVIII et XIX du code de la Banque Centrale, adoptés en 1985 ; voir figure n° 4 en annexe). Ce cadre est élargi par des clauses favorisant tout particulièrement le développement de l'exploitation minière, principale source de ressources du Chili, et notamment par un nouveau Code

1. Cet article est directement tiré des recherches effectuées pour ma thèse, soutenue en février 1999, sous le titre « La région, paradoxe territorial néolibéral? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le *Norte Grande* chilien » (Université de Toulouse II - Le Mirail, direction Claude Bataillon).

QUATRIÈME PARTIE

Une région peu industrialisée face aux investissements étrangers : l'ouest de la France

Jean-Pierre DIGUET <i>PHILIPS COMPOSANTS à Caen : réflexion sur la pérennité des investissements étrangers dans une région périphérique</i>	389
Rodolphe DODIER <i>Impact local de la stratégie internationale des firmes : l'exemple du Mans</i>	403
Pascal CHARRIER <i>Les investissements étrangers dans l'industrie angevine et leur implication territoriale</i>	413
Sandrine STERVINO <i>Motivations des investissements étrangers dans l'activité électronique en Bretagne et impact sur le milieu local. Le cas du bassin rennais</i>	423
Corentin CANEVET <i>Les investissements étrangers dans l'industrie agroalimentaire en Bretagne</i>	443
Jean-René COULIOU <i>Une nécessité pour la filière halieutique bretonne. Captiver des investissements et renforcer sa présence à l'étranger</i>	455
CHARLES TEXIER <i>Implantation à l'étranger des entreprises bretonnes : Un réseau structuré par le milieu local d'origine</i>	471
Jacques JEANNEAU <i>Les délocalisations dans l'industrie choletaise de la mode et leurs répercussions sur le pays d'origine</i>	489
Présidée par Yves MORVAN, présentée par René PÉRON <i>Table Ronde sur les investissements étrangers en Bretagne</i>	499
Bernadette MÉRÉNNE <i>Conclusion générale du colloque</i>	525

minier (*Código de minería*) promulgué en 1982 qui, sans privatiser le sous-sol – qui demeure propriété inaliénable de l'État – garantit les conditions de sa mise en concession pérenne.

C'est en effet l'exploitation du cuivre, après celle des nitrates, qui soutient la croissance du pays tout entier depuis plus d'un siècle. Elle correspond donc à une logique ancienne de développement, basée sur un modèle d'économie d'enclave. En se penchant sur les évolutions socio-spatiales au sein des périphéries extractives, on peut donc interroger la spécificité des impacts locaux en fonction des choix économiques dominants, afin de voir comment la structure de ces régions a évolué, alors que le pays passait d'une économie libérale à une expérience néolibérale, après avoir connu une parenthèse socialiste.

Ces richesses du sous-sol national sont concentrées pour une part importante dans le *Norte Grande*, extrémité septentrionale du Chili (désert d'Atacama). La conjoncture politique et économique a permis l'injection dans cette partie du pays de plusieurs milliards de dollars en une dizaine d'années. Sans remettre en cause la vocation traditionnelle minière de ces régions, la croissance et la diversification de ces apports en capitaux (en provenance des États-Unis, du Canada, de la Finlande et du Japon principalement) ont profondément bouleversé leur structure territoriale. Ces investissements se sont traduits par la multiplication de « méga-projets miniers » destinés pour la plupart à l'exploitation cuprifère. Nous nous intéressons à la fois à leurs impacts sur les structures de l'espace, et à l'adaptation des modes de gestion locale à ces transformations. Cette analyse socio-spatiale contribue ainsi à nuancer un bilan économique présenté comme paragon de la réussite du modèle néolibéral.

L'impact régional différencié du boom de l'investissement étranger au Chili

L'effet différé d'une législation ultra-libérale favorable aux IDE

Les investissements annuels réalisés *via* le D.L. 600, sont passés de 2,309 millions de dollars en 1974 à 2,070 milliards en 1996 : si cette dynamique fut longue à mettre en place, son rythme n'a fait qu'aller croissant. Ce mouvement s'est donc poursuivi au-delà du changement de régime, favorisé au contraire par le retour du pays à la démocratie en 1990 : cela ajoutait au contexte légal très favorable la garantie d'un environnement politique stable. Les deux modes principaux de l'investissement étranger au Chili ne fonctionnant pas selon les mêmes critères de rentabilité, ils ont eu toutefois un impact différencié lié à la destination sectorielle très marquée des capitaux étrangers.

L'impact territorial de l'application du DL 600 montre que la distribution sectorielle des investissements réalisés entre 1974 et 1995 a privilégié les mines (54,6 %), puis les services (22,4 %) et l'industrie (17,3 %). Ce qui s'est traduit dans l'espace national par une forte concentration dans la Région Métropolitaine

taine (37,7 %), ainsi que par le traitement privilégié des Régions minières. Les investissements au titre du chapitre XIX, en revanche, se sont majoritairement dirigés vers des corporations transnationales (40 %), les banques (33,7 %), et les compagnies d'investissement (7,5 %) et peu vers les secteurs directement productifs – parmi lesquels l'agriculture et la fructiculture (5 %) figurent avant les mines (2,8 %). La clé de la distribution réelle de ces capitaux est à rechercher dans l'examen des investissements opérés par ces corporations (A. Daher, 1991) : ils sont dirigés à 75,3 % vers l'industrie, l'exploitation forestière et les produits halieutiques, sachant que la moitié du secteur industriel concerné est très lié à la sylviculture. Cette répartition sectorielle explique que plus des deux tiers des investissements réalisés au titre du chapitre XIX entre 1985 et 1991 se soient faits hors de la Région Métropolitaine, avant tout dans le sud du pays. Parmi les régions du nord, la deuxième Région se distingue quand même avec 8,2 % (Banque Centrale, 1997).

La conjonction de l'attractivité de l'investissement minier au Chili et de la forte immobilisation de capitaux qu'il exige explique la concentration des flux financiers dans les Régions d'extractions. Les Régions du *Norte Grande* ont, de fait, été privilégiées à des degrés différents par les deux modalités de l'investissement étranger au Chili mises en place depuis 1974 ; de cette confluence dérive leur puissance actuelle.

La concentration des investissements dans le Norte Grande, périphérie minière du pays

Les deux Régions administratives qui constituent traditionnellement le *Norte Grande* (elles portent dans la nomenclature chilienne les numéros I et II²) ont concentré, entre 1974 et 1995, 25,6 % de l'investissement étranger dans le pays. La troisième Région présente le troisième pourcentage régional le plus élevé, soit 5,9 % (après la RM qui a reçu 35,8 % des capitaux). Ces valeurs relatives estiment des chiffres absolus plus parlants encore : entre 1993 et 1996, c'est la II^e Région qui a reçu le plus (3,583 milliards de dollars), suivie par la VIII^e (1,767 milliard de dollars), soit plus encore que la RM (2,591 milliards de dollars). Du fait du poids extraordinaire de la II^e Région, et des bonnes positions des I^{er} et III^e, un *Norte Grande* élargi compterait donc 31,5 % de l'apport global des capitaux étrangers investis au Chili.

Cette concentration extrême est liée au développement de « méga-projets » miniers qui immobilisent des capitaux importants.

De ce fait même, la prédominance du nord du pays dans la répartition de l'investissement n'apparaît que relativement tard dans la période considérée : les projets miniers étant lourds à mettre en place, la loi a établi dans ce cas des possibilités d'extension du délai prévu entre l'autorisation d'investissement et sa réa-

2. Depuis 1975, le Chili est administrativement divisé en treize régions, numérotées de I à XII nord au sud, la région de Santiago portant le nom de Région Métropolitaine.

lisation (de trois à huit ans). Des sept milliards de capitaux étrangers investis dans les mines chiliennes entre 1974 et 1994, l'apport des deux tiers s'est concentré sur la période 1990-1994. La chute des prix du cuivre à la fin des années 1970 et la crise subie par le Chili au début des années 1980 ont contribué à la lenteur de la mise en exploitation de certaines mines, alors que les campagnes d'exploration menées dans les années 1970 avaient prouvé l'étendue des réserves. L'attente du nouveau code minier, entré en vigueur en 1983, a aussi freiné l'initiative.

C'est ainsi que les plus gros projets (*La Escondida* dans la II^e Région, *Cerro Colorado* et *Quebrada Blanca* dans la I^{re}) ne fonctionnent que depuis le début des années 1990. La mine dont le volume de production va détrôner toutes les autres, *Doña Inés de Collahuasi*, dans l'intérieur d'Iquique, est actuellement en phase de construction (voir figure n° 5, décrivant l'évolution de la distribution de l'investissement étranger au Chili depuis 1974). La position privilégiée du *Norte Grande* est donc récente : le détail de la progression des entrées de capitaux confirme là encore la prédominance de l'investissement minier dans l'extrême nord du Chili. Cette sectorialisation se retrouvant en partie dans la III^e Région, on peut donc la considérer comme un espace de transition. Une étude prospective récente du MIDEPLAN³ montre la stabilité, pour la prochaine décennie au moins, des tendances actuelles qui assurent au nord du pays un développement rapide.

Dans la production minière, le dépassement du secteur public par les initiatives privées

Cette recrudescence de l'investissement étranger dans les années 90 devrait se traduire par une croissance exponentielle de la production de métal rouge⁴. Celle-ci pourrait presque tripler au cours de la décennie en cours, passant au niveau national de 1,6 million de tonnes en 1989, à 2,5 millions de tonnes en 1995, pour atteindre quatre millions ou plus au tournant du millénaire (soit un tiers de la production mondiale). Cette progression est surtout due à la multiplication des projets privés : ainsi, pour la première fois depuis la nationalisation de 1971, en mai 1994, la production de cuivre issu des grandes mines privées a dépassé celle des mines d'État, et la tendance s'est confirmée à partir de 1995. La progression prévue du secteur minier privé est en effet de 630 % entre 1995-2000. Si CODELCO, la corporation nationale chargée de la gestion des mines d'État après la nationalisation, demeure le premier producteur chilien (occupant aussi le premier rang mondial), sa position s'érode et les projections n'accroissent plus à la corporation d'État que 34 % de la production de cuivre chilien au tour-

3. MIDEPLAN (1997). « Perspectivas de mediano plazo de la inversión privada en Chile » rapport cité dans un article du *Mercurio*, 17 sept. 1997.

4. La valorisation des sous-produits et dérivés a suivi la même courbe, le Chili disputant aujourd'hui au Canada le rang de deuxième producteur mondial de molybdène. La production d'or et d'argent est aussi en forte croissance, ainsi que celle des minerais non métalliques, le seul secteur minier non touché par ce boom étant le charbon.

nant du siècle (Revue *Minería Chilena*, février 1995, n° 164). Ce phénomène est encore plus violent dans le nord du pays où la mine de *Chuquicamata*, qui représente la moitié de la production de cuivre de CODELCO (632 282 t en 1996), a cédé son titre de plus grande mine à ciel ouvert du monde devant *La Escondida* (842 000 t en 1996).

Si l'initiative est issue de l'entrée des capitaux étrangers, surtout en provenance des grands pays miniers de la planète (États-Unis, Canada, Australie), elle s'est étendue aux intérêts privés chiliens, et a aussi entraîné des modifications dans la gestion du patrimoine minier public chilien. En effet, depuis la nationalisation, qui avait entraîné la mise de toutes les propriétés minières nationales sous la tutelle de CODELCO, l'État chilien n'avait pas les moyens de développer de nouveaux projets. La seule nouvelle division ouverte au sein de cette corporation correspond au projet *Radomiro Tomic* (production de 150 000 tonnes à partir de 1997) qui est en fait un développement de la mine de *Chuquicamata* trop important pour rester attaché au fonctionnement de la division d'origine. Il bénéficiera cependant d'infrastructures déjà en place, comme les lignes à haute tension, les conduites d'eau ou les services urbains proches de *Chuquicamata* et *Calama*. Pour développer des projets indépendants, CODELCO a donc dû ouvrir son patrimoine à la possibilité de *joint-ventures*, initiative couronnée par l'ouverture d'*El Abra*.

Si c'est dans l'exploitation du cuivre que la main-mise étrangère est la plus sensible, le retrait des intérêts nationaux n'est pas total : l'exploitation des ressources stratégiques, comme le lithium, est théoriquement réservée aux entreprises nationales. Mais récemment, le processus de privatisation des ressources naturelles du *Norte Grande* s'est prolongé vers la cession de l'exploitation des gisements non-métalliques aux grands groupes privés nationaux et internationaux.

L'impact du boom des IDE sur les structures régionales

Le gigantisme des nouvelles mines, un nouveau marqueur de l'espace

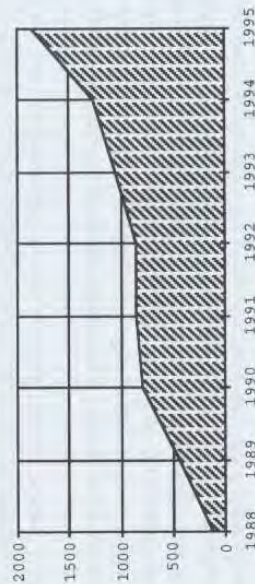
Quels sont les impacts géographiques d'une telle convergence d'investissements ? On peut se demander en quoi le dernier boom minier, qui vient couvrir vingt années de choix économiques néo-libéraux, peut provoquer un impact spatial distinct des périodes antérieures. Le *Norte Grande* constitue en effet le dernier apport à la constitution de l'ensemble national chilien, acquis à la suite du conflit tripartite (Chili, Bolivie, Pérou) né des convoitises rivales sur les richesses minières du sous sol de ces confins désertiques (Guerre du Pacifique (1879-1884)). Cet espace aride fut donc incorporé à l'espace économique chilien par et pour l'exploitation de sa ressource minière. Des l'origine, et sans entrer dans le détail de cette mainmise, la part des capitaux étrangers, britanniques puis nord-américains, fut prépondérante. Le dernier « modèle économique » suivi, fondé sur une économie ouverte, et accordant un rôle très important aux inves-

tissements étrangers ne fait-il que prolonger ce premier libéralisme ? L'étude de la répartition de l'IDE, ainsi que celle de sa provenance, peut donc permettre de comprendre en partie les impacts territoriaux du néolibéralisme chilien.

Cet afflux de capital étranger a été à l'origine d'un renouveau des techniques d'exploitation des mines de cuivre du *Norte Grande*. L'apport de nouvelles technologies permettant le traitement de minerais de très basse teneur a autorisé la mise à profit de gisements repérés depuis longtemps, mais que le Chili ne pouvait pas exploiter jusque-là. La rentabilité de tels projets repose sur les volumes traités qui doivent être les plus élevés possibles. La suprématie économique des projets privés découle donc de leur gigantisme. Cette concentration exceptionnelle, au-delà du bénéfice de rentabilité qui en découle, se traduit également par la structuration d'un espace original, d'autant plus caractéristique que ces « mégaprojets » sont récents et concomitants.

Le projet *La Escondida*, situé à 160 kilomètres au sud-est d'Antofagasta, est symbolique à plus d'un titre : il a été le premier de cette ampleur (investissement de près de deux milliards dans une seule Région en huit ans, qui est aussi le plus élevé apporté au pays de toute la décennie 1980-1990), et s'est établi en rival direct de la mine de Chuquibambilla, objet d'orgueil national et principale ressource du pays. Si la mine fait travailler 1 200 employés permanents, et 360 contractuels, elle se considère indirectement à l'origine de l'activité de 5 % de la population régionale, voire de 9 % de celle d'Antofagasta. Les impacts de cette réussite se font sentir jusqu'à l'échelle mondiale : BHP, la plus grande entreprise minière australienne, a pu racheter, fin 1995, l'américain Magma Copper Company, un des plus grands producteurs de cuivre des États-Unis. Ce regroupement porte le groupe au deuxième rang mondial des producteurs de cuivre, talonnant CODELCO.

Figure 1 : Investissement cumulé de la mine La Escondida dans la II^e Région



source : Escondida, 1995

La localisation très concentrée des « mégaprojets » miniers permet de définir un espace dont les limites dépassent celles du *Norte Grande* traditionnel. La dynamique du boom minier a été lancée autour d'Antofagasta, région de longue tradition minière cuprifère puis, son extension dans l'arrière-pays d'Iquique a constitué une évolution territoriale nouvelle dans une zone qui n'avait plus vécu de la mine depuis la crise des nitrates. Le contraste a été d'autant plus sensible qu'en quelques années, ce sont trois « mégaprojets » cuprifères qui sont venus s'installer dans la I^{re} Région : *Cerro Colorado* et *Quebrada Blanca* qui produisent depuis 1994, puis *Doña Inés de Collahuasi* qui est actuellement en phase d'aménagement⁵. Des raisons identiques à celles invoquées précédemment, souvent liées à la complexité des montages financiers, expliquent la réalisation relativement tardive de ces projets par rapport à la date de leur découverte. Mais la difficulté de l'exploitation de ces mines réside aussi dans leur localisation en altitude, voire en haute altitude, qui impliquent des contraintes très spécifiques de travail dues à la nécessité d'acclimatation des travailleurs.

Les restructurations du réseau régional et la polarisation urbaine

La nouvelle unité du *Norte Grande* se traduit par des bouleversements spatiaux communs, liés au développement des « mégaprojets » miniers des années 1990. C'est notamment dans le domaine urbain que ces impacts sont les plus remarquables : sous le coup des nouveaux modes de gestion des mines, les compagnies ou « company-towns » se trouvent aujourd'hui en voie de disparition. Caractéristiques du cycle d'exploitation des nitrates, au XIX^e siècle, ils avaient continué à se développer pendant la première période d'exploitation cuprifère, à partir des années 1910-1920, comme en témoigne la ville de Chuquibambilla, née autour de la mine du même nom exploitée l'*Anaconda Co*. Ces établissements humains pouvaient prétendre au statut d'entités urbaines, dans la mesure où ils devaient pouvoir offrir à leurs habitants logement et services de base (santé et éducation des enfants), ainsi qu'un commerce de détail (ou *pupería*) souvent tenu par la compagnie minière elle-même. Si les conditions de vie des ouvriers

5. *Cerro Colorado* représente un investissement de l'association Rio Algom (Canada) - Outokumpu de 342 millions de dollars pour la production de 60 000 tonnes de cathodes par an, devant être amplifiée à 100 000 t. par un investissement supplémentaire de 197 millions de dollars, pour une vie utile de 23 ans. *Quebrada Blanca* est une compagnie qui regroupe des intérêts chiliens (ENAMI qui a apporté la propriété du gisement possédé 10 % et la société minière Pudahuel, détentrice du savoir faire technique, 13,5 %) et internationaux (Cominco Teck Corporation, capitaux australiens et canadiens, possède les 76,5 % qui correspondent au financement et aux moyens de développement du projet), pour un investissement de 360 millions de dollars et une capacité de production de 75 000 tonnes de cathodes par an (68 000 en 1996). C'est le dernier projet, celui de *Collahuasi*, qui constitue l'investissement le plus colossal (1,75 milliard de dollars) apporté à 44 % par Minarco (consortium international dont le siège est à Londres), à 44 % par Falconbridge (Canada), et, depuis 1996, à 12 % par le groupe japonais Nippon-Mitsui. Il devrait permettre l'exploitation de trois sites situés entre 4 200 et 4 500 mètres d'altitude, proches de la frontière bolivienne, pendant trente ans, pour la production de 50 000 tonnes de cathodes et 300 000 de cuivre fin par an. La mine a prévu de construire son propre port d'embarquement à Punta Patache, au sud d'Iquique.

étaient très rudes au début du siècle, elles s'améliorèrent dans les campements attenants aux mines de cuivre, et notamment à Chuquicamata.

Les gisements de nitrates s'étendaient sur un étage écologique jusque-là vide d'hommes, la dépression intermédiaire entre la cordillère de la Côte et celle des Andes appelée localement *pampa* (les civilisations précolombiennes ne s'éten- daient que sur la côte, et surtout sur l'Altiplano). La construction des campe- ments (*oficinas salitreras*), et la naissance conjointe de petites agglomérations de services, donna ainsi naissance à une structure proche de celle d'un véritable réseau urbain dans cet espace nouvellement exploité.

Les campements ont probablement atteint leur stade de développement le plus avancé à la fin des années 1960, avant de se rétracter sous le coup de deux séries de facteurs. La nationalisation des grandes mines de cuivre aurait entraîné une « politique de déléstage » (H. Lamicq, 1976 : 268) consistant dans la resti- tution progressive des services de santé, d'éducation, et de loisirs aux adminis- trations compétentes ou aux municipalités dans la mesure où c'est l'État qui en était désormais responsable. Et la privatisation progressive de l'exploitation cupri- fère aurait encore accentué le phénomène. Les méga-projets miniers contempo- rains sont en effet conçus selon une organisation toute différente de la produc- tion, qui se traduit par le travail en tours de quelques jours pendant lesquels l'employé est disponible 24 heures sur 24 alternés d'autant de jours de repos (4 jours pour 4 à *La Escondida*, mais beaucoup plus à *Collahuasi*, où l'altitude pose des problèmes d'acclimatation : 21 jours pour 21). Dès lors, la résidence sur le lieu de l'extraction n'est plus indispensable, et les campements miniers n'ont plus cette nature urbaine. Ils ne consistent qu'en un certain nombre d'infrastructures de logement, accompagnés de services de base (réfectoire, infirmerie, salles de loisirs, équipements sportifs), et dans la mesure où les employés n'y vivent pas avec leurs familles, ils ne disposent pas d'un logement propre : ils occupent des chambres pendant leurs tours de travail. Aujourd'hui, les campements miniers se font donc rares : la ville de Chuquicamata doit disparaître avec l'extension du trou de la mine et un seul campement lié à l'exploitation des nitrates demeure, celui de Maria Elena.

La disparition progressive des campements miniers peut être considérée comme la perte des relais urbains du réseau régional : elle a donc conduit à concentrer les hommes et les activités dans les villes les plus importantes des régions concer- nées. On assiste donc, dans des régions arides où la population est traditionnel- lement urbaine (aujourd'hui à 95-98 %), à une simplification des réseaux qui va dans le sens d'une polarisation croissante. Le « lien territorial » de la *pampa*, qui avait tout au long du siècle fonctionné comme espace relais entre côte et cor- dillère, s'efface.

Les villes principales, moyennes à l'échelle chilienne, ont vu leur superficie doubler au cours des années considérées, et la ségrégation socio-spatiale s'y est accentuée. De plus, la progression de la demande de services urbains liée à la fer- meture des campements miniers a coïncidé avec la phase de restriction du rôle

du secteur public liée à l'application d'une politique néolibérale, et procédait d'ailleurs d'une logique comparable. L'offre s'est contractée alors que la pression augmentait, produisant les phénomènes de congestion que l'on connaît aujourd'hui, surtout en matière de santé et d'éducation dans le *Norte Grande*.

Les mines ont directement participé à l'accroissement des superficies urbaines et à la densification du bâti d'Antofagasta et d'Iquique notamment. Elles ont en effet financé la construction de quartiers entiers destinés à leurs employés. De par ses choix de localisation au sein de l'agglomération, cette politique peut par- ticiper à la cohésion sociale urbaine ou contribuer au contraire à aggraver des phé- nomènes de ségrégation existants. De fait, les programmes de logement des com- pagnies minières ont strictement respecté la stratification existante, l'accentuant même. Cela était d'autant plus aisé que les villes d'Antofagasta et d'Iquique, construites sur des terrasses marines étroites, présentent une structure socio-spa- tiale très contrastée : de forme oblongue (Antofagasta s'étend sur près de 30 kilo- mètres), les deux villes voient en effet les quartiers riches et pauvres se distribuer de part et d'autre du centre, ainsi qu'en fonction d'un gradient d'altitude. Dans les deux cas, les quartiers des classes aisées se situent à l'extrémité sud, les quar- tiers les plus pauvres se mêlant aux quartiers industriels au nord et plus on se dirige vers le *cerro* (escarpement qui constitue le versant occidental de la cor- dillère de la Côte), plus le niveau socio-économique baisse.

L'action urbanistique des grandes compagnies minières internationales dans les villes côtières du *Norte Grande* a tout d'abord constitué dans l'extension de ces villes vers le sud. À Antofagasta, *La Escondida* a agrandi le quartier huppé de *Jardines del Sur* de maisons pour ses cadres. Toutefois, ces logements de caté- gorie supérieure ne constituent pas la totalité du parc immobilier prévu : pour les ouvriers, les solutions de logement retenues se sont localisées au nord-est de la ville, dans un souci affirmé d'homogénéisation sociale. Par la localisation dans la ville de leurs travailleurs en fonction d'une stricte échelle des salaires, les mines ont donc contribué à creuser la ségrégation existante, tout en renforçant le niveau d'équipement des différents quartiers. Dans les quartiers sud, aisés, des écoles privées destinées à la scolarisation des enfants de cadres se sont créées, la com- pagnie y multipliant par ailleurs les équipements de loisirs bien plus que dans les quartiers nord.

Malgré la construction de quartiers réservés aux employés des mines, la demande immobilière reste supérieure à l'offre. Elle est à l'origine d'un véritable boom de la construction qui, donnant naissance à un front de mer construit en hauteur et conduisant à la densification des quartiers de classe moyenne, a changé le visage d'Antofagasta en moins de cinq ans. L'incidence de la mise en marche des méga- projets est aussi lisible sur la progression des loyers à Antofagasta ou Iquique, où les tarifs de location sont désormais comparables à ceux des beaux quartiers de Santiago. Dans ces conditions, les conditions de vie des plus défavorisés se dégra- dent, rendant notamment l'arrivée à la ville des derniers migrants très difficile d'un point de vue de l'accès au logement, aux infrastructures et services de base.

La pression accrue sur l'environnement : les conflits autour de l'eau

Au-delà des pressions urbaines et des rivalités entre les villes côtières, le boom minier des années 1990 pèse sur l'équilibre du *Norte Grande* de façon plus globale. L'intérieur rural du *Norte Grande* subit également des processus de polarisation. Si le problème de l'eau ne semble *a priori* toucher directement que la population rurale (appartenant pour une grande part aux minorités ethniques), il conditionne pourtant l'avenir de toute la zone où règnent en effet des conditions climatiques d'extrême-aridité. Les difficultés de la gestion de l'eau dans cette zone aride illustrent bien l'interaction des effets de la gestion néolibérale du pays et du boom de l'IDE.

Dans ce contexte de pénurie non gérée, la législation libérale a creusé les inégalités entre les communautés andines traditionnelles et les grandes compagnies minières ou les compagnies de distribution des eaux pour l'approvisionnement urbain. Le statut de l'eau est régi au Chili par une loi organique spécifique, dite *Código de Aguas*, qui régule les usages des eaux de surface comme des ressources souterraines. L'attribution de l'eau y est considérée comme indépendante de la propriété de la terre sur laquelle elle se trouve. Le code libéral de 1981 (Décret ayant force de loi, DFL 1.22, du 29 octobre 1981) a radicalisé ce procédé : l'eau est désormais un bien marchand dont le bénéfice de l'utilisation est accordé au premier qui pose sa demande. Ce dernier texte a rendu obligatoire la déclaration des droits sur l'eau à la Direction Générale des Eaux (la DGA, dépendant du ministère des travaux publics ou MOP), séparant ainsi définitivement la propriété de la terre de celle de l'eau. Ces dispositions du dernier *Código de Aguas* sont encore aggravées par certains volets du dernier code des mines qui donnent la priorité de l'utilisation de l'eau à l'exploitant plutôt qu'à l'agriculteur.

De nombreux conflits ont éclaté quand les bénéficiaires traditionnels des écoulements de surface et des pâturages d'altitude (dont la vigueur dépend de la recharge des nappes sous-jacentes), les agriculteurs et pasteurs andins, n'ont pas effectué ces démarches de déclaration des eaux dont ils avaient un usage ancestral... ou bien quand, une fois certains de l'établissement de leurs droits, ils ont eu la tentation les vendre ! Des cas de résistance organisée de façon communautaire existent mais semblent faire exception (Lirima). Le plus gros consommateur d'eau dans le nord du Chili était traditionnellement l'agriculture (60 % des ressources extraites), suivi par la mine (20 à 30 %) et la consommation urbaine – domestique et industrielle – (10 à 20 %). Le boom minier et la croissance urbaine conséquente augmentent la pression sur le monde agricole. Le recours de plus en plus courant des compagnies minières aux eaux souterraines est en train de modifier rapidement ces proportions (les extractions des nappes phréatiques ont augmenté de 5 000 à 8 000 litres par seconde au cours des vingt dernières années même si le problème de leur rythme de renouvellement n'est pas résolu), alors que les compagnies de distribution et d'assainissement urbaines à la recherche d'une eau de meilleure qualité sont obligées de négocier directement avec les communautés indigènes. Ainsi dans la première Région, les compagnies

minières avaient déposé entre 1982 et 1986 des demandes totalisant 3500 litres par seconde, et en 1987-88, ces requêtes se sont accrues de 5 300 l/s d'eaux de surface et 26 500 l/s d'eaux souterraines⁶.

L'arrivée massive de capitaux étrangers a donc contribué à mettre en péril l'équilibre écologique de la zone, avec un impact d'autant plus direct qu'une législation libérale venait de faire de l'eau un bien marchand commun. D'un point de vue spatial, cela signifie que dans le processus de polarisation de l'espace régional, seules semblent destinées à survivre les oasis qui, par l'adoption de techniques modernes d'irrigation, peuvent prétendre à l'intensification et à la commercialisation à plus grande échelle de leur production.

Le boom de l'investissement des années 1990 a donc entraîné des modifications rapides des structures régionales du *Norte Grande*, dont la perception locale souvent très optimiste laisse croire à l'émergence des conditions idéales d'un nouveau type de développement local.

La notion de développement local induite par un boom de l'investissement en contexte ultra-libéral

Dans le pays de tradition très centralisatrice qu'est le Chili, le débat sur le développement régional a souvent plus mis l'accent sur les modèles économiques, pôles de développement ou avantages comparatifs, que sur la formation d'une véritable territorialité régionale. Les cadres administratifs actuels, plus décentrés que véritablement décentralisés, sont d'ailleurs issus d'une réforme administrative du gouvernement militaire. Celle-ci fut assez paradoxale : héritée d'une longue réflexion sur les déséquilibres territoriaux nationaux, le contexte de sa mise en place sous la dictature, explique qu'elle ait dû tout autant permettre de resserrer le contrôle des militaires que fournir la base territoriale de l'ouverture économique du pays. Malgré leurs imperfections, les « Régions » constituent aujourd'hui une base de revendication locale. À l'heure de la transition démocratique, les identités régionales se recomposent sous le coup d'une vie politique locale nouvelle et de rapports inédits entre les acteurs économiques. C'est dans cette conjoncture que l'on observe des rapports au territoire inédits.

Les retombées de l'IDE sur la croissance du tissu industriel : quel schéma de sous-traitance ?

À leur arrivée, les grands projets miniers soutenus par l'investissement privé international à l'aube des années 1990 se sont heurtés à un manque d'initiative locale, une absence de véritable tradition industrielle – sauf peut-être à Arica pôle de développement des années 1960, paradoxalement la seule ville du *Norte Grande* à n'être pas encore directement concernée par l'expansion minière. La

6. Olivares, 1989, cité par J. Van Kessel, 1990 p. 29.

politique de développement des PME-PMI qui en a découlé semble à première vue constituer la conséquence directe des investissements massifs dans le secteur minier. Le raisonnement est certes plus complexe qu'il n'y paraît, comme le montre le cas d'Antofagasta à l'arrivée de *La Escondida* : d'une part, les travaux de mise en place de la mine furent confiés une société d'ingénierie multinationale nord-américaine (Fluor Daniel Inc. ?), et de l'autre, le développement d'un tissu industriel de sous-traitance fut loin d'être instantané et spontané.

Les évolutions récentes sont cependant à comprendre à la lumière du fait que jusqu'alors, toute la deuxième Région ne vivait que dans l'orbite de la mine nationale de Chuquibambilla. On comprend l'intérêt suscité dans la Région par la perspective du potentiel doublement de cet effet d'entraînement, puisque les prévisions de la production de la nouvelle mine prévoyaient de rejoindre le niveau de la division CODELCO de Chuquibambilla à partir de 1995 environ. L'analyse d'impact la plus répandue⁷ a consisté à comparer le niveau de développement de la Région avant et après 1988, de façon à attribuer à l'arrivée de *La Escondida* le saut qualitatif et quantitatif observé : alors que la croissance du niveau de développement de la Région n'avait été que de 2 % entre 1982 et 1987 (du fait d'une rétraction de l'investissement de CODELCO, hormis une expansion de Chuquibambilla en 1982... quand dans le même temps le pays progressait de 20 %), elle fut de 8,5 % en 1988 et de 17,4 % en 1989.

Le défi régional était double : il s'agissait à la fois de vaincre une concurrence nationale et internationale. La nouveauté dans la situation créée par l'arrivée des grandes mines privées consistait en effet dans le fait de supprimer la préférence nationale qui fut longtemps la base de la politique de fournisseurs de la CODELCO (achats annuels de 1,2 milliard de dollars – en 1993 – dans le pays, mais dont la Région ne bénéficiait quasiment pas), mettant de ce fait les entreprises régionales et celles de Santiago sur le même plan certes, mais aiguisant aussi la rivalité entre l'approvisionnement au Chili et l'international. Le tableau ci-dessous montre d'ailleurs que si le nombre d'ordres d'achats lancé dans la région augmente, c'est plus au détriment de la zone centrale que des fournisseurs nord-américains.

7. 52 bureaux dans le monde, 45 000 employés et 10 milliards de dollars de chiffre d'affaire annuel : elle est présente au Chili de façon continue depuis 1978, où elle emploie aujourd'hui 1 300 personnes directement, dont seulement 5 % d'étrangers (pourcentage en cours de diminution), car il représentait 10 % il y a quelques années.

8. Cf. par exemple la présentation de José Miguel Ojeda Directeur des Ressources Naturelles et de l'Environnement de *La Escondida* (Minería Chilena, déc 1994 : n° 162 : p. 39-40).

Figure 2 :

Origine des fournisseurs de La Escondida

Nb d'ordres d'achat	Antofagasta	Santiago	San Francisco
1991	10319	2071	1204
1992	12187	1808	1475
1993	12823	1479	2041

source : *Minería Chilena*, déc 1994 n°162, p. 39.

Pour répondre à une telle concurrence, la réaction locale a dû s'organiser. Ce qui est inédit, c'est la façon dont les secteurs privés et publics se sont liés pour formuler une stratégie adaptée, tirant parti tout à la fois des organisations corporatistes traditionnelles, du contexte de la transition démocratique et du nouvel essor des gouvernements régionaux. Cela a débouché notamment sur la création à Antofagasta d'un organisme de droit privé à but non lucratif (financé par la CORFO⁹, le secteur privé – mines et PME-PMI – et les universités régionales) : la Corporation pour le Développement productif (CDP), afin de coordonner cette initiative. Sous son égide ont pu se réaliser deux programmes d'études visant d'une part à identifier les besoins nés du nouveau contexte économique (*nichos económicos*) de façon à faciliter la création d'entreprises dans ces domaines, et d'une autre à identifier clairement les éventuels fournisseurs des grandes mines de façon à les mettre en rapport avec les services d'achat de ces compagnies.

On constate à ce niveau un hiatus entre les discours des entrepreneurs et la réalité : parce que cela était plus aisé, la CDP a monté un projet de partenariat entre les PME et la CODELCO-Chuquibambilla... et malgré les bons résultats de ce programme, les entrepreneurs que nous avons interrogés préférèrent se tarquer, le cas échéant, de compter *La Escondida* dans leur carnet de clients ! En termes de prestige il s'avérerait que mis à part quelques *success-stories* comme celle de la fabrique de pièces métallico-caoutchoutées Ingo (500 000 dollars de chiffre d'affaires), dont le directeur-fondateur Claudio G. originaire de Santiago, et venu tirer parti des opportunités nouvelles offertes par les grandes mines a reçu une distinction de la part de l'ALA... les PMI locales mettent du temps à s'adapter au contexte du boom minier. Parmi les entreprises récemment installées dans la Région, on compte bien plus d'ouverture de filiales ou de rachat d'entreprises locales par des multinationales que de créations ex-nihilo. Il conviendrait toutefois de nuancer ces conclusions selon la taille des entreprises : l'éclosion d'entreprises est surtout sensible au niveau des petites industries, ainsi que l'illustre le succès des initiatives de l'AGPIA (*Asociación Gremial de los Pequeños Industriales*

9. CORFO : Corporation de développement de la production, agence publique de développement créée en 1939.

de Antofagasta) illustré par le triplement des bénéfices des entreprises membres entre 1992 et 1994 (5 à 15 millions de US).

Tout en tentant de nuancer l'explosion apparente du secteur industriel de la deuxième Région en détaillant tous ses aspects, il faut aussi souligner l'admiration que leurs collègues des Régions avoisinantes vouent aux entrepreneurs d'Antofagasta. La volonté de s'inspirer de ce savoir-faire le légitime, comme elle donne raison à ceux qui voudraient pérenniser le succès actuel en développant des formes d'exportation des services aux mines, par exemple au travers de l'organisation bi ou trisannuelle (depuis 1985) d'une vitrine des produits et services industriels de la II^e Région, l'EXPONOR.

Ce développement récent d'un tissu économique resserré peut être discuté dans le cadre du débat sur les localisations de la production flexible et les districts industriels, ce qui n'est pas notre but ici. Mais le meilleur bénéfice qui est tiré des possibilités de développement contenues dans la proximité d'une zone d'extraction minière importante (malgré les handicaps que constituent la rareté de l'eau et les problèmes d'approvisionnement énergétique), montre une capacité de structuration économique très territorialisée. La coïncidence de cet essor avec le retour d'un gouvernement démocratique a permis l'éclosion de nouveaux débats politiques, voire l'ébauche d'une réelle vie politique régionale, qui constituerait une grande nouveauté, dans cette partie du Chili.

Les conséquences de la décentralisation démocratique du pays sur la répartition des bénéfices de l'IDE

Si l'appareil technique administratif mis en place par le gouvernement militaire a été conservé, il s'est agi, pour les gouvernements de transition, de rétablir au plus vite le jeu démocratique dans la désignation des représentants locaux. Cela passait par le rétablissement de la désignation démocratique des autorités régionales, provinciales et municipales, ainsi que par la mise en place de meilleurs modes de financement des régions. Ce processus est encore incomplet, et il faut distinguer ses différentes étapes selon les échelons territoriaux. La réforme municipale fut acquise rapidement, permettant l'élection des maires au suffrage universel, par contre les évolutions ont été plus lentes au niveau régional, car les membres du Congrès, dont dépendent les réformes constitutionnelles (et encore en majorité conservateurs), considèrent que les enjeux y sont supérieurs : d'une part le mode de désignation des députés et sénateurs semble bloqué, car le mode de scrutin (bi-nominal majoritaire)¹⁰ des élections reste inchangé, favorisant les

10. On vote pour l'élection de deux candidats dans sa circonscription, mais sur une seule liste. Si la liste arrivée en première position recueille plus des deux tiers des voix, les deux députés y sont choisis. Par contre, si elle obtient un score majoritaire, mais inférieur aux 2/3 on n'y retient qu'un député, le second étant choisi sur la liste arrivée en deuxième position. Or si la Concertation des partis opposés à Pinochet, possède une influence majoritaire dans le pays, il lui est tout de même très difficile de recueillir 60 % ou plus des suffrages. Ce système assure donc l'équilibre presque total des Chambres, que la présence de sénateurs nommés à vie par le gouvernement antérieur fait donc rester à droite!

partis « pinochétiens » ; et d'une autre la loi sur le gouvernement et l'administration régionale (loi n° 19.175) ne put être votée qu'au début de 1993, et se limita à prévoir l'élection au suffrage indirect des conseillers régionaux, les Intendants restant nommés par le président de la République. Ils continuèrent d'être désignés par le pouvoir central... Mais celui-ci est désormais soumis aux lois de l'alternance. Et peu à peu, le jeu démocratique progresse, s'insérant tous les interstices du système : depuis la deuxième élection municipale d'octobre 1996, l'attitude des conseillers régionaux se politise, et le débat se complexifie.

La transition politique se lit aussi dans les évolutions de la gestion publique des fonds territoriaux. Les différents outils prévus pour le financement des Régions lors de la réforme administrative de 1975 ont été rénovés. Les attributions du Fonds National de Développement Régional (FNDR) ont ainsi augmenté en moyenne de 82 % entre 1989 et 1996. Pourtant, malgré les efforts entrepris, les budgets des collectivités territoriales continuent de dépendre pour leur grande majorité d'une répartition nationale et sectorielle des ressources. À ce titre, les investissements dans le secteur minier jouent un rôle particulier depuis 1992 : en effet, les revenus tirés des patentes minières, bien que conçus comme une taxe nationale, sont reversés directement aux finances locales. Ils reviennent à 30 % à la municipalité sur le périmètre de laquelle se situe la mine, et à 70 % à la Région correspondante (où ils sont intégrés au FNDR régional). Bien qu'on ne distingue pas, à ce niveau, investissements étrangers et nationaux, par leur importance, les capitaux internationaux attirés par les projets miniers chiliens influent donc directement sur le fonctionnement des collectivités locales, au-delà du poids que représente la taxe professionnelle.

Du marketing aux politiques de développement local : les nouveaux acteurs régionaux

Il est intéressant de voir comment cette manne, conçue comme l'ensemble des commandes reçues en sous-traitance et des recettes fiscales, est perçue et utilisée, à la fois par les investisseurs et les « investis », et de quelle façon elle influe le jeu politique local. On comprend assez aisément l'impact que peut avoir l'effet d'annonce de l'injection dans l'économie locale de plusieurs milliards de dollars. Même assortie de toutes les réserves possibles quant à l'impact effectif sur les circuits d'échanges localisés, de tels projets suscitent toutes les convoitises. Ces milliards sont ainsi devenus des poncifs des analyses quotidiennes, de la presse régionale à l'opinion impressionnée et gourmande des passants interrogés à ce sujet. Si une telle réaction peut sembler « naturelle » parmi une population habituée à vivre selon le rythme contrasté des cycles miniers, son utilisation par les compagnies minières elles-mêmes est loin d'être aussi évidente. On a vu combien les modes d'interaction des compagnies minières et de la région d'accueil se diversifient, notamment à travers leurs politiques de logement ou leur pression sur les ressources en eau : en parallèle se structure la production d'un discours nouveau

sur la région d'implantation de la part des nouveaux investisseurs étrangers. Le cas de la *Escondida* dont les services de communication sont allés jusqu'à produire en 1994 une brochure de présentation de la II^e Région, où la mine est implantée, est, là encore, emblématique. Dans cette même optique, ces mines font du marketing en participant à toutes formes de sponsoring social (subvention de clubs de sport, de manifestations culturelles, etc.) dans la ville la plus proche du gisement qu'elles exploitent. Cette auto-satisfaction affichée est de la même veine que certains efforts en matière d'environnement naturel (restrictions des émissions et des déchets) présentés comme des améliorations absolues de l'environnement régional : elles permettent à ces compagnies transnationales de produire un discours les faisant apparaître comme de véritables acteurs régionaux.

Cette rhétorique leur donne la légitimité nécessaire pour placer leurs initiatives à un niveau comparable à celui des autres interlocuteurs que sont gouvernements régionaux, municipalités et entrepreneurs locaux. Elle témoigne de la part de ces compagnies d'une très bonne analyse de la privatisation de la notion de développement local qui découle de la dérégulation de nombreux aspects de la gestion locale pratiquée au Chili depuis les années 1980. Quand un Secrétaire ministériel régional de Planification et Coordination (le représentant régional du ministre chargé de l'aménagement du territoire) confie que « *mon rôle, mais c'est de vendre la Région!* »¹¹, il justifie en effet le fait que les entrepreneurs puissent construire un contre-projet de développement régional qui ait le même type de légitimité que le document programme officiel du gouvernement régional.

Depuis 1993, l'Association des Industriels d'Antofagasta dispose d'un tel document de développement régional. Cela, bien sûr, met au grand jour le désaccord de l'association par rapport aux objectifs que le gouvernement a retenus pour préparer l'avenir de la Région, mais cette prise de position révèle surtout que ce groupe corporatiste considère la riposte sur le terrain du régionalisme très porteuse. Cela signifie que la défense de ses intérêts économiques passe par la construction d'un discours politique. A qui s'adresse-t-il? Est-il vraiment conçu en fonction du développement de la Région? La comparaison rapide des stratégies publiques et privées de développement de la Région d'Antofagasta, telle qu'elle ressort du tableau ci-dessous, fait apparaître d'une part le pragmatisme des industriels qui veut s'opposer à un idéal participatif moins rentable : mieux vaut tirer tout ce qu'il est possible de l'économie minière avant de penser à se diversifier... Il dénote aussi une vision ouvertement élitiste de la Région, au sein de laquelle tous ne sont pas dotés de la même capacité productive : il faut donc laisser à ceux qui en ont la force le pouvoir de la développer, et leur reconnaître ce privilège.

11. Entretien du 14/6/95, Région d'Antofagasta.

Figure 3 : Les deux stratégies de développement de la Région d'Antofagasta

Stratégie de développement	Gouvernement régional	Projet A.I.A.
Base de la construction régionale	Participation multi-sectorielle	Production minière (comme tremplin à diversification économique)
Moyens	Développement des services	Transfert technologique et sous-traitance aux grandes entreprises
Acteurs principaux	Tâche de tous	Tâche de ceux qui ont les capacités de propulser le développement

Selon F. Rivas, Secrétaire de l'A.I.A., *El desarrollo regional, EXPONOR, 29/11/1996*

Conclusion :

Dans le *Norte Grande*, les conséquences des investissements massifs, bien que mono-sectoriels, réalisés dans les années 1990 sont d'autant plus marquées qu'elles se sont produites dans un contexte de dérégulation qui les amplifie, ainsi que l'a montré l'étude de l'évolution des structures régionales. L'élargissement du champ des acteurs régionaux semble donc fortement lié à l'ouverture de l'économie chilienne aux capitaux internationaux. Il laisse entrevoir des modes de gestion du développement local inédits dans la mesure où ils opèrent dans un contexte où la décentralisation est vécue comme un processus économique avant d'accéder à un véritable statut politique. Dans ce cadre, le boom des IDE peut avoir un impact d'autant plus important sur les orientations locales que les processus de prise de décision sont ouverts au secteur privé.

Comment saisir le territoire issu d'un mode de développement qui ne se préoccupe pas d'être durable? Du fait de la puissance de l'économie minière régionale, on rencontre des stratégies distinctes de celles qui caractérisent couramment la politique du milieu local dans la recherche de l'attraction des capitaux (internationaux notamment). L'objet ici n'est pas de promouvoir des capacités tertiaires ou la flexibilité d'un tissu industriel, puisque les investissements majeurs sont déterminés par la présence de ressources naturelles. Il s'agit par contre de rompre une dynamique d'enclave, c'est-à-dire d'augmenter au maximum la part locale de retour sur l'investissement. On a vu combien les grandes mines récemment installées pouvaient avoir intérêt à trouver sur place un tissu industriel performant, mais ce n'est pas cela qui détermine leurs projets. À court terme, parler de « compétitivité régionale » dans le *Norte Grande*, c'est donc surtout parler d'une compétition à l'échelle internationale, où la Région tente de gagner des parts de retombées minières. Dans ce contexte, ceux qui font effectivement la Région, ce sont ses « entrepreneurs » pris dans leur ensemble. Le plus grand nombre n'est donc censé n'y être intégré – et donc en bénéficier directement – que dans un deuxième temps.

BIBLIOGRAPHIE

- AMILHAT SZARY, A.-L., *La région, paradoxe territorial néolibéral? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*, Université de Toulouse II - Le Mirail, Thèse nouveau régime, sous la direction de Claude Bataillon, 1999, 509 p.
- CEPAL, « Informe 1997. La inversión extranjera en América Latina y el Caribe », *Notas sobre la economía y el desarrollo*, n° 614, avril, CEPAL, 1997, 4 p.
- COCHILCO (Comisión Chilena del Cobre), *Inversión extranjera en la minería chilena*, Santiago, COCHILCO, 1994, 51 p.
- GUTIÉRREZ, A. A., *Inversión extranjera en la minería del cobre en Chile, 1974-1984*, Santiago, CIEPLAN, 1985, 52 p. Collection « Notas técnicas », n° 72.
- Minera EL ABRA, *Descripción del proyecto*, Santiago, El Abra, 1995, 6 p. + ann et cartes.
- Minera LA ESCONDIDA, *Presentation of the mine*, Antofagasta, La Escondida, 1993, 16 p.
- Minera LA ESCONDIDA, *Desarrollo socio-económico II Región, 1982-1993*, Antofagasta, La Escondida, 1994, 11 p.
- Minera LA ESCONDIDA, *Información general*, Antofagasta, La Escondida, 1995, 32 p.
- SUÁREZ, O., « Les limites d'une croissance fondée sur l'exportation des ressources naturelles », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 11, 1993, p. 49-70.
- SUÁREZ, O., « Le boom minier latino-américain et le cas particulier du Brésil », *Problèmes d'Amérique Latine*, n° 26, 1997, p. 25-65.
- SZARY, A.-L., « Régions gagnantes et régions perdantes face au retour à la démocratie au Chili : pouvoirs locaux et déséquilibres territoriaux », *L'Ordinaire latinoaméricain*, n° 164, 1996, p. 25-47.
- VERA VALENZUELA, M., *La política económica del cobre en Chile*, Santiago, Ed. de la Universidad de Chile, 1961, 231 p.
- ZAPATA, F., *Atacama, desierto de la discordia. Minería y política internacional en Bolivia, Chile y Perú, México*, El Colegio de México (Centro de Estudios Internacionales/Centro de Estudios Sociológicos), 1992, 178 p. Collection « Ensayos ».

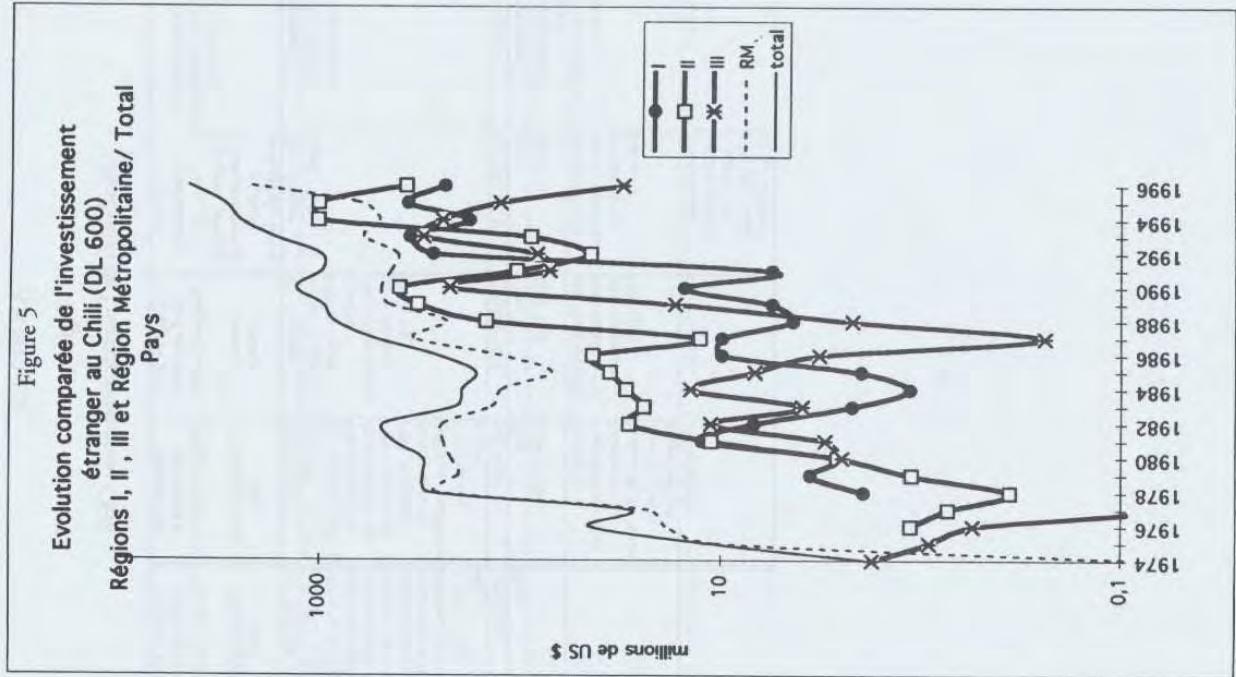
ANNEXES

Figure 4 :

Modalités de l'investissement au Chili

MODALITÉS DE L'INVESTISSEMENT AU CHILI	DL 600 Investissement étranger (régime général) (investissement de capitaux, technologie, devises)	Chapitre XIV du Code de la Banque Centrale : Entrées de devises	Chapitre XIX du Code de la Banque Centrale : Conversion de la dette	Chapitre XVIII du Code de la Banque Centrale : Conversion de la dette
Provenance	Inv. étranger	Inv. étranger	Inv. étranger	Inv. national
Dates de mise en fonctionnement	Depuis 1974	Remplace depuis 1990 la <i>Ley de Cambios Internacionales</i> (loi sur le change ou décret 14)	(mis en place après la négociation de la dette nationale en 1981 ; à partir de 1985, tombe en désuétude car la différence marché int / ext s'est trop réduite)	(mis en place après la négociation de la dette nationale en 1981 ; à partir de 1985, tombe en désuétude car la différence marché int / ext s'est trop réduite)
Montant	> 25 000 US \$	> 10 000 US \$	non limité	non limité
Destination	libre	libre	libre	libre
Rapatriement du capital	après 1 an	après 1 an	après 10 ans	/
Rapatriement des bénéfices	non limité (mais 3 mois de démarches administratives minimum)	non limité (mais 3 mois de démarches administratives minimum)	à partir de la cinquième année, et uniquement à hauteur de 25 % du gain des quatre années initiales	/
Impôts	choix possible : - régime général - taux fixe et invariable pendant 10 ans (49,5%)	régime général	régime général	régime général

Figure 5
Evolution comparée de l'investissement étranger au Chili (DL 600) Régions I, II, III et Région Métropolitaine/ Total Pays



Distribution régionale de l'investissement étranger réalisé au Chili, 1974-1995

Régions	DL 600 (1974-95) (millions de USD) répartition rég	DL 600 (%)	chap XIX (1985-1991) (millions de USD) répartition rég	chap XIX (%)	SOMME (millions de USD) répartition rég	SOMME (%)	Distribution DL 600 / chap XIX (%)
I	1263,6	8,1	38,9	1,1	1302,5	6,7	97,0 - 3,0
II	3358,8	21,4	2962,2	8,2	3655	18,9	91,9 - 8,1
III	1125,9	7,2	196	0,5	1145,5	5,9	98,3 - 1,7
IV	499,7	3,2	121,2	3,3	616,9	3,2	80,4 - 19,6
V	131,7	0,8	35,9	1,0	167,6	0,9	78,6 - 21,4
VI	64,6	0,4	40,4	1,1	105	0,5	61,5 - 38,5
VII	297	1,9	130,7	3,6	427,7	2,2	69,4 - 30,6
VIII	256,7	1,6	542,5	14,9	799,2	4,1	32,1 - 67,9
IX	75	0,5	457,3	12,6	532,3	2,8	14,1 - 85,9
X	276,7	1,8	108,721	3,0	385,421	2,0	71,8 - 28,2
XI	105,9	0,7	30	0,8	135,9	0,7	77,9 - 22,1
XII	397,9	2,5	9,6	0,3	407,5	2,1	97,6 - 2,4
12 Régions	7849,5	50,0	1831,021	50,4	9680,521	50,1	81,1 - 18,9
Multi-régional	2031,3	12,9			2031,3	10,5	100,0
H1			688,34	19,0	688,34	3,6	0 - 100
Multi-régional+H1	2031,3	50,0	688,34	19,0	2719,6	14,1	74,7 - 25,3
12 Régions+H1+Multi-rég	9880,8	63,0	2519,361	69,4	12400,161	64,2	77,1 - 22,9
RM	5810,8	37,0	1077,8	29,7	6888,6	35,6	84,6 - 15,4
RM + H0	5810,8	37,0	34,154	0,9	34,154	0,2	0-100
Total	15691,634	100,0	3631,3	7,1	19322,934	6,9	81,2 - 18,8

Figure 6

Multi-régional : investissement dans des projets réalisés dans plusieurs Régions à la fois
 H0 : investissement des banques ou les assurances
 H1 : investissement des entreprises qui opèrent dans tout le pays, mais dont la majorité des activités se déroule dans la RM
 (par exemple les banques ou les assurances)
 H1 : investissement des entreprises qui opèrent dans tout le pays, mais dont la majorité des activités se déroule hors RM
 (par exemple la COPEC -pétroles- ou la CAP -aciés)
 Sources :
 DL600 : CIE, 1996, p.137 (la localisation de l'investissement, indépendamment de celle du siège de l'entreprise qui investit)
 chap XIX : Banque Centrale, 1997

Figure 7
**Les principaux gisements miniers des Régions I, II et III ;
 localisation des investissements récents**

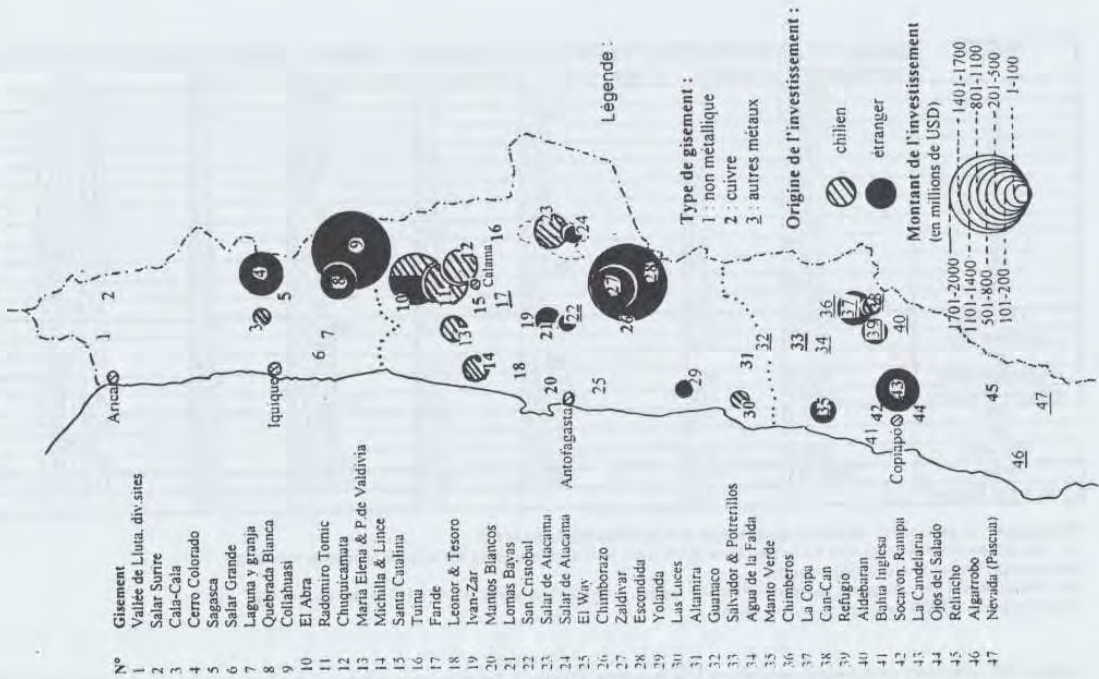


Figure 8
LES EFFETS DE LA CONCENTRATION DANS LE NORTE GRANDE DES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS

Les principaux gisements miniers des Régions I, II et III

N°	Région d'origine	Min. investisseur	Mont. (millions de USD)	Type de gisement	Origine de l'investissement	Montant de l'investissement (en millions de USD)
1	El Norte	1. Minera Salar	10 000	1	chilien	1701-2000
2	El Norte	2. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1401-1700
3	El Norte	3. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1101-1400
4	El Norte	4. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	801-1100
5	El Norte	5. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	501-800
6	El Norte	6. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	201-500
7	El Norte	7. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	101-200
8	El Norte	8. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
9	El Norte	9. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
10	El Norte	10. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
11	El Norte	11. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
12	El Norte	12. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
13	El Norte	13. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
14	El Norte	14. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
15	El Norte	15. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
16	El Norte	16. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
17	El Norte	17. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
18	El Norte	18. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
19	El Norte	19. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
20	El Norte	20. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
21	El Norte	21. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
22	El Norte	22. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
23	El Norte	23. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
24	El Norte	24. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
25	El Norte	25. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
26	El Norte	26. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
27	El Norte	27. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
28	El Norte	28. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
29	El Norte	29. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
30	El Norte	30. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
31	El Norte	31. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
32	El Norte	32. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
33	El Norte	33. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
34	El Norte	34. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
35	El Norte	35. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
36	El Norte	36. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
37	El Norte	37. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
38	El Norte	38. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
39	El Norte	39. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
40	El Norte	40. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
41	El Norte	41. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
42	El Norte	42. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
43	El Norte	43. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
44	El Norte	44. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
45	El Norte	45. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
46	El Norte	46. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100
47	El Norte	47. Salar de Atacama	10 000	1	chilien	1-100

SOURCE : COCHILCO, 1996 / Comparé de la région Centre, 1997

Figure 9

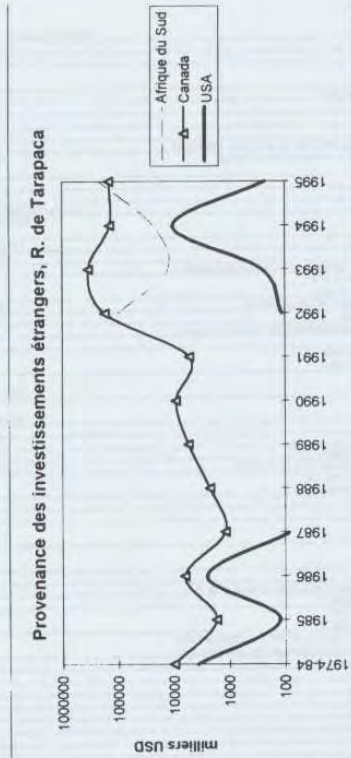
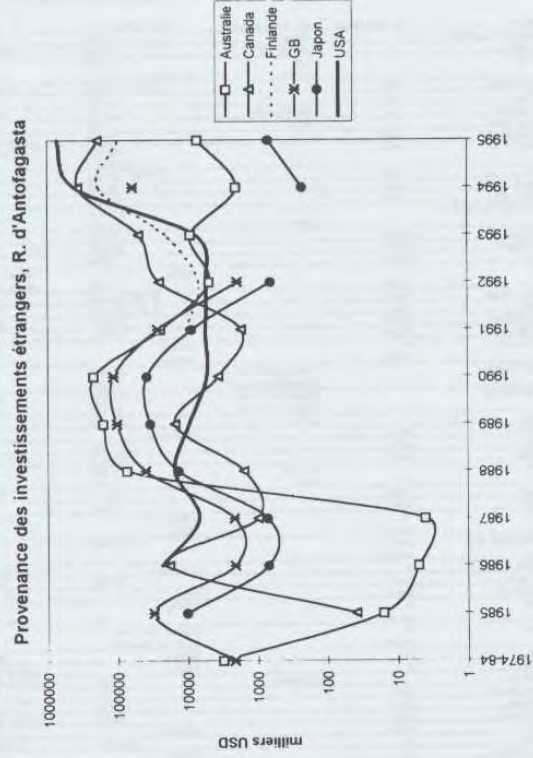


Figure 10



Source : CIE, 1996

Figure 11

Provenance de l'investissement étranger dans le Norte Grande, bilan 1974-1995

(milliers USD)	Région I	Région II
Af. du Sud	365889	62615
Allemagne	40	
Argentine		226
Australie		499501
Bermudes	16802	
Brésil	1766	69
Canada	845113	673114
Espagne		146
Finlande		321038
France	1200	

(milliers USD)	Région I	Région II
G.-Bretagne	450	329060
Hollande	6190	
Japon	5084	107233
Liechtenstein	1450	650
Monaco		1141
Panama	174	315
Papouasie Nouvelle G.		44059
Suisse	1900	
Uruguay		440
USA	17502	1267465
Org. internat.		51732

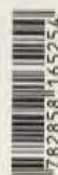
L'URBANITÉ DANS LES AMÉRIQUES

L'urbanité, c'est-à-dire la relation que les citadins nouent avec la ville et établissent entre eux à travers la ville, est ici au centre d'analyses portant sur diverses réalités urbaines : les processus cognitifs, les politiques locales de développement, le commerce, la marginalité, les technologies d'information-communication, l'espace public, la mémoire.

Dans cet ouvrage, sont confrontés les points de vue de géographes, de sociologues et d'anthropologues de plusieurs pays, réunis dans un programme de recherche sur les processus d'identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques. Il invite à considérer la ville comme un objet socio-spatial changeant, cristallisé selon les représentations et les usages de chaque type d'acteur urbain.

PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL
UNIVERSITÉ DE TOULOUSE-LE MIRAIL
5, Allées Antonio-Machado
31058 TOULOUSE CEDEX 1

ISBN 2-85916-925-4
ISSN 1140-2296
Code SODIS : F27536



9 782858 165254

PRX : 180^f - 27,44^f

L'URBANITÉ DANS LES AMÉRIQUES

LES PROCESSUS D'IDENTIFICATION SOCIO-SPATIALE



édition préparée par

Jérôme MONNET et Guénola CAPRON

VILLES ET TERRITOIRES

Direction : Guy JALABERT et Christiane THOUZELLIER

Villes et Territoires diffuse, depuis 1989, les résultats de travaux de recherche relatifs aux processus de transformation des villes.

Son titre rappelle l'intérêt particulier accordé à l'analyse des articulations entre les mutations des sociétés urbaines et les évolutions des configurations spatiales.

Cette identification des orientations de *Villes et Territoires* rassemble les thématiques fondamentales du Centre Interdisciplinaire d'Études Urbaines (CNRS-ESA 5053) tout en ouvrant largement le champ de la diffusion à l'ensemble des axes de recherche centrés sur l'analyse des mutations urbaines et leur territorialisation.

Les auteurs rassemblés pour contribuer à cet ouvrage participent à un programme de recherche sur les « processus d'identification socio-spatiale dans les métropoles des Amériques » (PRISMA), coordonné par Jérôme Monnet avec une dotation de l'Institut universitaire de France (1996-2001). PRISMA a fourni l'occasion de constituer un réseau d'échanges entre une quarantaine de chercheurs travaillant sur les métropoles des Amériques et représentant la géographie, l'anthropologie, la sociologie et la science politique en France, au Canada, aux États-Unis, au Mexique, en Colombie, au Vénézuéla et au Brésil. Une première version des textes réunis ici a été communiquée et débattue lors d'un séminaire organisé à l'Université de Toulouse-Le Mirail en janvier 1998, où la problématique des processus d'identification avait été mise au centre des débats par le coordinateur du programme dans les termes qui sont exposés au chapitre 1. Notre ouvrage est donc la première production résultant de ce réseau de collaboration, qui ne fait que commencer à porter ses fruits.

Photo de couverture : Zalathiel Vargas « Alienado », 1992, Infographie, 100x70.

© PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIRAIL
5 allées Antonio-Machado- 31 058 TOULOUSE CEDEX 1 (FRANCE)

Tél. : 05 61 50 38 10

ISBN : 2-85816-525-4

ISSN : 1140-2296

Sommaire

Les auteurs.....	7
INTRODUCTION	
Guénola CAPRON et Jérôme MONNET, L'urbanité et les processus d'identification.....	9
CHAPITRE 1 : L'IDENTIFICATION DE LA VILLE.....	17
Jérôme MONNET, La ville comme OSSI (objet socio-spatial identifiable). Les catégories de l'expérience et de la connaissance de l'espace urbain.....	19
CHAPITRE 2 : L'IDENTIFICATION D'UNE MÉTROPOLE RÉGIONALE.....	41
Anne-Laure AMILHAT-SZARY et Jean-Yves DELER, Iquique, capitale régionale : au commencement était la ZOFRI.....	43
CHAPITRE 3 : URBANITÉ ET COMMERCE.....	73
Guénola CAPRON, Centres commerciaux et autres lieux communs à Buenos Aires.....	75
CHAPITRE 4 : URBANITÉ ET MARGINALITÉ.....	115
Virginie BABY-COLLIN, Les marges et la ville, à Caracas et à La Paz.....	117
CHAPITRE 5 : URBANITÉ ET TECHNOLOGIES D'INFORMATION-COMMUNICATION.....	147
Martin JOURDENAIS, La médiatisation du rapport au territoire par les NTIC l'émergence de nouvelles formes d'urbanité. Une perspective sur les cas de Montréal et de Los Angeles.....	149
CHAPITRE 6 : URBANITÉ ET ESPACE PUBLIC.....	169
Pedro José GARCÍA SÁNCHEZ, Construction et conflits d'urbanité dans les espaces publics à Caracas.....	171

CHAPITRE 7 : VILLE ET MÉMOIRE..... 187

Myriam MORAES LINS DE BARROS, La ville sous le regard du troisième âge..... 189

Bibliographie générale..... 205

Liste des tableaux..... 217

Liste des figures..... 219

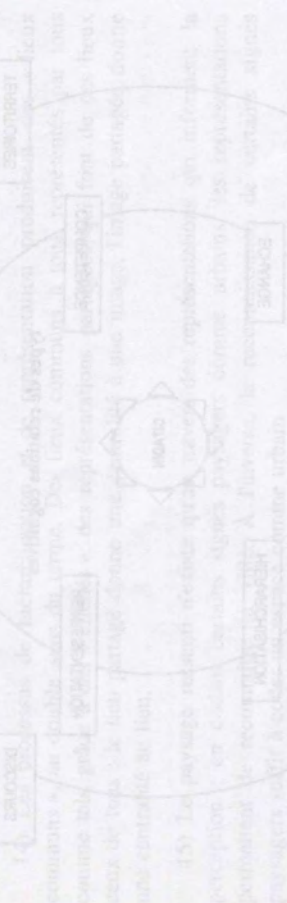
Les auteurs

- Anne-Laure AMILHAT-SZARY**
Enseignante en géographie à l'Université de Grenoble I-Joseph Fourier, chercheur au LAMA-TEO (Grenoble).
- Virginie BABY-COLLIN**
Enseignante en géographie à l'Université de Paris X- Nanterre, doctorante au Groupe de recherche sur l'Amérique latine (GRAL, Université de Toulouse-Le Mirail).
- Guénola CAPRON**
Chargée de recherche en géographie au CNRS, chercheuse au GRAL.
- Jean-Yves DELER**
Docteur en études latino-américaines, attaché de coopération scientifique à l'Ambassade de France en Colombie.
- Pedro José GARCÍA SÁNCHEZ**
Docteur en sociologie à l'Institut Parisien de Recherche en Architecture Urbanistique et Société (IPRAUS, Paris X-Nanterre), directeur de PasajeSin (Laboratorio de Espacios Públicos y Vida Urbana, association vénézuélienne).
- Martin JOURDENNAIS**
Docteur en géographie à l'Université de Montréal (Québec).
- Jérôme MONNET**
Enseignant en géographie à l'Université de Toulouse II-Le Mirail, chercheur au GRAL, membre de l'Institut universitaire de France.
- Myriam MORAES LINS DE BARROS**
Enseignante en anthropologie à l'École de Service Social de l'Université fédérale de Rio de Janeiro (Brésil)

Les métropoles régionales ont une fonction de médiation entre les espaces régionaux et les espaces nationaux. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement.

Les processus de hiérarchisation s'opèrent sur la conception du temps, l'espace et les acteurs. La production de l'espace est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement. Elle est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement. Elle est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement.

Les hiérarchies de la ville sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région.



Les processus de hiérarchisation s'opèrent sur la conception du temps, l'espace et les acteurs. La production de l'espace est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement. Elle est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement. Elle est donc un processus de médiation entre les deux échelles de développement.

Les hiérarchies de la ville sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région. Elles sont donc des hiérarchies de la région.

Chapitre 2 L'identification d'une métropole régionale

Les métropoles régionales ont une fonction de médiation entre les espaces régionaux et les espaces nationaux. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement.

À l'échelle d'une petite métropole régionale en plein essor, il a suffi d'une seule opération telle que la création d'une zone franche portuaire par l'État central pour modifier l'identification de la ville. L'espace commercial récent en vient alors à constituer un symbole urbain fort, qui porte au-delà de sa signification économique. Ce chapitre expose les conditions et les conséquences de ce changement sur la fonction et l'image de la ville et sur les rapports de ses habitants avec elle.

Les métropoles régionales ont une fonction de médiation entre les espaces régionaux et les espaces nationaux. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement. Elles jouent un rôle de relais entre les deux échelles de développement. Elles sont donc des espaces de médiation entre les deux échelles de développement.

Iquique, capitale régionale : au commencement était la ZOFRI... Anne-Laure AMILHAT-SZARY et Jean-Yves DELER

Le goût du jus de goyave que le nouveau venu est invité à boire dès son arrivée n'a pas changé, c'est peut-être le seul élément d'identité urbaine qui perdure depuis la première période de splendeur d'Iquique. Une fois que l'étranger a fini de siroter son savoureux jus de fruits, on lui avoue enfin le terrible sort qui vient de lui être jeté : il est désormais condamné à toujours revenir à Iquique l'ensorcelé. Cela, c'est la légende, vous diront les *Iquiqueños* -les habitants d'Iquique- de souche... Mais en existe-t-il encore beaucoup aujourd'hui, où on ne (re)vient plus à Iquique à cause d'un charme, mais pour faire ses achats à la ZOFRI ? Selon sa provenance et le moyen de transport utilisé, on peut même faire l'aller-retour dans la journée.

Iquique est une ville de l'extrême nord chilien, à 1 800 km de Santiago. Capitale de sa région administrative, elle bénéficie aujourd'hui d'une très forte croissance économique et urbaine. Son aéroport est par exemple le deuxième du Chili, tant en termes de trafic national qu'international. Son indice de développement humain, tel qu'il est établi par le PNUD, la place en deuxième position parmi les villes de province. Arica, l'autre pôle urbain de la région est quant à elle 26^e. Quant à Iquique, elle est en 14^e position sur le total des 199 villes classées au Chili, les premières places revenant toutes aux communes de Santiago (PNUD, 1996, p. 67). Le quartier de front de mer de Cavancha, image qu'Iquique aime donner d'elle-même, affiche sa réussite tout en lui donnant le statut d'une station balnéaire en vogue.

Ce tableau florissant a de quoi surprendre ceux qui ont connu la ville dans les années 1960. Après avoir été la capitale de l'exploitation des nitrates chiliens de la deuxième moitié du XIX^e siècle aux années 1930, elle avait sombré dans un déclin qui semblait irrémédiable, alors que dans le même temps Arica accédait au statut de pôle de développement régional industriel. C'est la greffe réussie d'une zone franche qui a totalement bouleversé la dynamique de la région.

En 1975, l'octroi de la ZOFRI (*Zona Franca de Iquique*) par le général Pinochet, alors qu'Iquique accédait au rang de capitale régionale, était à l'origine d'un boum économique dont les conséquences se font aujourd'hui sentir au-delà des frontières du pays. Ce cadeau a surtout ressuscité Iquique, initiant un véritable processus de création

L'identification d'une métropole régionale

Chapitre 5

Il s'agit de définir une métropole régionale en deux temps. Il faut d'abord identifier les zones urbaines qui constituent le noyau de la métropole régionale. Ensuite, il faut définir les zones urbaines qui sont liées à ce noyau par des relations de complémentarité et de dépendance. Ces zones urbaines sont les communes et les villes qui sont liées à la métropole régionale par des relations de complémentarité et de dépendance.

urbaine : son extension a plus que triplé, et les modes d'identification à la ville se sont recomposés autour de la ZOFRI.

Iquique n'est certes pas de ces grandes villes des Amériques qui constituent l'objet privilégié d'études de PRISMA, mais les processus d'identification urbaine y ont été totalement renouvelés depuis sa nomination comme capitale régionale et l'avènement de la zone franche. De plus, la croissance urbaine récente et la centralité régionale d'Iquique tendant à s'étendre au-delà des frontières chiliennes lui donnent des prétentions « métropolitaines » qui autorisent la mise en perspective avec les capitales du continent.

L'INVENTION D'UNE CAPITALE RÉGIONALE

Tarapacá, une région bicéphale ?

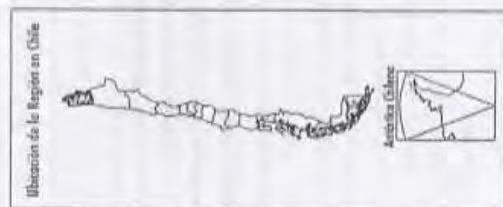
Parmi les treize régions dessinées en 1975, la première région chilienne, urbaine à 95%, est principalement composée de deux villes de taille aujourd'hui comparable, et elle est subdivisée en trois provinces (Figure 1). Le changement administratif survenu en 1975, aboutissant à la transformation des provinces, regroupées en régions, a aiguisé la compétition pour le statut de capitale de la nouvelle entité entre ces deux centres urbains qui connaissaient alors un sort économique inégal. Or, les prétendants constituaient alors deux centres urbains qui connaissaient un sort économique inégal : la réussite industrielle d'Arica soulignait la crise minière à Iquique. Pour tenter d'éviter le problème posé par cette bipolarité, la 1^{re} région fait d'ailleurs partie de celles dont le nom n'est pas l'éponyme de leur ville capitale : on lui a donné le nom de région de Tarapacá, site historique du Chili colonial.

Depuis la création de cette région, la situation respective d'Arica et d'Iquique s'est véritablement inversée. Tous les indicateurs socio-économiques semblent en effet aller dans le même sens : nous avons retenu quelques données sur le niveau de vie à Arica et Iquique, illustrées par les graphiques ci-dessous (Figures 2 et 3), pour montrer, au point où les courbes respectives se croisent, le rattrapage puis le dépassement d'Arica par Iquique.

La transition démocratique que connaît le Chili à partir de 1990 ne fait pas véritablement apparaître de point d'inflexion dans ces courbes, si ce n'est une accélération encore renforcée du rythme de croissance d'Iquique. Les deux administrations démocratiques qui se sont succédé n'ont pas encore su corriger ce déséquilibre, malgré le retour, avec le vote fin 1995 d'une nouvelle « loi Arica », à une législation d'exception pour encourager le développement, et grâce à l'appui d'un programme de

Figure 1

Découpage administratif de la Région de Tarapacá (n°1) dont Iquique est la capitale



SYMBOLOLOGIE:
 [X] Limite Internationale
 [X] Limite Regional
 [X] Limite Provincial
 [X] Limite Comunal
 [●] Capital Regional
 20 km 0 20 40 km

1 Région
 Capital: Iquique

1. Provincia Arica
 Capital: Arica
 1. Arica
 2. Camarones

2. Provincia Parinacota
 Capital: Puzre
 1. Puzre
 2. General Lagos

3. Provincia Iquique
 Capital: Iquique
 1. Iquique
 2. Huara
 3. Camiña
 4. Colchane
 5. Pica
 6. Pozo Almonte

Figure 2
Consommation d'énergie dans la région de Tarapacá

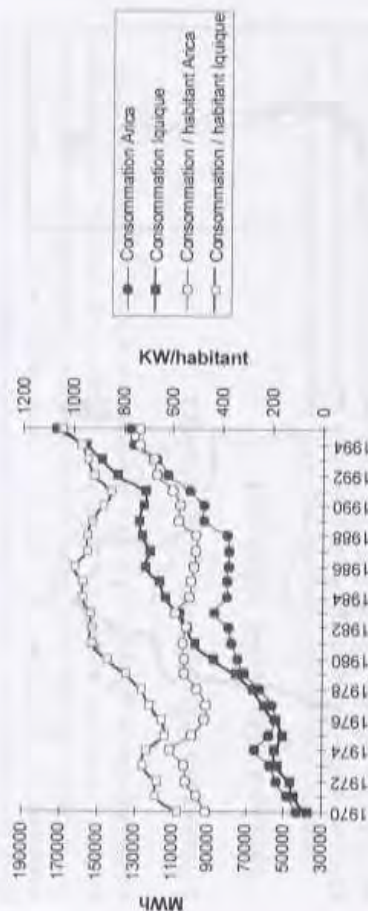


Figure 3

Évolution de l'utilisation des télécommunications dans la région de Tarapacá



développement intégré de la Communauté Européenne (Chilente). La stratégie de développement (Gobierno Regional, 1995 : pp. 24-25), le document programme de la région, constate le « développement inégal des provinces » sans véritablement proposer de panacée :

« Dans la province d'Iquique, la ZOFRI et les mines [ouverture de grands projets cuprifères depuis cinq ans] sont des domaines générateurs de développement et qui stimulent d'autres secteurs comme l'immobilier et le tourisme. On ne peut comparer cette situation avec la réalité d'Arica et de Puno, zones qui présentent une économie déviée selon des indicateurs de base comme la perception de l'IVA, [Impuesto sobre el Valor Agregado : l'équivalent de notre T.V.A.] et le chômage.

Selon les données statistiques des dernières années, les recettes de l'IVA dans la région ont atteint 329 milliards de pesos (période 1989 et 1993, chiffre exprimé en monnaie de 1993) : la participation de la province d'Iquique y atteint 75%, pourcentage qui, d'une certaine manière, illustre le dynamisme de son activité économique. Quant au chômage, la situation des cinq dernières années a également favorisé la province d'Iquique : les chiffres indiquent par exemple qu'en 1994, ce taux a atteint 9,03% à Arica et seulement 3,59% à Iquique (ou cours du trimestre juin-juillet-oct)

Quant au revenu par habitant, selon une étude réalisée par le Ministère de la Planification et de la Coopération, son niveau à Arica n'atteint que 63% de celui d'Iquique.»

Cette dissymétrie régionale n'est pas nouvelle, mais le rapport de forces entre Arica et Iquique a été brutalement inversé en une quinzaine d'années. Un tel renversement est-il dû uniquement au transfert du siège administratif de l'une à l'autre dans le cadre de la transformation de la province en Région ? Le fait que ce phénomène soit exceptionnel à l'échelle du Chili laisse à penser qu'une conjoncture propre au nord du pays en est à l'origine.

Un renversement de polarité régionale sous le gouvernement militaire

Si Iquique et Arica sont aujourd'hui des villes de population sensiblement équivalente, elles ne partageaient pas le même sort à l'aube des années libérales. Arica était un modèle de « pôle de développement » fondé sur la théorie de substitution des importations, Iquique était en crise. La réforme administrative mise en place par le gouvernement militaire en 1975 modifia moins le contour des entités territoriales (reprenant les vingt-cinq provinces définies par la constitution de 1925 ou opérant des regroupements entre elles) que leur organisation interne, les faisant accéder au statut de véritables entités administratives, dotées de pouvoirs déconcentrés et dont le fonctionnement nécessitait la définition d'une capitale régionale. Or les deux villes les

plus septentrionales du pays appartenaient à une même province, mais fonctionnaient selon un statut différent. À l'extrême nord du pays, territoire aride gagné un siècle plus tôt sur le Pérou, on avait en effet attribué le rang de capitale provinciale à Arica. C'est la remise en cause de ce choix qui bouleversa l'ordre territorial.

À Iquique pourtant, le prestige de l'ancienne capitale des nitrates, enclave britannique dans le nord du Chili, n'était qu'un lointain souvenir et les tournées des troupes d'opéra européennes ne faisaient plus halte depuis les années 1930. L'activité halieutique et l'industrie de transformation des produits de la pêche soutenu par l'État depuis les années 1960 pour sortir la ville de l'effondrement de la production des nitrates traversaient à leur tour des difficultés, du fait de la surexploitation des ressources de la mer et de la succession d'années de phénomène de *Niño*. Cependant, les nombreuses mesures d'exception dont Arica bénéficiait depuis les années 1950¹ avaient finalement permis son essor (Tableau 1), et rempli l'objectif géopolitique implicite de cette volonté de développement local : arrimer définitivement au territoire chilien ce département, une fois le conflit frontalier avec le Pérou réglé en 1929². C'est ainsi qu'en 1967, Arica était devenue la cinquième ville industrielle du pays en nombre d'établissements (137), de salariés (plus de 6 000), et en chiffre d'affaires, suivant l'industrielle Concepción dans ce palmarès. Il s'agissait avant tout d'industries de montage (automobile, électronique)³ de grandes firmes internationales. Certes, Iquique avait également bénéficié de certaines des mesures de ce régime de franchises, comme la création en 1958 d'une zone franche alimentaire destinée à diminuer le coût des produits de première nécessité consommés par les plus pauvres (régime spécial : loi n°12.858 du 31 janvier 1958 ; zone franche alimentaire : loi n° 12.937 du 14 août 1958). C'était aussi mis en place à Iquique un comité de programmation des investissements, le *Comité Programador de Inversiones de Iquique y Pisagua*, mais son champ d'action restait limité sans les ressources dont disposait l'organisme de gestion collective et autonome, la *Junta de Adelanto d' Arica*.

1 En juillet 1953, le DFL n°303 accorda au département d'Arica les franchises tributaires et douanières lui permettant la création d'un port libre. Ce fut l'impulsion du développement de la ville : il fut soutenu par la création d'un organisme d'autogestion original, financé par l'autorisation exceptionnelle de prélèvement local des impôts : la « Junta de Adelanto de Arica » (créée par la loi n°13.039 du 18 octobre 1958, et qui fonctionnera parfaitement jusqu'en 1973 - la liquidation définitive n'étant prononcée qu'en 1976). Cette mesure donna une formidable impulsion à la ville, mais cette euphorie commerciale n'entraîna pas de véritable développement industriel, l'État intervint de nouveau en 1962 pour modifier les franchises d'Arica dans ce sens.

2 Le référendum qui devait départager le sort d'Arica et de Tacna n'ayant pas pu avoir lieu, le conflit fut réglé par l'autorisation définitive d'Arica au Chili en contre-partie du maintien de Tacna au Pérou.

3 En 1967, on y comptait 137 établissements (73 dans le secteur des transports, 27 dans celui de l'électricité et l'électronique, 34 dans le secteur alimentaire, et 3 dans le textile - mais avec presque autant d'employés que dans le secteur alimentaire). *Enciclopedia de Arica*, p. 45-46.

Il restait donc à sortir Iquique de l'ornière. L'Unité Populaire promulgua de nouvelles mesures en ce sens, libérant l'importation de biens d'équipement à destination des deux grandes villes de la première région. Mais ce sont les orientations du gouvernement militaire qui ont radicalement changé le sort d'Iquique, et, par ricochet, de tout le nord du pays. L'originalité de ces mesures réside dans le fait que le rattrapage d'Iquique n'est pas équilibré : il va se faire aux dépens d'Arica qui entre dans une phase de déclin prolongé, allant donc à l'encontre des principes géopolitiques énoncés ci-dessus. Cette nouvelle politique d'aménagement du territoire repose en effet sur une nouvelle vision stratégique de la défense nationale, fondée sur l'hypothèse de conflits frontaliers ouverts proches à l'approche du centenaire de la Guerre du Pacifique (1879-1883/84), et tandis que les relations avec le Pérou, notamment, étaient très tendues, sur le contexte de Guerre Froide. Il s'agit donc de penser avant tout à repousser une éventuelle agression.

Tableau 1

Évolution de la population de la région de Tarapacá (par communes)

Année	Population d'Iquique (nombre d'hab.)	Taux de croissance moyen annuel (en %)	Population d'Arica (nombre d'hab.)	Taux de croissance moyen annuel (en %)	Population de la 1 ^{re} Région (nombre d'hab.)	Taux de croissance moyen annuel (en %)
1907	40 171		4 886		52 700	
1920	37 421	- 0,5	9 015	4,8	54 495	0,3
1930	46 458	2,2	13 140	3,8	67 804	2,2
1940	38 094	- 2,0	14 064	0,7	58 439	- 1,5
1952	40 934	0,6	23 033	4,2	69 998	1,5
1960	51 585	2,9	46 724	9,2	123 219	7,3
1970	64 977	2,3	92 523	7,1	174 961	3,6
1982	110 991	4,6	147 013	3,9	275 144	3,8
1992	151 677	3,2	169 456	1,4	339 579	2,1

Source : SERPLAC, 1^{re} région.

On considère dès lors qu'Arica, située sur la plaine côtière, à 6 km de la frontière chiléno-péruvienne, tomberait aux mains de l'ennemi dès les premières heures d'un conflit. Il convient donc d'en retirer l'essentiel des troupes de la frontière nord (basées jusqu'alors à Arica), et de les redéployer à Iquique. Cette dernière, séparée de la frontière péruvienne par de larges et abruptes vallées ou *quebradas*, serait beaucoup moins vulnérable, et sa localisation plus stratégique dans la mesure où elle rapprocherait les troupes des frontières bolivienne et argentine (d'après les entretiens réalisés avec Hector Ovando, géographe, ex-maire de Pica et conseiller des autorités militaires de la région de Tarapacá entre 1974 et 1989, les 21 juillet et 31 octobre 1997). C'est ainsi qu'en 1978, la garnison d'Arica est déplacée à fort Baquedano, à 50 km d'Iquique : à la différence d'Arica, construite sur une plaine côtière, au débouché d'une vallée en pente douce, Iquique est sise sur une terrasse marine au pied d'une falaise morte de près de 1000 mètres d'altitude. Le fort est donc construit dans l'intérieur d'Iquique, sur le plateau supérieur (qui s'étend jusqu'aux contreforts des Andes), appelé *Pampa*. La province d'Iquique abrite désormais le premier (et le plus puissant) corps de l'armée chilienne. Un important complexe militaire-portuaire assure le ravitaillement et le support logistique de cette base.

Mais pourquoi avoir dans le même moment infligé le coup de grâce à Arica, jusqu'alors principal pôle de croissance de la 1^{re} région ?

La décision du Prince : le cadeau de la ZOFRI

On l'a vu, Augusto Pinochet n'est pas le premier chef d'État à accorder des statuts juridiques d'exception à une ville du Norte Grande⁴... mais le Général va prendre, dans un contexte autoritaire, des mesures d'une envergure nouvelle (la loi n°1.055 du 25 juin 1975 qui octroie le statut de zone franche aux villes d'Iquique et de Punta Arenas, ainsi qu'à la zone industrielle d'Arica) en créant en 1975 une zone franche totale à Iquique : la ZOFRI. Ainsi la loi 1.055 octroie aux négociants qui s'installent dans la zone une franchise totale sur la totalité des biens importables. Par ailleurs, le Décret Loi 889 de

⁴ Avant même la conception d'un programme global d'aménagement du territoire, le Chili envisageait un traitement différentiel des zones situées aux extrémités d'un territoire national longitudinal. Cette politique se concrétisa par deux formes de mesures, l'accord ponctuel d'une série de franchises (multipliées jusqu'en 1973, elles se prolongèrent en 1975 par la création des zones franches d'Arica et de Punta Arenas) ainsi que par le développement de politiques industrielles et commerciales de stimulation de la croissance. Les dates de mise en œuvre de ces mesures ont souvent coïncidé avec des gouvernements autoritaires, telle l'instauration du port libre d'Arica en 1953, sous le deuxième gouvernement de Carlos Ibáñez. Le développement économique mis en avant n'était en effet que le second argument, l'urgence étant géopolitique, comme en témoigne la chronologie des mesures, et leur localisation, les premières étant intervenues à Arica à partir de 1929.

1975 stipule également que l'État subventionne 17% des achats de machines, des salaires, et des investissements dans la construction des négociants de la zone franche. Afin d'attirer les investisseurs de la capitale, la dictature va même jusqu'à imposer une liaison quotidienne Santiago-Iquique aux compagnies aériennes nationales LAN et Ladeco (*El Tarapacá*, les 19 et 29 août 1975).

Ces incitations économiques sont accompagnées du choix d'Iquique comme capitale régionale, lors du dessin de la nouvelle carte administrative décrétée la même année. Si cette réforme semble *a priori* s'inscrire dans la continuité des efforts d'aménagement du territoire qui se sont multipliés au Chili depuis les années 1950-1960⁵, son inspiration est radicalement distincte. Elle obéit au souci de l'application de nouveaux principes économiques néolibéraux laissant chaque partie du pays libre de mettre en valeur ses « avantages comparatifs » sur les marchés mondiaux. Cette orientation se traduit par une volonté de mise en retrait et de désengagement de l'État (déconcentrations administratives et privatisation de certains attributs de l'État). Alors que toute planification semblait *a priori* impossible dans une optique néo-libérale, Pinochet va amener son gouvernement à entretenir avec le territoire des rapports ambivalents.

Si dans les décennies précédentes, les régions étaient pensées dans un mouvement d'intégration territoriale nationale, l'originalité de la conception des régions chiliennes repose sans doute sur le fait qu'elles aient été créées dans un double mouvement de contrôle et de maintien de l'ordre, d'une part, ainsi que, d'autre part, d'ouverture et d'insertion dans l'économie mondiale. En 1975, pour la Commission Nationale chargée de la Réforme Administrative (ou CONARA, instituée dès 1974), il s'agissait de mettre les régions (désormais en contact direct avec l'étranger) en compétition sur les marchés internationaux, chaque entité étant libre de monnayer ses « avantages comparatifs » : à chaque région de promouvoir ses ressources exportables (Szary, 1996, p. 37). L'économie de la 1^{re} région en revanche était fondée sur le régime protectionniste d'exception dont avait surtout bénéficié Arica.

Le général Pinochet décida donc de donner à cette région d'un intérêt géostratégique fondamental, une orientation économique selon ses principes, ce qui signifiait le sacrifice d'Arica au profit d'Iquique. Les franchises d'Arica sont supprimées alors que se crée la ZOFRI ; et c'est Iquique qui obtient le statut de capitale régionale. Toute la 1^{re} région bénéficie cependant d'une certaine extension des franchises de la ZOFRI, notamment concernant les possibilités d'achats à Iquique. Arica quant à elle garde des franchises

⁵ Effort de planification régionale concrétisé par la formation d'un organisme doté d'antennes régionales, l'ODEPLAN (*Oficina Nacional de Planificación*), bureau de rang ministériel créé afin de conseiller le Président de la République dans le domaine de la planification et de l'aménagement.

industrielles, mais cela représente une restriction par rapport à la situation antérieure. La réussite d'Iquique est une belle entorse à la doctrine libérale au Chili : bien qu'il se soit agi de créer un espace de libre concurrence pure, cette décision relève bel et bien d'une politique centrale d'aménagement du territoire contraire aux principes invoqués pour supprimer les privilèges d'Arica. Cependant cette nouvelle zone franche s'inscrit résolument dans le secteur tertiaire et dans l'ouverture sur le reste du monde : en cela, elle est fidèle au nouveau profil économique adopté par le Chili.

Cette conjonction de faveurs destinées à Iquique ne repose pas uniquement sur la vision géopolitique et économique du général : tout se passe comme si cette ville était privilégiée entre toutes. Cette anecdote que rappelle, non sans humour, Gloria Deluchi, avocate chargée de la rédaction de la loi 1.055 et de la mise en place de la ZOFRI, l'illustre : « *quand j'allais à Santiago, les fonctionnaires du Diego Portales (siège du gouvernement militaire à Santiago) disaient 'Voilà la dame d'Iquique qui arrive... Qu'allons-nous donc offrir aujourd'hui à la ville d'Iquique ? Qu'allons-nous lui donner qu'elle n'ait pas encore ?'* » (Gloria Deluchi, entretien du 23 octobre 1997). C'est l'attachement personnel du général à la ville qui peut seul expliquer l'âge d'or d'Iquique sous la dictature. Le camp de concentration de Pisagua était encore en activité quand les premières automobiles d'occasion nord-américaines arrivèrent dans le port. Iquique, c'était — et c'est encore — la terre de cœur du dictateur, à la fois gâtée (*regalona*) et meurtrie.

Augusto Pinochet aime en effet Iquique, où il a commencé sa carrière en 1946. En 1969, en tant que militaire plus haut gradé de la région, il en a même été Intendant pendant une année, suite au décès accidentel de son prédécesseur civil⁶. Le général possède aujourd'hui trois appartements dans le nouveau quartier de Cavancha, où il espère passer une partie de sa retraite, ce qui l'a conduit à peser d'un poids tout particulier en faveur de sa candidature lors des dernières élections municipales. Et quand il veut éviter d'avoir à rencontrer Fidel Castro revêtu au Chili pour la première fois lors du sommet ibéro-américain de novembre 1996, il part à Iquique... superviser des manœuvres militaires (*El Mercurio*, 8 novembre 1996). Augusto Pinochet compte enfin des amis à Iquique : après le putsch, il ne fait pas arrêter l'Intendant qui lui a succédé, pourtant proche de Salvador Allende, et dont il dira plus tard dans le *Livre blanc*, qu'il fut le seul socialiste honnête qu'il ait jamais rencontré. De la même façon, au plus fort de la répression, la non-exécution du dirigeant communiste (et actuel maire d'Iquique) Jorge Soria, interné dans le camp de Pisagua, a surpris plus d'un observateur. La rumeur

⁶ La loi voulait que si l'Intendant (autorité maximale de la Région) se trouvait dans l'impossibilité temporaire d'exercer ses fonctions, ce soit le militaire le plus gradé de la Région qui assure l'intérim.

à long terme circulé, selon laquelle Augusto Pinochet aurait été, avant le putsch, son témoin de mariage puis le parrain d'un de ses enfants (Guerrero Jimenez, 1988). Peu importe que cette rumeur ait été fondée ou non : son existence suffit à montrer qu'aux yeux des Iquiqueños, le dictateur déchu eut un rapport très particulier à Iquique.

« *Enfant illustre d'Iquique* » est un titre dont le général est fier. Aujourd'hui comme hier, il aime à entendre chanter dans ses louanges l'impulsion qu'il a donnée à Iquique. Dans le quotidien *El Tarapacá* du 20 septembre 1975, le général Fuenzalida déclarait en page 1 : « *Tout cela nous le devons à un homme visionnaire qui a donné son impulsions à la zone franche, enfant illustre d'Iquique, le général Augusto Pinochet* ». Le 5 novembre 1975, on pouvait aussi lire : « *Il faut remercier le Président pour cette loi, car c'est lui qui en a été le principal promoteur* ». La prospérité d'Iquique est un cadeau du Général, et cela se sait⁷ : lorsqu'en décembre 1975, un décret présidentiel augmente le nombre de biens de consommation que les Iquiqueños peuvent acheter au détail, ce même journal rappelle : « *Ce qui avait été promis à Iquique par son excellence le Président de la République a été formalisé mercredi dernier* ». Et lors du dernier anniversaire de la ZOFRI, le sénateur de la région, Julio Lagos, disait encore : « *sans démagogie [le général Pinochet] a créé un système qui s'est révélé comme le levier de développement le plus spectaculaire du nord, admiré également dans tout le pays. Il faut reconnaître l'effort de ses initiateurs qui ont su devenir des entrepreneurs prospères sur un tas de sable. C'est pour cela que nous ressentons très fortement la ZOFRI comme nôtre. Il ne faut jamais perdre de vue l'objectif qui présida à sa création : appuyer le développement de la région* »⁸.

UNE ZONE FRANCHE À LA PLAGE

En 1973, Iquique était une zone rouge, berceau du socialisme et du syndicalisme chiliens, dont l'économie vivait sous perfusion du fait de la crise de l'exploitation des nitrates. Pour un régime qui ambitionnait de refondre l'économie et la société chilienne, l'installation d'une zone franche dans une zone moribonde était aussi un pari idéologique : montrer que les forces libres du marché réussissaient là où l'État interventionniste n'avait su que poser un emplâtre sur une jambe de bois. Aux files

⁷ De là, la gêne et les précautions de langage des anciens sympathisants de la gauche révolutionnaire lorsque, dans les entretiens non-directifs, on leur parle de la ZOFRI. Ivan B., ancien dirigeant étudiant exilé, reconnaît par exemple que la ZOFRI est, ou a pu être, importante pour la ville, mais ajoute aussitôt que « personnellement, il ne s'inscrit pas à l'éthos du consumérisme et du libéralisme ». Il est des cadeaux difficiles à recevoir.

⁸ Cité par *La Estrella de Iquique*, 26 juillet 1997, discours à l'occasion du 22^e anniversaire de la ZOFRI.

d'attente de l'Unité Populaire allaient succéder l'abondance et l'emploi. La ZOFRI légitimait le pari des *Chicago-boys*, Iquique devenait la vitrine du modèle néolibéral. L'essor urbain et les modes de gestion observés aujourd'hui semblent confirmer cette intuition.

Une zone franche polysémique : un site omniprésent, lieu de production et de consommation

« Iquique : zone franchement spectaculaire » (publicité pour la bière Cristal)

Demandant à un employé de la bibliothèque municipale d'Iquique pourquoi, lors de l'entretien que nous venions de réaliser, il n'avait point fait mention de la ZOFRI comme élément identificateur de sa propre ville, nous pûmes obtenir la réponse suivante : « Pourquoi n'ai-je pas mentionné la ZOFRI ? ... Tu as l'habitude de rappeler aux gens que tu as un cœur, ou deux jambes ? Iquique est la ZOFRI. » De la même façon, rappelons-le, 80% des personnes de l'échantillon de notre enquête la mentionnent comme l'un des cinq principaux critères d'identification de la ville, et, parmi eux, 61% la citent en première position. Pour schématiser qu'elle soit, l'équation « Iquique = ZOFRI » n'en est pas moins révélatrice de la place et de la fonction de la zone franche dans l'espace réel et l'univers symbolique de nombreux *Iquiqueños*. Il serait pourtant réducteur de considérer cet objet spatial comme une unité sémantique à laquelle chacun des acteurs attribuerait le même sens, un objet social ne renvoyant qu'à une seule et même expérience urbaine. Comprendre « Iquique est la ZOFRI » suppose donc que nous nous attardions sur les différentes fonctions de la zone franche, afin (nous l'espérons) d'en saisir la pluralité des sens.

La ZOFRI est omniprésente dans la ville, et fait partie intégrante de l'image que les élites locales veulent donner d'elle. À Santiago par exemple, ou ailleurs, les encarts publicitaires du *Mercurio*, l'un des principaux quotidiens nationaux, invitent les touristes à Iquique, en insistant sur les plages de sable fin et les possibilités d'achat hors-taxe. S'il arrive par avion, le voyageur prend d'abord connaissance de la ville, sur les quarante kilomètres de route qui le mènent de l'aéroport Diego Aracena au centre, par les affiches vantant les mérites de marques étrangères prestigieuses, dont il est rappelé que les produits sont disponibles à la ZOFRI, dans tel ou tel hangar. Sur le chemin du retour, dans l'un des derniers messages publicitaires avant l'aérogare, c'est la société administrant la zone franche qui, cette fois, souhaite bon voyage à celui, ou celle, qui « l'emporte nécessairement dans ses bagages ». L'expérience du voyageur terrestre n'est pas sensiblement différente de celle de son homologue plus fortuné : la municipalité accueille le nouveau venu par un « Bienvenue à Iquique, port d'intégration de l'Amérique

Latine » (Jorge Soria, entretien du 3 novembre 1997). Même son de cloche enfin dans la plaquette de présentation de la ville éditée par l'équipe du maire Jorge Soria. En douze pages, la municipalité y propose une série de slogans, qui constituent un système d'équations dont la résolution donne « ZOFRI = *commerce international* = *marchés de l'Asie Pacifique* = *croissance* = *futur* = *Iquique* ». La phrase avec laquelle J. Soria a clos l'entretien qu'il nous accorda est, enfin, révélatrice : après avoir rappelé que la ZOFRI avait été le supermarché de la première région et des nations avoisinantes pendant les années 80, cette figure du monde politique chilien termina l'entretien par un « nous serons le supermarché de l'Amérique du Sud! » (Jorge Soria, entretien de novembre 1997). Si, dans notre enquête, la zone franche est plébiscitée, c'est d'abord parce qu'elle est une référence centrale dans l'iconographie officielle (Figure 4).

La ZOFRI est cependant plus que cela. Avec une superficie totale de 250 hectares, dont un bloc de 120 ha d'un seul tenant, jouxtant le nord du centre-ville, les hangars et les bureaux de plus de 1.800 entreprises industrielles et commerciales, une enceinte spéciale de 240.000 m² abritant deux centres commerciaux de 260 boutiques (ZOFRI S.A, 1996), elle occupe une fraction non négligeable d'un espace urbain déjà limité par la falaise qui surplombe la ville (Figure 5). Il n'est, du reste, que de prendre la sortie est d'Iquique, qui surplombe la ville, pour s'en rendre compte : les hangars de la zone franche occupent un quart du paysage urbain ; avec la tache verte du stade, le front de mer de la péninsule de Cavancha et le dessin en damier du centre historique, ils en constituent d'ailleurs l'un des points de repère les plus aisément identifiables. À ce titre, la ZOFRI est l'un des cinq points d'orientation mentionnés sur les panneaux indicateurs de la ville. Les autres points de référence sont : le centre, le nouveau quartier de Cavancha et sa plage, la plage « Playa Brava », le quartier Alto Hospicio.

De la même façon, les dernières lignes de taxis collectifs à parcours réglementé (face aux taxis collectifs sans parcours établi qui constituent l'essentiel des transports en commun d'Iquique et aux quelques lignes existantes d'autobus et de taxis collectifs à parcours réglementé) opèrent au départ ou à destination de la zone franche. Entre port et falaise, elle est en effet le dernier rempart urbain avant la frange désertique du littoral septentrional.

La ZOFRI -ou, du moins, les entreprises qui y sont installées- est d'autre part le premier pourvoyeur d'emplois de la ville. En 1995, 7 236 personnes travaillaient pour les firmes de la zone franche (ZOFRI S.A, 1996). Si l'on ajoute à ces emplois les quelques 5 000 postes de travail liés à la commercialisation des produits importés, et les 10 000 emplois du secteur transport, c'est plus de 22 000 personnes, soit 30% de la population active occupée d'Iquique, qui dépendent, directement ou indirectement, de l'activité de la ZOFRI. Dans la mesure où, comme on le verra par la suite, l'identification/ perception de

cette zone urbaine est directement liée à l'expérience personnelle qu'en ont les acteurs, dans la mesure aussi où un actif d'Iquique sur six se rend quotidiennement sur le site, la mention de la zone franche comme premier concept identificateur de la ville n'est donc plus surprenante : dans cette ville d'immigrants, pour beaucoup, la ZOFRI est à la fois une vaste étendue de terrain, une source de revenus et un lieu de travail.

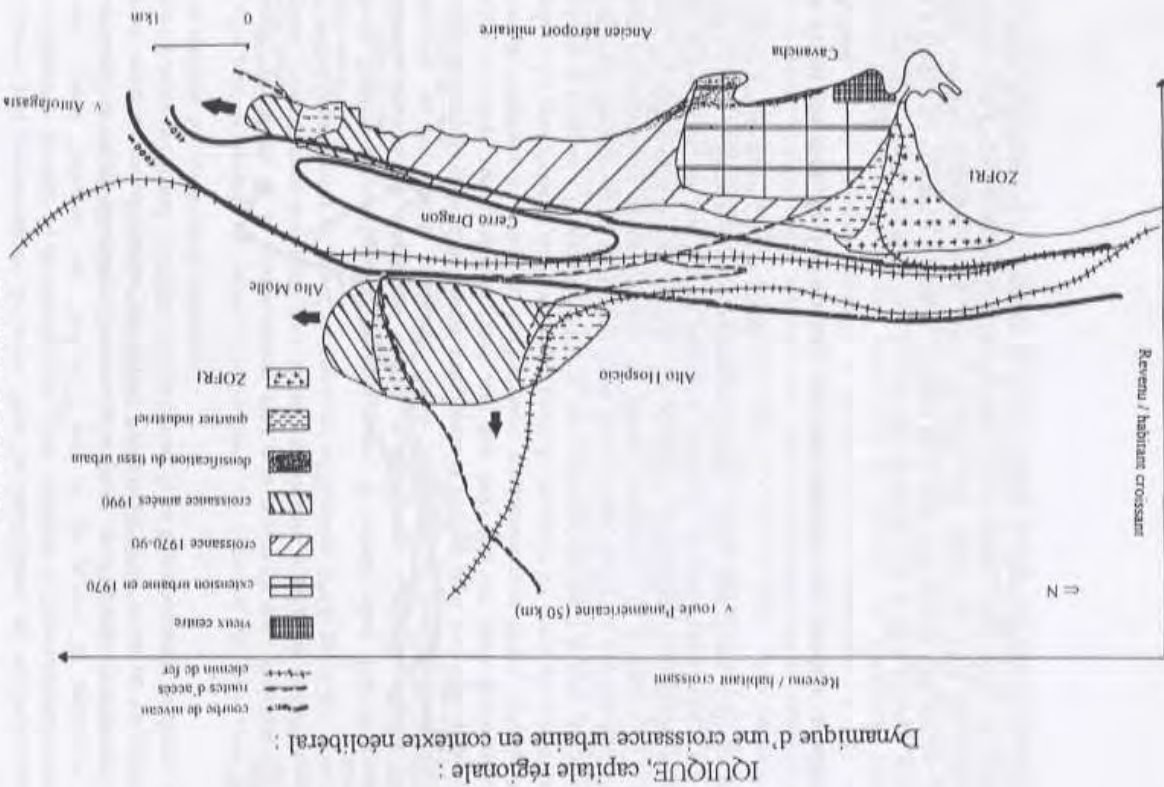
Figure 4

Iquique : la ZOFRI couvrirait-elle la moitié de la ville ?



Figure 5

Iquique, capitale régionale : dynamique d'une croissance urbaine en contexte néolibéral



Dynamique d'une croissance urbaine en contexte néolibéral : IQUIQUE, capitale régionale

Il importe de remarquer à ce propos que, dans la mesure où, au Chili, consommer est aussi souscrire symboliquement à la modernité, la ZOFRI, *via* ses centres commerciaux, a pu jouer un rôle de médiateur du changement voulu par les militaires, en initiant les *Iquiqueños* à la consommation de masse. Pour les thuriféraires du néolibéralisme, en effet, fréquenter un *mall* ou un supermarché, c'est participer à l'internationalisation des marchés, quand l'adoption de l'*american way of life* permet de manifester son appartenance au village planétaire. En ce sens, et parce que, facilitant l'adoption d'un nouveau mode de consommation, elle permit l'avènement d'un mode de vie conforme au nouvel *ethos* néolibéral, la ZOFRI fut (est encore ?) un lieu résolument moderne. Ainsi que le souligne le sociologue G. Guerrero :

« Le port se remplit de vidéos, d'ordinateurs, de cassettes, de *pop corn* et de *software*... Le monde de la consommation était à la portée de tous. Il fallait être très marginal, complètement désadapté pour ne pas tomber dans le piège de la ZOFRI... Avec la ZOFRI, Iquique devint un grand supermarché » (Guerrero, 1983, pp. 5-6).

Porte d'entrée de marchandises en provenance du monde entier, lieu de travail de marchands hindous, de négociants chinois et d'hommes d'affaires chiliens, centre commercial sis hors de la juridiction fiscale chilienne, la zone franche cristallisa brutalement l'irruption de la modernité marchande et libérale dans une ville jusque-là en léthargie, et repliée sur elle-même. En dernier lieu, la ZOFRI fut, selon B. Guerrero, un moyen de cauteriser les plaies de la répression, particulièrement féroce dans le Norte Grande. « La zone franche fut le voile qui tenta de recouvrir les corps de tous ceux qui moururent à Pisagua » (Guerrero, 1988, p. 10). Parce qu'elle est à la fois vitrine de la ville et expérience vécue, un monument local et un espace d'affaires privées, l'un de ses repères géographiques et un moment de rupture historique, la ZOFRI « est » donc Iquique. En plébiscitant la zone franche, les personnes interrogées mentionnent un objet spatial polysémique, qui leur permet justement de trouver ce juste milieu entre « la » ville et « ma » ville, ce compromis nécessaire entre l'image qu'une cité donne d'elle-même et celle qu'en ont les acteurs qui la vivent.

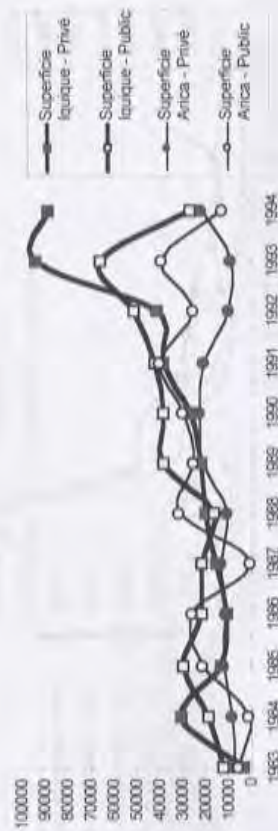
Le front de mer de Cavancha : vitrine urbaine du modèle néolibéral chilien

Si tous les Chiliens rêvent de faire un jour leur *shopping* à la ZOFRI, l'image qui leur vient à l'esprit à l'évocation d'Iquique, le décor de la série télévisée de l'été dernier, c'est la plage centrale d'Iquique, long ruban de sable qui s'étend au pied des nouveaux *buildings*, c'est Playa Cavancha. Elle fait la fierté de son maire, Jorge Soria. La présence d'un centre historique (où les maisons en pin d'Oregon à galerie datent de l'époque de

l'exploitation des nitrates) fait assez rare au Chili, est oubliée - par les touristes comme par les habitants - au profit d'un front de mer qui rivalise avec ceux de Viña del Mar ou de La Serena, les plus en vogue du Chili, dans le plus pur style « *cancarien* ».

Figure 6

Comparaison des surfaces construites, secteur public/secteur privé dans les communes d'Arica et d'Iquique (en m²)

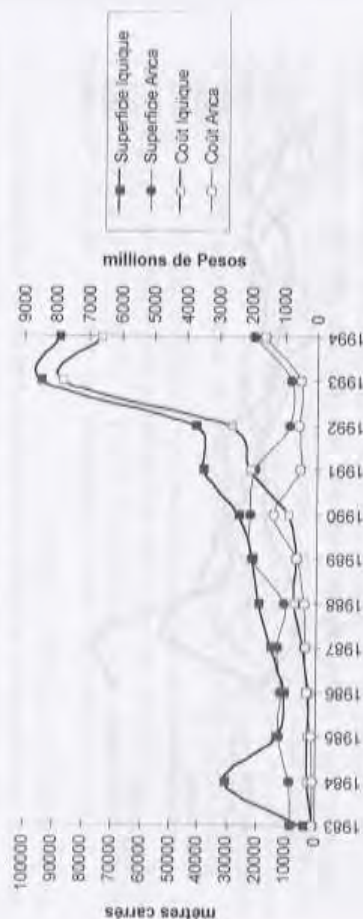


Surge à la fin des années 1980, cette façade n'a pas été planifiée, puisque le dernier *plan regulador* (l'équivalent des POS français) d'Iquique a été élaboré en 1980 et approuvé en 1981 (entretien avec Oscar Weber, directeur du département de politique urbaine de l'antenne régionale du ministère du logement et de l'urbanisme, le MINVU, le 14 novembre 1996) : il est empreint d'une vision très libérale de la politique urbaine et le sol n'y est pas considéré comme un bien rare, sa consommation devant donc être la plus libre possible. Après la crise du début des années 80, une nouvelle *Política de desarrollo urbano* édictée en 1986 reviendra sur ces principes, mais le *plan regulador* d'Iquique n'a pas été modifié depuis, faute de concertation entre les acteurs... ce qui ravit les promoteurs. Le président de la Chambre chilienne de la construction déclarait récemment que « Iquique est un exemple pour le Chili dans ce qui touche à l'urbanisme » (Hernán Doren, président de la Chambre chilienne de la Construction, cité par *La Estrella de Iquique*, le 14 novembre 1996). Il voulait sans doute dire par là que le meilleur développement urbain ne peut être que privé, et les figures 6 et 7 montrent combien la réalité iquiquénienne s'approche de ses rêves. L'expansion rapide de la ville (sa superficie a plus que doublé depuis 1975) est liée au jeu de deux acteurs, le secteur

privé de la construction et l'armée, propriétaire foncier déterminant pour l'évolution d'Iquique. L'exiguïté de la terrasse marine sur laquelle est construite Iquique a intensifié les tensions et fait grimper les prix.

Figure 7

Évolution du secteur de la construction privée dans les communes



Le noyau original d'Iquique est construit autour du port, au nord de la baie, à l'endroit le plus abrité du fait de la présence d'une petite île aujourd'hui reliée artificiellement au rivage. Comme la majorité des villes chiliennes, Iquique n'est pas ouverte sur l'océan : la place d'armes est construite à quelques pâtés de maisons du bord de mer. D'ailleurs celui-ci n'a pas été immédiatement mis en valeur : on y construit usines et entrepôts, et au nord, le quartier industrialo-commercial de la ZOFRI occupe aujourd'hui ce qui aurait été la plus belle partie de la baie, aux dires des vieux *Iquiqueños*. C'est grâce à la vision du maire de la ville dans les années 1960 (père de l'actuel), qui souhaitait sauver Iquique de la crise en la transformant en centre touristique, qu'Iquique peut aujourd'hui mettre en valeur ses plages. En effet, les entrepôts de l'époque des nitrates sont détruits, et on construit la première hôtellerie dans la péninsule de Cavancha, avec un casino à côté. Le même homme persuade son ami Salvador Allende de construire un nouvel aéroport à Iquique, à un moment où les avions de LAN ne voulaient plus y faire escale, faute de passagers. L'aéroport international Salvador Allende est livré en 1972, à 40 km au sud de la ville. Jusqu'alors, pour aller à la plage de Cavancha, il fallait traverser les pistes de l'aéroport en courant ou bien faire un long détour. Cet aéroport marquait la limite de l'expansion urbaine à l'aube des années 1970.

Au-delà s'étendait le Cerro Dragón, dune énorme et terrain d'aventures enfantines et amoureuses. Iquique aborde donc l'ère de la ZOFRI libérée de cette contrainte à son expansion urbaine. Il reste néanmoins que les terrains de l'aéroport appartiennent à l'armée, qui seule pourra décider de leur sort. Quant à la dune, elle est devenue terrain constructible par la magie d'un fin revêtement d'asphalte et de quelques travaux de terrassement... (Figure 8). Le premier à y avoir pensé, un architecte qui avait acheté ces terrains pour un *peso* symbolique, est aujourd'hui propriétaire d'une fortune immobilière matérialisée par un des gros hôtels du front de mer.

Figure 8

Le Cerro Dragón à Iquique



L'énorme emprise foncière de l'armée à Iquique a deux causes : comme tout le nord du Chili, Iquique est un territoire conquis, qui a donc été nationalisé dans son ensemble lors de sa « chilénisation », et l'armée y a choisi ses terrains, portant une attention toute

particulière au littoral (sur 8 km au sud d'Iquique, le bord côtier est réservé aux forces aériennes, ce qui a éloigné d'autant l'aéroport de la ville) ; elle a par ailleurs réquisitionné pendant la dictature certaines propriétés comme l'ancienne villa de l'Intendant, la plus belle propriété de bord de mer, désormais résidence des hauts gradés. La spéculation foncière qui est née à Iquique avec le succès de la ZOFRI a donné une autre dimension au problème des propriétés foncières des forces armées, d'autant que deux fois leur ont permis de toucher les bénéfices de ces plus-values immobilières. La première (en 1983) a posé le cadre permettant aux forces armées de vendre leurs terrains tout en destinant le produit de ces ventes à leur budget propre, distinct de celui de l'État. Puis la loi votée en 1989 a autorisé le transfert des services sociaux des forces armées chiliennes au secteur privé (corporations de droit privé) ; cela a permis, suite au transfert des titres de propriété des armées au nom des services sociaux, une privatisation totale des bénéfices, le produit de la vente échappant à toute comptabilité nationale (Oscar Weber, entretien cité précédemment). Certains des cessions de terrain du front de mer d'Iquique n'ont pu se réaliser que grâce à ce système, et la vaste zone de l'ancien aéroport restée longtemps à l'état de friche, est le lieu des dernières transactions immobilières.

C'est là que s'est construit en 1997 le plus grand supermarché d'Iquique (chaîne EKONO), et que le premier *mall* de la ville est en projet. Iquique accéderait ainsi au statut envié de ville de province possédant son *mall*, aux côtés de Concepción, deuxième ville du pays par sa population. De plus, ce *mall* disposerait de certaines des conditions de franchise de la ZOFRI, bien que situé hors enceinte. Plus au sud, dans la zone dite *Bajo Moile*, les services régionaux du ministère des Biens Nationaux ont cédé des terrains à la marine pour qu'elle se retire du port afin d'y permettre l'expansion des services commerciaux. L'armée a accepté ces terrains, mais loin d'y déménager, elle les a revendus à l'entreprise minière *Doña Inés de Collahuasi* (le plus gros projet minier du pays en cette fin de siècle) afin qu'elle y construise les maisons de ses employés (Daniel Ramírez, SEREMI d'Économie, entretien du 4 décembre 1996).

Alors que l'expansion urbaine résidentielle progressait vers le sud quand toute la zone nord, au-delà d'un vaste quartier réservé aux militaires, était occupée par la ZOFRI, les populations défavorisées ont été peu à peu rejetées vers le Cerro (la falaise). En 1989, juste avant le changement de gouvernement, ces dernières ont été « déguerpies », et forcées d'installer leurs abris de fortune en haut de la falaise. Cette urbanisation illégale va vite être connue comme « Alto Hospicio ». Continuant de croître, elle va devenir une ville satellite d'Iquique. Aujourd'hui, Alto Hospicio, c'est un peu l'autre face de Cavancha, socialement bien sûr, mais aussi dans la mesure où c'est finalement, depuis le retour de la démocratie, la zone la mieux planifiée d'Iquique. Municipalité et gouvernement régional ont en effet joint leurs efforts pour la doter en réseaux urbains,

des lots ont été dessinés, destinés à de nombreuses constructions sociales, et des titres de propriété sont distribués aux occupants illégaux. Les voies de circulation y sont hiérarchisées alors que tout le reste de la ville souffre de problèmes de congestion de la circulation, et un POS (dit *Plan sectorial*) y a été tracé. Malgré les souffrances exprimées, Alto Hospicio reste cependant une cité dortoir, et les services y sont sous-représentés. L'organisation du système scolaire fondée sur le choix d'établissements privés subventionnés plutôt que publics illustre les modes de gestion choisis : ils sont le reflet de ce qui se passe « en bas ». Ainsi l'entrée aux spectacles donnés au théâtre municipal (bel édifice construit pendant l'époque prospère de l'extraction du salpêtre), était traditionnellement gratuite dans une ville de gauche où il était bon de favoriser l'accès populaire à la culture. Aujourd'hui, si les productions ne sont plus sponsorisées par la ZOFRI ou les grandes entreprises minières qui viennent s'installer dans l'intérieur d'Iquique, il faut désormais payer sa place.

Cavancha et son prolongement sud, bien plus qu'un front de mer, fonctionne donc comme une vitrine urbaine du modèle néolibéral, unique en dehors de Santiago. On pourrait y qualifier les phénomènes observés d'urbanisme de façade, parce qu'il est fait pour être vu et pour fournir à la ville son image de marque. On peut aussi prendre l'expression dans son sens littéral puisque l'entretien de la promenade de Cavancha, et la construction des jardins de bord de mer agrémentés de fontaines (« les plus beaux du monde » selon le maire, dans un élan lyrique) vers le sud, le long de Playa Brava, sont les seuls travaux urbanistiques d'agrément entrepris par la municipalité ces dernières années. Certes, planter des palmiers et entretenir un gazon dans un désert est sans doute un exploit, mais c'est surtout un symbole dans une ville où la voirie publique et tant d'infrastructures sont défectueuses. C'est l'expression de l'orgueil d'un maire pour sa ville, ville à laquelle il aime identifier l'histoire de sa famille. Or dans un pays qui reste très centralisé, rares sont les acteurs politiques locaux qui possèdent une telle envergure. La présence de Jorge Soria, l'un des derniers *caudillos* chiliens, est à prendre en compte dans une analyse des modes de fonctionnement de la 1^{re} région qui se trouve aujourd'hui à la confluence de plusieurs grands rêves.

LA PERCEPTION D'IQUIQUE, ENTRE ICONOGRAPHIE OFFICIELLE ET EXPÉRIENCE PERSONNELLE DES ACTEURS

« Le Cerro Dragón vaut des millions » : une lecture économique d'Iquique

Iquique est en pleine croissance : à tel point que ses habitants ont surtout recours à des notions et concepts économiques pour percevoir et identifier leur ville. Ainsi, parmi

Tableau 2

« Qu'est-ce qu'Iquique? » : résultats du sondage réalisé auprès des passants
(nb de personnes interrogées = 90)

	Moyenne	Nés à Iquique (1)	Nouveaux venus (1)
La ZOFRI	80	79	78
La plage	78	86	78
Les possibilités de travail	45	34	50
Le climat	44	44	62
Les grandes mines	37	24	40
Le port d'intégration de l'Amérique latine	33	34	28
La Pampa	31	34	34
Le Cerro Dragón	26	24	31
La où se trouve ma maison	25	41	9
Les gens d'Iquique	25	20	21
La qualité de vie	25	24	31
Les salitreros	22	20	21
Les maisons de bois	12	13	9
L'insécurité	11	7	12
Jorge Soria	10	13	3
Le berceau du socialisme	1	0	3

(1) : en pourcentage des intentions. Chaque personne interrogée ayant à choisir cinq mots, parmi seize qui leur étaient proposés.

Le discours officiel n'est pas en reste, qui donne d'abord de la ville une image de plaque tournante du commerce en Amérique Latine. La brochure de présentation d'Iquique éditée par la municipalité, consacre par exemple trois pages aux douceurs du climat, constructions de style géorgien du centre, plages ensoleillées et autres attraits touristiques et archéologiques de la zone, quand les neuf pages restantes se focalisent sur son potentiel économique. Il n'est pas neutre, en ce sens, que, malgré leur polyvalence et

les sept références les plus fréquemment utilisées (fréquence supérieure à 30%) par les personnes de notre échantillon pour répondre à la question « Pour vous, qu'est-ce qu'Iquique? » (Tableau 2), quatre renvoient directement à l'activité marchande de la zone : « La ZOFRI, les possibilités de travail, le port d'intégration de l'Amérique Latine, les grandes mines ». Par ailleurs, s'il est concevable que les nouveaux venus à Iquique, attirés par la prospérité de la ville, la perçoivent principalement à travers le prisme de son activité économique (50% d'entre eux mentionnent les possibilités d'emploi offertes par la cité), il est assez étonnant de constater que les *Iquiqueños* « de souche » qui, pourtant, ont une pratique plus longue et plus complexe de la ville et, par conséquent, ont à leur disposition davantage de moyens de l'identifier, mentionnent eux aussi la ZOFRI (79%), les possibilités de travail (34%) et les grandes mines (34%) comme principaux traits distinctifs d'Iquique. Une péruvienne rencontrée dans le bus *Arica-Iquique* résumait assez bien ce qui semble être le sentiment général : « À Iquique, il y a beaucoup d'argent, et on peut s'y faire beaucoup d'argent ».

Il est vrai que cette activité économique est immédiatement perceptible dans le paysage urbain. Bien plus qu'à Santiago, Arica, voire Osorno, les chantiers dominent au visiteur de passage l'impression que la ville est en pleine expansion. S'ils ne sont, vraisemblablement, pas plus nombreux qu'ailleurs, ils sont en revanche beaucoup plus visibles, eu égard à la densité du tissu urbain. Le nouveau quartier de Cavancha est par exemple hérissé de grues, tout comme les nouveaux quartiers du sud d'Iquique. Il est certes vrai, et le récent crash sud-asiatique vient une nouvelle fois de le confirmer, que la prospérité de l'activité immobilière est parfois trompeuse. Il y a donc fort à parier qu'à Iquique, ce boom immobilier soit aussi spéculatif voire, proximité de la Bolivie oblige, cache des opérations de blanchiment de narcodollars (Observatoire géopolitique des drogues, 1996). Toutefois, ce qui importe ici n'est pas tant la richesse objective de la ville (avérée, du reste par d'autres indicateurs) que la perception subjective qu'en ont ses habitants et visiteurs. À Iquique, le spectacle est donné d'une ville qui croît, qui construit et se transforme : le port fonctionne à régime actif, où l'on voit toujours des porteurs en attente d'être déchargés ; la sortie est d'Iquique, qui grimpe à flanc de *cerro* vers la *pampa* donne à voir depuis n'importe quel endroit du centre, une *noria* de canchons. Ce même *cerro* est d'ailleurs un original support publicitaire nocturne : du coucher au lever du soleil, des milliers d'ampoules qui forment les lettres des mots *Marlboro, Johnson's, Nissan...* ou indiquent l'heure et la température dans la nuit, rappellent qu'Iquique est parfaitement intégrée à l'économie-monde.

l'extraordinaire variété des tâches qu'ils ont à effectuer, les deux principaux collaborateurs du maire Jorge Soria, soient un « responsable des relations internationales » et un « responsable du développement économique ». Le modèle iconographique et le vocabulaire officiels sont donc d'abord marchands, et semblent faire tache d'huile. Les discours des guides touristiques sont, par exemple, révélateurs de la diffusion de cette image hors l'enceinte des locaux de l'*Illustre municipalité*. Ainsi, lors d'une excursion dans la pampa organisée par une agence de voyages privée, notre guide débuta sa présentation de la ville par un rappel de ses taux de croissance démographique et économique, donna une estimation chiffrée du budget de la municipalité, pour attirer enfin notre attention sur le *Cerro Dragón*, très belle dune à la forme éponyme, et première curiosité véritablement touristique de notre voyage. De la même façon et alors, pourtant, que l'activité minière ne va avoir que relativement peu de répercussions sur l'économie locale, tant en termes de création d'emplois qu'en ce qui concerne d'éventuelles commandes adressées aux entreprises de la zone, les deux milliards de dollars d'investissements de la compagnie minière *Doña Inés de Collahuasi* sont cités par maints chauffeurs de taxis, impressionnés et gourmands, lorsqu'ils sont invités à parler de la ville.

Ce qui, à Iquique, frappe d'autre part l'observateur, est que cette grille de lecture et d'identification « économique » n'est pas uniquement utilisée pour faire référence à la ville. Le paysage est, lui aussi, « retraduit » en fonction de critères marchands. Le guide auquel il vient d'être fait référence, par exemple, crut bon d'ajouter à son commentaire géographique du *Cerro Dragón* que, celui-ci étant composé d'un sable particulièrement prisé en faïencerie, « sa valeur était estimée à plusieurs millions de dollars par les Japonais ». Cet homme n'était pourtant pas particulièrement obsédé par l'argent : trois *Iquiqueños* nous ont par la suite fait la même remarque à propos de cette précieuse dune. De la même façon, le manque d'espace habitable sur ce croissant littoral coïncé entre la mer et le Cerro est souvent mentionné par les *Iquiqueños* en termes péculaires : le prix des terrains augmente régulièrement depuis une quinzaine d'années. D'une manière générale, les éléments de paysage n'apparaissent que rarement dans les discours des personnes interrogées et, lorsqu'ils le sont, font l'objet d'une traduction en fonction de leur rôle économique et/ou de l'usage personnel qu'en ont les acteurs. La mer, par exemple, est plage, port, ou réserve halieutique en péril. Le *Cerro Dragón* s'escalade, et/ou vaut des millions de pesos... De la même façon, la pollution (toute relative) des rues du centre par les gaz d'échappement des camions et autres véhicules diesel est, elle aussi, prétextée à des références économiques : lorsqu'elles y font mention, les personnes interrogées en parlent comme d'une conséquence inévitable de la croissance forte, le prix à payer pour la prospérité, sans qu'il soit toujours très facile à l'enquêteur de percevoir si le *smog* est une calamité ou le signe distinctif de l'appartenance au « club des métropoles en expansion ».

On observe le même phénomène lorsque, dans les entretiens non directifs, les personnes interrogées rappellent l'histoire d'Iquique. S'il est parfois fait mention de la guerre du Pacifique, qui en fit une ville chilienne, tous les entretiens, sans exception, rappellent la succession des bours et dépressions économiques qui rythment l'histoire de la zone depuis plus d'un siècle. Nous avons d'abord cru que cette récurrence pouvait n'être qu'un biais de l'enquête, dû au fait que je me présentais à mes interlocuteurs comme un « économiste français ». Pourtant, nous avons eu droit à des discours similaires chez les personnes à qui nous avions omis de mentionner notre spécialité universitaire. Alors qu'il constitue un point central de l'historiographie chilienne, le combat naval d'Iquique, au cours duquel mourut le héros national Arturo Prat, n'a été cité que par un seul de nos interlocuteurs. La mort glorieuse du capitaine Prat a-t-elle eu, sans doute, moins de répercussions tangibles pour un *Iquiqueño* que les successifs bours du salpêtre, de la pêche, de la ZOFRI qui, chaque fois, ont profondément marqué la ville et ses habitants. On verra par la suite, qu'Iquique est aussi perçue, et identifiée à partir de l'expérience qu'en ont ses citoyens. Dans la mesure où le récent phénomène de croissance forte et continue bouleverse les conditions de vie et les pratiques de l'ensemble des *Iquiqueños*, il est concevable que ceux-ci pensent d'abord leur ville et son histoire en termes économiques.

« Nos sociétés ne seraient-elles pas de quelque façon prédisposées à des oscillations entre des phases d'intense préoccupation envers les affaires publiques, et d'autres presque exclusivement attachées au progrès individuel, aux objectifs du bien-être privé... la recherche d'une vie meilleure, le terme meilleure renvoyant avant tout à un bien-être matériel accru ? » (Hirschman, 1983, p. 14).

L'observateur étranger né pendant ou à la fin des Trente Glorieuses a tendance à l'oublier : en début de cycle long, les changements et transformations induits par la croissance économique sont énormes. Aujourd'hui, à l'heure où la France améliore ses routes, le Chili en ouvre de nouvelles. Quand une clinique européenne modernise ses blocs opératoires, c'est un dispensaire chilien qui se transforme en hôpital ; quand un employé clermonnois renouvelle sa voiture et monte en gamme, un *Iquiqueño* abandonne le transport en commun. Comme le souligne B. Guerttero à propos de la zone franche :

« Le train de la modernité dévasta Iquique et commença à la transformer en la ville que, secrètement, nous désirions tous... La transformation de l'identité locale peut être datée à partir du phénomène de la zone franche... La zone franche représente la matérialisation, mise à portée de la main, de la modernité, du sentiment d'être enfin un port, et non plus une petite rade » (Guerttero, 1997, pp. 295-296).

La récurrence des termes économiques dans les discours des acteurs, l'identification tronquée de la ville, réduite, dans notre sondage, à un pôle de croissance pourvoyeur

d'emplois, ne sauraient donc se comprendre sans avoir à l'esprit que, sans le boum économique, Iquique serait encore une cité moribonde, et qu'il s'y réalise, plus rapidement encore que dans le reste du pays, une ambition historique : le passage au développement. Nouveaux venus dans le monde de la prospérité et de la consommation de masse, les *Iquiqueños* traverseraient donc actuellement, pour reprendre l'expression d'A. Hirschman, une longue phase de « bonheur privé »⁹. On peut, certes, porter un regard critique sur la qualité de ce bonheur, voire brocarder les ambitions, parfois ingénues, des jaguars de l'Amérique Latine ; il reste qu'une croissance de 14% par an, une augmentation de 44% des emplois offerts en moins d'une décennie (Gobierno Regional, 1997), un doublement du parc automobile en trois ans (ZOFRI S.A., 1997), ne peuvent laisser personne indifférent.

« Là où se trouvent ma femme et mon boulot » : la vie privée pour percevoir la ville

Le voyageur qui arrive à Iquique par avion trouvera cette ville singulièrement laide, sale et poussiéreuse. Pour peu que son séjour s'y déroule de façon satisfaisante, il y a fort à parier qu'au moment de son départ, il garde surtout de la cité l'image de ses plages, le souvenir de tel petit restaurant en bord de mer, de cette maison du centre-ville si joliment restaurée... De fait, Iquique est, alors, toujours aussi laide, sale et poussiéreuse, tout comme la mer et les plages étaient présentes lors de son arrivée. La perception d'Iquique, comme, vraisemblablement, celle de nombreuses métropoles, nous semble donc le résultat d'une opération de sélection entre de multiples signes identitaires, dont le résultat peut varier selon l'état d'esprit du moment, mais aussi et surtout selon l'usage qu'on en fait de la ville ses habitants et visiteurs. En d'autres termes : j'identifie ma ville en fonction de ce qu'elle m'offre et de ce que j'y vis. Répondre à la question « *Qu'est-ce qu'Iquique ?* » revient donc souvent à répondre à « *Que fais-je à Iquique ?* ».

Poser que l'identification d'une ville dépend de l'identifiant peut sembler tautologique. Pourtant, avant que la quantité des observations ne fasse apparaître un certain nombre d'invariants, le rappel de cette évidence fut notre seul outil pour comprendre la diversité des discours tenus, lors des entretiens non directifs, sur cette ville, cité de province et métropole « au petit pied », tranquille et dangereuse, dont les habitants seraient parfois

⁹ La réflexion d'un chercheur du Centro de Investigaciones Económicas para América Latina (CIEPLAN) nous semble révélatrice de ce « déphasage », entendu au sens hirschmanien, entre les chiliens et les observateurs du Premier Monde. Alors que je lui évoquais ma perplexité devant la souscription sans nuance de ses compatriotes au modèle de l'américain way of life, cet ami nous rappela un peu sèchement : « Vous, (les européens), vous avez déjà eu votre période de croissance ».

battants ou assistés, travailleurs honnêtes et pervers. La vision idyllique des cadres de Santiago, ravis de retrouver une ville à échelle humaine, et dont la présence à Iquique répond à un plan de carrière soigneusement calculé, contraste par exemple singulièrement avec celle des *pumpinos*¹⁰, contraints de chercher un emploi dans ce qu'ils perçoivent encore comme une trop grande cité. De la même façon, à propos des *Iquiqueños*, le discours d'un leader patronal, pour qui la croissance de la ville ne repose que sur les seuls efforts¹¹ est à cent lieues du point de vue de cette avocate, qui rappelle que les autochtones ont joué fort intelligemment la carte de l'internationalisation de l'économie locale. Signalons en outre que ces visions plurielles de la ville ne sont pas simplement corrélées à quelque appartenance de classe, pour dépendre parfois des états d'âme du moment : néanmoins, ce fonctionnaire du gouvernement régional, dont le discours était trop empreint de mentions récurrentes au « caractère dépravé » (*sic*) des *Iquiqueños* pour ne point masquer quelque déconvenue personnelle, ou le patron de notre pension, plus ou moins escroqué par des amis avant notre venue et pour qui, alors, le principal critère d'identification d'Iquique était devenu « *le business et l'arnaque* ».

Les personnes interrogées sont, du reste, parfaitement conscientes de cet écart entre l'iconographie officielle et leur expérience personnelle de la ville. Lorsque, par exemple, on leur parle de la ZOFRI, certains individus jugent parfois bon de marquer leur distance vis-à-vis du modèle de consommation de masse dont elle est le symbole, à plus forte raison devant un enquêteur étranger susceptible de porter un regard critique sur les vertus du shopping comme art de vivre. En reconnaissant que la ZOFRI est un signe identificateur d'Iquique, tout en rappelant sa non-souscription au consumérisme local, notre interlocuteur indique qu'elle est une image officielle, et une expérience personnelle de la ville. Elle est une ville, elle est aussi « ma » ville : à mi-chemin entre ces deux pôles, les réponses au sondage constitueraient donc un compromis entre deux visions de la cité. Les mots et références économiques, même s'ils peuvent renvoyer aussi, on l'a vu, à la sphère privée, font trop partie de l'image officielle d'Iquique pour ne pas être mentionnés. La ZOFRI, les opportunités d'emploi, la mine, sont le dénominateur commun d'expériences urbaines et d'espérances plurielles. En revanche, par le choix de mots faisant directement référence à la qualité de vie, ou à la vie privée, les personnes de notre échantillon rappellent qu'Iquique est aussi leur ville, « *là où sont la femme et le boulot* ».

¹⁰ Le *pumpino* est, à l'origine, un salarié des grandes compagnies d'extraction de salpêtre (les *oficineros salitreños*) situées dans la dépression intérieure appelée la *pompa*. Il pouvait venir des petits villages avoisinants comme de toutes les campagnes pauvres du pays, voire de Bolívar ou du Pérou. Par extension, on appelle aujourd'hui *pumpino* tout nouvel arrivant en provenance d'une zone rurale.

¹¹ L'*ufuertero* est un chilien non originaire d'Iquique.

Ainsi, parmi les sept mots et/ou concepts les plus fréquemment mentionnés, on retrouve, pour l'ensemble de la population, « plage », et « climat », pour les *Iquiqueños* de souche, « plage, climat, là où se trouve ma maison ». Ces réponses nous semblent d'autant plus révélatrices que, lorsque nous avons présenté le questionnaire aux personnes de notre échantillon, nous avons bien insisté sur le fait que celles-ci avaient à choisir les mots qui faisaient d'Iquique une ville particulière, un endroit unique. Quand on sait que le Chili possède 5 200 km de côtes, dont près de 2 500 km de plages, qu'on retrouve le climat du Norte Grande sur au moins 1 300 km de littoral et dans une bonne cinquantaine de villes, ports et stations balnéaires, force est de constater que certains des critères choisis sont tout sauf distinctifs. D'ailleurs, les signes qui appartiennent vraiment à la culture locale (« ZOFRI, Cerro Dragón, maisons de bois, Soría, berceau du socialisme »), ont été mentionnés, à l'exception de la ZOFRI, par seulement 25%, 12%, 10%, et 1% respectivement des personnes interrogées. Le plébiscite de la zone franche n'infirme pas non plus notre propos : la ZOFRI est polysémique et, pour de nombreux *Iquiqueños*, est moins distinctive qu'elle ne renvoie à un complexe ensemble d'expériences vécues.

Le choix n'implique pas, d'ailleurs, une méconnaissance, voire un refus, des autres critères d'identification proposés. Par exemple, il nous a souvent été signifié par les personnes interrogées qu'Iquique était l'ensemble des seize mots parmi lesquels elles avaient à choisir. La liste que nous avions proposée n'était, d'ailleurs, qu'une infime partie de l'ensemble des référents historiques, géographiques et culturels qui permettent de définir Iquique. B. Guerrero par exemple, consacre plus de trois cents pages à sa tentative de reconstruction exhaustive d'un tel système (Guerrero, 1997). Il en a d'ailleurs tiré une pièce de théâtre, jouée pendant l'hiver austral, qui aurait été vue par plus de dix mille *Iquiqueños*, soit un habitant sur vingt. En d'autres termes : les citoyens d'Iquique ont à leur disposition un très grand nombre de critères pour identifier et reconnaître leur ville. Toutefois, lorsqu'il s'agit d'extraire « l'essence » de leur cité, les signes choisis sont, outre ceux qui tiennent du discours officiel, ceux qui renvoient à la vie privée, et à la manière d'y vivre. Les commentateurs des personnes interrogées sont, une nouvelle fois, particulièrement instructifs : cette habitante du quartier d'Alto Hospicio est l'une des rares à conserver « Soría », parce que, dit-elle, « le maire a fait beaucoup pour son quartier » ; à l'inverse, ce tetrassier lucide du centre ville élimine « grandes mines » parce qu'« il sait que les grandes compagnies ne recrutent pas de personnel à Iquique ». L'identification d'une ville est affaire d'égotisme.

La greffe réalisée par le général Pinochet semble avoir pris, au-delà de toute espérance. Avec la loi de zone franche, la dictature militaire a permis à Iquique de

devenir le principal pôle de croissance et la véritable capitale de la première région. La création de la ZOFRI marque ainsi l'entrée d'Iquique dans un nouvel âge d'or, fondé sur la consommation de masse et l'insertion de la ville dans le village planétaire. À l'image de son nouveau quartier de Cavancha, l'ancienne capitale du salpêtre croît, spéculé et attend des lendemains qui chantent. Au commencement était la zone franche... par une singulière ironie de l'histoire, le berceau du syndicalisme chilien, lieu de mémoire de la gauche nationale, s'identifie aujourd'hui presque exclusivement à ce que l'on peut considérer comme l'un des plus parfaits symboles du néolibéralisme triomphant. La vitrine du « Chili qui gagne » parle aujourd'hui d'argent et de vie privée. Le jus de goyave ou les maisons de bois de la rue Baquedano font, certes, encore sens pour de nombreux *Iquiqueños*, toutefois, lorsqu'il s'agit d'extraire l'essence de la ville, une seule et même phrase revient toujours : « Iquique est la ZOFRI ». Moteur de croissance, objet identitaire d'Iquique et origine de son troisième âge d'or, la ZOFRI est enfin un modèle du développement à venir. Après avoir été le centre commercial de la première région, la ville rêve aujourd'hui de devenir le supermarché de l'Amérique Latine. Iquique ne détrônera sans doute jamais Miami. Toutefois, ses infrastructures, son urbanisme ostentatoire, sa position privilégiée, si loin de Santiago et si près du Mercosur, l'expérience acquise enfin grâce à la zone franche autorisent les espoirs les plus fous. Après avoir transformé le petit port moribond en capitale régionale, la ZOFRI pourrait ainsi être à l'origine de la métamorphose d'une ville moyenne en petite métropole.



Recherche 

5 | 2008-2

Néotoponymie

Formes et enjeux de la dénomination des territoires émergents

Sous la direction de **Frédéric Giraut et Myriam Houssay-Holzschuch**

INDEX

Auteurs

Mots-clés

TOUS LES NUMÉROS

DERNIERS NUMÉROS

14 | 2011-2
Varia

NUMÉROS EN TEXTE INTÉGRAL

13 | 2011-1
(Géo)politique du sexe

12 | 2010-3
Les théories de la
Géopolitique

11 | 2010-2
Fragmentation/Balkanisation

10 | 2010-1
Les axes du débat public
urbain

9 | 2009-3
Fronts écologiques

8 | 2009-2
Les pouvoirs dans la ville

7 | 2009-1
L'État en Afrique

6 | 2008-3
Marquages territoriaux et
reconnissances
communautaires dans
l'outre-mer français

5 | 2008-2
Néotoponymie

4 | 2008-1
Varia

3 | 2007-3
Démocratie, territoires,
élections

2 | 2007-2
Les périphéries de l'Union
européenne

1 | 2007-1
Nouveaux enjeux, nouvelles
approches

COMPLÉMENTS

Sommaire des numéros de
L'Espace Politique

Bibliographie internationale
de géographie politique et
géopolitique

Comptes rendus

PRÉSENTATION

FRÉDÉRIC GIRAUT ET MYRIAM HOUSSAY-HOLZSCHUCH

Néotoponymie : formes et enjeux de la dénomination des territoires émergents [Texte intégral]

New regionalism, new place names: the stakes of neotoponymy

STÉPHANIE LIMA

L'émergence d'une toponymie plurielle au Mali [Texte intégral]

FRANCINE ADAM

L'Autorité et l'autre [Texte intégral]

Parcours toponymiques et méandres linguistiques au Québec

SAÏD BOUJROUF ET ELMOSTAFA HASSANI

Toponymie et recomposition territoriale au Maroc : Figures, sens et logiques [Texte intégral]

Toponymy and Territorial restructuring in Morocco: Figures, Meaning and Logics

CÉDRIC AUDEBERT

Acteurs et enjeux de la néotoponymie des territoires ethniques des grandes métropoles aux Etats-Unis : l'exemple de Miami [Texte intégral]

Players and stakes of neotoponymy of ethnic neighborhoods in the U.S. metropolis : the case of Miami

PIERRE-ANTOINE LANDEL ET NICOLAS SENIL

Les nouveaux territoires et leurs noms entre projet et compétitivité : le cas des " pôles d'excellence rurale " [Texte intégral]

New territories and their names between project and competitiveness : the case of "Pôles d'Excellence Rurale"

GUILLAUME BAILLY

Nommer les espaces de coopération intercommunale [Texte intégral]

Naming French local governments associations

ROMAIN LAJARGE ET CLAUDINE MOISE

Néotoponymie, marqueur et référent dans la recomposition de territoires urbains en difficulté [Texte intégral]

ANNE-LAURE AMILHAT SZARY

Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions sur les modifications de la carte administrative chilienne [Texte intégral]

Can territories without names be without qualities ? Toponymic reflexions on recent modifications of the Chilean administrative map

Anne-Laure Amilhat Szary

Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions sur les modifications de la carte administrative chilienne

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Centre pour l'édition électronique ouverte

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Anne-Laure Amilhat Szary, « Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions sur les modifications de la carte administrative chilienne », *L'Espace Politique* [En ligne], 5 | 2008-2, mis en ligne le 17 décembre 2008. URL : <http://espacepolitique.revues.org/index327.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Département de géographie de l'université de Reims Champagne-Ardenne

<http://espacepolitique.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://espacepolitique.revues.org/index327.html>

Ce document PDF a été généré par la revue.

Tous droits réservés

Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions toponymiques sur les modifications de la carte administrative chilienne¹

Anne-Laure AMILHAT SZARY

Université de Grenoble / CNRS PACTE - UMR 5194
anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

Résumé

Pendant des années, la décentralisation chilienne a été critiquée pour son manque de représentativité démocratique. Puis, en deux points du pays, à l'extrême nord (Première Région dite de Tarapaca) et au sud (Dixième Région des Lacs), le régionalisme a pris des formes séparatistes : des anciennes provinces, dont l'importance avait été grandement atténuée par celle accordée aux régions qui les englobaient, ont réclamé leur indépendance. Celle-ci leur a été accordée fin 2007 à la suite d'un arbitrage politique rapide, permettant en peu d'années ce qui pouvait sembler invraisemblable : la modification de la carte administrative du pays établie pendant la dictature. A l'heure des premiers bilans, l'impact de ce bouleversement apparaît plus important qu'on ne l'escomptait et ce, du fait d'un enjeu toponymique. Les deux nouvelles régions perturbent la numérotation en usage pour désigner les entités territoriales chiliennes : depuis 2007, il n'est plus possible de continuer à désigner les régions par des chiffres romains, puisque les nouveaux numéros s'intègrent mal dans l'ancienne progression nord/ sud. Malgré le choix de noms les plus neutres possibles pour les nouveaux territoires, l'introduction d'un débat toponymique apparaît comme la marque d'une certaine reconquête de la démocratie locale.

Mots-clés

Chili, régionalisation, nouvelle carte administrative, démocratie locale, participation, toponymie de marché

Can territories without names be without qualities ? Toponymic reflexions on recent modifications of the Chilean administrative map

During years, democracy in Chile has been criticized for its lack of democratic representativeness. Then in two points of the country, the extreme north on one side (First Region called Tarapacá Region) and the south on the other side (Tenth Region of The Lakes), regionalism has taken a separatist trend: previous provinces, which importance had long been undermined by their surrounding regions, have claimed their independence. They have won the latter in 2007, after a very quick political arbitration, allowing in a few years what had long seemed impossible : the modification of the administrative map of the country established during the dictatorship years. When it comes to first balances, the impact of this change appears more profound than had been foreseen, and because of a toponymy issue. The two new regions interfere strongly with the numbering that what used to refer to the Chilean administrative units: since 2007, it is no longer possible to go on using the Roman numbers as before, since the new numbers do not fit the old north / south progression. Despite the very ordinary quality of the chosen names for the new territories, the introduction of a toponymy debate appears as the sign of a certain progress on the front of local democracy.

Key words

Chile, regionalization, new administrative maps, local democracy, participatory processes, market toponymy

Pour mieux comprendre l'enjeu du nom des territoires, nous nous appuyons sur le cas du Chili qui, depuis près de trente ans, a bâti un processus de décentralisation sur des entités régionales mieux connues par leur numéro que par leur nom. Le contexte chilien est, par certains aspects, proche de celui de la France dans la mesure où les hiérarchies des territoires administratifs y sont relativement semblables. Il en diverge du fait d'un positionnement dans les « Suds », lequel détermine des conditions où le binôme participation / représentation diffère grandement (Giraut & Vanier, 2006).

Les régions chiliennes en vigueur aujourd'hui sont loin de faire l'unanimité et, depuis leur création en 1974, nombreuses sont les voix pour réclamer une décentralisation plus poussée. Le « cas chilien » présente ceci d'étonnant que la Junte militaire qui prit le pouvoir en 1973 fit figurer la réforme administrative et le re-découpage du territoire du territoire parmi ses priorités. Les raisons de cette exception territoriale ont été largement discutées (Grenier, 1984 ; Guerrero, 1984 ; Amilhat-Szary, 1999, 2000 et 2001). Il s'agissait d'une part d'assurer le quadrillage serré de l'espace national pour en assurer la sécurité intérieure, par la création de treize entités régionales et à la communalisation des espaces périphériques de faible densité, notamment aux frontières andines. D'autre part, il s'agissait de mettre le pays dans des conditions propices pour appliquer le modèle économique néolibéral que les conseillers de Pinochet, les *Washington Boys*, initièrent dès la prise du pouvoir. Les gouvernements de ce qu'il est convenu d'appeler, au Chili, la « transition démocratique », ont tenté depuis le début des années 1990 d'insuffler de la démocratie dans ce système. Les avancées ont été rapides au niveau municipal, mais limitées au niveau régional dans la mesure où les Intendants de région restent nommés par le président de la République. Ils gouvernent principalement avec leur cabinet régional dont ils nomment à leur tour les membres, un conseil régional consultatif (élu depuis mars 1993 au suffrage indirect) accompagnant ce dispositif décentralisé.

La teneur politique du débat sur les carences de la décentralisation chilienne a toutefois profondément évolué. La dénonciation de l'absence de représentativité du système hérité de la Junte a laissé la place, en deux points du pays, à l'extrême nord (Première Région dite de Tarapaca) et au sud (Dixième Région des Lacs), à un régionalisme aux accents séparatistes : des anciennes provinces, dont l'importance avait été grandement atténuée par celle accordée aux régions qui les englobaient, ont réclamé leur indépendance.

Ce renversement de paradigme est en train de débloquer tout le processus de décentralisation. La multiplication d'instances participatives dans les territoires a conduit au renouvellement des revendications politiques locales, permettant en peu d'années ce qui pouvait sembler invraisemblable : la modification de la carte administrative. Le résultat ne laisse pas de surprendre : si la création de deux nouvelles régions fin 2007 remet en cause l'édifice général, c'est, bien plus qu'il n'y paraît, du fait d'un enjeu toponymique. Les deux nouvelles régions prennent en effet la suite des régions existantes dans la numérotation d'ensemble, soit les numéros XIV et XV... ce qui fait perdre son sens à l'édifice symbolique que représentait la carte antérieure. Le Chili étant filiforme (4 000 km du nord au sud), on l'avait découpé en tranches parallèles mer / cordillère numérotées de « haut en bas », mais cette numérotation n'avait de sens que dans une vision à petite échelle du pays. L'usage de chiffres romains était supposé rendre à ces entités la majesté d'un nom usurpé. L'irruption d'une quatorzième région au centre du pays et d'une quinzième région au nord de la première et (XIVème Région de Los Ríos et XVème Région de Arica et Parinacota) fait perdre son sens à l'ensemble. L'exception réservée jusqu'alors à la Région Métropolitaine, la seule à porter plus souvent son nom que son numéro (n°XIII, donc échappant déjà à la logique de progression nord-sud) se trouve élargi aux deux nouvelles entités.

C'est à partir de cette perturbation, provoquée apparemment par un désordre numérique, que nous nous proposons de relancer le débat sur le statut de la toponymie dans les « Suds ». L'« anomalie »

chilienne qui consiste à passer par les chiffres pour nommer l'espace nous servira de révélateur pour interroger les conditions de la négociation politique des rapports de force locaux et l'évolution des rapports centre-périphérie. L'hypothèse de travail peut être formulée de la façon suivante : il existe bien des territoires « de projet » dans les « Suds », c'est-à-dire dans des pays où les normes de la démocratie occidentale ont été importées, mais leur statut diffère grandement du fait de conditions de négociations territoriales distinctes. On cherchera ainsi à comprendre ici les façons de générer le local, de s'approprier en le territoire en le nommant, dans une

perspective comparatiste. Nous reviendrons tout d'abord sur les circonstances de l'émergence des régions nouvelles, en mettant l'accent sur la Région septentrionale d'Arica et Parinacota (n°XV). Cela afin d'ouvrir la réflexion théorique sur les enjeux de la fabrication toponymique contemporaine. Enfin, nous tenterons de faire le bilan de cette invention territoriale à la chilienne, pour voir en quoi l'évolution des procédés toponymiques a, ou pas, bouleversé tout l'édifice politico-administratif du territoire chilien.

Numéro	Nom
XV	Région d'Arica et Parinacota
I	Région de Tarapacá
II	Région d'Antofagasta
III	Région d'Atacama
IV	Région de Coquimbo
V	Région de Valparaíso
VI	Région du Libertador General Bernardo O'Higgins
RM (XIII)	Région Métropolitaine de Santiago
VII	Région du Maule
VIII	Région du Biobío
IX	Région de l'Araucanie
XIV	Région de los Ríos
X	Région de los Lagos
XI	Région Aisén, du General Carlos Ibáñez del Campo
XII	Région de Magellan et Antarctique chilien

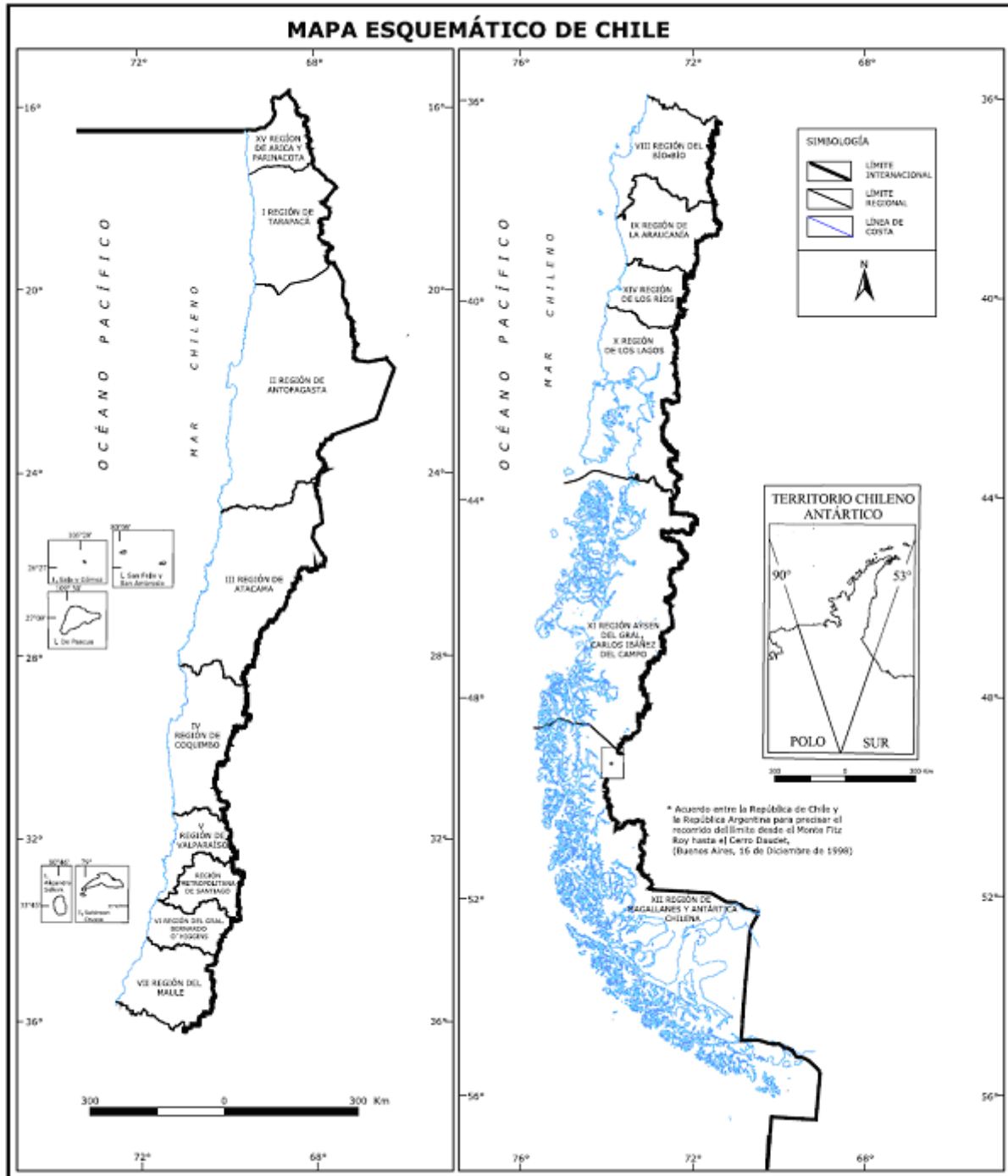
Figure 1. La numérotation perturbée des régions chiliennes, du Nord au Sud

Le tracé de deux nouvelles entités régionales au Chili : rupture de paradigme dans l'aménagement et la démocratie des territoires ?

La remise en cause de la carte administrative chilienne pour permettre l'exceptionnalité que représente la sécession de deux territoires autorisés à accéder au statut de Région procède d'un contexte politique exceptionnel, sur lequel nous revenons ici.

Les processus de créations régionales

L'élection de Michelle Bachelet à la présidence du Chili, fin 2005, a semblé représenter un tournant important dans la vie politique de ce pays. Son investiture ouvrait en effet une ère de promesses de « ruptures dans la continuité » dont le changement territorial en cours de discussion n'est qu'une illustration (Garate, 2007). Mme Bachelet fut élue au nom de la « Concertation », regroupement de partis de gauche et centre-gauche qui a gouverné le pays



Carte 1. Découpage administratif du Chili, 2007

depuis le départ du dictateur Pinochet (élections en 1989, investiture du nouveau Président Patricio Aylwin en mars 1990).

Ricardo Lagos (PS), président entre 2000 et 2006, obtint en 2004 les modifications de la Constitution (promulguée en 1980 sous Pinochet) nécessaires à toute évolution du nombre de régions du pays. Mais ce n'est qu'à la fin de son mandat (sept. – déc. 2005) qu'il mit véritablement en œuvre le processus menant à la création de nouvelles entités. L'acceptation du projet fut rapide : les députés votèrent en ce sens, le 19 avril 2006, à une quasi unanimité. Deux bus de personnalités régionales affrétés par la municipalité d'Arica avaient fait le déplacement pour appuyer le vote : l'extérieur du Congrès résonnait des accents de l'hymne de la ville, ponctué par le slogan « Arica,

toujours Arica, toujours Arica jusqu'à mourir ». A la chambre haute, la majorité fut très importante aussi, le 6 décembre 2006.

Il revint donc à la Présidente M. Bachelet de signer, le 23 mars 2007, le décret promulguant la loi créant la Région d'Arica et Parinacota, lors d'une cérémonie organisée à Arica. La loi prévoyait l'entrée en vigueur du nouveau découpage 180 jours après sa publication au journal officiel, soit à l'automne, ce qui devait générer un casse-tête institutionnel du fait de la non coïncidence avec le calendrier administratif et budgétaire. Le gouvernement nomma au plus vite un « Délégué présidentiel » chargé de construire l'institutionnalité de la nouvelle région. Il revint à Luis Cornejo, personnalité locale, ancien membre du gouvernement régional de bâtir l'administration

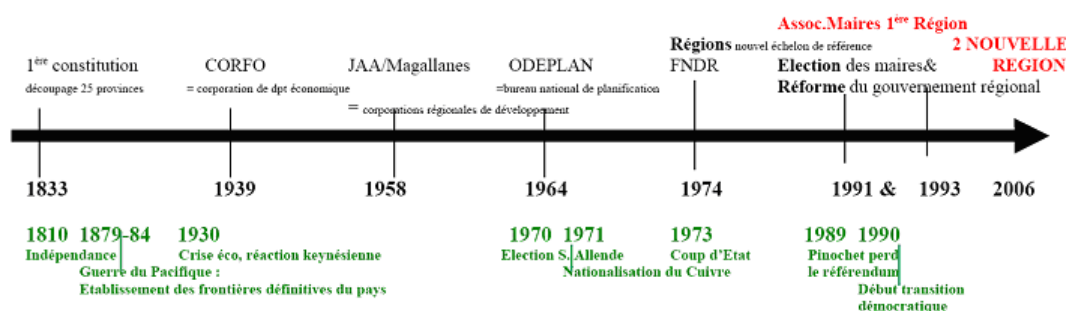


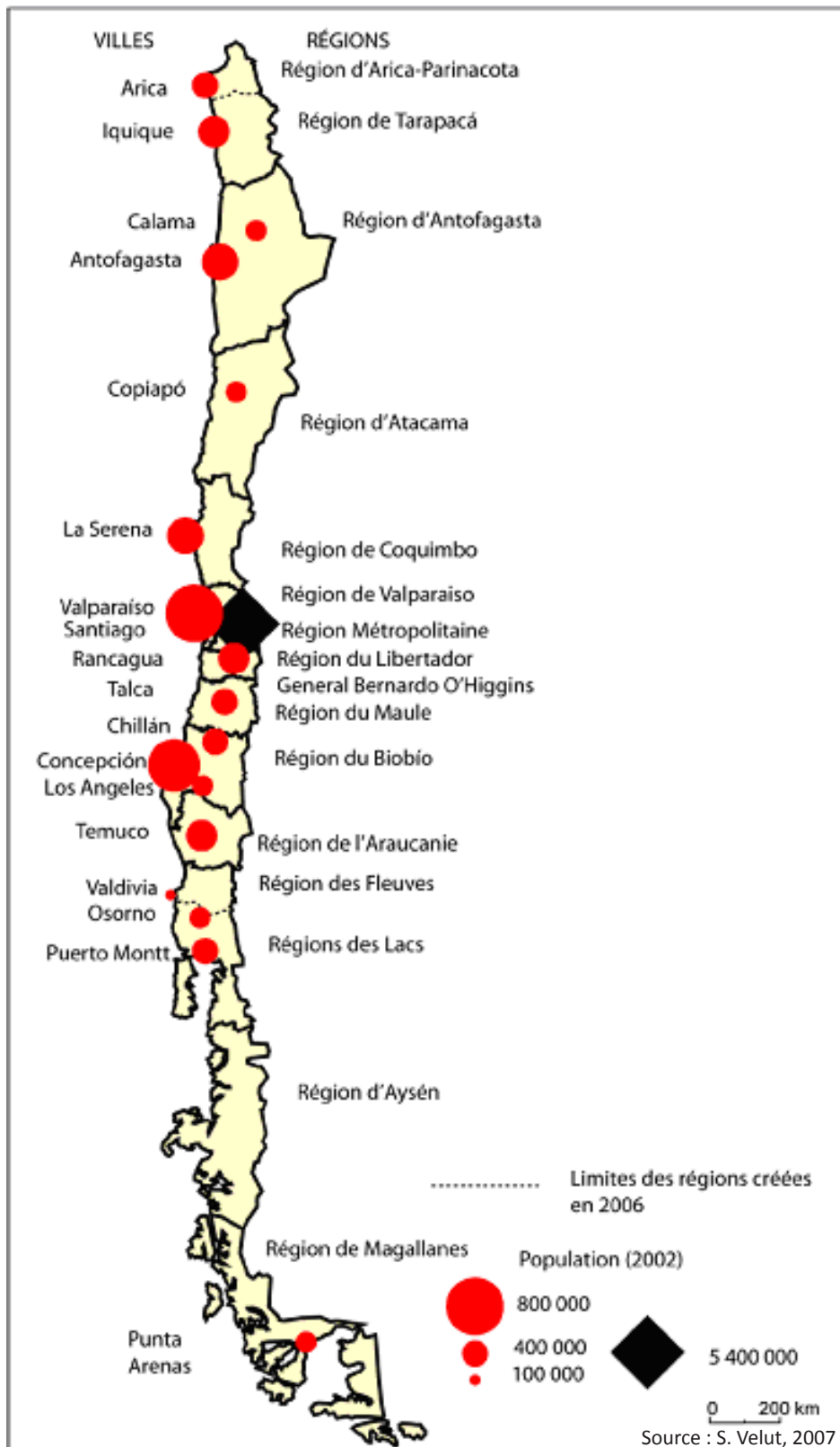
Figure 2. La flèche du temps de l'aménagement du territoire au Chili

à venir avec l'appui des fonctionnaires des régions préexistantes — « régions mères » vis-à-vis de leurs « régions-filles »² — ce qui n'était pas sans poser problème puisque les fonctionnaires de la nouvelle entité, dotée d'un budget propre limité, ne pourraient être recrutés qu'à la date d'entrée en vigueur du nouveau découpage.

Le parcours vers l'autonomie régionale suivit une chronologie parallèle dans le Sud, menant M. Bachelet à promulguer la XIV^{ème} Région de « Los Rios », le 16 mars 2007, lors d'une cérémonie sur le Paseo Libertad de la ville de Valdivia.

Un héritage politique ambivalent : berceau du mouvement ouvrier et lois d'exception du traitement des zones extrêmes

La mobilisation de la société civile que traduit en partie l'émergence de deux nouvelles régions chiliennes est liée à des contextes politiques fort distincts. Dans le Sud, il semble que la partition de la X^{ème} Région de Valdivia corresponde à un cas de rivalité entre deux bourgeoisies rurales, structurées à partir de leurs chefs-lieux. Il ne s'agirait en somme « que » de revenir sur un regroupement forcé, non démocratique, entre deux véritables territoires préexistants.



Carte 2. Localisation des nouvelles régions d'Arica-Parinacota et de Los Rios

La situation dans le Nord est plus complexe d'un point de vue historique. Il s'agit d'une région aux enjeux géopolitiques complexes, de confins gagnés par le Chili sur le Pérou à l'issue de la Guerre du Pacifique (1879-83). Cette ancienne province péruvienne n'a été officiellement rattachée au Chili qu'en 1929 ; curieusement, la partition administrative en cours n'est pas de nature irrédentiste et ne semble pas réactiver l'ancienne frontière, du point de vue chilien du moins. L'incidence de cet héritage réside sans doute dans la préoccupation du pouvoir central à arrimer des périphéries potentiellement centrifuges, surtout lorsque leur situation économique était difficile (la province d'Arica a bénéficié des retombées de l'économie de l'extraction des nitrates alors que les gisements étaient plus au sud). Lorsque l'exploitation des nitrates perdit sa rentabilité, après 1945, le gouvernement central lança une série de mesures d'exception territoriale. La première fut, dès 1953, l'autorisation de franchises fiscales : par la déclaration d'Arica, le Président Carlos Ibañez del Campo octroyait à Arica le statut de port franc (« puerto libre »). La dynamique de développement qui suivit fut telle que ce dernier étendit les franchises à tout le département à partir de 1958. Puis, le 24 septembre 1958, fut promulguée par le Président Jorge Alessandri, la "Loi Arica" qui donnait une traduction politico-administrative à cette dynamique industrielle en autorisant la création d'un nouvel organisme d'autogestion financé par l'autorisation exceptionnelle de gestion locale des impôts : une corporation de droit public, la *Junta de Adelanto de Arica* (JAA). Au-delà de son rôle d'aménagement et de construction des grandes infrastructures (port, voirie, université, stade olympique...), celle-ci représente une référence historique en matière d'innovation territoriale (subsidiarité fiscale et politique). Cette loi fut modifiée en janvier 1962 par un texte complémentaire qui précisait des normes d'importation et d'exportation valables pour Arica mais aussi pour les provinces de l'autre extrémité du pays (Chiloé, Aysen y Magallanes). Ce rapprochement du traitement des « zones extrêmes » du Chili devait devenir une norme de l'aménagement du territoire dans les années suivantes.

La JAA fonctionna parfaitement jusqu'en 1973 mais sa liquidation fut prononcée par la Junte en 1976.

Le déclin industriel de la ville suivit la suppression des franchises et leur transfert, moyennant d'autres modalités, vers la nouvelle zone franche d'Iquique (Amilhat Szary & Deler, 2000). C'était aussi la fin d'une expérience unique de développement par le haut qui aboutit à un projet endogène fort : la JAA avait paradoxalement mené à un retrait de l'Etat central jamais renouvelé depuis. Le discours régionaliste proclame que, depuis cette époque, la décentralisation véritable a été perdue de vue : « *les politiques contradictoires du Gouvernement Central n'ont cessé de menacer le maintien de ces objectifs, ce à quoi s'est ajoutée la perte du consensus qui a caractérisé la communauté locale pendant des décennies, du fait de la polarisation politique développée entre le milieu des années 1960 et celui des années 1990* »³. La JAA garde la réputation d'avoir pu permettre une expérience de redistribution locale des dividendes de la croissance hors du commun. L'extrême nord du pays resta ensuite soumis à un interventionnisme mesuré et traité comme une périphérie exploitée. De territoires « extrêmes » (*extremos*), ces espaces devinrent des territoires « éloignés » (*aislados*). On passa des années 1980 aux années 1990 de la notion très militaire de « frontières intérieures » à celle de territoires méritant un effort d'investissement public au titre de l'« équité territoriale » (Chile & Jefe, 1994; Chile & Jefe, 1995)⁴.

En ce qui concerne le Nord du Chili, l'appareil législatif a beaucoup fonctionné, sans résultat majeur. Deux "lois Arica" (Arica 1 du 23 octobre 1995 et Arica 2 du 5 mai 2000) ont mis en place des systèmes de franchises étendues. Ces facilités financières et qualitatives prirent la forme de fonds destinés à stimuler l'innovation, notamment dans le domaine agricole et de la transformation des produits de la mer. Elles furent complétées par des investissements publics conséquents dans la loi Arica 2 : modernisation de l'aéroport d'Arica et amélioration de la route de col menant à la Bolivie (par le passage frontalier de Tambo Quemado). Cependant, ni le jeu du marché auquel la région a été soumise entre 1973 et 1989, ni cette accumulation législative corrective menée depuis 1990 n'ont véritablement infléchi la situation de crise économique qu'a traversé cette partie du Chili. Le dernier type de mesures, de nature politique

cette fois (mis en place par le CIDEZE, Comité Inter-ministerial para el Desarrollo de Zonas Extremas, dépendant de la SUBDERE), semble, en revanche, avoir eu plus d'impact. Le Comité a suscité, à partir des années 2000, la mise en place de Corporation pour le Développement des Provinces (*Corporaciones para el Desarrollo de las provincias*). Il s'agit d'entités dotées d'une personnalité juridique et dont les membres proviennent des secteurs public et privé : y participent les représentants des gouvernements locaux, des associations, des syndicats, des chambres consulaires, des associations professionnelles, des comités de quartier, etc. La *Corporacion d'Arica* enregistrée en octobre 2001 a joué un rôle essentiel dans la promotion de la nouvelle région, et d'une façon plus générale, le CIDEZE a accompagné facilité l'émergence des nouvelles régions.

En ce qui concerne le Nord du pays, on saisit mieux à la lumière de ces rappels historiques combien la période de développement industriel a marqué l'histoire régionale d'une aura de gloire fordiste. Le lieu de structuration du mouvement ouvrier chilien ne se situe pas à proprement parler dans la région d'Arica, mais légèrement au sud, dans l'espace d'exploitation des nitrates, où est né le parti communiste chilien, accompagné par une nébuleuse de mouvements anarcho-syndicalistes (Illanes, 2003 ; Brunet, 2006). Il n'en reste pas moins que tout le Grand Nord chilien a constitué un traditionnel bastion de la gauche nationale, dans toute sa diversité (un petit parti alternatif comme le PPD, *Partido de la Democracia*⁵, y a trouvé un fief d'ancrage, offrant à son président Sergio Bitar une circonscription de sénateur entre 1994 et 2002). La mémoire de la geste politique locale tend à rapprocher la période de la JAA de cette tradition, dans une assimilation de deux périodes « héroïques ». Ces références rendent plausible toute revendication à l'innovation sur les confins malgré leur marginalisation politique ultérieure.

Inventer un territoire : le lobbying local

Le rappel de ces conditions historiques permet de comprendre mieux les possibilités d'émergence ter-

ritoriale dans un pays alors que le discours commun sur l'état des Régions laisse entendre qu'elles sont privées de tout fondement identitaire (Santana, 2001). La régionalisation ayant été imposée par un gouvernement autoritaire, avec des manquements évidents à la démocratie, les entités créées ne découlant pas de l'appropriation de leurs populations ne pouvaient prétendre à une quelconque qualité territoriale. La multiplication de projets autour de l'« identité régionale », que l'on a rencontrée dans tous les documents de stratégies des régions au début des années 1990 servait le plus souvent à illustrer l'absence de ferment collectif, puisque l'identité était présentée comme « à construire ». Une telle interprétation des réalités locales semblait bien réductrice, tant la mobilisation autour de ces projets pouvait susciter d'ateliers, de rencontres avec la population, etc. L'identité régionale ne préexistait peut-être pas dans toutes les treize entités créées, mais la volonté d'ancrer le découpage administratif dans une dynamique territoriale était bel et bien là (Amilhat Szary, 1999).

Dans le Nord, la partition revient sur les découpages antérieurs à la réforme de 1974. Un effort de démarcation n'a été nécessaire qu'à l'échelon inférieur : il a en effet fallu construire une pyramide administrative pour la nouvelle XVème Région, mais aussi pour ce qui restait de la lère. La XVème a repris sans le modifier le tracé des deux provinces qui faisaient sécession de la lère Région, celles d'Arica pour la côte et celle de Parinacota pour l'intérieur. La lère Région a dû en revanche se redéployer : initialement composée de trois provinces dont deux sécessionnistes, elle ne pouvait pas demeurer « mono-provinciale » au risque de diluer le sens des échelons administratifs. La décision a donc été prise de scinder l'ancienne province d'Iquique en deux, selon la même logique bipartite que dans la XVème Région : une province d'Iquique autour du littoral et une nouvelle province regroupant les communes de l'intérieur dénommée province du « Tamarugal ». Dans le *Norte Grande*, l'identité régionale dispose d'une base très distincte de celle des régions australes du Chili. Le désert d'Atacama représente une terre de migration, dans ses villes surtout, du fait des débouchés de l'extraction minière et des industries de sous-traitance,

mais aussi du fait de l'exode rural andin. L'identité s'y est donc construite par ajouts successifs, le substrat indigène n'étant valorisé que de façon très récente. Dans ce contexte, la ville d'Arica se distingue de ses voisines par la récurrence de la création de corporations de développement dans les années 1990, témoignant d'un certain engagement collectif des acteurs des secteurs productifs : on peut l'expliquer par l'héritage de la Junta de Adelanto ainsi que par l'esprit de corps qu'on peut trouver dans un espace frontalier disputé, mais aussi, plus simplement, par la nécessité de réagir collectivement à une situation de dépression économique longue.

La création de la Corporation de développement d'Arica et Parinacota en 2001, stimulée par la loi Arica 2 et la politique menée par le CIDEZE, a parfaitement répondu aux attentes des élites locales (cf. fig3). La réponse donnée par les pouvoirs publics fut légèrement en décalage avec les attentes locales de création d'une corporation de droit public comme la *Junta*. Il fut décidé de donner la personnalité juridique à une corporation territoriale, mais de droit privé. Elle regroupe en son sein des représentants de très larges pans de la société locale et est menée par l'entrepreneur Raúl Castro Letelier, « ariqueño » depuis 1973 — ce qui témoigne de l'influence du secteur privé dans cette institution. Ce dernier place la légitimité de la *Corporación* dans une continuité historique, tant du point de vue des mentalités (« Les gens ont recommencé à agiter des drapeaux qui dormaient, l'un deux justement fut cette aspiration, très justifiée, à avoir plus d'autonomie. »⁶) que de celui de l'action sociale. Il cite les premières corporations obtenues par les élites ariqueño au début des années 1990, son engagement dans une ONG appelée *Proyecto Arica* : « Nous ne voulons pas être à la galerie et observer ce que les autres font [de nous] » insiste-t-il⁷.

Des entretiens avec différents acteurs clés de l'émergence de la Région d'Arica-Parinacota permettent de mettre en évidence deux aspects du fonctionnement de la dynamique de projet de territoire :

- L'institutionnalisation du processus a permis à la population de retrouver un état d'esprit positif,

permettant d'espérer, donc de construire un avenir meilleur,

- L'invention de la région s'est accompagnée d'une réflexion sur la nature d'une telle entité : « nous ne voulions pas être une région, point à la ligne » ajoute encore R. Castro. Cette affirmation nous porte à nous interroger sur les enjeux politiques liés à la matérialisation de la revendication identitaire que représente la création d'une nouvelle entité territoriale. Elle ouvre aussi le débat sur l'originalité du cas chilien : peut-on répondre à une aspiration régionale par un changement de numérotation ?

La richesse de cette corporation apparaît sur la figure 4 (plus ancienne que celle moins intéressante du site web⁸), qui positionne les acteurs selon une typologie qui va au-delà de l'opposition public / privé.

Nommer pour créer : un effort toponymique du temps présent

Nom, identité, histoire

On entend couramment que le nom d'un territoire retranscrit son histoire : « La toponymie est une mémoire du vécu ; elle archive le territoire » (Blanc-Parmard, 1999). La collecte de noms de lieux apparaît dès lors comme une méthode en adéquation avec une géographie culturelle qui tente de comprendre le territoire en prenant en compte la complexité des représentations que ce nom véhicule. A ce titre, les toponymes révèlent un récit social qui mêle l'histoire et le mythe — « Les mythes fondateurs sont inscrits dans le territoire et la toponymie permet de situer les étapes par lesquelles la société s'est constituée » (Collignon, 1999).

L'approche traditionnelle de l'analyse toponymique a d'ailleurs souvent pris un tour étymologique (Gallois, 1908 ; Allard, 1996). Le décryptage des noms de lieux peut même avoir besoin de l'appui de la linguistique historique, qui intègre le vocable dans un réseau d'usages : « la forme de langue qu'a d'abord été le nom propre a vécu avant de se fixer » (Fabre,



Figure 3. Brochure de la CORDAP donnant la parole aux principaux artisans de la région en cours d'émer-

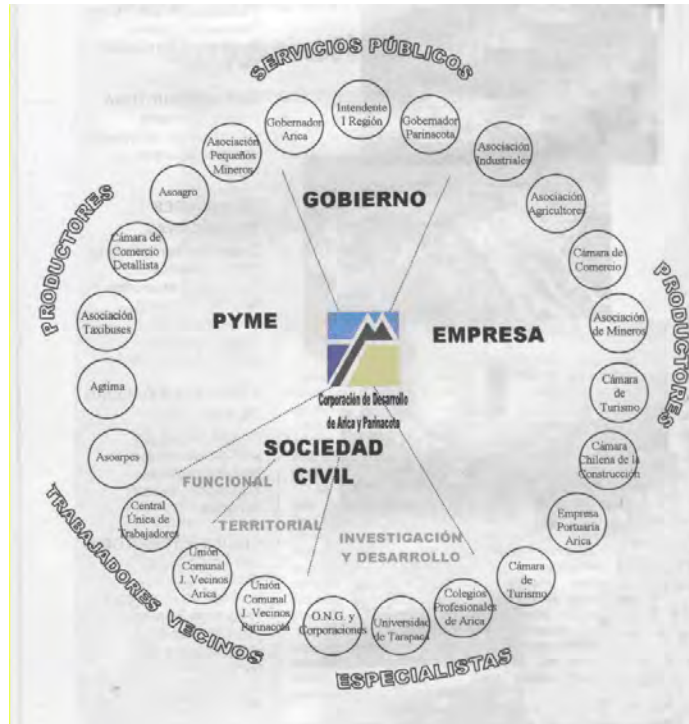


Figure 4. La CORDAP selon un prospectus de 2005, la nébuleuse des acteurs impliqués

1997). Il s'agit bien dans ce cas de questionner tous les enjeux de la nature du signe pour le positionner par rapport aux évolutions de la langue mais aussi par rapport à l'histoire de ses usages.

La recherche a, plus récemment, mis l'accent sur les conditions de la collecte toponymique et ses implications politiques. Béatrice Collignon, qui travaille depuis les années 1990 sur la géographie culturelle des populations inuit, est ainsi revenue sur le processus d'officialisation et de consignation écrite des noms de lieux. Elle a travaillé dans sa thèse à la connaissance du savoir géographique inuit, tout en participant à la reconnaissance officielle par l'Etat canadien de la série toponymique ainsi collectée. Sans dénoncer cet enregistrement qui a constitué la base nécessaire à l'établissement des cartes appuyant les revendications d'autonomie territoriale, elle souligne cependant « les risques inhérents à cette politique, et le paradoxe dans lequel elle place ceux qui la soutiennent et la mettent en oeuvre au nom de la sauvegarde d'une culture qu'elle contribue à transformer en la figeant » (Collignon, 2004). L'accent n'est plus mis sur l'identité inuit, mais sur les conditions politiques de sa mise en valeur, et sur le danger éventuel d'une désappropriation du territoire par la fixation / divulgation de noms de lieux qui n'avaient pas traditionnellement pour statut de jouer cette interface administrative.

L'exemple retenu pour les besoins de notre démonstration ne représente qu'un aspect des enjeux toponymiques : il s'agit en effet de réfléchir ici à l'attribution de noms affectés à des entités territoriales nouvelles, entrant dans la catégorie des « baptêmes » plutôt que dans celle des « recyclages », pour reprendre la terminologie de Martin de la Soudière (Soudière, 2004). Ce processus de « néologie » (ibid.) est caractéristique des procédures contractuelles d'aménagement du territoire en Europe et en France. Les noms des territoires chiliens qui nous intéressent semblent ne pas avoir plus de profondeur naturelle qu'historique. On sait que les toponymes naturels semblent garantis à la fois d'une neutralité politique et d'un souci de durabilité (Giraut, 2005) : or ici, les noms retenus restent des noms génériques : région

des « fleuves » (Los Rios) par exemple. On est très loin de la terminologie minutieuse qui caractérise la proximité des populations premières à leur milieu, dépeignant la nuance des écotypes. Dans le cas présent, la fonctionnalité politico-administrative semble primer sur toute autre préoccupation symbolique. Le nom n'est plus support privilégié d'identification, comme dans la toponymie traditionnelle, en milieu rural (Bromberger & Morel, 2001 ; Soudière, 2004) comme en contexte urbain (Bouvier & Guillon, 2001; Rivière d'Arc, 2001), il n'est qu'une étape de la formulation d'un projet identitaire.

Ce cas met bien en évidence la contradiction même de la fonction toponymique lorsqu'elle est appliquée à des territoires de projet. On est loin des noms de lieux historiques aux limites floues. Dans le Nord du Chili, le tracé importe tout autant que le vocable qui le porte — dans le sens élargi que l'on peut donner au terme de tracé : à la fois ligne et geste qui la dessine. Le nom signifie tout autant l'espace que le projet qu'il porte. Cette forme de « néologie » semble caractériser une nouvelle façon de faire du territoire, puisant ses modalités aux sources d'un aménagement fondé sur la négociation, le contrat, dont on retrouve l'expression aussi bien en France qu'en Europe que dans les Suds (Giraut & Vanier, 2006). A la différence des territoires de projets auxquels nous sommes habitués, qui procèdent de reformulations et redécoupages complexes (Giraut & Vanier, 1999), ce ne sont pas tant les limites du territoire qui comptent que son insertion dans un jeu multiscalair compétitif. On est bien au-delà d'un jeu de références, d'une toponymie jouant sur un « sentiment d'appartenance à des espaces, proches ou plus lointains, qui s'emboîtent et s'entrecroisent, et qui peuvent être perçus comme emblématiques, voire conflictuels. » (Bouvier, 2005). Ce que semble dire le nom des nouvelles Régions chiliennes, c'est leur positionnement par rapport à l'Etat central mais aussi par rapport aux territoires d'intégration continentale vis-à-vis desquels elles veulent négocier une meilleure insertion. Tout se passe comme si on observait ici la naissance d'une « toponymie de marché ».

Nom et projet

Les spécialistes insistent sur le fait que les noms de lieux sont rarement statiques : ils peuvent évoluer dans leur orthographe ou leur forme, ou bien uniquement dans les significations. Ce sont en effet des vocables performatifs au sens où ils portent un projet sur l'espace. Ils naissent ce que l'on a pu appeler une « motivation », c'est-à-dire la sélection d'une partie de la réalité telle qu'on la perçoit, auquel on fait porter un sens qui peut s'estomper par suite. Un même terme parfois fait l'objet de « remotivation » ultérieure (Bouvier, 1997).

Dans une vision dynamique de la territorialisation, l'apport du nom intervient au début du processus. Selon le géographe italien Angelo Turco, la territorialisation procède en trois étapes (in Debarbieux, 1997). La première est la « dénomination », la deuxième est la « réification » (« transformation de la matérialité naturelle en matérialité construite »), la troisième est la « structuration », « production de champs opérationnels à partir de l'aménagement. ». Bernard Debarbieux ramène cet effort d'intelligibilité de la complexité territoriale à la méthode structuraliste. On pourrait aussi travailler la toponymie dans une perspective barthienne du langage d'emboîtement du signifié et du signifiant (Barthes 1997)). Il s'agirait donc ici d'accorder une portée littéraire aux toponymes pour justifier leur analyse selon une compréhension langagière qui autorise des interrelations complexes entre le signifiant et le signifié, impliquant une mise en perspective culturelle mais aussi un jeu d'inter-référentialité. C'est placer la toponymie dans une perspective d'analyse idéologique des discours territoriaux (Di Méo, 1998 ; Giraut & Houssay-Holszchulch, 2008).

M. de la Soudière rapproche heureusement l'analyse toponymique de la recherche menée par Nicole Lapierre (2006) sur le statut du nom que l'on porte dans nos sociétés contemporaines : le don du nom tient lieu d'affirmation identitaire. La problématique du changement de nom, des personnes comme des territoires, pose en effet la question de l'affichage identitaire : par cette transformation, on veut signi-

fier à autrui un transfert de priorités tel qu'il justifie une rupture identitaire. Dans le cas chilien, la pauvreté onomastique souligne que l'intention dénominatrice importe plus que le nom lui-même.

Cette comparaison de deux formes de projets identitaires, à l'échelle personnelle comme à celle des territoires, permet en outre de ne pas trop s'arrêter sur l'un des débats récurrents de l'analyse toponymique, à savoir celui de la différenciation entre noms propres et noms communs. Dans un travail sur le passage de deux toponymes d'une classification à une autre, B. Debarbieux (1997) a bien montré, à propos de l'évolution historique et de la dispersion des noms « alpe » et « montagne », la relativité de ces deux catégories. Or, c'est l'intention qui nous intéresse ici, plus que le sens du mot choisi. Il semble d'ailleurs que les acteurs du processus chilien soient conscients de ces processus. Ainsi, malgré son attachement à la construction territoriale en cours, le président de la CORDAP estime que le nom de la Région qui émerge peut encore changer : « le nom est en suspens. Il peut changer à l'avenir »⁹. Ce qui semble importer pour les porteurs de ce projet, c'est de construire de la différenciation territoriale. Ils suivent en cela une démarche bien établie dans les politiques de marketing qui tendent à la fétichisation du nom : « Vendre de l'identité » c'est « vendre de la différence » (Guillebaud, 1999). Il faut donc se démarquer sans que les modalités de la différenciation ne constituent le cœur de l'investissement politique.

« La dernière sera la première »¹⁰ : le choix du nom

Nous n'avons fait jusqu'ici qu'allusion aux noms effectivement attribués aux deux nouvelles venues sur la carte des régions chiliennes. Le débat politique accompagnant la création des Régions s'est peu attardé sur l'aspect onomastique, comme le montre le titre frappant d'un éditorial du journal d'Arica revenant sur la numérotation : « La première sera la dernière ». Le journaliste en appelle au sentiment unitaire que produit l'attachement au chiffre qui a désigné, pendant plus de trente ans, les territoires du pays. Par un effet de transposition identitaire, le

phénomène d'appropriation s'est réalisé, comme parfois en France (avec le 9-3 par exemple), autour du chiffre plutôt que du nom. Il n'apparaît donc pas évident pour tout le monde que la nouvelle entité administrative puisse déroger à cette « tradition » récente. Néanmoins, cette brèche dans la constitutionnalité héritée de la dictature a représenté, pour de nombreux acteurs politiques, la perspective d'une évolution radicale du rapport politique aux territoires, une impulsion démocratique donnée à une « décentralisation » souvent dénoncée pour ses aspects purement économiques.

Les noms qui ont finalement été retenus sont peu originaux. Pour la XIV^{ème} Région, le référent orographique a été retenu (Région de *Los Ríos*, « des fleuves »), pour la XV^{ème} Région, on a choisi d'accoler les noms des deux provinces qui la composent (Région d'Arica-Parinacota). Il s'agit d'une procédure toponymique puisant sur un stock onomastique pauvre, à dessein semble-t-il. Pour le cas austral, le vocable retenu est générique, comme l'était le nom de la Région « mère » (Région n°X dite « des Lacs »): on se réfère à une situation de confluence plutôt qu'à un nom de cours d'eau en particulier, comme cela a souvent été le cas sur le territoire français. Il s'agit là de mettre en sourdine un conflit territorial entre trois pôles identitaires, Valdivia, Osorno, et Puerto Mont, qui a été résolu par une partition politique. Pour la région septentrionale, le nom retenu apparaît aussi comme le résultat d'une absence de choix: la reprise par apposition de deux toponymes pré-existants: Arica et Parinacota. Arica est le nom de la ville principale, il est porté par cette partie du pays depuis l'époque coloniale et a donc perduré malgré les évolutions politiques, dont le changement de souveraineté; Parinacota quant à lui est le nom du volcan qui domine cette partie des Andes. Son étymologie puise dans l'aymara, langue indigène. Les acteurs locaux sont, pour certains, conscients de l'inadéquation du nom retenu: « il ne va rester que Arica, Région d'Arica, parce que personne ne va utiliser Parinacota »¹¹.

En interrogeant les personnalités impliquées dans le lobbying régional, nous avons trouvé trace d'un

concours organisé autour du choix du nom de la Région à venir. Les conditions de cette initiative nous semblent révélatrices des rapports de force politiques s'exprimant dans la décentralisation chilienne. Il s'agissait d'une consultation publique lancée en septembre et octobre 2006 dont le but était de déterminer le nom du nouveau territoire. Le concours fut intitulé « Yo quiero que mi región se llame » (je veux que ma région s'appelle...), sachant que l'utilisation du pronom n'est pas obligatoire en espagnol, le recours au « Yo » soulignait l'aspect volontariste de la démarche et la recherche de l'engagement des habitants. Le cadre institutionnel de la démarche mérite d'être souligné: la consultation a été menée par les municipalités qui se sont approprié cette proposition de la SUBDERE. On se retrouve ici au seul véritable échelon de démocratie territoriale chilienne (remarquons au passage que la municipalité de la ville centre d'Arica se situe à droite sur l'échiquier politique depuis la fin des années 1990). La citation suivante illustre bien les conflits qui ont accompagné l'ébauche de ce débat: « Assigner un nom à la nouvelle région est un sujet dominant qui concerne tous les Ariquéniens, c'est pour cela que ce sont eux qui doivent se prononcer dans une action convoquée par le leader naturel de la ville qu'est le maire Carlos Valarce, qui vient d'être réélu à une vaste majorité » (...) « ceci est un rôle qu'il revient à la ville d'assumer. » [et non à la Corporation de Développement, CORDAP] (...). « Nous appelons à l'unité, mais nous croyons qu'il n'est pas correct d'assumer des paternités qui ne vous reviennent pas, dans un domaine où la seule chose que l'on recherche c'est d'avoir un nom qui représente réellement la région » nous dit le chef de Cabinet du maire¹². L'appropriation politique du choix du nom de la Région par un acteur différent de celui qui a promu sa création dévoile une partie du problème: il n'existe pas de tradition démocratique à l'échelle régionale au Chili, c'est donc au niveau municipal que les joutes se tiennent. Ces circonstances ont sans doute fortement pesé sur le choix final, dans la mesure où, même si des consultations parallèles ont été menées dans les communes de l'intérieur (Putre, General Lagos, Camarones), le poids démographique d'Arica (98% de la population de la nouvelle Région) n'a pas été sans influence.

L'enquête a été couronnée d'un relatif succès : près de 24 000 réponses ont été collectées. Néanmoins, ce processus participatif a été court-circuité puisque le nom a été attribué avant la fin de la consultation.

Malgré tout, le nom officiel reprend la proposition majoritairement exprimée, soutenue par 4 068 personnes (soit 17,2% des 23 707 réponses exprimées).

Figure 5 : Résultat de l'enquête d'opinion pour choisir le nom de la nouvelle région

Ordre de préférence	Nom lié au climat	Nom lié au relief	Nom lié à un nom de ville et/ou de province administrative	Nom lié à un personnage/ lieu historique	Nom lié à la culture aymara	Nombre de réponses	% des réponses exprimées
1			Arica Parinacota [*]			4068	17,2
2	Eterna primavera*					3125	13,2
3	del Sol					2210	9,3
4		del Chungara [*]				2135	9,0
5		del Lauca [◇]				1870	7,9
6		Parinacota [^]	Parinacota [^]		Parinacota [^]	1651	7,0
7		Pacífico				1578	6,7
8				General Ibañez del Campo [□]		1430	6,0
9				de San Marcos [♦]		1385	5,8
Autres propositions						4255	17,9

Certains noms figurent dans deux colonnes lorsqu'ils ressortent de deux champs sémantiques distincts, plus ou moins complémentaires.

^{*} Nom formé de l'apposition des deux provinces préexistantes, celle d'Arica portant le nom de son chef-lieu, celle de Parinacota portant celle du point culminant de la région, cf. ci-dessous.

*« Du printemps éternel », sachant que c'est la base du slogan touristique d'Arica qui se proclame depuis longtemps « ville du printemps éternel », du fait de son climat tropical sec attractif en hiver pour les habitants de la zone centrale métropolitaine.

^{*}Le lac Chungara est un lac de très haute altitude (4500 m) situé à la frontière entre le Chili et la Bolivie.

[◇]Le Lauca : est le nom du fleuve le plus important de la région, qui prend sa source près du lac Chungara ; il a donné son nom au Parc National dans lequel cette dernière se situe.

[^] Le Parinacota est un strato-volcan conique qui, avec ses 6.342 m. d'altitude, domine la région et le lac Chungara, à la frontière bolivienne. Il a donné son nom à la province qu'il domine ainsi qu'au village qui est à sa base occidentale.

[□]Le General Ibañez del Campo fut le président du Chili de 1927 à 1931 et de 1952 à 1958 à l'initiative du port franc lui revient, et le développement extraordinaire de la région qui s'en suivit lui est crédité.

[♦]La (petite) cathédrale San Marcos est la plus ancienne d'Arica. C'est une construction en acier sortie des ateliers de G. Eiffel, inaugurée en 1874, alors que la région était sous souveraineté péruvienne.

Une autre enquête, plus limitée, a été menée auprès d'un échantillon de personnes plus représentatives de l'investissement dans le projet de territoire régional. Elle révèle une majorité qui va dans le même

sens consensuel. L'éventail des termes proposés est un peu plus diversifié cependant, laissant un peu plus d'espace à la culture indigène, précoloniale.

Figure 6 : Enquête sur la dénomination de la nouvelle région auprès des membres de la *Corporación de Desarrollo Arica Parinacota*

Ordre de préférence	Nom lié au climat	Nom lié au relief	Nom lié à un nom de ville et/ou de province administrative	Nom géopolitique	Nom lié à un personnage/ lieu historique	Nom lié à la culture aymara	Nombre de réponses	% des réponses exprimées
1		Arica Parinacota *	Arica Parinacota*				126	42,4
2	Eterna Primavera *						37	12,5
3	de Sol						28	9,4
4				de la Frontera			13	4,4
5		del Morro [§]			del Morro [§]		9	3,0
6						Paychatas [^]	8	2,7
Autres							76	25,6

* Nom formé de l'apposition des deux provinces préexistantes, celle d'Arica portant le nom de son chef-lieu, celle de Parinacota portant celle du point culminant de la région, cf. ci-dessous.

*« Du printemps éternel », sachant que c'est la base du slogan touristique d'Arica qui se proclame depuis longtemps « ville du printemps éternel », du fait de son climat tropical sec attractif en hiver pour les habitants de la zone centrale métropolitaine.

§ Le Morro est la falaise qui domine Arica (130 m) : une des grandes batailles de la Guerre du Pacifique s'est tenue pour sa conquête ; il abrite aujourd'hui un musée historique des armées et est devenu Monument Historique National en 1971.

[^] Paychatas (« deux frères » en aymará) est le nom donné aux volcans jumeaux que sont le Parinacota (6342 m) et le Pomerape (6220 m), dominant la région à la frontière chileno-bolivienne, au dessus du lac Chungara.

Parmi les propositions pour nommer la XVème Région chilienne, il n'y a pas véritablement de « seuil du nom propre » (Fabre, 1997) : noms communs et propres occupent des rangs alternés dans le classement opéré par l'opinion. Toutes les propositions semblent référer, sans volonté de jeu de mots, à des « lieux communs ». Dans le Nord du Chili, la Région Arica-Parinacota est, on l'a dit, constituée des deux provinces éponymes extraites de la Région de Tarapacá ; la région « mère » étant constituée par l'ancienne province d'Iquique, on a dû procéder à sa division en deux entités : une province côtière portant le nom de la ville centre (Iquique) et une province

intérieure appelée « du Tamarugal » (nom d'un arbre xérophyle local). Dans le Sud, on a divisé de la même façon la Région de Los Rios en une province de Valdivia, sa ville principale et une province de Ranco (mot qui signifie « eaux vives » en mapudungún, langue des indiens Mapuche) – soit un toponyme orographique, là encore, mais qui, par l'intermédiaire de la référence à une langue aborigène, ouvre sur la profondeur historique d'un univers culturel indigène.

Presque par défaut, la toponymie permet ici de qualifier le processus de création territoriale comme le fruit d'une distinction : la proclamation de l'inédit se

suffit-elle vraiment à elle-même ? Cette « lutte de classement » (Bourdieu, 1980) « concerne presque autant l'identité de l'autre que celle de celui qui se nomme » (Soudière, 2004). A travers le processus de désignation du choix du nom des nouvelles régions

chiliennes, il semble en effet que ce soit tout l'édifice politico-administratif du pays qui ait pu être remis en cause.



Figures 7 et 8. Des profils administratifs pour carte postale¹³ (source : www.educarchile.cl)

Les toponymes sont-ils l'expression d'une transition démocratique achevée ?

La question a taraudé l'opinion chilienne pendant tout le processus d'émergence des Régions d'Arica-Parinacota et de Los Ríos : allait-on simplement ajouter deux cases sur le même échiquier défaillant ou bien changer les règles du jeu ? La question sous-jacente concernait la perception, dans le reste du pays, des motivations locales. Pouvait-on aspirer à créer deux nouvelles entités territoriales tout en critiquant le dispositif administratif existant ? Comment les détracteurs du système régional pouvaient-ils s'y insérer, et se conteraient-ils d'un ajout circonstancié ?

Une grande partie du débat public accompagnant la mise en place des nouvelles Régions a donc porté sur la dimension institutionnelle des nouveaux territoires. La revendication d'une modernisation de l'appareil des collectivités territoriales a été nourrie. Il n'était pas question pourtant de modifier les systèmes de désignation politique en même temps que l'on procédait à ce redécoupage, la négociation a donc porté sur les modalités administratives. L'une des demandes qui ont été les plus insistantes a porté sur la possibilité du recrutement par concours des nouveaux fonctionnaires, de façon à limiter le clientélisme et à garantir un professionnalisme accru. Les hommes qui ont géré l'ingénierie des nouvelles Régions étaient, des hommes du sérail. Luis Gutierrez, président de la Commission « Arica-Parinacota Région », a été gouverneur provincial à partir de 1990

et l'est redevenu lors de la création de la nouvelle région (à la tête de la province d'Arica) ; Luis Cornejo, délégué présidentiel, a lui été le représentant d'un ministre au sein du Cabinet régional. Ils ont donc reproduit les schémas préexistants, tant pour l'organisation des ressources humaines que pour les outils stratégiques. La participation est un mot qui revient très souvent dans leurs propos, sans que l'on perçoive véritablement comment ils la traduisent dans l'édifice institutionnel. De façon surprenante, malgré la mobilisation collective qui l'avait précédé, même le débat sur l'identité régionale n'a pas échappé à l'harmonisation avec ce qui préexistait dans les autres régions chiliennes : la nouvelle administration a commencé par lancer, en août 2007, un appel à projets sous la forme d'un concours (Concurso Proyectos de fortalecimiento de la identidad regional).

Une mauvaise surprise de ce long processus politique est venue contredire cette promesse d'un rapport amélioré entre population, territoire et institutions censés les représenter : le découpage électoral n'a pas suivi les évolutions de la carte administrative. Les circonscriptions des députés étant calées sur la maille provinciale, elles n'ont pas véritablement posé problème. C'est au niveau sénatorial que la crise a éclaté. En effet, la Région « mère » de Tarapaca ne disposait que d'une circonscription sénatoriale (soit, dans le cadre d'un scrutin binominal, de deux sénateurs), que le pouvoir central a refusé de diviser, à la différence de la Région « mère » australe, composée originellement de deux circonscriptions qui ont pu être partagées entre les deux régions « filles » de Los Ríos et Los Lagos. C'est ainsi qu'a été constituée une Région moins dotée que ses « sœurs », puisque privée de toute représentation au Sénat. La mobilisation de la classe politique locale n'y a rien fait dans l'immédiat (« ils nous font une région tronquée, étrange, castrée, puisque ce sera la seule région de Chili sans sénateurs »¹⁴), la solution étant reportée à la recherche d'une réforme plus complète du système électoral dans un avenir proche.

Le renouveau des bases du contrat territorial malgré tout

Pour comprendre la portée des nouvelles régions au niveau local, il semble que l'on doive se placer résolument au-delà de l'institutionnel. Les conséquences sont importantes pour le tissu social local, même si les évolutions de ce type sont plus difficiles à mesurer. De nouveaux points d'appui des initiatives locales ont, par exemple, pu être créés, notamment une Agence Régionale de Développement (Agencia Regional de Desarrollo en Arica). L'émergence de nouveaux médias et l'existence de deux ressources électroniques (un journal, *Arica hoy* et un portail d'information, « Chasquis, *Portal Informativo de Arica y Parinacota* ») témoignent de la vitalité retrouvées des échanges au sein de la communauté locale¹⁵. La « participation citoyenne », maître mot de tous les acteurs, reste encore un terme programmatique, mais sa diffusion laisse présager d'une certaine évolution du jeu politique local.

C'est à d'autres échelles que l'on trouve les impacts les plus importants de l'invention de ces deux régions chiliennes. On voit tout d'abord s'exprimer, dans tout le pays, de nouvelles revendications de la part de provinces qui cherchent désormais à obtenir leur autonomie, comme par exemple les provinces du Loa (Région d'Antofagasta N°II), d'Aconcagua (Région de Valparaíso N°V), de Chiloé (Région des Lacs, N°X), de Ñuble (Région du Biobío, N°IX), etc. Cette remise en cause de l'édifice administratif s'exprime aussi à l'échelon communal. Dans le nord du pays, la CORDAP, corporation qui a mené le combat pour la reconnaissance de la Région d'Arica-Parinacota, offre un appui technique au quartier nord de la « población Cardenal Raúl Silva Henríquez » (60 000 habitants) pour son émancipation communale. Elle participe à la concrétisation d'un projet déjà suffisamment ancien pour que son nom ait déjà été choisi : il s'agirait de la ville de « Puerta Norte », la Porte du Nord — terme relatif à sa situation frontalière avec le Pérou.

Conclusion

Le combat contre le centralisme, si marqué au Chili, longtemps cantonné à la litanie des Régions contre la toute-puissance de Santiago, s'est élargi et différencié. L'irruption de la dynamique de projet de territoire dans un pays où l'administration fonctionnait déjà selon des critères libéraux a eu une efficacité redoutable. La brèche ouverte par l'invention de noms pourtant sans originalité a permis de rendre toutes leurs qualités à des territoires régionaux qui les réclamaient depuis la « transition démocratique ». A l'heure actuelle, c'est le statut des régions dans leur ensemble qui est en train d'être renégocié. En 2005, une première modification de la Loi organique de 1993 a été obtenue, permettant notamment la participation des gouvernements régionaux aux corporations de droit public et privé¹⁶. La question centrale, celle de l'élection directe des gouvernements régionaux reste en débat. Néanmoins, il est indéniable que l'expérience pilote menée autour d'Arica et de Valdivia a profondément et rapidement fait évoluer la nature du contrat territorial sur l'ensemble du pays.

Le défi était complexe : (ré)introduire de la représentativité dans les systèmes politiques tout en laissant s'exprimer d'autres formes de gouvernance des territoires, participatives notamment; permettre l'ouverture du territoire aux marchés tout en assurant des mesures correctives de l'inéquité du modèle dominant. L'analyse des cadres de l'aménagement du territoire au Chili depuis le départ de Pinochet en 1990 a mis en évidence les conditions de négociation des projets de territoire dans des espaces où la démocratie locale est encore incomplète.

La numérotation des régions se révèle a posteriori n'avoir constitué qu'une forme apparente de négation des territoires. Le travail mené sur le choix onomastique et sur le rapport des signifiés territoriaux à leur signifiant montre que, dans de telles situations, le terme choisi importe moins que la démarche même. Le fait que les référents choisis soient peu contextualisés, ou contextualisables, dans le temps et dans l'espace, montre que l'enjeu essentiel de l'existence

politique passe par une instrumentalisation idéologique du toponyme. Dans leur recherche de la qualité qu'apporte le nom, les nouvelles régions chiliennes tentent avant tout de se positionner dans une vision multiscale du territoire. Cet effort de distinction complexe procéderait ce que l'on pourrait convenir d'appeler une « *toponymie de marché* ». Aussi, même si l'on constate, une fois encore (Antheaume & Giraut, 2002 et 2005), combien les confins sont propices à l'émergence de schémas territoriaux inédits, on peut cependant s'interroger, avec Gabriela Hip, sur « ce que signifie, politiquement et administrativement, fractionner du territoire, quand la tendance mondiale est à l'unification »¹⁷.

Notes

¹ Cet article est le fruit de recherches menées dans le cadre du projet ECOS C04H03. Je remercie S. Rosière et M. Houssay pour leur relecture critique.

² Selon les mots de L. Cornejo, entretien du 12/7/2007, Arica.

³ Extrait du projet de création régionale proposé par la Commission Arica- Parinacota Región et envoyé au gouvernement.

⁴ Un territoire éloigné se caractérise par « un niveau d'accessibilité faible, une population peu nombreuse, une couverture très réduite en services publics qui se trouve, en conséquence, en situation de désavantage et d'inégalité sociales par rapport au développement du pays » (SUBDERE 2008). Un autre texte rajoute que « Plus les territoires sont éloignés, plus le déséquilibre se creuse [...] les problèmes de connectivité amplifient l'isolement des espaces considérés et les instruments de développement en vigueur ne sont pas adaptés à la réalité énoncée » (CIDEZE, 2006).

⁵ PPD : parti de la gauche libérale, fondé Ricardo Lagos en 1987, membre de l'Internationale socialiste et de la COPPPAL.

⁶ Entretien du 13/7/2007.

⁷ Interview de R. Castro L. sur Chasquis, Portal Informativo de Arica y Parinacota, le 3/4/2007, <http://www.chasquis.cl/diario/noticias.php?id=3262>

⁸ Site de la Corporación de Desarrollo de Arica y Parinacota, <http://www.aricaparinacota.cl/quienessomos/organigrama.htm>

⁹ R. Castro Letelier, entretien du 13/7/07, ibid.

¹⁰ Titre d'un éditorial de H. Mondaca Raiteri, La Estrella de Arica, 14/12/2006.

¹¹ G. Hip, fonctionnaire de la SUBDERE, membre de l'équipe du

Délegué Présidentiel pour la Région d'Arica –Parinacota, 12/7/07
ibid.

¹² Communiqué de presse du mardi 27/10/06.

¹³ Source : site de ressources éducatives :
http://www.educarchile.cl/UserFiles/P0018/Image/region/decimoquinta/mapa_portada.gif
http://www.educarchile.cl/UserFiles/P0018/Image/region/decimocuarta/mapa_portada.gif

¹⁴ Pablo Lorenzini, député Démocratie Chrétienne, avril 06

¹⁵ Arica hoy <<http://www.aricahoy.cl/>> ; Chasquis, Portal Informativo de Arica y Parinacota » <<http://chasquis.cl/diario/>>

¹⁶ <http://www.subdere.gov.cl/1510/article-68205.html>

¹⁷ entretien du 12/7/07, ibid, cf. note xi.

Références

ALLARD M., 1996, *Carte des noms de terroirs et pays de France – Régions, provinces, contrées, terroirs, pays et autres lieux : mille mots, repères essentiels qui dessinent la mosaïque de la France*. Paris / Meudon, IGN / Ed. Ephélide

AMILHAT SZARY A.-L., 1999a, *La région, paradoxe territorial néolibéral ? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*. Thèse de Géographie. Toulouse, Toulouse 2-Le Mirail, 509 p.

AMILHAT SZARY, A.-L., 1999b, «Les effets de la concentration dans le Norte Grande des investissements étrangers au Chili : les impacts régionaux du boum minier des années 1990» in GOUESSET, V. (dir.), *Investissements étrangers et milieu local*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p.193-217.

AMILHAT SZARY A.-L., 2000, «Les recompositions du Norte Grande chilien pendant la transition démocratique : enjeux d'une gestion territoriale en contexte néolibéral», *Revue de Géographie Alpine*, vol. 88, n°1, p. 93-104

AMILHAT SZARY A.-L., 2001, «L'ancrage spatial d'un Etat néolibéral : le rôle des régions

dans les recompositions territoriales du Chili contemporain» in PRÉVOT-SCHAPIRA M.-F. & D'ARC H. R. (dir.), *Les territoires de l'Etat-Nation en Amérique Latine*, Paris, IHEAL, p. 77-97

AMILHAT SZARY A.-L. & DELER, J.-Y., 2000, «Iquique, capitale régionale : au commencement était la ZOFRI ...» in MONNET, J. & CAPRON, G. (dir.), *L'urbanité dans les Amériques*, Toulouse, PUT: p. 43-72.

ANTHEAUME B. & GIRAUT F., 2002, «Les marges au coeur de l'innovation territoriale ? Regards croisés sur les confins administratifs» *Historiens et Géographes*, n° 379, p. 39-58

ANTHEAUME B. & GIRAUT F. (dirs.), 2005, *Le Territoire est mort, Vive les Territoires ! Une (re)fabrication des territoires, Au nom du développement*, Paris : IRD Editions, 384 p.

BARTHES R., 1997, *Mythologies*. Paris, Seuil.

BLANC-PAMARD, C., 1999, «Les savoirs du territoire en Imerina. Hautes terres centrales de Madagascar» in BONNEMAISON, J. & CAMBRÉZY, L. (dir.), *Le territoire, lien ou frontière?*, Paris. Montréal, L'Harmattan: p. 57-78.

BOURDIEU, P., 1980, «L'identité et la représentation. Éléments pour une réflexion critique sur l'idée de région.» *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 35: p. 63-72

BOUVIER, J.-C., 2005, «Les toponymes dans quelques micro-récits de la tradition orale.» *Rives nord-méditerranéennes*, <http://rives.revues.org/document118.html>

BOUVIER, J.-C., (dir.), 1997, *Nommer l'espace, n° 2-4/1997 de «Le Monde alpin et rhodanien»*. Grenoble, Centre Alpin et Rhodanien d'Ethnologie, 272 p.

BOUVIER, J.-C. & GUILLON, J.-M., (dir.), 2001, *La toponymie urbaine: significations et enjeux*. Paris, L'Harmattan.

BROMBERGER, C. & MOREL, A., 2001, *Limites*

floues, frontières vives : des variations culturelles en France et en Europe. Paris, Ed. de la MSH. 386 p.

BRUNET, V., 2006, *Sur les traces des mineurs de nitrate.* Paris, L'Harmattan. 299 p.

CIDEZE, 2006, *Gestión Pública para Territorios Especiales; 1994 - 2005.* Santiago, Ministerio del Interior, SUBDERE. 76 p.

COLLIGNON, B., 1999, «Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui» in BONNEMAISON, J. & CAMBRÉZY, L. (dir.), *Le territoire, lien ou frontière?*, Paris. Montréal, L'Harmattan.

COLLIGNON, B., 2004, «Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire?», *Études / Inuit / Studies* vol. 28(2): p. 89-106, <http://id.erudit.org/iderudit/013198ar>

DEBARBIEUX, B., 1997, «La nomination au service de la territorialisation. Réflexions sur l'usage des termes «alpe» et «montagne.»» *Monde alpin et rhodanien* vol. (2-4): p. 227-241

EJERCITO DE CHILE, Comandancia en Jefe, 1994, *Metodología empleada para la elaboración del mapa preliminar de fronteras interiores del territorio continental de Chile sudamericano.* Santiago. 84 p.

EJERCITO DE CHILE, Comandancia en Jefe, 1995, *Proposiciones de la comisión nacional sobre fronteras interiores al desarrollo nacional a S.E. el Presidente de la República Eduardo Frei Ruiz-Tagle.* Santiago. 76 p.

DI MÉO, G., 1998, *Géographie sociale et territoire*, Paris, Nathan. 317 p.

FABRE, P., 1997, «Ce que la toponymie peut apporter... à la toponymie.» *Monde alpin et rhodanien* vol. (2/4. Nommer l'espace): p. 13-20

GALLOIS, L., 1908, *Régions naturelles et noms de pays. Étude de la région parisienne.* Paris, A. Colin.

GÁRATE, M., 2007, «De la elección al primer año de gobierno de Michelle Bachelet: ¿un fenómeno político con fecha de expiración?» *Nuevo Mundo Mundos Nuevos, Cuestiones del tiempo presente* vol. Elecciones en América Latina. Una perspectiva histórica. Dossier coordinado por Aude Argouse & Elizabeth Burgos, <http://nuevomundo.revues.org/index3538.html>

GIRAUT, F., 2005, *Fabriquer des territoires: utopies, modèles et projets.* Habilitation à Diriger des Recherches, Grenoble, UJF.

GIRAUT, F. & VANIER, M., 1999, "Plaidoyer pour la complexité territoriale" in GERBAUX, F. (dir.), *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues, L'Aube: p. 143-172.

GIRAUT F. & HOUSSAY-HOLZSCHUCH M., 2008, "Au nom des territoires ! Enjeux géographiques de la toponymie », *Espace géographique n° 2*: pp. 97-105.

GIRAUT F. & VANIER M. (dirs.), 2006, *Etude comparée des politiques d'aménagement du territoire et de développement régional dans les pays du sud*, Paris, DGCID (Coll études), 133 p. <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/Pubb.pdf>

GRENIER, P., 1984, «Présentation» in *L'aménagement du territoire en Amérique latine*, Grenoble, PUG: p. 7-33.

GUERRERO, R., 1984, «L'aménagement du territoire au Chili. Un dialogue heurté entre géographie et économie» in *L'aménagement du territoire en Amérique latine*, Grenoble, PUG: p. 35-55.

GUILLEBAUD, J.-C., 1999, *La refondation du monde.* Paris, Seuil.

ILLANES O., M. A., (dir.), 2003, *Chile Descentrado. Formación socio-cultural republicana y transición capitalista (1810-1910).* Santiago, LOM.

LAPIERRE, N., 2006, *Changer de nom*. Paris, Gallimard.

LORIDAN, M., 2004, *La toponymie des territoires leader +*. Paris, Grenoble 1, Institut de Géographie Alpine.

RIVIÈRE D'ARC, H., (dir.), 2001, *Nommer les nouveaux territoires urbains. Les mots de la ville*. Paris, UNESCO / MSH.

SANTANA, R., 2001, «Adieux à la planification régionale sous contrôle de la technocratie centrale : le cas du Chili» in PRÉVOT-SCHAPIRA, M.-F. & RIVIÈRE D'ARC, H. (dir.), *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique Latine*, Paris, IHEAL: p. 271-281.

SOUDIÈRE (De La), M., 2004, «Lieux dits : nommer, dé-nommer, re-nommer.» *Ethnologie française*, vol. 1, P. Alphanbéry et M. Bergues (dir.), p. 67-77

SUBDERE, 2008, *Actualización estudio diagnóstico y propuesta para territorios aislados. Informe final*. Santiago, Ministerio del Interior. 40 p.

TURCO, A., 1985, «Géographie, ordre symbolique et cycle de l'information» in GUÉRIN, J.-P. & GUMUCHIAN, H. (dir.), *Les représentations en actes*, Grenoble, UJF, p. 71-83.

VELUT, S., 2007, *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine. Argentine-Chili*, Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris III, 204 p.

La revue de géographie

Journal of **alpine** research

Octobre 2009
Tome 97 N°2



Les régions de montagne
comme référents
de l'action collective
Mountain regions as referents
for collective action

Sommaire

-
- Préface : La montagne, cadre et référent de l'action collective p 5
Preface: Mountain areas: a framework and referent for collective action
Bernard Debarbieux
- Recompositions territoriales et gouvernance des régions de montagne p 19
Territorial redefinition and the governance of mountain regions
Gilles Rudaz
- Mobilisation écorégionale et politiques de la montagne en Suisse et en Californie p 39
Ecoregional mobilization and mountain policies in Switzerland and California
Jörg Balsiger
- Au-delà des poignées de main : repenser la coopération dans des espaces protégés p 61
transfrontaliers en tant que processus de construction
d'une identité individuelle et collective
*Beyond handshakes: rethinking cooperation in transboundary protected areas
as a process of individual and collective identity construction*
Juliet J. Fall
- L'institutionnalisation de la région alpine à travers l'étude de deux réseaux pan-alpins p 85
(Alliance dans les Alpes et Alparc)
*The institutionalization of the alpine region: an analysis based on a study
of two pan-alpine networks (Alliance in the Alps and Alparc)*
Cristina Del Biaggio
- (Ré)-imaginer la communauté Walser : p 115
mobilisation de ressources symboliques dans un projet INTERREG
*A new perspective on the Walser community: mobilisation
of symbolic resources in an INTERREG project*
Mathieu Petite
- Ruralité, ethnicité et montagne : p 137
Le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera »
*Rurality, ethnicity and mountain areas:
the andean referent in the "aymaras sin fronteras" project*
Anne-Laure Amilhat-Szary

Ruralité, ethnicité et montagne : le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera »

Anne-Laure Amilhat-Szary

IGA, Université Joseph Fourier / PACTE UMR 5194
anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

Résumé : Dans un contexte latinoaméricain où les populations autochtones ont dû attendre la fin du XXème siècle pour regagner en visibilité, l'identité andine pose question. Dans cet article, l'analyse des étapes d'une mobilisation collective à base territoriale permet de suivre la redécouverte d'un ancrage identitaire longtemps nié ou refoulé du fait des conditions socio-politiques. L'affirmation retrouvée de l'ethnicité, voire de l'« andinité » s'avère très complexe,

comme le cas étudié, l'alliance « Aymaras sin Fronteras » (Aymaras sans frontières) le révèle. Dans ce cas, le processus de territorialisation se fonde sur une interaction dialectique entre ses composantes rurale, ethnique, et montagnarde (andine).

Mots-clés : montagnes, Andes, Bolivie, Chili, Pérou, ruralité, ethnicité, identité, frontières, territorialisation, projet de territoire, mobilisation collective.

La bibliographie est présentée en page 157



Nous proposons d'étudier ici l'évolution du statut du référent andin à partir de l'analyse d'une expérience innovante de ralliement stratégique et multiscalaire, qui a vu des associations de municipalités issues de trois pays distincts et frontaliers se regrouper au sein d'une alliance transfrontalière : « Aymaras sin Fronteras »¹. Ce processus nous semble d'autant plus intéressant qu'il s'est enclenché dans une zone périphérique, peu dense, du continent sud-américain, à savoir le sud de l'altiplano andin. Les territoires concernés, le sud du Pérou (province de Tacna), le sud-est de la Bolivie (à cheval sur les départements de La Paz, Oruro, Potosi) et le Nord du Chili (région de Tarapacá), souffrent tous d'une marginalisation extrême. Elle s'exprime à la fois par la domination du pouvoir central de leurs Etats respectifs², mais aussi de par leur qualité

1 • Ce texte résulte de diverses missions dans les Andes et leur piémont, qui m'ont permis de bien connaître certains des protagonistes mentionnés. Je les remercie et les prie de m'excuser de mes éventuelles erreurs d'interprétation du processus analysé. Tous mes remerciements à Ms F. Humire et H. Mamani, et à P. Pozo, Secrétaire de l'Alliance, ainsi qu'à L. Rouvière pour ses remarques. Travail réalisé dans le cadre du projet ECOS / CONICYT C03H04.

2 • Ces derniers n'ont usé à leur égard que de mesures d'exceptionnalité (zones franches actuelles de Tacna et d'Iquique par exemple).

d'espaces ruraux montagnards peu investis par les villes chef-lieux (l'IDH de l'ensemble du territoire est de 0,445, valeur équivalente à celle des pays les moins avancés). Dans ce contexte a priori peu favorable, les conditions d'innovation dans les modes de gouvernance ont évolué à partir des années 1990 sous une double influence : celle du processus de décentralisation libérale engagé dans tous les pays concernés (Montero & Samuels, 2004 ; Oxhorn, Tulchin et *al.*, 2004) ainsi que celle de la politisation de la revendication identitaire des populations autochtones (Morin & Saladin D'anglure, 1995 ; Bengoa, 2000 ; Albo, 2002 ; Amilhat-Szary, 2006).

On s'interroge donc ici sur les ancrages territoriaux utilisés pour soutenir, voire construire, une mobilisation collective. Dans cette perspective, le recours à l'analyse des référents d'un projet collectif se fait dans une perspective barthienne du langage d'emboîtement du signifié et du signifiant (Barthes, 1997). Ces interrelations complexes entre le signifiant et le signifié impliquent une mise en perspective culturelle mais aussi un jeu d'inter-référentialité. C'est placer cette détermination référentielle dans une perspective d'analyse idéologique des discours territoriaux (Di Méo, 1998). Dans une vision dynamique de la territorialisation, l'apport du nom intervient au début du processus. Selon le géographe italien Angelo Turco, la territorialisation procède en trois étapes (in Debarbieux, 1997). La première est la « dénomination », la deuxième est la « réification » (« transformation de la matérialité naturelle en matérialité construite »), la troisième est la « structuration », (« production de champs opérationnels à partir de l'aménagement.»). Bernard Debarbieux ramène cet effort d'intelligibilité de la complexité territoriale à la méthode structuraliste.

Dans ce travail, il s'agira donc de suivre les étapes d'une mobilisation collective à base territoriale dans sa redécouverte d'un ancrage identitaire longtemps nié ou refoulé du fait des conditions socio-politiques. En Amérique Latine en effet, les populations autochtones ont dû attendre la fin du XX^{ème} siècle pour regagner en visibilité. L'affirmation retrouvée de l'ethnicité, voire de l'« andinité », ne se fait cependant qu'au prix d'une reformulation complexe que le cas étudié, l'alliance Aymaras sin Fronteras, nous permettra d'éclairer.

Pays d'appartenance	Nb de communes ou districts	Superficie (km ²)	Population (sans discrimination ethnique ³ - nb hab.)	Densité
Bolivie	28	70 588	138 560	2,0
Chili	8	50 809	22 807	0,4
Pérou	16	7 103	18 183	2,6
Total communes & habitants ; Densité moyenne	52	123 500	179 550	1,7

Tableau 1 : présentation du territoire trinational - Source des données : instituts de statistiques nationaux

3 • Le pourcentage de population qui s'identifie en tant qu'Aymara est variable et indicatif seulement, dans la mesure où il s'agit d'une auto-désignation optionnelle dans les recensements.

L'andinité redécouverte ?

Dans un continent où les adjectifs « indio » (indien) et « andino » (andin) sont, encore aujourd'hui, plutôt utilisés comme des qualificatifs péjoratifs, l'analyse des processus identitaires doit être mise en contexte, à la fois d'un point de vue historique et épistémologique. En Amérique Latine, la population indigène a été tenue à l'écart de la communauté politique pendant la construction séculaire de l'Etat. Ni les indépendances, ni les réformes agraires du vingtième siècle ne sont parvenues à réduire véritablement le seuil d'inégalité les réduisant au rang de minorité sociale et politique dans leur pays (Hooker, 2005). Les revendications politiques des descendants des populations aborigènes du continent ont acquis une portée nouvelle dans la deuxième moitié du vingtième siècle grâce au renouvellement du discours de ces peuples sur eux-mêmes, dans un contexte post-moderne qui a permis la prise de conscience de la diversité culturelle. Parmi les facteurs expliquant ce renouvellement, on peut mentionner une profonde transformation du regard anthropologique, l'interaction du groupe avec son environnement social et politique étant désormais placée au cœur de la recherche sur l'identité ethnique (Barth, 1969). On peut aussi mentionner la profonde remise en cause du colonialisme qui a accompagné les célébrations de 1992 en Amérique Latine (mobilisation autour de la mémoire de cinq siècles de lutte) et a marqué un second tournant. Ces éléments ont ouvert à la prise de conscience des minorités sur elles-mêmes. Le renouvellement du leadership dans ces groupes minoritaires a accompagné cette reformulation identitaire.

Ces facteurs de renouvellement permettent de comprendre la construction d'une rhétorique inédite. Le discours identitaire développé aujourd'hui par les porte-paroles des minorités ethniques est destiné à être compris par des personnes extérieures, et en premier lieu par celles qui appartiennent à la culture dominante (dans les pays andins, les populations issues de la colonisation espagnole, dites « créoles »). C'est souvent dans cette version renouvelée qu'il revient circuler dans les communautés d'origine où sa réappropriation peut poser problème. C'est pourtant la condition pour leurs membres d'accéder à cette nouvelle forme d'expression politique. L'indigénisme contemporain est ainsi typiquement issu des allées et venues entre les mondes ruraux et urbains qui sont le quotidien des populations montagnardes andines (Cortès, 2002). La recherche sur l'accès à la scène politique des groupes indigènes en tant qu'acteurs positionnés dans le jeu national s'est beaucoup développée dans les dix dernières années (Dávalos, 2005). Centrée sur les modes de recouvrement d'un accès à la citoyenneté longtemps dénié, elle a permis, dans les différents pays où le processus était à l'œuvre, de repérer à quelle(s) échelle(s) de pouvoir ce phénomène était le plus répandu. Les municipalités y apparaissent comme un espace privilégié (Radcliffe, Laurie *et al.*, 2002) pour deux raisons : c'est un échelon de proximité certes, mais c'est aussi une maille dont la carte a été souvent remaniée récemment, avec souvent, dans des zones de faible densité, le tracé d'un nouveau découpage et l'émergence de périmètres communaux inédits. Les initiatives associatives à cette échelle se sont multipliées ces dernières années, comme en témoigne la mise en place de « réseaux de réseaux » pour échanger sur ce thème et diffuser de bonnes pratiques⁴.

4 • Cf. le Réseau d'apprentissage de Municipalités Rurales Indigènes (Red de Aprendizaje de Municipios Rurales Indígenas, Rimisp), projet destiné à fortifier la capacité des acteurs municipaux centraméricains et andins dans l'objectif d'améliorer leurs conditions de gouvernance, aussi bien au niveau local que dans leurs négociations avec les acteurs nationaux et internationaux. Ce projet est planifié sur 4 ans (2005-2009) et appuyé par la coopération néo-zélandaise (Agence de Développement International de Nouvelle Zélande, NZAID).

Il s'agit d'un espace privilégié d'innovation politique (Giraut, 2000), comme le montre l'exemple des « Aymaras sin Frontera » que nous allons développer.

Malgré des avancées notables, les groupes indigènes connaissent des difficultés structurelles à entrer dans le jeu politique national. Et il s'avère que, pour ce faire, ils doivent remettre en cause aussi bien les discours que les pratiques des démocraties libérales (Yashar, 1999). On observe ainsi que la négociation de l'accès à la participation politique ne se fait pas forcément dans le cadre national. La structuration transnationale des revendications indigénistes se fait en lien avec les grands organismes internationaux (ONU ou Banque Mondiale) et les ONG qui soutiennent leur action (Andolina, Radcliffe et *al.*, 2005). L'internationalisation de l'action politique des minorités amérindiennes et noires est un phénomène nouveau car avant la conquête, s'il existait des structures complexes d'échanges régionaux (entre la côte, la montagne et la forêt amazonienne notamment), nombre des peuples concernés n'étaient pas en contact (en 1532 Atahualpa l'Inca ne savait pas que l'Aztèque Moctezuma avait été soumis par les Espagnols en 1520). Les rapprochements entre organisations minoritaires à l'échelle nationale, régionale, voire continentale se multiplient à mesure que le langage de la lutte s'homogénéise et que son impact politique augmente.

Dans ce contexte où les alliances transnationales se multiplient (au sein de regroupements régionaux – andins ou amazoniens- assez problématiques, ou bien au sein de forums sociaux plus ouverts ou encore par l'intermédiaire d'ONG internationales comme le IWGIA, International World Group for indigenous Affairs), quelques initiatives transfrontalières existent. Il semble que, grâce au jeu multiscale qu'elles impliquent, elles permettent mieux que d'autres de mettre en lumière les conditions de la négociation d'un statut politique des groupes indigènes (Hooghe & Marks, 2000 ; Anderson, 2002). La frontière internationale représente dès lors un double référent symbolique, en tant qu'elle représente l'autorité de l'Etat : on cherche à la fois à la dépasser pour provoquer la réaction de l'institution, espérant que cette dernière se traduira par une volonté d'investissement public, tout en se démarquant de la nation que ces limites définissent (se définir par son appartenance ethnique, qui plus est en définissant un territoire indigène, c'est se donner d'autres frontières anthropologiques et politiques). Une situation frontalière permettrait de décupler l'intensité d'une construction identitaire (Eskelinen, Liikanen et *al.*, 1999) mais aussi de rendre plus visible un projet de territoire (Newman & Paasi, 1998). Du point de vue de l'Etat, de tels projets peuvent présenter l'avantage d'une certaine souplesse politique : ils laissent la possibilité de négocier les termes d'une reconnaissance territoriale sans menacer l'intégrité du pays par des dérives sécessionnistes (Gros, 2003 ; Gros & Strigler, 2006).

Cette réflexion sur les conditions d'émergence d'un référent sémantique dans le processus de construction territoriale s'appuie sur l'étude d'un exemple qui sera détaillé ici, celui d'un regroupement de municipalités transfrontalières dans les Andes. Son originalité repose sur plusieurs points : la capacité des gouvernements locaux à développer une politique internationale est d'autant plus remarquable que l'on se trouve dans une zone où les frontières restent conflictuelles, un siècle après les gains territoriaux du Chili sur la Bolivie et le Pérou (Amilhat-Szary, 2007). Le nom donné à cette association territoriale, « Alianza Estrategica Aymaras Sin Fronteras », laisse à penser que cette ouverture transfrontalière repose sur l'homogénéité ethnique de la zone, que les frontières érigées lors de l'indépendance des Etats-nations n'auraient pas réussi à faire disparaître et qu'il s'agirait aujourd'hui de récupérer. On se trouve en effet dans la partie Aymara des Andes, une des grandes cultures des Andes

centrales (3^{ème} langue indigène la plus parlée du continent) dont l'épicentre est situé entre le lac Titicaca et le Nord de l'actuel Chili. Si elle n'est majoritaire dans aucun des trois pays, (deuxième ethnie derrière la Quechua en Bolivie et au Pérou, derrière la Mapuche au Chili), son poids respectif y diffère notablement (1,7 millions d'habitants la parlent en Bolivie, 500 000 au Pérou, 20 000 au Chili) (Albo, 2000).

La construction de l'argumentaire : du référent rural à la mobilisation internationale et ethnique

Revenir sur les argumentaires qui sont à l'origine du processus d'émergence de ce projet de territoire que représente l'alliance stratégique Aymaras Sans Frontières (ASF), met en évidence un transfert de référents territoriaux. Nous verrons ici comment il passe de la mention d'un « rural » fédérateur à un projet « transfrontalier » puis à une mobilisation ethnique « Aymara », l'argument évoluant de la mutualisation (acteurs espérant que l'associativité leur permette d'échapper au handicap commun) à l'exclusion (stigmatisme ethnique inversé dans un processus d'auto-différenciation), ou du moins comment il se construit dans la tension dialectique entre ces deux pôles identitaires. Cette évolution doit être corrélée au contexte latino-américain où, tout au long du XX^{ème} siècle, on a tenté de réduire la crise des espaces périphériques ruraux, et notamment des zones montagneuses, à leur dimension paysanne. Les réformes agraires menées dans cette perspective, en Bolivie et au Pérou notamment, ont cependant illustré l'échec de la prise en compte des populations andines à travers leur assimilation à une catégorie socio-politique. Le renouveau ethnique se fonde sur le terreau d'une quête de l'identité niée, dont la composante territoriale est essentielle.

L'ASF est née à l'instigation de l'entité chilienne dite « Association des Municipalités de l'intérieur de la Première Région ». L'actuel président de l'Alliance Stratégique et maire de Putre (commune de l'arrière pays d'Arica au Chili), Francisco Humire, lie sa création à l'existence dans sa commune d'une Foire andine (la FERAN, Feria andina) initiée en 1997, qui aurait joué le rôle de point de rencontre entre les acteurs concernés dans les trois pays, Chili, Bolivie et Pérou. Toutefois, l'internationalisation de cette initiative municipale n'est pas due uniquement à la force de persuasion des acteurs locaux, ni même à l'appui de leurs interlocuteurs régionaux et nationaux respectifs. Ce qui donne à cette expérience lointaine une résonance étonnante, c'est la rencontre de ces maires montagnards avec des fonctionnaires internationaux de la Banque Mondiale et leur capacité à tirer parti de la convergence d'intérêts, ou du moins de discours et de référents, entre eux. Cette coïncidence est liée à l'existence au sein de la Banque d'une division de projets très attentive au développement des minorités, qui a su tirer parti de l'information du projet de l'Alliance, cette nouvelle n'ayant pas paru véritablement digne d'intérêt au niveau des instances chiliennes.

Les archives de l'association font débiter fin 2001 la coopération avec le bailleur global qu'est la Banque Mondiale, avec des visites d'une délégation dans l'espace aymara, qui déboucheront sur le déblocage de fonds internationaux en 2002 (prêt BM et donation du gouvernement norvégien). Cette avancée a permis d'une part de consolider le discours des membres de l'Alliance, que nous allons détailler ci-dessous, d'autre part il a ouvert les portes des administrations régionales à ces maires ruraux et autochtones jusqu'alors peu écoutés.

Côté chilien, la SUDERE (sous-secrétariat au développement régional du Ministère de l'intérieur chilien) s'est engagée à apporter un appui technique au projet, lequel a pris effet à partir de 2005. Un agent de développement mis au service de l'Alliance lui a permis de répondre en 2006 à un appel d'offres de la Banque Interaméricaine de Développement (BID) portant sur les « Biens Publics Régionaux ». Le projet a été retenu en 2007 sous le nom « Héritage naturel et culturel aymara », assorti d'un financement propre à commencer à faire fonctionner ce territoire de projet, sur le territoire construit par la réunion des trois associations de municipalités boliviennes, chiliennes et péruviennes (cf. figure n°1)⁵.

SÉMANTISATION DES PROJETS : FRONTIÈRE ET DÉVELOPPEMENT

Si l'on s'attache à l'analyse des objectifs de Aymaras Sin Fronteras tels qu'ils sont affichés dans les documents produits par l'Alliance elle-même, on perçoit deux préoccupations distinctes. Il pourrait d'abord s'agir de mener à bien des projets de développement permettant d'améliorer le niveau de vie sur l'espace concerné (électrification rurale, améliorations agricoles et pastorales, construction d'un projet de tourisme durable dans le cadre de la patrimonialisation des Chemins de l'Inca, etc.). Mais l'objectif semble aboutir surtout, semble-t-il, à médiatiser ce territoire pauvre, éloigné, oublié, aussi bien auprès des gouvernements et bailleurs que des médias : « Nous devons faire connaître nos réalités » statue le premier texte (Actes de l'accord de Putre, 2001), afin de « remporter l'appui des gouvernements régionaux, nationaux et des sources de coopération » (Arica, janvier 2002)⁶. C'est dans ce but que le regroupement transfrontalier est né, selon un raisonnement économique de gains de moyens : il s'agissait de « tirer profit des avantages et potentialités de l'intégration transfrontalière pour obtenir des bénéfices communs lesquels généreront à leur tour des externalités positives dans leur entourage, améliorant les niveaux de subsistance » (Arica, janvier 2002). D'ailleurs, le fondement de l'alliance n'apparaît pas de nature productive : les acteurs réunis parlent de la création d'un cadre commun de réflexion et de coordination des initiatives d'interaction et de développement transfrontalier, attendu que :

- « les espaces Régionaux Frontaliers constituent des unités économiques et sociales aux potentialités de développement commun et partagé nombreuses et fortes,
- « le processus de globalisation, comme les facteurs de compétitivité qui s'imposent, ont pulvérisé les formes artisanales et traditionnelles de notre système de production et de commercialisation,
- « dans le cadre des signaux clairs en faveur des initiatives de développement dans les zones pauvres donnés par des Organismes Multilatéraux, il existe une volonté politique concertée de la part des protagonistes de cette rencontre,
- « les ressources de cette région Sud Andine sont similaires dans tous les pays concernés, puisque des réalités identiques nous unissent, comme l'environnement, la culture et le développement productif,
- nous devons faire connaître nos réalités ».

5 • Pour plus de précisions, cf. Amilhat Szary A.-L. & Rouvière L., 2009 et Rouvière L., 2009.

6 • *Plan trinational de développement transfrontalier*, 2002.

Ce long extrait de la Déclaration de Tacna (août 2001) permet de faire valoir les priorités de fonctionnement de ce qui va devenir l'Alliance Stratégique. Il fonde également la justification possible d'un organisme qui déroge au fonctionnement administratif et politique des trois pays dans lesquels il s'insère, comme en témoigne le texte rédigé par le conseiller juridique auquel ASF a demandé de valider ses statuts : « ni la conduite ni la réalisation des relations politiques avec des nations étrangères ne sont du ressort des municipalités chiliennes », y est-il noté, mais la finalité de l'association étant « la coordination avec des institutions nationales ou internationales, dans le but de perfectionner le régime municipal », elle institue bien « les conditions pour constituer un espace de réflexion générateur d'initiatives de développement des peuples Andins ». Son existence légale est possible, conclut-il, mais les décisions prises en son sein ne peuvent être ni obligatoires ni « contraignantes » (« vinculante ») pour les associés. En effet, l'Alliance a été conclue pendant une manifestation événementielle, la FERAN, et n'a pas été immédiatement avalisée formellement par une assemblée générale de l'Association des Communes de l'Intérieur de la Première Région chilienne (Avis rendu en janvier 2002, par Leticia Robles Valenzuela, conseillère).

CHRONOLOGIE DES APPELLATIONS

Il faut se souvenir que l'entité initiale concernée par le processus décrit s'appelait « Association des Municipalités de l'intérieur de la Première Région », nom technique, à l'image d'un pays où les régions sont désignées par leurs numéros. On peut noter qu'elle a changé de nom depuis 2004, prenant le nom d'« Association des Municipalités Rurales de Tarapacá » et le sigle qui l'accompagne : AMRT. En ce qui concerne l'alliance trinationale à proprement parler, dans les premiers documents produits, c'est la réalité andine qui est mise en avant et qualifiée comme telle : « les ressources de cette Région Sud-Andine sont similaires dans tous les pays concernés » (Actes de l'accord de Putre, juillet 2001). D'autres textes, comme la Déclaration de Tacna (août 2001), mentionnent la situation sud-andine (« accord trinational des maires de la zone sud-andine du Pérou, Chili, Bolivie »), faisant référence à des initiatives d'intégration sub-régionale menées à d'autres échelles dans cette partie des Andes, et notamment le regroupement des entrepreneurs GEICOS (« Groupe d'entrepreneurs interrégional du Centre Ouest sud-américain »), initiateur de la ZICOSUR (« zone d'intégration du Centre Ouest d'Amérique Latine ») (Amilhat-Szary, 2003). La première Convention de l'« Alianza Estratégica Trinacional de Alcaldes Rurales Andinos de Bolivia, Chile, Perú » (mars 2002) est d'ailleurs célébrée dans la presse locale comme une rencontre de maires « andins » de Bolivie, du Chili et du Pérou. Le recours au qualificatif « andino » marque un retournement réel des représentations, une forme de récupération d'un adjectif à la définition complexe (Amilhat-Szary, 2005 [2006]), qualificatif longtemps mal assumé par les populations autochtones dans la mesure où les majorités métisses l'employaient de façon injurieuse.

Le document co-produit avec la Banque Mondiale semble révélateur d'un changement dans la revendication qui peut s'apparenter à l'évolution du paradigme identitaire : le texte se présente comme une « stratégie pour les municipalités indigènes : proposition pour un renforcement du pouvoir Aymara » (« una propuesta de empoderamiento para los Aymaras »⁷). Il donne à l'Alliance un triple rôle, le pilier identitaire apparaissant essentiel :

« 1/ Construire un espace social pour appuyer la récupération de son identité ; 2/ Mobiliser sa capacité institutionnelle ; 3/ Fortifier ses capacités de gestion dans la définition et la promotion de stratégies de développement rural ». Le bailleur ne fait que mettre en valeur un discours porté par certains membres de l'alliance, notamment le président de la FERAN, F. Humire, dont un certain nombre de courriers attestent de l'intensité de son intériorisation de la rhétorique ethnique. Il parle souvent de « l'espoir ressenti si anxieusement par certains de ses membres d'une intégration des communautés de ce territoire aymara, ancestralement commun dans cette zone frontalière » (2001)⁸, et s'en sert comme d'un argument devant valider la maturation du projet stratégique : « Ce document est le produit d'un travail silencieux et concentré, comme un apport additionnel à l'aspiration intense à l'Intégration [la majuscule est de l'auteur] de ces trois pays concernés. Ces derniers désirent fortifier et développer un territoire régional frontalier, dans lequel sont impliqués des hommes et des femmes dont la seule motivation est d'avoir l'opportunité de se sentir appartenir à cette zone sud-andine, dont le dénominateur commun est d'être originaires et fils de cette terre-mère, orgueilleux de leur Culture et de leur origine Aymara » (2002)⁹. Cette rhétorique lui permet d'emprunter des accents provocateurs dans sa façon de dénoncer l'« amnésie » des gouvernements centraux dans leur façon de répondre aux besoins des communautés rurales andines et d'affirmer que « nous ne voulons pas que nos communautés se convertissent en un second Chiapas », suggérant que l'Alliance est capable de « produire un pôle de développement dans toute la macro-région du monde aymara »¹⁰. Les référents du discours, allant des pôles de développement au Chiapas, témoignent de la culture universelle de ce dirigeant, d'un point de vue économique comme identitaire (le Chiapas pouvant être considéré comme un point d'inflexion de la construction ethnique post-moderne).

La sémiologie des documents de communication produits par ASF témoigne de cette évolution (cf. figure n°2) : si le logo tri-frontalier (trois mains qui se serrent, prolongées du drapeau de chacun des trois pays) reste un marqueur stable, les référents au renouveau identitaire andin sont fortement présents, avec l'insertion notable de la Wiphala, le drapeau à petits carreaux multicolores, devenu la bannière des mouvements politiques indigénistes en Bolivie notamment. Vieilles pierres de Tiwanaku, textiles anciens et danses folkloriques constituent des attributs plus facilement identifiables par des non-Aymaras et participent de l'effort de l'Alliance pour utiliser la culture dans un but économique et politique. On remarque cependant que « Chile » est indiqué en entier, et au centre, contrairement à « Bolivia » et « Peru » qui ne sont lisibles que partiellement, ce qui s'explique notamment parce que l'initiative est partie du Chili, ce pays prenant plus de poids dans l'alliance.

7 • Titre du document, archives ASF.

8 • Lettre à un consultant, 2001 (PHDG / consultant).

9 • Lettre du 28/12/01 de Humire à F. Vidal V., Secrétaire d'Etat à l'Aménagement (SUBDERE), sur le document d'accord signé à Putre Feran 2001 : « Este documento, es el producto de un trabajo silencioso y dedicado como un aporte más a la tan anhelada Integración de estos tres países involucrados. Quienes desean fortalecer y desarrollar un territorio regional fronterizo, en donde están involucrados hombres y mujeres que solo los animan a tener una oportunidad de sentirse parte de esta zona sur Andina, con un denominador común el cual es ser originarios e hijos de esta madre tierra, orgullosos de su Cultura y de su origen Aymará ».

10 • Déclarations à la presse de F. Humire récemment élu président de l'ASF (*El Correo*, Tacna, 23 et 24/3/2002).

Conclusions

Revenir ainsi sur les fondements d'un territoire de projet en Amérique Latine à travers l'analyse de ses référents permet, semble-t-il, d'y affirmer le rôle essentiel de la démarche sémantique. L'évolution des qualificatifs utilisés (rural, andin, aymara) permet de mettre en évidence le contexte culturel et politique dans lequel ce dernier s'enracine. Le processus identitaire se construit bien ici dans un va-et-vient continu entre le collectif et le différentiel. Le discours met tour à tour l'accent sur la mutualisation (associativité) et l'exclusion (ethnicité) sans s'embarrasser d'éventuels hiatus entre les référents. Dans le cas présent, il s'avère fondamental, pour faire exister le territoire, d'en parler : pour ce faire l'avoir nommé est primordial. Mais la présence d'un référent autorise la médiatisation du territoire surtout vers l'extérieur : on se trouve là dans une démarche de communication qui n'est pas applicable à l'identique en interne. Sans que nous ayons pu en détailler les conséquences, la construction de l'alliance stratégique Aymaras Sans Frontière pêche par manque paradoxal de participation. Conçue par des élites indigènes ayant su renouveler leur discours politique, elle peine à trouver un relais populaire, du fait de l'absence de concrétisation de projets de développement sur le terrain. Ce constat sévère autorise à se demander si dans ce cas il s'agit véritablement de mobilisation ou bien d'instrumentalisation ethnique... dans un contexte où le retour d'usage de l'ethnie ne s'est pas pour autant accompagné de sa définition.

La portée de cet argumentaire va cependant au-delà des échanges discursifs : le but initial des maires ruraux, celui de faire connaître et prendre en compte un territoire marginal, a bel et bien été atteint. Au fil des années, au Chili puis en Bolivie, les autorités régionales et nationales se sont intéressées à la dynamique Aymaras Sin Fronteras au moment où celle-ci semblait leur échapper. Côté chilien, au niveau central que représente le Ministère des Affaires Etrangères, une direction spécifique (DICORE, Direction de Coordination régionale), créée en juin 2000 pour suivre les initiatives des territoires à l'international, est représentée dans les rencontres de ASF ; le gouvernement régional, connaissant l'initiative depuis ses débuts mais sans grande considération envers ses instigateurs, a changé de discours depuis le dépôt du projet à la BID... Il resterait sans doute à évoquer l'impact de ces échanges locaux sur l'amélioration des relations diplomatiques entre les pays concernés, Aymaras Sin Fronteras participant de la forte mobilisation paradiplomatique existant sur cette triple frontière depuis les années 1990 (Tapia Valdés, 2003 ; Paquin, 2004). La capacité de mobilisation de ces maires de communes périphériques ne cesse de surprendre ceux qui les côtoient, la visibilité du territoire émergent participant sans doute autant à sa revalorisation que l'innovation du processus engagé. Si le choix d'un référent ne produit pas à lui seul un phénomène de territorialisation, il peut en revanche modifier considérablement le statut d'un territoire, quitte à jouer sur des fluctuations sémantiques (ici : rural / andin / aymara / transfrontalier) qui conditionnent la dynamique sociale et politique qu'il entend désigner.



Figure n° 1 : Couverture de pochette réalisée pour des rencontres trinationales, 2002.
Cover of envelope prepared for the tri-national meetings, 2002.

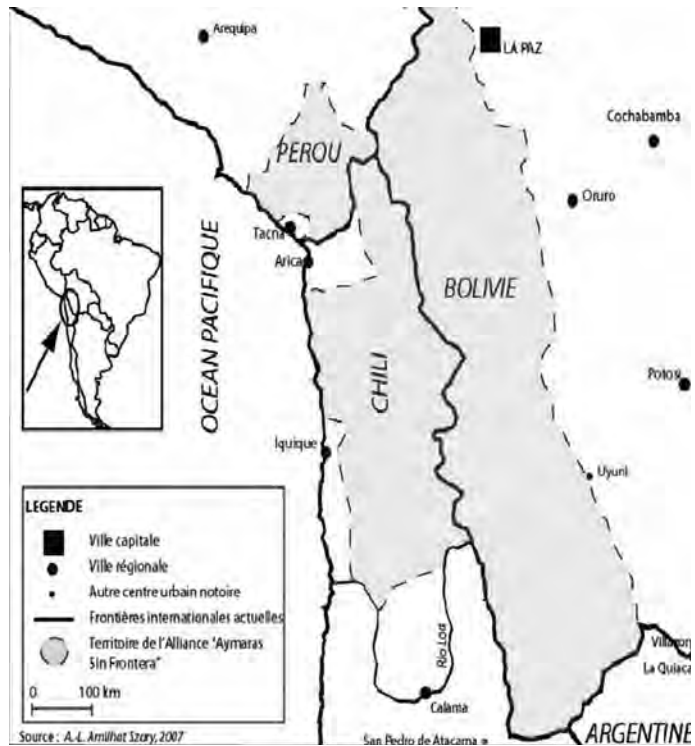


Figure n° 2 :
carte de localisation
du territoire
de l'alliance
Aymaras Sin Frontera.
*Territory concerned
by the Aymaras Sin
Fronteras alliance.*

References

- ALBÓ X., 2000. – "Aymaras entre Bolivia, Perú y Chile". *Estudios Atacameños*, Vol. 19, pp. 43-73.
- ALBÓ X., 2002. – *Pueblos indios en la política*. La Paz, CIPCA, 246 p.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2003. – « L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin ». *Revue de Géographie Alpine*, Vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes, n°3, pp. 47-56.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2005 [2006]. – "L'intégration andine et ses présupposés: la région andine existe-t-elle ?" *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 50-Les dynamiques de l'intégration dans les Andes, n°2005/3, pp. 21-39.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2006. – « Indigénismes ». In Volvey, A. (dir.), *L'Amérique Latine*. Paris, Atlande, pp. 135-146.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2007. – "Are borders more easily crossed today? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics*, Vol. 2007, n°1, pp. 1-18.
- AMILHAT SZARY A.-L., ROUVIÈRE L., 2009. – « Des dynamiques transfrontalières au bilan d'aménagement du territoire: innovations et blocages dans les Andes centrales (Chili-Pérou-Bolivie) ». *Mosella*, Vol. Numéro spécial « Frontières et Aménagement ».
- ANDERSON J. (dir.), 2002. – *Transnational Democracy: Political Spaces and Border Crossings*. London, Routledge, 272 p.
- ANDOLINA R., RADCLIFFE S. A. ET AL., 2005. – "Gobernabilidad e identidad: indigeneidades transnacionales en Bolivia". In Dávalos, P. (dir.), *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*, Buenos Aires, CLACSO, pp. 133-170.
- BARTH F. (dir.), 1969. – *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Differenc.*, Oslo / Boston, Universitetsforlaget / Little, Brown & Co.
- BENGOA J., 2000. – *La emergencia indígena en América Latina*. Santiago de Chile, Fondo de Cultura Económica, 341 p.
- CORTÉS G., 2002. – « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en "résistance" ». *C.M.H.L.B. Caravelle*, Vol., n°79, pp. 93-115.
- DÁVALOS P. (dir.), 2005. – *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*. Buenos Aires, CLACSO, 368 p.
- ESKELINEN H., LIIKANEN I. ET AL. (dir.), 1999. – *Curtains of Iron and Gold: Reconstructing Borders and Scales of Interaction*. Aldershot, Ashgate.
- GIRAUT F., 2000. – « Innovation territoriale et référent communautaire. Du renouveau des provinces nigériennes à celui des pays français ». In Chaléard, J.-L. & Pourtier, R. (dir.), *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 77-108.

GROS C., 2003. – « Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique Latine ». *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 48, pp.11-29. <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/11.pdf>.

GROS C., STRIGLER M.-C. (dir.), 2006. – *Etre indien dans les Amériques. Spoliations et résistances, Mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*. Paris, IHEAL.

HOOGHE L., MARKS G. (dir.), 2000. – *Multi-level governance and European integration*. Lanham, Oxford, Rowman & Littlefield, 249 p.

HOOKER J., 2005. – "Indigenous Inclusion / Black Exclusion: Race, Ethnicity and Multicultural Citizenship in Latin America". *Journal of Latin American Studies*, Vol. 37, pp. 285-310.

JOUVE B., 2006. – « L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement ». *Géographie, économie, société*, Vol. 8, pp. 5-15.

MONTERO A. P., SAMUELS D. J. (dir.), 2004. – *Decentralization and democracy in Latin America*. Notre Dame, Ind, Helen Kellogg institute for international studies, University of Notre Dame Press, 309 p.

MORIN F., SALADIN D'ANGLURE B., 1995. – « L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie ». *Etudes / Inuit / Studies*, Vol. 19, n°1, pp. 37-68.

NEWMAN D., PAASI A., 1998. – "Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography." *Progress in Human Geography*, Vol. 22, n°2, pp. 186-207.

OXHORN P., TULCHIN J. S. ET AL. (dir.), 2004. – *Decentralization, democratic governance, and civil society in comparative perspective: Africa, Asia, and Latin America*. Washington / Baltimore / London, Woodrow Wilson Center Press/ Md /The Johns Hopkins University Press, 351 p.

PAQUIN S., 2004. – *Paradiplomatie et relations internationales. Théorie des stratégies internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles / Bern / Berlin, Presses interuniversitaires européennes. Peter Lang, 189 p.

RADCLIFFE S. A., LAURIE N. ET AL., 2002. – "Reterritorialisated Spaces and Ethnic Political Participation: Indigenous Municipalities in Ecuador". *Space and Polity*, Vol. 6, n°3, pp. 289-305.

ROUVIÈRE L., 2009. – « L'élaboration des politiques locales de développement en milieu rural. Le cas de la triple frontière "aymara" (Bolivie – Chili – Pérou) ». In Rouvière, L. (dir.), *Quelle(s) gouvernance(s) sur les frontières latino-américaines ?* Paris, Institut pour la Gouvernance / Fondation pour le Progrès de l'homme.

TAPIA VALDÉS J., 2003. – "Paradiplomacia: las relaciones internacionales de los órganos subregionales de gobierno. El marco juridico-institucional de la integración transfronteriza subregional". In Instituto De Estudios Internacionales, U. (dir.), *El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional*, Iquique, UNAP, INTE (Instituto de Estudios Internacionales), pp. 113-122.

YASHAR D., 1999. – "Democracy, indigenous movements and the post-liberal challenge in Latin America". *World Politics*, Vol. 52, n°1, pp. 76-104.

Rurality, ethnicity and mountain areas: the andean referent in the "aymaras sin fronteras" project

Anne-Laure Amilhat-Szary

IGA, Université Joseph Fourier / PACTE UMR 5194
anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

Abstract : In a Latin American context where indigenous populations have had to wait until the end of the XXth century to recover a certain visibility, the definition of Andean identity is still an issue. In this paper, an analysis of the various steps in a territorially based collective movement provides insights into this identity that was for so long denied or repressed on account of socio-political conditions. The possible re-assertion of "Andeanity" is very complex, as the

case study of the "Aymaras Sin Fronteras" (Aymaras without borders) movement reveals. In this movement, the territorialisation process is based on the dialectics between its rural, ethnic and mountain (Andean) components.

Keywords : mountains, Andes, Bolivia, Chile, Peru, rurality, ethnicity, identity, borders, territorialisation, territorial collective mobilisation

.....

This paper studies changes in the status of the Andean referent through an analysis of an innovative experience in strategic and multi-scalar mobilisation that resulted in bringing together municipal associations from three distinct border regions in a South American cross-border alliance: "Aymaras sin Fronteras"¹. The process is particularly interesting in that it began in a sparsely populated peripheral zone of South America, the south of the Andean Altiplano. The regions concerned, southern Peru (Tacna province), southeastern Bolivia (the departments of La Paz, Oruro, Potosi) and northern Chile (Tarapacá region), all suffer from extreme marginalisation. This marginalisation is expressed both in the form of the domination of the central authorities over their respective states² and in the quality of their mountain rural areas where there are few regional centres (the Human Development Index of the region as a whole is 0.445, equivalent to that of the least developed countries). In this a priori disadvantaged

1 • This text is the result of several assignments in the Andes and their piedmont area, which enabled me to get to know some of the protagonists mentioned. I would like to thank them and to offer my excuses for any possible errors in the interpretation of the process analysed. My thanks also go to Ms F. Humire and H. Mamani, and to P. Pozo, Secretary of the Alliance, as well as to L. Rouvière for his comments. Work conducted as part of the ECOS / CONICYT C03H04 project.

2 • The latter only used measures of exceptionality (current free zones of Tacna and Iquique, for example).

context, the conditions for innovation in the types of governance have developed since the 1990s under a two-fold influence: the liberal decentralisation process underway in all the countries concerned (Montero & Samuels, 2004; Oxhorn, Tulchin, et al., 2004) and the politicization of the demands for recognition of their identity by indigenous populations (Morin & Saladin D'Anglure, 1995; Bengoa, 2000; Albo, 2002; Amilhat-Szary, 2006).

Our aim in this paper is therefore to examine the territorial bases used to support, and even construct, a collective movement. With this in mind, an analysis of the referents of a collective project is undertaken from a Barthien perspective using the interlocking language of signifier and signified (Barthes, 1997). These complex interrelations between signifier and signified, involve an analysis of not only the cultural context but also the interplay among referents. This means placing the determination in terms of referents within the framework of an ideological analysis of territorial discourses (Di Méo, 1998). In a dynamic vision of territorialisation, the contribution of the name comes at the beginning of the process. According to the Italian geographer, Angelo Turco, territorialisation takes place in three stages (in Debarbieux, 1997): first “denomination”, then “reification” (“transformation of natural materiality into constructed materiality”), and finally “structuring or structuralisation”, (“production of operational fields from planning and development”). Bernard Debarbieux likens this attempt to understand territorial complexity to the structuralist method.

In this study, we will therefore follow the stages in a territorially based collective movement as it rediscovers the roots of an identity that was for a long time denied or repressed on account of socio-political conditions. Indeed, in Latin America, the indigenous populations had to wait until the end of the 20th century to obtain greater visibility. The reassertion of ethnicity, and even “andeanity”, has only been achieved, however, at the cost of a complex reformulation. The case studied here, the Aymaras Sin Fronteras alliance, will provide us with insights into this reformulation.

Country	N° of communes or districts	Area (km ²)	Population (regardless of ethnicity ³ - n° inhab.)	Density
Bolivia	28	70 588	138 560	2,0
Chile	8	50 809	22 807	0,4
Peru	16	7 103	18 183	2,6
Total communes & inhabitants ; Average density	52	123 500	179 550	1,7

Table n°1: Statistics of the tri-national territory
Data source: National statistics institutes

3 • The percentage of the population who identify themselves as Aymara varies and provides no more than an indication given that it is based on optional self-designation in the population censuses.

Andeanity rediscovered?

In a continent where the adjectives “indio” (Indian) and “andino” (Andean) tend to be used, even today, as perjorative qualifiers, the analysis of identity processes must be put into context from both an historical and epistemological point of view. In Latin America, the indigenous populations were excluded from the political community during the secular construction of the states. Neither independence from Spain nor the land reforms of the 20th century managed to really reduce the inequalities that made them social and political minorities in their own countries (Hooker, 2005). The political demands of the descendents of the continent’s native populations attracted increasing attention in the second half of the 20th century thanks to a renewal of the discourse used by these people about themselves in a post-modern context that encouraged greater awareness of cultural diversity. Among the factors contributing to this renewal, there was a profound transformation of the anthropological viewpoint. Interaction of the group with its social and political environment was henceforth placed at the heart of research into ethnic identity (Barth, 1969). Another important factor was the serious questioning of colonialism that accompanied the celebrations of 1992 in Latin America (movement focusing on the memory of five centuries of struggle). These elements led to minority groups becoming more aware of their identity. The reformulation of identity was also accompanied by a renewal of leadership in these minority groups.

These factors contributing to renewal enable us to understand the development of fresh rhetoric. The discourse on identity developed today by representatives of the ethnic minorities is aimed at outsiders, and first and foremost at those who belong to the dominant culture (in the Andean countries, those populations originating from the Spanish colonisation, known as “creoles”). It is often this renewed version that now circulates in the original communities where its re-appropriation can cause problems. And yet this is the condition for their members to access this new form of political expression. Modern indigenism is thus typically a product of the comings and goings between the rural and urban worlds, so characteristic of the daily lives of the Andean mountain populations (Cortès, 2002).

Research on access to the political arena by indigenous groups, as actors on the national stage, has developed considerably over the past decade (Dávalos, 2005). By focusing on the methods of regaining access to citizenship that had been denied for so long, it was possible, in the different countries where the process was at work, to identify at what level(s) of power this phenomenon was most widespread. The municipalities appeared particularly important in this respect (Radcliffe, Laurie et al., 2002) for two reasons: it is not only at this scale that relations of proximity are promoted, it also the scale at which the map has often been redrawn in recent years, frequently resulting, in areas of low population density, in new divisions and the emergence of new communal areas. The number of associations established at this level in recent years has grown considerably, as witnessed by the setting up of “networks of networks” to discuss and debate this topic and promote good

practices⁴. This is a favoured level for political innovation (Giraut, 2000), as demonstrated by the “Aymaras sin Fronteras” movement that we will examine in more detail.

Despite making considerable progress, the indigenous groups have experienced structural difficulties in entering the national political arena. Moreover, it has become apparent that to do so they must call into question not only their discourse but also the practices of liberal democracies (Yashar, 1999). Thus, it has been observed that negotiation to obtain access to political participation does not necessarily take place at the national level. The cross-border organisation of indiginist demands takes place in conjunction with the major international organisations (UNO or World Bank) and the NGOs that underpin their action (Andolina, Radcliffe et al., 2005). The internationalisation of the political action of Amerindian and black minorities is a new phenomenon. Before the Spanish conquest, although there were complex structures for regional exchange (namely between the coast, the mountain areas, and the Amazonian forest), many of the people concerned were not in contact with one another (in 1532, Atahualpa, the Inca, did not know that Moctezuma, the Aztec, had been subjugated by the Spanish in 1520). Contact between minority organisations at the national, regional and even continental scale increased as the language of their struggle became more similar and its political impact greater.

In such a context where there were an increasing number of trans-national alliances (in the form of regional groups – Andean or Amazonian – which were rather problematical, in more open social forums, or through international NGOs such as the IWGIA (International World Group for Indigenous Affairs)), there were a few cross-border initiatives. It seems that, thanks to the multiple levels involved, they are better suited than others to identify the conditions for negotiating the political status of indigenous groups (Hooghe & Marks, 2000; Anderson, 2002). The international border now represents a doubly symbolic referent, in that it represents the authority of the state: one seeks to go beyond it to provoke the reaction of the institution, hoping that such reaction will translate into a desire for public investment, while at the same time distinguishing oneself from the nation that these limits define (defining oneself by one’s ethnic belonging, which, by defining an indigenous territory, also provides one with other anthropological and political borders). A boundary situation would not only enable identity construction to be ten times more intense (Eskelinen, Liikanen et al., 1999), it would also make a territorial project more visible (Newman & Paasi, 1998). From the state’s point of view, such projects can present the opportunity for certain political flexibility: they provide the possibility for negotiating the terms of territorial recognition without threatening the integrity of the country through separatist excesses (Gros, 2003; Gros & Strigler, 2006).

4 • Cf. the Learning Network of Indigenous Rural Municipalities (Red de Aprendizaje de Municipios Rurales Indígenas, Rimisp), a project designed to strengthen the capacity of Andean and Central American municipal actors with a view to improving the conditions of governance, both at the local level and in their negotiations with the national and international actors. This project is planned over 4 years (2005-2009) and supported by the New Zealand Agency for International Development (NZAID).

This reflection on the conditions governing the emergence of a semantic referent in the territorial construction process is based on the study of an example that will be presented in detail here, that of a group of cross-border municipalities in the Andes. Its originality arises from several aspects: the capacity of local governments to develop an international policy is all the more remarkable given that the location is a zone where the borders are a subject of conflict, a century after the territorial gains of Chile from Bolivia and Peru (Amilhat-Szary, 2007). The name given to this territorial association, the “Aymaras Sin Fronteras Strategic Alliance”, suggests that this opening up of borders is based on the area’s ethnic homogeneity, which the borders, set up when the national states obtained their independence, had not succeeded in eradicating and which today it is a question of recovering. This part of the Andes is the Aymara section, one of the great cultures of the central Andes (the 3rd most spoken indigenous language of the continent), whose epicentre is situated between Lake Titicaca and the north of the present Chile. Although it is not the majority language in any of the three countries, (second ethnic group after the Quechua in Bolivia and Peru, and after the Mapuche in Chile), its respective weight in each of these countries differs considerably (1.7 million inhabitants speak it in Bolivia, 500,000 in Peru, 20,000 in Chile) (Albo, 2000).

Constructing the argument: from rural referent to ethnic and international movement

If we go back to the arguments that originally formed the basis for the emergence of the Aymaras Sin Fronteras (ASF) Strategic Alliance, it may be observed that there has since been a transfer of territorial referents. We will see here how the alliance has gone from a “rural” federator to a “trans-border” project, then to an ethnic movement, “Aymara”, with the rhetoric evolving from mutualisation (with actors hoping that their association will enable them to escape from a common handicap) to exclusion (inversed ethnic stigma in a process of self differentiation), or at least how the alliance has been constructed in the dialectic tension between these two identity poles. This evolution must be related to the Latino-American context where, throughout the 20th century, attempts were made to attribute the crisis of rural peripheral areas, and particularly that of mountain areas, to the small farmer dimension of these areas. Land reforms undertaken to address this aspect, namely in Bolivia and Peru, demonstrated, however, the failure to take into account the Andean populations in assimilating them with a socio-political category. Ethnic renewal is based on the “compost” of a quest for denied identity, the territorial component of which is essential.

The ASF was born at the instigation of the Chilean entity known as the “Association of Inland Municipalities of the First Region”. The current president of the Strategic Alliance and the mayor of Putre (commune in the hinterland of Arica in Chile), Francisco Humire, links its creation with the existence in his commune of an Andean Fair (la FERAN, Feria andina) started in 1997, which served as a meeting point between the actors concerned in the three countries, Chile, Bolivia and Peru. However, the

internationalisation of this municipal initiative is not only due to the persuasive powers of local actors, nor even to the support of their respective regional and national representatives. What makes this distant experience so relevant to other regions in the world is the meeting between the mayors of mountain communities and international functionaries of the World Bank and their ability to make the most of their convergent interests, or at least their common discourses and referents. This situation is related to the existence within the World Bank of a project division particularly focused on the development of minority groups which knew how to take advantage of the information about the Alliance project, news that did not really seem worthy of interest to the Chilean authorities.

The Association's archives gave rise, at the end of 2001, to cooperation with the overall sponsor, the World Bank, with visits from a delegation to the Aymara area, which resulted in allocation of international funds in 2002 (WB loan and donation from Norwegian government). This funding enabled both a consolidation of the discourse from Alliance members, which we will elaborate on below, and an opening up of the doors of regional government departments to these rural and indigenous mayors, who until then had had little voice. In Chile, the SUDERE (under-secretariat for regional development at the Chilean Ministry of the Interior) undertook to provide technical support for the project, taking effect from 2005. A development agent assigned to work with the Alliance helped it respond to a call-for-tender from the Inter-American Development Bank (IADB) in 2006 concerning "Regional Public Goods". The project was accepted in 2007 under the name "Aymara cultural and natural heritage" and funding provided to help get the project underway on territory constructed by the reunion of the three associations of Bolivian, Chilean and Peruvian municipalities (cf. figure n°1)⁵.

PROJECT SEMANTICS: BORDER AND DEVELOPMENT

Based on an analysis of the objectives of Aymaras Sin Fronteras, as stated in the documents produced by Alliance itself, two distinct preoccupations may be identified. First, there is the question of carrying through the development projects aimed at improving the standard of living in the region concerned (electrification of rural areas, farming and pastoral improvements, setting up a sustainable tourism project as part of the heritagization of the Inca trails, etc.). Second, there seems to be a real desire to mediatise this poor, remote and forgotten territory, forgotten not only by the governments and sponsors but also by the media: "We must make people aware of the reality of our situation" states the first text (Proceedings of the Putre agreement, 2001), in order to "win the support of regional and national governments and sources of cooperation" (Arica, January, 2002)⁶.

5 • For more details, cf. Amilhat Szary A.-L. & Rouvière L., 2009 and Rouvière L., 2009.

It was with this aim in mind that the cross-border group was born, based on the logic of scale economies : it was a question of “making the most of the advantages and possibilities of cross-border integration to obtain common benefits which would in turn generate positive externalities in their surrounding area, thus improving levels of subsistence” (Arica, January 2002). Moreover, the foundation of the Alliance does not appear to be of a productive nature: the actors brought together in the group speak of the creation of a common framework for reflection and coordination of interaction and cross-border development initiatives, given that:

- “the Border Regions constitute economic and social units with numerous and strong possibilities/a strong and varied potential/ for common and shared/joint development;
- “the globalisation process, and with it the need to be competitive, has wreaked havoc with the traditional and craft forms of activity in our system of production and marketing”;
- “with regard to clear signals encouraging development initiatives in the poor zones and given by Multilateral Organisations, there is a concerted political will on the part of the protagonists of this alliance;
- “the resources of this south Andean region are similar in all the countries concerned, since we are united by identical characteristics such as the environment, culture and productive development;
- “We must make people aware of the reality of our situation”.

This long extract from the Declaration of Tacna (August 2001) provided an opportunity to clearly state the operating priorities of what was to become the Strategic Alliance. It also provided the basis for a possible justification of an organisation that departs from the administrative and political operation of the three countries in which it is inserted, as demonstrated in the following text prepared by the legal advisor requested by ASF to validate its statute: “neither the conduct nor the establishment of political relations with foreign nations falls within the competence of Chilean municipalities”, it states, but since the final objective of the association is “coordination with national and international institutions with a view to perfecting the municipal regime”, it clearly sets out “the conditions for setting up a space for reflection that will generate development initiatives for Andean populations”. It concludes that its legal existence is possible, but the decisions taken in it can be neither binding nor restrictive (“vinculante”) for members. Thus, the Alliance was drawn up during an event, the FERAN, and did not immediately receive strict backing from a general assembly of the Association of Commons of the Interior of the First Chilean Region (Personal communication, January 2002, by Leticia Robles Valenzuela, legal advisor).

CHRONOLOGY OF DESIGNATIONS

It should be remembered that the initial entity concerned by the process described was the “Association of Municipalities of the interior of the First Region”, a somewhat technical name mirroring a country where regions are designated by their numbers. It may be noted that the name was later changed in 2004 to the “Association of Rural Municipalities of Tarapacá” and its acronym: AMRT. With regard to the actual tri-national alliance, the first documents produced emphasized the reality of the situation of the regions of Andean indigenous populations, pointing out that: “the resources of this South Andean region are similar in all the countries concerned.” (Proceedings of Putre agreement, July 2001). Other texts such as the Tacna Declaration (August 2001) mention the south Andean situation (“tri-national agreement of mayors of the south Andean region of Peru, Chile and Bolivia), with reference to sub-regional integration initiatives undertaken at other levels in this part of the Andes, and particularly the entrepreneurs’ group GEICOS (“Inter-regional Entrepreneurs’ Group of Western Central South America), the initiator of ZICOSUR (“Integration zone of Western Central South America) (Amilhat-Szary, 2003). The first Convention of the “Alianza Estratégica Trinacional de Alcaldes Rurales Andinos de Bolivia, Chile, Perú” (March 2002) is in fact celebrated in the local press as a meeting of “Andean” mayors from Bolivia, Chile and Peru. Use of the qualifier “andino” marks a real change in representations, a form of recuperation of an adjective with a complex definition (Amilhat-Szary, 2005 [2006]), a qualifier that for a long time was not well accepted by indigenous populations given that the metisse majorities used it in an injurious manner. The document produced jointly with the World Bank seems to reveal a change in demands that may be related to a change in the identity paradigm: the text is presented as a “Strategy for indigenous municipalities: proposal for strengthening Aymara power” (“una propuesta de empoderamiento para los Aymaras”)7. It gives the Alliance a triple role in which the identity aspect appears essential: 1) Construct a social space to promote recovery of its identity; 2) Mobilise its institutional capacity; 3) Strengthen its management capacities in the definition and promotion of rural development strategies”. The funding authority does no more than adopt a discourse favoured by certain members of the alliance, namely the president of the FERAN, F.Humire, a certain number of whose letters bear witness to the intensity of his interiorisation of the ethnic rhetoric. He often speaks of “the hope so anxiously harboured by some of its members for an integration of the communities of this Aymara territory with a common ancestry in this border zone” (2001)8, and uses it as an argument to validate the maturing of the strategic project: “This document is the product of a silent and concentrated effort, like an additional contribution to the intense aspiration to Integration (the capital letter is the author’s) of the three countries concerned. The latter want to strengthen and

7 • Document title, ASF archives.

8 • Letter to a consultant, 2001 (PHDG / consultant).

develop a border regional territory involving men and women whose only motivation is to have the opportunity to feel they belong to this south Andean zone, a zone for which the common denominator is to originate from this region, to be the sons and daughters of this motherland, proud of one's Culture and Aymara origins" (2002)⁹. Such rhetoric enables him to use provocation in the way he denounces the "amnesia" of the central governments in the manner they respond to the needs of the Andean rural communities and to assert that "we do not want our communities to be converted into a second Chiapas", suggesting that the Alliance is capable of "producing a development centre for all the macro region of the Aymara world"¹⁰. The referents of the discourse, going from development centres to the Chiapas, bear witness to the universal culture of this leader from both an economic and identity point of view (the Chiapas could be considered as a turning point in the post-modern ethnic construction).

The semiology of the communication documents produced by ASF testify to this evolution (cf. figure n°2): although the three-border logo (three linked hands appearing as extensions of the flags of each of the three countries) remains a stable symbol, the referents of renewed Andean identity are also strongly represented with the notable insertion of the Wiphala, the flag of small coloured squares that has become the banner of indiginist political movements, namely in Bolivia. Old stones of Tiwanaku, old textiles and folk dances make up the attributes that are more easily identified by non-Aymaras and contribute to the effort of the Alliance to use culture in promoting economic and political aims. It may be noted, however, that the word "Chile" is shown in its entirety, in a central position, whereas "Bolivia" and "Peru" are only partially visible. This may be explained mainly by the fact that the initiative was begun in Chile, with this country assuming a greater influence in the Alliance.

Conclusions

This review of the foundations of a project territory in Latin America through an analysis of its referents provides an opportunity, it would seem, to underline the essential role of the semantic approach. The change in qualifiers used (rural, Andean, Aymara) offers insights into the cultural and political context in which the project takes root. The identity process clearly

9 • Letter of 28/12/01 from Humire to F. Vidal V., Secretary of State for Planning and Development (SUBDERE), on the agreement document signed at Putre Feran 2001: « Este documento, es el producto de un trabajo silencioso y dedicado como un aporte más a la tan anhelada Integración de estos tres países involucrados. Quienes desean fortalecer y desarrollar un territorio regional fronterizo, en donde están involucrados hombres y mujeres que solo los animan a tener una oportunidad de sentirse parte de esta zona sur Andina, con un denominador común el cual es ser originarios e hijos de esta madre tierra, orgullosos de su Cultura y de su origen Aymará ».

10 • Statements to the press by F. Humire, recently elected president of the ASF (*El Correo*, Tacna, 23 and 24/3/2002).

develops here in a continuous exchange between the collective (that which brings together) and the differential (that which differentiates). The discourse alternatively stresses mutualisation (development of associations) and exclusion (ethnicity), without becoming burdened with possible gaps between referents. In the present case, it proves to be fundamental, if the territory is to exist, to speak about this: to do this, giving it a name is indispensable. But the presence of a referent authorises the mediatization of the territory particularly to the outside: here we are in a method of communication that is not applicable in the same way internally. Without us being able to give a detailed description of the consequences, the construction of the Aymaras Sin Fronteras Strategic Alliance is, paradoxically, unfortunately lacking in participation. Conceived by the indigenous elite who were able to renew their political discourse, it finds it difficult to muster support and involvement among the general population, owing to the fact that development projects have not materialised on the ground. This harsh observation leads one to ask whether in this case it is really a question of ethnic mobilisation or simply ethnic instrumentalisation ... in a context where the return to the use of the term "ethnic group" has nevertheless not been accompanied by its definition.

The implications of this argument, however, go beyond discursive exchange: the initial goal of the rural mayors, that of increasing people's awareness of a marginal territory and of taking it into account, has certainly been attained. Over the years, in Chile and then in Bolivia, the regional and national authorities became interested in the Aymaras Sin Fronteras movement at the moment when this seemed to have escaped them. In Chile, at the central level, in the Ministry of Foreign Affairs, a specific directorate (DICORE, Regional Coordination Directorate) was created in June 2000 to monitor the initiatives of the territories at the international level, and is represented at ASF meetings; the regional government, familiar with the initiative since its beginnings but without any real acknowledgement its instigators, has changed its discourse since the project was submitted to the IDB... Undoubtedly, the impact of these local exchanges on the improvement in diplomatic relations between the countries concerned should also be mentioned, given that Aymaras Sin Fronteras has participated in the strong para-diplomatic mobilisation existing on this triple border zone since the 1990s (Tapia Valdés, 2003; Paquin, 2004). The capacity for mobilisation of the mayors of these peripheral communes never ceases to surprise those who meet them, the visibility of the emerging territory undoubtedly contributing as much to enhance its recognition as the innovative nature of the process underway. Although the choice of a referent does not alone produce a territorialisation phenomenon, it may nevertheless considerably modify the status of a territory, even if it means playing on the semantic fluctuations (here: rural / Andean / Aymara / cross-border) that govern the social and political dynamics that it is meant to refer to.

Translation: Brian Keogh



Figure n° 1 : Couverture de pochette réalisée pour des rencontres trinationales, 2002.
Cover of envelope prepared for the tri-national meetings, 2002.

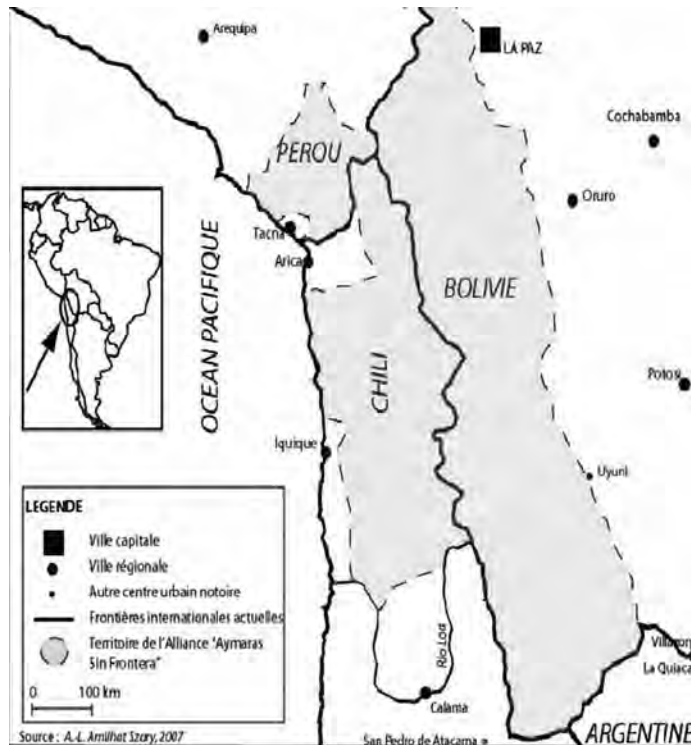


Figure n° 2 :
carte de localisation
du territoire
de l'alliance
Aymaras Sin Frontera.
*Territory concerned
by the Aymaras Sin
Fronteras alliance.*

References

- ALBÓ X., 2000. – "Aymaras entre Bolivia, Perú y Chile". *Estudios Atacameños*, Vol. 19, pp. 43-73.
- ALBÓ X., 2002. – *Pueblos indios en la política*. La Paz, CIPCA, 246 p.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2003. – « L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin ». *Revue de Géographie Alpine*, Vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes, n°3, pp. 47-56.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2005 [2006]. – "L'intégration andine et ses présupposés: la région andine existe-t-elle?" *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 50-Les dynamiques de l'intégration dans les Andes, n°2005/3, pp. 21-39.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2006. – « Indigénismes ». In Volvey, A. (dir.), *L'Amérique Latine*. Paris, Atlande, pp. 135-146.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2007. – "Are borders more easily crossed today? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics*, Vol. 2007, n°1, pp. 1-18.
- AMILHAT SZARY A.-L., ROUVIÈRE L., 2009. – « Des dynamiques transfrontalières au bilan d'aménagement du territoire: innovations et blocages dans les Andes centrales (Chili-Pérou-Bolivie) ». *Mosella*, Vol. Numéro spécial « Frontières et Aménagement ».
- ANDERSON J. (dir.), 2002. – *Transnational Democracy: Political Spaces and Border Crossings*. London, Routledge, 272 p.
- ANDOLINA R., RADCLIFFE S. A. ET AL., 2005. – "Gobernabilidad e identidad: indigeneidades transnacionales en Bolivia". In Dávalos, P. (dir.), *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*, Buenos Aires, CLACSO, pp. 133-170.
- BARTH F. (dir.), 1969. – *Ethnic Groups and Boundaries. The Social Organization of Culture Differenc.*, Oslo / Boston, Universitetsforlaget / Little, Brown & Co.
- BENGOA J., 2000. – *La emergencia indígena en América Latina*. Santiago de Chile, Fondo de Cultura Económica, 341 p.
- CORTÉS G., 2002. – « Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en "résistance" ». *C.M.H.L.B. Caravelle*, Vol., n°79, pp. 93-115.
- DÁVALOS P. (dir.), 2005. – *Pueblos indígenas, Estado y Democracia*. Buenos Aires, CLACSO, 368 p.
- ESKELINEN H., LIIKANEN I. ET AL. (dir.), 1999. – *Curtains of Iron and Gold: Reconstructing Borders and Scales of Interaction*. Aldershot, Ashgate.
- GIRAUT F., 2000. – « Innovation territoriale et référent communautaire. Du renouveau des provinces nigériennes à celui des pays français ». In Chaléard, J.-L. & Pourtier, R. (dir.), *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*. Paris, Publications de la Sorbonne, pp. 77-108.

GROS C., 2003. – « Demandes ethniques et politiques publiques en Amérique Latine ». *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 48, pp.11-29. <http://www.identidadcolectiva.es/pdf/11.pdf>.

GROS C., STRIGLER M.-C. (dir.), 2006. – *Etre indien dans les Amériques. Spoliations et résistances, Mobilisations ethniques et politiques du multiculturalisme*. Paris, IHEAL.

HOOGE L., MARKS G. (dir.), 2000. – *Multi-level governance and European integration*. Lanham, Oxford, Rowman & Littlefield, 249 p.

HOOKE J., 2005. – "Indigenous Inclusion / Black Exclusion: Race, Ethnicity and Multicultural Citizenship in Latin America". *Journal of Latin American Studies*, Vol. 37, pp. 285-310.

JOUE B., 2006. – « L'empowerment : entre mythe et réalités, entre espoir et désenchantement ». *Géographie, économie, société*, Vol. 8, pp. 5-15.

MONTERO A. P., SAMUELS D. J. (dir.), 2004. – *Decentralization and democracy in Latin America*. Notre Dame, Ind, Helen Kellogg institute for international studies, University of Notre Dame Press, 309 p.

MORIN F., SALADIN D'ANGLURE B., 1995. – « L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie ». *Etudes / Inuit / Studies*, Vol. 19, n°1, pp. 37-68.

NEWMAN D., PAASI A., 1998. – "Fences and neighbours in the postmodern world: boundary narratives in political geography." *Progress in Human Geography*, Vol. 22, n°2, pp. 186-207.

OXHORN P., TULCHIN J. S. ET AL. (dir.), 2004. – *Decentralization, democratic governance, and civil society in comparative perspective: Africa, Asia, and Latin America*. Washington / Baltimore / London, Woodrow Wilson Center Press/ Md /The Johns Hopkins University Press, 351 p.

PAQUIN S., 2004. – *Paradiplomatie et relations internationales. Théorie des stratégies internationales des régions face à la mondialisation*. Bruxelles / Bern / Berlin, Presses interuniversitaires européennes. Peter Lang, 189 p.

RADCLIFFE S. A., LAURIE N. ET AL., 2002. – "Reterritorialisated Spaces and Ethnic Political Participation: Indigenous Municipalities in Ecuador". *Space and Polity*, Vol. 6, n°3, pp. 289-305.

ROUVIÈRE L., 2009. – « L'élaboration des politiques locales de développement en milieu rural. Le cas de la triple frontière "aymara" (Bolivie – Chili – Pérou) ». In Rouvière, L. (dir.), *Quelle(s) gouvernance(s) sur les frontières latino-américaines ?* Paris, Institut pour la Gouvernance / Fondation pour le Progrès de l'homme.

TAPIA VALDÉS J., 2003. – "Paradiplomacia: las relaciones internacionales de los órganos subregionales de gobierno. El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional". In Instituto De Estudios Internacionales, U. (dir.), *El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional*, Iquique, UNAP, INTE (Instituto de Estudios Internacionales), pp. 113-122.

YASHAR D., 1999. – "Democracy, indigenous movements and the post-liberal challenge in Latin America". *World Politics*, Vol. 52, n°1, pp. 76-104.

3. Gouvernance - Comparatisme

- D7 2010 **Les acteurs privés dans la gouvernance en Amérique Latine : firme et territoire en Amérique Latine** Texte de synthèse du dossier coordonné pour l' « IRG » (Institut de recherche et débat sur la gouvernance dans le cadre du Forum latino-américain sur la Gouvernance en Amérique Latine(FLAG). <http://www.institut-gouvernance.org/es/synthese/fiche-synthese-19.html> et <http://www.institut-gouvernance.org/fr/dossiers/motcle-dossiers-62.html>
- A17 2012 « **Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale. Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants ?** », *Revue de Géographie de l'Est*, numéro 'Géopolitique des Firmes', accepté, à paraître 2011
- A12/ 2011 « **Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud. Introduction** »
O6 au numéro co-dirigé avec Kisten Koop, premier auteur : *L'information géographique* 2011-1: 3-11
- A 19 Soumis « **From North to South, from South to North: Reconsidering the Global Iterations of Territory as Development Model** », co-auteur : Kisten Koop
à *Cybergéo*,
2012

Les textes réunis dans ce chapitre tournent autour d'une exploration conjointe de la notion de gouvernance et de celle de territoire à laquelle elle s'adosse. Leur écriture est ramassée dans le temps, et traduit une certaine maturation des travaux réalisés sur le Chili, présentés dans le chapitre précédent. On y lit donc une montée en puissance comparative et théorique, qui n'exclut pas cependant une illustration, sur le *Norte Grande* toujours, mais revisité au regard d'une analyse plus large de l'insertion régionale des firmes minières. Alors que le chapitre consacré au développement mettait en avant des méthodes de géographie plutôt économique, on voit à travers ces textes-ci une approche de géographie politique qui s'affirme. Je me place ici dans une optique de géopolitique renouvelée qui postule que d'autres acteurs interviennent aux côtés des Etats, définissant un équilibre des forces inédit : les acteurs privés plus ou moins territorialisés y trouvent leur place, aux côtés des organisations supranationales et des administrations territoriales déconcentrées et décentralisées. Puisqu'il s'avère que la gouvernance « désidéologise » en grande partie la séparation traditionnelle entre public et privé, il s'agit de bien comprendre en quoi et pourquoi les acteurs privés font le jeu des territoires, mais aussi de quels acteurs privés il s'agit (en mettant l'accent sur les firmes, et plus spécifiquement les firmes multinationales).

Le premier article présenté constitue un effort de synthèse réalisé à l'issue d'un travail de recueil d'expériences réalisé à l'échelle du continent latinoaméricain en coopération avec l'IRG, Institut de Recherche et Débat sur la Gouvernance, dans le cadre du FLAG (Forum Latinoaméricain pour la

Gouvernance, cf. <http://www.institut-gouvernance.org/spip.php?article25&axe=4>). J'ai coordonné la rédaction par des chercheurs et des personnalités de la société civile de bilans d'expérience liés à l'implantation de firmes transnationales dans différents pays latino-américains, dans les secteurs de la production de matières premières (agricoles et extractives) mais aussi au positionnement des acteurs privés dans la construction du MERCOSUR. C'est sur cette base que je tente une synthèse qui permet d'abord de caractériser le positionnement des firmes dans les territoires et les conséquences de leur implication dans les évolutions récentes des théories du développement territorial. L'examen des prises de position des firmes sur les questions de l'environnement d'une part, de l'inclusion politico-économique des groupes indigènes d'autre part, permet de mettre en évidence combien la complexité du jeu des acteurs qui rend toute régulation délicate dans les conflits issus de cette évolution du processus de gouvernance.

Le deuxième article de cette partie du recueil est tiré de ma propre contribution à ce dossier du FLAG, application au Chili de cette problématisation générale. Le texte a été retravaillé pour sa présentation à un colloque stimulant, « FIRMES, GÉOPOLITIQUE ET TERRITOIRES » (Nancy 2010). Il montre comment, au-delà de leur intervention directe sur l'espace régional à travers l'investissement qu'elles y réalisent, les firmes construisent des stratégies de prise de position dans les mécanismes de gouvernance territoriale des lieux dans lesquels elles s'implantent. Le texte fonctionne de façon multiscalaire, mettant en évidence la façon dont la prise de participation des compagnies minières dans le jeu territorial modifie considérablement le jeu démocratique local, mais aussi ses implications internationales (répercussions sur les frontières) et globales (conséquences sur la gestion environnementale). D'une certaine façon, ce texte répond à [Ch.2], le chapitre publié dans le livre de V. Gouset présenté dans la partie précédente, mais avec un décalage problématique : il s'agit bien de considérer le pouvoir territorial des firmes et non plus seulement leur impact spatial.

Les deux textes suivants ont un statut distinct : ils veulent contribuer à un débat théorique sur le comparatisme, dont nous posons l'hypothèse, Kirsten Koop et moi, qu'il renouvelle la compréhension du territoire. La comparaison pose en effet à la fois la question de la définition des objets de recherche, des méthodes pour les appréhender, et de la position du chercheur qui franchit des distances de nature distinctes au cours de ce processus.

Dans le premier court texte d'introduction au premier des deux numéros spéciaux coordonnés pour *L'information géographique*, nous posons la question du transfert conceptuel, dans la complexité de sa circulation entre chercheurs travaillant dans des contextes très variés, ainsi que dans les interactions critiques entre théorie et pratique. Issu d'un travail collectif sur les circulations intellectuelles entre Nords et Suds, l'article part du postulat selon lequel la recherche aux Suds ne peut s'effectuer tout à fait dans les mêmes conditions qu'aux Nords et que, par conséquent, l'utilisation de notions et concepts forgés dans un concept sont difficilement applicables à l'autre sans interroger ce différentiel. Il y aurait beaucoup à creuser encore sur cette affirmation d'un lien entre formes de développement et approche méthodologique. Apparaît néanmoins en filigrane l'idée forte que la circulation conceptuelle fonctionne également des Suds vers les Nords, sans que les chercheurs aient pris l'habitude d'explicitier cet apport heuristique.

Le dernier article de ce recueil constitue le bilan d'un lourd travail autour du « territoire », non pas pour lui trouver une définition inédite, mais pour mettre en perspective les façons dont le terme a été abordé dans les trente dernières années, celle de sa réappropriation par les sciences sociales et

l'action publique. Notre propos ne repose pas véritablement sur la généalogie, mais sur l'analyse des connotations du terme, menée dans différents contextes culturels. Cela nous amène d'une part à considérer les façons dont le mot est traduit dans les langues européennes, et à analyser ces termes. Cela nous conduit ensuite à chercher à localiser la diffusion d'un développement de type territorial conçu comme un paradigme inédit dans l'aménagement et la stratégie multiscalaires. Ce sont dans les déplacements conceptuels hors du Nord occidental que l'on trouve les hybridations les plus innovantes, dont les apports théoriques bien souvent nous reviennent en écho. Le constat de l'augmentation récente de l'utilisation du mot "territoire" dans la littérature anglophone (dans un sens élargi par rapport à sa définition politique première) apparaît comme une innovation sémantique : nous faisons alors l'hypothèse qu'elle provient d'une itération scientifique vers et depuis les Suds, dont l'apport est ici valorisé. Ce texte démontre comment la question du développement est influencée par l'intérêt renouvelé dans le territoire et combien, en retour, la pensée du développement influence la conceptualisation du territoire

LES ACTEURS PRIVÉS DANS LA GOUVERNANCE EN AMÉRIQUE LATINE: FIRME ET TERRITOIRE EN AMÉRIQUE LATINE

Dossier coordonné par Anne-Laure Amilhat Szary

Mars 2010



Institut de recherche
et débat sur la gouvernance

SOMMAIRE

- 6** **LA PRISE DE POSITION DES ACTEURS PRIVÉS DANS LA GOUVERNANCE TERRITORIALE : ENJEUX, OPPORTUNITÉS, RISQUES**
"Territorial share-taking" en Amérique Latine
Anne-Laure **AMILHAT SZARY**
- 19** **DROIT DU MERCOSUR ET ACTEURS NON-ÉTATIQUES**
Rôle et influence sur la gouvernance et les politiques publiques communautaires ?
Bruno **DUPEYRON**
- 30** **LES ENTREPRISES MINIÈRES DANS LA GOUVERNANCE TERRITORIALE AU CHILI**
Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants ?
Anne-Laure **AMILHAT SZARY**
- 47** **ACTION PUBLIQUE ET DÉVELOPPEMENT AGRO-INDUSTRIEL DANS LE BASSIN DU RÍO DE LA PLATA : L'ÉTAT URUGUAYEN FACE À L'IMPLANTATION DE L'ENTREPRISE FINLANDAISE BOTNIA À FRAY BENTOS**
Compromis et co-gouvernance entre grande entreprise et institutions locales
Pablo **LIGRONE** et Martine **GUIBERT**
- 52** **DERECHOS HUMANOS EN EL FINANCIAMIENTO INTERNACIONAL PARA EL DESARROLLO**
Jorge **DANIEL TAILLANT**
- 61** **SORRISO, CAPITALE DU SOJA DANS LE CENTRE-OUEST BRÉSILIEN : UNE VILLE PAR ET POUR LES ACTEURS PRIVÉS**
Quand intérêts privés et publics sont co-construits au nom d'un développement économique hégémonique
Frédéric **MONIÉ** et Martine **GUIBERT**
- 65** **UN NATIONALISME ANTICAPITALISTE**
Le renouveau de l'État dans la gouvernance énergétique équatorienne
Guillaume **FONTAINE**
- 75** **APRÈS CAMISEA**
Le rôle du secteur privé dans la gouvernance énergétique péruvienne
Guillaume **FONTAINE**



La prise de position des acteurs privés dans la gouvernance territoriale : enjeux, opportunités, risques

“Territorial share-taking” en Amérique Latine

Anne-Laure Amilhat Szary

Décembre 2009

Institut de recherche et
débat sur la gouvernance

Institute for Research and
Debate on Governance

Instituto de investigaciòn
y debate sobre la
gobernanza

Cette réflexion s’inscrit dans une géopolitique renouvelée qui postule que d’autres acteurs interviennent aux côtés des Etats, définissant un équilibre des forces inédit : les acteurs privés plus ou moins territorialisés y trouvent leur place, aux côtés des organisations supranationales et des administrations territoriales décentralisées et déconcentrées. Il s’avère ainsi que la gouvernance « désidéologise » en grande partie la séparation traditionnelle entre public et privé. Il s’agit de bien comprendre en quoi et pourquoi les acteurs privés font le jeu des territoires, mais aussi de quels acteurs privés il s’agit (nous mettrons l’accent sur les firmes, et plus spécifiquement les firmes multinationales). Une première partie sera consacrée à l’analyse du positionnement des firmes dans les territoires et des conséquences de leur implication dans les évolutions récentes des théories du développement territorial. Nous verrons dans une deuxième partie comment leur implication renforcée dans le secteur des matières premières (agricoles et extractives) en Amérique Latine illustre cette évolution. Notre troisième partie sera consacrée aux conflits issus de cette évolution du processus de gouvernance : l’examen des prises de position des firmes sur les questions de l’environnement d’une part, de l’inclusion politico-économique des groupes indigènes d’autre part, permet de mettre en évidence combien la complexité du jeu des acteurs qui rend toute régulation délicate. Ce dossier souhaite contribuer à montrer comment de nombreuses coïncidences entre les intérêts privés de l’entreprise et ceux des autres acteurs territorialisés conduit à revoir la notion d’intérêt commun. Si l’on n’est pas nécessairement dans une optique du bien commun d’intérêt général, on se trouve néanmoins face à ce que l’on peut qualifier de « bien collectif ». Le processus de territorialisation issu de ces interactions fait sans doute émerger une « autre conception d’un bien commun territorialisé », ce dernier dépendant plus des positions prises¹ par les différents acteurs que de leur légitimité initiale à intervenir dans ce processus (LASCOURMES & LE BOURHIS 1998).

Anne-Laure Amilhat Szary

Enseignant-chercheur
Université de Grenoble /
PACTE, UMR 5194
Docteur en géographie, Ancienne
Elève de l’Ecole Normale Supérieure
(LSH)
Membre du Comité de Rédaction de
Geopolitics et de l’Espace Politique
(espacepolitique.org)
Spécialiste des frontières et de l’intégration en Amérique Latine

1. « La nature publique ou privée d’un acteur ne permet pas de déduire un type de comportement. Des acteurs privés peuvent se rallier à des actions d’intérêt général alors que des acteurs publics peuvent utiliser les méthodes de gestion du secteur privé, voire, pour prendre l’exemple de l’aménagement, se comporter comme des spéculateurs immobiliers. Certains (Bobbio, 1994) vont même jusqu’à suggérer que les organisations, qu’elles soient publiques ou privées, ont de plus en plus des comportements et des modes d’action indifférenciés, que seule l’argumentation sur les raisons de l’action différencie, ce qui est sans doute aller vite en besogne. » LE GALÈS 1995, p. 60

La réflexion que nous proposons dans ce dossier ne se limite pas à l'analyse de la mise en œuvre de partenariats public-privé (dits modèle « PPP ») en Amérique Latine. Elle repose sur une définition large de la gouvernance qui intègre une co-construction des modes de gouvernement entre les sphères publique et privée. Il reste cependant entendu que la redéfinition du bien commun reste centrale dans cette réflexion et que la gouvernance, telle que nous contribuons à la définir, va au-delà de la problématique de *gestion* des ressources économiques et sociales. Dans un moment où l'institution qui détenait le monopole du pouvoir se voit dépassée dans son périmètre d'intervention, à la fois par le haut (transnationalisation) et par le bas (décentralisation), la capacité de gouvernement se voit diluée entre de multiples acteurs. La gouvernance peut dès lors être définie comme leurs agencements dans l'interaction. Celle-ci ne doit pas évacuer les rivalités entre ces acteurs socio-politiques. Et c'est dans la mesure où leurs intérêts se rejoignent qu'ils peuvent faire coïncider leurs interventions : il s'agit donc de comprendre la gouvernance comme une négociation constante sur les conditions d'exercice du pouvoir, la fin de celui-ci étant l'action (« Le pouvoir correspond à l'aptitude à agir de façon concertée » (ARENDRT 2004 :153).

La proposition d'insérer des acteurs privés dans un forum sur la gouvernance pouvait avoir quelque chose d'iconoclaste. Ces derniers peuvent en effet jouer un rôle important dans les territoires sans qu'il soit lu en termes politiques. Pourtant, loin d'aller jusqu'à un discours qui positionne les rapports de pouvoir des acteurs privés comme des actes violents nourrissant une guerre économique, nous proposons que la force que confère aux firmes leur capacité d'investissement est susceptible d'être traitée de façon géopolitique. Nous nous plaçons ici dans les termes d'une analyse de système de pouvoir entre des acteurs, ce qui infère de ne plus considérer l'Etat et ses sous-ensembles territorialisés comme les seuls agents de pouvoir sur l'espace. Cette démarche est devenue courante dans des analyses de la mondialisation (TAYLOR & FLINT 2000) suggérant que le pouvoir est aujourd'hui partagé entre acteurs politiques et économiques, souvent au détriment des premiers. On s'inscrit dès lors dans une géopolitique renouvelée qui postule que d'autres acteurs interviennent aux côtés des Etats pour définir l'équilibre des forces : organisations supra-nationales et administrations territoriales déconcentrées et décentralisées, mais aussi acteurs privés plus ou moins territorialisés (AGNEW 1998).

De fait, la définition d'acteur privé reste floue¹, l'individu lui-même pouvant être considéré comme le premier actant de la sphère privée. Certains auteurs considèrent que la société civile doit être considérée à ce prisme. Les analyses révèlent cependant que le « renouveau » de la société civile repose à la fois sur l'avènement de la prise en compte de nouveaux critères pour la compréhension du jeu politique, notamment la participation des individus, la valeur de leurs savoirs, l'expression différenciée de leurs intérêts, mais surtout sur l'émergence de dispositifs de reconnaissance de ces valeurs (JOBERT 2008). Ainsi, en France, la société civile est de plus en plus associée à l'action publique en matière d'aménagement du territoire (RAYMOND 2009). L'application à l'Amérique Latine ne va pas de soi, elle impose de considérer que les conditions de la participation s'y expriment de façon très différente, économiquement et politiquement parlant, ainsi que le révèle le rôle des élites d'une part

¹ S. Velut et C. Ghorra –Gobin insistent à juste titre sur le fait que ces définitions sont loin d'avoir une validité universelle et mettent en avant leur nécessaire contextualisation (Velut S. & Ghorra-Gobin C., 2006, "Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux." Géocarrefour, Vol. 81, N°2006/2, p.99-104.).

(GRANDI & BIZZÓZERO 1997) et un rapport très différent non seulement à l'Etat mais à l'international (AGOSIN, CAMPERO, et al. 1999).

Nous choisissons ici de nous limiter à un type très spécifique d'acteur privé, celui de la firme. L'entreprise en tant qu'acteur collectif dont la rationalité est déterminée par des intérêts privés nous est apparue comme une clé d'entrée innovante dans le débat sur la gouvernance. Elle possède en outre la qualité d'être essentiellement multiscalaire, les capitaux qui la nourrissent étant aujourd'hui dotés de capacité de mobilité transnationale extrême, les logiques de sa localisation s'avérant généralement un compromis entre le choix d'une spécificité territoriale et la capacité d'insertions dans de bons réseaux (VELTZ 1996). L'entreprise peut être définie comme un acteur (*stakeholder*) qui est également un *shareholders* (détenteur d'un capital potentiellement territorial). On peut en revanche élargir la définition de ces deux termes (*stakeholder* / *shareholder*) en posant que les partenaires de la firmes peuvent être définis selon leur degré d'influence sur les performances de l'entreprise (KOCHAN & RUBINSTEIN 2001) : on comprend dès lors comment l'entreprise peut avoir intérêt à intégrer la dimension territoriale.

Nous allons voir au travers de ce dossier comment de nombreuses coïncidences entre les intérêts privés de l'entreprise et ceux des autres acteurs territorialisés conduit à revoir la notion d'intérêt commun. Considérer la firme dans sa dimension partenariale implique cependant de prendre en compte sa légitimité morale, dans une perspective qui amène à « repolitiser les firmes » (RENOU & RENAULT 2007). Si l'on n'est pas nécessairement dans une optique du bien commun d'intérêt général, on se trouve néanmoins face à ce que l'on peut qualifier de « bien collectif ». Les grandes entreprises s'en saisissent pour faire valoir leur légitimité à intervenir sur le territoire au-delà de leur champ productif : elles s'avèrent ainsi capables « d'adopter le vocabulaire des autorités publiques ou, à tout le moins, de trouver un langage commun faisant écho aux préoccupations sociales. » (VELUT & GHORRA-GOBIN 2006). Le processus de territorialisation issu de ces interactions fait sans doute émerger une « autre conception d'un bien commun territorialisé », ce dernier dépendant plus des positions prises² par les différents acteurs que de leur légitimité initiale à intervenir dans ce processus (LASCOUMES & LE BOURHIS 1998³).

² « La nature publique ou privée d'un acteur ne permet pas de déduire un type de comportement. Des acteurs privés peuvent se rallier à des actions d'intérêt général alors que des acteurs publics peuvent utiliser les méthodes de gestion du secteur privé, voire, pour prendre l'exemple de l'aménagement, se comporter comme des spéculateurs immobiliers. Certains (Bobbio, 1994) vont même jusqu'à suggérer que les organisations, qu'elles soient publiques ou privées, ont de plus en plus des comportements et des modes d'action indifférenciés, que seule l'argumentation sur les raisons de l'action différencie, ce qui est sans doute aller vite en besogne. » Le Galès P., 1995, "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine." Revue française de science politique, Vol., p.57-95., p. 60

³ Eux-mêmes renvoient à la démonstration de J.-J. Rousseau qui, dans Le contrat social, distingue « volonté générale » et volonté de tous » (livre II , chapitres II et III).

1/ La gouvernance atténuée de la limite entre secteurs public et privé : quelles conséquences en termes de développement territorial ?

L'évolution de la prise en compte des acteurs dans la gouvernance est corrélative d'une transformation profonde de la notion de souveraineté dont le territoire a longtemps été dépositaire. On considère souvent que l'origine de ce lien se trouve dans l'œuvre de Jean Bodin (*Les Six Livres de la République*, Paris, 1576) qui montre comment l'Etat moderne indivisible, récipiendaire de l'autorité suprême qu'il incarne, s'est doté d'un appareil de pouvoir dont la limite était le pouvoir des autres entités de même nature. Il n'est pas utile de revenir ici sur modalités complexes de cette légitimation⁴. J. Habermas a cependant montré combien, dès la constitution des Etats européens, l'interrelation entre les sphères publique et privée était constitutive des modes de régulation du politique (HABERMAS 2008 [1962]). Il a par la suite pu mettre en avant le dépassement de l'Etat par multitude d'acteurs (HABERMAS 2000) parmi lesquels les entreprises semblent cependant tenir un rôle à part. L'émergence des firmes dite multi- puis transnationales a très rapidement fait naître des inquiétudes sur la capacité des Etats à résister à ce pouvoir de nature inédite (VERNON 1973). Dans le contexte de la mondialisation contemporaine, il apparaît que la souveraineté est mise en question à la fois par le haut (firmes) et par le bas (notamment par les migrants internationaux). Sans qu'elle soit exclue du système international, elle semble échapper à la tutelle exclusive de l'Etat (JOBERT 1995) : S. Sassen montre ainsi comment on assiste à ce qu'elle appelle une « dénationalisation » du territoire national (SASSEN 1996). Certains n'hésitent plus à parler de coresponsabilité (BADIE 1999) ou de « citoyenneté interactive » (ONG 2006).

C'est dans ce contexte que nous souhaitons ouvrir la question de la participation du secteur privé à la construction de nouvelles formes de gouvernance. Nous observons en effet que le rôle de ce dernier est loin de se limiter à celui que lui impartit le traditionnel schéma de la subsidiarité : ne laisser à l'Etat de possibilité d'intervention que dans les secteurs où le privé ne serait pas plus efficace. On ne discutera donc pas ici de la répartition des tâches en termes de gestion et d'aménagement des territoires, qui fait l'objet de nombreuses publications récentes concernant les systèmes de concession et de délégation de service public (cf. par exemple le numéro spéciale de la revue *Local Government Studies* portant sur « Local Government Reform: Privatisation and Public – Private Collaboration » (2007, vol 33, n°4). Il semble au contraire essentiel de comprendre l'insertion des partenaires dans les enjeux de gouvernance de façon multiscalaire. On distingue en effet souvent gouvernance globale (où interviendraient au côté et par dessus les Etats les grandes institutions et les acteurs privés transnationaux) et gouvernance locale (où le rôle de la société civile serait mis en avant au côté des instances décentralisées des Etats). Il s'agit d'analyser ici le rôle des acteurs privés dans le développement local ou, en d'autres termes, dans la gouvernance des recompositions territoriales. On s'intéressera à la façon dont de grands groupes internationaux construisent des stratégies d'aménagement régional pour accompagner ou influencer les schémas existants, dont ils interagissent avec la société civile en marge des procédures sociales mises en place par les administrations existantes...

⁴ Pour ce faire on se référera utilement à la mise au point de Théret B., 2008, "La souveraineté: des référentiels philosophiques pluriels, des régimes historiques hybrides" in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 381-406.

Il s'agit de bien comprendre en quoi et pourquoi les acteurs privés font le jeu des territoires, mais aussi de quels acteurs privés il s'agit. B. Dupeyron (FICHE) montre en effet que l'importance accordée à ces derniers dans le processus de construction historique du MERCOSUR, voire de tout le processus d'intégration en Amérique Latine, est bien supérieure dans les intentions que dans la réalité. Dès l'époque de la CEPAL, à un moment où le projet d'intégration devait alimenter une politique d'industrialisation pour la substitution des importations (ISI) à l'échelle continentale⁵, le rôle des acteurs privés était sollicité (INTAL 1977). L'analyse du statut des acteurs-non étatiques dans la mise en place du MERCOSUR révèle ainsi la tension entre l'esprit libéral du projet et la difficulté de coordination des élites économiques régionales qui ont eu du mal à coordonner leurs attentes pour influencer en conséquence l'architecture des normes sectorielles les concernant. Le fait que la construction régionale serve leurs intérêts n'a pas forcément amené les acteurs privés à intervenir dans ce processus. Cet exemple est très éclairant quant au positionnement des acteurs dans les interactions de pouvoir d'une part, et nous informe aussi sur les nuances importantes à établir même au sein de ceux que l'on a tendance à regrouper dans la sphère « privée » de l'action. La perspective historique que nous permet la mise en ligne des archives de l'INTAL nous donne également la possibilité de mesurer à la fois l'évolution du contexte et la permanence de certaines problématiques.

La participation des acteurs privés à la gestion des territoires n'est pas nouvelle, et il faut sans doute éviter de présenter cette problématique comme inédite. Cela s'est d'autant plus vérifié là où l'Etat était soit faible, soit pauvre (soit, bien sûr, les deux !) et a donc concerné les pays que nous appelons aujourd'hui les « Suds » en tout premier lieu, l'Amérique Latine ne faisant pas exception ! La nouveauté réside sans doute dans les modalités de sortie de crise institutionnelle qui conduisent à rechercher les partenariats (HAMEL 1995) qui ont permis l'implication croissante des acteurs privés, dans la gestion et l'aménagement des territoires. C'est dans ce cadre que la notion de gouvernance a vu le jour et on peut sans doute généraliser le propos de P. Le Galès pour comprendre l'enjeu de ce cahier : « L'émergence de la gouvernance urbaine signifie la prise en compte du déplacement des barrières entre acteur public et acteur privé, et le brouillage des repères traditionnels. En utilisant ce terme, on insiste sur les phénomènes de transfert, d'imitation, de bricolage de l'action publique, d'impuissance publique, de privatisation de l'action publique et de l'importance des mécanismes de coordination et de contrôle. » (LE GALÈS 1995 : 60). Il s'avère que la gouvernance « désidéologise » en grande partie la séparation traditionnelle entre public et privé (LERESCHE & SAEZ 1997). L'Etat se trouve donc dessaisi de son rôle d'autorité régulatrice pour être ramené à un statut d' « agent régulateur » comme un autre, dans un contexte où les mécanismes d'auto-ajustement doivent permettre de se substituer à ses prérogatives antérieures (HERMET, KAZANCIGIL, et al. 2005). Face à lui « les acteurs décisifs des dispositifs de gouvernance se recrutent ou se choisissent entre eux, par cooptation avant tout en fonction de leurs positions acquises ou de celles qu'ils parviennent à acquérir grâce à leur talent tactique et à leur proximité, idéologique, avec les acteurs déjà en place. » (ibid.).

Certains types de stratégies des acteurs privés semblent aller au-delà de leur intention première, et on discute ainsi en Amérique Latine du poids géopolitique de la nouvelle carte d'infrastructures traversant le continent émanant de l'IIRSA (*Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional*) : il s'agirait d'un exemple d'élargissement des prises de position d'acteurs internationaux privés au-delà des prérogatives que leur accordent traditionnellement

⁵ Allant contre l'insertion dans un système d'échanges mondialisés et promouvant au contraire un recentrage, voire une certaine autarcie de la région.

les PPP (VAN DIJCK & HAACK 2006). Mais à partir du moment où les interventions des acteurs privés basculent d'interventions sectorielles vers une approche globalisante, territoriale (cf. Fiche AMILHAT SZARY ou GUIBERT LIGRONE par ex), d'aucuns –des économiste dans ce cas, n'hésitent plus à parler de « gouvernance privée » (GILLY & PERRAT 2003, ZIMMERMANN 2005). Jean-Benoît Zimmermann distingue, « en fonction du caractère, privé ou non, des objectifs et des modes d'appropriation des ressources par les acteurs », quatre types de gouvernance territoriale⁶, les acteurs privés pouvant apparaître comme des éléments moteurs des processus de territorialisation.

On a cherché à collecter ici une série d'expériences de partenariat menées dans des contextes très différents, tout en portant l'attention sur les spécificités latino-américaines liées aux formes d'ouverture de l'économie du continent et, plus généralement, des modalités de son insertion dans le système Monde. L'éventail des situations analysées permet de mettre en évidence différents types d'interactions entre acteurs publics et privés, afin de montrer dans quels cas ce type de gouvernance sert des conjonctions d'intérêts et dans quels autres il permet d'atténuer ou de creuser des disjonctions entre les positions des différents acteurs en présence.

2/ L'implication croissante des acteurs privés dans la gouvernance des matières premières

Bien que l'appel à contributions ne le précisât pas, l'ensemble des études de cas réunies dans le cadre de ce cahier concernent des acteurs privés dont le domaine productif est lié à la production et l'exportation des matières premières. Il faut veiller à ne pas généraliser sur la base de ce recueil limité d'expériences d'une part, tenter d'autre part d'établir des distinctions entre l'agriculture et la mine par exemple, mais surtout prendre garde à ne pas construire des schémas de causalité trop simples. Nous nous proposons en effet de réfléchir aux facteurs qui permettent de comprendre les liens entre l'exploitation des matières premières et la forte participation des acteurs privés dans les mécanismes de gouvernance territoriale dans d'une part, mais aussi d'interroger une éventuelle spécificité des modalités de gouvernance découlant de ce contexte.

Une analyse historique des conditions de participation des entreprises privées à l'extraction minière montre en effet que la prédominance des firmes n'est pas constante ni « naturelle » (GRAULAU 2008). Il apparaît en effet que la théorie des avantages comparatifs « établit un raisonnement normatif qui favorise l'exploitation minière basée sur l' (et dans des conditions d') intervention de capital transnational dans les pays en développement. Il semble que l'idée

⁶ « - privée : ce sont les acteurs privés dominants qui impulsent et pilotent des dispositifs de coordination et de création de ressources selon un but d'appropriation privée. Il en est ainsi de la firme motrice, par exemple l'établissement d'un grand groupe, qui structure l'espace productif local ;

- privée collective : dans ce cas, l'acteur clé est une institution formelle qui regroupe des opérateurs privés et impulse une coordination de leurs stratégies. On trouve dans ce cas les chambres de commerce, les syndicats professionnels et toute forme de club regroupant des opérateurs privés ;

- publique : les institutions publiques ont des modes de gestion des ressources qui diffèrent de l'appropriation privée, notamment à travers la production de biens ou services collectifs qui sont donc, par définition, utilisables par tous les acteurs, sans rivalité ni exclusion. Ce sont au premier chef, l'Etat, les collectivités territoriales et toutes les formes d'intercommunalité (SIVOM, districts, syndicats d'aménagement...), mais aussi les centres de recherche publique, les CRITT,... ;

- mixte : dans la réalité, rares sont les situations pures ; on trouve souvent une association de ces différentes formes mais avec une dominante. Cela permet de caractériser chaque territoire comme un cas particulier qui entre dans une catégorie générale (plutôt publique ou plutôt privée) avec un dosage spécifique et variable », Zimmermann J.-B., 2005, "Entreprises et territoires: entre nomadisme et ancrage territorial." *Revue de l'IREs*, Vol. 47, N°2005/1, p.31-36. p.33-34

d'avantage compétitif mette l'accent sur les réseaux du commerce, de la production et du marketing des entreprises par rapport à des dotations factorielles⁷ ». Cette doctrine émerge dans un contexte où, après une phase critique quant à l'efficacité de l'apport des revenus de l'extraction des matières premières sur le développement des pays pauvres, la Banque Mondiale reprend un discours de « promotion corporatiste », déclarant à nouveau que l'industrie minière a un rôle important à jouer dans la réduction de la pauvreté et le développement durable (cf le rapport de la Banque Mondiale *Striking a Better Balance: Extractive Industries Review*, 2003)⁸. L'argument principal retenu pour désamorcer l'argument du Syndrôme hollandais (*Dutch disease*) est, selon Charles McPherson, Conseiller senior auprès de la Banque Mondiale, la « bonne gouvernance ». Jeannette Graulau insiste sur les liens entre la Banque Mondiale, le Fond Monétaire International et les corporations minières multinationales dans la production commune d'un discours favorable à l'incorporation des acteurs privés dans les territoires, en vertu du développement.

Dans ce cadre, l'action d'entités comme par l'IFC (International Finance Corporation) de la Banque Mondiale apparaît singulièrement éclairante. Il existe d'autres instances de promotion de la gouvernance corporative de même nature, et notamment le Forum Global de Gouvernance Corporative (GCGF) fondé conjointement par le groupe Banque Mondiale et l'OCDE. L'IFC quant à lui est un consortium financier chargé par le bailleur de gérer une partie de ses actifs tout en se faisant le fer de lance de la promotion d'une meilleure gouvernance des entreprises (*corporate governance*). La fiche qui détaille le fonctionnement des mines chiliennes (fiche FLAG AL AS) fait apparaître la présence de l'IFC qui détient 2,5% de la plus grande mine de cuivre du monde, La Escondida. L'IFC constitue une plateforme de services chargée d'accompagner ses clients vers un meilleur fonctionnement organisationnel devant leur permettre d'accroître leurs performances économiques et financières. Elle a pour ce faire mis en place une méthodologie (www.ifc.org/corporategovernance) testée auprès de ses propres entreprises avant d'être proposée sur le marché. « Pour les investisseurs qui opèrent au niveau mondial, la gouvernance corporative des entreprises est devenue un facteur de plus en plus important à l'heure de choisir où investir. Par conséquent, la bonne gouvernance corporative est devenue une préoccupation centrale pour les gouvernements et les entreprises qui cherchent à attirer le

⁷ « Neoliberal theories about mining converge in the idea that mining produces competitive advantages for mineral-rich developing countries. The theoretical shift from comparative to competitive advantage emphasizes the increasing importance of technology, companies' specialization and economies of scale in international trade, rather than natural resources endowments (Gilpin, 2001). It establishes a normative rationale that favours mining based on (and under conditions of) transnational capital intervention in developing countries. It seems that the idea of competitive advantages emphasizes the networks of trade, production and marketing of mining companies over factor endowments. Hansen describes how the theory of competitive advantages provided an environmental dimension to the normative view in favour of mining (Hansen, 1998). It refers to the idea that developing countries are 'pollution heavens' with abundant 'contamination endowments', which means that they have a natural pollution absorption capacity given their low levels of industrialization (Hansen, 1998) » Graulau J., 2008, "Is mining good for development?' the intellectual history of an unsettled question." *Progress in Development Studies*, Vol. 8, N°2, p.129-162.

⁸ « The novel normative view about mining represented by the EIR Report is its emphasis on promoting corporatist mining as a way of achieving poverty alleviation and sustainable development. This includes normative stances about the environmental impacts of mining, human rights, and the rights of indigenous peoples. (...) Accordingly, WBG operations in the extractive industry sector should meet strict criteria to ensure that they contribute to equitable and sustainable development, promote sustainable livelihoods, and alleviate poverty. (...) Extractive industry projects considered for World Bank Group support should be evaluated to ensure that their expected benefits – especially for the poor – are sufficiently higher than their estimated costs, including environmental and social costs. Further, local communities bearing the costs should clearly benefit from such development. The outcome will often depend on helping countries to create the policy and institutional frameworks needed for extractive industries to contribute to sustainable development (WBG, 2003, Vol. I: 4). The most conspicuous antecedent of the EIR Report is the Extractive Industries Transparency Initiative (EITI). This initiative seeks to build an international regime to promote 'good governance' and 'transparency' in resource-rich developing countries » (Ibid., nous soulignons).

capital et à développer des marchés sur du capital solide »⁹. Cette citation extraite de la charte de l'IFC révèle combien, pour cet organisme, les intérêts des gouvernements et des firmes convergent, la gouvernance exprimant et illustrant tout à la fois cette coïncidence. La stratégie d'acceptation locale de l'entreprise multinationale que nous observons sur le terrain (cf. fiche Chili) s'avère rémunératrice en termes de performance globale¹⁰.

Cette démarche est sans doute à rapprocher de la quête de labellisation sociale que sous-tend le développement de la Responsabilité Sociale des Entreprises (cf. www.orse.org). Si la préoccupation de moralisation de l'action des acteurs privés est valorisée par le grand public, et en tant que déterminant de l'attribution des marchés, elle devient un enjeu pour les décideurs économiques¹¹. Elle reste pourtant définie de façon assez traditionnelle, car on remarque bien souvent que derrière la proclamation de la recherche de critère d'évaluation universels, « l'entreprise a tendance à sous-estimer l'effet de son intervention sur l'organisation et la gestion de l'espace productif et du cadre de vie dans le territoire où elle s'implante » (REVESZ 2008). Même lorsqu'elle se projette à l'échelle des territoires, elle revient vite vers une vision réductrice de ces derniers, ramenés à leurs enjeux environnementaux (ce qui n'exclut pas le développement d'outils intéressants dans ce domaine, cf. notamment, pour la France, la plateforme Orée, Entreprises-territoires-environnement, <http://www.oree.org/presentation/objectifs.html>). La conjonction vertueuse des démarches de labellisation conduit à interroger la nature de l'ancrage territorial des firmes : la RSE permet de « (revisiter) l'impact des entreprises sur le tissu socio-économique local sous l'éclairage de la création de valeur durable dans les territoires (...) On observe en tout cas que chaque année, les entreprises s'efforcent de rendre leur stratégie d'ancrage territorial plus lisible, de mesurer plus précisément les progrès et les difficultés, et de structurer les actions de leurs unités locales dans une perspective RSE globale. L'ancrage territorial devient une véritable préoccupation économique pour l'entreprise, qui s'intègre progressivement dans les processus de décision et le management de chaque filiale » (IMS & ORSE 2006). Ces déclarations font apparaître la question de la temporalité, souvent gommée dans les débats sur la gouvernance. L'horizon de l'intérêt général est un long terme que l'acteur privé peut être amené à esquiver, ou à banaliser au sein d'un discours sur le développement durable.

⁹ « Para los inversionistas que operan a nivel mundial, el gobierno corporativo de las empresas ha llegado a ser un factor cada vez más importante en el momento de elegir donde invertir. En consecuencia, el buen gobierno corporativo se ha convertido en una preocupación central para los gobiernos y compañías que buscan atraer capital y desarrollar mercados de capital sólidos. »

[http://www.ifc.org/ifcext/corporategovernance.nsf/AttachmentsByTitle/Factsheet_LAC_Spanish/\\$FILE/06_Factsheet_LAC_Spanish.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/corporategovernance.nsf/AttachmentsByTitle/Factsheet_LAC_Spanish/$FILE/06_Factsheet_LAC_Spanish.pdf)

¹⁰ Good corporate governance won't just keep your companies out of trouble. Well-governed companies often draw huge investment premiums, get access to cheaper debt, and outperform their peers." IFC, 2005, The Irresistible Case for Corporate Governance,

[http://www.ifc.org/ifcext/corporategovernance.nsf/AttachmentsByTitle/The_Irresistible_Case_Text/\\$FILE/IrresistibleCase4C_G.pdf](http://www.ifc.org/ifcext/corporategovernance.nsf/AttachmentsByTitle/The_Irresistible_Case_Text/$FILE/IrresistibleCase4C_G.pdf)

¹¹ « Parmi les bonnes pratiques identifiées, citons :

- La nécessité de mieux intégrer les attentes des clients dans la définition de l'offre ISR
- Une communication plus transparente auprès des différentes catégories d'investisseurs pour mieux les informer et leur donner confiance
- Un effort de sensibilisation et de formation à renforcer auprès de l'ensemble des acteurs au sein des établissements financiers et notamment des réseaux de distribution. » <http://www.orse.org/>

3/ La conflictualité renouvelée de deux enjeux territoriaux : la gestion de l'environnement et l'inclusion politico-économique des groupes indigènes

Les situations de conflit ramènent à questionner la possibilité d'analyse du positionnement des acteurs privés à l'aide d'une grille de lecture politique. Certains insistent (HERMET, KAZANCIGIL & PRUDHOMME 2005, HUËT & CANTRELLE 2006) sur l'aspect « résiduel » des processus électoraux dans une situation de gouvernance à laquelle les acteurs privés ont été invités à prendre une place de choix. Elles mettent en avant la question de la responsabilité et de la redevabilité que garantit traditionnellement la démocratie : D. Taillant (cf FICHE) soulève la question essentielle de la « democratic accountability » dans des situations de gouvernance où des acteurs non définis par le collectif prennent l'ascendant et ouvre le débat sur la « responsabilité de l'entreprise ».

Peut-on réellement affirmer que les situations rencontrées soient inédites en Amérique Latine ? Le danger de collision entre élites politiques et économique qui est mis en avant à Sorrizo, au Brésil (FICHE GUIBERT / MONIE), où le magnat du soja Blairo Maggi accède au statut de gouverneur obéit-il à un schéma très différent de celui sur lequel les oligarchies latino-américaines basés sur le latifundio ont fonctionné de façon historique ? Si l'on admet que la gouvernance constitue un système de gestion des affaires publiques au sein duquel les négociations prennent le pas sur les décisions délibératives, c'est l'échelle des capitaux en jeu qui apparaît comme inédite. La réussite de B. Maggi est symptomatique d'une cette accélération : moins de 25 ans après son arrivée dans le Mato Grosso, il est devenu le producteur de soja individuel le plus important du monde (5% de la production brésilienne, première du monde), principalement dans la commune de Sorriso, qui occupe également le sommet du palmarès (premier rang de la production nationale). Malgré l'individualisation du succès économique que représente l'homme, la caricature ci-dessous permet de mieux rapprocher le cas du soja de celui des extractions minières : le dessinateur met en avant l'importance des bailleurs internationaux dans le financement des plantations de soja comme dans celui des mines¹². Ce que révèle l'analyse de l'implication croissante des acteurs privés dans les territoires de production de matières premières, c'est la nature réticulaire des intérêts défendus par les firmes, qui met en lien les bailleurs internationaux, les actionnaires transnationaux et les acteurs locaux. Cette interconnexion est bien mise en avant par D. TAILLANT (fiche) qui montre comment des banques publiques n'appuient des investissements à l'étranger qu'à partir du moment où l'IFC accepte de garantir le projet (en l'occurrence celui des usines de cellulose en Uruguay, également analysé dans la fiche GUIBERT / LIGRONE).

¹² «A Report commissioned by the Joint World Bank/Civil Society/Government Structural Adjustment Participatory Review Initiative (SAPRI) indicates that during this period, Washington-based institutions granted the highest amount of credit to mining: US\$ 5,950,000,000 by the World Bank Group; US\$ 946,000,000 by the European Bank for Reconstruction and Development; US\$ 2,025,000,000 by the Asian Development Bank; US\$ 1,073,000,000 by the Inter-American Development Bank; and US\$ 40,500,000,000 by Export Credit Agency Financing of Upstream Oil and Gas Development – Not Mining – for the period 1994–99» (Graulau, *ibid.*, p. 151).



caricature : <http://www.corpwatch.org/article.php?id=11756>

Pour faire apparaître les divergences d'intérêt entre acteurs privés et publics, il faut repartir de situations de conflit, notamment de crises environnementales : on s'aperçoit dès lors que, dans un cas péruvien par exemple, « la mine joue sur ces divisions, multiplie les aides sociales, les offres de formation professionnelle et les opérations de reboisement » (REVESZ, *ibid.*). C'est également ce que montre G. Fontaine dans les deux fiches consacrées respectivement à l'Équateur et au Pérou (FICHES), dans une vision comparée très enrichissante. Cette étude menée en parallèle montre en effet que le poids des traditions politiques nationales restent déterminantes face aux stratégies des firmes, tant en ce qui concerne la gestion des interactions avec les populations locales autochtones que dans la redistribution des royalties vers l'ensemble du territoire de la nation.

Les prises de position des acteurs privés semblent limitées par leur impact dans deux domaines médiatiquement sensibles : l'environnement et la prise en compte des populations autochtones. La question environnementale est plus globale, puisqu'on la retrouve en filigrane dans presque toutes les fiches, elle concerne tous les pays cités sur le continent. Elle révèle le poids d'acteurs très divers, des grandes organisations internationales aux ONG, sans exclure des pouvoirs publics à la recherche d'un nouveau périmètre d'intervention dans ce domaine. Le cas des usines de celluloses implantées sur la rive uruguayenne du Rio de la Plata montre bien la complexité d'enjeux multi-scalaires. Si, en Uruguay, l'arrivée des capitaux n'est pas rejetée au nom de l'immensité des investissements productifs en jeu, et des impacts positifs sur la réorganisation des espaces considérés (ville et port), elle vient compléter –et semble accompagner– une législation nouvelle en matière d'aménagement territorial et de développement durable dans le pays... elle est rejetée au contraire par le voisin argentin,

soutenu par une myriade de défenseurs internationaux de l'environnement (cf fiche GUIBERT / LIGRONE). Comme au Chili (fiche AMILHAT), l'évolution des textes régulateurs est contemporaine de l'arrivée des grands groupes internationaux et leur application donne lieu à des arrangements inédits.

De façon plus globale, émerge le problème des rapports de pouvoir dans la co-construction que représente le processus de gouvernance. On voit dans le cas de l'Équateur combien la question de la dette nationale pèse sur le devenir des territoires de l'Amazonie, avant même d'aborder la question de la reconnaissance des revendications indigènes. La polarisation des mouvements politiques indigènes constitue un autre facteur qui entrave le dialogue concernant les espaces d'exploitation des hydrocarbures. Dans de tels contextes qui affaiblissent un certain nombre d'acteurs malgré leur légitimité politique, les grands groupes internationaux voient le contour de leur champ d'action notablement élargi : on remarque ainsi, au Pérou, le rôle croissant du financement des programmes environnementaux directement par les entreprises qui exploitent les hydrocarbures. Mais ils ne sont pas seuls : G. Fontaine remarque que si les firmes transnationales cristallisent l'opposition, notamment de la part des populations autochtones, ce ne sont pas les seules à mettre en péril leur cadre de vie. La question du front agraire amène à aller plus loin sur la question des acteurs privés. La progression de paysans à la recherche de terres nouvelles peut considérablement faire évoluer des territoires en l'absence d'initiative publique : il s'agit là d'acteurs individuels dont l'action cumulée a un impact territorial décisif (SOUCHAUD 2002) qu'il serait intéressant de discuter en termes de gouvernance.

Conclusions et perspectives

Le statut des acteurs privés dans la gouvernance émerge dès lors que le concept de souveraineté est ébranlé et « manque à justifier à lui-seul l'action » (RETAILLE). On voit dès lors les rapports entre espace et pouvoir se redessiner dans une configuration où l'on peut lire les marques de « puissance au-delà des limites de la souveraineté » (ibid). Les acteurs privés, bien que « dégagé[s] de l'impératif territorial qu'est la continuité spatio-temporelle », sont amenés à intervenir sur des périmètres qu'ils contribuent à construire.

L'interprétation de la gouvernance en termes de co-construction (KOOIMAN 2003) apparaît comme une première étape pour comprendre le statut des entités très hétérogènes que l'on nomme acteurs. Elle ne résout pas le problème de leur légitimité. Les expériences collectées par les auteurs qui ont contribué à ce dossier posent en effet à leur façon la question ce qu'il est convenu d'appeler les « accountability gaps » ou trous noirs de la responsabilité des acteurs dans un processus dont la justice est à réinventer. Le fait d'insister sur les acteurs ancrés dans la sphère privée permet de mettre en évidence ce que l'on pourrait appeler des « sovereignty gaps » difficiles à résorber.

L'ensemble des contributions réunies ici pose enfin l'épineuse question de l'évolution de la définition de l'intérêt collectif, qui n'est pas toujours assimilable à un intérêt général supérieur. La territorialisation du débat sur la gouvernance le positionne dans l'espace et le temps, soulevant le voile de la durabilité qui reste peu abordé dans les exemples mobilisés.

Bibliographie

- AGNEW J., 1998, *Geopolitics. Revisioning world politics*, London, Routledge, 143 p.
- AGOSIN M., Campero G., et al., (dir.), 1999, *Inserción internacional de Chile y participación ciudadana*, Santiago, CEPRI-Perspectiva (Cooperación de Estudios de Políticas Públicas y Relaciones Internacionales), 182 p.
- ARENDT H., 2004, [1972], *Du mensonge à la violence: essais de politique contemporaine*, Paris, Presses Pocket, 249 p.
- BADIE B., 1999, *Un monde sans souveraineté. Les Etats entre ruse et responsabilité*, Paris, Fayard, 306 p.
- GILLY J.-P. & PERRAT J., 2003, «La dynamique institutionnelle des territoires: entre gouvernance locale et régulation globale.» *Cahiers du GRES*, Vol., N°5.
- GRANDI J. & BIZZÓZERO L., 1997, «Hacia una nueva sociedad civil del MERCOSUR. Viejos y nuevos actores en el tejido subregional.» *Integración & Comercio*, Vol. 3, p.33-50.
- GRAULAU J., 2008, «'Is mining good for development?' the intellectual history of an unsettled question.» *Progress in Development Studies*, Vol. 8, N°2, p.129-162.
- HABERMAS J., 2000, *Après l'Etat-nation. Une constellation politique*, Paris, Fayard, 149 p.
- HABERMAS J., 2008 [1962], *L'espace public*, Paris, Payot, 324 p.
- HAMEL P., 1995, «La question du partenariat: de la crise institutionnelle à la redéfinition des rapports entre sphère publique et sphère privée.» *Cahiers de Recherche Sociologique*, Vol. 24, p.87-106.
- HERMET G., Kazancigil A., et al., (dir.), 2005, *La Gouvernance, un concept et ses applications*, Paris, Karthala, 228 p.
- HUËT R. & CANTRELLE M., 2006, «Gouvernance et acteurs privés: le cas de la lutte contre les discriminations au travail.» *Développement durable et territoires*, Vol. Varia-mars 06, <http://developpementdurable.revues.org/index1880.html>.
- IMS. & ORSE, 2006, *L'ancrage des entreprises dans les territoires: pilotage et reporting international*, Paris, IMS/ ORSE, 81 p.
- INTAL, (dir.), 1977, *La iniciativa privada en la integración latinoamericana*. Integración Latinoamericana n°12, Buenos Aires, INTAL, 104 p.
- JOBERT B., 1995, «La fin de l'Etat tutélaire.» *Cahiers de Recherche Sociologique*, Vol. 24, p.107-126.
- JOBERT B., 2008, «Des référentiels civils» in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 407-423.
- KOOIMAN J., 2003, *Governing as Governance*, London, Sage, 264 p.

- LASCOUMES P. & LE BOURHIS J.-P., 1998, «Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures.» *Politix*, Vol. 11, N°42, p.37-66.
- LE GALÈS P., 1995, «Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine.» *Revue française de science politique*, Vol., p.57-95.
- LERESCHE J.-P. & SAEZ G., 1997, «Identité territoriale et régime politique de la frontière.» *Pole Sud*, Vol. 7, p. 27-47.
- ONG A., 2006, *Neoliberalism As Exception: Mutations in Citizenship And Sovereignty*, Duke University Press, 304 p.
- RAYMOND R., 2009, «La «société civile», ce «nouvel» acteur de l'aménagement des territoires.» *L'information géographique*, Vol. 73, N°2009-2, p.10-28.
- RENOU Y. & RENAULT M., 2007, «Une conception pragmatique de la firme partenariale.» *Economie Appliquée*, Vol. LX, N°4, p.51-80.
- REVESZ B., 2008, «Etat, entreprises et société civile: entreprises nationales et développement local durable au Pérou» in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 366-380.
- SASSEN S., 1996, *Losing control? Sovereignty in an age of globalization*, New York, Columbia University Press, 128 p.
- SOUCHAUD S., 2002, *Pionniers brésiliens au Paraguay*, Paris, Karthala, 406 p.
- TAYLOR P. & FLINT C., 2000, [1982], *Political Geography, World Economy, Nation-State and Locality*, Harlow, Prentice Hallp.
- THÉRET B., 2008, «La souveraineté: des référentiels philosophiques pluriels, des régimes historiques hybrides» in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 381-406.
- VAN DIJCK P. & HAACK D., 2006, *Troublesome Construction. IIRSA and Public-Private Partnerships in Road Infrastructure*, Amsterdam, CEDLA, 96 p.
- VELTZ P., 1996, *Mondialisation, ville et territoire; L'économie d'archipel*, Paris, PUF, 262 p.
- VELUT S. & GHORRA-GOBIN C., 2006, «Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux.» *Géocarrefour*, Vol. 81, N°2006/2, p.99-104.
- VERNON R., 1973, *Les entreprises multinationales, la souveraineté nationale en péril. [Sovereignty at bay: the multinational spread of U.S. enterprises, 1971]*. Paris, Calmann-Lévy, 349 p.
- ZIMMERMANN J.-B., 2005, «Entreprises et territoires: entre nomadisme et ancrage territorial.» *Revue de l'IRES*, Vol. 47, N°2005/1, p.31-36.

Article Accepté par la Revue de Géographie de l'Est, pour parution fin 2011 dans un numéro spécial issu du colloque international FIRMES, GÉOPOLITIQUE ET TERRITOIRES 9 et 10 septembre 2010, Nancy Université

Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants ?¹

RESUME

Dans un pays traditionnellement très centralisé, où les ressources minières jouent un rôle clé dans la production de richesse depuis la deuxième moitié du XIX^{ème}, les régions concernées par l'exploitation minière ont évolué de façon particulière : les firmes y ont joué un rôle important sur le façonnement de l'espace, particulièrement dans les confins arides du nord du pays qui ont en grande partie été modelés en fonction des besoins de cette économie. Au-delà de cette intervention directe sur l'espace régional, nous analysons ici comment les firmes construisent des stratégies de prise de position dans les mécanismes de gouvernance territoriale des lieux dans lesquels elles investissent. Nous nous intéressons tout d'abord au niveau local, analysant en quoi la prise de participation des compagnies minières dans le jeu territorial modifie considérablement le jeu démocratique. Nous considérons ensuite les conséquences de cette intervention des acteurs privés dans le territoire en termes de souveraineté, à partir de l'examen de l'épineuse gestion des frontières. Cela nous amène à montrer que l'entrée par le local donne en fait une marge de manœuvre globale aux firmes, comme l'illustre l'évolution de la gestion environnementale dans le pays.

Introduction

Le Chili est un pays où les ressources minières² jouent un rôle clé dans la production de richesse depuis la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle (cycles miniers successifs dans le nord du pays, argent, nitrates naturels, cuivre, minerais non métalliques comme le lithium ou le borax, sans compter le charbon dans le sud, et le pétrole). Leur mise en valeur s'est faite sur la base d'une coopération historique entre intérêts publics et privés, notamment avec un apport ancien de capitaux étrangers : l'issue de la guerre du Pacifique qui octroya au Chili les régions minières les plus riches, fut gagnée par ce pays sur ses voisins bolivien et péruvien grâce à la combinaison de la stratégie militaire d'Etat et le positionnement des capitaux britanniques alors dominants. Les investissements britanniques dominèrent l'exploitation des nitrates, et à partir des années 1920, ce fut au tour des Etats-Unis de prendre le contrôle grâce à leur mainmise sur les grandes mines de cuivre.

¹ Ce texte a été élaboré, dans le cadre d'une coopération avec l'IRG Institut de recherche et débat sur la gouvernance, dans le cadre du (Forum latino-américain sur la Gouvernance en Amérique Latine(FLAG) en 2009. Il s'inscrivait dans le cadre d'un dossier sur *Les acteurs privés dans la gouvernance en Amérique Latine: firme et territoire en Amérique Latine* que j'ai coordonné (cf. Synthèse : <http://www.institut-gouvernance.org/fr/synthese/fiche-synthese-19.html>).

² L'activité minière (cuivre, molybdène et or) représente aujourd'hui plus de 20 % du produit intérieur brut du Chili, elle est en très forte hausse depuis 1990, du fait d'une politique d'ouverture aux investissements. La production de cuivre, dont le Chili est le plus important producteur et exportateur au monde (37% des réserves mondiales) a ainsi plus que triplé dans cette période (pour le cuivre fin, sans inclure la fonte et le raffinage, on est passé de 1,3 million de tonnes en 1987 à 5,6 millions de tonnes en 2007), augmentant la participation du Chili dans la production mondiale de 22 % en 1990 à 37 % en 2006 ; ces fortes expansions ont concerné également le molybdène, l'or, l'argent et les minéraux non métalliques. Les produits miniers sont destinés avant tout à l'exportation : 3% de la production de cuivre est consommée dans le pays, et les produits miniers constituent encore 2/3 des exportations du pays (le cuivre seul représentant 50 % du total).

A ce titre, la nationalisation des mines de cuivre proclamée par Salvador Allende en 1971 a constitué une tentative de transformation radicale du système. Elle a fondé en partie la croissance économique du pays pendant toute la dernière partie du XX^{ème} siècle. Paradoxalement, la Junte militaire aux orientations libérales précoces n'a jamais remis en cause ce texte, allant au contraire plus loin dans sa mise en œuvre, avec deux mesures phares prises en 1976 : d'une part la création de CODELCO (compagnie nationale de gestion du développement des mines de cuivre du pays), et d'autre part l'attribution d'une part directe des revenus du cuivre à l'armée (grâce à la « ley reservada del cobre » abrogée en 2009 seulement, qui actualisait une mesure prise en 1958 destinée à réserver 15% des revenus miniers à l'équipement de l'armée : ce pourcentage baissait à 10% en 1976, mais la somme globale avait considérablement augmenté grâce à la nationalisation). L'évolution de l'exploitation du cuivre chilien a cependant pris un nouvel essor à partir de la fin des années 1980, du fait du retour des capitaux étrangers dans le pays dans un contexte politique visant à rassurer les investisseurs (textes de loi très favorables à l'investissement étranger passés dès 1974³, et trois lois de dérégulation, le nouveau Code minier -1983, le Code de l'eau - 1981, et la loi indigène- modification en 1979 de la loi du même nom promulguée par Allende⁴). Les grandes entreprises du secteur ont à nouveau investi dans la prospection à partir de la publication de ces textes, mais en tenant compte du temps nécessaire entre l'identification d'un gisement et l'ouverture de la mine, ce n'est qu'à partir des années 1990 que l'on voit se développer les grands projets miniers rendus possibles par ces orientations politiques⁵. Entre temps la Junte a perdu le pouvoir au Chili⁶, et c'est dans un contexte de reconstruction de la démocratie que ces firmes ont dû se positionner face aux territoires.

Le Chili constitue un pays traditionnellement très centralisé : sa forme longiligne (4000 km du nord au sud sur un fin cordon littoral) a certainement joué sur le positionnement central de la capitale, Santiago. Son rôle de commandement politique est confirmé par son poids dans le fonctionnement du pays : la Région Métropolitaine représente aujourd'hui 47% du PIB régionalisé (chiffre relativement stable depuis les années 1990) et 40% de la population chilienne (30% entre 1970 et 1990). La division administrative du pays obéit à une logique centralisée, le personnel placé à la tête des régions est en effet nommé par le pouvoir

³ Le cadre général de l'investissement étranger a été modifié par le Décret-Loi 600 promulgué en 1974 : l'analyse de son impact territorial montre que la distribution sectorielle des investissements réalisés entre 1974 et 1995 a privilégié les mines (54,6%), puis les services (22,4%) et l'industrie (17,3%). Ce qui s'est traduit dans l'espace national par une forte concentration dans la Région Métropolitaine (37,7%), ainsi que par le traitement privilégié des Régions minières.

⁴ Le **Código de la minería** de 1983 (loi n°18.248), tout en conservant au sous-sol son caractère de propriété inaliénable de l'Etat, garantit des concessions de très grande durée et très peu imposées, pour faire oublier aux grandes entreprises minières internationales le traumatisme de la nationalisation. Le deuxième volet de ce corpus législatif est constitué par le nouveau **Código de Aguas** (1981, Décret ayant force de Loi n°1.122), qui rend la propriété de l'eau distincte de celle de la terre (eaux de surface et souterraines) ; celle-ci devient donc un bien cessible, dont la circulation crée un marché, dont les entreprises minières vont saisir rapidement les règles. Enfin, et de façon directement liée au texte précédent, intervient la **Loi indigène** (Décret ayant force de Loi n°2.568 qui modifie la Loi 17.729 de 1972) : elle supprime la notion de propriété collective, permettant donc la mise en vente de terres jusque là gérées par une communauté. Les mêmes effets se sont fait sentir sur la propriété de l'eau, dans une rivalité désormais ouverte entre firmes minières et indigènes pour l'appropriation des droits sur l'eau du désert.

⁵ L'examen de la chronologie des grands projets miniers qui sont à l'origine de ce boum révèle une grande concordance des faits : les gisements sont soit de vieux sites inaccessibles (on a trouvé à Collahuasi, à 4200 mètres d'altitude, les traces d'une fonderie de cuivre au milieu de ruines Incas datant de 1400 environ, et les textes du XVII^{ème} siècle font allusion au gisement), soit des sites exploités de façon extensive par des mineurs artisanaux (Mantoverde), soit des propriétés de CODELCO qu'elle n'a pas les moyens de mettre en exploitation (El Abra, Altamira, ...), soit, enfin des gisements repérés lors des campagnes d'exploration géologiques qui sont lancées dès la fin des années 1970 à la faveur du retour d'un climat favorable aux investissements étrangers au Chili (La Escondida, Minsal).

⁶ Référendum fixant le terme du gouvernement de Pinochet en octobre 1989, premières élections présidentielles en décembre 1989, entrée en fonction du président Aylwin en mars 1990.

central. Cette caractéristique a été accentuée pendant la Dictature, des militaires étant désignés pour administrer tous les échelons territoriaux (région, province, commune) : malgré une réforme annoncée comme porteuse de décentralisation (loi de réforme administrative de 1974), les périmètres administratifs sont demeurés dans une logique top-down. Depuis 1990, l'enjeu de la transition politique est de rétablir de la démocratie dans les rouages territoriaux : au niveau communal, les maires sont élus depuis 1991, au niveau régional des conseils sont élus de façon indirecte depuis 1993, des procédures de décentralisation fiscale ont été intensifiées (augmentation des fonds publics de responsabilité régionale), mais les intendants de région et leur cabinet continuent d'être nommés. C'est dans ce cadre que les grandes entreprises ont rapidement pris leurs marques en matière d'intervention territoriale.

Dans les régions concernées par l'exploitation minière, les firmes ont joué un rôle important sur le façonnement de l'espace, particulièrement dans les confins arides du nord du pays qui ont en grande partie été modelés en fonction des besoins de cette économie. Les points d'arrimage du territoire ont longtemps été résumés au doublon ville minière (company-town)/ port, qui s'est traduit par la mise en valeur par les hommes de la partie la plus inhospitalière de la région, la dépression centrale entre les cordillères de la Côte et des Andes, appelée « Pampa ». La réouverture du secteur aux capitaux étrangers et le développement de « méga-projets » miniers s'est traduite par une mise en valeur différente de l'espace : les travailleurs ne sont plus concentrés sur les sites d'exploitation, en partie du fait de leur situation (très haute altitude ou éloignement important) : ils sont tenus de travailler par « tours », nombre de jours ouvrés qui s'avèrent constituer des périodes d'astreinte pendant lesquelles le statut de la nuit n'est pas systématiquement le repos. On travaille ainsi 6, 10, voire 20 jours, suivis de périodes plus ou moins longues de repos (21 jours de travail pour 21 jours de repos à Collahuasi, la mine la plus élevée dans les Andes). Dans ces conditions, le campement minier change de statut : il perd sa nature urbaine, les familles n'ayant plus besoin de résider sur place. Les travailleurs se localisent soit dans les métropoles régionales, soit dans la capitale, voire à l'étranger. De ce fait, les entreprises se trouvent déchargées d'un certain nombre de fonctions qu'elles assuraient dans les villes dont elles avaient la charge, le logement bien sûr, mais aussi la santé et l'éducation des enfants, voire les loisirs⁷. Les firmes concernées ont bien sûr profité de ces transferts pour se délester d'une partie de ces charges (santé et éducation surtout), mais sans pour autant se délester de tout (le logement de leurs travailleurs demeure une de leurs prérogatives). Cette translation implique une forte intervention des entreprises dans la fabrique urbaine : les entreprises La Escondida ou Doña Inès de Collahuasi ont ainsi construit des quartiers entiers à Antofagasta et Iquique respectivement, contribuant fortement à la segmentation sociale de l'espace urbain : quartiers pour ouvriers dans les secteurs moins aisés, quartiers pour

⁷ Si les conditions de vie des ouvriers étaient très rudes au début du siècle pendant l'exploitation des nitrates, dans les *oficinas salitreras*, elles s'améliorèrent dans les campements attendant aux mines de cuivre, et notamment à Chuquicamata, puis la même tendance se fit sentir dans les grands gisements de nitrates. Les logements s'améliorèrent, et l'offre de services s'étendit, notamment dans le domaine médical : ainsi, l'hôpital « américain » de Chuquicamata était très réputé. Les campements ont probablement atteint leur stade de développement le plus avancé à la fin des années 1960, avant de se rétracter sous le coup de deux séries de facteurs. La nationalisation des grandes mines de cuivre aurait entraîné une « politique de délestage » (Lamicq 1976: 268) consistant dans la restitution progressive des services de santé, d'éducation, et de loisirs aux administrations compétentes ou aux municipalités dans la mesure où c'est l'Etat qui en était désormais responsable. Et la privatisation progressive de l'exploitation cuprifère aurait encore accentué le phénomène dans la mesure où les nouveaux projets miniers ne se sont pas dotés de telles infrastructures. cf. Amilhat Szary A.-L., 1999a, in Gouëset, V. (dir.), *Investissements étrangers et milieu local*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 193-217.

cadres dans les secteurs plus luxueux, avec des choix de fermeture qui contribuent à la diffusion de gated-communities dans des villes où elles n'existaient pas auparavant). Au-delà de cette intervention directe sur l'espace régional, nous allons tenter de voir comment les firmes construisent des stratégies de prise de position dans les mécanismes de gouvernance territoriale des lieux dans lesquels elles investissent. Nous détaillerons d'abord ces processus à l'échelle locale, en détaillant la prise de position des firmes dans la perspective d'une démocratie participative. Nous verrons ensuite comment ces engagements locaux traduisent une perte plus globale de souveraineté qui peut se lire dans l'intervention des acteurs privés dans la gestion des frontières internationales. Enfin, nous terminerons d'illustrer ce cas en montrant comment l'intelligence des enjeux environnementaux permet aux acteurs privés de prendre de vitesse les acteurs publics et d'obliger ces derniers à innover avec eux.

I. La prise de participation des compagnies minières dans le jeu territorial

Le Chili du début des années 1990 est assez spécifique : c'est le cadre d'une transition politique générale dans laquelle le débat territorial ne tient qu'une place finalement secondaire. Dans un pays où il s'agit de rétablir la justice politique et sociale, les revendications de décentralisation existent, mais leur résolution n'est pas prioritaire à l'agenda des nouveaux présidents de la démocratie revenue. La Junte militaire a lancé une grande réforme administrative en 1974, remplaçant l'ancien découpage du pays en 25 provinces par 12 nouvelles régions. Ces dernières reprennent les anciennes entités pour, le plus souvent, les regrouper. Ce choix a reposé sur un pragmatisme économique : il s'agissait d'ouvrir le pays tout entier à une économie libérale. Cette orientation s'est traduite par le fait que les chiffres romains qui ont été donnés à ces entités administratives leur ont servi de nom. A l'heure de la transition démocratique, les régions ont continué à fonctionner mais se cherchaient une âme (AMILHAT SZARY 2009) : la région n°II (d'Antofagasta) a ainsi lancé un programme pour susciter le débat autour de l'identité régionale.

Dans ce contexte de déficit démocratique local, les entreprises minières vont rapidement se positionner : la première à développer cette opportunité fut la mine Escondida. Il s'agit d'un gisement situé à 170 km d'Antofagasta, à une altitude de 3100 mètres, possédé à 57,5% par BHP Billiton (Australie⁸), à 30% par Rio Tinto PLC (Angleterre), à 10% par Jeco Corporation (consortium japonais dominé par la Mitsubishi Corporation) et à 2,5% par la Corporation Financière Internationale, filiale de la Banque Mondiale. Les travaux ont commencé en 1988, et la mine a fonctionné à partir de 1990, et a continué à s'étendre, au prix d'un investissement global de 4 milliards de dollars, l'exploitation étant prévue pour 25 ans. La production s'est élevée de 300 000 t les premières années à 1 300 000 tonnes métriques de concentré de cuivre en 2008, un volume qui place cette mine au premier rang mondial (20 à 25 pour cent de la production totale de cuivre au Chili). Grâce à l'augmentation parallèle du cours du cuivre sur la période, la vente du produit de la mine représente aujourd'hui 3 à 5 pour cent du Produit intérieur brut du pays. En 2006, la mine employait directement près de 3000 employés directs, ainsi que presque autant de sous-traitants (2790) ; on considère également qu'elle génère près de 8000 emplois permanents additionnels dans la région.

Dès son arrivée dans le pays, la mine a développé une stratégie de communication adaptée au contexte politique national et régional, prenant appui sur la demande sociale de décentralisation. Les documents alors produits par la mine affichent au premier plan les milliards investis dans le projet et mettent en avant les bénéfices espérés pour la région

⁸ BHP, la plus grande entreprise minière australienne, a pu racheter, fin 1995, l'américain Magma Copper Company, un des plus grands producteurs de cuivre des Etats-Unis.

concernée. Avant que les principes de responsabilité sociale des entreprises ne soient formalisés, la firme créée en 1996 une fondation : Fundación Minera Escondida (FME), cherchant à se positionner comme un allié durable de la population locale, au-delà de ses travailleurs, puisqu'elle s'investit considérablement vis-à-vis des populations sensibles de l'intérieur, celles des villages indigènes jusqu'alors tenus à l'écart du miracle économique chilien. C'est dans ce contexte qu'est produite une brochure remarquable, dont nous reproduisons la page de garde :



Figure 1 : Brochure d'information sur le développement régionale éditée par une entreprise minière chilienne (La Escondida, 1994)

Ce document nous semble particulièrement significatif dans sa présentation et son contenu. Il ressemble formidablement à toute la production contemporaine produite par l'administration régionale : il s'agit de fortifier le territoire en montrant qu'il existe car il se développe. On met en avant à la fois ses coutumes, sa richesse paysagère, mais aussi son capital humain (les enfants) et ses atouts économiques. Il paraît étonnant qu'une firme privée soit à l'origine de documents qui ne la concernent pas directement. C'est dans la façon dont ils reprennent les arguments du développement régional qu'ils nous intéressent : le message est clair : la croissance locale est due à l'entreprise internationale puissante qui vient de s'installer au Chili. Cette première brochure peut être mise en regard du document suivant, produit en 2002, qui va dans le même sens, mais de façon peut-être plus classique dans la présentation : le titre du document fait allusion à la notion de responsabilité sociale

des entreprises. Le contenu cependant est identique, par le choix des chiffres représentés, il transmet bien sûr l'idée que la région qui abrite la mine est celle dont le taux de pauvreté a le plus baissé, mais la mise dans le contexte national suggère également une relation de causalité entre la présence de l'entreprise et le devenir du pays tout entier. L'exemple de cette première minière se situe avant tout dans le domaine de la communication, mais on peut voir en suivant l'action d'une deuxième firme que le positionnement en termes de gouvernance est bien plus développé qu'il n'y paraît à cette première lecture.

Un regard analytique sur la responsabilité sociale



LA OTRA FERIA

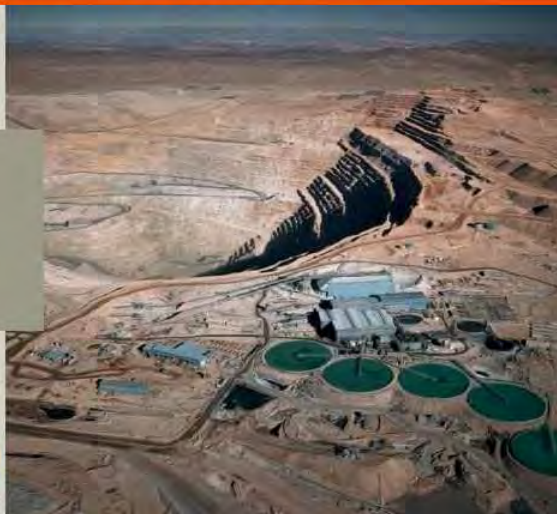
Taller: Responsabilidad Social desde una mirada analítica

Le cas de la Mine Escondida

El caso de Minera Escondida

Expone: Mauro Valdés R.
Vicepresidente Asuntos Corporativos y Externos

Noviembre 2002



Desarrollo Social: Calidad de Vida

Développement social : qualité de vie

Taux de réduction de la pauvreté

Tasa Reducción Pobreza (1990-2000)

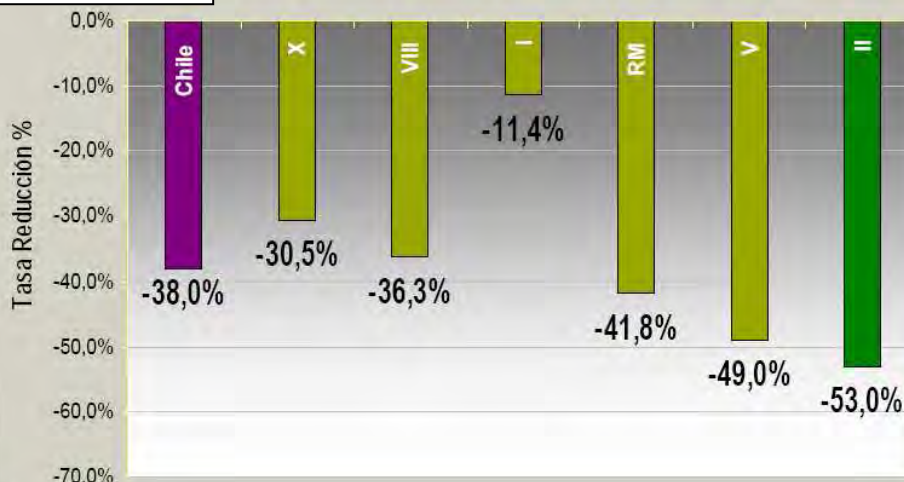


Figure 2 (a & b) : Brochure sur la responsabilité sociale des entreprises appliquée au développement régional par une entreprise minière chilienne (La Escondida, 2002)

C'est en observant la politique territoriale déployée par les autres entreprises minières de la région que l'on comprend mieux le phénomène. On peut ainsi observer ce qui s'est passé dans la région de Tarapacá (n°1), dans l'hinterland de la ville d'Iquique, qui ne connaît l'exploitation du cuivre que depuis le milieu des années 1990 car les gisements sont, à cette latitude, hauts et leur teneur en minerai ne justifie l'exploitation que grâce aux derniers apports technologiques dans le domaine. Les premières mines à avoir été ouvertes furent celles de Cerro Colorado (qui appartient à 100% à BHP Billiton 100%) et Quebrada Blanca (actionnaire majoritaire canadien : Aur Resources) ; elles furent suivies par un autre géant, qui rivalise avec La Escondida en termes de production, la mine de Doña Inés de Collahuasi (Xstrata (44%, Suisse⁹); Anglo American (44%, Afrique du Sud), consortium de compagnies japonaises emmené par Mitsui & Co. Ltd., 12%).

Ces dernières ont développé d'emblée leur assise territoriale et en ont fait un pilier de leur image marketing. On peut ainsi lire sur le site de Collahuasi une déclaration concernant sa « Vision » : elle « contribue de façon responsable au développement et à la croissance de la Première région du pays »¹⁰. Cette affirmation est étayée par la promulgation d'un « Code éthique » qui se préoccupe de « La permanence dans le temps et la prospérité de Collahuasi », les faisant « dépendre de sa réputation comme entreprise responsable et engagée » (ibid.). C'est à l'occasion d'une crise que l'on a pu mesurer la réalité de ces déclarations : il y a eu en juin 2005 un tremblement de terre de 7,9 degrés sur l'échelle de Richter qui a considérablement endommagé les villages de l'intérieur, notamment sur les communes sur lesquelles opèrent ces firmes. Elles se sont toutes engagées dans l'aide aux victimes : Cerro Colorado a d'abord, dans l'urgence, envoyé des volontaires, puis participé financièrement à un programme national *Chile Ayuda a Chile* (le Chili aide le Chili) œuvrant pour la reconstruction des logements abîmés ou détruits. La mine de Collahuasi a eu une action plus ciblée, menée de façon plus individuelle, dont le rendement en termes d'images est plus efficace : elle a donné plus d'un million de dollars pour la reconstruction, destinés notamment à la réparation d'édifices religieux patrimoniaux que le séisme avait presque rasés. Cette intervention sur le domaine culturel participe de façon plus symbolique à l'inscription de la firme dans le territoire. Cette action locale a été renforcée par le mécénat d'une exposition dans la capitale, Santiago, concernant l'art religieux (*Chile Mestizo: tesoros coloniales*, mars 2009, Centro Cultural Palacio de la Moneda). On peut rapprocher ce type d'interventions de celles de la Fondation développée par l'une d'entre elles, la Fundación Minera Escondida. Rien n'est dit sur l'avenir de ces interactions alors que la durée de vie de ces méga-projets est inférieure à une génération (15-25 ans).

Au-delà de ce travail sur l'image de la firme, nous souhaitons montrer comment celle-ci s'intègre dans le tissu participatif qui est, au Chili, contemporain de son déploiement. C'est en effet dans un contexte de décentralisation qui manque de références que ces entreprises minières ont développé leurs activités. Dans ce pays où la construction des territoires politico-administratifs s'est faite bien plus par déconcentration, menée par un Etat qui souhaitait alléger son appareil public, le jeu des acteurs locaux a d'emblée fait une place

⁹ Après rachat du premier propriétaire canadien : Noranda/Falconbridge.

¹⁰ "Contribuyendo en forma responsable al desarrollo y crecimiento de la Primera Región del país", Nuestra visión, http://www.collahuasi.cl/web/1_la_com_vision.asp

importante aux firmes (AMILHAT SZARY 1999b). Après la Dictature, nous l'avons dit, la démocratie est à réinventer, avec une forte contrainte au niveau local, celle du manque de représentativité dans les collectivités territoriales dont les membres sont nommés et non élus. La société civile n'est pas en reste et va donc mettre en place d'autres canaux d'expression, notamment multiplier les instances participatives : dans presque toutes les régions les élites régionales créent des « corporations de développement » qui lient acteurs publics et privés dans la réflexion stratégique, et contribuent à territorialiser les échelons administratifs pré-existants. L'influence de tels acteurs a été déterminante dans la création de deux nouvelles régions dans ce pays en 2007 (AMILHAT SZARY 2009). Or, dans chacune de ces instances nouvelles, les entreprises minières transnationales sont présentes. Chacune d'elle a d'ailleurs créé au moins un poste au sein de son service de ressources humaines dédié au déploiement de cette prise de position (chez BHP Billiton Cerro Colorado par exemple, celui de Responsable des Affaires corporatives et de la communication (« *Asuntos Corporativos y Comunicacionales* »). Qu'il s'agisse désormais des affaires urbaines, indigènes, frontalières, on retrouve quasiment systématiquement parmi les interlocuteurs des habitants un représentant de l'une des mines. Ce dernier est là pour défendre les intérêts de l'entreprise dans la zone bien sûr, mais surtout pour attester du pouvoir de la firme à agir sur le cadre de vie des habitants bien au-delà du périmètre d'influence direct déterminé par le cercle des emplois directs et indirects. C'est cette intervention au cœur des mécanismes de territorialisation en cours que nous qualifions de « *territorial share-taking* », « prise de position territoriale ». Elle ouvre considérablement l'horizon d'action de la firme d'une part, et fait d'autre part entrer l'acteur privé au cœur d'un débat sur la cité sur une décision qui n'appartient plus entièrement au corps politique. « Le succès est là pour nous quand : (...) Les communautés au sein desquelles nous opérons valorisent notre qualité de membre de ces dernières » affirme La Escondida dans sa *Déclaration de Principes et valeurs*¹¹.

II. Souveraineté et acteurs privés : l'épineuse gestion des frontières

Ces prises de position fortes des acteurs privés dans le jeu d'acteurs locaux participent du processus de territorialisation. Elles découlent des conditions d'investissement étranger d'une part et des modalités de déconcentration administrative d'autre part, deux séries de mesures mises en place par l'Etat chilien de façon concomitante : il s'agissait bien d'une logique d'application de nouvelles règles économiques laissant chaque partie du pays libre de mettre en valeur ses « avantages comparatifs » sur les marchés mondiaux. Les multinationales minières y ont trouvé leur intérêt, la négociation de leur implantation se partageant entre le pouvoir central et des autorités régionales dont le pouvoir de négociation était bien moindre. Les territoires aussi qui ont bénéficié à partir des années 1990 de retombées inédites de l'économie minière cuprifère : comme au Pérou, la période de gestion des mines par l'Etat central a été marquée dans les régions des gisements par de fortes récriminations concernant l'aspiration des revenus générés vers la région métropolitaine, ainsi que la mauvaise gestion environnementale dont souffraient directement les populations des zones d'exploitation. Les firmes multinationales ont eu à se positionner par rapport à ces exigences, et dans le contexte de compétitivité et de rivalité entre les grands groupes miniers (originaires des grands pays miniers, Australie, Afrique du

¹¹ "Tememos éxito cuando (...) Las comunidades en las que operamos valoran nuestra calidad de miembros de ellas." Carta de valores, Minera Escondida, 2002, http://www.escondida.cl/mel/descargas/Carta_Principios_y_Valores.pdf

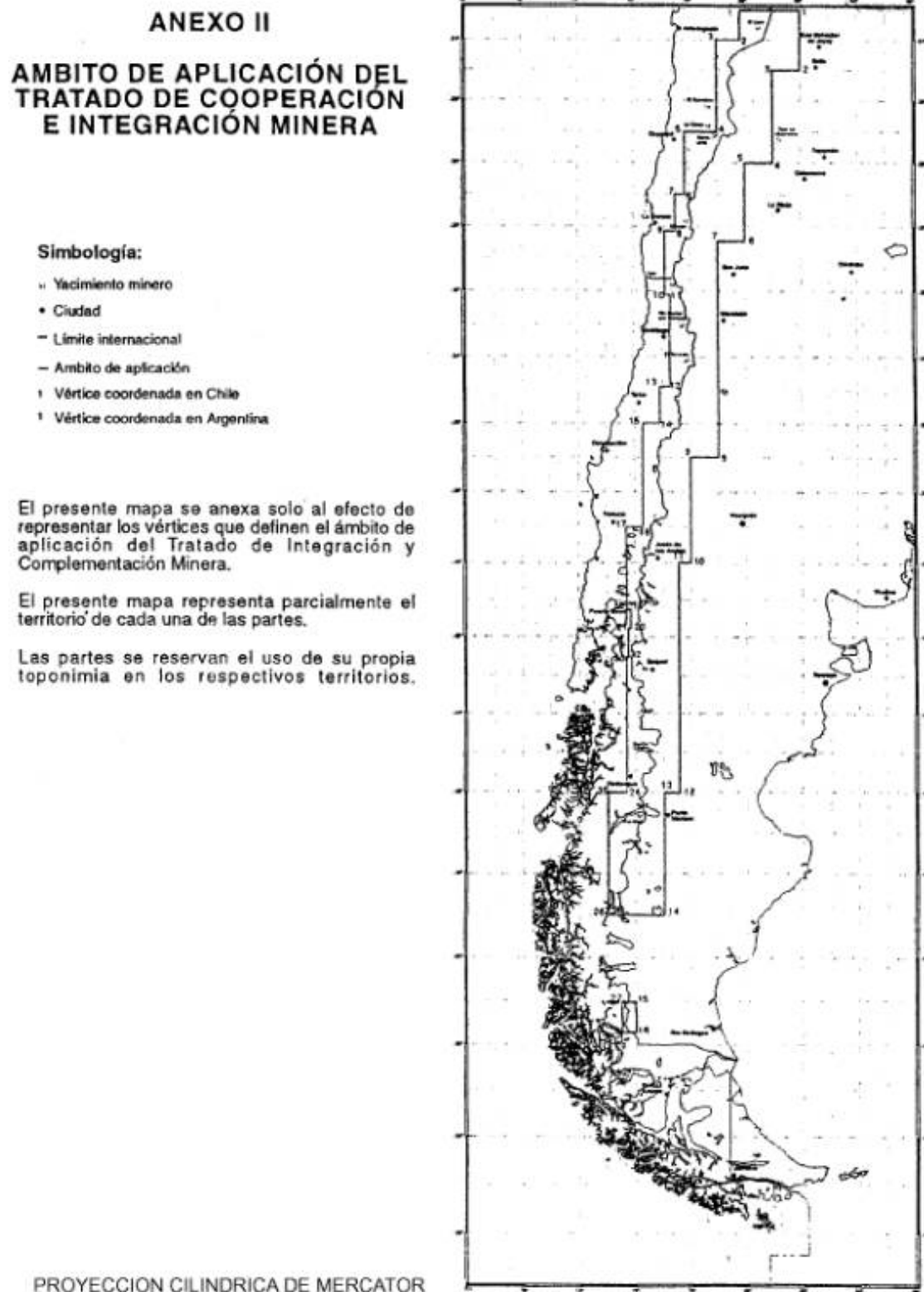
Sud, Canada, USA), la capacité de prouver le « bien-fondé territorial » de l'entreprise a pu être mise en avant dans les négociations.

On constate à bien y regarder que les représentants des entreprises minières dans le *Norte Grande* ne s'investissent pas de façon équivalente dans tous les secteurs sociaux. Nous les avons retrouvés de façon systématique dans les instances concernant le devenir des frontières. Un représentant est systématiquement présent par exemple aux Comités de frontières, instances participatives qui réunissent annuellement les représentants des régions frontalières tel le Comité NOA-NG qui lie, à la latitude d'Antofagasta la région chilienne *Norte Grande* (Régions I de Tarapacá et II d'Antofagasta) et le Noroeste argentin. Il participe de façon attendue à la sous-commission dédiée aux mines, mais est présent depuis plus de dix ans à l'ensemble des négociations qui ont lieu dans ce cadre. De façon plus surprenante, nous l'avons également croisé dans les réunions tenues par l'alliance *Aymaras Sin Fronteras (ASF)*, groupe d'élus de communes à dominante indigène aymaras qui ont développé un projet de territoire transfrontalier (AMILHAT SZARY & ROUVIÈRE 2009). Il est venu à ces forums sur invitation de leurs initiateurs, acteurs locaux qui ont su tisser des réseaux internationaux actifs (notamment via des contacts avec la Banque Mondiale, cf. fiche Laetitia Rouvière FLAG, ROUVIÈRE 2009), et qui espèrent sans nul doute un bénéfice économique de sa présence. Celle-ci pose question, car aussi bien dans le cas du Comité de Fronteras que dans celui d'ASF, il s'agit d'instances qui se présentent comme des lieux de démocratie participative locale, mais au sein desquelles l'Etat chilien est fortement présent, par l'intermédiaire de la DIFROL (Dirección Nacional de Fronteras y Límites del Estado) du Ministère des Relations Extérieures pour les Comités de Fronteras, de la SUBDERE (Subsecretaría de Desarrollo Regional y Administrativo) du Ministère de l'Intérieur pour l'ASF. Dans un cas comme dans l'autre, la firme se trouve donc en position de négociation avec l'Etat, *via* le territoire, sur des thèmes qui relèvent de la souveraineté.

Il nous semble que cette dynamique est à rapporter à un autre niveau d'interaction entre les acteurs privés et le territoire, qui concerne également les dynamiques frontalières. Il existe en effet au Chili deux textes de droit international qui ont profondément infléchi les relations entre acteurs publics et entreprises minières. Ce sont deux traités qui ont été signés à quelques mois d'intervalle et leurs effets semblent avoir un impact cumulatif. Il s'agit en tout premier lieu d'un texte qui concerne la gestion de la frontière elle-même : le Traité minier Chili-Argentine (décembre 1998, Loi n° 25.243, *Tratado sobre integracion y complementacion minera*), mais aussi d'un traité commercial international qui renforce la position de certains groupes miniers, le traité de Libre commerce (TLC) Chili-Canada signé en juillet 1997. Le texte sectoriel concernant l'exploitation minière constitue une première en termes de négociation sur la souveraineté territoriale dans la mesure où il prévoit une zone sur laquelle une législation dérogatoire est applicable. Le principal objectif du texte est de lever les obstacles à l'acquisition par les entreprises de concessions, terrains ou bien immobiliers de part et d'autre de la limite internationale. Il établit en effet un espace transfrontalier de 50 km où les infrastructures sont mises en commun, il échappe de plus à la taxation des pays concernés pour les échanges entre eux, facilitant donc l'approvisionnement des gisements exploités dans cette bande. Des tunnels pour l'évacuation des matériaux extraits sont autorisés à passer la frontière, pour l'évacuation vers la mer notamment des minerais en vrac. Ces allègements légaux concernent aussi la législation sociale, les textes applicables se trouvant être les moins restrictifs des deux pays. La question environnementale n'est pas directement mentionnée, bien que la configuration topographique de la frontière (hauts plateaux volcaniques pour une grande partie) implique

une complexité des écoulements qui induit une dissémination des polluants ne respectant pas systématiquement la plus grande pente de surface.

Figure 3 : Document officiel figurant la zone transfrontalière mise en place par le Traité minier Argentine-Chili de 2004 (son annexe 2)



Source : http://www1.hcdn.gov.ar/dependencias/cmineria/ley_25_243.htm

Ces modalités destinées à faciliter l'investissement étranger (avec le Canada cf <http://www.minrel.cl/pages/politicos./anorte/canada.html>) d'une part et le fonctionnement de l'exploitation d'autre part, bousculent notablement l'idée d'un contrôle sans partage de l'Etat sur le sol national. Un site nationaliste chilien, la *Corporación de Defensa de la Soberanía* <http://www.soberaniachile.cl>, revient longuement sur l'exemple du traité minier signé avec le voisin argentin pour dénoncer les intentions d'un pays perçu comme l'« ennemi traditionnel ». La zone frontalière est dénoncée comme « pays virtuel », c'est-à-dire échappant à la définition classique de la souveraineté dont la limite traditionnelle est celle du champ d'influence d'un pouvoir de même ordre. L'analyse nationaliste déporte la problématique en la rapportant à la rivalité historique entre Chili et Argentine et passe à côté d'un réel transfert de sens sur la nature de la souveraineté territoriale. L'Etat qui en est le dépositaire au nom du peuple partage ici son pouvoir avec une entité de nature différente dont la raison d'être est privée et non plus publique.

Figure 4 : La zone transfrontalière mise en place par le Traité minier Argentine-Chili de 2004 selon un site souverainiste

Figure 5 : Localisation des mines concernées par le traité minier Argentine-Chili de 2004 à la latitude de Santiago



<http://www.soberaniachile.cl>



source : *Compendio de la Minería Chilena*, 1999

Le premier espace d'application du traité concerne les Andes au Nord de Santiago-Mendoza, ainsi que l'espace de Patagonie australe. Pour ce qui concerne le nord, un grand nombre de projets se situent entre les régions II à IV du côté chilien, entre Salta et San Juan côté argentin. On peut citer par exemple la mine d'El Pachó située dans la province argentine de San Juan dont l'accès se réalise par le Chili, via les routes privées de la mine de cuivre Los Pelambres qui appartiennent à Antofagasta Minerals. Le projet qui a eu le plus d'impact médiatique a été celui de Pascua Lama : il inclut la réalisation d'un tunnel de 7 km sous la frontière et la mine s'étend à proprement parler sur les deux pays, elle est exploitée par la canadienne Barrick Gold ; ce qui l'a fait connaître de par le monde n'est pourtant pas sa situation frontalière exceptionnelle, mais l'enjeu environnemental qu'il a soulevé. L'exploitation du gisement impliquait en effet de dynamiter un espace englacé d'altitude (glaciers recouvrant les gisements), et elle a été soumise à des études d'impact environnemental sous la législation des deux pays concernés. Malgré l'opposition des populations avoisinantes et la mobilisation environnementale liée à l'inquiétude quant aux impacts de cette modification importante de l'équilibre hydrologique régional, le projet initié au début des années 2000 a reçu un accord pour l'exploitation aussitôt après la signature du Traité minier en 2004, et l'exploitation a débuté en 2009. La question environnementale vient confirmer les enjeux territoriaux de l'action des entreprises minières dans le cas qui nous préoccupe. On peut voir ainsi comment, dans un délai assez court, ces dernières se sont adaptées à la nécessité d'insérer leur action dans un cadre de plus en plus global.

Figure 6 (a&b) : Carte de localisation transfrontalière & Logo sur fond de drapeaux chilien et argentin de la mine Pascua-Lama (Barrick Corp.)



Source : extraits de « A special report on Pascua Lama », in *Beyond Borders* (sic.), journal de l'entreprise Barrick, http://www.barrick.com/Theme/Barrick/files/docs_csr/BeyondBorders-BarrickGold-ResponsibleMining-PascuaLama-Sept09-v2.pdf

III. La gestion de l'environnement : du conflit à son détournement

L'implication des groupes miniers internationaux dans les débats environnementaux est par essence d'une grande ambiguïté : leur activité est prédatrice de ressources non renouvelables, l'extraction et le traitement sont gourmands en eau, le transport et la transformation des matériaux extraits sont de gros consommateurs d'énergie, ce qui amène les grands groupes à rechercher des procédures visant à réduire cet impact (recherches de normes environnementales notamment). La communication des entreprises est particulièrement éloquente à cet égard : les plaquettes des grandes mines opérant au Chili s'ouvrent toutes sur des photos des flamants roses et des camélidés, animaux vivant dans les milieux humides d'altitude que les opérations d'extraction modifient considérablement.

De façon traditionnelle, les firmes investissent ainsi pour soutenir des actions en faveur d'organismes environnementaux, souvent par le biais d'ONG qu'elles soutiennent financièrement. Certaines d'entre elles participent également à des fondations *ad hoc*, comme c'est le cas au Chili de la *Fundación para la Sustentabilidad del Gaviotín Chico (Sterna Lorata)*, fondation créée en mars 2008 pour tenter d'éviter l'extinction d'une petite mouette endémique sur la côte Pacifique entre le sud de l'Equateur et le nord du Chili. La mise en péril de cette espèce est principalement liée à celle du principal composant de son niveau trophique antérieur, un poisson victime de la surpêche, l'*anchoveta (Engraulis ringens)*. Sept entreprises toutes issues du secteur extractif, présentes dans le golfe de Mejillones (II^{ème} région chilienne) sont parties prenantes de cet organisme, dont deux entreprises minières Newcoal du groupe BHP Billiton et l'entreprise nationale chilienne CODELCO. Rien ne dit qu'elle ne participent pas, par leurs activités et leurs rejets, à la modification de l'écosystème nécessaire à la survie de l'oiseau. On ne peut pas pour autant qualifier ces formes d'intervention de gouvernance territoriale.

Il en va tout autrement pour ce qui est de l'émergence de nouveaux dispositifs de régulation environnementale au Chili, qui mettent en avant les acteurs privés de façon inédite. Le principal exemple, qui recoupe les régions déjà mentionnées et concerne également les compagnies minières dont on voit ainsi le rôle s'étendre dans la gestion régionale, est celui des zones humides. Bien qu'ayant souscrit à la convention Ramsar en 1981, ce n'est qu'à partir des années 1990 que le gouvernement a cherché à la mettre en œuvre. Cela a conduit à la négociation d'un plan de gestion des zones humides d'altitude *Plan de Acción para la Conservación y Desarrollo de los Humedales Altoandinos de Chile (2002)*, projet mené par la CONAF, organisme d'Etat chargé de la gestion des espaces naturels. Son originalité est bel et bien l'incorporation des acteurs privés. Ce sont les entreprises, minières pour la plupart, responsables en grande partie des déséquilibres des écosystèmes humides qui sont incluses dans la gestion territoriale, aux côtés des représentants de l'Etat (dont la CONAMA, en charge de l'environnement). Les entreprises Escondida et Collahuasi apparaissent ainsi comme partenaires pour la gouvernance du Salar de Huasco, comme le tableau ci-dessous le laisse apparaître.

Figure 6 : L'investissement des mines dans la conservation des zones humides (extrait)

Cuadro N° 1: Minería y humedales prioritarios para la conservación

Humedal	Proyecto productivo	Característica ambiental relevante	Estatus de conservación y flujo turístico
Salar de Huasco y Salar de Coposa	Extracción de aguas Cia. Minera Doña Inés de Collaguasi y Cia. Cerro Colorado.	Área de concentración invernal y sitio de reproducción de las tres especies de Flamencos.	Sitio Ramsar Salar de Huasco.

Revista Ambiente y Desarrollo /VOL XVIII / N° 2-3-4 / 2002

Figure 7 : Présentation du schéma d'acteurs pour la gouvernance du salar de Huasco, Chili



Integrantes del Comité Público-Privado

Presidencia

- Gobernadora Provincial de Iquique

Secretaría Técnica

- Director Regional CONAMA
- Director Regional CONAF
- Director Regional DGA
- Director Regional SAG
- Coordinador CED

Miembros Invitados

- En forma Temporal
- En forma Permanente

Miembros Permanentes

- Ilustre Municipalidad de Pica
- Seremi Obras Públicas
- Seremi SERPLAC
- Seremi Agricultura
- Seremi Bienes Nacionales
- Seremi Minería
- Dirección Regional SERNAGEOMIN
- Dirección Regional INDAP
- Dirección Regional SERNATUR
- Subdirección Nacional Norte CONADI
- Cámara Comercio, Industria y Turismo Iquique
- Asociación Indígena Aymara Laguna del Huasco
- Representantes Familias Choque, Esteban, Lucas y Ticona
- Consejo Nacional Aymara
- Coordinador Comités Territoriales ADI Jiwasa Oraje
- Asociación Agricultores Resbaladero, Banda y Ánimas
- Comunidad de Aguas Banda y Ánimas
- Comunidad de Aguas Concova
- Comunidad de Aguas Resbaladero
- Comunidad de Aguas de Matilla
- Comunidad de Aguas de Miraflores
- Regantes con Agua de Pozo de Matilla
- Asociación Agricultores de Matilla
- Asociación Agricultores Valle de Quisma
- Cooperativa Agrícola de Pica
- Cía. Minera Doña Inés de Collahuasi
- Cía. Minera Cerro Colorado

Source : extrait de la présentation de Guillermo Espinoza, du "Centro de Estudios para el Desarrollo" – CED, au séminaire « Información científica y toma de decisiones, Panel : el proceso de toma de decisiones » intitulée *Conservación de la biodiversidad y manejo sustentable del Huasco – Región de Tarapacá: desarrollo local*, octobre 2007, <http://www.librorojo.cl/wp-content/uploads/sitiosprioritarios/presentacion-guillermo-espinoza.pdf>
www.ced.cl/proyctogef.htm

Conclusion

Cette prise de position des entreprises minières dans la gestion environnementale montre combien l'intelligence territoriale de ces dernières dépasse l'application de principes de responsabilité sociale étendue. Il s'agit bel et bien d'une « prise de participation qui s'adapte aux évolutions de la gouvernance, appliquant le principe de participation qui en est à l'origine à toutes les dimensions de l'espace régional considéré. On voit ainsi comment, dans le nord du Chili, les groupes transnationaux sont devenus des partenaires des acteurs publics, tant politiques, sociaux qu'environnementaux. La globalisation de leur intervention dépasse très largement le domaine productif qui justifie leur intervention première. Les populations concernées mettent rarement en relation l'ensemble des interventions que nous venons de décrire, et considèrent leur résultats ponctuellement : à l'aune de cette évaluation partielle, l'appréciation est souvent positive, car l'entreprise a le plus souvent investi un champ d'action qui n'existait pas en tant que tel auparavant. Le contexte politique peut l'expliquer pour ce qui est de la démocratie locale, mais la nouveauté des enjeux environnementaux fait également que l'action positive de la mine, accompagnée de force communication, apparaît plus visible que son impact réel sur la pollution des sites, que les acteurs publics n'ont d'ailleurs pas les moyens de mesurer ni d'évaluer. Le principal problème posé par cette évolution des formes de la gouvernance semble néanmoins

demeurer la question de l'avenir : les projets miniers décrits ci-dessus ont une durée de vie équivalente au temps nécessaire à l'exploitation des gisements, c'est-à-dire de 15 à 25 ans pour les cas cités, et on est en droit de s'interroger sur l'évolution nécessaire des conditions de gouvernabilité des territoires considérés dans cette situation de non-durabilité évidente.

Bibliographie

(une bibliographie plus théorique est disponible sur : <http://www.institut-gouvernance.org/fr/synthese/fiche-synthese-19.html>)

Agnew J., 1998, *Geopolitics. Revisioning world politics*, London, Routledge, 143 p.

Agosin M., Campero G., et al., (dir.), 1999, *Inserción internacional de Chile y participación ciudadana*, Santiago, CEPRI-Perspectiva (Cooperación de Estudios de Políticas Públicas y Relaciones Internacionales), 182 p.

Arendt H., 2004, [1972], *Du mensonge à la violence: essais de politique contemporaine*, Paris, Presses Pocket, 249 p.

Ambiente y Desarrollo, 2002, Vol. XVIII N° 2-3-4, N° spécial sur les résultats du colloque : 7^e Encuentro Científico del Medio Ambiente, <http://www.cipma.cl/RAD/2002-23y4.html>, cf. Chap IV : "COOPERACIÓN PÚBLICO-PRIVADA PARA LA CONSERVACIÓN", Chap VII, "TURISMO, MINERÍA Y PUEBLOS ORIGINARIOS"

Amilhat Szary A.-L., 1999a, in Gouëset, V. (dir.), *Investissements étrangers et milieu local*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, p. 193-217.

Amilhat Szary A.-L., 1999b, *La région, paradoxe territorial néolibéral? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*, Toulouse, Toulouse 2-Le Mirail, 509 p.

Amilhat Szary A.-L., 2009, "Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité? Réflexions sur les modifications de la carte administrative chilienne." *L'espace politique*, Vol. 5, N°2008-2, p.112-132, <http://espacepolitique.revues.org/index327.html>.

Amilhat Szary, A.-L. (2009). "La prise de position des acteurs privés dans la gouvernance territoriale : enjeux, opportunités, risques". *Les acteurs privés dans la gouvernance en Amérique Latine: firme et territoire en Amérique Latine*. A.-L. Amilhat Szary. Paris, IRG », Institut de recherche et débat sur la gouvernance (Forum latino-américain sur la Gouvernance en Amérique Latine (FLAG), <http://www.institut-gouvernance.org/fr/synthese/fiche-synthese-19.html>

Amilhat Szary A.-L. & Rouvière L., 2009, "Des dynamiques transfrontalières au bilan d'aménagement du territoire: innovations et blocages dans les Andes centrales (Chili-Pérou-Bolivie)." *Mosella*, Vol. Numéro spécial « Frontières et Aménagement ».

Rouvière L., 2009, "L'élaboration des politiques locales de développement en milieu rural. Le cas de la triple frontière "aymara" (Bolivie – Chili – Pérou)" in Rouvière, L. (dir.), *Quelle(s) gouvernance(s) sur les frontières latino-américaines?* Paris, Institut pour la Gouvernance / Fondation pour le Progrès de l'homme, <http://www.institut-gouvernance.org/flag/es/dossiers/motcle-dossiers-54.html>

Grandi J. & Bizzózero L., 1997, "Hacia una nueva sociedad civil del MERCOSUR. Viejos y nuevos actores en el tejido subregional." *Integración & Comercio*, Vol. 3, p.33-50.

Graulau J., 2008, "'Is mining good for development?' the intellectual history of an unsettled question." *Progress in Development Studies*, Vol. 8, N°2, p.129-162.

Habermas J., 2000, *Après l'Etat-nation. Une constellation politique*, Paris, Fayard, 149 p.

Hamel P., 1995, "La question du partenariat: de la crise institutionnelle à la redéfinition des rapports entre sphère publique et sphère privée." *Cahiers de Recherche Sociologique*, Vol. 24, p.87-106.

- Hermet G., Kazancigil A., et al., (dir.), 2005, *La Gouvernance, un concept et ses applications*, Paris, Karthala, 228 p.
- Huët R. & Cantrelle M., 2006, "Gouvernance et acteurs privés: le cas de la lutte contre les discriminations au travail." *Développement durable et territoires*, Vol. Varia-mars 06, <http://developpementdurable.revues.org/index1880.html>.
- IMS. & ORSE, 2006, *L'ancrage des entreprises dans les territoires: pilotage et reporting international*, Paris, IMS/ ORSE, 81 p.
- Intal, (dir.), 1977, *La iniciativa privada en la integración latinoamericana*. Integración Latinoamericana n°12, Buenos Aires, INTAL, 104 p.
- Jobert B., 1995, "La fin de l'Etat tutélaire." *Cahiers de Recherche Sociologique*, Vol. 24, p.107-126.
- Jobert B., 2008, "Des référentiels civils" in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 407-423.
- Kooiman J., 2003, *Governing as Governance*, London, Sage, 264 p.
- Lascoumes P. & Le Bourhis J.-P., 1998, "Le bien commun comme construit territorial. Identités d'action et procédures." *Politix*, Vol. 11, N°42, p.37-66.
- Le Galès P., 1995, "Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine." *Revue française de science politique*, Vol., p.57-95.
- Ong A., 2006, *Neoliberalism As Exception: Mutations in Citizenship And Sovereignty*, Duke University Press, 304 p.
- Raymond R., 2009, "La "société civile", ce "nouvel" acteur de l'aménagement des territoires." *L'information géographique*, Vol. 73, N°2009-2, p.10-28.
- Renou Y. & Renault M., 2007, "Une conception pragmatique de la firme partenariale." *Economie Appliquée*, Vol. LX, N°4, p.51-80.
- Revesz B., 2008, "Etat, entreprises et société civile: entreprises nationales et développement local durable au Pérou" in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 366-380.
- Sassen S., 1996, *Losing control? Sovereignty in an age of globalization*, New York, Columbia University Press, 128 p.
- Souchaud S., 2002, *Pionniers brésiliens au Paraguay*, Paris, Karthala, 406 p.
- Taylor P. & Flint C., 2000, [1982], *Political Geography, World Economy, Nation-State and Locality*, Harlow, Prentice Hallp.
- Théret B., 2008, "La souveraineté: des référentiels philosophiques pluriels, des régimes historiques hybrides" in Giraud, O. & Warin, P. (dir.), *Politiques publiques et démocratie*, Paris, La Découverte / Pacte, p. 381-406.
- Van Dijck P. & Haack D., 2006, *Troublesome Construction. IIRSA and Public-Private Partnerships in Road Infrastructure*, Amsterdam, CEDLA, 96 p.
- Veltz P., 1996, *Mondialisation, ville et territoire; L'économie d'archipel*, Paris, PUF, 262 p.
- Velut S. & Ghorra-Gobin C., 2006, "Les rapports public-privé, enjeu de la régulation des territoires locaux." *Géocarrefour*, Vol. 81, N°2006/2, p.99-104.
- Vernon R., 1973, *Les entreprises multinationales, la souveraineté nationale en péril. [Sovereignty at bay: the multinational spread of U.S. enterprises, 1971]*. Paris, Calmann-Lévy, 349 p.
- Zimmermann J.-B., 2005, "Entreprises et territoires: entre nomadisme et ancrage territorial." *Revue de l'IREs*, Vol. 47, N°2005/1, p.31-36.

MARS 2011
VOLUME 75

Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud

L'information géographique

- ▶ Le droit à la ville. Cheminement géographique et épistémologique (France – Brésil – International)
- ▶ Comment appréhender les slums indiens ? Normes sociale et scientifique
- ▶ Espaces mobiles et moyens d'existence à la « périphérie mondialisée » du Maroc
- ▶ Du paradigme sahélien du lieu à l'espace mondial mobile
- ▶ Le territoire peut-il être nomade ? Espace et pouvoir au sein des sociétés fluides et mobiles



ARMAND
COLIN

DOSSIER

Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud (coordination Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat)

Introduction — K. Koop et A.-L. Amilhat

Le droit à la ville. Cheminements géographique et épistémologique (France – Brésil – International) – Elson Manoel Pereira et Mathieu Perrin

Comment appréhender les slums indiens ? Normes sociale et scientifique – Odette Louiset

Espaces mobiles et moyens d'existence à la « périphérie mondialisée » du Maroc – Ingo Breuer

Du paradigme sahélien du lieu à l'espace mondial mobile – Denis Retaille

Le territoire peut-il être nomade ? Espace et pouvoir au sein des sociétés fluides et mobiles – Laurent Gagnol

COMPTES RENDUS

LA GEOGR@PHIE SUR INTERNET

15 € TTC France
6911333

ISBN : 978-2200-92683-0



9 782200 926830

ISSN 0020-0093

Sommaire

Articles en lignes sur
www.armand-colin.com

Directeur de publication
Nathalie Jouven

ISSN
0020-0093

Administration et rédaction
Mathilde Verger
21, rue du Montparnasse
75006 Paris
info-geo@armand-colin.fr

Couverture
Béatrice Garnier

Périodicité
revue trimestrielle

Impression
Imprimerie Chirat
42540 Saint-Just-la-Pendue

Dépôt légal
MARS 2011, N° 201103.0008

© Armand Colin

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays. En application de la loi du 1^{er} juillet 1992, il est interdit de reproduire, même partiellement, la présente publication sans l'autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

All rights reserved. No part of this publication may be translated, reproduced, stored in a retrieval system or transmitted in any form or by any means, electronic, mechanical, photocopying, recording or otherwise, without prior permission of the publisher.

Revue généraliste fondée en 1936 par André Cholley et dirigée ensuite par Jacqueline Beaujeu-Garnier, *L'Information géographique* a pour ambition de rendre accessibles aux praticiens (étudiants, enseignants et autres professionnels) les résultats récents de la recherche géographique.

COMITÉ SCIENTIFIQUE

Jacqueline Bonnamour
 Professeur émérite à la Sorbonne
 directeur honoraire de l'ENS
 de Fontenay/Saint-Cloud

Bernard Bret
 Professeur, Université
 Jean Moulin de Lyon

Guy Di Méo
 Professeur, Université
 de Bordeaux 3

Pierre Gentelle
 Directeur de recherche émérite
 CNRS

Michel Hagnerelle
 Inspecteur général de l'Éducation
 nationale

RÉDACTEURS EN CHEF

Denis Retailé
 Professeur, Université Bordeaux 3

COMITÉ DE RÉDACTION

Guy Baudelle
 Professeur, Université Rennes 2-
 Haute-Bretagne

Céline Broggio
 Maître de conférences,
 Université Jean Moulin de Lyon

Béatrice Collignon
 Maître de conférences,
 Université de Paris 1

Anne Collin-Delavaud
 Professeur, Institut des Hautes-
 Études de l'Amérique latine

Gilles Fumey
 Maître de conférences,
 Université Paris 4

Alain Génin
 Professeur, Université François-
 Rabielais

Cynthia Ghorra-Gobin
 CNRS, Directeur de recherche
 au CRÉDA, enseigne à
 l'IEP (Paris)

Gérard Hugonin
 Professeur, IUFM de Paris

Frédéric Santamaria
 Maître de conférences,
 Université Paris 7

RESPONSABLE DE LA RUBRIQUE INTERNET

Catherine Didier Fèvre

La revue poursuit ses investigations en sollicitant des groupes de recherche ou d'échange. Le groupe de travail « Les Suds dans la mondialisation » de l'UMR PACTE à Grenoble s'est attaché, pendant plusieurs années, à la circulation des concepts entre ce que l'on appelle le « Nord » et ce que l'on appelle le « Sud » par commodité. Cette attention rejoint celle du comité de rédaction de l'Information géographique : suivre l'actualité conceptuelle et en rendre compte. Ce programme éditorial sera poursuivi parallèlement à l'exposé de l'actualité factuelle problématique, les deux lignes s'appuyant l'une l'autre évidemment.

La géographie a d'abord servi à rapprocher le lointain en le plaçant dans une référence unique, celle d'ici. Catégories et concepts établis depuis le centre de production des connaissances à prétenion universelle par circonstance historique, ont ainsi contribué à homogénéiser le tableau du monde en l'associant à celui de la terre dans ses grands plis, évacuant ainsi, apparemment, la détermination culturelle des modes d'habiter.

L'opération n'étant pas si commode, l'abstraction en fut une solution, conduisant à l'expulsion du système des causes en dehors des objets à définir puis expliquer. Mathématique terrestre, mathématique sociale, mathématique spatiale en ont été les formes en géographie, appuyées sur un appareil conceptuel permettant la modélisation. Cet appareil conceptuel ne pouvant être que situé, les modèles qui en sont les combinatoires sont marqués par une ambivalence que porte le mot lui-même. Outil de représentation ou « patron », les deux sens sont toujours plus ou moins présents, du moins l'implicite n'est-il jamais éloigné.

La réalité résiste cependant, et c'est le mérite de la démarche hypothético-déductive que de mettre en évidence ce qui est méchamment appelé « résidu ». C'est là même que le progrès disciplinaire se produit, lorsqu'il faut traiter autrement ces marges des normes. La géographie du développement qui a beaucoup opéré par transferts soulignés par la mise en œuvre de politiques géographiques établies dans des perspectives évolutionnistes, a ainsi dû intégrer des réalités politiques, économiques, sociales et culturelles qu'imposaient les circonstances éloignées à l'opération de conceptualisation. Ainsi le corpus disciplinaire s'est-il enrichi depuis les périphéries scientifiques. Bizarrement, peut-être, la conscience puis le traitement de la mondialisation semble avoir amplifié ce mouvement, post-colonialisme aidant.

Ne doit-on pas nommer « géographie culturelle » au sens le plus propre, ce réglage des catégories et concepts et la révision des modèles par les marges, capables de produire un savoir négocié dans lequel peuvent se retrouver des individus, des groupes sociaux, des sociétés aux références éloignées, mais de plus en proches par la force des situations.

DR

DOSSIER : MONDIALISATION ET CIRCULATION DE CONCEPTS SCIENTIFIQUES ENTRE NORD ET SUD
 Coordination : Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat

Introduction — Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat

6

Le droit à la ville. Cheminement géographique et épistémologique (France – Brésil – International) — Elson Manoel Pereira et Mathieu Perrin

15

Ce texte retrace l'émancipation d'une idée, celle du droit à la ville. Une réflexion épistémologique y sera développée, tentant de recenser les influences scientifiques et philosophiques ayant contribué à l'émergence de cette revendication, initialement portée par Henri Lefebvre. Puis, seront mentionnés quelques éléments importants du cheminement géographique suivi par ce construit et donc les différents apports qui sont venus l'enrichir. Car si l'idée d'un droit à la ville fut d'abord lancée dans un contexte scientifique français et soixante-huitard, il aura fallu que celle-ci transite par d'autres horizons, notamment brésiliens, pour connaître une destinée mondiale. Aujourd'hui, les instances internationales se montrent intéressées (ONU-Habitat, UNESCO) par une telle proposition.

Mots-clés : Droit à la ville, démocratisation, participation, circulation des idées, transférabilité des idées, France, Brésil, International

Comment appréhender les slums indiens ? Normes sociale et scientifique — Odette Louiset

37

Les bidonvilles des mégapoles « en développement » ont été essentiellement décrits comme la périphérie de la périphérie. L'analyse critique des normes culturelle, sociale et scientifique fondant cette figure de la marge ouvre sur de multiples perspectives, y compris celle de la conceptualisation de la ville. De quelle manière peut-on appréhender ces « quartiers » s'ils ne sont plus perçus sous un tour stéréotypé ? Qui sont les chercheurs ou intervenants, plus ou moins acteurs dans la production de représentations persistantes ? Comment dépasser le recouvrement des normes sociales (et de leurs valeurs) et des normes scientifiques ? Comment passer de la ville-modèle au concept de ville ? Substituer le transfert « sud-nord » au conventionnel transfert « nord-sud » pourrait y contribuer.

Mots-clés : slum, urbanité, norme, conceptualisation, transposition.

Espaces mobiles et moyens d'existence à la « périphérie mondialisée » du Maroc — Ingo Breuer

53

Les systèmes locaux de survie dans les régions périphériques du Maroc se sont, dans les dernières décennies, en partie détachés des territoires agricoles et nomades traditionnels. Ils se « mobilisent », désormais marqués par une multitude de mobilités spatiales liées à de nouveaux flux d'argent, de biens et d'idées. Au niveau local, on constate une émergence de groupes sociaux utilisant de nouvelles stratégies mobiles, comme des entrepreneurs mobiles, des ouvriers migrants, des éleveurs utilisant des camions etc. Ces dynamiques de changement sont accompagnées par des processus prononcés de polarisation sociale. L'article analyse les rapports multiples entre mobilités spatiales et

moyens d'existence. Partant d'une perspective reposant sur l'approche par les moyens d'existence durables, est développée ici une analyse qui explore les « portefeuilles de ressources » de ménages ruraux et permet de rendre visible les mégalités croissantes. Les résultats proposent de nombreux points de réflexion sur les relations dynamiques entre stratégies mobiles, ressources et sécurité existentielle dans un Maroc en pleine transformation.

Mots clés : mobilité, moyens d'existence, ressources, développement rural, Maroc.

Du paradigme sahélien du lieu à l'espace (mondial) mobile — Denis Retailé

71

Un travail empirique portant sur la rencontre entre paysans sédentaires et pasteurs nomades au Sahel a conduit à une révision théorique portant sur la nature de l'espace géographique. Établi sur la base du fixe comme la surface terrestre et les milieux ou comme la surface théorique de l'analyse spatiale, l'espace de la science géographique oublie le mouvement qui sans cesse anime le réglage des lieux et des distances. Ce réglage qui paraît comme habituel chez les nomades touche aussi les sédentaires. C'est le point de départ d'un transfert conceptuel vers le monde contemporain et l'observation du pouvoir spatial. L'espace mobile en est l'outil.

Mots clés : Sahara-Sahel, nomadisme, sédentarité, géographie structurale, espace mobile, mondialisation.

Le territoire peut-il être nomade ? Espace et pouvoir au sein des sociétés fluides et mobiles — Laurent Gagnol

86

Cet article propose d'éclairer la manière dont une approche par le territoire peut être utile méthodologiquement pour une recherche qui traite des fondements et des transformations du nomadisme. La notion de territoire permet notamment d'opérer un travail de remise en cause de l'opposition figée entre nomadisme et sédentarité, qui a été longtemps naturalisée et qui continue souvent de l'être, à travers l'utilisation qui en est faite pour qualifier le devenir fluide et mobile des sociétés occidentales. Cette analyse souligne que la mobilité et la fluidité ne suffisent pas pour appréhender la territorialité nomade. Elle invite à repenser le nomadisme à partir des relations qui se jouent entre espace et pouvoir et incite, in fine, à plus de prudence sémantique quant au transfert de la notion de nomadisme à des situations hétérogènes, surtout dans les cas où cela évalue tout enjeu en termes de relations de pouvoir.

Mots clés : nomadisme, territoire, pouvoir, mobilité, fluidité, sédentarisation, Touaregs.

COMPTES RENDUS

98

LA GÉOGRAPHIE SUR INTERNET

107

DOSSIER : GLOBALIZATION AND ITERATION OF SCIENTIFIC CONCEPTS BETWEEN OCCIDENT AND GLOBAL SOUTH

Coordination : Kirsten Koop and Anne-Laure Amilhat

Introduction — Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat

6

The "right to the city": Geographical and epistemological paths (France – Brazil – International) — Elson Manoel Pereira and Mathieu Perrin

15

This publication traces the history of an idea, that of the right to the city. Through an epistemological lens, there will be listed the various scientific and philosophical influences that contributed to the emergence of this right, initially claimed by Henri Lefebvre. Afterwards, the article will highlight some important stages in the international dissemination of this idea and the various changes that occurred simultaneously in the way of thinking it. Because although the suggestion of a right to the city first appeared in France at the end of the 1960's, it is only after travelling through other societies, in particular the Brazilian one, that the idea get a world recognition. Today, the international bodies appear to be indeed very interested in the affirmation of such a right.

Keywords : Right to the city, democratization, participation, circulation of ideas, transferability of ideas, France, Brazil, World

Which type of approach for Indian slums? Social and scientific norms — Odette Louiset

37

Slums in "developing" cities have been mainly described as periphery of periphery. A critical analysis of cultural, social and scientific norms generating this figure of margin offers numerous new horizons, including City conceptualization. Which type of approach for these localities if they are no more seen through stereotypes? Who are scholars or participants producing lasting representations? How to free from social norms (and their values) covering over scientific norms? How can we pass from the concept of the city as an occidental model to city-concept? Substituting "Global South-Occident" transfer for conventional "Occident-global South" transfer could be a way to clarify the concept of the "city".

Key words : slum, urbanity, norm, conceptualization, transposition.

Mobile spaces and livelihoods in Morocco's globalized periphery — Ingo Breuer

53

Rural livelihood systems in Morocco's peripheral regions have, during the last years, become partly disembedded from their agricultural and pastoral territories: experiencing manifold processes of « mobilization », i. e. the emergence of a plethora of spatial mobilities inextricably linked to new flows of money, goods and ideas. Most prominently, this is visible in the emergence of new actors such as entrepreneurs and businessmen, mobile labourers, truck-using livestock producers and many more. The selective integration into a globalizing economy, however, has been accompanied by processes of social polarization. This article explores the interrelations between spatial mobility and livelihood security. Starting from a sustainable livelihoods approach, the article develops an analytical framework designed to identify the multiple facets of

growing inequalities among rural groups. The results provide detailed insights into the dynamic interrelations of spatial mobility, resource access and livelihood security in the newly globalizing rural Morocco.

Key words : mobility, sustainable livelihoods, resources, rural development, Morocco

From a Sahelian paradigm of place to mobile world space — Denis Retailé

71

An empirical work about sedentary peasant farmers and nomadic shepherds in contact in the Sahel zone guided to a new theoretical proposition about geographical space. Based on fixed earth ground environment or on theoretical surface of spatial analysis, the space of geographical science does not take in account perpetual movement which lives it up through places and distances adjustment. Sedentary people are also concerned with this adjustment which seems usual for nomadic people. This is the starting point of a conceptual transfer to the contemporary world and spatial power assessment. The mobile space is its work tool.

Key words : Sahara-Sahel, nomadism, sedentariness, structural geography, mobile space, globalization

Can territory be a nomadic one? Space and power in fluid and mobile societies —

86

Laurent Gagnol

This paper intends to show how an approach in terms of territory can be methodologically useful in a research that deals with the backgrounds and the changes of nomadism. We find that the notion of "territory" allows to challenge the frozen opposition between nomadism and sedentarity, a long accepted opposition that is still very used, especially to qualify the fluidity and mobility of our changing western societies. This analysis proves that mobility and fluidity are not sufficient to understand the nomad territoriality. It requires a new way of thinking nomadism, starting from the relations created between space and power. It also calls for more semantic caution regarding the transfer of the notion of nomadism to situations that are heterogeneous, especially when this transfer removes the relations of power that are at stake.

Key words : Nomadism, territory, power, mobility, fluidity, sedentarization, Tuaregs.

COMPTES RENDUS

98

LA GÉOGRAPHIE SUR INTERNET

107

Introduction

Par Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat

Kirsten Koop et Anne-Laure Amilhat, UMR PACTE, Université Joseph-Fourier, Grenoble
kirsten.koop@ujf-grenoble.fr – anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

La critique postcoloniale bat son plein dans le monde académique français de la recherche sur les pays des Suds (Amselle, 2008 ; Blanchard/Bancel, 2005 ; Bayard, 2010). Les chercheurs sur le « développement » se soumettent – ou sont incités à se soumettre – à des réflexions autocritiques fondamentales sur la manière dont leur recherche s'inscrit dans les structures de pouvoir inégal entre Nord et Suds, sur les normes et référentiels occidentaux ainsi que sur les schémas de perception et d'interprétation qui interviennent implicitement dans l'analyse des Suds. Non seulement l'objet de recherche, les concepts et méthodes appliqués, mais aussi la posture et même la légitimité des chercheurs sont mis en question. Les attributions « sous » ou « mal-développé » pour les phénomènes assignés aux Suds perdent ainsi de leur pertinence.

Sur cette toile de fond, secouant les fondements mêmes de la recherche dans les pays dits en développement, se dessinent toutefois des processus qui imposent d'autres enjeux à la recherche postcolonialiste : la lumière de phénomènes propres aux Suds éclaire les mutations du nord ; la conceptualisation élaborée pour comprendre les premiers permet même d'analyser les seconds, nourrissant ainsi une innovation scientifique et problématique. En effet, les dynamiques de la mondialisation changent les organisations sociales et spatiales au Nord comme aux Suds. Bien qu'elle n'ait pas perdu toute sa pertinence, la fracture Nord/Suds s'estompe quelque peu sous l'effet d'un fractionnement des inégalités à des échelles plus fines, notamment infra-nationales (Scholz, 2005 ; Veltz, 2005 ; Koop, 2007).

On voit en particulier que les processus de mondialisation touchent profondément les Suds et font émerger de nouvelles puissances géopolitiques et économiques. L'émergence de l'Inde, du Brésil et notamment de la Chine, commence à ébranler sérieusement l'hégémonie européenne pluri-centenaire et annonce, en quelque sorte, la « provincialisation de l'Europe » (Chakrabarty, 2009). Même les marges des marges sont intégrées sous des formes

1. La difficulté croissante de délimiter le « Sud » par distinction d'un « Nord » fut déjà problématisée dans « On dirait le Sud », n° spécial 41 de la revue *Autrepart* en 2007, co-dirigé par Philippe Gervais-Lambony et Frédéric Lamdy.

diverses dans des dynamiques mondialisées et mondialisantes.² Cette différenciation des Suds brouille nos repères, ces espaces apparaissant de plus en plus hétérogènes et ne pouvant définitivement plus être assignées en bloc au « sous-développement ».

Par surcroît, les changements sociétaux font émerger, au Nord, des phénomènes assignés jusqu'alors aux pays pauvres. Les effets polarisants de l'économie et des politiques libérales sur nos sociétés mettent en évidence les « Suds dans le Nord », issus des phénomènes d'exclusion, de pauvreté et de marginalisation, de la fragmentation des villes, du retour des bidonvilles ou encore de la montée en puissance d'une économie souterraine.

Afin de remédier à ces nouveaux « maux » de l'Occident, sont mobilisés, dans bien des cas, des approches, stratégies et outils de développement nous relevant, tel un boomerang, des Suds. Citons, à titre d'exemples, les approches par les notions de la « vulnérabilité », de l'*entitlement*, des fameuses « capacités » d'A. Sen, de l'*empowerment*, du « développement par le bas », de la participation de la société civile ou encore l'application croissante de la stratégie des micro-crédits. Ces notions sont considérées de nos jours sous le registre de l'« innovation sociale », concept très en vogue dans les institutions de l'Union européenne. Ses programmes de recherche-cadres récents, comme « Social Innovation, Governance and Community Building » – SINGOCOM, ou encore « Lutter contre l'exclusion sociale grâce à l'innovation sociale : Options de recherches stratégiques » – KATARSIS, en font la preuve (voir MacCallum *et al.*, 2009).

Mais ce sont aussi les notions et concepts appliqués en sciences humaines afin d'appréhender ces phénomènes qui nous proviennent parfois directement du Sud, tel ceux qui décrivent l'économie informelle. De manière plus complexe, on peut même observer des ré-inventions de concepts connus, ayant servi à analyser des phénomènes assignés aux Suds. Ainsi, pour citer un exemple, l'origine de la « ville duale » pour désigner les inégalités croissantes dans les villes occidentales n'est pas le concept internationalement utilisé de Mollenkopf et Castells (1991). Cette notion désignait, à l'origine, la ville coloniale, opposant la partie coloniale et la partie « indigène », l'ordre et le chaos (George, 2006). Après la décolonisation, le concept persistait en tant que modèle décrivant l'antagonisme entre la partie traditionnelle (informelle et pauvre) et la partie moderne (formelle) des villes des Suds. Il en est de même pour la notion de plus en plus fréquemment utilisée de la « ville fragmentée ». Ce concept fut élaboré par des chercheurs latino-américains à l'approche anti-capitaliste au

2. Cf. « La mondialisation jusqu'aux marges du monde. La pluie ou le beau temps ? », *Les Cahiers d'outre-mer* 2007, n° 338.

début des années 1990 pour cerner les impacts de la libéralisation économique dans les villes d'Amérique du sud – un fait méconnu (Borsdorf/Hidalgo, 2009).

Citons un dernier exemple de ce début de rapprochement des situations entre Nord et Sud et, par conséquent, d'un rapprochement nécessaire de la conceptualisation scientifique de celles-ci : celui de l'objet même de la géographie qu'est l'espace. La mobilité accrue, quotidienne et non quotidienne des individus, d'acteurs économiques, de biens, de services, d'idées et l'instabilité dans l'espace-temps qui lui est liée, semblent faire émerger des espaces mobiles et fluides qui avaient été premièrement découverts et analysés pour les Suds (Gallais, 1976, repris par Frémont, 1976). Cette fluidité met sérieusement en question les définitions traditionnelles du territoire, basées sur les idées de délimitation du pouvoir et de l'appropriation spatiale. Ainsi, des concepts scientifiques, élaborés pour analyser la nature de l'espace en Afrique subsaharienne, nous reviennent et semblent montrer une pertinence renouvelée pour désigner l'essence mobile de l'espace (Retailé, 2005).

C'est ce constat de l'inversion des flux de concepts scientifiques entre l'Occident et les Suds, parallèlement à leur transfert « classique » du Nord vers les Suds (lequel n'a pas cessé), qui a mené le groupe de travail « Les Suds dans la mondialisation » de l'UMR PACTE à Grenoble, à se pencher sur la question de la circulation des concepts entre Nord et Suds, sous forme de sept journées d'études. Des chercheurs se situant dans différents champs de la géographie du développement ont été invités à analyser leurs propres recherches et activités sous l'angle de cette nouvelle dynamique. Il s'agissait, d'une part, de relever ces (nouvelles) dynamiques dans les Suds, mettant en question nos référentiels et normes et de discuter de manière réflexive les concepts occidentaux appliqués et, d'autre part, de discuter cette « inversion » des flux conceptuels dans le monde académique. Il va de soi que cette nouvelle dynamique de transferts de concepts Suds-Nord est à saisir de manière aussi prudente et (auto)critique que celle des transferts occidentaux vers les Suds. L'exercice demandé à chaque intervenant fut de décrire le concept qu'il utilise, le contexte de son émergence (développé par qui, pour saisir quelle réalité/enclencher quel développement ?) et d'analyser les modalités du transfert de ce modèle/concept de l'occident vers les Suds ou inversement (les acteurs du transfert, leurs intentions, les modes du transfert etc.). Les interventions s'articulaient autour de trois champs d'application privilégiés de cette circulation conceptuelle, aux implications tant sémantiques que praxéologiques : la ville contemporaine, l'espace mobile et l'aménagement territorial.

Dix intervenants ont répondu favorablement à notre appel à contribution. Cette livraison de l'*Information géographique* présente des contributions sur la circulation des concepts appliqués à la ville et à la mobilité. Le thème de la « transférabilité » du modèle contemporain d'aménagement territorial fera objet d'un second dossier.

► Comprendre la ville contemporaine : transferts et « transférabilité » de concepts entre Nord et Suds

Les villes sont probablement le champ d'application le plus propice à l'étude d'une circulation planétaire de concepts scientifiques. Le transfert Nord-Suds continue de plus bel, comme nous le montre l'universalisation du concept contemporain de « ville globale ». Inversement, des notions et concepts appliqués aux villes des Suds nous reviennent. Et ce nouveau courant ne s'arrête pas aux exemples de la ville duale ou fragmentée, mentionnés plus haut. Dans le milieu international des chercheurs sur la ville se dessine incontestablement un début de partage de postures théoriques et méthodologiques (Dureau, Lévy, 2007). Cette construction d'une pensée commune est rendue possible par la mondialisation de l'économie et la diffusion de la pensée. Outre que la mise en cause de la dichotomie rigide entre villes du Nord et des Suds, cette co-construction permet d'éviter le vieux piège du transfert de normes et référentiels (trop) occidentaux. Les textes de Mathieu Perrin/Elson Pereira et d'Odette Louiset illustrent parfaitement cette possibilité de penser la ville autrement, grâce à la circulation (réelle ou possible) de la pensée scientifique.

Mathieu Perrin et Elson Pereira retracent le cheminement géographique et épistémologique du « droit à la ville » d'Henri Lefebvre. Née dans un contexte scientifique français et soixante-huitard, cette conception alternative du faire et du vivre la ville en réattribuant au citadin la capacité à définir lui-même son environnement, est reprise par la société brésilienne, en un pays qualifié il y a peu de tiers-mondiste (dans les années 1990), avant de connaître une destinée mondiale au sein d'instances internationales telles que l'UNESCO ou l'ONU-Habitat.

Le suivi de la trajectoire surprenante de cette notion, permet aux auteurs d'éclairer les conditions de son transfert d'une société à une autre. Après une discussion de la signification du « droit à la ville », les auteurs montrent que les sociétés dans lesquels émergent les idées novatrices ne sont pas nécessairement celles de leur application. D'autres pays comme le Brésil se sont finalement révélés être des terrains d'accueil plus propices que la France. En effet, au Brésil, toutes les conditions internes pour une appropriation de cette pensée furent réunies. En 1988, c'est une société libérée de sa dictature, aspirant à la fois à une expression politique libre, à la reconnaissance et à des conditions

de vie dignes qui aura les moyens de s'exprimer. Le Mouvement national pour la réforme urbaine (*Movimento Nacional pela Reforma Urbana*), dont l'idée germa depuis les années 1960, arrive à s'imposer lors de l'élaboration de la nouvelle Constitution fédérale et à les concrétiser dans la loi du « Statut de la ville » en 2001, législation incluant une nouvelle forme de gestion avec la participation directe des citoyens dans le processus décisionnel. C'est donc cette appropriation d'une idée « externe » par une société qui permet la circulation de celle-ci. L'exemple que nous donnent Perrin et Pereira nous enseigne, également, que le transfert n'est pas l'immuabilité mais l'enrichissement de l'idée initiale.

Par la suite, c'est encore le Brésil qui joue un rôle majeur dans la diffusion du « droit à la ville ». Depuis le cadre préparatoire du Sommet de la Terre de 1992 à Rio de Janeiro, le Forum national brésilien pour la réforme urbaine (FNRU) diffuse ses idées dans les instances internationales qui deviennent, par la suite, objet de débat public à l'échelle mondiale. L'analyse de ce processus de diffusion globale démontre que sont « transmis » de manière relativement indépendante un « signifiant » et un « signifié », et que la formule « droit à la ville » ne traduit plus nécessairement le même contenu. Force est de constater que le « droit à la ville » est venu se greffer sur des contextes très différents, les adaptations nécessaires se réalisant au-delà des distances spatiales et différences culturelles. Plus généralement, le partage contemporain de cet objet, par des acteurs très divers et œuvrant sur des échelles géographiques variées, révèle que l'idée du « droit à la ville » ne se situe pas dans des allers et des « retours » mais, de manière plus complexe, dans un processus de co-construction.

Dans une posture postcoloniale, Odette Louiset, quant à elle, démantèle minutieusement les normes et référentiels scientifiques occidentaux mobilisés dans l'analyse des *slums* indiens et se pose la question de leur dépassement. En proposant la substitution du transfert « Suds-Nord » au conventionnel transfert « Nord-Suds », elle indique des pistes pour une conceptualisation de la ville au-delà de la « ville-modèle » que représente sa conception occidentale. Dans une première partie, Odette Louiset démontre de manière originale et convaincante que les attributs stéréotypés de pauvreté, de marginalité et d'insalubrité s'inscrivent pleinement dans ce paradigme qu'est la « ville-modèle », cette « ville idéalisée appartenant au discours de l'architecte et de l'urbaniste, relayée par le politicien ou l'agent administratif ». La validité de ces notions ne révélant que des dysfonctionnements par rapport à la norme est sérieusement mise en question ici. C'est plutôt la participation des habitants des *slums* à la vie politique et économique de la ville, à la ville tout court, qui font que les bidonvilles SONT et FONT la ville, aussi bien que d'autres espaces urbains. C'est par analogie aux grands ensembles et par la généralisation du constat de l'existence d'espaces d'accueil de « masses » démographiques que la ville « formelle » ne peut assimiler, qu'est fait ici le lien entre Suds et Nord. Ce constat renvoie à

des causes plus profondes, à la logique globale de la société/des sociétés du monde. Mais « comme le *slum*, le grand ensemble fournit à la ville une part de ses travailleurs, consommateurs, citoyens... ». Ce qui cause problème, c'est que le concept « ville », appliqué au Nord et aux Suds, a pour fondement « la concentration de la richesse qui en devient la norme ». L'imposition récente de la « ville globale » en tant que nouveau modèle urbain en est bien la preuve.

► L'espace mobile/les territoires de la mobilité : en quoi le concept du « territoire » revient enrichi au Nord ?

Dans un monde où les mobilités et échanges se sont intensifiés, semblant « définis bien plus par la circulation que par les structures » (Urry, 2000), où d'aucuns annoncent même (re)passer à une ère du nomadisme (Bauman, 2000), les conceptions spatiales qui intègrent les notions de fluidité et de mobilité - élaborées il y a des décennies déjà à partir de sociétés des Suds n'ayant pas de rapport fixe au territoire, tels les nomades - acquièrent un nouveau statut. Une véritable petite révolution ! Pendant combien de temps les chercheurs du nomadisme ne furent-ils pas cantonnés à étudier le « hors-norme », dans un monde académique fortement influencé par le modèle de la sédentarité ? Contrainte de réviser la conception, occidentale, de la nature de l'espace géographique, et d'en proposer d'autres, basés sur la mobilité, le mouvement perpétuel et la fluidité, la recherche sur le nomadisme constituait un type de recherche en marge des grands courants. La « fluidification » de l'espace occidental sous l'impact des processus de la mondialisation renverse cette situation de marginalité : Quelles leçons à tirer de l'espace mobile des nomades dans l'effort contemporain de re-conceptualiser l'espace occidental ? Les contributions d'Ingo Breuer, Laurent Gagnol et Denis Retaillé, tous spécialistes de groupes nomades avec des pratiques pastorales plus ou moins développées, nous montrent cet enrichissement possible de la pensée sur la mobilité et la nature de l'espace/du territoire à l'ère de la mondialisation à partir de leurs terrains d'études africains. L'application aux sociétés occidentales ne peut dès lors s'effectuer que par analogie, dont l'efficacité et la pertinence sont à interroger. Comment leur permet-elle de participer à la construction de nouveaux rapports aux territoires dans le Nord, voire dans le monde, qui inclurait une part de mobilité croissante ? Est-ce que, et dans quelle mesure, ces concepts sont transférables aux territorialités de catégories de populations définies aujourd'hui par leur degré de capital spatial telles que celles de la « jet-set mobile », des « branchés », des « hypernomades » d'un côté, et, de l'autre côté, des « exclus », des « non-intégrés », des « enclavés » ou encore des « infra-nomades » ?

À partir d'une étude de cas sur les éleveurs d'Oussikis, une vallée au versant Sud du Haut Atlas au Maroc, Ingo Breuer, chercheur et directeur de recherche

au Centre de recherche SFB 586 « Differenz und Integration » à l'université de Leipzig, en Allemagne, nous présente la « prolifération » et diversification des mobilités dans des contextes de mondialisation et d'augmentation des risques. En effet, ces anciens nomades et agro-pasteurs ont adapté de nouveaux systèmes de mobilité en tant que réponse à la faible compétitivité de l'agriculture face à l'ouverture aux marchés mondiaux, à la dégradation partielle des ressources naturelles, aux fluctuations climatiques prononcées, à la faiblesse des marchés du travail locaux et des taux de pauvreté beaucoup plus élevées que dans d'autres régions du pays. Les nouvelles formes de mobilité incluent aussi bien les migrations temporaires vers les villes marocaines, que la migration internationale, sans que pour autant la pratique de l'élevage mobile soit délaissée par les familles étendues. Dans un deuxième temps, Ingo Breuer se penche sur la question de nouvelles inégalités sociales liées à la maîtrise inégale de la mobilité diversifiée, et nous familiarise, en passant, avec les concepts anglo-saxons qu'il utilise pour son étude et qui le sont peu en France, tels les « moyens d'existence durables » (*sustainable livelihoods*) ou encore les « avoirs » (*assets*). Son analyse démontre que la mobilité, en tant que stratégie de diversification économique et de multi-localisation géographique, aide à minimiser les risques dans un contexte économique et un milieu naturel instable.

C'est cette approche scientifique permettant d'analyser l'articulation de l'espace local avec des espaces « lointains » par le biais du mouvement et de la recherche de ressources dans des lieux éloignés, qui constitue l'objet de transfert possible dans l'analyse des stratégies quotidiennes de (sur)vie (concept allemand, là encore) des individus/sociétés dans le monde occidental contemporain. De même, le constat final d'Ingo Breuer que le « ménage constitue l'espace où les influences locales et non locales se rencontrent », qu'il est en partie déterritorialisé, en partie ancré dans le territoire local, qu'il devient *lieu de négociation* de l'économie mondialisée, nous fait changer d'optique et sortir de nos catégories de pensées habituelles.

Trente ans d'études de cas sur le terrain ont mené Denis Retaillé à concevoir l'espace des nomades à partir du *mouvement* qui « sans cesse anime le réglage des lieux et des distances ». L'étude du mouvement chez les nomades a révélé à l'auteur bien plus que les constats qui nous sont familiers, par exemple celui d'une « adaptation » à un milieu naturel contraignant. En tant que « version du mouvement généralisé dans les cadres épistémiques d'une géographie de sédentaires » il en élabore une théorie, celle de « l'espace mobile ». Cette démarche de théorisation le mène à une posture double : non seulement il propose un transfert possible de l'espace mobile au monde des sédentaires, mais aussi – et ceci nous intéresse particulièrement dans le cadre de notre sujet – au monde contemporain, Occident inclus. En mettant au centre de la conception spatiale le mouvement (volontaire et contrôlé ou forcé et subi), défini à partir d'une révision de la nature du *lieu*, de la *distance* et de la *limite*,

il nous conduit à comprendre autrement les faits contemporains mondiaux, comme par exemple celui de la gentrification de nos villes (en tant que résultat de la maîtrise du mouvement et des lieux) et celui de la banlieue (en tant que lieu de sédentarisation subie). Enfin, Denis Retaillé montre que le mouvement (non nécessairement en tant que mouvement matériel du déplacement, mais en tant que « faculté de régler les positions ») est intrinsèquement lié au pouvoir – autre élément fort de la théorie de l'espace mobile.

Laurent Gagnol reprend le fil de la pensée de Denis Retaillé sur la relation entre mouvement et pouvoir en nous démontrant que la relation de la population nomade au territoire est fortement liée aux relations de pouvoir au sein de la société nomade. Son analyse passionnante du rapport au territoire des Touaregs Kel Ewey du nord du Niger met en évidence que la mobilité et la fluidité ne suffisent nullement pour appréhender la territorialité nomade, et qu'elle est indissociable de l'exercice du pouvoir. Dans une deuxième partie, il répond à nos questionnements sur les transferts possibles aux sociétés occidentales et interroge de manière circospecte « les analogies et les métaphores relatives au nomade qui fleurissent dans le monde occidental, à l'heure même de la dispartition imminente de ses derniers représentants traditionnels dans les Suds ». Par sa critique, il nous met en garde devant un simple « retour » du concept des Suds vers le Nord et devant une assimilation trop simpliste du nomadisme avec fluidité et mouvance. Son analyse du nomadisme invite à penser les formes de pouvoir liées au mouvement que sont la maîtrise de la distance et le contrôle des mobilités, ce qui passe souvent par l'assignation territoriale pour une bonne part de l'humanité.

Bibliographie

- Amselle J.-L. (2008), *L'Occident déraciné. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock.
- Autrepart, *Revue de sciences sociales au Sud* (2007), « On dirait le Sud... », n° 41.
- Blanchard, P., Bancel, N. (2005), *Culture post-coloniale, 1961-2006. Traces et mémoires coloniales en France*, éd. Autrepart, coll. « Mémoires/Histoire ».
- Bauman Z. (2000), *Liquid Modernity*, Cambridge, Polity Press.
- Bayart, J.-F. (2010), *Les Études postcoloniales. Un carnaval académique*, Paris, Karthala.
- Borsdorf, A., Hidalgo, R. (2009), « The Fragmented City. Changing Patterns in Latin American Cities », in *The Urban Reinventors Online Journal* 3(9), p. 1-18.
- Chakrabarty, D. (2009), *Provincialiser l'Europe. La Pensée postcoloniale et la différence historique. Cahiers d'Outre-Mer* (2007), « La mondialisation jusqu'aux marges du monde. La pluie ou le beau temps ? », n° 238.
- Dureau, F., Lévy, J.-P. (2007) « Villes et mobilités au Nord et au Sud : la construction d'une problématique commune », in *Autrepart*, n° 41, p. 135-148.
- Frémont, A. (1976), *La Région, espace vécu*, Paris, PUF.

- Gallais, J. (1976), « De quelques de l'espace vécu dans les civilisations du monde tropical », *L'Espace géographique*, V, 1, p. 5-10.
- Gallais, J. (1976), « Contribution à la connaissance de la perception spatiale chez les pasteurs du Sahel », *L'Espace géographique*, V, 1, p. 33-38.
- George, O. (2006), « Villes d'Afrique : circulations et expressions culturelles », in *Afrique & Histoire*, 5(1).
- Koop, K. (2007), « Les nouvelles fractures du monde et le défi pour la recherche sur les inégalités de développement », in *Cahiers du GEMDEV* (31), p. 182-195.
- MacCallum, D., Moolaert, F., Hillier, J., Haddock, S.V. (2009), *Social Innovation and Territorial Development*. Farnham/Burlington, Ashgate.
- Mollenkopf, J., Castells, M. (éd.) (1991), *Dual City : Restructuring New York*, New York, Russell Sage, Foundation.
- Retiaillé, D. (2005), « L'espace mobile », in Antheaume, B., Giraut, F. *Le Territoire est mort. Vive les territoires !* Paris, IRD, p. 175-201.
- Scholz, F. (2005), « The Theorie of Fragmenting Development », in *Geographische Rundschau*, 1 (2), p. 4-11.
- Urry, J. (2000), *Sociology beyond Societies, Mobilities for the Twenty-First Century*, Londres - New York, Routledge.
- Veltz, P. (2005), *Mondialisation, villes et territoires*, 2^e éd., PUF, Paris.

Anne-Laure Amilhat Szary et Kirsten Koop; texte soumis en 2011 à *Cybergéo*

**From the Western world to the Global South and back again:
Reconsidering the global iterations of the term “territory” as a concept in
development models**

ABSTRACT

This paper questions the recent growing concern for issues about territory in the English-speaking literature (far from its original political definition) as the result of a globalised semantic iteration, the return from the Global South playing an important role in this innovative semantic step-forward. Its objectives are to determine the manner in which the question of development has been influenced by the renewed interest in territory and to examine the way that thinking about development is, in turn, influencing the conceptual meaning of territory (by tracing the history of the word and its translations, and questioning the genealogy of spatial development models, from region to territory).

KEY WORDS

Territory; Space; Development; Global South; region; model; territoriality

RESUME

Cet article questionne l'augmentation récente de l'utilisation du mot "territoire" dans la littérature anglophone dans un sens élargi par rapport à sa définition politique : nous posons l'hypothèse que cette innovation sémantique provient d'une itération scientifique vers et depuis les Suds. Les objectifs de ce texte sont d'analyser la façon dont la question du développement est influencée par l'intérêt renouvelé dans le territoire et de comprendre comment, en retour, la pensée du développement influence la conceptualisation du territoire. Il passe ainsi par une histoire du mot et de ses traductions, mise en regard de la généalogie des modèles de développement, depuis le développement régional au développement territorial, en passant par le développement local.

MOTS CLES

Territoire, Espace, Développement ; Suds, région ; territorialité ; modèle

« Nous pensons toujours ailleurs » / « *We always think elsewhere* », Montaigne, Essais (Livre III, chapitre 4 « De la diversion »)

Introduction¹

Although the debate on the notion of territory in the episteme of English-speaking geographers has never been as lively as in that of their European counterparts, the recent increase in the number of English titles incorporating this word, even if we look no further

¹ Acknowledgements : we deeply thank Alexander Murphy for the fertile insights provided upon his reading of the initial version of this text.

than the past two years in the reference journal *Progress in Human Geography*, bears witness to a growing Anglophone interest in territory as a spatial concept. What may be occurring is the broadening of its semantic spectrum; for long confined to political geography, it now appears to be filtering through to cultural (Paasi 1998, Paasi 2003) and economic geography (Jonas 2010). This development is challenging our understanding of the term, especially since it is not rooted in one particular source, whether disciplinary or regional. Our hypothesis is that the recent concern for issues about territory in the English-speaking literature² is the result of a globalised semantic iteration. We believe that this has been made possible through the growing realisation that sub-national divisions and the region are crucial spatial entities for the rescaling of political power and economic development. The notion of territory has, then, taken on new life, particularly since becoming a development concept. In this paper, our objective is therefore to initiate a discussion on the different uses worldwide of the territorial paradigm in the field of development studies, where its recent surge in popularity appears to indicate an interesting professional and conceptual turnaround. We endeavour to link this conceptual expansion to a worldwide search for development models, a search that has recently undergone an extensive homogenization process. It appears essential to us to examine the question of territorial, or multi-scalar, development from a post post-colonial perspective (Racine 2008, Radcliffe 2005, Sidaway 2007) given that the territorial concept may be one of the first spatial tools whose development has been profoundly influenced by extra-occidental practices.

The idea that scientific concepts circulate and become enriched in the process is not new. Indeed, it has been shown that some of our most significant authors are themselves a product of migration and exile, situations which have helped forge their way of thinking (cf. Lapierre's vibrant praise of intellectual mobility, in Lapierre 2006 or Appadurai 1996). Thus, one of Agnew's most quoted papers (Agnew 1999) is partly based on his reading of French treatises on territory (Durand, Lévy & Retaille 1992) and A. Murphy has underlined the "lack of 'cross-fertilization' of ideas among those writing in English" (Murphy 1991). There is really no need to come back to the rather sterile debate on the differences in translation between "territory, "region" and "place"³. Indeed, we seem to have passed from a period characterised by an isolated way of thinking about "territory", very particular to the French school of geography and its related disciplines (Bernardy de & Debarbieux 2003), to the emergence of a new global scientific referent and model of development.

What may constitute a novelty is our capacity to acknowledge theoretical contributions from outside the Western sphere of thinking, and to welcome hybridity as an important element of conceptual renewal (Vira and James 2010). Such contributions have been assessed in the field of development models and specific challenges have been identified in what used to constitute the less developed world and that we now call the "Global South". Thus, in the 1960s, alternative models were produced, first in Latin America (associated with the constitution of the ECLAC, the Economic Commission for Latin America and the Caribbean of the United Nations), where an important contribution was made to reverse the top-down

² Which can be sorted out in two phases : a first move (Delaney 2005, Sassen 2000, Storey 2001, Johnston 2001, Agnew 1994, Agnew 1999, Taylor 1994) followed by a more recent trend (Antonsich 2010, Allen 2009, Paasi 2009, Agnew 2010, Elden 2010a, Friese 2010, Murphy 2010, Newman 2010).

³ It has been shown that such terms can only be understood in terms of their particular linguistic context and that it is difficult to arrive at any clear and universal translations, cf. Debarbieux 1999.

perspective, then in Asia, where the desire for greater input at a more individual level led to the expansion of participatory methods (cf. the Centre for the Study of Developing Societies, the CSDS, defined as the “Third World Frankfurt School” by Fred Dallmayr 1996). We will endeavour to show how “territory” has implicitly been incorporated in the writings of some of the main contributors to the emergence of “post-development” thinking (Rahnema & Bawtree 1997, Rist 2007 [1996], Escobar 1995) and the blossoming of new socio-economic paradigms, amongst which the territorial paradigm has been quick to assume a major role.

Our main objective is thus to clarify the episteme of territory from a geographical point of view. Close examination of the supporters and detractors of this concept and its application is particularly revealing: not only does the circulation of the term help us to trace the complex networks of development policies, it also allows us to determine the extent to which the use and diffusion of the term “territory” is bound up with ideology. We question the semantics of territory rather than its semiology. This leads us to trace not only the history of the word and its translations, but also the underlying ideas it expresses, allowing us to question the genealogy of spatial development models, from region to territory. By arguing that historic insight into the uses of territory is not sufficient to understand its ideological actuality, because it tends, on the contrary, to “essentialize” the term, we are participating in the discussion begun by S. Elden’s recent work.

It is never easy to adopt a clear position when the term “territory” is at stake, and even less easy to agree on a definition, since two traditions coexist, one understanding “territory as a bounded space, a container, under the control of a group of people, nowadays usually a state” and the other presenting “territory as an outcome of territoriality, a human behaviour or strategy”(Elden 2010a). This second aspect, although present in historical writings, is much less developed in Anglophone literature⁴. We firmly believe that the meaning of territory goes far beyond the political connotations to which it is generally assigned, thus following the intuitive approach of Jean Gottmann. One of the first geographers to have worked with both French and English sources, Gottmann explained territory as a relational concept (“the concept appears to designate rather a relationship established between a community of politically organized people and their space”, Gottmann 1973⁵). When we use the term in this paper, it is to refer to the spatial conjunction of political, social, economic and cultural issues as the “spatial expression of the social mutations and various facets of post-modernity”⁶ (Giraut 2008), contemporary with the globalization process. Because of the cultural proximity of the authors, the paper is influenced by the French context where the term appears to be very closely linked to the political sphere and its expression at the local level through the distribution of power at the various administrative tiers (Douillet & Faure 2005). It acknowledges, however, that the increasing use of the term is linked to the “spatial turn” (Lévy 1999a, Warf & Arias 2008) expressing a growing preoccupation with the localization of social and economic processes (Mercier 2004). Thus objectives of this paper are much wider: to determine the manner in which the question of development has been influenced by the renewed interest in territory and to examine the way that thinking about development is now, in turn, influencing the conceptual meaning of territory

⁴ Cf. the reduction of territory to bounded space in the TPSN framework, Jessop, Brenner & Jones 2008.

⁵ The idea of a relational territory was then developed by Amin 2004, Massey 1993a.

⁶ “*l’expression spatiale des mutations sociales et des différentes facettes de la postmodernité*”.

From a conceptual point of view, territory now seems to be used, in the French and Spanish literature, as a substitute for the earlier “region”. This terminological evolution is not independent of development practices and the application of models in the field. One of the reasons for the substitution of “region” by “territory” may also lie in the failure of regional planning developed in that same period, thus underlining the link between the emerging notion and the state of development practices at that time. Whatever the shortcomings of the earlier paradigm, it appears that the “re-invention” of territory in French studies (to paraphrase (Alliès 1980) is linked both to the eruption of multi-scalar thinking, as evidenced by the “politics of scale” (Smith 1992), which had been preceded by Sack 1983), and the essential works of economists such as Friedmann & Weaver 1979) and Stöhr & Taylor (1981) who, with their introduction of “bottom-up” development theories, helped diffuse preoccupations concerning insufficient local input. With the growth of regional sciences, spatial regional economics, a formerly underestimated branch of economics, thus acquired a new and important status. This paper therefore takes into account the territorial development approaches resulting from the promotion of endogenous dynamics following the discovery of the importance of externalities in the 1980s, and the resulting interest in stake-holder analysis in the production of wealth.

Our definition of territory stresses the multi-scalar as well as relational aspects of territorial development, which constitutes the core of the theoretical debate we would like to initiate. Our analysis is based on the review of a century of semantic hesitation, of constant to and fro between region, place, territory and local area. We propose to begin by tracing the universal emergence, and later conceptual convergence, of contemporary regional development models, closely linked with globalisation processes. We then focus on the way in which French geographers have operated with the concept of territory and explore its growing use within non-French literature (chapter 1)⁷. Like all previous development models, that based on the territorial concept has been mainly developed for and by industrialized countries and then transferred to developing countries as a suitable solution for stimulating development in a globalising world. After identifying the reasons why “territory” has become such an important concept in analysing and promoting development in industrialised countries, we will focus on the reasons and methods adopted for its transfer from North to South, with an attempt to distinguish local development from territorial processes. This approach is aimed at highlighting a new and quite revolutionary process: the return to the occident of conceptualisations of territory that were originally developed to fit the dynamics and situations of “under-development” in the Southern hemisphere (Chapter 2). Here we suggest that this new process of concept transfer from South to North is only in its initial stages and is likely to become amplified as efforts are made to better understand and conceptualize certain new socio-economic dynamics in northern countries, such as exclusion due to globalisation processes.

I Territory and region as international development concepts

⁷ Examining the transfer of a scientific concept worldwide is certainly a far too ambitious and impossible undertaking. Consequently, we will proceed within the limits of our personal knowledge and capacities: concerning the emergence of the territorial concept in the North, we will therefore refer mainly to French, German and Anglophone scientific texts, while for the South we will cite a few African, Latin American or Asian examples.

The debate over territorial modelling can be wide-ranging, and we do not intend here to add to the contributions of geographers who have specialised in this field, geographers who have often, at one moment or another in their career, made an about-turn with regard to its meaning (cf. for instance, Brunet 2000). Following Bouquet (2007), we would point out that the Italian origin of the term “model”, meaning “mould”, is enough to suggest that it refers to the reproduction of something, in this case ideas. Our hope is that this paper will enable debates on territory, which are usually developed in political economics, to benefit from a broad geographical understanding of the concept.

1. Getting territory out of the political monopoly: new development models to face the opportunities of globalisation

Global mobility, economic liberalisation and deregulation, as well as the re-scaling of political power from nation state up to supra-national level or down to sub-national level, have profoundly changed the conditions governing development processes and, in so doing, our vision of development. In seeking to understand and conceptualise socio-economic dynamics, and in response to demands for appropriate development strategies in the context of globalisation, western scientists have, since the late 1980s, distanced themselves from the national and sectoral approaches to development. Leaving behind the well-established post-war model of industrialisation of nations, geographers and economists discovered the “region” at the sub-national level to be the “nodal point of (the) critical development and growth processes” (Scott & Storper 2003: 32) and the “space for the action of states and for political mobilisation (and) for economic change” (Benko & Lipietz 1992, Benko & Lipietz 2000; Brenner & Theodore 2002; Keating & Loughlin 1997: 11; Storper 1997a, Storper 1997b).⁸ We then witnessed an extraordinary explosion of studies on the drivers of regional development and the emergence of concepts based on the endogenous development potential of regions. Internationally shared key concepts were Marshall’s revised industrial districts (Marshall 1961, clusters Porter 1990), local production systems (Colletis, Courlet, Pecqueur, et al. 1990), innovative networks (Camagni 1991), innovative environment (Aydalot 1985), regionalisation (Krätke 1995), new regionalism (Keating & Loughlin 1997; Mac Leod 2001) and creative cities (Florida 2002) - to cite but the most relevant. According to what became known as the New Regional Geography (NRG) “regions were to be examined as semi-coherent territories within which place-specific causal properties could shape – and in turn were shaped by – the wider dynamics of capital accumulation, state intervention (or withdrawal) and uneven development.” (Jonas 2010).

A closer look at the literature related to regional development in different countries quickly reveals the limits of globalisation in the academic world. Some innovative approaches conceived in non-English speaking countries have still not spread beyond the nations’ borders. Even the English translation of a German study (Esser, Hillebrand, Messner, et al. 1996) on the concept of the systemic competitiveness of regions, which provides operational guidelines for a systemic approach to regional development, has essentially only been cited by German colleagues.⁹ Similarly, the concept of “territorial specificity” introduced by the French economic geographer Bernard Pecqueur (Pecqueur 2008), which suggests that underlining regional specificity is the way to escape from destructive competition, has not

⁸ “Regional economies are synergy-laden systems of physical and relational assets, and intensifying globalization is making this situation more and not less the case. As such, regions are an essential dimension of the development process” (Scott & Storper 2003).

⁹ J. Allen Scott (Scott 2002: 144) is one of the rare non-Germans having shown interest in this concept.

(yet) crossed the national borders. Globalised or not, the abundant theoretical literature on regional development worldwide definitively confirms the arrival of a new development paradigm, which we will refer to here as “regional integration into global flows and networks” (Koop 2007)¹⁰. Before analysing in which contexts the terms “territory” and “territorialisation” occur within the international literature, we first explore the common underlying principles of the large spectrum of concepts, models and strategies relating to this new paradigm relying on sub-national spatial entities.

A review of Anglo-Saxon, French, and German literature and publications by the European Union on sub-national (regional, territorial, local) development, goes beyond other genealogical attempts (Larner & Walters 2002) and reveals a number of essential characteristics. The main idea that runs through the wide spectrum of related concepts is the *endogenous development potential* of “regions”, making actors out of them and discarding the widespread idea that the region is a passive receptacle of and for the globalised economy. Closely linked to this idea of endogenous potential is the focus on the local *actors* of development and the new attention paid to private and civic actors. Regional proximity, inter-relations and cooperation all developed to become new fields of study and, linked with the emerging question of the role of the state at the sub-national level, gave birth to the recent efforts to develop *regional governance* (Mac Leod & Goodwin 1999). Since the crucial work of Castells (1996), *networking* has proved to be one of the major viable approaches in the search for the optimal form of organisation that would enable the shift from state-centred government towards actor-oriented governance (Bauer-Wolf, Payer & Scheer 2008). *Multi-scalar approaches* have also developed based on regional development analysis and practices, providing the means to identify the potentials and constraints of regions in their interrelations at the national, supranational and global scales. The literature review also reveals that scientific analysis examines both the complexity and multidimensionality of the region, integrating economic, political, social as well as cultural and/or environmental issues. The *systemic* and more *holistic* nature of the approach to the region is thus particularly important (see, for example, Engert & Hey 2009). Finally, it is important to point out that the underlying aim of the various concepts on regional development is *economic competitiveness* in a liberalised, transboundary, global economy.

These new conceptual approaches towards development, responding to the challenges of globalisation, constitute as much a change of paradigm in regional planning practices (from a physical and sectoral approach towards one that is more systemic and complex) as a change in the mainstream vision of development *per se*. Paradoxically, these approaches tie in partly with the basic ideas of local endogenous development, which had already emerged in the 1960s in Anglo-Saxon countries as well as in continental Europe. In seeking development possibilities for peripheral rural areas (France, Canada) and those regions affected by the first industrial crisis (especially Great Britain), the different countries developed similar strategies, quite independently of each other, focussing on the strengthening of the local/regional economy by fostering local production and consumption circuits, based on endogenous potentials, using locally available production factors and aimed at greater self-reliance. Such strategies, generally referred to as “local development” strategies, were *inter alii* applied by Local Development Councils in the USA and Great Britain from the 1960s, and

¹⁰ See, for example, Benko & Lipietz 1992, Benko & Lipietz 2000; Porter 2001; Storper 1997a; Scott & Storper 2003; World-Bank 2009; Mac Cormick 2003, Pecqueur 2005; Schmitz 1996

later by the French Ministry of Agriculture (from 1975) and the European Commission. The scientific underpinnings of this approach are found in the internationally recognised “*Development from above or below. The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries*” by Stöhr and Taylor (Stöhr & Taylor 1981) and “*Territory and Function. The Evolution of Regional Planning*” by Friedmann and Weaver (Friedmann & Weaver 1979). Interestingly, the “development from below” approach was originally conceived for developing countries and is closely linked to the dependency debate of the 1970s and early 1980s. This will be examined in greater detail later.

Regional development models nowadays maintain the basic ideas of local development but have nevertheless evolved and forsaken the ideas of auto-centred, local production circuits, which were not in line with globalisation and liberalisation processes.¹¹ The EU-LEADER program, which attempts to reconcile the bottom-up approach and transboundary networking, may be a good example of this. However, the ideas of self-reliance have survived in contemporary alternative local/regional development models as the anti-theses to the doctrine of the neoliberal global economy. We will return to this point in chapter three.

What we have called *regional development* in this paper - in order to simplify our task of providing a general overview of international trends - is referred to elsewhere by other terms, depending on the scientific culture of the countries and the preferences of specific authors. The terms *local* and *regional* are often treated as synonyms in the Anglo-Saxon literature on the regional economy and planning (see, for example, Rowe 2009). In Germany, it is the term *Regionalisierung* (regionalisation) that is mostly used when conceptualising regional development (Krätke 1995). Interestingly, in France, *region* has completely given way to the term *territory*. Our hypotheses here are, firstly, that the French concept of territory differs slightly from the connotations the term has in Anglo-American regional sciences and, secondly, that local/regional development and territorial development may not be synonyms. The following chapter attempts to clarify the meaning of both. This involves understanding the historical and geographical contexts in which territory emerged as an idea to challenge that of region.

2. The region: an imperfect or an adequate development concept, depending on the national context

Unlike the current trend in Anglo-Saxon and German literature to operate with the concepts of “region”, “regionalisation” and, sometimes, “local development” when conceptualising development¹², French academics tend to use exclusively the terms “territory” and “territorial development”. Numerous scientific studies on the concept of “territory” in France (see Antheaume & Giraut 2005), related to the national decentralisation processes that began during the 1980s, have generated ways of conceptualising territory as an operational development concept in response to globalisation processes. In particular, the concepts of “territorial specificity” (cf. Pecqueur 2008) and “projects of territory” (a project

¹¹ Walter Stöhr himself participated in these reflections on the adjustment to globalisation processes (Stöhr 2003).

¹² At the same time as using “region”, many Anglo-American authors use the term “place”, often with more social connotations and sometimes in a multidimensional way that is close to the meaning of territory (Massey 1993a). However, unlike “region”, “place” is rarely used in discussions on development issues.

aimed at constructing a territory) have come to be considered as innovative contemporary models for development.

A retrospective analysis reveals, however, that in France “territory” came after “region”, replacing a term that was heavily criticised after having been widely used in the first half of the twentieth century. This rejection is commonly linked to the institutional history of French geography, but links can be made to the history of idiographic thinking in Anglophone geography (Gilbert 1988). It is related to the declining influence of the Vidal de la Blache school during the 1970s due to its incapacity to theorize about the regionalisation process, through which the country had been successfully mapped, and to go beyond the collection of (descriptive) monographs which are recognised as its most important contribution (cf. Chartier 1980) for an historical insight on this debate)¹³. The French school invented regional analysis without ever being really able to define conceptually what the “region” meant¹⁴ (regional geography was then considered as an “art”, (cf. Hartshorne 1939). It was only when confronted by more serious questioning that geography turned its attention to elucidating the term (Murphy 1991, Pudup 1988). In the present paper, we would like to qualify this appreciation in the light of the debates that characterised the field of planning and development at that time. The apex of the regional paradigm indeed coincided with the Fordist years and the vision of a world destined to advance through the diffusion of spin-off effects in both the industrialised countries and the Third World.

Despite one geographer’s tentative effort to theorize the notion of region (Juillard 1974, Juillard 1965), most attempts within the discipline to qualify the meaning of the term were not very successful. The French geographers who were responsible for theoretical renewal and the advent of what was then called “new geography” preferred to replace the worn-out term by a new one. However, depending on their different positions from a problematical or ideological point of view, it was not one but two notions that emerged, opening the way for the new debate on the differentiation between space and territory (the “*espace*” of the quantitative geographers *versus* the “*territoire*” of the representation specialists). This partly explains why most of the literature on the region was at that time produced by economists (Aydalot 1985, Lacour 1985, Lacour 1996).

We suggest that behind this widely held version of the history of French geographical ideas, another factor might have been responsible for the regional model of development not being widely diffused. One could say that it was linked to the centralised system of organisation in the country, but it appears more likely that it was political circumstances that made it very difficult to apply the regional idea to French policies. The two outstanding opportunities for regionalising the country occurred in times of geopolitical trouble, during the two world wars.

Even Vidal de la Blache, toward the end of his life, realised that regional thought could not remain an academic debate but, on the contrary, should respond to the economic logic of the new business and industrial bourgeoisie (Ozouf-Marignier & Robic 1995). His last writings reveal that he was shifting from the definition of regional individualities to an

¹³ The birth of human geography is rooted in the emergence of social sciences at the end of the 19th century. In France, the “region” was the main concern from the very beginning of the new emerging science, especially for Vidal de la Blache and the French school (at the same time, German literature focused instead on life spaces or *Laenderkundliches Schema* (Hettner). However, in spite of the multiplication of regional studies striving to characterise the different portions of national territory, the accent was put on the variety of ways in which man could realise the potential of space without defining the term “region” itself.

¹⁴ The concept that was never properly examined from a sound theoretical perspective by French geographers (except the very isolated attempt by Juillard 1974).

overall theory of regionalization based on economic analysis. Thus, in 1910, he wrote: “the power of the State exerting itself without any intermediary on the departments is an aberration in modern life”¹⁵ (Vidal de la Blache 1910). In the same year, responding to a commission from the then first minister (“président du Conseil”), A. Briand, he made the first proposal for the regionalization of France, from the perspective of political decentralization, to which he attached a map (of the “*Régions françaises*”). His final writings insist on the “regional pooling”¹⁶ that he felt in the north of France: “this unit does not represent a province in the literal sense of the word, but is an economic region, no less solid than former personalities in history might be”¹⁷ (Vidal de la Blache 1910). The next attempt occurred under the “collaboration” government of Vichy and was indeed the first to officially present the map of a regionalised France. The objective of the constitutional reform planned in 1942 was to work on the economic rationality of the national territory while at the same time reflecting the voices of traditional regional identities on which Pétain wanted to base the renewal of France. For economic reasons (the duplication of administration at departmental and regional levels), but perhaps more importantly with the objective of drawing a line under decisions taken during the black hours of the lost war, the French took a step backward and abandoned regionalisation in 1946. The whole project was then shelved until the decentralisation reforms of the 1980s (Miossec 2009)¹⁸.

Paradoxically, the political confirmation of regions in France did not settle the debate on development models, since it was almost immediately apparent that the scale of the new local governments was not relevant for all issues, especially since the old administrative units still existed (the 36 000 municipalities and 100 departments). Later, the 1980s opened the way for a new search for the optimum scale of development (Gerbaux 1999), which soon became embodied by a new term: the territory.

3. Discovering territory or going back to it?

Behind the French debate, more universal trends appear, trends that were reflected in the scientific debate of the 1980s which led to the revalorization of the locale allowed by the new development of constructive approaches (Murphy 1991, Debarbieux 1998). Geographers at that time appeared convinced that the polysemy of the term “region” led to confusion. This was reflected in the contributions of several leading academics in a special issue (n° 51-52, 1993) of what was at that time no more than a promising journal, *EspacesTemps (Les Cahiers)*, entitled The Aporias of Territory, (“*Les apories du territoire. Espaces, couper/coller*”¹⁹). The common idea shared by the various authors was, on the one hand, that the emergence of administrative regions made it difficult to use the term in geographic categorisation, and on the other hand, that the new political map did not coincide with spaces of everyday life and common representations. How could regions represent both “lived-in” spaces (cf. the famous book of A. Frémont on “espace vécu”:

¹⁵ “la puissance de l’Etat s’exerçant sans intermédiaire sur le département est un contresens dans la vie moderne”.

¹⁶ “groupement régional des intérêts”.

¹⁷ “cet ensemble ne représente pas une province au sens propre du mot, mais c’est une région économique non moins solide que le pouvaient être des personnalités historiques d’autrefois”.

¹⁸ The history of French regions continued to be closely linked to central politics: De Gaulle’s referendum of 1969 did consider extending regional power, but it was eventually lost on other issues. It was then left to the left-wing government of F. Mitterand to open a new era of spatial planning with the setting up of 22 regions functioning as regular elected local governments (the so-called “*collectivités territoriales*”).

¹⁹ cf. specifically Brunet 1993 Brunet 1993 and Lévy 1993.

Frémont 1976 and technical, organisational districts?²⁰. To avoid this paradox, R. Brunet (Brunet 1993) proposed a new word, “geon”²¹, to designate a “coherent geographic system”. More generally, commenting on this publication, G. Di Méo analysed the situation in terms of a “divorce between societies and their institutional spaces”²² (Di Méo 1994). Despite the title of the special issue, which would seem to suggest it concerned more the aporetic use of the term “region”, the debate it gave rise to opened an era for the diffusion of the term “territory”, both in French geography and beyond.

Our review of international literature on the theme reveals that one of the most cited texts is R. Sack’s book on territoriality (Sack 1986), in which he expands on a theory that he had proposed a few years earlier (Sack 1983). Although this work is a detailed analysis of territoriality rather than territory, it made a significant contribution toward shifting the focus from an administrative understanding of space. Sacks is certainly one of those authors who helped renew the debate on the problematic link between space and power, insisting on the fact that political geography could not simply be thought of in terms of one of its more visible products, the administrative map. Starting from behavioural studies, he sought to identify the different expressions of power over space, such as that exercised by religious institutions (the Church) or conquering powers (colonisation). He also incorporated the economic factor in his analysis of power and, through an examination of territoriality in places of work, provided new insights into the interrelations between space and capital.

Although language problems undoubtedly prevented hampered its diffusion, another important text in the history of the rediscovery of territory is that written by French political scientist, P. Allières (Allières 1980). The quasi-simultaneous publication of this book with that of Sack leads us to analyse both texts with a similar critical eye. In the French text, entitled “The invention of territory”, a title that probably contributed much to its success, the author assessed the building of the French territory as a political construction over the two centuries that followed the Revolution. The date of the book’s publication, which coincided with the renewal of interest in the term territory and its considerable semantic extension, was a further factor in its success. However, we do not wish to underestimate the content, for the author undoubtedly succeeded in showing how power relations progressively determined spatial partitions and balances at the infra-national scale. He stressed that the weight of the administrative map (in France, the departmental configuration was set up during the Revolution and expressed a political ideal) was instrumental in opening the way for a multi-scalar reflection. Allières’s text helps demonstrate that territory is indeed a construct, and perhaps not only from a political point of view. Interestingly, this author, who had aimed at demonstrating the historic singularity of France, opened a much wider debate. In this regard, it is also important to mention a contemporary of Allières, C. Raffestin. He was the first geographer to show how power relations were linked to relational problematics,

²⁰ Looking back on this historical change in use, a contemporary author proposed distinguishing one space from the other by using a capital letter to refer to the administrative units (Girard 2004 without knowing that this very solution had already officially been adopted in certain countries. Thus in Chile, the military Junta of Pinochet passed an authoritarian administrative reform in 1974, shortly after it came to power, setting up a new level of territorial management known as the Region, as opposed to the general term of “regions” (cf. Amilhat Szary 1999, Amilhat Szary 1997).

²¹ « Comme division administrative, comme maille, « région » a sa légitimité, d’ailleurs accrue. C’est à cet emploi qu’il vaudrait mieux désormais limiter le terme. Pour le reste, je préfère employer des mots différents et mieux adaptés au sujet : zone, contrée, quartier, maille,... et territoire s’il le faut. Je me suis plus particulièrement attaché à travailler sur les « systèmes géographiques » correspondant à des espaces cohérents (que je suggère d’appeler *géons* ; jadis c’était, à peu près, « région isoschèmes ») » Brunet 1993.

²² “divorce des sociétés et de leurs espaces institutionnels”.

thus emphasizing, like Sacks, the importance of territoriality rather than territory itself (Raffestin 1980). His theory appears to be based on the de-territorialization process identified by Deleuze and Guattari (Deleuze & Guattari 2008), but more importantly it reflects the fact that he was one of the first political geographers to adopt the Foucauldian approach in questioning the nature of power (Raffestin 2005, Raffestin 1997, Fall 2005).

Although globalisation upset the existing interpretative models of spatial organisation, challenging the State-centred approaches which had long dominated (Agnew 1994, Agnew 2010, Murphy 1996), it did not lead to the “end of territory” (Badie 1995) but rather to its reformulation from a relational or transactional (Amin 2004, Offner & Pumain 1996, Painter 2009, Massey 1993b) perspective which was widely adopted, although nuanced according to place and language (Chivallon 1999). It should be stressed that one of the most preeminent French geographers at that time was J. Bonnemaïson, a specialist on the Pacific islands, who reformulated territorial perspectives by integrating non-occidental, non-contiguous, spatial practises that were particularly relevant to this region (Bonnemaïson 1986, Bonnemaïson & Cambrezy 1996, Bonnemaïson & Cambrézy 1999). Among English-speaking academics, the incorporation of sociological, cultural and anthropological dimensions opened the way for the use of a new term, that of “place” (Massey 1993a, Debarbieux 1999, Entrikin 1991), whereas French-speakers kept the term “territory” and started using it in a very different context, a context to which it appeared well-adapted.

This conceptual divergence between French and English-speaking academics can probably be explained in part by the political context, thus qualifying the impact of increasing globalisation on the circulation of ideas. The central position of the State and its apparatus in Europe would appear to explain the maintenance of a territorial approach to development issues, as all comparative analyses have revealed (Brunet-Jailly 2007, Brunet-Jailly 2004, Murphy 2008). On the other hand, in the English-speaking world, territoriality, understood as the individualisation of the territorialisation process, is in more common use than territory in the context of development issues and, interestingly, this is particularly so in countries of the southern hemisphere. Watts discusses the link between power and the levels at which it is exerted in areas that have been considerably influenced by colonisation (Watts 2003). The territorial trend in social sciences (whether social, political or economic) therefore has to be related to the ongoing decentralisation processes of the early 1990s. In this context, the French case may appear as paradigmatic, since territory has become the basis for planning and development policies as well as a subject of study for the emerging “territorial sciences” (a mix of geography, regional science, planning and political science), leading to “un tout territorial” (Vanier 2008) in all fields of development. This has also allowed for a rapprochement of geography and economics (Courlet & Abdelmalki 1996, Courlet 2008, Courlet 2002). As the main planning institution in France, the DATAR, and the governments of the 1990s promoted territory as their basis for action, it became possible to speak about a new “*paradigm, referential, verily an ideology*» (Vanier 2005: 317). Since 1995, French decentralised regional planning has integrated the territorial approach to development issues by promoting the “projet de territoire” (a project aimed at constructing a territory) as the operational tool to develop territories through collective strategies to deal with regional problems (Boutinet 2003). In this sense, the limits of so-called territories are subject to considerable variability, depending on the duration of the contractualization between the concerned stakeholders, and the way in which they are represented takes precedence over their functional role.

Unlike the *region* in Anglo-American regional sciences -in spite of intent of pushing forward new regional geography developed at the end of the 1980s (Gilbert 1988, Pudup 1988), *territory* in French geography has always been considered as a social construct: it is the result of a form of organisation and coordination of actors, rooted in space. "Territory has progressively become the preferred conceptual tool for combining material realities and spatial processes in a problem statement on the one hand, and for socio-symbolic constructions on the other"²³ (Debarbieux 1999); it consists of a "socially produced and appropriated space, to the point where it constitutes, at the same time, an identity referent, a framework for regulations, and an area for public action"²⁴ (Vanier 2008). These interpretations lead us to consider territory as a complex process rather than a plane onto which local action is projected. The "projet de territoire" concept in particular suggests that territory might not have any real legal or political foundation, but is more aspirational in nature.

A second fundamental difference seems to lie in the much more profound conceptualisation of what the endogenous character of (economic) development may be. The process of identifying local resources is an important research issue in French regional sciences. Such resources may be material as well as immaterial (skills, know-how), generic (mining resources, for example) as well as specific. The concept of *territorial specificity* defined by Pecqueur 2008) may be considered as the most worthy effort yet to conceptualise territorial (economic) development in the French regional science debate: Adopting an approach similar to that of Hirschman with his famous latent, unexploited resources Hirschman 1964, he focuses on the potential of local actors to create new territorial resources. In his concept, local actors, their forms of organisation and coordination, as well as the resources themselves, are strongly related to a specific territorial identity: history, patrimony, knowledge. Pecqueur shows that the resource itself as well as the way of developing local resources may reach such a degree of specificity that the economic product of those processes may escape from international competitiveness, since it is irreproducible elsewhere. In this sense, the concept of territorial specificity may even be understood as an alternative development model to the neoliberal models (Pecqueur 2005; Gumuchian & Pecqueur 2007).

Our interest here is to determine to what extent these ideas underlying the French use of territory as a development concept also exist in the non-French literature. We therefore retraced the emergence of the term in Anglo-American and German literature as well as in publications of the institutes of the European Union in the context of regional development and planning, an exercise that revealed that its use is not systematic, rarely explicit, but increasingly present in numerous publications. We found that territory has three types of connotations:

1. *Spatial dimension*: "Territory" occurs in no specific context and appears to be perfectly interchangeable with the term *region*. In this sense, territories can be seen as regions, and regions can be taken for territories, even if they have no jurisdictional foundation, provided that they are based on a territorial development model. Good examples of the implicit

²³ « le territoire est progressivement devenu l'outil conceptuel privilégié d'une problématisation combinée des réalités matérielles et des processus spatiaux d'un côté et des constructions socio-symboliques de l'autres ».

²⁴ « espace socialement produit et approprié, au point de constituer à la fois un référent identitaire, un cadre de régulation, et un périmètre pour l'action publique ».

semantic shift towards territory are found in the publications of EU institutions and programmes, where the terms “territorial cohesion” and “territorial cooperation” (former “INTERREG-initiative) have recently been introduced.²⁵ As a result, there is also an increasing number of contemporary scientific publications referring to EU-literature or focussing on EU planning issues where there has been a shift from region towards territory (see, for example, Heidenreich 2003; Schön 2009).

2. *Political dimension*: Following Brenner’s *rescaling of the state* discussion (Brenner 2004, Brenner 1999), authors use the term “territory” whenever there is a question of embedding, anchoring, orienting or focussing political power and control at the regional or infra-national level. This use of the term to designate multi-scalar processes is very much linked to a focus on territoriality (Delaney 2005; Elden 2009; Elden 2010a; Elden 2010b; Fürst 2003, Held 2005; Giraut 2008; Keating & Loughlin 1997; Newman 1999; Sassen 2000; Storey 2001).

3. *Economic/development dimension*: Territory occasionally comes up in publications discussing the rescaling and local anchoring of the economic or social aspects of development (see Barlösius & Neu 2008; Kappel 2001, Kappel 1995; Krätke 1995; Pike, Rodriguez-Pose & Tommaney 2007: 1258, Scott 2009:6). This appears to be a rather new trend, as neither the “classical” juridico-political nor the original ethological sense of territory is concerned here (Giraut 2008). It may, then, be close to the French approach. But our literature review reveals that the use of “territory” in this context is not explicit; neither its meaning nor the question of “how” this local anchoring occurs is discussed. To illustrate this argument, we may cite Krätke’s early definition “of “regionalisation” as the “*territorial (sic) integration and networking of activities which often are combined with revaluation of specific regional qualities and relational fabric*” (Krätke 1995: 207). This is surprisingly close to the French concept of territorial specificity, but he does not go into detail nor does he evoke the issue of territorial resources in this context. Fürst, in a similar manner to Friedmann and Weaver, differentiates between the functional and the territorial approach to regional development when discussing regional governance issues (Fürst 2003: 442), but does not follow the territorial approach (in the French sense) himself. However, there is one interesting trend: an increasing number of publications recognise the important (economic) development opportunities that can be identified by revealing the specific characteristics of a given locality or region. Such opportunities are often referred to as *territorial capital*, a term proposed by Camagni (Camagni 2009). This question is occasionally dealt with in scientific publications and the reports of international institutions, but without any explicit treatment (Campollo & Nijkamp 2009: 3; Rauch, Bartels & Engel 2001: 14; OECD 2001; different EU-publications on *territorial cohesion*, such as Gløersen, Dubois, Martin, et al. 2009).

There thus seems to be a “French way” in thinking about regional planning. The slight infiltration of *territory* into Anglo-American publications with regard to socio-economic development issues may indicate that there is a growing international interest in a collective vision of development in a globalized world, based on principles like identity, history, patrimony, and social cohesion. However, the debate is not limited simply to dialogue

²⁵ It is difficult to identify the reasons for this semantic shift, but the French Inter-ministerial Delegation for Territorial Planning and Regional Attractiveness (DATAR), as an important and influential EU stakeholder, could have played a major role.

between western countries: the worldwide spread of western development concepts have allowed for a much more global semantic iteration.

II. One of the first instant conceptual transfers from the Western world to the global South

For the first time since colonialism, the regions of countries in both the Western world and the developing world are now undergoing similar processes linked to globalisation. For once, the challenge is the same: restructuring and readapting politics, economy and society to the global mobility of firms, goods, services, and ideas. The responses to these fundamental changes in development conditions appear to be identical: voluntary or forced economic liberalisation, restructuring of the state's role and responsibilities, and so on. It was not surprising therefore that the new regional/territorial development paradigm developed in the Western world was immediately transferred to the South.

1. The context of liberal decentralization and the emergence of governance issues at sub-national level in the global South

After the post-war years which saw the imposition of a Western modernistic model at the national level in the southern hemisphere, the ground for such a transfer was prepared by the Structural Adjustment Programmes and decentralisation initiatives initiated in the 1980s. The literature of the 1990s is quite misleading on this point, for it seems to suggest that a certain homogenisation of vocabulary existed at a global level, from both a technical and scientific point of view. Comparative analyses reveal a generalisation of governance issues during the period. However, our review of international literature indicated radical differences in the use of the term, depending on geographic location. The North has seen a renewal of multi-scalar analysis (Brenner 1999, Le Galès 1995, Hooghe & Marks 2003), strongly influenced by the combined effect of a generalisation of decentralisation processes and the growing impact of European Union policies on spatial planning (Hooghe & Marks 2000).

Although the Southern countries seem to have been affected by the same paradigm change as the rest of the world, change followed a quite different path in the Southern hemisphere. In the less-developed countries, governance was used first as an economic rather than a political tool (Blair 2000, Demmers, Fernández Jilberto & Hogenboom 2004, Oxhorn, Tulchin & Selee 2004). Thus, the multiplication of stake-holders in territorial processes was not stimulated by an external public actor, such as the E.U, but by the international financial lending institutions, namely the World Bank and the IMF (Giraut & Vanier 2006). Governance, as defined by the World Bank in its 1992 report, *Governance and Development*, is "the manner in which power is exercised in the management of a country's economic and social resources for development." (World-Bank 1994, World-Bank 1992). In this sense, although governance policies have often coincided with decentralisation processes, their objectives have frequently diverged: the cuts in public spending imposed by international loan conditions have imposed decentralisation measures aimed more at opening up the services market to the private sector, whereas formerly it had been in the hands of the public sector.

This socio-spatial coordination, whereby “territory progressively becomes an emanation of stakeholders, both public and private, whose actions of coordination can no longer be reduced to a public policy in the classical sense of the term, but to a public action”²⁶, was observed in the North (Leloup, Moyart & Pecqueur 2005) but was replaced in the South by a liberal framework for State relief (notably under the Structural Adjustment Programmes). The only terminological hint of this difference lay in the use of the adjective “good” before the term “governance” with regard to the Southern countries, leading concerned authors to observe that this all-encompassing notion was much more precise than it first appeared (Osmont 1998, Hermet, Kazancigil & Prudhomme 2005).

From a spatial and political point of view, the implementation of governance systems in Southern countries, although always presented as a tool to favour development, often tended to induce deconcentration rather than decentralisation processes (Bardhan & Mookherjee 2006). Variations were due to the political context of territorial reforms: the impact of the liberal constraints weighed more heavily on local societies under dictatorships than under democratic or transitional regimes. The experience of Chile (Amilhat Szary 1999) is often cited since the military Junta used the administrative instrument to serve its liberal objective of opening up the economy to the international markets. However, security measures were so strong that, long after the fall of Pinochet, democratic mechanisms had still not been restored in local governments (regional prefects are appointed, and their cabinets only indirectly elected (Eaton 2004). The liberal orientation very strongly influenced decentralisation reforms in cases like that of Mali in West Africa, where they were passed after the establishment of the Third Republic (1991), during a period when democracy was re-established. The reforms in this case provided civil society with greater freedom of expression in the negotiations for the establishment of a new communal map Lima 2003, such as was the case in South Africa when, at the end of Apartheid, a Demarcation Board examined all internal administrative borders. (Antheaume & Giraut 2003). Analysis of intermediate situations can also provide useful insights, such as in Morocco where territorial forms of governance have been emerging in spite of the authoritarian nature of the regime. In this case, the state seems to be losing its totally hegemonic position since, following recent reforms, there are now increasing numbers of stakeholders from civil society in local government. Devolution reforms planned from a top-down perspective²⁷ are increasingly appropriated by bottom-up dynamics, and territory is slowly shifting from being a power issue to one of freedom²⁸ (Sedjari 1997, Gebrati 2004).

The debate on governance illustrates the fact that conceptual issues cannot be subjected to standard interpretations worldwide, without any precautions being taken. However, it also reveals that in a territorial transition situation, “institutions no longer have a monopoly of collective action, new stakeholders emerge (...), institutions have to be renewed and become pilots rather than actors.”²⁹ (Alvergne 2008a). In developing countries, territorial/regional development concepts may not undergo the same fate as in the Western world, since they are applied in a different context where there has not been the same progression of local

²⁶ “Le territoire devient progressivement une émanation d’acteurs, publics et privés dont les actions de coordination ne peuvent plus être réduites à une politique publique au sens classique du terme, mais à une action publique”.

²⁷ “ Cette politique de territorialisation dépourvue de toute autonomie et régie par une logique hétéronome de type unitaire et intégrative, n’a atteint que très partiellement les objectifs de développement et de participation locale”, Sedjari 1997 p. 75

²⁸ “Territory was seen as a power issue, not as a space of freedom”; “Le territoire se concevait comme un enjeu de pouvoir et non un espace de liberté”, Gebrati 2004 p. 189.

²⁹ “ Les institutions n’ont plus le monopole de l’action collective, que de nouveaux acteurs émergent. Elle signifie également que les institutions doivent se renouveler et devenir des pilotes plus que des acteurs”.

development models. Such concepts have not yet had time to fulfil their initial promise of succeeding where top-down development models had failed. Nevertheless, the decentralisation processes that accompanied the Structural Adjustment Programmes paved the way for the present transfer of regional/territorial development strategies.

2. Limits on exporting the idea of territorial development to the Global South

Local development projects had already been implemented at a number of places in the Global South since the mid 1980's in the context of international cooperation projects. However, this pro-poor bottom-up approach never became generalised in practice. A major reason was that the success of this type of project was spatially very limited and also difficult to measure. Moreover, the gap between the civil actors involved in these projects and the public institutions of the generally centralised and weak Southern governments was never bridged (Rauch, 1996: 150). Ongoing decentralisation processes, combined with the strong support of international cooperation programs aimed at building institutional capacity at the sub-national level, as well as the general change in development paradigm - all those prerequisites of a successful application of the local development strategy that were formerly lacking – then opened the way for the model's generalized application by providing the necessary institutional framework. Indeed, local development projects are more than ever *in vogue* in international cooperation. But what kind of local development are we talking about? The underlying ideas are still those of endogenous development, based on the bottom-up approach. Our literature review, however, reveals that the local development concept of the late 1980s has been adjusted to the changing external conditions of development since globalisation by four major modifications. The first is that local (economic) development for the Global South is generally no longer thought to consist of fostering self-reliant local production and consumption. In a world of economic liberalisation, local development is thought of in terms of links with other scales, introducing the necessity of economic competitiveness, that of “coping with markets” (Rauch 1996) by adjusting production and selling to external markets. A second fundamental change is the emergence of new systems of governance. Local development initiatives are thought to result from coordination between the public sector and civil society, including the private stakeholders and, in the Global South, traditional, informal actors. Two further changes may be observed in the French approach: the focus on creating specific territorial resources based on local identity (Landel 2007), as well as the new habit of avoiding focussing on a specific scale of development: a local development strategy may be just as well applied at the scale of a municipality as at that of a larger region. It is interesting to note that in France, these major changes are at the origin of the shift from the expression of “développement local” (local development) to that of “développement territorial” (territorial development) in the French academic world (Koop, Landel & Pecqueur 2010).

It is this revised, neo-liberal version of local/territorial development which is today being transferred to the Global South in the context of international cooperation programs accompanying ongoing decentralisation processes.³⁰ The focus of most of these programs is the strengthening of institutional capacity, autonomy and legitimacy at sub-national scales

³⁰ In parallel, national and supranational infrastructural and sectoral development programmes are still ongoing in most developing countries.

(Alvergne 2008b). Furthermore, some programs explicitly transfer the idea of territorial development to regional planning practices. Numerous French, Canadian and EU cooperation programs with African countries, for example, do so by training administrative staff on specific tools to prepare “projets de territoire”, like territorial diagnosis and prospective studies, the French DATAR playing a crucial role in this transfer to public administrative bodies.³¹ Latin American and Asian countries are now encouraged to produce development plans at municipal and regional levels.

Given the difficulties, if not failure, of the North-South transfer of the model of catch-up development through industrialisation, what is the justification for this new interference in the internal politics of the Global South? Like the local development approach of the late 1980s, it seems obvious that this approach has some major advantages for the regions of the Global South. Firstly, it allows taking into consideration local actors and endogenous socio-cultural, political and economic dynamics, often informal, which were considered as factors of “underdevelopment” for such a long time and were systematically neglected by national public policies. Thus, cooperation with institutions based on custom, like traditional chieftaincy, may enable the mismatch between formal and informal administrative systems (Giraut 2000) to be overcome. Furthermore, the participation of the various stakeholders in prospective territorial development plans may open a fruitful collective debate on the fundamental options for development at the local level and stimulate collective identification with development projects (Alvergne 2008b:173). Moreover, the idea of developing specific, non-generic resources constitutes an appealing scientific approach and a plausible solution especially for the economic development of marginalized regions, as it provides a means to escape the risks of international competition (Koop, Landel & Pecqueur 2010). Quite often, these kinds of resources are found in the informal economy which is the vehicle for traditional, locally anchored know-how and has an amazing creative potential (Ferguène 2006: 93).

Since the first cooperation programs are still ongoing, it is much too early to assess the results of the North-South transfers of this territorial development approach. However, some African case studies have already revealed that institutional maturity at the various sub-national scales – an indispensable precondition for the implementation of a “projet de territoire” - has still not been reached (Alvergne 2008b:173). It is well known that these relatively young institutions continue to suffer from lack of financial and logistical support as well as planning skills. In particular, decisional autonomy remains at an embryonic stage, and decisions at the municipal or regional level still require approval “from above” (Koop, Landel & Pecqueur 2010). Public institutions at the sub-national level also lack legitimacy. One of the major reasons may be that, despite manifold government declarations about integrating the NGO sector (see, for example, the Poverty Reduction Strategy Papers of developing countries) as well as the traditional authorities (such as the customary stakeholders in land management) as actors in development, this is still a long way from happening.

³¹ See, for example, the French programmes of the *Fond de Solidarité Prioritaire* with Morocco and Algeria, or the African Partnership for Municipal Development (*Partenariat pour le Développement Municipal*) initiative, initiated by the French cooperation programme and the World Bank in 1994.

Despite the above-cited shortcomings, the idea of territorial development - in its neoliberal version - seems to be gaining ground in developing and emerging countries. It is very interesting, for example, to observe the changing perspectives of theoreticians like S. Boisier who was at the head of the Planning Department at the CEPAL in the latter decades of the 20th century: from one year to the next, he forsook the regional development perspective (“desarrollo regional”, Boisier 1996) to promote the territorial approach (“desarrollo territorial”, Boisier 1997), which he defines as a conjunction of hypotheses “based on “Hirschmanian” concepts of cause and effect relationships, rather than on the choice of particular growth or development factors.” (1997). The title of his last important paper, is a metaphor that compares territorial development to flying a kite (in Chile, it is common practice to fly traditional home-made kites on the national holiday), because external economic growth constitutes the breeze that lifts the kite, endogenous capacities represent the brain and mind which design and build the kite, and finally territorial engineering and the elegance of territorial development constitute the art of maintaining the kite in the air. His conclusions are very down to earth: “if many kites are able to fly, why not organize competitions?”. S. Boisier concludes his paper with a suggestion that the territorial approach is essentially linked to the neoliberal context in which it is rooted and that the change of paradigm is not politically neutral.

Nevertheless, the interpretation of what territorial development should mean varies among the different populations in the Global South, as the emergence of new, radically alternative territorial development models shows.

3. Back from the South: from stimulating feed-back to innovative processes

Parallel to the growing transfer of territorial development concepts and models from the Occident to the global South, a new trend can now be observed that may be considered as quite revolutionary. For the first time since the colonial period, territorial concepts and models developed in (or for) the South are being transferred to the North. This reversal in the direction of flow of territorial concepts has to be seen in the context of the changing societal processes provoked by globalisation in western countries, leading to the emergence of certain “northern” dynamics that are similar to those which before were only found in the South, such as urban fragmentation, social and spatial exclusion, and rise of informal dynamics in the economic and political fields (Koop and Amilhat, 2011). It is in the South that alternative development models are being proposed, in both epistemological and pragmatic terms. Here, we need to distinguish two different orders of transfer, one based on a comparison of fixed types of territory and the other on the expanding use of specific territorial concepts:

- Fixed **types of territory**. This kind of transfer first concerned the categories identified and used during the “modernity” period (mainly by social scientists from the North) to designate the specificity and exceptional character of southern areas and to help understand the reality of under-development that does not conform to Western (globalised) norms;
- Specific **territorial concepts** capable of providing alternative models of development. Bottom-up or participative approaches are usually included in this category. We also believe that territorial development belongs here.

To understand and analyse these types of phenomena (perceived as the negative impacts of globalisation), the academic world started to use or sometimes “re-invent” territorial concepts developed in the South for the Western world. To illustrate the growing use of these “southern” territorial concepts in the North, a transfer referred to by Menzel 1998) as the “South in the North”, we can cite the case of the *dual* and *fragmented city*. The origin of the *dual city* is NOT the internationally used concept developed by Mollenkopf & Castells 1991) to designate increasing inequalities and disparities in northern cities, linked to globalisation processes. The term is rooted in colonial ideology and designated the model of the colonial city, “opposing the white city and the indigenous city, order and chaos” (George 2006). After decolonisation, the *dual city* persisted as a model to describe the antagonism between the traditional (poor/informal) and the modern (formal) part of southern cities³². Its use is closely linked to that of the *global city* (Sassen 1991). In this context, it is also worth mentioning that the widely used *fragmented city* is another concept developed for southern cities³³.

One of the main justifications for the present article is the fact that some of the most ground-breaking arguments identified in our research into the genealogy of territorial development models come from writings that concern spatial environments other than our own. Indeed, at the time when the region was still supreme, the conference that did much to help French-speaking geographers escape from the aporetic situation in which they found themselves concerned developing countries and was entitled *Régionalisation et développement* (1968). The impossibility of applying the typologies developed in these developing countries to understand the European context, and especially the difference between functional and polarised regions, led conference participants to offer exploratory suggestions which proved to be most fertile³⁴. However, we have to credit a geographer who was more of a generalist for transforming these dispersed remarks into a scientific breakthrough. In 1976, A. Frémont (Frémont 1976) proposed a significant typology of regions. In a three-category table, he contrasted two types of region that he considered “common” and characteristic of the developed world, *functional* and “*anchored*” regions, with a third type, the *fluid* region, which he thought specific to the Third World³⁵. According to his analysis of the overall dynamics of development, the anchoring processes (as in the anchored region) were about to spread to all regions.

³² While supporters of the modernist theory in the early 1960s assumed that the northern cities without major social inequalities were the norm, and were convinced that the poor, informal city would shrink and disappear due to expanding modernisation, supporters of the dependency theory considered the informal city to be the product of the influence of global capitalism and therefore bound to persist (Navez-Bouchanine 2002).

³³ Adopting an anti-capitalist approach, Latin American authors started to use the term at the beginning of the 1990s to describe the development of large towns under the influence of globalisation (Borsdorf & Hidalgo 2009). As a substitute for the dual city, the fragmented city is frequently used to refer to the diversity of different city districts and provides a better way of understanding differentiation processes.

³⁴ G. Sautter (Sautter 1968), a specialist on Sub-Saharan countries, opened a debate on the “traditional region”, which made no references to any administrative limits and was a forerunner of more contemporary analyses of everyday territorialities. B. Kayser insisted on the impact of the dynamics of commercial flows on spatial structures, also hinting at what would become a major component of geographical space in times of globalization (Kayser 1968, Kayser 1966); At the end of his career, he re-examined these intuitions and asked some of his colleagues to make their own balance of the evolution of ideas during the period; which led to an interesting study that may not have been sufficiently commented upon (Kayser 1990). These observations, which mainly concerned Africa, were shortly after confirmed in the Latin American context (Bataillon 1974).

³⁵ In French, « régions enracinées et fonctionnelles » vs « régions fluides ».

What has happened since has validated his categorisation, but the flows have been reversed: neoliberalism, favouring new types of economic functionalities characterised by instability, has brought fluidity to all types of regions. It is this fluidity that questions the traditional definitions of territory rooted in the historical uses of land (based on bounded power and appropriation). Various authors have tried to specify the nature of this malleability, either through a genealogical distinction which differentiates present-day fuzzy dynamics from initial, pre-historic mobility (Pourtier 2005) or through a more general redefinition of the mobile essence of space (Retailé 2010, Retailé 2005). This phenomenon calls into question the modifications of time and space which are likely to create new forms of territoriality not yet observed, as predicted by J. Sidaway (Sidaway 2007).

The long experience of the global South with exclusion and poverty, phenomena that occurred under the influence of northern liberalism, gave the South a certain lead in critical reflections on capitalism in a globalised world. The emergence of anti-globalisation and anti-capitalistic development models are certainly partly rooted in the Northern hemisphere but they nevertheless owe a great deal to the experience and conceptual input from the Southern hemisphere. The term “territory” has not only returned to the North as a category, but also as a specific model of development. Territory may thus be seen as the most successful example of a series of conceptual transfers that have enabled concepts tested in the Southern hemisphere to enter into common use in our latitudes.

As mentioned above (chapter 2.1), bottom-up, endogenous approaches, globally diffused by the works of Stöhr and Weaver (Stöhr 1981, Stöhr 1976), promoted the infra-national level (not then referred to as local or territorial) as the appropriate spatial entity for stimulating development in the South. “In this respect, localism proves to be a territorial ideology which, in a different context, updates the Third World criticism of the 1960-70s which had made it possible to construct the notion of endogenous development or local development as an alternative, non-capitalist method of building growth in the countries of the Southern hemisphere”³⁶ (Lussault 2007). These early critiques of the modern development concept emerged in the 1960s and 1970s, with significant input and influence coming from numerous scientists based in the Southern hemisphere. The development of the dependency theory and the emergence of participatory, bottom-up approaches to development have been considerably influenced by the *Latin American Economic Commission for Latin America and the Caribbean* of the United Nations (ECLAC) and the *Asian Centre for the Study of Developing Societies* (CSDS), defined as the “Third World Frankfurt School” by Fred Dallmayr (1996).

The term “territory” was not used then, but the different development models and projects, based on the critique of modern development and applied since the early 1980s by northern development agencies in southern countries under the name of “local development” (Anglo-American and French contexts), “integrated regional development” (France), or “laendliche Regionalentwicklung (LRE)” (*rural regional development*, Germany), clearly refer to what we nowadays understand as *territory*. The term involves the identification of the population targeted by the project, the projection of future development to meet the population’s needs, consideration of the local historical and cultural context, and the participation and inclusion of all stakeholders instead of only the state. The latter is considered to be an

³⁶ “En cette matière, le localisme s’avère une idéologie territoriale qui actualise dans un contexte différent la critique tiers-mondiste des années 1960-70 qui avait permis de construire la notion de développement endogène ou développement local comme mode alternatif non-capitaliste de construction de la croissance dans les pays du Sud”.

unsatisfactory administrative level for ensuring development since it has proved incapable to successfully complete such development programmes.

In Africa Igué 1995 as well as Latin America (Prévoit-Schapira & Rivière d'Arc 2001), the scale at which the notion of territory was applied gradually shifted from the State to the local or regional level, considered as an appropriate scale for development for two reasons: it allows for the appropriation of space (in the sense that people feel they belong there) and it appears as the appropriate level for action in complex situations (“A striking aspect of contemporary development in Nigeria is the simultaneous production of differing forms of rule and governable space – different politics of scale - Smith 1992 (...)”, (Watts 2003). The generalisation of this new focus on development has indeed led to its critical questioning: when post-development thinkers such as Blaikie, 2000) ask if “local spaces [are] havens or new sites of modernity”, they are indeed questioning whether a change in scale really represents a change of paradigm or whether the seemingly new spaces of development merely constitute places of reproduction where the dominant models can be imposed.

The post-development school, influenced by intellectuals of the southern hemisphere with the alternative approaches developed in the 1970s and 1980s can, in a sense, be considered as territorially oriented. The term “territory” is, once again, rarely used, but a review of the *Post Development Reader* reveals an indigenous and autonomous, community-based, participatory approach, which Esteva & Prakash (1998) refer to as “*grassroots post-modernism*”. This is deeply anchored in the cultural, historical and local and « *radically calls into question the state as a necessary and appropriate vehicle for national aspirations*” (Watts 2003: 10). This territorial approach to development, however, is emerging in a very different context from that of the 1980s. Local territorial development is no longer considered as a step towards the creation of a modern (industrialised and welfare-state) nation, a necessary step in “catch-up” development, but as an alternative to integration into a global and liberalised economy, and even a radical diversion from the development concept itself. Southern development models can thus be considered as the antipode to Western territorial approaches to development.

However, the terminology may sometimes be misleading. Contemporary promotion of territorial approaches to development, far from being a repetition of the promotion of the local, bottom-up approaches, is deeply rooted in multi-scalar perspectives. The Navdanya network of seed keepers and organic producers, created by Vandana Shiva, groups together villages from 16 states in India. Their development is based on the promotion of sustainable agriculture (through food sovereignty and fair trade). The strength of this experiment lies in the fact that it has been planned at the scale of a village community, but within the framework of a vast network including not only the other participants but also councillors and partners, and economic and scientific advisers worldwide. Similar work has also been undertaken in Brazil by the Movimento dos Trabalhadores Sem Terra (MST). In most of these cases, even though the term territory is not used, new processes that create territory are at play. Interestingly enough, a good many of these innovative procedures take place in rural regions, thus inferring that even in a post-modern era, the etymology of the term, grounded in the land (“terra”), retains some sort of validity.

What is striking is that the quest for alternative development perspectives produces new values, norms and models. This may help explain why these experiments have had so much impact in the Western world. Whereas the transfer of Western models was always impeded

by the absence of similar forms of economic, social, and political regulations in the South, in a period where de-regulation is gaining ground in the occident, Southern models may appear easier to export! We are witnessing a time when alternative development models are no longer only put into application in the South. Instead, they are transferred from the South and simultaneously applied in the North. Certainly, not all alternative “western” experiences such as local economy (i.e. Local Exchange and Trading Systems (LEDS) or *Systèmes d’Echange Locaux, SEL*), participatory neighbourhood / community management, etc. are developed parallel to and in ignorance of southern ones. Sometimes they are even re-invented from the Western world to tackle emerging fragmentation, exclusion, poverty, the dismantling of the welfare state and its present lack of regulations (cf. the recent growth of micro-credit within Western banks such as the French *Crédit Agricole*).

However, specific academic approaches to development and alternative territorial concepts, developed for or by the South, are increasingly used in the Northern Hemisphere. The German concept of Regional Rural Development (developed by the German Development Agency, the GTZ), for example, is nowadays applied to German rural regions in decline by public institutions and private consultancy organisations. More radical anti-globalisation movements have picked up ideas from the post-development debate, which is largely inspired by southern intellectuals (Escobar 1995; Esteva & Prakash 1998, etc.; For a compilation see Rahnema & Bawtree 1997). They focus on more self-subsistence and auto-focussed development, putting societal well-being at the centre of interest (see, for example Bauhaus-Dessau 1996). As in the Global South, these promoters of alternative local/territorial development models and actors are well integrated into supranational and international networks, such as the European Network for Economic Self-Help and Local Development or the *Institut de Formation en Développement Économique Communautaire*, federating a dozen Canadian networks. Communications and the exchange of ideas in this alternative world, in the process of creating new forms of territoriality, are transnational and have definitively brought to an end the North-South rupture. For the first time since the colonial era, the exchange of ideas seems more balanced and, indeed, sometimes it is the South that seems to be ahead in terms of experience: whether it is the struggle against multinational firms like Monsanto (see the Indian *Navdanya* network), the invention of new forms of participative democracy (see the application of the participative Porto Alegre model in some districts of Berlin), poverty alleviation (Maxwell, 1998) micro-credit initiatives (increasingly in vogue in Europe) or forms of “governance beyond the state” (Swyngedouw 2009)³⁷. Despite numerous critiques on the post-development movement (Blaikie 2000), it would seem to constitute an interesting development that deserves close observation.

Conclusion: Towards an international legitimization of territory as a development model?

The foregoing discussion demonstrates that worldwide globalisation processes have led to the homogenisation of spatial representations and regional planning models. The idea that development should be conceptualised at the infra-national level, be actor-oriented, and

³⁷ Recent publications on alternative regional development and urban regeneration for industrialised countries, such as “Social Innovation and Territorial Development” (MacCallum, Moulaert, Hillier, et al. 2009), clearly illustrate the growing interest in these “southern” development strategies and alternative territorialities.

need a multi-scalar and systemic approach now seems to be universally shared in contemporary regional sciences and regional planning practice. The integration of regions at the sub-national level into global flows and networks now appears to be the new paradigm for the Western world as well as for the Global South. We suggest that this worldwide homogenisation process has been fostered by an accelerated global circulation of ideas, an observation based on our analysis of the iterations in the use of the term “territory”. The analysis revealed a certain universality in the use of the notion, or at least in the norms and values attached to the term, but from a semantic perspective the first hypothesis needs to be qualified: the same word may be used worldwide, but this does not mean that it is interpreted in the same way.

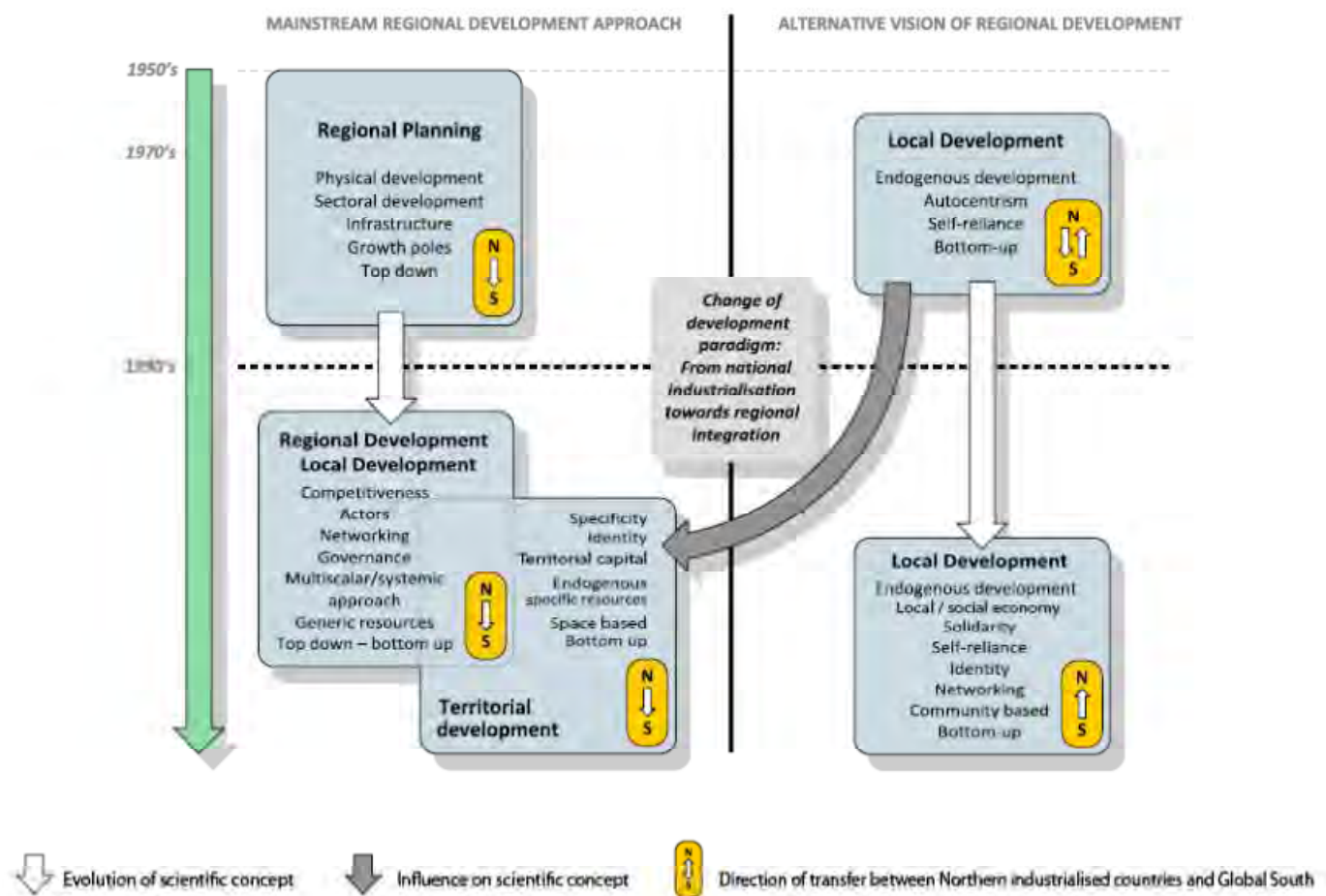
The figure below (fig.1) summarises the different forms that the conceptualisation of regional development has taken over recent decades. The schema reveals that there has been both a parallel and, more recently, an interlinked evolution of development models, depending on the position of stakeholders in power relationships. It shows how the mainstream regional planning model has progressively integrated approaches of the alternative development models of the late 1960s (such as endogenous development strategies and bottom-up practices). Territorial and regional concepts share an epistemological back-ground rooted in the industrialised nations, but their practical implementation has been on a worldwide scale, with rapid exchanges between the alternative and mainstream development approaches, as we have tried to demonstrate in this paper. Slight differences appear, however, in the common mainstream conceptualisation of regional development and territory, differences that seem to be linked to different scientific cultures.

Like the earlier modernisation model, both the “regional development” and the French “territorial development” models are commonly “exported” towards the Global South through international cooperation agencies. It is interesting to keep in mind that some of the underlying approaches were originally developed for the Global South. Ongoing decentralisation processes - even if they are far from complete - may provide the necessary precondition for the successful implementation of territorial projects. Concomitant with this mainstream transfer from the Western world to the Global South, alternative territorial development models emerging in developing countries have aroused the interest of Western development agencies and civil society seeking to cope with increasing poverty and the exclusion of social groups and regions.

Our detailed examination of the uses of “region” and “territory” in international regional development approaches has confirmed a growing dissemination/globalisation of the term territory. Any trend towards universality, however, is no more than apparent (Peemans 2008; Landy & Basudeb 2002). Despite all conceptual similarities, the French concept of “territorial development” seems to differ from the Anglo-American “regional development” by its more holistic approach and more profound conceptualisation of the processes that develop or “activate” endogenous resources. It also draws more on fundamental ideas from the alternative concept of local development. Our review of English-speaking publications from outside France shows that the term territory is still generally used in its traditional political and administrative sense. However, associated with a growing concern for anchoring development processes to the local environment and the search for specific local

development potential, we have observed that territory is beginning to be interpreted in a more holistic way, taking into account both its social and economic dimensions.

Fig. 1 : The evolution of regional development approaches in perspective



K. Koop, 2010

We are aware that any promotion of the term territory is susceptible to ideological hijack: the use of a term that was originally designed to refer to a process of demarcation cannot be totally devoid of that connotation and may therefore be instrumental in imposing, at all

scales, a worldwide vision of space based on the capacity to delineate areas with a view to identifying and separating one area from another (Ripoll & Deschambres 2002). This difficulty in thinking about place without a reference to limits has been linked to the masculine traditions of planning and spatial thinking (Hancock 2004), in whatever the political context, which enhance democracy without necessarily guaranteeing it (Banos 2009). Extending this line of thinking, some observers have proclaimed that “total territory” could constitute both a “dangerous myth” and a “necessary reconstructive step” (Lévy 1999b). This paper could not promote the territorial model as superior to other expressions of identical trends in local spatial planning without falling into this trap. While recognising its ideological connotations, we nevertheless believe that focussing on the territorial approach has the advantage of reminding us that the territorialisation process goes well beyond the spatial dimension, in that it emphasizes the links between social norms and material background (“space is only one of the territorialisation principles” suggested (Barel 1982) when geographers began to rediscover a notion that was already used in other social sciences). In a sense, the generalisation of the territorial focus in economic development practices might be better understood in the light of the recent rediscovery of a certain materialism (Mitchell 1995, Lees 2002, Jackson 2000) that appears to have been included in current planning practices. This would mean that the iterations of the word “territory” are not just a question of diversity of international representations but that our planning and development practices are more influenced than we are usually ready to admit by the materiality of the fragmented global world. Holistic approaches may not be sufficient to recreate social and spatial links and the territorial development approach could well provide an interesting way of identifying the need for such links.

Bibliography

1968: *Régionalisation et développement*. Paris: CNRS / Sciences humaines.

Agnew, J. 1994: The Territorial Trap : the Geographical Assumptions of International Relations Theory. *Review of International Political Economy* 1, 53-80.

Agnew, J. 1999: Mapping political power beyond state boundaries: territory, identity and movement in world politics. *Millennium: Journal of International Studies* 28, 499-521.

Agnew, J. 2010: Still Trapped in Territory? . *Geopolitics* 15, 779 – 784.

Allen, J. 2009: Three spaces of power: territory, networks, plus a topological twist in the tale of domination and authority. *Journal of Power* 2, 197 – 212.

Alliès, P. 1980: *L'Invention du territoire*. Grenoble: Presses universitaires de Grenoble.

Alvergne, C. 2008a: *Le défi des territoires. Comment dépasser les disparités spatiales en Afrique de l'Ouest et du Centre*. Paris/ Cotonou: Karthala /PDM.

Alvergne, C. 2008b: Les chemins de la gouvernance territoriale. In Diop, A., editor, *Développement local, gouvernance territoriale : Enjeux et perspectives*, Paris: Karthala, 127-145.

Amilhat Szary, A.-L. 1999: La région, paradoxe territorial néolibéral ? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien. *Géographie*, Toulouse: Toulouse 2-Le Mirail, 509.

Amilhat Szary, A.L. 1997: Regiones ganadoras y regiones perdedoras en el retorno de la democracia en Chile: poderes locales y desequilibrios territoriales. *EURE, Revista de Estudios Urbanos y Regionales*, XXIII, 59-79.

Amin, A. 2004: Regions unbound: towards a new politics of place. *Geografiska Annaler. Series B, Human Geography* 86, 33–44.

Antheaume, B. and Giraut, F. 2003: Recompositions territoriales, confronter et innover. Afrique du Sud et France : deux cas limites pour appréhender la complexité territoriale contemporaine. In Giraut, F. and Maharaj, B., editors, *Actes des rencontres scientifiques franco-sud africaines de l'innovation territoriale*.

Antonsich, M. 2010: Rethinking territory. *Progress in Human Geography*

Appadurai, A. 1996: *Modernity at Large. Cultural Dimensions of Globalization*. Minneapolis: University of Minnesota/ Oxford University Press, India

Aydalot, P. 1985: *Economie régionale et urbaine*. Paris: Economica.

Badie, B. 1995: *La fin des territoires : Essai sur le désordre international et sur l'utilité sociale du respect*. Paris: Fayard.

Banos, V. 2009: Repenser le couple « territoire-lieu » : pour une géographie de la démocratie ? . In Vanier, M., editor, *Territoires territorialités, territorialisation. Controverses et perspectives*, Rennes: PUR, 157-165.

Bardhan, P. and Mookherjee, D., editors 2006: *Decentralization and Local Governance in Developing Countries: A Comparative Perspective*: MIT Press.

Barel, Y. 1982: La territorialité. In 82, G., editor, *Les territoires de la vie quotidienne*, Avignon: CNRS, 409-422.

Barlösius, E. and Neu, C. 2008: Territoriale Ungleichheit: Eine spezifische Ausprägung räumlicher Unterungleichheit. In Barlösius, E. and Neu, C., editors, *Zukunftsorientierte Nutzung ländlicher Räume - LandInnovation -: Peripherisierung – eine neue Form sozialer Ungleichheit?*, Berlin: Berlin-Brandenburgische Akademie der Wissenschaften, 17-24.

Bataillon, C. 1974: Organisation administrative et régionalisation en pays sous-développé. *L'espace géographique* III, 5-11.

Bauer-Wolf, S., Payer, H. and Scheer, G., editors 2008: *Erfolgreich durch Netzwerkkompetenz. Handbuch für Regionalentwicklung*. Vienna: Springer.

Bauhaus-Dessau 1996: People's Economy - Wirtschaft von Unten. Approaches towards a New Social Economy in Europe. In Dessau, B. and Development, E.N.f.E.S.-H.a.L., editors, Dessau: European Network for Economic Self-Help and Local Development 268.

Benko, G. and Lipietz, A., editors 1992: *Les régions qui gagnent, districts et réseaux: les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Paris: PUF.

Benko, G. and Lipietz, A., editors 2000: *La richesse des régions. La nouvelle géographie socio-économique*. Paris: PUF.

Bernardy de, M. and Debarbieux, B., editors 2003: *Le territoire en sciences sociales. Approches disciplinaires et pratiques de laboratoire*. Grenoble: MSH-Alpes.

Blaikie, P. 2000: Development, post-, anti-, and populist: a critical review. *Environment and Planning A* 32, 1033-1050.

Blair, H. 2000: Participation and Accountability at the Periphery: Democratic Local Governance in Six Countries. *World Development* 28, 21-39.

Boisier, S. 1996: En busca del esquivo desarrollo regional : entre la caja negra y el proyecto político. *Documento 95/30. Serie "Ensayos"*. Santiago: CEPAL / ILPES, 30.

Boisier, S. 1997: El vuelo de una cometa. Una metáfora para una teoría del desarrollo territorial. *EURE XXIII*, 7-29.

Borsdorf, A. and Hidalgo, R. 2009: The Fragmented City. Changing Patterns in Latin American Cities. *The Urban Reinventors Online Journal* 3, 1-18.

Bouquet, C. 2007: La mondialisation est-elle le stade suprême de la colonisation ? *Les Cahiers d'Outre-Mer*.

Boutinet, J.-P. 2003: *Anthropologie du projet*. Paris: Presses universitaires de France.

Brenner, N. 1999: Globalisation as Reterritorialisation: The Re-scaling of Urban Governance in the European Union. *Urban Studies* 36, 431-451.

Brenner, N. 2004: *New State Spaces: Urban Governance and the Rescaling of Statehood*. New York: Oxford University Press.

Brenner, N. and Theodore, N. 2002: Preface: from the 'new localism' to the spaces of neoliberalism. *Antipode* 34, 341-347.

- Brunet-Jailly, E. 2004: Comparing Local Cross-Border Relations Under EU and NAFTA. *Canadian American Public Policy*, 1-60.
- Brunet-Jailly, E., editor 2007: *Borderlands: Comparing Border Security in North America and Europe (Governance)*. Ottawa: University of Ottawa Press.
- Brunet, R. 1993: Réflexion sur la région, treize ans après *EspacesTemps Les cahiers*, 70-71.
- Brunet, R. 2000: Des modèles en géographie ? Sens d'une recherche. *Bulletin de la Société de Géographie de Liège*, 21-30.
- Camagni, R., editor 1991: *Innovation Networks: Spatial Perspectives*. London: Belhaven Press.
- Camagni, R. 2009: Territorial Capital and Regional Development. In Capello, R. and Nijkamp, P., editors, *Handbook of Regional Growth and Development Theories*, Cheltenham/Northampton: Edward Elgar Publishing, 118-132.
- Campollo, R. and Nijkamp, P. 2009: Regional Growth and Development Theories in the Twenty-First Century. In Campollo, R. and Nijkamp, P., editors, *Handbook of Regional Growth and Development Theories*, H. Cheltenham/Northampton: Edward Elgar Publishing, 1-16.
- Chartier, R. 1980: Science régionale et découpage régional. Note sur deux débats 1820-1920. *Annales de la Recherche en Science Sociales* 35, 27-36.
- Chivallon, C. 1999: Fin des territoires ou nécessité d'une conceptualisation autre ? *Géographie et Cultures*, 127-138.
- Colletis, G., Courlet, C., Pecqueur, B. and Winterhalter, F., editors 1990: *Les systèmes industriels localisés (politiques publiques et systèmes industriels localisés en France, Italie et R.F.A.)* Grenoble: IREPD.
- Courlet, C. 2002: *Territoires et régions. Les grands oubliés du développement économique*. Paris: L'Harmattan.
- Courlet, C. 2008: *L'Economie territoriale*. Grenoble: PUG.
- Courlet, C. and Abdelmalki, L., editors 1996: *Les nouvelles logiques du développement - Globalisation versus localisation*. Paris: L'Harmattan.
- Dallmayr, F. 1996: Global Development ? *Alternatives* 21, 259-282.
- Debarbieux, B. 1998: Les problématiques de l'image et de la représentation en géographie. In Bailly, A., editor, *Les concepts de la géographie humaine*.
- Debarbieux, B. 1999: Le territoire: histoire en deux langues/ A bilingual (his)-story of territory. In Chivallon, C., Ragouet, P. and Samers, M., editors, *Discours scientifique et*

contextes culturels. Géographies françaises à l'épreuve postmoderne, Bordeaux: Maison des Sciences de l'Homme, 33-44.

Delaney, D. 2005: *Territory: A short introduction*. Oxford: Blackwell.

Deleuze, G. and Guattari, F. 2008: *L'anti-Oedipe. Capitalisme et schizophrénie 1*. Paris: Editions de Minuit.

Demmers, J., Fernández Jilberto, A. and Hogenboom, B., editors 2004: *Good governance in the era of global neoliberalism : conflict and depolitisation in Latin America, Eastern Europe, Asia and Africa; Suds*. London ; New York: Routledge.

Di Méo, G. 1994: Territoires et réseaux : quelles contradictions ?- Lecture de: *Espaces Temps Les Cahiers*, n° 51/52, 1993. «Les apories du territoire Espaces, couper/coller» *Annales de géographie* 103, 544-545.

Douillet, A.-C. and Faure, A., editors 2005: *L'action publique et la question territoriale*. Grenoble PUG.

Durand, M.-F., Lévy, J. and Retailié, D. 1992: *Le monde, espaces et systèmes*. Paris:

Presses de la Fondation nationale des sciences politiques : Dalloz.

Eaton, K. 2004: Designing Subnational Institutions. Regional and Municipal Reforms in Postauthoritarian Chile. *Comparative Political Studies* 37, 218-244.

Elden, S. 2009: *Terror and Territory: The Spatial Extent of Sovereignty*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Elden, S. 2010a: Land, terrain, territory. *Progress in Human Geography*, 1–19

Elden, S. 2010b: Thinking Territory Historically. *Geopolitics* 15, 757 – 761.

Engert, K. and Hey, M., editors 2009: *Komplexe Regionen - Regionenkomplexe: Multiperspektivische Ansätze zur Beschreibung regionaler und urbaner Dynamiken*. Konstanz: VS Verlag.

Entrikin, J.N. 1991: *The betweenness of place. Towards a geography of modernity*. Baltimore: John Hopkins University Press.

Escobar, A. 1995: *Encountering Development: The Making and Unmaking of the Third World*. Princeton: Princeton University Press.

Esser, K., Hillebrand, W., Messner, D. and Meyer-Stamer, J., editors 1996: *Systemic competitiveness. New governance patterns for Industrial Development*. London/Oregon: Routledge/ Frank Cass.

- Esteva, G. and Prakash, M.S., editors 1998: *Grassroots Post-Modernism: Beyond Human Rights, Individual Self, the Global Economy* London: Zed books.
- Fall, J. 2005: Michel Foucault and Francophone geography. *EspacesTemps.net*.
- Ferguène, A. 2006: Entreprises artisanales et dynamiques locales dans les médinas de Fés (Maroc) et de Sfax (Tunisie). In (IRMC), I.d.R.s.l.M.c., editor, *Les territoires productifs en question. Transformations occidentales et situations maghrébines*, Tunis: IRMC, 87-100.
- Florida, R. 2002: *The Rise of the Creative Class. And How it's Transforming Work, Leisure and Everyday Life*. New York: Basic Books.
- Frémont, A. 1976: *La région, espace vécu*. Paris,: PUF.
- Friedmann, J. and Weaver, C., editors 1979: *Territory and Function : the Evolution of Regional Planning*. London: Edward Arnold.
- Friese, H. 2010: The Limits of Hospitality: Political Philosophy, Undocumented Migration and the Local Arena. *European Journal of Social Theory* 13, 323-341.
- Fürst, D. 2003: Steuerung auf regionaler Ebene versus Regional Governance. *Informationen zur Raumentwicklung*, 441-450.
- Gebrati, F. 2004: La mobilisation territoriale des acteurs du développement local dans le Haut-Atlas Occidental. *Institut de Géographie Alpine*, Grenoble: Université Joseph Fourier, 352.
- George, O. 2006: Villes d'Afrique : circulations et expressions culturelles. *Afrique & Histoire* 5.
- Gerbaux, F. 1999: *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?* La Tour d'Aigues: L'Aube.
- Gilbert, A. 1988: The new regional geography in English and French-speaking countries. *Progress in Human Geography* 12, 208-228.
- Girard, N. 2004: La région : une notion géographique ? *Ethnologie française* 34, 107-112.
- Giraut, F. 2000: Innovation territoriale et référent communautaire. Du renouveau des provinces nigériennes à celui des pays français. In Chaléard, J.-L. and Pourtier, R., editors, *Politiques et dynamiques territoriales dans les pays du Sud*, Paris: Publications de la Sorbonne, 77-108.
- Giraut, F. 2008: Conceptualiser le territoire. *Historiens et Géographes*, 57-68.
- Giraut, F. and Vanier, M., editors 2006: *Politiques comparées d'aménagement du territoire dans les pays du Sud "*, dir. F. Giraut et M. Vanier, *En ligne* :. Paris: Ministère des Affaires Etrangères.

- Gløersen, E., Dubois, A., Martin, M. and Nordregio, editors 2009: *Territorial Diversity (TeDi) Targeted Analysis 2013/2/8, Inception Report*. EU: ESPON Program.
- Gottmann, J. 1973: *The Significance of Territory*. Charlottesville: University Press of Virginia.
- Gumuchian, H. and Pecqueur, B., editors 2007: *La ressource territoriale*. Paris: Anthropos / Economica.
- Hancock, C. 2004: L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste. In Bard, C., editor, *Le genre des territoires : masculin, féminin, neutre*, Angers PUA, 167-176.
- Hartshorne, R. 1939: *The nature of geography*. Lancaster: Association of American Geographers.
- Heidenreich, M. 2003: Territoriale Ungleichheiten in der erweiterten EU. *Kölner Zeitschrift für Soziologie und Sozialpsychologie* 55 31-58.
- Held, G. 2005: *Territorium und Grossstadt. Die räumliche Differenzierung der Moderne*. Wiesbaden: Verlag für Sozialwissenschaften.
- Hermet, G., Kazancigil, A. and Prudhomme, J.-F., editors 2005: *La Gouvernance, un concept et ses applications*. Paris: Karthala.
- Hirschman, A.O. 1964: *La stratégie du développement économique*,. Paris: Les Editions Ouvrières.
- Hooghe, L. and Marks, G., editors 2000: *Multi-level governance and European integration*. Lanham, Oxford: Rowman & Littlefield.
- Hooghe, L. and Marks, G. 2003: Unraveling the Central State, but How? Types of Multi-Level Governance. *The American Political Science Review*, 97, 233-243.
- Igué, J. 1995: *Le territoire et l'Etat en Afrique. Les dimensions spatiales du développement*. Paris: Karthala.
- Jackson, P. 2000: Rematerializing social and cultural geography. *Social & Cultural Geography* 1, 9 - 14.
- Jessop, B., Brenner, N. and Jones, M. 2008: Theorizing sociospatial relations. *Environment and Planning D: Society and Space* 26, 389-401.
- Johnston, R. 2001: Out of the 'moribund backwater' : territory and territoriality in political geography. *Political Geography*, 677-693.
- Jonas, A.E.G. 2010: Region and place: Regionalism in question. *Progress in Human Geography*.

- Juillard, E. 1965: La région, essai de définition. *Annales de géographie*, 27-43.
- Juillard, E. 1974: *La "Région". Contribution à une géographie générale des espaces régionaux*. Paris: Ophrys.
- Kappel, R. 1995: Kern und Rand in der globalen Ordnung – Globalisierung, Tripolarität, Territorium und Peripherisierung *Peripherie* 15, 79-117.
- Kappel, R. 2001: Endogene Potentiale und die Ökonomie der Peripherie. Handels- und raumtheoretische Ansätze. In Thiel, R.E., editor, *Neue Ansätze zur Entwicklungstheorie*, Bonn: DSE/IZEP (Deutsche Stiftung für internationale Entwicklung/ Informationszentrum Entwicklungspolitik), 271-284.
- Kayser, B. 1966: Les divisions de l'espace géographiques dans les pays sous-développés. *Annales de géographie* LXXV, 686-697.
- Kayser, B. 1968: Les transformations de la structure régionale par l'économie commerciale dans les pays sous-développés. *Régionalisation et développement (Colloque CNRS, Strasbourg 26-30 juin 1967)*, Paris: CNRS / Sciences humaines, 155-169.
- Kayser, B., editor 1990: *La géographie entre espace et développement*. Toulouse: Presses Universitaires du Mirail.
- Keating, M. and Loughlin, J., editors 1997: *The political economy of regionalism: The Robert Schuman Centre*.
- Koop, K. 2007: Les nouvelles fractures du monde et le défi pour la recherche sur les inégalités de développement. *Cahiers du GEMDEV* (31), 182-195.
- Koop, K., Landel, P.-A. and Pecqueur, B. 2010: 50 ans de transferts de politiques de développement françaises au Maghreb : Pourquoi croire au modèle du développement territorial ? - Une approche critique. *Echogéo* (13) (*online journal*).
- Koop, K. and Amilhat-Szary, A.L. 2011: Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud. Introduction+ guest editors, special issue *L'information géographique* 1, 3-11.
- Krätke, S. 1995: Globalisierung und Regionalisierung. *Zeitschrift für Wirtschaftsgeographie* 83, 207-221.
- Lacour, C. 1985: De l'aménagement du territoire au développement des territoires, essai de théorisation sur une notion vague : le territoire. *Région et aménagement du territoire. Mélanges offerts au Doyen Joseph Lajugie*, Bordeaux: Bière, 101-143.
- Lacour, C. 1996: La tectonique des territoires : d'une métaphore à une théorisation. In Pecqueur, B., editor, *Dynamiques territoriales et mutations économiques*, Paris: L'Harmattan.

Landel, P.-A. 2007: Invention de patrimoines et créations de territoires. In Gumuchian, H. and Pecqueur, B., editors, *La Ressource territoriale*, Paris: Anthropos, 149-157.

Landy, F. and Basudeb, C., editors 2002: *De la mondialisation au développement local en Inde. Questions d'échelles*. Paris: CNRS Editions.

Lapierre, N. 2006: *Pensons ailleurs*. Paris: Folio Essais.

Larner, W. and Walters, W. 2002: The Political Rationality of "New Regionalism": Toward a Genealogy of the Region. *Theory and Society* 31, 391-432.

Le Galès, P. 1995: Du gouvernement des villes à la gouvernance urbaine. *Revue française de science politique*, 57-95.

Lees, L. 2002: Rematerializing geography: The 'new' urban geography *Progress in Human Geography*, 101-112.

Leloup, F., Moyart, L. and Pecqueur, B. 2005: La gouvernance territoriale comme nouveau mode de coordination territoriale. *Géographie, Economie, Société* 7, 321-331.

Lévy, J. 1993: A-t-on encore (vraiment) besoin du territoire ? *EspacesTemps Les cahiers*, 102-142.

Lévy, J. 1999a: *Le tournant géographique*. Paris: Belin.

Lévy, J. 1999b: Les limites de ses limites. In Gerbaux, F., editor, *Utopie pour le territoire : cohérence ou complexité ?*, La Tour d'Aigues: L'Aube, 173-177.

Lima, S. 2003: Découpage entre espace et territoire : la fin des limites ? La fabrique des territoires communaux dans la Région de Kayes. Mali. *Géographie*, Poitiers: Université de Poitiers, 532.

Lussault, M. 2007: Ce qui fait territoire. In Vanier, M., editor, *"Territoire, Territorialité, territorialisation: et après ?" Les entretiens de la Cité des Territoires*, Grenoble: Université Joseph Fourier / PACTE-CNRS, 70-82.

Mac Cormick, D. 2003: Faut-il favoriser les clusters industriels en Afrique ? *Le Courrier ACP-UE* 196.

Mac Leod, G. 2001: New Regionalism Reconsidered: Globalisation and the Remaking of Political Economic Space *International Journal of Urban and Regional Research* 25, 804-829.

Mac Leod, G. and Goodwin, M. 1999: Space, scale and state strategy: rethinking urban and regional governance. *Progress in Human Geography* 23, 503-527.

MacCallum, D., Moulaert, F., Hillier, J. and Vicari Haddock, S., editors 2009: *Social Innovation and Territorial Development*. Farnham/Burlington: Ashgate.

- Marshall, A. 1961: *Principles of Economics (book IV, chap 10 : "The concentration of specialized industries in particular localities")*. London: Macmillan.
- Massey, D. 1993a: Politics and space/time. *New Left Review*, 65–84.
- Massey, D. 1993b: Power-geometry and a Progressive Sense of Place. In Bird, J., Curtis, B., Putnam, T., Robertson, G. and Tickner, L., editors, *Mapping the future: local cultures and global change*, London: Routledge, 59-69.
- Maxwell, S. 1998: Comparisons, convergence and connections: Development studies in North and South. *IDS Bulletin* 29 (1), 20–31.
- Menzel, U. 1998: *Globalisierung versus Fragmentierung*. Frankfurt a.M.: Suhrkamp.
- Mercier, G., editor 2004: *Les territoires de la mondialisation*. Québec: Presses de l'Université Laval.
- Miossec, J.-M. 2009: *Géohistoire de la régionalisation en France - L'horizon régional*. Paris: PUF.
- Mitchell, D. 1995: There's no such thing as culture. *Transactions of the Institute of British Geographers*, 102–116.
- Mollenkopf, J. and Castells, M., editors 1991: *Dual city: restructuring New York New York*: Russell Sage, Foundation.
- Murphy, A.B. 1991: Regions as social constructs: the gap between theory and practice. *Progress in Human Geography* 15, 23-35.
- Murphy, A.B. 1996: The Sovereign State System as Political-Territorial Ideal: Historical and Contemporary Considerations. In Biersteker, T.J. and Weber, C., editors, *State Sovereignty as Social Construct*, Cambridge: Cambridge University Press, 81–120.
- Murphy, A.B. 2008: Rethinking Multi-level Governance in a Changing European Union: Why Metageography and Territoriality Matter. *Geojournal* 72 7-18.
- Murphy, A.B. 2010: Identity and Territory. *Geopolitics* 15, 769 – 772.
- Navez-Bouchanine, F., editor 2002: *La Fragmentation en question. Des villes entre fragmentation spatiale et sociale ?* Paris: L'Harmattan.
- Newman, D., editor 1999: *Boundaries, Territory and Postmodernity*. London: Franck Cass.
- Newman, D. 2010: Territory, Compartments and Borders: Avoiding the Trap of the Territorial Trap. *Geopolitics* 15, 773 – 778.
- OECD 2001: *The OCDE Territorial Outlook 2001: Making Sense of the Maze*. Paris: OECD.

Offner, J.-M. and Pumain, D., editors 1996: *Réseaux et territoires; significations croisées*. La Tour d'Aigues: Ed de l'Aube.

Osmont, A. 1998: La « gouvernance » : concept mou, politique ferme. *Annales de la Recherche Urbaine*, 19-26.

Oxhorn, P., Tulchin, J.S. and Selee, A.D., editors 2004: *Decentralization, democratic governance, and civil society in comparative perspective : Africa, Asia, and Latin America*. Washington / Baltimore / London: Woodrow Wilson Center Press/ Md /The Johns Hopkins University Press.

Ozouf-Marignier, M.-V. and Robic, M.-C. 1995: La France au seuil des temps nouveaux. Paul Vidal de la Blache et la régionalisation. *L'Information géographique* 59, 46-56.

Paasi, A. 1998: Boundaries as social processes: Territoriality in the world of flows. *Geopolitics* 3, 69 – 88.

Paasi, A. 2003: Region and place: regional identity in question. *Progress in Human Geography* 28, 475-485.

Paasi, A. 2009: Bounded spaces in a 'borderless world': border studies, power and the anatomy of territory. *Journal of Power* 2, 213 – 234.

Painter, J. 2009: Territoire et réseau: une fausse dichotomie? = Territory and network: a false dichotomy? In: . In Vanier, M., editor, *Territoires, territorialité, territorialisation: controverses et perspectives = Territories, territoriality, territorialisation: controversies and perspectives.* , Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 57-66.

Pecqueur, B. 2005: Le développement territorial : une nouvelle approche des processus de développement pour les économies du Sud. In Antheaume, B. and Giraut, F., editors, *Le Territoire est mort. Vive les territoires!*, Paris: IRD.

Pecqueur, B. 2008: Territorial dynamics: towards a new model of development facing globalization. In Querejeta, M.J.A., Landart, C.I. and Wilson, J.R., editors, *Networks, Governance and Economic Development. Bridging Disciplinary Frontiers*, Cheltenham/Massachusetts: Edward Elgar Publishing, 30-39.

Peemans, J.-P. 2008: Territoires et mondialisation : enjeux du développement. *Alternatives Sud* 15.

Pike, A., Rodriguez-Pose, A. and Tommaney, J. 2007: What Kind of Local and Regional Development and for Whom ? *Regional Studies* 41, 1253 – 1269.

Porter, M.E. 1990: *The Competitive Advantage of Nations*. New York: Free Press.

Porter, M.E. 2001: Regions and the new economics of competition. In Scott, A.J., editor, *Global City Regions: Trends, Theory, Policy*, Oxford: Oxford University Press, 139-157.

- Pourtier, R. 2005: Les âges de la territorialité. In Antheaume, B. and Giraut, F., editors, *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris: IRD, 39-46.
- Prévot-Schapira, M.-F. and Rivière d'Arc, H., editors 2001: *Les territoires de l'Etat-nation en Amérique Latine*. Paris: IHEAL.
- Pudup, M.B. 1988: Arguments within regional geography. *Progress in Human Geography* 12, 369-390.
- Racine, J.-L. 2008: Post-Post-Colonial India: From Regional Power to Global Player. *Politique étrangère*, 55-78.
- Radcliffe, S. 2005: Development and geography: Towards a postcolonial development geography? *Progress in Human Geography* 29, 291–298.
- Raffestin, C. 1980: *Pour une géographie du pouvoir*. Paris: Litec.
- Raffestin, C. 1997: Foucault aurait-il pu révolutionner la géographie?' in , , Paris, p. , 1997., *Au risque de Foucault*, Paris: Centre Georges Pompidou/ Centre Michel Foucault, 141-149.
- Raffestin, C. 2005: L'actualité et Michel Foucault. *EspacesTemps.net*.
- Rahnema, M. and Bawtree, V., editors 1997: *The Post-Development Reader*: Zed Books.
- Rauch, T. 1996: *Ländliche Regionalentwicklung im Spannungsfeld zwischen Weltmarkt, Staatsmacht und kleinbäuerlichen Strategien*. Saarbrücken: Verlag für Entwicklungspolitik.
- Rauch, T., Bartels, M. and Engel, A., editors 2001: *Regional Rural Development. A Regional Response to Rural Poverty*. Wiesbaden: Universum Verlagsanstalt.
- Retailé, D. 2005: L'espace mobile. In Antheaume, B. and Giraut, F., editors, *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris: IRD, 175-201.
- Retailé, D. 2010: Le développement : domestication, civilisation, mondialisation. In Bouquet, C., editor, *Les géographes et le développement. Discours et actions*, Bordeaux: Maison des Science de l'Homme d'Aquitaine, 39-53.
- Ripoll, F. and Deschambres, V. 2002: Face à l'hégémonie du territoire: éléments pour une réflexion critique. In Jean, Y. and Callenge, C., editors, *Lire les territoires*, Tours: MSH Villes et Territoires, 261-287.
- Rist, G. 2007: *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. Paris: Presses de Sc. Po.
- Rowe, J.E., editor 2009: *Theories of Local Economic Development. Linking Theory to Practice*. Farnham: Ashgate.

- Sack, R. 1983: Human Territoriality: A Theory. *Annals of the Association of American Geographers* 73, 55-74.
- Sack, R. 1986: *Human Territoriality. Its Theory and History*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Sassen, S. 1991: *The Global City: New York, London, Tokyo*. Princeton: Princeton University Press.
- Sassen, S. 2000: Territory and Territoriality in the Global Economy . *International Sociology* 15, 372-393.
- Sautter, G. 1968: Les régions traditionnelles en Afrique tropicale. *Régionalisation et développement (Colloque CNRS, Strasbourg 26-30 juin 1967)*, Paris: CNRS / Sciences humaines, 65-107.
- Schmitz, H. 1996: Efficacité collective: Chemin de croissance pour la petite industrie dans les pays en développement. In Pecqueur, B., editor, *Dynamiques territoriales et mutations*, Paris: L'Harmattan, 73-100.
- Schön, K.P. 2009: Territorial Cohesion – Current Views of the Commission and the Member States of the European Union. In Kilper, H., editor, *German Annual of Spatial Research and Policy 2009. New Disparities in Spatial Development in Europe*, Berlin Heidelberg: Springer Verlag, 7-17.
- Scott, A.J. and Storper, M. 2003: Regions, globalization, development. *Regional Studies*, 579-593.
- Scott, J. 2002: A Networked Space of Meaning? Spatial Politics as Geostrategies of European Integration. *Space and Polity* 6, 147 - 167.
- Sedjari, A., editor 1997: *La revanche des territoires*. Rabat: L'Harmattan / GRET.
- Sidaway, J.D. 2007: Spaces of postdevelopment. *Progress in Human Geography* 31, 345-361.
- Smith, N. 1992: Geography, difference and the politics of scale. In Doherty, J., Graham, E. and Malek, M., editors, *Post-modernism and the Social Sciences*, London: MacMillan, 57-59.
- Stöhr, W. 1976: La definición de regiones con relación al desarrollo nacional y regional en América Latina. In ILPES, editor, *Ensayos sobre planificación regional del desarrollo, Mexico, Siglo XXI: ILPES*.
- Stöhr, W. 1981: Development from Below : the Bottom-Up and Periphery-Inward Development Paradigm. In Stöhr, W. and Taylor, D., editors, *Development from Above or Below ?*, Chichester & New York: John Wiley and Sons Ltd.
- Stöhr, W. and Taylor, D., editors 1981: *Development from Above or Below ? The Dialectics of Regional Planning in Developing Countries*. Chichester / New York: John Wiley and Sons Ltd.

- Stöhr, W.B. 2003: Le développement "from below" 20 ans plus tard. In Fontan, J.M., Klein, J.L. and Lévesque, C., editors, *Reconversion économique et développement territorial*, Montréal: Presses universitaires du Québec, 119-143.
- Storey, D. 2001: *Territory, the claiming of space*. Harlow: Pearson.
- Storper, M., editor 1997a: *The regional world. Territorial development in a global economy*. New York/ London: Guilford Press.
- Storper, M. 1997b: Territories, flows and hierarchies in the global economy. In Cox, K., editor, *Globalization in the Contemporary World : a Reevaluation*, Oxford: Basil Blackwell.
- Swyngedouw, E. 2009: Civil society, Governmentality and the Contradictions of Governance-beyond-the –State: The Janus-face of Social Innovation. In MacCallum, D., /Moulaert, F., Hillier, J. and Haddock, S.V., editors, *Social Innovation and Territorial Development*, Farnham/Burlington: Ashgate, 63-78.
- Taylor, P.J. 1994: The State as a container: territoriality in the modern world-system. *Progress in Human Geography* 18, 151-162.
- Vanier, M. 2005: L'interterritorialité : pistes pour hâter l'émancipation spatiale. In Antheaume, B. and Giraut, F., editors, *Le territoire est mort. Vive les territoires !*, Paris: IRD, 317-336.
- Vanier, M. 2008: *Le pouvoir des territoires - Essai sur l'interterritorialité*. Paris: Economica.
- Vidal de la Blache, P. 1910: Régions françaises. *Revue de Paris*, 821-849.
- Warf, B. and Arias, S., editors 2008: *The Spatial Turn. Interdisciplinary Perspectives*. London: Routledge.
- Watts, M. 2003: Development and Governmentality. *Singapore Journal of Tropical Geography* 24, 6 - 34.
- World-Bank 1992: *Governance and Development*. Washington D.C.: World Bank, 69.
- World-Bank 1994: *Governance: The World Bank's Experience*. Washington D.C: World Bank, 88.
- World-Bank 2009: *Reshaping Economic Geography, World Development Report 2009*. Washington D.C.: World Bank, 410.

4. Frontières – Intégration continentale

- O3 2006 **Introduction : Après la frontière, avec les frontières : dynamiques transfrontalières en Europe**, Ed. de l'Aube, La Tour d'Aigues, ouvrage co-dirigé avec M.-C. Fourny, 169 p.
- A6 2007 « **Are Borders More Easily Crossed Today? The Paradox of Contemporary Trans-border Mobility in the Andes** », *Geopolitics*, vol 12/1, pp. 1-18
- Ch.8 2010 « **Frontières et intégration régionale en Amérique Latine : sur la piste du chaînon manquant** », in Catherine Flaesch-Mougin et Joël Lebullenger, *Regards croisés sur les intégrations régionales Europe / Amériques*, éditions Bruylant, collection "rencontres européennes", p. 307-341.
- Ch.6 2008 « **Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines** », Taglioni ; F., Théodat, J.-M., *Coopération et intégration, perspectives panaméricaines*, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures, p. 209-228
- D8 2011 « **Frontières et conflits** », in *La géographie des conflits*, Franck Têtard (dir.), Sedes, p. 47-68
- D9 2011 « **Murs et barrières de sécurité : pourquoi démarquer les frontières dans un monde dématérialisé ?** » Notice à paraître dans la 2^{ème} édition augmentée du *Dictionnaire des mondialisations*, dirigé par C. Gorrha Gobin, octobre 2011

Bien que leur mort, ainsi que celle des territoires, ait été annoncée au début des années 1990, les frontières constituent toujours une réalité prégnante. Elles sont marquées toutefois par les processus constants de déterritorialisation-reterritorialisation et d'ouverture / fermeture (« debordering-rebordering ») qui les sélectionnent, les re-hiérarchisent mais aussi qui les rendent plus diverses dans leurs formes et leurs matérialisations. Les textes présentés ici tentent de mettre en évidence les processus contradictoires qui traversent les frontières.

Le premier texte constitue l'introduction à l'ouvrage co-dirigé avec Marie-Christine Fourny sur les territorialités frontalières, un angle d'approche qui s'est révélé fertile, au vu des citations nombreuses de l'ouvrage dans la littérature spécialisée. Nous faisons déjà le constat qu'au-delà d'une affirmation selon laquelle l'ouverture des frontières amènerait le monde à se passer d'elles, l'évolution des frontières ouvrait un vaste chantier territorial qui bousculait les niveaux d'analyse, amènerait à retravailler la question des échelles et questionnait les identités locales et nationales.

L'ouvrage coordonné examine donc les processus de recomposition frontalière et de construction transfrontalière en Europe, en proposant de les aborder à travers trois optiques qui sont développées dans l'introduction :

-la notion de «structurations» à savoir les formes de construction institutionnelle, la manifestation de discontinuités ainsi que l'importance multiscalaire du jeu des acteurs;

-la notion d' «identités» qui s'entend par le fait que les territoires transfrontaliers constituent des espaces identitaires spécifiques, capables d'incorporer au collectif l'altérité de l'outre frontière ;

-la notion de «franchissements» qui se fonde sur les mobilités qui constituent le transfrontalier : ces dernières permettent d'analyser les effets frontières en comprenant la frontière comme une « ressource » qui engendre les flux et interactions constituant les territoires transfrontaliers.

A partir de ce premier travail, dont le terrain d'application européen ne correspondait pas directement à mes recherches de terrain, j'ai eu l'occasion de publier un article important dans la revue *Geopolitics*, au sein d'un numéro que je coordonnai sur les frontières latinoaméricaines. De façon timide, je revenais sur le paradoxe que constituait l'affirmation que les frontières perdent leur fonction de clôture, permettant toutes sortes de flexibilités, alors que de nombreuses modalités de contrôle se renforcent, insistant au contraire sur la coïncidence des deux processus. A une date où le *de/rebordering* ne constituait pas encore la « doxa », la proposition pouvait être innovante. Je montrais qu'en Amérique latine, le processus historique du tracé des frontières, le plus souvent sur des territoires très peu densément peuplés, confirmait ces tendances. L'étude approfondie des Andes méridionales révélait en effet que l'on assistait dans la période récente à une fermeture des frontières internationales, dans à un contexte d'échanges anciens. Le statut du contrôle différencié des mobilités dans l'évolution des espaces transfrontaliers permettait en retour de comprendre la carte géopolitique actuelle de la région (laquelle est bien plus complexe qu'une simple juxtaposition de relations interétatiques plus ou moins conflictuelles).

Après avoir travaillé sur les mobilités frontalières, je concentrais mes recherches sur la mobilisation de la frontière par les acteurs régionaux, ce qui me permit d'avancer une lecture spatialisée inédite des processus d'intégration continentale. Si le lien entre intégration régionale et frontières politiques semble consubstantiel quand on l'évoque aujourd'hui depuis un point de vue européen, un regard diachronique et / ou un externe permet de le nuancer, voire de questionner son bien-fondé. En Amérique Latine où les processus d'intégration sont nombreux et relativement poussés, il apparaît cependant que ces derniers constituent avant tout des accords commerciaux et/ ou douaniers dont la mise en œuvre territoriale n'est ni prévue dans les textes d'origine ni prioritaire dans les pratiques observées. Le troisième texte présenté ici s'intéresse en effet aux enjeux territoriaux des intégrations régionales observées sur le continent latino-américain, à travers l'analyse de la façon dont un type de lieu paradigmatique, les frontières, a été envisagé dans le cadre des différents périmètres d'intégration que le continent a connus depuis les années 1960. Leur prise en compte n'est explicite les politiques d'aménagement que depuis les années 1990, mais celles-ci ne dépendent pas directement des institutions responsables de l'intégration, sauf dans le cas très particulier de l'IIRSA. On s'aperçoit également que les effets localement désintégrateurs de l'ouverture économique ne soient encore pris en compte. On se trouve donc face à des modalités de fonctionnement transfrontalier assez distinctes de celles que l'on peut trouver en Europe et que nous cherchons ici à qualifier.

Le texte suivant approfondit ce travail sur les intégrations par un travail sur le sens donné à la notion d'intégration en Amérique Latine, un mot décliné dans des projets contradictoires qui dépendent de l'interprétation du mot de liberté qui le sous-tend. Le projet d'intégration latino-américain, synonyme d'ultralibéralisme depuis les années 90 peut, de par sa proposition de dépasser les frontières de l'Etat, apparaître comme profondément révolutionnaire, connotation apparemment contradictoire. De façon diverse et évolutive, l'intégration dans ce contexte apparaît tour à tour comme porteuse d'un envol révolutionnaire ou d'une ouverture libérale réformatrice, la contradiction entre les deux termes pouvant justifier que l'on oppose une intégration à l'autre. C'est la question du lien entre idée intégrationniste et identité territoriale latino-américaine que l'on tente d'explorer dans ce chapitre.

Deux textes à plus large portée viennent clore cette partie. Le premier est très récent, il s'agit d'un chapitre rédigé pour un manuel destiné aux étudiants préparant les concours de l'enseignement supérieur, CAPES et Agrégation. Il interroge la dimension frontalière des conflits. Comme dans les rapprochements entre frontières et intégration, on s'aperçoit que ces deux termes qui font sens séparément ont rarement été abordés dans une mise en problématique commune. Pour tenter une analyse des conflits provoqués ou traversés par le tracé ou les modifications de gestion des frontières, j'envisage un plan par échelles, traitant au niveau international et transnational, puis au niveau régional, et enfin au niveau local des territorialités de la conflictualité dans les espaces à enjeux politiques et identitaires que sont les frontières internationales. Ce travail donnera lieu à des développements dans le cadre de publications plus « scientifiques » en 2012 (Numéro spécial du BAGF d'une part, *Encyclopédie des conflits* dirigée par E. Brunet Jailly d'autre part).

Un dernier volet est constitué par quelques pages rédigées pour le *Dictionnaire des mondialisations* qui fait la place à une nouvelle entrée, celles des « Murs et barrières de sécurité ». Cette présentation des entraves apparentes à la liberté de circulation que suppose la mondialisation est un prétexte pour rédiger un article sur les phénomènes concomitants de *debordering / rebordering*, mais aussi de suggérer des pistes pour penser la matérialité des frontières contemporaines en termes d'hyper-territorialisation.

ANNE-LAURE AMILHAT-SZARY
MARIE-CHRISTINE FOURNY
DIRECTRICES D'OUVRAGE

APRÈS LES FRONTIÈRES, AVEC LA FRONTIÈRE

NOUVELLES DYNAMIQUES TRANSFRONTALIÈRES EN EUROPE



l'aube
essai

Les frontières font débat en Europe : frontières extérieures de l'Union, frontières entre pays, parfois même frontières à l'intérieur de certains pays. Aussi les discours sur les frontières abondent, pour en décrire l'archaïsme général ou en demander de plus efficaces, ou sur les frontières pertinentes à instaurer ; voire sur les liens entre travail de couture réalisé par les coopérations transfrontalières et besoin de barrières à renforcer sur les bordures externes...

Pour les auteurs de ce livre, plutôt que de vivre l'après des frontières politiques, nous sommes face à un gigantesque chantier territorial. Des dynamiques fines et complexes se mettent en place à différents niveaux, retravaillant les échelles territoriales, bousculant des espaces frontaliers, questionnant les identités locales et nationales.

Cet ouvrage examine ces processus de recomposition frontalière et de construction transfrontalière. Les diverses contributions analysent la morphologie, les acteurs de ces espaces, les définitions identitaires ainsi que les mobilités qui les fondent. Elles révèlent que les frontières internes de l'Europe sont aujourd'hui des laboratoires où s'inventent de nouvelles territorialités. Territorialités hybrides, mobiles et complexes, où se redéfinissent les fondements de l'unité, les identités et les différences. Des territorialités européennes actuelles qui font – aussi et nécessairement – avec les frontières.

Dirigé par Anne-Laure Amilhat-Szary et Marie-Christine Fourny, cet ouvrage réunit les contributions de Yann Braem, Olivier Charlot, Cédric Dupont, Élisabeth Dury, Juliet J. Fall, Cédric Dupont, Grégory Hamez, Denis Knubel, Fabienne Leloup, Laurence Moyart, Bernard Reitel, Hélène Vélasco-Graciet et Ellen Wiegandt.

APRÈS LES FRONTIÈRES,
AVEC LA FRONTIÈRE
Dirigé par Anne-Laure Amilhat-Szary
et Marie-Christine Fourny

Diffusion Seuil

éditeurs de l'aube

25 €



Table des matières

Introduction, <i>Anne-Laure Amilhat-Szary, Marie-Christine Fourny</i>	7
I – Structures. Des acteurs transfrontaliers en émergence Le transfrontalier: pour qui, par qui? L'exemple de la Suisse, <i>Cédric Dupont, Denis Knobel, Ellen Wiegandt</i>	23
La région frontalière: vers quels nouveaux modes de développement et de gouvernance?, <i>Fabienne Leloup, Laurence Moyart</i>	38
Les organisations humanitaires, la guerre et les frontières: représentations et pratiques spatiales des ONG humanitaires lors des opérations occidentales, <i>Yann Braem</i>	55
II – Identités. La dialectique transfrontalière de l'unité et du multiple Le destin rebondissant des zones frontalières: d'espaces proscrits en espaces prescrits, <i>Hélène Velasco-Graciel</i>	71
Frontières dans la nature et nature des frontières. La recompo- sition des identités dans les espaces naturels transfrontaliers, <i>Juliet J. Fall</i>	85
Traces, mémoire et reterritorialisation de l'ancienne frontière interallemande, <i>Olivier Charlot</i>	101
III – Franchissements. Reproduction et mutations de la frontière dans un contexte d'ouverture et de mobilités Lorsque le mariage transfrontalier change d'échelle. Mutations de la frontière et évolution des nuptialités franco-allemande, franco-belge et franco-britannique, <i>Grégory Hamès</i>	134

Sous le mur, la frontière. Figures de la mobilité à Berlin, <i>Élisabeth Dury</i>	119
Les logiques de projet dans les agglomérations transfrontalières de Strasbourg-Kehl et de Bâle: vers l'émergence de nouvelles territorialités?, <i>Bernard Rittel</i>	151

Introduction

Territorialités nouvelles et évolutions de la frontière

Anne-Laure Amilhat-Szary,
Marie-Christine Fourny *

Les territorialités contemporaines, de multiples manières, s'affranchissent des frontières. Que l'on considère la dispersion, le nomadisme et l'ubiquité issue des technologies de communication en ce qui concerne les pratiques spatiales, les logiques de réseau dans la structuration des échanges, les conséquences des intégrations régionales et des transformations des limites institutionnelles pour les constructions politiques, nombreux sont les phénomènes qui concourent à modifier significativement les pratiques et fonctions des limites politiques.

Initialement défini comme un espace construit dans des limites et par ces limites, le territoire en est ébranlé, dans sa configuration comme dans sa nature [Bassand, Brulhardt, 1983; Bassand, 1989; Berthelot, Hirschhorn, 1996; Bonnet, Desjeux, 2000; Lévy, 2000; Kaufmann, 2001; Montrulet, Kaufmann, 2004; Vodoz, Pfister-Giauque *et alii*, 2004]. Il n'est pas remis en cause pour autant, les limites étatiques gardant une actualité. Se pose alors la question de la redéfinition des territorialités dans des espaces de bordure et d'articulation à la fois : après les frontières, comment s'agencent ces nouveaux espaces ?

Le contexte géopolitique du tournant du XXI^e siècle, marqué par la chute du mur de Berlin et la volonté de généraliser les intégrations politiques continentales, a favorisé la proclamation de l'obsolescence des frontières [Ohmae, 1995; Lévy, Luussault, 2003]. La notice « Frontière » du *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* [Lévy, Luussault, 2003] annonce que, « dans un monde démilitarisé et ouvert aux échanges, la frontière perd son sens ». Opposées par leur linéarité et leur fixité aux dynamiques réticulaires, relevant d'un monde ancien,

* Institut de géographie alpine, université Joseph-Fourier, UMR 5194, PACTE-Territoires.

les frontières institutionnelles sont souvent vues comme des éléments relictuels. Peut-on pour autant faire comme si elles n'avaient jamais été ? Demeurent la mémoire, les valeurs symboliques, des ruptures culturelles ou paysagères encore actives. Ne peut-on plutôt penser qu'elles sont déplacées, resignifiées, virtualisées peut-être, mais qu'elles continuent à marquer les territorialités et se trouvent réinsérées dans des processus de construction territoriale novateurs ? Nous en faisons l'hypothèse et souhitions ici rendre compte de ce mouvement, montrer que lorsque la frontière est abordée à travers le rapport au territoire, elle continue à faire sens, à spécifier des appartenances et à fonder des artefacts spatiaux. Des territorialités contemporaines post-Schengen se fabriquent aussi *avec* la frontière. Les faire apparaître demande donc de ne pas en rester au constat de l'obsolescence, mais d'examiner les effets de cette forme héritée dans les comportements, d'en saisir les rôles et l'efficacité dans les relations entre territoires.

Notre position se fonde sur une définition de la frontière qui pose la territorialité comme mode de lecture des espaces. D'un point de vue conceptuel, nous ne considérons donc pas la territorialité uniquement comme un mode de contrôle du territoire [Sack, 1986], posture qui la rend conflictuelle par essence [Anderson, O'Dowd *et alii*, 2002]. Élargissant la définition politique de ce concept, nous envisageons la territorialité comme l'ensemble des relations qu'une société entretient avec la réalité spatiale et l'altérité [Raffestin, 1980]. Elle représente un mode d'ordonnement du monde, qui de ce fait catégorise, délimite des identités et des altérités dans l'espace. Cette approche anthropologique du politique ne nous enferme pas dans une vision communautariste du fait culturel, bien au contraire : c'est l'interrelation des territoires qu'il s'agit d'analyser, au travers de l'étude des zones frontalières. Nous proposons donc de faire surgir la dimension culturelle, sociale ou anthropologique du territoire, et d'examiner comment elle joue avec le territoire politique et ses limites. Cette dimension du territoire est à la fois l'oubliée des mutations politiques et un éternel revenant ; d'autant plus encline à se manifester qu'elle a été oubliée et qu'on a essayé de l'éradiquer à travers les figures repousseuses des mentalités (forcément archaïques), des comportements (forcément inertes) ou des identités (forcément réactionnaires). La territorialité dont nous parlons n'est pas synonyme d'immuabilité. Elle se construit avec les nouvelles significations et fonctions de la frontière, et sait ajuster la mémoire aux enjeux contemporains. La patrimonialisation en est une illustration particulièrement parlante.

Précisons d'emblée que nous ne nous situons ni dans une perspective géopolitique, de défense ou de réfutation d'un type de construction

politique de l'Europe, ni dans une perspective idéologico-culturelle sur l'identité européenne. L'interrogation part clairement de la géographie et d'une interrogation sur la frontière en tant qu'objet « territorial », elle veut dépasser le schématisme de l'idée d'un monde sans frontières pour repenser le statut de la limite dans les constructions territoriales. L'entreprise est menée ici à partir d'éclairages disciplinaires variés : économie, politique, géopolitique, anthropologie qui se confrontent avec la géographie¹.

L'Europe présente à cet égard une complexité problématique, nous y reviendrons : elle constitue à la fois le berceau de cette notion westphalienne et le continent où l'on est allé le plus loin dans la suppression des fonctions des frontières internes (mobilité des hommes, des idées, des capitaux et des marchandises dans l'espace Schengen). Dans le même temps, de plus de plus en plus de gens meurent en tentant de franchir ses frontières externes, renforcées de palissades et de murs (cf. la carte d'Olivier Clochard [2004] ou les événements qui se sont déroulés entre juillet et novembre 2005 autour de Ceuta et Melilla). L'enjeu est donc de comprendre non pas l'édification d'une muraille, qui ne fait que reproduire la forme classique de la frontière mais la fluidité complexe qui s'instaure en son sein.

Qu'est-ce qu'un espace « transfrontalier » ?

Pour saisir ces transformations du fait territorial, nous avons choisi de nous intéresser aux dynamiques transfrontalières, ou, autrement dit, à ce qui se passe à la frontière quand la ligne séparatrice ne prétend plus bloquer les pratiques et le sentiment d'appartenance. Que des systèmes d'échanges et de mobilité se développent de part et d'autre d'une frontière n'a en soi rien de nouveau. Les échanges transfrontaliers, légaux ou non, ont accompagné la construction des frontières internationales, qu'ils aient existé avant le passage de la ligne (et que cette dernière n'ait pas été assez puissante pour les interrompre) ou que celle-ci les ait encouragés, du fait du différentiel induit par son passage. Ce que l'on nomme couramment « effet-frontière » découle en effet de la distorsion des flux engendrée par la limite surimposée sur un espace donné : ceux-ci peuvent être freinés, voire stoppés en cas de fermeture de la frontière (flux migratoires notamment) ou bien encouragés du fait de l'exploitation du différentiel créé (contrebande, par exemple). On a montré combien, comme toute norme, la limite spatiale contenait un potentiel de transgression du périmètre imposé [Velasco-Graciet, 1998]. L'évolution du statut de la frontière interroge alors l'émergence de nouveaux rapports au territoire et leur capacité à produire des espaces « transfrontaliers ».

Dans la construction de l'Union européenne, l'institutionnalisation de zones frontalières a joué un rôle essentiel : il s'agissait en les individualisant de requalifier ces confins souvent marginalisés, les érigeant en charnières d'un espace continental en expansion. Cet effort s'avérait fondamental sur le vieux continent, où la densité des tracés frontaliers faisait entrer 15 % du territoire de l'Union européenne (10 % de sa population) dans la catégorie « frontalière ». Dès 1990, la Commission européenne décidait donc de stimuler la coopération interrégionale à travers le programme Interreg, qui visait à renforcer le développement économique des régions concernées. De façon complémentaire, dès 1993, on assistait à la multiplication d'*europeregions* sur la frontière externe orientale de l'Union, forme de préalable à l'élargissement vers l'Est. À travers l'ensemble de ces projets, on voit s'imposer une vision trans-calaire de la frontière avec le traitement interrégional de problèmes internationaux [Van Houtum, 2002; Van Houtum, Strüver 2002; Walters, 2002].

L'analyse du contexte intra-européen montre que la suppression des contrôles aux frontières n'a pas nécessairement gommé de la carte ces dernières : elles peuvent trouver une actualité dans leur valeur symbolique, ou dans la production de ressources économiques. Ce qui semble changer, c'est le fait que la frontière soit désormais perçue moins comme un frein que comme un levier du développement. D'un symbole de la mise à distance, elle devient une des expressions de la proximité. Désormais, elle apparaît sinon comme lieu de coopération, du moins comme un support permettant le lien. Le passage, le savoir-passer peuvent dès lors apparaître comme une ressource propre, conditionnés par un savoir-communiquer et un savoir-échanger qui se construisent sur le long terme.

Mais entre qui ces ponts sont-ils jetés ? La transformation du statut de la frontière et la requalification de la ressource qu'elle représente sont concomitantes de la territorialisation des espaces frontaliers. Cette appropriation est complexe car elle est loin de ne concerner que les populations limitrophes. La frontière serait désormais plus qu'une ressource locale et il semble que le jeu d'échelle qui détermine son fonctionnement soit en train de se complexifier. L'élargissement de l'aire d'appropriation de la frontière induit une transformation de l'effet-frontière. D'un point de vue économique, il ne s'agit plus seulement d'échanger des biens de consommation en jouant sur la différence de prix dans les deux pays limitrophes – éventuellement par le biais de la contrebande –, ni de l'échange de composants dans le cadre de la division internationale du travail ; on n'échange plus ce qu'un espace produit mais on tend à valoriser l'espace lui-même. Qu'en est-il d'un point de vue

culturel? Comment se traduisent dans le territoire les dynamiques nouvelles des espaces frontaliers? Cela demande de travailler sur les pratiques, les systèmes d'échanges et de mobilité, les manières de construire, dans les actes, du passage ou de la limite.

Une spécificité du rapport politique/culture en Europe

La spécificité de l'étude des frontières européennes dépasse les programmes Interreg, qui ne constituent somme toute que le dernier avatar d'un objet complexe. Il peut paraître stimulant de revenir sur le devenir des frontières européennes aujourd'hui, au regard de leur histoire: c'est en effet sur ce vieux continent que le concept de frontière a été forgé, mais c'est là aussi que les créations frontalières restent parmi les plus intenses (plus de cinquante États en 1993 contre vingt-trois en 1919) [Foucher, 1998]. Paradoxalement, l'Europe peut également être définie comme « le continent des frontières politiques irrésolues (*unsettled*) » [Anderson, O'Dowd *et alii*, 2002].

Qu'est donc une frontière? Ni dans son étymologie ni dans ses acceptions contemporaines, le sens de la frontière ne se réduit à celui d'une limite internationale. Issue du vocabulaire militaire et de la notion de front (il s'agit bien d'un vocable qui exprime un rapport de forces³), la notion est cependant intimement liée à celle de la construction de l'Europe moderne. Les frontières ont acquis le sens qu'on leur connaît aujourd'hui encore, et qui se traduit par une forme linéaire, après les traités de Westphalie (Münster, Osnabrück, 1648). Ces derniers marquent la fin de l'ordre territorial féodal (suzerain/vassal) où la frontière linéaire était quasi inexistante, et mettant fin à la guerre de Trente Ans, ouvrent une ère géopolitique fondée sur la notion inventée alors d'équilibre des forces. Chaque pouvoir se voyait reconnaître sa souveraineté sur un territoire conçu pour être stable, et qu'il se devait de consolider par l'armature de l'État à construire (armée, administration). Sonait le glas de l'idée impériale en Europe alors que la notion d'État-nation était portée sur les fonts baptismaux. C'est en Europe que l'on a inventé la frontière, c'est donc de là qu'on l'a exportée: sa diffusion a accompagné le processus de découverte/colonisation du monde.

Le rapport entre la dimension anthropologique de la limite et le caractère politique de la frontière a été posé dans la légitimation identitaire de la frontière politique moderne. Celle-ci s'est imposée en tant que limite des peuples, circonscription légale d'une entité collective structurée. Elle a également contribué à fonder la distinction entre « bonnes » et « mauvaises » frontières. La frontière politique moderne s'étant légitimée en recourant à la notion de peuple, les analyses

spatiales ont dès lors examiné leur pertinence, voire leur justesse, en fonction de la superposition entre limites culturelles et limites politiques; et à partir de cette superposition, ont fait porter le débat sur la pertinence de la frontière. Leur coïncidence a fait la « bonne » frontière, son absence à l'inverse a produit la mauvaise frontière. L'argumentation a notamment alimenté une « critique des partitions des territoires relevant du colonialisme où l'on découpait et créait des États à partir des anciennes zones occupées, et non en respectant les traditions, les cultures, les langues et l'histoire des populations qui y vivent » [Thompson, 2005]. Elle a posé de cette façon un modèle de découpage européen et historiquement situé – la frontière westphalienne – en modèle universel de découpage.

L'examen de la frontière en Europe vise aussi à permettre une déconstruction du modèle: il ne s'agit ni de constater la disjonction entre limites étatiques et territorialités, ni de préconiser ou de regretter leur superposition, mais d'examiner de nouvelles modalités d'articulation du politique, de l'économique et du culturel. Le territoire frontalier ne nie pas l'historicité, ni celle issue de la frontière politique, ni celle préexistante à la formation des États. Mais nous réfutons toute vision simple des phénomènes. Il n'y a ni disparition de la première, ni ressurgissement de la seconde, mais transformation du rôle de la frontière et intégration de l'histoire dans des territorialités qui se redéfinissent. Soit une construction complexe que veut exprimer la dialectique de notre titre, *avec/après la frontière*.

Cette construction est abordée dans cet ouvrage en trois temps: les structures, les identités, les franchissements.

Les structures

Cette première partie s'attache aux formes de construction institutionnelle. On considère ici les nouvelles formations spatiales transfrontalières comme des construits sociaux, dont il faut interroger les fonctionnements et les référents. Comment se construit le politique? Qui coopère, qui décide et régit des territoires communs? Au-delà des réflexions sur la défonctionnalisation/refonctionnalisation des frontières, il s'agit d'envisager ces dernières dans leur rôle, leurs enjeux et leurs effets dans les recompositions territoriales. La limite institutionnelle n'est donc plus posée comme une discontinuité mais en tant qu'opérateur d'une construction complexe, articulée et réticulaire. Un des enjeux d'une telle analyse est certainement de repenser les modes de construction du bien commun qui fait substrat territorial ainsi que les processus de différenciation qui l'accompagnent. À travers l'examen de la frontière en actions, se joue donc l'évolution du politique et de sa régulation.

De qui parle-t-on ici ? Il faut envisager que la nébuleuse d'acteurs des territoires transfrontaliers se compose à la fois de ceux qui vivent la frontière au quotidien et habitent dans sa proximité et de ceux qui l'utilisent dans leurs stratégies politiques et économiques, depuis les villes environnantes notamment. Quels que soient leurs rapports à la limite, il s'agit de les appréhender ensemble pour tenter de comprendre en quoi tous sont susceptibles de contribuer à une dynamique territoriale. C'est la question que posent directement Fabienne Leloup et Laurence Moyart dans une réflexion sur les conditions et la structuration des échanges dans les espaces frontaliers : partant du constat de l'importance multiscalaire du jeu des acteurs, elles essaient de montrer les formes spécifiques d'articulation de ces derniers dans des espaces frontaliers. En quoi les agencements spatiaux sont-ils susceptibles de se territorialiser dans une zone traversée par une frontière ? Dans quelles conditions la dyade favorise-t-elle des dynamiques sociales et identitaires ? La question peut être reformulée d'un point de vue économique : en quoi ces spécificités de la territorialisation du jeu des acteurs en zone frontalière peuvent-elles être considérées comme une ressource propre, pouvant doter l'espace considéré d'un pouvoir d'attractivité accru ? Les termes de la réflexion ainsi posés s'illustrent dans l'étude d'une région située au cœur de l'Europe, le Hainaut, où sont détaillées des formes de coopération conçues pour accompagner le développement.

La coopération transfrontalière semble constituer l'enjeu principal de la mise en réseau d'acteurs de part et d'autre d'une limite internationale. Qui est susceptible de rencontrer qui ? Qui travaille avec qui et pourquoi ? Cédric Dupont, Denis Knobel et Ellen Wiegandt filent la métaphore familiale pour suggérer la complexité des regroupements et des affinités sélectives, des accélérations et des contretemps dans les processus de regroupements transfrontaliers, examinés dans leur article à l'aune de l'exemple suisse, intéressant de par son encadrement par l'Union européenne. Comme dans le travail de Fabienne Leloup et Laurence Moyart, se pose de façon cruciale le problème du statut des acteurs institutionnels dans la gestion des espaces frontaliers et des coopérations qui s'y déploient. La gouvernance n'est pas un vain mot ici dans ce qu'elle exprime de la complexité des modes de gestion d'espaces dont l'existence dépend encore directement d'un pouvoir politique étatique donnant pourtant l'impression de s'estomper. La défonctionnalisation partielle des frontières internes de l'Europe ne signifie en rien leur effacement, tant d'un point de vue matériel qu'immatériel, comme on le verra dans les parties suivantes de l'ouvrage. Elle se traduit par contre par la multiplication des acteurs

sur le territoire. Or, selon notre hypothèse, dans la pensée culturelle du territoire et de ses limites, dans la conception des territorialités individuelles et collectives, il y a une construction conjointe des organisations du politique et des organisations sociales, et une dynamique de la représentation politique et de la représentation culturelle de soi, dans un travail de l'un par l'autre.

Quittant le domaine de la coopération entre acteurs, le texte proposé par Yann Braem explore les frontières conflictuelles de l'Europe, zones où la collaboration institutionnelle stimulée par l'Union européenne reste une référence idéalisée. La question de la négation de la frontière est ici posée dans son ambigüité : on n'assiste pas à un affaiblissement progressif de ses fonctions, qui laisseraient tout à coup s'exprimer des structurations antérieures jusque-là « dormantes », culturelles ou ethniques notamment, leur donnant une nouvelle actualité. Au Kosovo et dans l'espace balkanique, la dialectique entre l'État et la nation a rendu toute leur vivacité aux lignes frontalières, jusqu'au déclenchement du conflit territorial. Dans un contexte de sortie de crise, il montre comment l'ONG ne cherche pas à disqualifier le pouvoir politique mais à pallier ses manquements qui laissent des pans de population en détresse extrême. La nature de la structure lui permet de passer outre la structuration politique existante, déstabilisant dans bien des cas le tissu d'acteurs préexistant. Cette approche permet d'aborder plus précisément un type d'acteurs mal représenté dans les chapitres antérieurs, à savoir les ONG, dans leur dialectique d'intervention politique : « sans frontières » et pourtant positionnées souvent sur les lignes de front ou dans leur proximité immédiate, ces organisations ont une influence importante sur les recompositions territoriales et l'émergence d'un possible territoire « transfrontalier ».

Les identités

La construction culturelle et identitaire pose des problèmes plus redoutables que la construction institutionnelle car elle s'inscrit à l'encontre de nos modes de conceptualisation du territoire, et notamment de sa caractérisation par l'homogénéité. Si le territoire représente le produit et le producteur d'une identité, ne se trouve-t-on pas face à une aporie majeure lorsqu'on évoque un « territoire transfrontalier » supposé intégrer l'altérité et donner lieu à un collectif composite ?

Pour sortir de cette contradiction, Paul Blanquart propose de distinguer le transfrontalier de l'*interfrontalier*. Le transterritorial, dit-il, existe dans le mouvement et dans le franchissement. Il se définit dans le passage, et associe des lieux de part et d'autre de la frontière pour fabriquer un espace réticulaire. L'interfrontalier quant à lui est créateur, il

met en mouvement des significations, des représentations, des pratiques culturelles et fait émerger un rapport nouveau à soi et à l'altérité. C'est un rapport entre territoires qui transforme les territoires en présence.

Ce double mouvement de formation d'un collectif et de modification des identités apparaît dans les jeux dialectiques de l'unité et de la différence, de la collaboration et de l'individuation, de la rupture et du lien. Hélène Velasco l'établit à travers le rapport entre norme et transgression constitutif de l'espace frontalier. L'État-nation a fixé des référents de l'identité légitime et dans le même temps assigné l'extériorité spatiale à l'altérité, avec pour conséquence la suspicion vis-à-vis des espaces frontaliers. Face à la norme, l'espace de la proximité avec l'étranger devient « louche ». Et face au centralisme de la production de la norme, l'éloignement du centre devient affaiblissement. Les confins se font alors espace de la proscription, lequel n'existe que par rapport à la norme qu'il transgresse ou met en danger.

L'Europe a transformé la position de ces espaces, tout en gardant la singularité. Elle les place en centres de fabrication d'une identité territoriale nouvelle. Mais dans le même temps, leur confère-t-elle plus d'autonomie ? N'y a-t-il pas assignation à faire du transfrontalier la norme de la production de l'identité européenne ? Cette prescription, comme l'appelle Velasco, ne révèle-t-elle pas une certaine incapacité à faire autrement l'identité territoriale, à la faire en termes différents de ceux de bornes et de continuité ?

L'identité nationale devenue la forme universelle, et nécessairement hégémonique, de régulation des identités, la transformation des significations de la frontière entraîne une remise en cause de l'universalité des principes de sa définition. Olivier Charlot et Juliet Fall le montrent chacun à leur manière à partir de la question de la nature. Dans la pensée moderne, la nature, par essence, représente l'extériorité absolue, le non-humain. Elle figure également le principe légitime, renvoyant à une rationalité asociale du découpage politique. L'idéologie des frontières naturelles l'a illustré de belle manière. Or la nature continue aujourd'hui à ressortir de l'universalité à travers la préoccupation environnementale. Toutefois, en ayant accédé au statut de « bien commun » de l'humanité, elle ne fonctionne plus comme principe d'ordonnement spatial mais comme principe éthique régissant les comportements. Elle passe de l'extériorité radicale à une intégration sous la forme d'un sujet, sujet « non-humain », mais pourvu de droits s'articulant avec les droits humains.

Deux sortes de conséquences en sont issues. Devenue représentante du bien commun universel, la nature a une forte capacité à créer

des espaces transfrontaliers. Au nom d'impératifs, sinon de droits propres, sont transcendées les différences administratives et législatives ou les querelles locales et personnelles, devenues triviales. Sur les espaces qui lui sont affectés se forment des opérations communes et de réelles tentatives de gestion binationales. Et ces espaces de protection sont d'autant plus fréquemment transfrontaliers que les frontières ont exercé des effets répulsifs, hors les points de passage. Mais dans le même temps cette nature réapparaît dans ce qu'elle a toujours été : un construit culturel. Si bien que la nature commune devient un lieu paradoxal à partir duquel se redéfinissent les cultures nationales ou locales confrontées dans la gestion transfrontalière. Elle offre de multiples prises à la représentation des oppositions qui se trouvent à nouveau naturalisées. Dans ces controverses, se joue finalement la redéfinition de la nature. Elle s'opère à travers les clivages réalisés entre objets conflictuels renvoyés à des différences culturelles, et objets consensuels, référés à la nature. Curieusement la frontière redéfinit ainsi la nature. Elle construit aussi des natures *relatives*, dont on sait qu'elles peuvent être pensées différemment d'un côté et de l'autre.

Une seconde conséquence du nouveau statut de la nature renvoie à la territorialisation de la frontière à travers sa transformation en espace naturel. Comme le montre l'exemple de la *haute verte* entre les deux Allemagnes, la frontière d'après la rupture doit prendre place dans le local, autant du point de vue de l'aménagement que du point de vue des significations. Elle s'insère dans des usages et dans une histoire du territoire. Le « vide » frontalier est remplacé par le « plein de sens » du territoire naturel. La patrimonialisation paradoxale des marqueurs de la rupture – des bornes aux postes-frontières – est une manière de produire un territoire commun, et de donner aux histoires régionales particulières de la période de la séparation des éléments partagés. Il s'ensuit une certaine surenchère symbolique où toute trace est transformée en objet de mémoire. Pour dépasser vigoureusement la frontière, ou parce qu'elle reste vivante dans les mentalités ? La reproduction de la trace n'est-elle pas là aussi une manière de ruser avec la nouvelle norme, de faire *comme si* l'on avait réussi la réunification tout en montrant qu'elle ne donne pas lieu à la continuité et de l'homogénéité ?

Cette insuffisance de la nature comme concept différenciateur conduit à penser qu'il n'existe pas aujourd'hui de référentiels susceptibles de prescrire une norme de découpage. On a au mieux affaire à des objets sélectionnés pour dire la frontière ou la collaboration. Ces *prises* à partir desquelles se légitiment les différences ou l'unité sont le plus souvent référées à la nature, car elle a l'avantage de jouer sur ces deux tableaux de la rationalité et du bien commun, tout en offrant une image de stabilité

en regard des contingences de l'histoire. La diversité des interprétations possibles des objets de nature fait de cette dernière une catégorie ouverte à la négociation. Et les cas présentés ici montrent qu'il s'y négocie les ententes pragmatiques de la gestion, les distinctions culturelles, les patrimoines partagés, la mémoire, ou encore le paysage de la limite.

Là réside selon nous la clé du transfrontalier. Il s'agit d'un espace où les catégories se brouillent mais où s'inventent aussi des objets d'entente et des objets de différenciation. Il ne s'édifie pas à travers des règles *institué*s, normes déterminant les délimitations ou les ententes, mais dans des objets *instituant* des règles régissant le rapport entre espaces.

Les franchissements

Il apparaît essentiel de souligner combien les processus identifiés dans les recompositions territoriales des zones frontalières participent d'une dynamique évolutive. Ce caractère labile pressenti à travers l'analyse des constructions culturelles qui entourent la frontière peut être identifié en tant que tel : les mouvements représentent un constituant essentiel des territoires transfrontaliers. On a longtemps pensé que le transfrontalier n'existait que dans la traversée de la limite, on sait désormais qu'il se tisse dans le passage régulier, au sein d'un système de mobilités complexe. Passer la frontière, c'est traditionnellement dépasser la limite qu'elle représente ; c'est paradoxalement la placer au cœur d'un territoire en recomposition autour d'elle. Si le franchissement ne se déchiffre plus en termes de rupture/transgression, que révèle-t-il de la nature de l'altérité ?

Les textes de cette dernière partie montrent l'utilisation (la mobilisation ?) qui est faite de la présence de l'autre, et ce qu'elle peut induire de mobilité effective. Dans une illustration thématique, Grégory Hamez propose un éclairage original sur les migrations internationales à partir d'une analyse fine de l'évolution de la nuptialité mixte. Quelle est la proportion des mariages avec un conjoint issu du pays voisin dans les espaces frontaliers franco-belges ? Son étude diachronique montre que la part des mariages mixtes dans les zones limitrophes de la frontière n'a pas augmenté corrélativement à l'ouverture de l'espace Schengen. Leur localisation s'explique désormais par d'autres facteurs, révélant l'élargissement des aires de pratiques : les mariages franco-belges sont très nombreux sur la côte méditerranéenne. La différence n'est plus cherchée dans le contigu, à la fois proche et de l'autre côté, mais dans un éloignement géographique qui n'exclut pas une homogénéité sociale et culturelle.

La discontinuité se déplace, c'est aussi ce qui transparaît du texte d'Élisabeth Dury sur les mobilités à Berlin depuis la chute du mur.

Comme on pouvait l'escompter, on y voit les déplacements des Berlinoises se libérer peu à peu des contraintes induites par la séparation politique imposée à la ville pendant la guerre froide. Mais, d'une part, la cicatrice urbaine n'est pas véritablement gommée et, d'autre part, la chute du mur ne signifie en rien l'homogénéisation des pratiques : l'auteur montre que les Berlinoises ont élargi leur cercle de mobilités à l'agglomération, sans véritablement l'insérer dans le *Land* de Brandebourg. Que signifie dès lors ce déplacement de la frontière, au-delà du métissage « trans » formationniste que peut susciter la présence d'une limite, à l'échelle d'une ville comme à celle d'un État ? On rejoint bien ici la problématique de la fabrication de sens d'un territoire produit par la frontière. Il ne s'agit pas de dépasser la frontière dans la production d'une identité « supra » mais de dire le lien et de produire des artefacts du lien.

L'échelle urbaine permet de revisiter le statut de la frontière de façon intéressante (moins comme limite politique ou culturelle que comme objet signifiant à mobiliser), tant du point de vue morphologique que de celui de la gouvernance et du projet politique. Bernard Reitel montre à propos des agglomérations transfrontalières ce double jeu récurrent de l'individuation et de la collaboration. Mais il montre plus encore comment la frontière est transformée en *ressource*. Une ressource symbolique qui permet de collaborer sans dissolution des identités locales dans un ensemble englobant. Une ressource fonctionnelle à partir de laquelle sont requalifiés les espaces relégués de la périphérie. Une ressource également dans les pratiques sociales et culturelles : l'exemple basque témoigne de ce point de vue que le transfrontalier n'offre pas une appartenance que l'on va brandir, mais une opportunité avec laquelle on va jouer et faire de petits arrangements.

Ce caractère de ressource limite-t-il la relation transfrontalière à de l'opportunité ou de l'instrumentalisation ? Les formes de l'émergence d'un collectif nous semblent plutôt témoigner de modalités nouvelles dans la fabrication d'une territorialité transfrontalière. Elles ne consistent pas dans l'assujettissement, ni la prescription d'une norme, fût-elle celle de la construction européenne, mais dans la construction de sa propre identité sociale à partir de l'offre identitaire du territoire.

Bibliographie

ANDERSON J., O'DOWD L. *et alii* [2002], « New Borders for a Changing Europe. Cross-border Cooperation and Governance », *Regional and Federal Studies*, vol. 12, n° 4, London, Franck Cass.

- Notes**
- 1 Ce dialogue s'est tissé lors d'un colloque organisé à Grenoble par l'UMR Pacte-Territoires et l'Institut de géographie alpine. Les textes réunis ici en sont issus.
 - 2 Nous nous en tiendrons à cette exploration étymologique de la langue française, conscientes cependant que l'un des termes anglais correspondants, *boundaries* (utilisé dans un sens parfois proche de *frontier*) signifie au contraire « ce qui tient ensemble » (*that which binds together*).

- BASSAND M. [1989], *La Mobilité spatiale*, Cègorgip.
- BASSAND M., BRULHARDT M.-C. [1983], « La mobilité spatiale, un processus fondamental », *Espace Population Sociétés*, n° 1, p. 49-54.
- BERTHELOT J.-M., HIRSCHHORN M. (éd.) [1996], *Mobilités et Ancrage. Vers un nouveau mode de spatialisation ?*, L'Harmattan.
- BLANQUART, P. [1997], *Une histoire de la ville. Pour repenser la société*, La Découverte.
- BONNET M., DESJEUX D. (éd.) [2000], *Les Territoires de la mobilité*, Puf.
- CLOCHARD O. [2004], « En dix ans, plus de 4 000 morts aux frontières », *Le Monde diplomatique*, mars.
- FOUCHER M. (éd.) [1998], *Fragments d'Europe: atlas de l'Europe médiane et orientale*, Fayard.
- KAUFMANN V. [2001], « La mobilité, une notion clé pour revisiter l'urbain », in M. Bassand, V. Kaufmann, D. Joye, *Enjeux de la sociabilité urbaine*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- LÉVY J. [2000], « Les nouveaux espaces de la mobilité », in M. Bonnet, D. Desjeux, *Les Territoires de la mobilité*, Puf.
- LÉVY J., LUSSAULT M. (éd.) [2003], *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Belin.
- MONTULET B., KAUFMANN V. (éd.) [2004], *Mobilités, Fluidités... Libertés ?*, Bruxelles, Publications des facultés universitaires Saint-Louis.
- OHMAE K. [1995], *The End of the Nation State. The Rise of Regional Economies*, New York, The Free Press.
- RAFFESTIN C. [1980], *Pour une géographie du pouvoir*, Litec.
- SACK R. [1986], *Human Territoriality. Its Theory and History*, Cambridge, Cambridge University Press.
- THOMPSON M. [2004], « Les frontières sont-elles un défi pour la rationalité pratique ? », in A. Tösel, M. Bienenstock (éd.), *La Raison pratique au XIX^e siècle*, L'Harmattan.
- VAN HOUTUM H. [2002], « Borders of Confort: Spatial Economic Bordering Processes in the European Union », *Regional and Federal Studies*, n° 12 (4), p. 37-58.
- VAN HOUTUM H., STRÜVER A. [2002], « Borders, Strangers, Bridges and Doors », *Space and Policy*, n° 6 (2), p. 141-146.
- VELASCO-GRACIET H. [1998], *La Frontière, le Territoire et le Lieu*, université de Pau, p. 505.
- VODOZ L., PFISTER-GIAUQUE B. et alii (éd.) [2004], *Les Territoires de la mobilité. L'aire du temps*, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes.
- WALTERS W. [2002], « Mapping Schengenland: Denaturalizing the Border », *Environment and Planning D: Society and Space*, n° 20, p. 561-580.

GEOPOLITICS

Volume 12 • Issue 1 • 2007

Contents

LATIN AMERICAN GEOPOLITICS

- Are Borders More Easily Crossed Today? The Paradox of Contemporary Trans-Border Mobility in the Andes
Anne-Laure Amilhat Szary 1
- Strategic Representations, Territory and Border Areas: Latin America and Global Disorder
Edgardo A. Manero 19
- The Front and the Line: The Paradox of South American Frontiers Applied to the Bolivian Case
Laetitia Perrier Bruslé 57
- Central American Borders at the Core of the Regional Integration Process
Lucile Medina-Nicolas 78
- Bastion, Beacon or Bridge? Conceptualising the Baltic Logic of the EU's Neighbourhood
David J. Galbreath and Jeremy W. Lamoreaux 109
- The Importance of Northern Dimension Foreign Policies in the Geopolitics of the Circumpolar North
Lassi Heininen and Heather N. Nicol 133

GEOPOLITICS ROUNDTABLE

- Not Drawn to Scale: Research on Resource and Environmental Conflict
Shannon O'Lear and Paul F. Diehl 166

(continued on inside back cover)



14650045 (2007) 12 (1)

Routledge
Taylor & Francis Group

GEOPOLITICS

VOLUME 12 • ISSUE 1 • 2007

Routledge
Taylor & Francis Group

ISSN 1465-0045

LATIN AMERICAN GEOPOLITICS

Are Borders More Easily Crossed Today? The Paradox of Contemporary Trans-Border Mobility in the Andes

ANNE-LAURE AMILHAT SZARY

Institut de Géographie Alpine, Université Joseph Fourier, Grenoble, France

In a globalised world, borders are commonly said to be losing their 'fencing' function and allowing more flexibility of all kinds. This process can either be viewed as the cause or the consequence of the development of all kinds of circulations (goods, capitals, ideas, people). A closer analysis reveals that this phenomenon is commonly not as new as it appears, since borders have seldom been really impermeable. In Latin America, the historical process of border design over a very sparsely populated territory confirms this trend and a closer analysis of the southern Andes context reveals indeed that the closing up of international boundaries is quite recent. This paradoxical historical data helps explain both the current geopolitical map of the region (which is far more complex than the juxtaposition of inter-state conflictive relations) and the status of differentiated mobility control in the evolution of borderlands.

INTRODUCTION

In the past decade, borders were commonly said to be losing their 'fencing' function and allowing more flexibility of all kinds; thus, the movement of people and merchandise should have been growing as a result of the 'opening' of borders. However, since 11 September 2001, boundary enforcement has intensified along various boundaries, mainly where political limits coincide

Address correspondence to Anne-Laure Amilhat Szary, Laboratoire Territoires, Institut de Géographie Alpine de l'Université Joseph Fourier, Grenoble 38100, France. E-mail: Anne-Laure.Amilhat@ujf-grenoble.fr

with some of the planet's main economic gaps (United States/Mexico, external EU borders), and contributed to the encircling of the world's most powerful countries. The US–Mexico divide is now generally used to illustrate the paradox of the existence of barricaded borders in the heart of a borderless economy, some of the conclusions being extended to the evolution of European borders in the Schengen context.¹ The chiasmus has been thoroughly underlined, allowing its generalisation as a pattern of contemporary geopolitics—the 'variable permeability of borders' defined as 'one of the major contradictions of the contemporary world',² leading to the differentiation of external/internal boundaries that are essential in the European context. Simultaneous opening and closing of borders are thus both a historical paradox often found at certain times over the centuries and a political trend that can be identified elsewhere today. Yet the fact that this phenomenon can be witnessed everywhere around the world does not mean that it is homogeneous.

The reality of the border situation in the Andes differs notably from this overall pattern. On the one hand, despite recent construction of new transport infrastructures, mobility patterns have not reached the levels that occurred during periods of intense trans-Andean contact and exchange. On the other, this Latin American region does not seem to be suffering too much from post-2001 trauma and reveals current interesting efforts in border facilitation. If the paradox of trans-border mobility is by no means exclusive to the Andes, some of its characteristics appear original and only comparable with other mountain situations, as shown by the author's comparison of research results with European situations.

Following World War II, on the eve of the contemporary period of integration, Roger Dion asserted: 'Whether or not corresponding with natural frontiers, the linear frontiers of Europe have become terrible realities'.³ A posteriori reading of this fundamental text stresses the importance of context for understanding border phenomena. The Andes were a contact zone in pre-Hispanic times but were split by the borders of the nation-states that arose in the nineteenth century. Still, trade continued throughout the nineteenth century, as the mining resources (silver, nitrates, copper) of the Atacama region were discovered and exploited, re-initiating contact with neighbouring Argentinian and Bolivian provinces. In fact, it was only during the 1970s and 1980s that the dictatorships that ruled the countries of the Andean region simultaneously succeeded in 'closing' the borders, in some cases, by laying land mines along the borders. The entry of most of the economies in the Andean zone into the globalisation process has induced many changes in the status of borders in this part of the continent: trans-Andean roads and gas pipelines are being built very quickly to favour exports (and imports) and much of the regional political rhetoric is about integration and trans-border regionalism. This rapid chronology of change points out the essential role of state power in the definition of border regimes. Do closed borders necessarily rhyme with authoritarian regimes,

and vice versa? A thorough study of the evolution of state power during the post-dictatorship transition regimes in South America allows a qualification of this rapid equivalence.

In the past decade, studies of the evolution of the central Andes have shown that personal mobility did not grow at the rate predicted by integration supporters, but in many instances decreased (at least for inhabitants of areas located close to a border). The same paradox has been observed in some European border regions: freedom of passage does not seem to induce a direct rise in trans-border movements. To determine historical trends (toward closing or opening borders), it is necessary to analyse for whom the border is closing and for whom it is opening, depending on the interests at stake. To this end, it is important to confront the political discourse that develops at a local scale and the corresponding spatial practices. At a regional or national scale, however, because conclusions can change radically, they must be combined with a social approach: the mobility patterns of the elites were different in the present study zone. The difference between trans-border mobility and border mobilisation, which can be defined as the instrumentalisation that can be made of the spatial 'opening' of borders, will be defined and analysed. This analysis confronts the more subtle subjective forces that may motivate the opening or closing of borders, including ideology and the democratic debate.

CONFLICTIVE NATIONALISMS, CONSENSUAL BORDERLINES?

A world overview of border conflicts leaves Latin American far behind. With the exception of the recent Perú-Ecuador war in the Condor Cordillera, the continent, whether considered as a whole or reduced to its Andean part, does not seem to be home to many substantive international territorial claims, although locally, some old disputes on maritime possessions or land portions cause ongoing interference in bilateral foreign affairs. One could even exclude the Patagonian discussions from the debate, knowing that what is at stake in the various delimitation problems of this *Firnis Terrae* is the potential influence of both Chile and Argentina over the Antarctic continent (their respective influence zones are calculated on the basis of the projected border coordinates). The 'gas war',⁴ as the riots that took place in Bolivia in October 2003 were called and that led former president de la González de Lozada to resign and flee the country, have somehow reactivated the local geopolitical debate.

It is commonly thought that most Latin American borders are a result of the breakdown of the Spanish Empire at the beginning of the nineteenth century, when many of the colonial administrative limits between vice-kingsdoms served as a basis for drawing up the new international borders. The dominant 'Uti Possidetis' ('you will possess what you possessed') doctrine, a concept of international law that defines borders of newly sovereign states

on the basis of their previous administrative frontiers, was generally respected although its results were more complex than originally thought. According to a detailed analysis,⁵ only 30% of South American international boundaries were drawn on pre-nineteenth century limits and another 10% of them dated from after the opening of the Panama Canal (1914). This implies that 60% were defined outside of these time lines and were negotiated by the newly independent states and, thus, only partly result from the colonial legacy. The gap between the doctrine and its application is linked to four factors. Colonial limits were indeed interwoven: administrative, religious or judicial lines coexisted without necessarily fitting exactly. The hierarchy of the colonial demarcation was far from respected: present-day boundaries often follow what used to be sub-delimitations of Spanish territory (viceroyalties, provinces, *gobernaciones* and *comarcas*). Furthermore, colonial limits were seldom indicated by milestones, and their subsequent marking led to numerous disputes. Lastly, it must be remembered that this rule did not apply to the Portuguese empire, which has known a different decolonisation process.

In this judicial context, the territorial wars of the following century did not originate from local delimitation problems, but rather from clashes of interest between the more powerful countries, Brazil and Argentina mostly, which resulted in the creation of Uruguay on one hand and the theft of a great deal of Bolivian land on the other (the Chaco War). The Pacific War, in which Chile fought against a coalition consisting of Perú and Bolivia between 1879 and 1883–1884, can be interpreted according to the same criteria. Great Britain financed Chile's war effort, thereby helping Chile become a regional power since the war allowed Chile to claim the rich sub-soil of the Atacama desert (nitrates, copper and non-mineral resources) and also serving British interests in the mining industry.

The outcome of the Pacific War was the loss of one province from each of the coalition members to the victorious Chileans, whose northern border was extended some 700 kilometres northward (today's regions of Tarapacá and Antofagasta belonged to Perú and Bolivia, respectively [see Figure 1]). Chile negotiated a separate peace agreement with each country. With Perú, the Ancón Treaty ended the conflict in 1883 but its implementation (referendum) failed in 1926. However, an agreement, reached with the help of a US mediator, led to a final peace treaty being ratified in 1929, whereby the Arica province passed to Chile while the Tacna province remained Peruvian. With Bolivia, although hostilities ceased in 1884, a treaty was not signed until 1904. Diplomatic relations were restored at the same time, only to be interrupted again twice, in 1962 and 1978 (after a short period of re-established official relations, 1975–1978); they have yet to be re-established, which seems more possible than ever at the end of 2006, due to a positive conjuncture (the parallel presidencies of reformists M. Bachelet and E. Morales).⁶ Although Argentina did not take part in this conflict, it was

directly affected by it. Turmoil in the north meant the Chilean armies were engaged there, so Argentina launched a vast campaign in the south, opening the path to its domination over Patagonia; then, regional diplomatic negotiation pressured Bolivia to accept the transfer of some of its territories to its southern neighbours. However, the destiny of the four protagonists (Chile, Peru, Bolivia and Argentina) is interwoven, since the documents signed in Ancón stipulated that no decision concerning ex-territorial possessions of Peru could be taken without consulting its government and, thus, no territory in this area could be ceded in compensation to Bolivia by Chile without Peruvian agreement. This made the situation more complex, as will be seen, since, after losing its access to the sea, Bolivia was guaranteed access to the harbour at Arica in northern Chile, an ex-Peruvian possession (by a railway between La Paz and Arica contemplated in the 1904 treaty, then by a paved road since 1996) but without any possibility of extended territorial control over a corresponding 'corridor' without Peru's confirmation of any Chilean proposal.

Despite this complex diplomatic situation, a whole set of regional exchanges has developed in the past 20 years. Based on economic rationality, they are operated by local and regional entrepreneurs together with local territorial representatives who have not been hampered by the absence of diplomatic relations at a higher level. Regional encounters (trade fairs, infrastructure commissions, bilateral committees) multiplied in the 1990s and at the beginning of the twenty-first century. This local dynamic process of 'paradiplomacy'⁷ echoes the pragmatic Chilean foreign policy of the 1990s,⁸ which resolutely adopted a strategy of 'open regionalism'. The latter has been defined and advocated by APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) in its founding declaration and widely advocated by the IMF and other global institutions, although amended by the ECLA (Economic Commission for Latin America and the Caribbean), which has promoted a social counterpart to the commercial process.⁹ This involves an effort to lead a continental integration that, rather than close the region to outside commerce, would accelerate a policy of trade liberalisation. In this perspective, Chile has successfully developed a very open partnership policy: it is a member of APEC and an associate member of MERCOSUR. However, it does not feel that these integration agreements bar it from negotiating directly with others, as shown by its various bilateral agreements.¹⁰ This ability to mix bilateral, pluri-lateral and multilateral free-trade agreements has been characterised as a 'lateral trade policy' on behalf of Chile. This multidimensional strategy based on multiple economic contacts at continental and neighbouring levels has had a great impact on foreign affairs and has reinforced political alliances.¹¹ Most often, Chilean stakeholders have initiated these contacts. Toward Bolivia, for example, as unbalanced as the negotiation may seem given the investment capacity of each side, this did happen and the pro-integration lobby was particularly strong on the eve of the 'gas war'. The

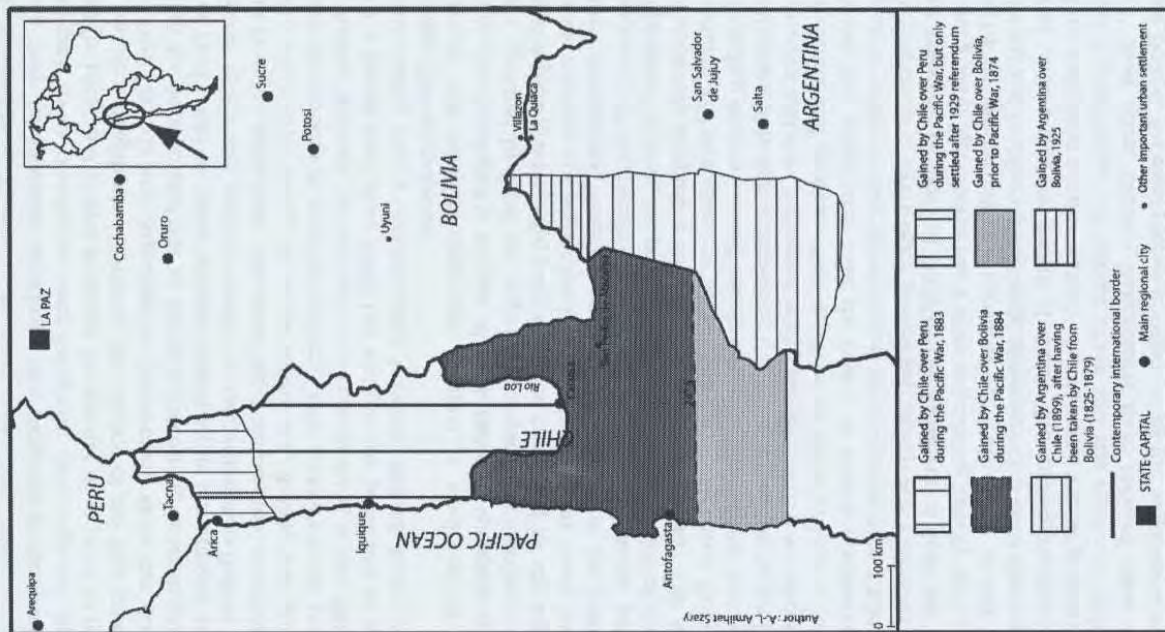


FIGURE 1 The historical border game in the central Andes.

fact that in 2002, in deciding on the route for a new gas pipeline to allow the broadening of the country's potential export markets, former president González de Lozada arbitrated in favour of the Chilean harbour option rather than the Peruvian option paradoxically and retrospectively proves these commercial regional dynamics. In their bid to improve their opportunities of exporting gas from the Tarija gas fields to the United States via the Pacific coast, Bolivian entrepreneurs from Santa Cruz and Cochabamba developed long-standing working relationships with Chilean businessmen. In a way, this decision marked the victory of a pragmatic vision of 'territory', defined here as an economic exchange zone.

The local population, including those who live near the border, has not yet been mentioned; this is significant because it has long been thought that the opinions of local people were not worth taking into account. Interestingly enough, this has occurred in a country in which indigenous people are the majority, that is, Bolivia, and in its neighbour, Chile, where indigenous people represent only small minorities that have been subjected to an aggressive 'nationalisation' process.¹² The central Altiplano Andes are mainly the territory of the Aymaras, an ethnic group that became politically structured in ancient times (during the Tiwanaku Era, circa AD 1000), before falling under the external domination of others, notably the Incas (originating from the Quechua area). Their cultural zone was subsequently fragmented by national borders in the nineteenth century, leaving the Aymaras as Chilean, Peruvian and Bolivian citizens. The smallest group remained in Chile, where its members' integration into the nation has been more complete (though not always willing); their traditions were threatened by state educational policies and by the communal demarcation of mountain territories throughout the twentieth century.¹³ In Bolivia, the Aymaras represent the main ethnic group, although they have had little political representation. Since the 1990s, however, they have renewed their claims and have achieved new areas of representation on a national scale (not only through the Aymara leader Felipe Quispe but also through the inclusion of ethnic claims in the struggle of Evo Morales, the leader of the Movement Towards Socialism [MAS]). While the economically favoured entrepreneurs worked to integrate the periphery, the Aymaras have worked to conquer public space on a national level. A strong rural exodus boosted the Aymara population in and around La Paz and contributed immensely to their political emergence; they no longer represented marginal mountain populations, their claims had gained political influence, and their territorial vision could be linked with that of the nation. This may explain the social upheaval that immediately followed the decision to launch a gas pipeline through Chile, although it ignores the drug problem (growing coca leaves is a major issue for Aymara peasants) and the debate on the economic model (the essential political question from the start of the conflict was whether gas should be exported, making the route of the pipeline a secondary issue). The goal of

this paper is to illustrate a rival conception of territory, which is, at first glance, less global and post-modern than the previous conception we have found and analysed in this region, that of the entrepreneurs.

Restrictions on movement in the area may exist, but most of the time they are minimised in favour of the opening process that is supposed to be occurring. However, the fluidity of movement around a border is a very subjective phenomenon. Although currently the borders of the central Andes are certainly opening up, this is quite different from what took place in the previous period.

THE RECENT CLOSURE OF TRADITIONAL PERMEABLE BORDERS

The 'gas war' refocused attention on the difference between the positions of Chile and Bolivia on their common border. Despite the unsettled character of the post-war territorial conflict, the borderland had long remained what it had always been, that is, a zone of movement, a line that could easily be crossed. The international border winds through the Altiplano, the relatively flat highlands of the Andes, about 4,000 metres above sea level, where a multitude of high-altitude volcanoes (5,000 to 6,000 metres or more) are situated. In the traditional schemes of land occupation, this high plateau has never been isolated. In pre-Colombian times, Andean populations had a close relationship with the populations of the neighbouring environments of the Pacific Coast and the Amazonian *Selva* (dense forest). Not only did they exchange goods with them, but colonies of mountain populations often settled in areas situated below or above them (at lower altitudes, they found fish, fruit, wood, etc.; at higher altitudes, there were pastures, mines, etc.). This form of space occupation was described at the beginning of the twentieth century as a complementary use of habitats that allowed Andean people to live according to an 'archipelagic' pattern, that prefigures our contemporary reticular ways of living.¹⁴

In the colonial process, the conquest of land was aimed at controlling and exploiting the soil. The dramatic decline of the indigenous populations that followed the Spaniards' arrival involved tight spatial control of the survivors. This signified a major change in the life of the Andean populations, who were assigned to fixed places of residence in order to control the workforce they represented and ensure their submission to taxation. Most of the 'Indians' were grouped in native villages called *reducciones*, a significant Spanish term that qualified the reduction of their life horizon. However, the ability of these populations to be mobile was so great that it survived, with adaptations of course,¹⁵ and even the imposition of international boundaries did not fully achieve the desired settlement process. The native groups were generally not included as full citizens of

was far from what may have been expected, however. The generals who headed the governments of Bolivia (General Banzer) and Chile (General Pinochet) opened a seemingly productive dialogue. After meetings, they came to an agreement on Bolivia's land claim, which they celebrated at the famous 1975 *abrazo de Charaña*, a small locality on the disputed border where the men hugged one another. Their proposed solution was to grant Bolivia a corridor to the sea that would be contiguous with the northern border of Chile and enclose the Arica-La Paz railway; Perú, however, refused. Its refusal led to a real crisis, at a time when all the protagonists were about to celebrate the centenary of the outbreak of the Pacific War.²¹ In 1979, both the Chilean and Bolivian armies were mobilised and positioned around the border. Last-minute negotiations prevented war, but Pinochet ordered land mines laid along the border. The border had never been more difficult to cross.

The crisis has eased since then, although the border is still far from being characterised as 'open'. The political transition to democratic regimes in all of the countries involved has helped rebuild dialogue between them. Despite the absence of diplomatic relations between Chile and Bolivia, in the 1990s, their respective consulates were authorised to open new offices of national representation, notably in the *Norte Grande* cities of Iquique and Arica. Multiple international encounters have also occurred in the last decade, as mentioned above, and whether regional (*Comités de Frontera*, where the representatives of two provinces meet regularly) or sectorial (meetings on infrastructure, trade, etc.), opportunities for dialogue have been created. They are generally initiated by regional entities, but this does not mean that the whole process is decentralised; many of the regional authorities depend directly on the central power, which tries to monitor these integration processes. When faced with an increasing number of such initiatives, the Chilean Ministry of Foreign Affairs created, in June 2000, a sub-directory unit wholly dedicated to their census and coordination (partially ex-post), called DICOE (*Dirección de coordinación regional*), with the purpose of institutionalising such processes. Thus, the conditions now exist for an emerging synergy between local, regional and national stakeholders, utilising a very pragmatic approach. This form of 'inter-democratic' trust does not exclude demonstrations of nationalism, as can be observed in Bolivia, although since the election of Evo Morales as president, the tension toward Chile has been handled in a less rigid way, through mediation that does not exclude future direct negotiations.

This evolution is largely due to the international context of globalisation, which is characterised by the growing integration of markets. The Andean area under consideration is witnessing the construction of various regional markets that are not exclusive of one another.²² This also illustrates a certain pragmatism in foreign affairs, led largely by Chile. The regions concerned are engaged in pluri-scalar strategies, whereby they can belong

the emerging states at the beginning of the nineteenth century. Although constitutional acts recognised their rights as individuals in nation-states 'in progress', the administrative control of the areas where they lived was flexible enough to authorise different approaches to settlement. Many native groups continued to exercise seasonal trans-habitat mobility, together with everyday local movement; a community's central settlement was never located at one end of its territory but generally at the limit between two habitats, allowing the use of higher and lower land resources, according to the group's needs.

This pattern is easily applied to the area being analysed. Archaeologists have confirmed that complementarity existed between coast, mountain and forest groups since the prehistoric period of the hunter-gatherers (4000–5000 BC). Indeed, some groups were already undertaking seasonal movements that followed certain regular routes, thus defining 'exploratory' mobilities. Llama caravans were the basis of the trade that developed within the large Tiwanaku and Inca empires.¹⁶ After the Spanish Conquest at the beginning of the sixteenth century, these regional movements did not stop, despite the colonial power's effort to settle the indigenous population. The Empire's main resource was the silver mines of Potosí, located on the central Altiplano; the tons of silver that were extracted from the magic mountain were exported through the harbours at Arica and Cobija, which today are in Chile, south of the border with Perú. Thus, commercial travelling took place during the colonial era, although it declined temporarily when the silver mines reduced their production and borders were drawn. After nitrate resources were discovered in the Atacama Desert at the beginning of the nineteenth century, a new era of mobility opened up.¹⁷ The Pacific piedmont became the centre of all traffic¹⁸; men converged to work in the new mines (*salitreras*) and in the coastal cities that emerged to accompany this development, and all needed to be fed (vegetables and cereals came from the pre-Cordillera valleys and the Altiplano, while meat – in the form of cattle drives – came from Argentina). The authorities involved preferred to abandon their border-control prerogatives in order to facilitate the traffic on which the regional economic boom was based.¹⁹

The insight into the history of this subregion reveals that Andean borders have only been shut down very recently – throughout the twentieth century – a closure that may be attributed to a conjunction of economic and political factors. The nitrates' crisis of the 1930s²⁰ drastically reduced traffic volumes in the area and the subsequent rise of nationalist regimes confirmed the trend. Although it began in the context of state reinforcement (the import-substitution industrialisation politics of the 1950s), it was aggravated by the rise to power of military juntas in the 1970s, a decade during which all the countries involved were ruled by nationalist regimes for the first time since the Pacific War. The outcome of this coincidence

simultaneously to APEC, be associated with MERCOSUR and participate in the construction of ZICOSUR (*Zona de Integración del Centro Sur de América Latina*), which includes the regional representatives of northwest Argentina, the far North of Chile, southern Perú, southeastern Bolivia and Paraguay (see Figure 2).²³ The rhetoric is totally dominated by an integration discourse. Not only does this promote integration but the theme has been publicised so much that it is now also the *sine qua non* preamble to any political strategy or initiative.

The reality of border transit is very different from the official discourse, however. The period has been largely dominated by the shared wish to control population movement and restrict illegal immigration. The formalities are stricter in the sense that any candidate for crossing must be in possession of identification, whereas before, in some cases, temporary safe conducts existed (they still do between Arica in Chile and Tacna in Perú). The modernisation of administrative procedures and the progressive computerisation of entry and exit registries are now reducing the flexibility that inter-human practices allow in small border outposts. Indeed, in the field of human circulation, mobility has never been more tightly

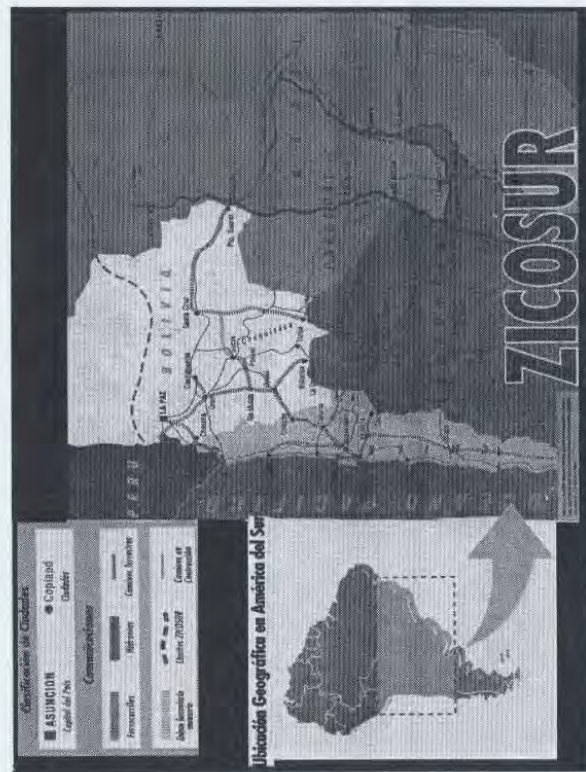


FIGURE 2 The ZICOSUR official map. (Source: Chile's II Region / ZICOSUR publications, 1995.) For more maps, see: <http://www.zicosur.com/www.php/mapas.php>

controlled than today. As for goods, flows are much more reduced than might be expected, especially since Chile has maintained its high phytosanitary barriers, arguing that it cannot risk damaging the stable quality of its products which allows it to be a large fruit-exporting country. As far as the official management of the border is concerned, boundary reality still appears to be very strict, despite the integration rhetoric. The modernisation of administrative procedures appears to be, at least in the first phase, the culprit. Currently, a great deal of work is being done to try to harmonise customs and border-patrol practices (consisting of various pilot programs to integrate controls), which denotes the participation of the higher interests that underlie the opening of borders in this zone. However, the day-to-day life of these international borders may not be as rigid as their normative frame: an overview of the configuration of certain customs posts reveals that a Chilean post and a Bolivian post can be up to a kilometre away from each other, which allows all sorts of goods to vanish in between. Considering that high-altitude official control points are also closed at night, it explains why even in times of conflict the borders have never been impermeable.²⁴ Historically, periods of intense contact dominate those of isolation, although the present situation should be interpreted in terms of closing down rather than opening up.

MORE TRANSPORTATION BUT LESS MOBILITY?

The international political context having been detailed, it is easier to understand what is at stake behind the increase in transport infrastructures in this Andean region. In the last decade, the area has witnessed the building of one new harbour, three new roads and two gas pipelines, as well as the beginning of the modernisation of its two international railways. This rapid change in the trans-boundary infrastructure map has had a dual role: to satisfy an increasing demand for new transportation infrastructure and to provoke it. In a very liberal context, this assertion may be surprising, but a closer analysis of the way in which some elements of this new infrastructure were built reveals a good deal of deliberateness – not to mention planning – in their design.²⁵

This is not easy to prove, however, since nothing is more difficult to quantify than flows, which are by their labile nature difficult to grasp at a fixed point. The reference data consist of figures collected at customs houses, but the real numbers are probably much higher, as can be inferred from the present functioning of boundary controls, as noted above. Flows of goods increased considerably in the 1990s, with more exports than imports, which validates the hypothesis that the Chilean coast plays a redistributive role for a bigger hinterland (this is especially the case for road traffic; train-flow patterns are slightly different). In the case of newly asphalted roads, the volume of goods exchanged grows rapidly from the moment the quality of

currently underway. Based on the first results of this analysis, it appears that passenger traffic is increasing but only that devoted to trade, and it is not being followed by other types of movement (for leisure, family visits, tourism, etc.). This sectorial reading has to be deciphered: not all of those who would like to cross the Andean borders are allowed to do so, a reality that derives in large part from smuggling, based on national or regional differentials (traditional Bolivian migration to Argentina and Peruvian migration to Chile coexist with regional flows, notably between Southern Bolivia and Northern Chile). Despite Chile's interest in an inexpensive workforce (even when local wages are respected, employers who contract with illegal foreign workers do not pay a social security contribution), local governments are currently initiating an analysis of the social aspect of continental integration. In this effort, some of the concerned regions may be allowed to play an innovative role through the local adaptation of work contracts. In order to complement their analysis, this present research has been dedicated to a more quantitative approach to mobility studies in the Andes. To investigate the political integration process, it is necessary to focus on the movement patterns of the regional elite, understood as the group of stakeholders (from the public and private sectors) that express direct interest in this process.

CONCLUSION

In this paper, a case study has been assembled to qualify the notion of 'opening up' borders. The first nuance was revealed by the necessary construction of a proper reference horizon. In the Andean case, contemporary discourses speak of open borders as a new process, yet a historical overview shows that in the past thousand years, the moments when borders were closed have been the exception rather than the rule. The second series of restrictions concerns the conditions of mobility on de-functionalised boundaries. Although a decision may be taken to open borders, it takes a very long time before habits change in borderland regions; moreover, in modern and technological states, there may be a phase when new forms of control (supposedly serving open borders), being more efficient than those that served closed borders, limit trans-border flows. The third limitation is the necessary confrontation with the evolution of movement around the border. It is commonly observed that the withdrawal of barriers does not necessarily imply a proportionate growth in all types of movement. Passenger traffic is subjected to a scalar effect: if long-distance crossings (100 km or more, i.e., between two piedmont cities) increase considerably, short trips and nearby movements (those that can be covered, both ways, in a day) can be directly affected by the border-opening process. This may only be a first phase, followed by an improvement in trans-boundary circulation; thus, one must be careful not to generalise from this case.

The Andean example and the Bolivian crisis have also illustrated the return of an old territorial dispute, due to the reactivation of movements and exchanges that appear to be important geopolitical factors. The crisis seemed to have been forgotten while the concerned area was enduring a long economic recession; now that the zone has the potential to be integrated into the global economy, rival interests are expressing themselves. Interestingly enough for the geographer, this reveals two contrasting conceptions of territory at work: One conceives territory as the expression of political power, while the other defines territory as the extension of economic influence and exchange. From this perspective, the border itself appears to be as much of a resource as the flows of people and merchandise that transit through it.

This study of such peripheral dynamics was intended to allow innovative territorial patterns to stand out. The overall process of subcontinental integration described here is original *per se*, since it mainly originates in a bottom-up process where the regions involved have managed to aggregate themselves to national and continental agendas. Throughout the analysis, various processes have been characterised as breaking novel ground, in administrative and legislative matters (work contracts, for example), as well as in economic evolutions (indigenous entrepreneurship or the proliferation of regional commercial fairs). Moreover, this case study has allowed a formulation of a new hypothesis of geopolitical analysis concerning power analysis: the stakeholder analysis undertaken in this study reveals the outstanding role played by the private sector (in a perpetual negotiation between regional and transnational firms) and by the weight of territorial units (regions, provinces, municipalities or associations of the latter entities) in the regional geopolitical balance. The conflict between Bolivia and Chile, an ongoing current event and the most frequently mentioned in Latin American news, cannot be understood without taking into account the para-diplomacy described here and the economic vision of territory of some of the influential stakeholders of the area, in contrast to a simplified nationalist discourse.

ACKNOWLEDGEMENTS

The findings of this paper have resulted from an ECOS/CONICYT cooperation programme (No. C03H04/A03H04).

NOTES

1. P. Andreas and T. Snyder (eds.), *The Wall around the West: State Borders and Immigration Controls in North America and Europe* (Lanham, MD: Rowman & Littlefield 2000).
2. J. Anderson, L. O'Dowd, et al. (eds.), 'New Borders for a Changing Europe. Cross-border Cooperation and Governance', *Regional and Federal Studies* 12/4 (winter 2002) p. 4.

3. *Les frontières de la France* (Paris: Hachette 1947), quoted by M. Anderson, 'The Transformation of Border Controls: A European Precedent?', in P. Andreas and T. Snyder (eds.), *The Wall around the West. State Borders and Immigration Controls in North America and Europe* (Lanham, MD: Rowman & Littlefield 2000).
4. With the discovery of the second largest gas reserves in South America in the Tarija province in the mid-1990s, a political debate arose on the difficulties of their exploitation. Would they be developed for internal or external needs? And if destined for export, by which route should they reach the Pacific? In the liberal context of the turn of the twenty-first century, the operation was given first to a consortium called Pacific LNG, formed by the British companies British Gas and British Petroleum and the Spanish Repsol-YPF. Then in 2002–2003, various presidents (Jorge de Quiroga, followed by Sánchez de Lozada) proposed a pipeline be constructed toward the Chilean harbour at Mejillones, rather than a Peruvian one, although this meant co-operating with the historical enemy instead of allying with friendly Peru. Rioting erupted in October 2003 and forced Sánchez de Lozada to resign. His successor, Carlos Mesa, promised a referendum on the topic but did not succeed in matching liberal convictions with the nationalist claims of the capital's population. The gas war is one of the main factors in the dazzling political ascension of indigenous leader Evo Morales, who became Bolivia's new president following the 2005 elections. For more information, see I. Ferrer Bruslé and J.-C. Roux, 'Les enjeux géopolitiques du gaz en Bolivie. Entre mondialisation et souveraineté perdue', *Annales de Géographie* 630 (2003) pp. 169–87.
5. M. Foucher, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique* (Paris: Fayard 1991).
6. J. Siles Guevara, *Le droit bolivien au Pacifique* (La Paz: Commission nationale pour la rémemoration de la Guerre du Pacifique 1980) p. 103.
7. J. Tapia Valdés, 'Paradiplomacia: las relaciones internacionales de los órganos subregionales de gobierno. El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional', in *El marco jurídico-institucional de la integración transfronteriza subregional* (Iquique: UNAP, Instituto de Estudios Internacionales 2003) pp. 113–22.
8. A.-L. Amilhat Szary, 'L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR: les échelles d'un processus transfrontalier et transandin', in *Revue de Géographie Alpine* 91/3 (2003) (Special Issue 'Tra-verser et utiliser la frontière, Andes-Alpes').
9. C. F. Bergsten, 'Open Regionalism', *The World Economy* 20 (August 1997) pp. 545–65; S.-J. Wei and J. A. Frankel, 'Open Regionalism in a World of Continental Trade Blocs', *International Monetary Fund Staff Papers* 45/3 (1998) pp. 440–53; M. Kuwayama, *Open Regionalism in Asia Pacific and Latin America: A Survey of Literature* (Santiago: CEPAL, International Trade and Development Finance Division 1999) p. 71; N. Phillips, 'The Rise and Fall of Open Regionalism? Comparative Reflections on Regional Governance in the Southern Cone of Latin America', *Third World Quarterly—Journal of Emerging Areas* 24/2 (2003) pp. 217–34; E. Gudynas, *El regionalismo abierto de la CEPAL: insuficiente y confuso* (Silver City, NM: IRC [International Relations Center] Programa de las Américas 2005).
10. Free-trade agreements signed first with Canada in 1996 and then with Mexico, Central America, the Republic of Korea, the EFTA, the EU and the US, as well as Economic Complementarity Agreements (*Acuerdos de Complementación Económica*), which are basically first-generation market access agreements (with Bolivia, Colombia, Cuba, Ecuador, MERCOSUR, Peru and Venezuela).
11. A. Arambur Quiroga, 'Memoria corta de un antiguo diferendo', *Nuestra Sociedad* 190 (2004) pp. 4–13.
12. X. Albo, 'Aymaras entre Bolivia, Peru y Chile', in *Estudios Atacameños* 19 (2000) pp. 43–72.
13. S. González Miranda, *Chilenzando a Tunupa. La escuela pública en el Tarapacá andino 1880–1990* (Santiago: DIBAM/UNAP/FEA/CIDBA 2002) p. 292.
14. C. Troll, 'Die geographische Grundlagen der Andinen Kulturen und des Inkareiches', *Ibero-Amerikanisches Archiv* 5 (1931) pp. 258–94; J.-V. Murra, *Formaciones económicas y políticas del mundo andino* (Lima: IEP1975) p. 339; J.-V. Murra, 'El "Archipiélago Vertical" Revisited', in S. Masuda, I. Shimada and C. Morris (eds.), *Andean Ecology and Civilization. An Interdisciplinary Perspective on Andean Ecological Complementarity* (Tokyo: U. of Tokyo Press 1985); J.-V. Murra, 'Le contrôle vertical d'un nombre maximum d'étages écologiques et le modèle en archipel & Quinze ans après, un bilan de la notion d'archipel', in P. Morlon (ed.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes Centrales, Pérou—Bolivie* (Paris: INRA 1992) pp. 124–40.
15. G. Cortés, *Partir pour rester. Survie et mutation des sociétés paysannes andines (Bolivie)* (Paris: IRD 2000) p. 413; G. Cortés, 'Migrations et mobilités circulatoires dans les Andes boliviennes. La face cachée d'une ruralité en «résistance»', *C.M.H.L.B. Caravelle* 79 (2002) pp. 93–115.

16. Nuñez and Dillehay have established a historical typology of these mobilities, according to the extension of networks and their degree of complexity. Following the 'exploratory' period, it distinguishes the following phases:
- 1800–900 BC: transition or initial mobility phase, characterised by prolonged contacts between the human groups of the Altiplano and its surroundings, through regular caravans;
 - 900 BC–500 CE: population increases and caravan routes begin to converge around Lake Titicaca, the most important agro-pastoral production zone. From 200 BC, the Tiwanaku area acquires a polarising effect;
 - 500–1400 CE: all networks converge in Tiwanaku, where social and economic alliances have preceded the emergence of strong, local religious patterns. The conjunction of religious influence and trade seems to have led to the first integration mechanism in the central Andes. The latter does not suffer too much from the diminishing influence of the Tiwanaku civilisation.
 - 1500–1525 CE: Inca occupation, based on the existing networks, which it improves, notably by building paved routes. L. Nuñez Alencio and T. S. Dillehay, *Movilidad giratoria, armonía social y desarrollo en los Andes meridionales: patrones de tráfico e interacción económica* (Antofagasta, Chile: Universidad Católica del Norte 1995) p. 190.
17. V. Conti, 'Las ferias como articuladores regionales en el siglo XIX', *Cuadernos. Univ. Nacional de Jujuy*, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales 1, (1989) pp. 106–18; S. E. Mala, 'Circuitos comerciales e integración del espacio andino: Salta en la segunda mitad del siglo XVIII', *Ciudades. Univ. Nacional de Jujuy*, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales 1 (1989) pp. 92–105; V. Conti, 'El Norte argentino y Atacama: los circuitos mercantiles como elemento de integración (1830–1930)', in *Si Somos Americanos* (Iquique: Campus/Universidad Arturo Prat 1994); V. Conti, 'La ruta de los arrieros y el salitre', in *El capricornio andino* (Santiago: Monumentos nacionales de Chile 2000) chap. 7; V. Conti, 'Los comerciantes de Salta en los puertos del Pacífico 1840–1870', *Revista de Estudios Transandinos* 4 (2000) pp. 131–46; V. Conti and M. Lagos (eds.), *Uña tierra y tres naciones: el litoral salitrero entre 1830–1930* (Jujuy: Unidad de Investigación en Historia Regional, Facultad de Humanidades y Ciencias Sociales, Universidad Nacional de Jujuy 2002).
18. For a chronology see J. A. González Pizarro, 'Esquema de penodificación histórica de las relaciones entre el Noroeste argentino y el Norte de Chile', *Revista de Estudios Transandinos* 4 (2000) pp. 97–115.
19. S. González Miranda, 'L'origine du Norte Grande du Chili: Frontières ouvertes, mentalités fermées', *Revue de Géographie Alpine* 91/3 (2003) pp. 11–27.
20. After World War I, nitrate exploitation was threatened by the invention of chemical fertilisers, and the economic crisis of the 1930s dealt the Chilean industry its deathblow.
21. A. Benavides Correa, *Habría guerra próximamente en el cono sur...? América Latina: exploración caldera geopolítica* (Mexico: Siglo Veintiuno Editores 1974) p. 170.
22. A.-L. Amilhat Szary, 'L'intégration andine et ses présupposés: la région andine existe-t-elle?', *Cahiers des Amériques Latines* 50/3 (2005).
23. A.-L. Amilhat Szary, 'Les recompositions du Norte Grande chilien pendant la transition démocratique: enjeux d'une gestion territoriale en contexte néolibéral', *Revue de Géographie Alpine* 88/1 (2000); A.-L. (Amilhat) Szary, *La región, paradoxe territorial néolibérale? Analyse de l'impact géographique d'un modèle économique sur le Norte Grande chilien*, Ph.D. thesis (Toulouse: Université de Toulouse Le Mirail, UFR Géographie 1999) p. 509.
24. L. Juge, *Mobilité, frontière et territoires commerçants dans les Andes Centrales*, Master's thesis (Grenoble: UJF, IGA 2003) p. 85.
25. J. Petit, 'Les territoires de passage à l'épreuve des aménagements transfrontaliers dans les Andes de la Puna', *Revue de Géographie Alpine* 91/3 (2003) pp. 71–91.



R E N C O N T R E S E U R O P E E N N E S

RÉGARDS CROISÉS SUR LES INTÉGRATIONS RÉGIONALES: EUROPE, AMÉRIQUES, AFRIQUE

AUTEURS : CATHERINE FLAESCH-MOUGIN ET JOEL LEBULLENGER



BRUYLANT
2 0 1 0

RÉGARDS CROISÉS SUR LES INTÉGRATIONS RÉGIONALES: EUROPE, AMÉRIQUES, AFRIQUE

Le foisonnement des intégrations économiques régionales est une donnée majeure de notre temps. Mais, ce phénomène recouvre des situations très variées. Le modèle d'intégration à l'européenne coexiste avec des expériences plus rudimentaires d'intégration qui vont de la simple zone de libre-échange minimaliste (ALENA), à des formes d'intégration plus sophistiquées (Mercosur, par exemple).

Face à un tel foisonnement d'expériences, le besoin s'est imposé de mener une réflexion approfondie sur les différentes facettes des intégrations et de croiser les regards sur cette riche thématique. La dimension comparatiste est complétée par une analyse fouillée des liens conventionnels que l'Union européenne entretient avec de nombreuses intégrations régionales dans le monde. Cependant, face aux évolutions chaotiques de certaines intégrations, resurgit parfois un retour en force du bilatéralisme dans la stratégie conventionnelle de l'Union européenne, ce qui pourrait fragiliser encore plus les groupements régionaux tiers concernés. Cet ouvrage est le résultat d'un workshop qui s'est tenu à Rennes en juin 2008. La réflexion commune initiée par le Centre d'Excellence Jean Monnet de Rennes avec des Centres de recherche partenaires d'Afrique, des Caraïbes et des Amériques est à l'origine de la création d'un réseau de recherche adossé à une Chaire UNESCO sur les intégrations régionales dans le monde.

INTERDISCIPLINARY PERSPECTIVES ON REGIONAL INTEGRATIONS BETWEEN EUROPE AND THE AMERICAS, WITH LINKS TO AFRICA

The proliferation of regional economic integrations is a major feature of our time. Yet, this phenomenon covers a wide variety of situations. The European-style integration pattern coexists with more rudimentary experiences of integration, ranging from a mere minimalist free-trade area (NAFTA) to more sophisticated forms of integration (Mercosur being just one example).

In the face of such an abundance of experiences, the need has emerged to conduct an in-depth analysis of these different facets of integration and to confront the results of our intersecting investigations into these rich themes. This comparative dimension is completed by a detailed analysis of the conventional links the EU has with numerous regional integrations across the world. However, in view of the chaotic evolutions of certain integrations, there sometimes occurs a powerful resurgence of bilateralism within the conventional strategy adopted by the European Union, which could further undermine other regional integrations.

This book is the outcome of a workshop held in Rennes in June 2008. The collective reflection initiated by the Jean Monnet Centre of Excellence in Rennes, with the cooperation of research centres that are our partners in Africa, the Caribbean and the Americas, was at the origin of the creation of a research network anchored in a Unesco Chair specialising in world regional integrations.

ISBN : 978-2-8027-2921-1



www.bruylant.be

<i>Démocratie, droits de l'Homme et intégration régionale. Le MERCOSUR et sa clause démocratique à l'époque de Chavez</i> par Raul Enrique ROJO.....	201
<i>Récentes évolutions de la constitutionnalisation de l'Union européenne : la dimension démocratique</i> par Christine DELCOURT.....	213
B. GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE, SOCIALE ET TERRITORIALE	
<i>La dimension monétaire de l'intégration européenne</i> par Jean-Christophe POUTINEAU.....	233
<i>Les effets socio-économiques de l'ALENA</i> par Ilan BIZBERG.....	259
<i>Le rôle des partenaires sociaux dans l'intégration européenne</i> par Muriel LE BARBIER-LE BRIS.....	273
<i>Frontières et intégration régionale en Amérique Latine : sur la piste du chaînon manquant</i> par Anne-Laure AMILHAT SZARY.....	307
<i>Les zones frontalières en Europe : des espaces d'intégration privilégiés ?</i> par Guy BAUDELLE.....	343

**Partie II : RELATIONS ENTRE INTÉGRATIONS RÉGIONALES
ET AU SEIN DES INTÉGRATIONS :
CATALYSEUR D'INTÉGRATION
OU FACTEUR DE DÉSINTÉGRATION ?**

<i>La stratégie interrégionale de l'Union européenne et le régionalisme latino-américain à l'heure des mutations géopolitiques</i> par Sebastian SANTANDER.....	367
<i>La conditionnalité dans les relations de l'Union européenne avec les États et groupes latino-américains</i> par Catherine FLAESCH-MOUGIN.....	379
<i>Les particularités de la stratégie d'insertion internationale du Chili face à l'intégration en Amérique du Sud</i> par Claudio JEDLIČKI.....	409
<i>Accord de partenariat économique et dynamique intégrative en Afrique : l'efficacité du choix des cadres régionaux de négociation</i> par Luc-Marius IRRIGA.....	423
<i>Accords de partenariat économique : mise en perspective des relations commerciales de l'Union européenne avec les États ACP</i> par Joël LEBULLENGER..... et par Stéphane PERRIN.....	437 437

SOMMAIRE

<i>Liste des Auteurs</i>	PAGES
<i>Sommaire</i>	V
<i>Liste des sigles et abréviations</i>	VII
<i>Avant-propos</i> par Catherine FLAESCH-MOUGIN et par Joël LEBULLENGER.....	XI
<i>Panorama comparatif des dynamiques d'intégration</i> par Jacques TENIER.....	XVII 3
<i>La dimension géopolitique des intégrations régionales</i> par Christian GIRAULT.....	XVII 31

APPROCHES GÉNÉRALES

**Partie I : GOUVERNANCE
DES INTÉGRATIONS RÉGIONALES :
CONVERGENCES ET DIVERGENCES**

A. ASPECTS INSTITUTIONNELS ET PRINCIPES DE GOUVERNANCE	
<i>La adhesion de nuevos miembros al Mercosur : una cuestion fundamental para la evolucion de la organizacion</i> par Martha Lucia OLIVAR JIMÉNEZ.....	53
<i>Le système de règlement des différends du MERCOSUR : le rôle du «juge mercosurien» dans le processus d'intégration régionale</i> par Jamel KASMI.....	89
<i>Le schéma institutionnel de la Caricom issu du Traité révisé de 2001 entre statocentrisme et construction communautaire</i> par Danielle PERROT.....	131
<i>Aspects institutionnels de l'intégration en Afrique de l'Ouest</i> par Alioune SALL.....	159
<i>Réflexion sur une expérience d'intégration : l'Union africaine</i> par Babacar GUEYE.....	185

<i>L'accord de partenariat économique CARIFORUM/CE : un cadre favorable au renforcement de l'action pour le développement des États « C » ?</i> par Emmanuel Jos	475
<i>Index jurisprudentiel</i>	491
<i>Index analytique</i>	495
<i>Table des matières</i>	503

FRONTIÈRES ET INTÉGRATION RÉGIONALE EN AMÉRIQUE LATINE : SUR LA PISTE DU CHAÎNON MANQUANT

BY

ANNE-LAURE AMILHAT SZARY

MAÎTRE DE CONFÉRENCES À L'UNIVERSITÉ DE GRENOBLE 1,

MEMBRE DU LABORATOIRE « POLITIQUES PUBLIQUES,

ACTIONS POLITIQUES, TERRITOIRE »

UNIVERSITÉ DE GRENOBLE (UMR-CNRS 5194)

Si le lien entre intégration régionale et frontières politiques semble naturel, voire consubstantiel, quand on l'évoque aujourd'hui depuis un point de vue européen, un regard diachronique et/ou un externe permet de le nuancer, voire de questionner son bien-fondé. En Amérique Latine où les processus d'intégration sont nombreux et relativement poussés, il apparaît en effet que ces derniers constituent avant tout des accords commerciaux et/ou douaniers dont la mise en oeuvre territoriale n'est ni prévue dans les textes d'origine ni prioritaire dans les pratiques observées. Ce texte se propose donc de s'intéresser aux enjeux territoriaux des intégrations régionales observées sur le continent latino-américain, à travers l'analyse d'un type de lieu paradigmatique, les frontières. La situation des frontières dans ces différents processus révèle en effets à la fois les dynamismes et les blocages, souvent concomitants, et permet de travailler les réseaux d'acteurs promoteurs et détracteurs de l'intégration.

Cette problématique n'est sans doute pas propre à une aire culturelle : un ouvrage récemment paru concernant l'Afrique de l'Ouest (ENDA-DIAPOL 2007) s'emploie à montrer le lien constructif existant entre la coopération frontalière et l'intégration. Sur ce continent comme sur celui qui nous concerne ou l'Europe, on s'aperçoit rapidement que cette corrélation est une hypothèse – bien plus qu'un principe confirmé – dont nous nous appliquerons à décoder les enjeux et les implications. D'un point de vue économique, des calculs ont été menés pour tenter de mesurer ce type de

convergence, et concluent que l'influence positive de l'effet-frontière sur le revenu régional (avec l'existence d'un marché de proximité transfrontalier par exemple), n'induit pas forcément la convergence des économies, notamment en Afrique (AKHANNI HONVO 2003). La complexité de l'intégration dont l'ensemble du séminaire de Rennes a témoigné apparaît ainsi à travers la problématique frontalière.

Les spécificités latino-américaines du procédé, si elles peuvent être mises en évidence, sont liées à l'ancienneté des processus d'intégration dans cet espace : l'idée d'un rapprochement économique des pays apparaît comme une nécessité pour les deux continents de façon concomitante, à la fin des années 1950. Au moment où Robert Schuman met au point la Communauté du Charbon et de l'Acier (proposée dans son discours du 9 mai 1950, ratifiée un an plus tard et entrée en vigueur en 1952), Raul Prebisch propose pour la « périphérie » du monde un regroupement des forces devant permettre le développement régional, grâce à la répartition de la production industrielle entre les pays concernés, lesquels se seraient préalablement dotés d'outils de facilitation des échanges mutuels. Dans ce texte, le deuxième *Rapport sur la situation économique de l'Amérique latine* (publié par le Département des Affaires Économiques de l'ONU en 1951), il s'inspire directement des thèses développées dans son ouvrage *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems* (Nations unies 1950) pour proposer l'intégration économique à l'échelle continentale (1). Nommé directeur de la CEPAL (Commission pour l'Amérique Latine des Nations unies) depuis 1948, il a fait de cette institution l'aiguillon de la dynamique intégrationniste.

A la suite de cette impulsion, différentes formes d'intégration ont vu le jour en Amérique Latine et, en fonction de la génération à laquelle elles appartiennent, on verra que le statut des frontières a sensiblement évolué. Nous tenterons donc d'abord d'en dresser une typologie chronologique, avant de nous interroger, dans un deuxième temps sur les acteurs de la promotion du développement frontalier dans le cadre intégrationniste, cherchant à comprendre si ces derniers ont pu rester les mêmes ou pas sur le demi-siècle écoulé.

(1) Ce qui permit, dès l'année suivante, de lancer les études en vue de la construction du Marché Commun Centre Amérique (MCCA).

Nous verrons enfin les dispositifs frontaliers effectifs en vigueur aujourd'hui au sein des différents processus frontaliers latino-américains.

I. - TYPOLOGIE DES FORMES D'INTÉGRATION ET STATUT DES FRONTIÈRES

A. - *Des modalités de découpage des frontières différenciées*

Malgré la proximité historique des deux processus d'intégration, il est difficile de trop rapprocher les processus ayant touché les deux continents. Les références croisées entre les deux dynamiques sont importantes, mais elles ont été largement modulées dans le temps. Ce n'est pas tant le virage politique pris dès 1957 par l'Europe malgré son titre économique (avec un préambule au Traité de Rome insistant sur le rôle de l'Union pour préserver la paix continentale) que les institutions qu'elle a si rapidement construites qui ont longtemps servi de référence aux promoteurs latino-américains de l'intégration. La configuration topographique des ensembles considérés et l'histoire des formes d'occupation de leurs espaces interdisaient par ailleurs d'assimiler des modalités d'aménagement du territoire dont l'applicabilité dépendait justement de la spécificité. L'Europe constitue en effet un continent ouvert sur des façades maritimes nombreuses mais proches les unes des autres, les Alpes pouvant d'une part être contournées du fait de leur emprise relativement modeste, d'autre part être traversées ; dans ce contexte, on a assisté à une occupation du territoire relativement dense.

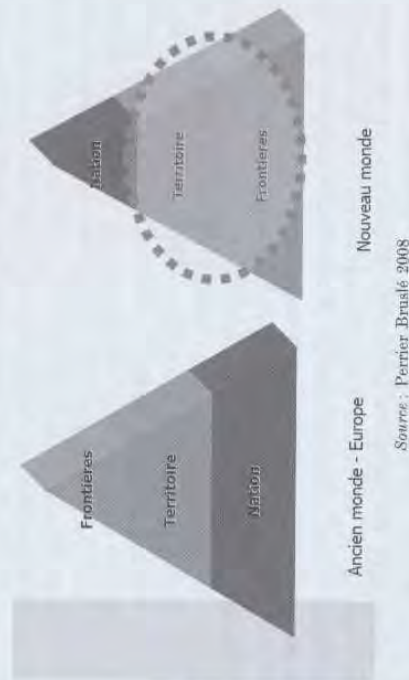
L'Amérique Latine, au contraire, est d'une part traversée par une dorsale méridienne traversable, mais incontournable ; qu'il s'agisse de l'époque précolombienne ou de celle qui a suivi la conquête, elle n'a d'autre part pu être occupée que ponctuellement, les points d'ancre du territoire étant souvent qualifiés d'un archipel de peuplement sur un continent peu densément habité. Le continent présente un paradoxe hérité de son histoire coloniale qui le distingue singulièrement de l'Europe : si les affinités culturelles y sont, comme dans l'ancien monde, très intenses, elles sont issues du modèle culturel propagé par les colons ibériques, depuis les côtes, elles ne se fondent pas sur des multiples interconnexions de transport, support

d'une circulation intellectuelle et commerciale qui les auraient fondées.

La construction politique de l'occupation de l'espace explique également des choix distincts dans le traitement des zones frontalières au sein des deux espaces d'intégration. L'Europe a, pour sa part, inventé les frontières comme lignes arbitraires de délimitation du pouvoir politique. Les frontières ont en effet acquis le sens qu'on leur connaît aujourd'hui encore, qui se traduit par une forme linéaire, après les traités de Westphalie (1648 (2)). Ces derniers mettaient fin à la guerre de Trente Ans en ouvrant une ère géopolitique fondée sur la notion inventée alors d'équilibre des forces. Chaque pouvoir se voyait reconnaître sa souveraineté sur un territoire conçu pour être stable, et qu'il se devait de consolider par l'armature de l'État à construire (armée, administration). Sonnaît le glas de l'idée impériale en Europe alors que la notion d'État-nation était portée sur les fonts baptismaux. La frontière se voyait alors dotée du sens qu'elle conserve aujourd'hui, celui de la matérialisation d'une convention : elle pouvait dès lors prendre une forme linéaire quand, jusque-là, les limites entre les pouvoirs étaient demeurées floues et mouvantes. L'histoire doit être convoquée aussi pour comprendre la matérialité du tracé des frontières réalisé à cette époque (SAHLINS 1996, DEBARBIEUX 1997, NORDMANN 1998, AMILHAT SZARY 2001). Celui-ci procédait d'une part du désir des souverains de naturaliser leur pouvoir (faire passer la frontière de leur royaume sur une montagne ou un fleuve, c'était affirmer que leur puissance était à l'égal de celle de la nature) et d'autre part des conditions techniques de cette délimitation qui fut réalisée par les cartographes des Lumières découvrant les cartes à petite échelle sur lesquelles les obstacles naturels (fleuves ou chaînes de montagnes) revêtaient un aspect linéaire propice à servir de support à ces lignes politiques nouvelles. Les zones de frontières contemporaines sont les héritières de cette volonté de marginalisation des confins pour neutraliser leur poids politique (cf. les nombreux culs-de-sac en matière de réseaux de transport, dont la réalisation tardive du TGV-Est connecté sur l'Allemagne est l'un des témoins).

(2) Les traités de Westphalie (Münster et Osnabrück) marquent la fin de l'ordre territorial féodal (suzerain/vassal) où la frontière linéaire était quasi inexistante.

En Amérique Latine, les frontières découlent d'un tout autre projet de société, il s'agit d'abord d'un projet de ligne, qui doit ensuite gagner son poids politique et social. Sur le nouveau continent, l'espace est premier. C'est sur la base de son appropriation que le groupe va forger son identité, c'est-à-dire, à l'époque moderne, construire un État, puis la nation correspondante.



Cette référence européenne à la norme diplomatique va connaître une mise en œuvre propre, que l'on peut caractériser d'hybride (PERRIER BRUSLÉ 2007) : le mode de découpage politique du continent repose également sur la prise en compte de dynamiques pionnières du type nord-américain, selon le modèle du front ou «frontier» mis en évidence par J. Turner (TURNER 1893, TURNER 1921) (3). Ces précisions permettent de nuancer une interprétation courante représentant les découpages de l'espace dans le Nouveau Monde comme étant d'une grande stabilité et ce, du fait du respect du principe affirmé lors des indépendances (au Congrès d'Angostura de 1819, réuni sous présidence de Bolívar) de ne pas remettre en cause le

(3) Le conflit entre Pérou et Equateur l'illustre : il concerne la frontière amazonienne de ces deux pays. Après la guerre de 1941-42, un traité (Protocole de Rio) avait été signé pour les départager autour d'une ligne de crête. Des foyers de colonisation le long de ce tracé avaient été multipliés par les deux parties, avec enrôlement forcé de jeunes hommes indigènes de la zone, mais la démarcation restait inachevée sur 78 km. La découverte de la source de la rivière Cenepa dans cette zone de la cordillère du Condor a relancé les débats sur le tracé «naturel» de la ligne et conduit à la réouverture des hostilités en 1995-96. Un accord définitif a été signé à Brasilia en 1998 et le bornage effectué en 1999.

maillage antérieur. L'injonction «*uti possidetis*» (comme vous possédez, ainsi vous posséderez), est de fait plus floue qu'il n'y paraît. On pense souvent que les frontières latino-américaines sont le legs direct du découpage de l'espace continental réalisé par les empires ibériques. Si les capitales des nouveaux États sont souvent les anciens centres du pouvoir colonial, il n'en va pas de même pour leurs périphéries. Une analyse de détail (chiffrage réalisé par FOUCHER 1991) révèle qu'en fait seulement 30 % des frontières internationales reprennent des tracés antérieurs au 19^{ème} siècle, 10 % étant postérieurs à l'ouverture du canal de Panama (1914). Cela implique donc que la grande majorité d'entre elles (60 %) ont été définies entre ces dates : leur négociation est postérieure aux indépendances et résulte d'ajustements menés par les nouveaux États plutôt que de l'héritage colonial, caractéristique de l'ancien régime où des limites de nature différente (administratives mais aussi religieuses ou judiciaires, les *audiencias*) coexistaient sans se superposer (AMILHAT SZARY 2005).

Le découpage de l'Amérique Latine en États a posé beaucoup moins de problèmes que celui d'autres continents dans la mesure où il s'agissait de départager des espaces peu occupés. M. Foucher nous rappelle que le continent ne comptait au début du 19^{ème} siècle que 20 millions d'habitants sur 22 millions de km² : plus de 85 % des frontières ont été tracés dans des zones de très faible densité (un ou deux hab/km²). Trois quarts des frontières du continent prennent appui sur des supports naturels (fleuves surtout et lignes de crête), témoin de la doxa européenne. Du fait qu'il intervenait dans des zones peu peuplées et mal connues, le processus de démarcation et bornage fut d'autant plus complexe, d'où la prise de conscience assez précoce de la différence à établir entre présence *de jure* et *de facto*. La notion d'occupation stratégique du territoire est ancienne : elle conduisit à établir des avant-postes, comme la fondation de Punta Arenas dès les années 1840 au bout de la Patagonie, et à tenter d'établir un semis de points d'ancrage au plus près du tracé théorique des lignes frontalières.

C'est dans cette logique qu'essaimèrent les missions jésuites amaziennes dans la période coloniale ; elle fut ensuite théorisée par les géopoliticiens de ce pays qui produisirent au début du vingtième siècle la thèse des « frontières vivantes », lignes à faire vivre par la présence humaine, même forcée, pour confirmer leur validité.

B. — Une succession complexe de sous-ensembles continentaux

Les processus de rapprochement internationaux sur la base économique, mieux connus désormais sous le terme d'intégrations, sont à la fois nombreux et divers sur le continent latino-américain. L'idée d'intégration continentale n'est pas nouvelle en Amérique Latine, l'examen de la formation historique du territoire a montré qu'elle faisait partie intégrante de son identité (4). Au-delà du romantisme des rêves boliviens, elle a donc connu des avatars complexes, tant en matière politique qu'économique. Mais la dynamique est telle que le nombre de blocs en présence évolue à grande vitesse, laissant l'observateur aux prises avec de nouveaux sigles qu'il a du mal à s'approprier, mais gageant aussi sans doute les résultats espérés dans chacune des alliances. Par exemple, la dernière née, l'UNASUR, portée sur les fonds baptismaux en mai 2008, constitue une modalité plus aboutie d'un point de vue institutionnel que la CSAN à laquelle elle succède.

Pour clarifier la situation il importe de dégager différentes générations d'accords, qui ont donné lieu à des sous-ensembles régionaux successifs mais aussi, parfois, co-existants.

Les accords économiques sur le continent latino-américains sont très nombreux et pour certains assez anciens, notamment pour ce qui concerne les textes bilatéraux (les seuls existant avant les années 1950, comme ceux qui unissaient Brésil et Uruguay dès 1936, Brésil et Argentine en 1940, Brésil et Chili en 1943). C'est sous

(4) La dissolution des empires ne se traduisit pas par l'émergence immédiate des États qui forment le cadre de l'Amérique Latine contemporaine. On assista en effet à une phase intermédiaire au cours de laquelle diverses tentatives de regroupements fédéraux plus ou moins éphémères vécurent le jour. D'une certaine façon, ces projets rejoignaient des idéaux intégrationnistes exprimés avant même la fin de l'empire espagnol, et purent s'exprimer de façon plus constructive dans la partie portugaise du continent.

Les grands héros des guerres d'indépendance menées dans l'Amérique hispanique avaient, pour leur part, une vision intégrationniste du devenir du continent, exprimée par Simon Bolívar dès 1815 dans sa « Lettre de la Jamaïque ». Dans un premier temps, on vit naître des ensembles confédérés que l'on peut mentionner du nord au sud :

- les Provinces Unies d'Amérique Centrale (ou République fédérale centro-américaine, composée du Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica) ;
- la Grande Colombie (composée de la Nouvelle Grenade et du Venezuela) ;
- la Fédération péruvo-bolivienne.

Des projets de niveau supérieur ont ainsi vu le jour, tel celui d'une Confédération Andine qui aurait agrégé la Grande Colombie, l'Équateur, et la fédération péruvo-bolivienne. Le plus célèbre ne vécit que le temps d'un congrès, convoqué à Panama en 1826 par Bolívar. Trois ans après la proclamation de la doctrine Monroe, y constituait-il une réponse ?

l'égide de la CEPAL qu'ils vont se généraliser et changer de nature en même temps que d'échelle, avec le projet d'appliquer une politique d'industrialisation pour la substitution des importations (ISI) à l'échelle continentale, qui allait contre l'insertion dans un système d'échanges mondialisés et promouvait au contraire un recentrage, voire une certaine autarcie de la région. L'intégration continentale apparaissait dès lors comme un outil de rationalisation de l'industrialisation des pays latino-américains, la réciprocité devant permettre à chacun une spécialisation bénéfique. Ce processus se structura autour de quatre pôles régionaux traditionnels qui malgré des résultats mitigés se maintinrent jusqu'à la crise de la dette qui isola les pays fragilisés et augmenta les difficultés d'articulation entre eux :

1) L'association latino-américaine de libre échange – libre commerce (ALALE ou ALALC), fondée en 1960, remplacée en 1980 par l'ALADI (Association pour le Développement Industriel), traduisant une vision plus pragmatique de l'intégration (possibilité de négociations avec des pays tiers, notamment des pays développés, et d'accords bilatéraux entre pays membres) à travers un projet moins ambitieux (le rapprochement douanier étant abandonné).

2) Le marché commun centre-américain (MCCA), également conçu en 1960 (Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador). Il fut transformé en union douanière en 1992, le SICA (Système d'Intégration Centraméricain).

3) Le Pacte Andin, créé en 1969 (la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili – qui le quitta en 1976 pour redevenir membre associé en 2007 –, rejoints par le Venezuela en 1973). Ce groupe se transforma en Communauté Andine des Nations (CAN) en 1988 pour favoriser l'émergence d'une zone de libre échange (qui existe depuis 1992 seulement, et sans le Pérou) puis en Système Andin d'Intégration (SAI) en 1996 pour poursuivre la libéralisation du commerce (processus de réforme de Trujillo). L'ensemble souffre néanmoins de dynamiques centrifuges (AMILHAT SZARY 2005 (2006)).

4) La Communauté des Caraïbes (anglophone) ou CARICOM, née en 1973 (traité de Chaguaramas). Elle fut fondée par quatre États rejoints ultérieurement par onze autres. Un certain nombre d'entre eux font aussi partie de l'Organisation des États de la Caraïbe orientale.

Les États-Unis sont restés moins étrangers à cette première génération de regroupements économiques qu'il n'y paraît : si l'Alliance pour le Progrès, à vocation de sécurité continentale, n'a pu être conclue qu'après la mort de J.F. Kennedy (1964), les accords préliminaires à ce texte, et notamment la Charte signée en 1961 à Punta del Este, ont jeté la base d'instruments qui se sont révélés rapidement essentiels dans la dynamique continentale, notamment la mise en place de la Banque Interaméricaine de Développement dont nous discuterons le rôle plus en détail ci-dessous.

À cette première phase de regroupements à l'efficacité discutable (1950-80) a succédé une période de libéralisation accélérée des échanges, qui s'est fortement appuyée sur le cadre régional à partir de 1985, contribuant à redéfinir les contours de la géopolitique continentale. Les processus d'industrialisation et de protection des économies continentales ayant révélé leurs failles, accentuées par la crise économique généralisée du continent au début des années 1980, on assista à une transformation des regroupements régionaux existant. De nouvelles entités virent le jour, sans pour autant que les ensembles mis au point dans la période antérieure disparaissent : ils survécurent au prix de leur transformation. Au niveau latino-américain, cela se traduisit par la mise en place du MERCOSUR (1995), à celui de l'Amérique du Nord par celle de l'ALENA (1994).

La réalité des grandes zones d'intégration est loin de résumer tout le commerce continental : on constate beaucoup d'échanges entre des pays appartenant à des ensembles (distincts Colombie/Bésil, Brésil/Mexique). Cela explique en partie que l'on assiste depuis la fin des années 1990 à la signature d'une nouvelle génération de traités : le plus souvent bilatéraux, ils ont un champ d'application sectoriel très spécifique, assorti de calendriers d'applications stricts, sur le mode de l'ALENA. Le Chili a en a été particulièrement friand, signant directement avec la Colombie, mais aussi avec le Venezuela pour ce qui concerne la libéralisation du commerce et des investissements, avec la Bolivie sur la coopération énergétique, mais aussi avec le Canada en 1997, notamment pour ce qui concerne le secteur minier. Il mène des négociations avec l'ALENA mais aussi directement avec les États-Unis ou l'UE. Le Mexique s'est également engagé dans un processus multipartenarial (avec la Bolivie en 1994, la Colombie et le Venezuela au sein du «groupe des Trois» en

1994, également, avec le Chili en 1998 (en remplacement de l'accord de 1992), avec le Costa Rica en 1994, avec le Nicaragua en 1997, avec le Guatemala en 2000).

Les États-Unis tentent, surtout depuis les années 1990 du faire du commerce un axe stratégique pour leur contrôle de l'hémisphère : le slogan de G. Bush père, «trade not aid», a mis en évidence un procédé déjà perceptible dans leur modalité de participation à l'Initiative for the Caribbean Basin (ICB, 1982). Dans ce cadre, il s'agissait d'apporter à la fois la sécurité et la prospérité. Ce lien est essentiel pour comprendre les négociations entreprises avec les pays andins dans les années 1990, liant lutte contre la drogue et bénéfices commerciaux (notamment au sein de l'Andean Trade Preferential Act - ATPA de 1991 (5)).

Ces restructurations vont au-delà des échanges commerciaux et tendent à partager le continent en sous-blocs globalisés. Des initiatives plus continentales concurrencent cette tendance, notamment deux projets d'intégration d'échelle supérieure, celle de ou des Amériques. Il s'agit tout d'abord de l'«Initiative pour les Amériques» lancée par G. Bush père (discours du 27 juin 1990), qui promouvait une zone de libre échange bi-hémisphérique (le sigle en varie selon les langues : ZLEA ou ALCA) regroupant 800 millions de personnes et 40 % du PIB mondial. Son lancement fut effectué lors du premier Sommet des Amériques (Miami, 1994) qui regroupait 34 pays, excluant Cuba sur un critère démocratique. Après la multiplication des manifestations anti-ALCA est venu le temps des contre-propositions : ainsi, avant la rencontre officielle de 2004, s'est tenue à Cuba la III^{ème} Rencontre Hémisphérique contre la ZLEA, regroupant 1230 représentants provenant de 35 pays, membres d'organisations sociales et politiques ; à l'initiative d'H. Chavez, y fut discutée la mise en place d'une ALBA, Alternative Bolivarienne pour l'Amérique.

Aujourd'hui, chaque pays latino-américain tente de tirer au mieux son épingle du jeu politico-commercial globalisé dans un mouvement double : multiplication d'accords bilatéraux et insertion dans des intégrations de plus en plus vastes, attitude qualifiée par

(5) Programme unilatéral de préférences commerciales et non de libre-échange qui devait durer 10 ans et fut renouvelé pour 4 ans (2002-06) sous une nouvelle dénomination plus explicite : Andean Trade Preferential Drug Eradication Act - ATPDEA.

certain auteurs de «néo-régionalisme» (6). Un premier accord a ainsi été signé entre la CAN et le MERCOSUR en 1998, suivi par un traité de libre commerce en 2004 (Cuzco) donnant naissance à la Communauté sud-américaine des Nations (CSAN) devenue en 2008 l'UNASUR (Union des Nations Sud-américaines), un projet politique mais non institutionnel. Il s'agit de travailler sur des lignes de conduites communes, notamment dans le domaine des relations internationales, par la convocation de réunions *ad hoc*, tout en s'appuyant sur l'ensemble des institutions en fonction au sein des blocs régionaux préexistants et regroupés au sein de l'UNASUR.

Pour ne pas simplifier ce tableau, coexistent avec ces blocs continents d'envergure variable, des sous-ensembles qui interagissent aujourd'hui encore avec les processus dominants. Fondés sur des stratégies «mésos», ils se sont longtemps vus assigner pour objectif de promouvoir les rapprochements territoriaux que les institutions économiques n'abordaient pas. On peut citer à ce titre :

- le Traité du Bassin «del Plata» signé par les cinq pays riverains du plus grand système fluvial du continent en 1969 (7), pour œuvrer à l'aménagement commun des transports et du développement hydroélectrique. L'organe financier mis en place pour accompagner ces politiques, le FONPLATA, demeure à ce jour un des outils importants pour l'intégration continentale ;

- le Traité de Coopération amazonienne, signé en 1978 par la Bolivie, le Brésil, la Colombie, l'Équateur, le Guyana, le Pérou, le Surinam et le Venezuela pour travailler en commun sur l'aménagement et la conservation de la forêt qu'ils partagent (cf. APE-STEIGUY, MARTINIÈRE, *et al.* 1979) ;

(6) La CEPAL prône pour sa part le «pluralité régionalisme», version du régionalisme ouvert moins libérale que celle en vigueur au sein de l'APPEC. Cf. AMILHAT SZARY 2007.

BERGSTEIN (F.), «Open Regionalism», *The World Economy* 20 (August 1997), pp. 545-565 ; WEI (S.-J.) and FRANKEL (J.A.), «Open Regionalism in a World of Continental Trade Blocs», *International Monetary Fund Staff Papers*, 45/3 (1998), pp. 440-453 ; KUYAMA (M.), *Open regionalism in Asia Pacific and Latin America : a survey of literature* (Santiago : CEPAL, Inter-national Trade and Development Finance Division 1999), 71 p ; FULLERS (N.), «The rise and fall of open regionalism? Comparative reflections on regional governance in the Southern Cone of Latin America», *Third World Quarterly - Journal of Emerging Areas* 24/2 (2003), pp. 217-234 ; GRUNDAS (E.), *El regionalismo abierto de la CEPAL : insuficiente y confuso*, (Silver City, NM : ITC (International Relations Center)/Programa de las Américas : 2005).

(7) C'est-à-dire les bassins confluents des fleuves Paraná, Paraguay, Uruguay de La Plata, soient 3.200 millions de km² à cheval sur les territoires de l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay.

– le Traité URUPABOL en est un exemple moins célèbre, signé en 1976, petite «communauté du fer et de l'énergie» (regroupant la Bolivie et son fer, le Paraguay et son énergie, l'Uruguay et son port de Nueva Palmira où une compagnie des États-Unis souhaitait monter une fonderie), poupée gigogne du bassin «del Plata» et de l'ALALC.

C. – *Le décalage important dans la prise en compte des frontières par les processus d'intégration*

Les processus frontaliers en Amérique Latine n'ont pas attendu l'institutionnalisation des processus d'intégration pour exister. On peut signaler d'une part l'existence de nombreuses villes frontalières, dites souvent villes doubtlons (notamment sur la frontière Mexique/USA mais aussi aux limites du Brésil où l'on trouve une grande quantité d'agglomérations de taille moyenne, par exemple Rivera – Uruguay/Santana do Livramento, Brésil de 150.000 habitants au total). Dans les confins peu denses, l'État n'est pas le seul maître du jeu et une série d'acteurs ont pu conserver ou prendre leurs marques : les populations autochtones (CHAUMEIL 2000), les paysans en quête de fronts agricoles (8), les entreprises privées. Ces dernières ont pu, quelles que soient les époques, mettre en branle des stratégies dépassant les frontières : ce fut notamment le cas en Amérique centrale où les appétits d'extension de la United Fruit Company, du côté guatémaltèque de la frontière où elle possédait le monopole de l'activité bananière et la Cuyamel Fruit Company du côté hondurien ont considérablement contribué à nourrir le conflit frontalier entre les deux pays en 1928, avant que l'UFICO ne rachète la Cuyamel Fruit Company en 1929. L'issue du conflit a pu être trouvée en 1933 seulement, «lorsque plus rien ne s'opposait à la délimitation de la frontière, une fois l'UFICO restée seule maître de toutes les concessions de chaque côté de la frontière» (MÉDINA-NICOLAS 2007a).

La mise en place de processus de rapprochement commerciaux a cependant eu un impact sur ces espaces caractérisés par leur situation limitrophe, bien que le traitement des frontières dans ces différents processus soit loin d'être homogène. On peut néanmoins citer des tendances sur chacune des périodes considérées. Dans le

(8) Cf. les fronts pionniers brésiliens et notamment la progression vers le Paraguay (Southeast), mais aussi la pression démographique liée à une avancée paysanne à la frontière nord du Honduras et le Salvador ou le mouvement de colonisation pionnière sur la frontière nord du Guatemala.

premier moment de l'intégration régionale, lancé sous l'impulsion de la CEPAL, l'intégration est pensée au sein du système international (SMOUTS 1998) issu de la deuxième guerre mondiale : il s'agit donc d'un maillage d'économies distinctes les unes des autres, que l'on cherche à renforcer chacune dans son cadre national. Il était alors difficile d'accompagner la signature des accords commerciaux par des politiques fonctionnelles communes, même dans un secteur aussi stratégique que l'industrie pouvait l'être alors. Dans un tel contexte, les zones de frontières n'ont pas fait tellement plus l'objet d'attention politique que dans les époques antérieures.

Elles continuent de représenter des espaces marginaux du territoire national, contre lesquels l'appareil de production s'adosse pour renforcer le centre. Si la réflexion intégrationniste de la CEPAL s'appuie sur une dénonciation des mécanismes centre/périphérie à l'échelle mondiale, elle ne va pas jusqu'à traduire ce raisonnement à l'échelle régionale, et au sein de chacun des pays la marginalité des zones frontalières demeure. Des exemples de stratégie de développement régional appliquée à des zones périphériques ne manquent pas, mais elles ne présentent pas de nature véritablement frontalière : on peut citer à ce titre l'établissement de Hauts-Fourneaux dans le Noroeste argentin, en sa province de Jujuy ; les aciéries Zapla de Palpalá, inaugurées en 1945, font partie d'un schéma d'aménagement des marges agricoles dans le cadre de l'industrialisation renforcée de l'Argentine. On retrouve au Chili un traitement comparable des confins frontaliers du *Norte Grande* : Arica, la ville limitrophe du Pérou, est érigée au statut de pôle régional de développement, en application des théories de F. Perroux. Y fut ainsi d'abord créé un port franc (1958) doté d'un dispositif de gouvernance original (la *Junta de Adelanto* (9)) qui s'inséra très bien dans les schémas stratégiques du Groupe andin. Les spécialisations industrielles d'Arica (automobile et petit électro-ménager) étant autant destinées au marché intérieur qu'à celui des pays voisins. Dans ce cas, la dynamique nationale fut renforcée par l'ouverture internationale au point d'envisager, dès le début des années 1970, le renforcement d'infrastructures de transport pour appuyer le développe-

(9) Comité «*En avant, Arica!*», corporation de droit public bénéficiant de la possibilité exceptionnelle d'utiliser sans les rétroceder au centre une partie des bénéfices régionaux (résultats du développement industriel de la ville depuis le décret 303 du 25 juillet 1948, suivi de la loi 13039 du 24 septembre 1958 dite «*Loi Arica*»).

ment commercial transfrontalier pressenti. De premières études furent ainsi réalisées pour le revêtement de la route Arica-La Paz, sous l'égide de la Banque Interaméricaine de Développement.

Ce type d'initiatives fut stoppé net par le contexte politique qui, à partir de la fin des années 1960, remit fortement en cause les dynamiques de la période antérieure. Les orientations politiques obligèrent à certaines reconfigurations des blocs, ainsi le Chili du Général Pinochet quitta le Groupe Andin en 1973. La hausse de la conflictualité déboucha en Amérique centrale sur une guerre, dite « du football » entre le Salvador et le Honduras en 1969 qui, « en cinq jours à peine [fit] trois perdants : chacun des deux rivaux et l'intégration centraméricaine » (Aparicio, 1971 cité par MÉDINA-NICOLAS 2007a). Dans le contexte de la guerre froide, le statut frontalier de certaines zones fut instrumentalisé à d'autres fins, avec la présence de groupes armés, notamment à la frontière Nicaragua/Honduras pendant la lutte entre la guérilla sandiniste et les « *contras* » (10). « On peut ainsi mettre en évidence dans les années 1980 un changement de 'fonction' des espaces frontaliers centraméricains : de périphéries, ils se convertissent en fronts stratégiques militaires et zones de conflit (GIROT, 1997, p. 290). Ce phénomène est lié à la stratégie même de la guérilla, selon le modèle guévariste qui consiste à allumer des 'foyers' (*focos*) révolutionnaires dans les régions mal contrôlées de l'Amérique latine, par conséquent les régions frontalières, où les mouvements d'opposition peuvent préparer et développer leurs actions. Le *fronte* fait ainsi partie du paysage politique latino-américain et Michel Foucault fait remarquer la correspondance du terme avec à la fois sa stratégie et son espace d'application (1985, p. 136) » (MÉDINA-NICOLAS 2007a).

(10) « La guérilla nicaraguayenne menée par le Front Sandiniste de Libération Nationale (F.S.L.N.) s'est développée à partir de la frontière nord, en territoire hondurien dans la Mesquitia. Le renversement de la dictature somoziste en juillet 1979, n'a pas signé l'arrêt des troubles et l'accession au pouvoir des Sandinistes a engendré le développement d'une contre-révolution. Jusqu'en 1986, les affrontements se sont multipliés. Les États-Unis de Ronald Reagan ont intensifié leur intervention en soutenant les *contras* face à la menace de déstabilisation de la région qui les préoccupait (théorie des « dominos »). La frontière nord a été la plus utilisée, le Honduras étant l'allié central du dispositif nord-américain dans la région. Il a collaboré essentiellement en servant de plate-forme pour que les *contras* établissent leurs camps de base près de la frontière nicaraguayenne. On estime jusqu'à dix mille le nombre de personnes enrôlées dans les *contras* qui se sont regroupées sur le territoire hondurien ». L. MEDINA, 2007 et Elvia Elizabeth Gómez, « Incidencias de la presencia de la contrarrevolución nicaraguense en el municipio de Trojes, departamento de El Paraiso, Honduras », *Las Fronteras del Istmo*, 1997, pp. 183-191.

Face à cette évolution géopolitique, la marge de manœuvre pour des politiques de développement frontalier restait très limitée. On note toutefois quelques initiatives dans le domaine environnemental, dont la « neutralité idéologique » permettait de passer outre les réticences militaires. On observa ainsi, malgré le contexte détaillé ci-dessus pour l'Amérique Centrale, la création d'une Réserve de biosphère entre le Salvador, le Guatemala et le Honduras (parc naturel international La Fraternidad concernant environ 670.000 habitants sur 45 municipalités frontalières, 8 du Salvador, 15 du Guatemala, 22 du Honduras). Dans un certain nombre d'autres exemples, ce sont des réserves co-adjacentes, indépendantes, qui sont créées face-à-face, jouant un rôle d'espace-tampon dans une perspective de défense du territoire (11). Mais les années 1980 renvoient surtout les espaces frontaliers à leur marginalité, dans un contexte économique mondial en pleine évolution et au sein duquel ce sont souvent les élites régionales qui ont pris l'initiative de relancer le dialogue au travers des frontières.

C'est donc à la dernière période, celle des intégrations prônant le libéralisme économique, qu'il revient d'avoir fait notablement évoluer le statut des zones frontalières. Il est difficile toutefois d'affirmer que l'élan pour le développement régional transfrontalier que l'on remarque sur une grande partie des frontières latino-américaines est la conséquence directe des processus d'intégration en cours. Il s'insère dans une prise de conscience beaucoup plus générale de la valeur des territoires et de l'importance de travailler sur les relations local/global pour réussir l'insertion dans la mondialisation. De fait, les instruments spécifiques de coopération mis en place ne sont pas si nombreux, comme nous allons le discuter ci-dessous. Aucun des sous-ensembles intégrés d'Amérique Latine n'a mené de politique de reversion vers les zones défavorisées assimilable à l'effort de l'UE qui consacre, aujourd'hui encore, environ 35 % de son budget à la politique régionale (30 milliards d'euros) (12).

(11) L'histoire de la Réserve nationale de faune andine Eduardo Avaro remonte au 13 décembre 1971 durant la dictature militaire en Bolivie, son objectif premier étant de créer un avant poste militaire afin de pouvoir contrôler la frontière avec le Chili, lors des tensions qui ont accompagné le centenaire de la guerre du Pacifique. Côté chilien, ce sont plusieurs parcs nationaux qui ont été fondés ou renforcés au début des années 1970, depuis le Parc Lauca passé de réserve à parc en 1971 et classé en 1974 Réserve de la Biosphère.

(12) Cette politique, structurée par le Fonds européen de développement régional (FEDER) concerne les régions frontalières à travers les objectifs destinés aux régions défavorisées, mais aussi grâce à une série de programmes spécifiques, les INTERREG.

La façon dont la géographie est mobilisée dans l'argumentaire de ce projet de territoire se veut offensive : « la géographie fait partie de certains avantages comparatifs d'un pays et nos 4000 km de côtes sur le Pacifique nous obligent à penser à une modalité en fonction de laquelle nous puissions tirer parti de cette localisation géographique dans le but de convertir le Chili en une sorte de pont entre le sud-est asiatique et le reste des pays d'Amérique Latine » proclamait en 1995 celui qui devait devenir président du Chili quatre ans plus tard, Ricardo Lagos (13). Les périphéries du cône sud se sont appropriées cette rhétorique au point d'en faire l'assise de leurs perspectives de développement.

La prospective est en train de se faire idéologie territoriale.

II. — LES ACTEURS DE LA PROMOTION DU DÉVELOPPEMENT FRONTALIER

A. — Les élites régionales des régions concernées

Peu à peu, dans les régions frontalières, l'éloignement et les défauts des processus de représentation politique qui l'accompagnent vont faire l'objet d'un discours renouvelé de la part des élites régionales. Ces dernières ont rapidement intégré, entre les années 1980 et le début des années 1990, le territoire dans leurs propositions politiques, multipliant les projets le mettant au premier plan. Elles suivent en cela l'évolution des modèles de développement les plus influents sur le continent, et l'abandon progressif du modèle de « développement par le haut », mais elles réagissent aussi et surtout, de façon très pragmatique, à la crise économique qui terrasse alors l'Amérique Latine, laissant les zones périphériques dans une situation de très grande vulnérabilité. Ces groupes de pouvoir ayant une assise régionale plus ou moins ancienne ont généralement suivi les initiatives et les politiques officielles menées dans les années 1950-60 puis, pendant les années 1970, les prises de contact se multiplièrent et les chambres de commerce bilatérales furent amenées à jouer un rôle important.

Dans le cas de la frontière Argentine/Chili par exemple, ce sont les élites économiques régionales qui sont à l'initiative de l'organisation de foires internationales dont la fréquence se régularisa peu

à peu : suite à la première foire internationale agro-industrielle du Nord Argentin (FERINO) qui eut lieu en novembre 1974 à Salta, celles-ci s'internationalisèrent. Lors de la deuxième foire (novembre 1975 - Salta) se tenait la première rencontre pour l'intégration : le *Primer Encuentro para la Integración Económica Fronteriza y Latinoamericana*. Celle-ci déboucha sur l'accord de Salta, texte qui insistait sur la nécessité de réactiver une structure déjà existante, le *Comité Empresarial del Area de Capricornio*. Il fut ainsi décidé de la constitution d'un « groupe de travail international » de statut privé, dont le secrétariat serait basé à Salta. C'est lors de la troisième réunion du groupe (Asunción, juin 1977) qu'un nom définitif fut adopté : le groupe s'appellerait désormais le GEICOS, « Groupe d'entrepreneurs interrégional du Centre Ouest sud-américain » (14) (accord d'Asunción). Ce groupe fonctionne encore aujourd'hui et en sont membres le sud-est bolivien, le Paraguay dans son ensemble, le Nord-ouest argentin et le Norte Grande chilien, ainsi que le sud péruvien qui à l'origine ne participait que comme observateur.

Les réunions ont lieu dans les différents pays membres, et la présidence du GEICOS est tournante. D'autres petits groupes binationaux, mettant en liaison surtout des chefs d'entreprise ou des personnes engagées à titre personnel dans les échanges commerciaux au sein de cette zone, ont alors vu le jour. C'est de l'ensemble de ces initiatives assez éclatées qu'a surgi l'idée de la structuration plus formelle d'une union territoriale entre les zones périphériques des pays du nord du Cône sud. Il s'agit d'un cas exemplaire dans la mesure où les régions concernées, qui se trouvent toutes à la marge des grandes initiatives d'intégration continentale, qu'il s'agisse du nord-ouest de l'Argentine, du nord du Chili, du sud du Pérou ou du sud-est de la Bolivie, ont souhaité s'unir pour fédérer un mouvement d'intégration mieux susceptible de porter leurs aspirations, se proclamant « union des périphéries du centre-sud du cône sud ». Dans un souci d'image, ces territoires se sont aussi donné un sigle celui de « ZICOSUR », « zone d'intégration du Centre Ouest d'Amérique Latine » ; il a le mérite de positionner cette construction régionale en marge du grand MERCOSUR dont il imite la consonance (cf. <http://www.zicosur.net/> et AMILHAT SZARY 2003).

(13) LAGOS (R.), 1995, « Discours inaugural », in Ministerio de Obras Públicas (MOP) - Dirección de Planeamiento, *Potencialidades de Integración en América Latina: corredores bioceánicos: expectativas y realidades*, Seminario CEPAL, 11 décembre 1995, Santiago.

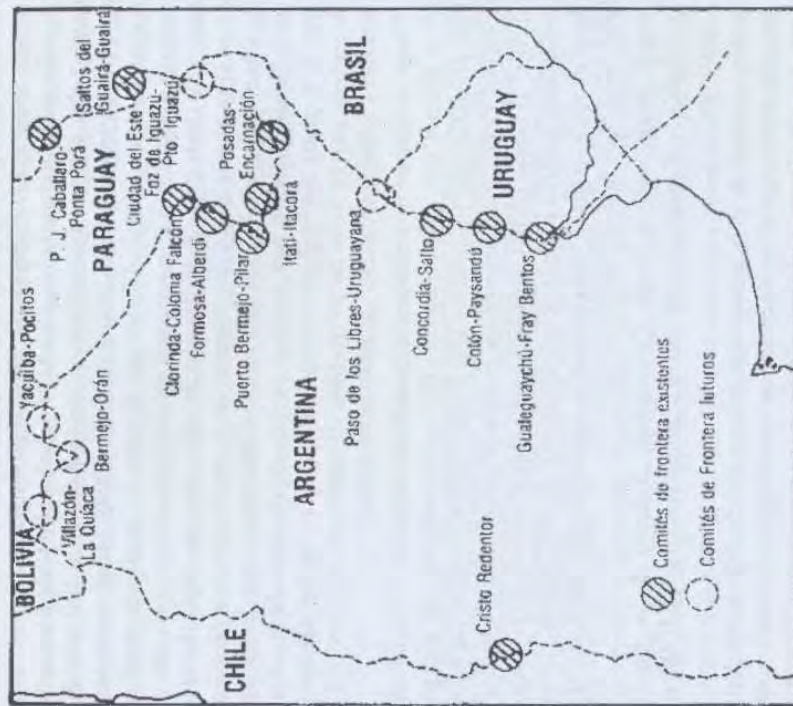
(14) *Grupo de Empresarios Interregional del Centro-Oeste Sudamericano*.

Cette évolution de la vision des populations frontalières et le meilleur écho donné à leurs revendications ont conduit les organes de gouvernement, tant au niveau local que national, à proposer des structures d'encadrement des dynamiques frontalières, en lien parfois négocié avec les préoccupations de politique extérieure des centres.

B. - *Les gouvernements centraux et locaux*

Il est une figure récurrente de la gouvernance des zones frontalières d'Amérique Latine aujourd'hui, celle des «Comités de frontières», dont le nom est devenu, depuis un ou deux ans, dans certains pays, celui de «Comités d'Intégration». Il s'agit d'organes consultatifs, fondés sur une base régionale, réunissant à intervalles plus ou moins réguliers des citoyens des deux pays voisins. Les premiers sont nés en Argentine, peu après la signature du traité avec le Chili mettant fin à leur rivalité géopolitique sur le canal de Beagle (Tratado de Paz y Amistad, 1984). Ils matérialisaient un changement de paradigme géopolitique de façon relativement indirecte, puisqu'ils se localisèrent d'abord sur les dyades Argentine/Paraguay et Argentine/Brésil, (1985), celles qui figuraient le moins des barrières, tant culturelles qu'économiques, avant de concerner les limites avec l'Uruguay et le Chili (1987) (VALENCIANO 1990). Ils se sont renforcés sur la frontière avec le Brésil à mesure de la progression du MERCOSUR. Côté chilien, ils se sont multipliés, en doublon avec les régions argentines voisines (pays découpé du nord au Sud en bandes, qui ont donc chacune une frontière avec l'Argentine). Il existe même, à l'heure actuelle, des Comités de frontières entre des pays qui n'ont pas de relations diplomatiques réciproques, pouvant néanmoins faire partie, comme le Chili et la Bolivie, d'un même groupe d'intégration, tous deux étant membres associés du MERCOSUR depuis 1996 (le comité entre le nord du Chili et la Bolivie, c'est-à-dire entre les régions chiliennes de Tarapacá et d'Antofagasta et les Départements boliviens de La Paz, Oruro et Potosí, existe depuis 1997).

Etat des Comités de frontière à l'issue des années 80



Source: Valenciano 1990

Ces comités fonctionnent le plus souvent par sous-commissions thématiques (transport, réglementation phyto-sanitaire, éducation), en fonction des thèmes préoccupant les populations régionales. Comme cela semble caractériser les initiatives «paradiplomatiques» recensées, ces instances sont nées de modalités originales de négociation entre les acteurs gouvernementaux centraux, locaux et les acteurs privés concernés, selon un processus d'institutionnalisation révélateur, à bien des aspects, de l'évolution des relations internationales. Les textes écrits par les

experts pour l'Institut d'Intégration de la BID soulignent, à partir des années 1990 (rapports et textes de la revue), le risque «double marginalisation» (du centre national et de l'économie monde) des régions frontalières abandonnées à la libéralisation économique qui se profile (BERNAL MEZA 1990). Dans ce contexte, ce sont bien les sociétés locales qui initient le rapprochement, ces réunions étant dotée d'un «intérêt spécial pour les gens du lieu (*los lugareños*) historiquement laissés de côté par les capitales» (15). Même si le thème de la frontière et de la résolution des problèmes liés à son passage fréquent ont ensuite été relayés par les gouvernements centraux, ils ont d'abord permis de discuter de façon très large le devenir des régions considérées voire, au fil des années, de les mettre sur la voie de véritables dynamiques de «projets de territoire» (AMILHAT SZARY & ROUVIÈRE 2010).

Cette mobilisation politique régionale fait avancer le transfrontalier et permet aux gouvernements dits «non centraux» de s'imposer dans un débat qui jusqu'alors leur restait fermé (comme l'a montré HOCKING 1999), transformant les modes de gouvernance à toutes les échelles. Il existe de fait plusieurs modalités d'intervention des gouvernements centraux sur le fonctionnement de ces Comités. Dans la phase de mise en place, trois scénarios ont été repérés (BERNAL MEZA 1990) selon que la négociation se fait :

- entre deux régions (zone Cúcuta/San Antonio à la frontière Colombie - Venezuela), ou entre régions (cas du GEICOS déjà mentionné);
- entre une région et le gouvernement central de celle dont dépend le pays voisin (provinces argentines avec le gouvernement central paraguayen, fonction de la taille des pays plus que du fédéralisme argentin);
- entre régions, mais dans le cadre d'accords bilatéraux signés par les États respectifs (cf. le Protocole 23 de l'Accord d'Intégration et de Coopération Economique Argentine/Brésil de 1988, prédecesseur du MERCOSUR, qui prévoyait un groupe de travail permanent des régions).

La localisation des Comités par exemple ne peut pas être décidée par les gouvernements centraux : dans la mesure où ce sont les

(15) Entretien avec J. SANZ DE UNOQUIZA, Directeur de Límites y Fronteras, Ministère des Relations Extérieures, Commerce Extérieur et du Culte d'Argentine, Buenos Aires, 11 décembre 2006.

régions qui les suscitent et les font vivre, ils naissent dans des zones où ils accompagnent des dynamiques frontalières plus ou moins anciennes, mais ne peuvent les susciter ex-nihilo. Différentes modalités de régulation existent ensuite : un règlement du fonctionnement de ces instances a été élaboré entre le Chili et l'Argentine en 1997, plaçant la présidence des Comités sous la responsabilité des consuls respectifs, les faisant donc rentrer dans la hiérarchie diplomatique. Au Chili, le Ministère des Relations Extérieures a par la suite créé (juin 2000) une direction spécifique pour accompagner, et coordonner plutôt qu'encadrer les initiatives diplomatiques en recrudescence : la DICOPE (Dirección de Coordinación Regional).

C. - Les organismes intergouvernementaux et les bailleurs internationaux

La présence des organismes intergouvernementaux est telle aujourd'hui que d'aucuns parlent de «gouvernance mondiale», modalités de régulation d'une planète mondialisée. Dans un tel contexte, le fait que la Banque Mondiale intervienne sur les modalités d'intégration régionale ne surprend pas tant que cela : on peut même douter de l'aspect véritablement inédit du type d'intervention annoncé récemment pour l'Afrique : «L'intégration régionale, mot d'ordre de la nouvelle stratégie définie par la Banque pour le développement de l'Afrique subsaharienne» (16). En Amérique Latine, l'intervention des organismes intergouvernementaux dans le processus d'intervention a été remarquable, depuis l'impulsion donnée par la CEPAL, agence onusienne, jusqu'au rôle d'accompagnement politique, financier et technique constant joué par la Banque Interaméricaine de Développement (BID). Cette institution financière née en 1959 (17) n'a pourtant pas été expressément conçue pour l'intégration qui n'était pas mentionnée dans son Acte constitutif : son objet premier, celui «d'accélérer le processus de développement économique, individuel et collectif des pays membres» (CALVO 1965 - nous soulignons)

(16) <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/ACCUEIL/EXTN/PAYSEXTN/APRI-CAINFRENCHEXT/0,,contentMDK:21804304-pagPK:146736-pPK:226340-theSitePK:48877500.html> (Washington, 9 juin 2008).

(17) Date de sa création juridique : elle fonctionne à partir de 1961, distribuant ses premiers prêts en 1962.

mettait cependant, d'emblée, l'accent sur la recherche de l'interrelation des bénéficiaires pour ses membres. Le caractère social (18) des orientations de la Banque ne devait pas entraver son fonctionnement privé (financement de projets mis en œuvre par les secteurs publics et privés) et son efficacité dans le recouvrement a été, depuis sa création, le gage de son efficacité. Il n'en demeure pas moins qu'en quelques années, l'intégration régionale devint un critère essentiel du choix des projets à financer. Cette orientation est étonnamment liée aux convictions et à l'engagement d'un homme, économiste aux convictions pacifistes, Felipe Herrera, qui fut son premier Président (de 1960 à 1971) et déclarait dès 1961 «*Seremos el Banco de la Integración*» (Nous serons la Banque de l'intégration). «*La Banque interaméricaine, au même titre que l'ALALC, le Marché Commun et d'autres organismes, est à la fois la cause et l'effet de ce processus complexe d'accélération historique (l'intégration)*» (CALVO 1965, p. 668).

Dès sa création, la BID se distingua, pour la sélection des projets à financer, par la recherche de critères qui seraient adaptées aux réalités du continent : le secteur agricole fit l'objet d'attentions inédites (financement de colonisation de terres, de programmes de logement rural), l'innovation apparaissant comme un critère discriminant. Très rapidement, l'influence de l'accord de Punta del Este (1961 (19)) fit évoluer cette évaluation : les critères initiaux d'appréciation de la valeur intrinsèque d'un projet spécifique étaient remplacés par l'analyse du positionnement de celui-ci dans un plan national de développement. Très rapidement (à peine cinq années s'étaient écoulées depuis la mise en fonctionnement de la banque), le critère d'éligibilité devient celui de la «*composante-intégration*». Tout financement de projet était évalué à l'aune de «*son incidence sur le processus d'intégration*». La BID mit en place différents types de promotion de l'intégration économique qui, à des échelles différentes, devaient mettre en avant la «*complémentarité des efforts régionaux*». Il pouvait s'agir :

(18) Renforcé par la création d'un Fonds fiduciaire pour le Progrès Social dans le cadre de l'Alliance pour le Progrès.

(19) Signature d'une Charte reconnaissant la nécessité de la planification à l'échelle régionale, devant déboucher en 1964, avec un délai lié à l'assassinat de JF Kennedy, à l'Alliance pour le progrès.

- «*d'études et du financement de projets et de programmes de portée nationale*» ;
- «*du financement de projets industriels d'exécution nationale mais de répercussion multinationale*» (via des exportations par exemple) ;
- «*d'assistance technique et financière pour la réalisation d'ouvrages d'infrastructures régionale*» ;
- «*des études sur possibilité d'intégration frontalière*» (CALVO 1965, p. 669), portant notamment sur le système fluvial Parana-Paraguay, le développement minier conjoint du sud du Pérou et du nord Chili, le développement social des communautés indigènes andines du Pérou et de Bolivie, l'approvisionnement conjoint de la Patagonie chilienne et argentine, ou encore l'exploitation commune de l'Amazonie. Une mission exploratoire menée en 1961 sur la frontière Colombie Venezuela devait poser les bases de la réflexion sur l'intégration transfrontalière ;

«*La réalité des zones de géographie économique qui couvre différents pays rend possible une action coordonnée de ces nations. La Banque interaméricaine peut être le véhicule capable de promouvoir les intégrations économiques et régionales nécessaires et peut profiter à de larges populations sous le signe d'une initiative multilatérale. [...] Au cours des années, nous nous sommes habitués, comme des voisins mal intentionnés, à nous tourner le dos ; il est logique d'espérer, au cours des années à venir, voir se transformer les cantons militaires isolés actuels en centres de diffusion d'un programme qui ne tient par compte des frontières*» (F. HERRERA (20)). Pour approfondir cette mission, un organisme *ad hoc* fut créé au sein de la BID (fin 1964 pour une entrée en 1965) : l'Institut pour l'Intégration de l'Amérique Latine et de la Caraïbe (INTAL). Alors que le siège de la BID restait à Washington, le siège de l'INTAL fut localisé à Buenos Aires, avec pour mission d'accompagner l'intégration par des activités de recherche, d'enseignement, d'assistance technique et de diffusion d'information. Il s'agit donc de la source la plus importante de production d'écrits sur l'intégration économique de l'Amérique Latine.

(20) HERRERA (F.). Conférence prononcée devant la seconde Assemblée des Gouverneurs de la BID, Rio de Janeiro, avril 1961.

La BID a ainsi accompagné les premiers pas du développement transfrontalier dans l'isthme centraméricain (1973) appuyant le secrétariat permanent du Traité Général d'Intégration Economique (SIECA), pour l'élaboration d'un diagnostic orienté vers cette perspective mené dans les bassins du Golfe du Honduras, du Golfe de Fonseca et du fleuve San Juan (*Cuando las fronteras unen*, IICA : Institut Interaméricain de Coopération pour l'Agriculture, 1994). Un projet de développement tri-national a été proposé par la suite, en 1976, par la BID aux gouvernements du Guatemala, du Honduras et du Salvador sur leur aire frontalière commune, connue comme le *Trijunio*, du nom du sommet du massif de Montecristo, vers lequel convergent les frontières des trois pays. Ce programme est un cas souvent cité pour l'Amérique centrale car la coopération est ancienne et mobilise trois pays (MÉDINA-NICOLAS 2007a).

Aujourd'hui encore, parallèlement aux activités dans les domaines du développement social, de la modernisation de l'État et de la compétitivité, l'appui à l'intégration régionale constitue le quatrième pilier de la nouvelle Stratégie institutionnelle de la Banque visant à promouvoir la réduction de la pauvreté et le développement durable de la région.

Nous nous sommes donc intéressés à la chronologie des rapports commandités par la BID et au contenu de la revue publiée par l'INTAL depuis sa création (21) afin de comprendre l'évolution des représentations de l'intégration pour cet acteur clé du processus. Il apparaît rapidement, à l'analyse du contenu de ces documents, que les processus d'intégration sont loin d'être systématiquement liés aux dynamiques frontalières. Celles-ci n'émergent comme préoccupation stratégique que dans la seconde époque de la BID, à partir des années 1980 (deux mentions en 1973-74 concernent en fait les migrations et les infrastructures de transport). La majorité des documents portent sur les aspects économiques de l'intégration, et notamment sur la distribution des échanges commerciaux. On trouve quelques analyses sur d'autres espaces en cours d'intégration, notamment l'Europe, mais rien sur les politiques territoriales

ou les dynamiques frontalières de l'UE. Les premières occurrences groupées datent du début des années 1980 et concernent deux types de phénomènes : d'une part ce qui va désormais s'appeler « l'intégration physique », c'est-à-dire le travail d'interconnexion des infrastructures de transport (avec des documents sur le Bassin « del Plata ») et d'autre part plusieurs volumes consacrés à l'expérience entrepreneuriale pluri-régionale déjà mentionnée, celle du GEICOS (BID-INTAL 1980). Ce n'est qu'à la fin des années 1980 que le rôle des frontières va être discuté en tant que tel, avec l'analyse des premières expériences de coopération méso (Rapport sur les Comités de Frontières Argentine/Paraguay en 1987). Les textes fondateurs en la matière sont réunis dans deux numéros spéciaux de la revue « Integración Latinoamericana » de novembre 1986 (« La frontera como factor de integración ») et de mai 1990 (« La frontera : un factor de integración »), ainsi que dans quelques rapports dont on peut citer les plus significatifs. La BID a publié en 1989, un rapport portant sur les Comités de frontières (BID-INTAL 1989) et un autre sur la frontière comme facteur d'intégration (BID-INTAL 1990a), accompagné d'un dossier bibliographique assez important sur la coopération frontalière (BID-INTAL 1991a) et des actes d'une conférence faisant le point sur le lien entre frontières et intégration dans l'ALENA (BID-INTAL 1991b). Elle a aussi édité une série d'ouvrages réitérant le lien entre frontières et intégrations (BID-INTAL 1990b, 1992a). Le tout conduit à un « *vade-mecum* » de la coopération frontalière (BID-INTAL 1992b).

Dans le même temps, un autre volet de la production de la Banque s'est concentré sur la promotion des infrastructures d'interconnexion au sein des zones d'intégration (énergie, axes de transport routier, mais aussi télécommunications). Le lien avec les frontières ne va parfois pas au-delà du constat d'un hiatus (celui d'une intersection perturbatrice entre deux lignes) et de la nécessité de le corriger. C'est un peu plus tard, au cours de la fin de la décennie 1990, que la littérature sur l'intégration va totalement intégrer la problématique de l'interconnexion, au point d'assimiler les deux procédés dans l'initiative IIRSA (l'Intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine) que nous détaillons ci-dessous.

(21) Les publications régulières de l'INTAL furent la *Revista de la Integración* (novembre 1967-septembre 1975, 20 numéros) et le *Boletín de la Integración* (décembre 1965-octobre 1975, 118 numéros), suivis par *Revista Integración Latinoamericana* (avril 1976-mai 1995, 207 numéros mensuels), remplacée en 1996 par la *Revista Integración y Comercio* encore éditée aujourd'hui, cf. http://www.iadb.org/intal/detalle_articulo_publicacion.asp?idoma=es&aid=800&oid=234.

Tableau 1 : Référents de l'intégration mobilisés dans les rapports de la BID 1965-1991

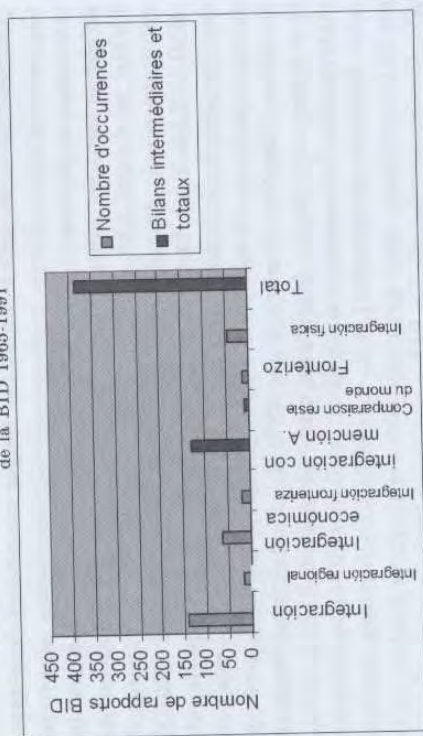
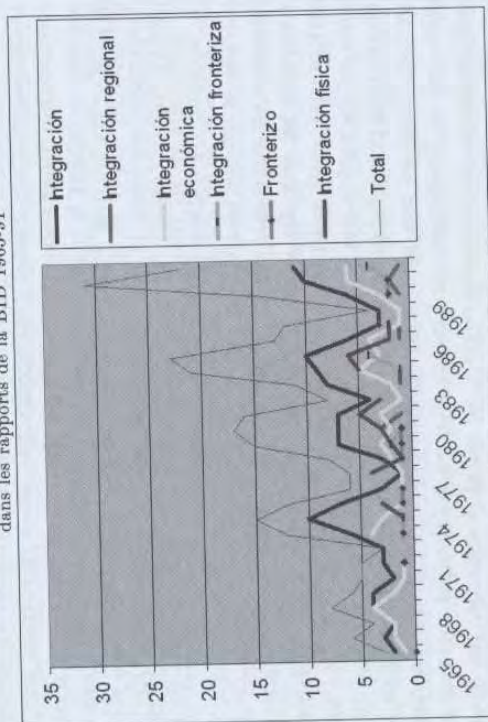


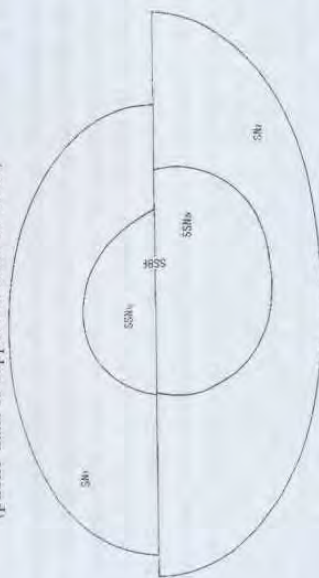
Tableau 2 : Evolution des thématiques de l'intégration dans les rapports de la BID 1965-91



On trouve dans ces textes une approche prudente de l'analyse du potentiel rôle que les régions frontalières peuvent être amenées à jouer dans l'intégration, fondée sur une analyse territoriale systémique : au point d'intersection entre les deux systèmes natio-

naux, sur leurs marges, un sous-système régional est susceptible d'émerger. Les relations entre SN1 et SN2 étant avant tout composées de flux (de biens, d'énergie, d'information, de personnes), les interactions peuvent s'avérer fortes et mériter le qualificatif de transfrontalières.

Graphique extrait de « La frontera como factor de integración », 1990 (publié dans le rapport et dans la revue)



SN_{1,2} = Sistema nacional país 1, 2.
 SSN_{1,2} = Subsistema j del país i.
 SSEF = Subsistema binacional fronterizo.

« L'appréciation des atouts de l'intégration frontalière a généré, en conséquence, un contexte favorable pour le développement des initiatives existantes ainsi que pour en générer de nouvelles (...). L'intégration frontalière est un instrument apte pour affronter les projets et actions qui puissent augmenter les relations économiques et sociales entre des zones ou régions nationales contiguës, et améliorer la qualité de vie des habitants de ces territoires. En conséquence, l'intégration frontalière contribue et fait partie de l'intégration binationale et d'un plus ample rayonnement entre les pays » (Editorial du numéro de *Revista de Integración Latinoamericana*, « La frontera : un factor de integración », mai 1990). Les documents produits par la BID s'efforcent alors de travailler sur la définition théorique du transfrontalier, butant sur une notion qui est au croisement du politique, du culturel et de l'économique. Leur objectif est néanmoins de convaincre de l'effet d'entraînement possible : les frontières doivent être développées non pas pour elles-mêmes mais parce qu'elles sont susceptibles

de développer, par ruissellement, l'intégration régionale. Il s'agit dès lors de repérer les dynamiques existantes et de travailler sur leur reproductibilité, ce qui conduit les experts de la BID à définir les *initiatives d'intégration frontalière* comme « un ensemble d'actions et de projets qui ont une incidence sur la relation entre les deux marges nationales d'une zone ou région frontalière, ces effets faisant partie des objectifs centraux de l'initiative » (1990, *ibid.*, p. 14).

La continuité de la réflexion de la BID sur ces questions a précédé, de beaucoup, une volonté très récente au sein du MERCOSUR de mieux accompagner ces initiatives, dont témoignent les notes de travail de la RECM (*Reunión Especializada en el ámbito del Mercosur*), au service de l'organe exécutif du Mercosur, le GMC (Groupe Marché Commun, *Grupo Mercado Común*; cf. par exemple <http://www.mercosur.coop/merc/psip.php?article324>). Près de vingt ans après la création du grand marché, il s'agit d'aller plus loin que les dispositifs initiaux prévus *a minima* et limités à la facilitation des passages de frontières par la mise en place d'aménagements d'Aires de Contrôle Intégré prévues dans l'Accord de Recife (1993, cf. LELOUP F. & STOFFEL S., 2001).

Le fonctionnement récent de la CAN témoigne d'une orientation similaire. Même si les origines de cette institution sont « cépalpiennes », son orientation récente est libérale (depuis la création d'un marché commun au sein du Groupe Andin en 1991). Son traitement des frontières est en de nombreux points similaire à celui du MERCOSUR, se focalisant sur des points frontaliers stratégiques où doivent pouvoir à la fois s'accroître les échanges et se transmettre les politiques centrales. La mise en place d'une série de dispositifs accompagne le renouveau du souci des frontières dans ce périmètre (cf. le texte programme : « *Política Comunitaria para la Integración y el Desarrollo Fronterizo* », décision 459 de la CAN) : il s'agit d'une part de la mise en place de complexes frontaliers harmonisés, les CEBAF (« *Centros Binacionales de Atención en Frontera (CEBAF) en la Comunidad Andina* », décision 502 de la CAN) et d'autre part de l'invention d'une nouvelle figure territoriale, celle des zones d'intégration frontalières (ZIF, décision 501 de la CAN, juin 2001), dont on remarque que les premières à se mettre en place concernent les zones limitrophes de la Colombie et du Pérou

tout juste émergentes d'un conflit ouvert (GONZÁLEZ LÓPEZ M., 2005, MEZA MONGE N., 2005).

Il est intéressant de noter que celles-ci sont définies comme des territoires de projets : pour permettre leur mise en œuvre, un organisme (*Banco de Proyectos de Integración y Desarrollo Fronterizo*) a été constitué pour les recenser, au sein du Secrétariat Général de la CAN ; il est chargé de faciliter le contact entre les porteurs d'initiatives et les bailleurs privés que sont la Banque Interaméricaine de Développement (BID) et la Corporation Andine de Développement (CAF, *Corporación Andina de Fomento*).

D. – L'émergence de nouveaux acteurs : le cas de l'IIRSA

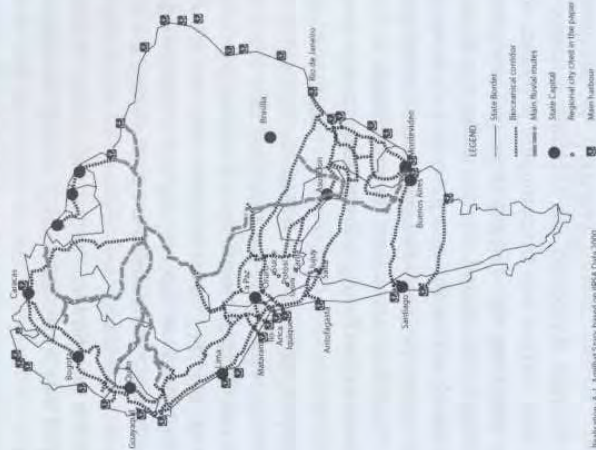
Cette configuration institutionnelle étonnante, où les principales institutions responsables de l'intégration ont mis très longtemps à investir le champ frontalier, a également permis l'émergence d'acteurs inédits. L'un d'entre eux figure parmi les plus controversés, il s'agit d'un organisme mis en place pour la structuration de l'intégration de l'Infrastructure Régionale Sud-américaine (IIRSA), né en 2000 (lors de la réunion des Présidents d'Amérique du Sud à Brasilia), grâce à l'impulsion du président alors en exercice au Brésil, F. Cardoso. L'IIRSA constitue un type d'acteur très original, né des modalités d'évolution de l'intégration latino-américaine : d'une part il ne s'agit pas d'une institution propre, mais d'un projet dont les propriétaires sont les pays membres, d'autre part l'IIRSA est très liée à la BID qui en héberge le quartier général, à Buenos Aires, et finance son directeur (CARCIOTI 2008) et la petite équipe employée à temps plein en ses bureaux. Elle fonctionne par ailleurs grâce à la mise en délégation du personnel nécessaire de la part des gouvernements concernés qui ont chacun, en leur sein, constitué des cellules relais de l'Initiative continentale, mais aussi grâce à la mobilisation importante de consultants.

L'initiative est profondément liée au contexte politico-économique qui a permis son émergence : il s'agit d'un effort de coordination d'un portefeuille de projets d'infrastructures ferroviaires et énergétiques, dont la réalisation passe par la multiplication des partenariats publics/privés (VAN DEJCK & HAACK 2006). C'est sur cet

aspect que portent ses principales critiques (ZIBECCHI 2006) : les projets d'interconnexion du continent passent par la consolidation d'axes ou corridors qui traversent les zones frontalières. Leur statut y est sujet à débat : nombreux sont ceux qui s'interrogent sur les bénéfices réels que les habitants des régions concernées par les travaux projetés peuvent attendre des nouvelles infrastructures (effet tunnel redouté), les dommages environnementaux étant, eux, à craindre rapidement (déforestation, impact du trafic, ...); les décideurs des régions frontalières, eux, cherchent tous à faire passer les corridors par chez eux, quitte à faire subir aux tracés initiaux des variantes les faisant perdre en efficacité.

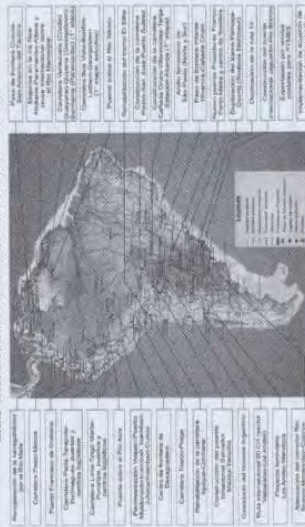
Le caractère récent de cette dynamique rend encore difficile la mesure de son impact : certains axes ont progressé, car leur projet existait avant la formalisation de l'IIRSA; et cette dernière n'a fait que renforcer certains projets et faciliter l'accès au financement d'un certain nombre d'autres. Cependant l'IIRSA s'est rendue célèbre par la production d'une carte qui a profondément transformé la vision de l'intégration en Amérique Latine, faisant passer les réseaux au premier plan d'un processus jusque là zonal, au sein duquel les frontières mêmes n'ont acquis de pertinence que dans une période très récente. A ce titre, l'Initiative a, en peu d'années, profondément fait évoluer les représentations du transfrontalier en Amérique Latine, ou du moins du type de dynamiques transfrontalières qui pouvait découler des processus d'intégration continentale.

Les initiatives de l'IIRSA : les corridors bioéconomiques de l'Amérique Latine



Publication: A. L. Amilhat Szary, based on IIRSA Data 2000

IIRSA - AGENDA DE IMPLEMENTACION CONSENSUADA 2006-2010



http://www.iirsa.org/BancoConocimiento/A/agenda_implementation_consensuada/agenda_implementation_consensuada.asp?CodigoIoma=ESP

CONCLUSION : QUELS DISPOSITIFS FRONTALIERS EFFECTIFS
POUR QUELLE INTÉGRATION ?

En Amérique Latine, depuis l'intensification des initiatives en matière d'intégration, le sort des régions frontalières a considérablement évolué. Leur prise en compte est, depuis les années 1990, explicite dans les politiques d'aménagement, mais celles-ci ne dépendent pas directement des institutions responsables de l'intégration, sauf dans le cas très particulier de l'IRSA. On se trouve donc face à des modalités de fonctionnement transfrontalier assez distinctes de celles que l'on peut trouver en Europe. Dans ces conditions, on peut se demander en quoi, sur le terrain, la réalité du passage des frontières a évolué.

Sur les frontières elles-mêmes, malgré l'intégration économique, le passage ne s'est pas dématérialisé, au contraire parfois. Les frontières latino-américaines ne sont pas ouvertes, elles sont même, pour certaines, plus fermées qu'elles ne l'ont jamais été (AMILHAT SZARY 2007). Les processus d'intégration ont permis de faciliter le transport des marchandises, par la réduction des barrières douanières mais aussi par le travail d'amélioration des routes, leur impact en termes de déplacements humains est beaucoup plus nuancé (pour les routes transandinnes, cf. AMILHAT SZARY, *op. cit.*; pour l'Amérique centrale et le Plan Puebla Panama, cf. MÉDINA-NICOLAS, 2007b). Dans un premier temps du moins, sur une grande majorité des frontières considérées, les contrôles aux frontières ont été renforcés, avant l'ouverture de négociations, plus ou moins abouties selon les pays, permettant aux résidents des régions frontalières de pouvoir franchir la limite sans passeport, grâce à des papiers d'identité nationaux assortis d'une attestation de leur résidence frontalière. Dans un registre plus large, la réalisation de complexes douaniers communs aux deux pays qui gèrent le passage d'une même frontière fait aujourd'hui l'objet des discussions centrales de la plupart des comités.

Ces points de passage intégrés constituent le contre-point de la figure du corridor (22), qui évacue pour bien des institutions responsables de l'intégration tout autre débat sur le territoire et son amé-

(22) La figure du corridor est également très présente dans les nouvelles modalités de consociation, cf. GOYON (S.), RAMOUSSEK (D.), *et al.*, 2007, «Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la 'mise en réserve' de l'Alto Bermejo (Argentine-Bolivie)», *Geocarrefour*, Vol. 82, n° 4.

nagement. Cette situation n'est pas nouvelle, et peut déboucher sur des dynamiques territoriales complexes : le plus célèbre projet d'intégration transfrontalière, le projet hydro-électrique d'Itaipu (dont la construction a débuté dans les années 1970, en partenariat entre Brésil et Paraguay) reposait sur un échange de flux. La production d'énergie devait partagée entre les deux pays : dans les faits, elle fut destinée avant tout au marché brésilien auquel le Paraguay vendait le surplus qu'il ne consommait pas. Dans ce cas, l'impact a été étendu, dans la mesure où c'est une grande partie du pays qui a été transformée par ce projet, Itaipu en étant devenue la deuxième ville. La frontière avec l'Argentine étant proche, la zone est entrée dans une dynamique tri-frontalière importante. Dans de nombreux cas, ce n'est pas tant la zone de frontière dont le développement est recherché, du point de vue des instigateurs des projets de corridors « bio-océaniques » : aux régions d'inventer projets susceptibles d'insérer leurs territoires sur ces axes pour y promouvoir le développement. Toutes sont loin d'avoir les capacités de cette initiative et se trouvent de ce fait fragilisées, condamnées peut-être à subir une intégration localement désintégratrice.

BIBLIOGRAPHIE

- AKHANNI HONVO A., 2003, « Intégration régionale, effets frontières et convergence ou divergence des économies en développement », *Région et développement*, Vol. 17, pp. 109-143.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2001, « Pour une approche géopolitique du rapport de l'homme à la montagne », in DEBARBIEUX B. (dir.), *La montagne, objet géographique chapitres du cours d'aggregation du CNED 2001-2002*, Vanves, CNED.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2003, « L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin », *Revue de Géographie Alpine*, Vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes, n° 3, pp. 47-56.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2005, « Géopolitique et frontières en Amérique Latine », in HARDY S. & MÉDINA-NICOLAS L. (dir.), *L'Amérique Latine*, Paris, Ed. du Temps, pp. 11-33.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2005 [2006], « L'intégration andine et ses présupposés : la région andine existe-t-elle ? », *Cahiers des Amériques Latines*, Vol. 50 – Les dynamiques de l'intégration dans les Andes, n° 2005/3, pp. 21-39.
- AMILHAT SZARY A.-L., 2007, « Are borders more easily crossed today? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes », *Geopolitics*, Vol. 2007, n° 1, pp. 1-18.

- AMILHAT SZARY A.-L. & ROUVIÈRE L., 2008, « Des dynamiques transfrontalières au bilan d'aménagement du territoire : innovations et blocages dans les Andes centrales (Chili-Pérou-Bolivie) », *Mosella. Numéro spécial « Frontières et Aménagement »*.
- APREGUY C., MARTINIÈRE G., *et al.*, 1979, « Frontières en Amazonie : la politique du Brésil et l'intégration de l'Amérique du Sud », *Problèmes d'Amérique Latine*, Vol. 53, n° 4533-4534, pp. 76-98.
- BERNAL MEZA R.A., 1990, « Papel de las regiones en la formulación de la política exterior y potencial de articulación con regiones de países limítrofes : antecedentes y perspectivas », *Revista Integración Latinoamericana*, Vol. 156 (La frontera : un factor de integración), pp. 28-39, http://www.iadb.org/Intal/intalcdi/integracion_latinoamericana/completa/completa.htm.
- BID-INTAL, 1980, *Geicos. Una experiencia empresarial de integración subregional*, Buenos Aires, BID-INTAL.
- BID-INTAL, 1989, *Los Comités de Frontera. Funcionamiento y Experiencia*, Buenos Aires.
- BID-INTAL, 1990a, *La frontera como factor de integración*, Buenos Aires, BID-INTAL.
- BID-INTAL, 1990b, *La integración fronteriza : Un importante campo de cooperación entre países*, Buenos Aires.
- BID-INTAL, 1991a, *Cooperación e integración fronteriza : bibliografía*, Buenos Aires, BID-INTAL.
- BID-INTAL, 1991b, *Nuevas perspectivas de la fronteras latinoamericanas*, Buenos Aires, BID-INTAL.
- BID-INTAL, 1992a, *La integración fronteriza en los acuerdos de libre comercio*, Buenos Aires, BID-INTAL.
- BID-INTAL, 1992b, *Proyectos de integración fronteriza. Identificación, preparación, evaluación*, Buenos Aires.
- CALVO A., 1965, « La banque interaméricaine de développement (BID) et le processus d'intégration », *Tiers Monde*, Vol. 6, n° 23, pp. 663-675.
- CARCIOFI R., 2008, « Cooperación y provisión de bienes públicos regionales : El caso de IIRSA », *Revista Integración & Comercio*, Vol. 28, pp. 57-88, http://www.iadb.org/intal/aplicaciones/uploads/publicaciones/e_INTAL_IYC_28_2008_Carciofi.pdf.
- CHAUMÉIL J.P., 2000, « Par delà trois frontières, l'espace central du trapèze amazonien (Pérou, Colombie, Brésil) », *Autrepart*, Vol. 14, n° Logiques identitaires, logiques territoriales, pp. 53-70, http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/pleins_textes_7/autrepart/010021954.pdf.
- DEBARHEUX B., 1997, « La montagne comme figure de la frontière », *Le Globe-Genève*, Vol. 137, pp. 145-166.
- ENDA-DIAPOL (dir.), 2007, *Les dynamiques transfrontalières en Afrique de l'Ouest. Analyse des potentiels d'intégration de trois « pays-frontières » en Afrique de l'Ouest*, Paris, CREDI-DIAPOL/KARTHALA, 215 p.
- FOUCHER M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.

- GUYOT S., RAMOUSSE D., *et al.*, 2007, « Acteurs et territorialisations conflictuelles autour de la 'mise en réserve' de l'Alto Bermejo (Argentine-Bolivie) », *Géocarrefour*, Vol. 82, n° 4.
- MÉDINA-NICOLAS L., 2007a, « Central American Borders at the Core of the Regional Integration Process », *Geopolitics*, Vol. 12, n° 1, pp. 78-108.
- MÉDINA-NICOLAS L., 2007b, « La Route Interaméricaine au prisme de l'intégration régionale : vers un décloisonnement progressif des frontières de l'Amérique centrale », *Fleur*, Vol. 70, n° 2007/4, pp. 20-32.
- Nations-Unies, 1950, *The Economic Development of Latin America and its Principal Problems*, New York, ONU.
- NORDMANN D., 1998, *Frontières de France*, Paris, Gallimard.
- PERRIER BRUSLÉ L., 2007, « The Front and the Line : The Paradox of South American Frontiers Applied to the Bolivian Case », *Geopolitics*, Vol. 12, n° 1, pp. 57-77.
- PERRIER BRUSLÉ L., 2008, *Les frontières de la Bolivie. Quelques réflexions sur l'ins-trumentalisation des frontières, Colloque « Vivre et tracer les frontières dans le monde contemporain »*, Tanger.
- SAHLINS P., 1996, [1989, Berkeley], *Frontières et identités nationales. La France et l'Espagne dans les Pyrénées depuis le XVIII^e siècle*, Paris, Belin.
- SMOUTS M.-C. (dir.), 1998, *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences P.O., 410 p.
- TURNER F.J., 1921, *The Frontier in American History*, New York, Henry Holt & Co.
- TURNER J., 1893, « The Significance of the Frontier in American History », *Report of the American Historical Association*, Vol. 1893, pp. 199-227.
- VALENCIANO E. O., 1990, « Los Comités de frontera : funcionamiento y experiencia », *Revista Integración Latinoamericana*, Vol. 156 (La frontera : un factor de integración), pp. 40-46, http://www.iadb.org/Intal/intalcdi/integracion_latinoamericana/completa/completa.htm.
- VAN DUICK P. & HAACK D., 2006, *Troublesome Construction. IIRSA and Public-Private Partnerships in Road Infrastructure*, Amsterdam, CEDLA, 96 p.
- ZIBECI R., 2006, « IIRSA : l'intégration sur mesure pour les marchés », *RISAL - Réseau d'information et de solidarité avec l'Amérique latine*, <http://risal.collectifs.net/>, Vol. n° IRC Programa de las Américas (<http://www.ircamericas.org/>), 13 juin 2006, <http://risal.collectifs.net/spip.php?article1854>.

Sous la direction de

François TAGLIONI et Jean Marie THÉODAT

COOPÉRATION ET INTÉGRATION Perspectives panaméricaines



Préface de Daniel Van Eeuwen

GÉOGRAPHIE
CULTURES

L'Harmattan

COOPÉRATION ET INTÉGRATION Perspectives panaméricaines

Dans les processus de régionalisation, les États-Unis d'Amérique jouent un rôle pionnier et continuent de promouvoir la signature de traités de libre-échange avec leurs différents partenaires. Les avancées successives, avec le Canada, le Mexique, l'Amérique Centrale et d'autres pays, se sont accompagnées d'un progrès sensible des relations économiques et financières. Cependant, il ne s'agit pas d'une évolution sans frein ni sans hésitation. La persistance de contentieux historiques et de plates mal cicatrisées dans les relations avec le puissant voisin nord-américain rend la perspective d'une intégration panaméricaine ambivalente du point de vue latino-américain. Cet ouvrage aborde la question de l'intégration des marchés, de la mobilité des hommes et des idées en insistant sur la spécificité des flux et de certaines attentes locales pour expliquer les hésitations et les modalités d'une intégration régionale dont les États-Unis d'Amérique, pour être partenaires des principaux acteurs impliqués, ne sont plus le seul modèle, ni le seul centre d'impulsion.

Les diverses contributions de cet ouvrage ont pour vertu d'aborder la question de l'intégration panaméricaine non pas d'un point de vue statique et institutionnel, mais par le bas, à partir du terrain, en tenant compte des pratiques factuelles et des mutations qui ne sont pas encore établies au point d'être formalisées par des accords. Les auteurs ont essayé de prendre la mesure des changements à l'œuvre dans les relations régionales où l'émergence de nouveaux acteurs laisse apparaître des perspectives nouvelles de coopération et des formes inattendues d'intégration. Celles-ci n'apparaissent pas forcément dans la prise en compte de l'économie visible de la région, mais il importe d'y prêter une attention particulière, sous peine de passer à côté de l'essentiel.

François TAGLIONI, chercheur à l'UMR Prodig, est professeur des universités en détachement en qualité de directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) à l'île de La Réunion.
<http://www.taglioni.net>

Jean Marie THÉODAT, chercheur et directeur-adjoint de l'UMR Prodig, est maître de conférences à l'université Paris I.

Colette FONTANEL, ingénieur de recherche CNRS au laboratoire « Espaces, nature et culture » de l'université de Paris-Sorbonne, a assuré la coordination rédactionnelle de cet ouvrage collectif.



9 782296 062771
ISBN : 978-2-296-06277-1
26,50 €

SOMMAIRE

Remerciements.....	7
Préface par Daniel Van EEUWEN, Professeur de sciences politiques, directeur du Centre de recherche sur l'Amérique Latine et les Caraïbes	9
Introduction par François TAGLIONI et Jean Marie THÉODAT. La coopération panaméricaine en question.....	13
Première partie	
Les flux et les réseaux caraïbes et nord-américains	
1- Marie-Carmen MACIAS. Coopération à la frontière Mexique/États-Unis : l'intégration sous surveillance	35
2- Karine GALY. La question des flux migratoires vers les États-Unis dans le contexte de l'intégration économique : un nouveau défi de l'ALENA ?	51
3- Joël FORTHOFFER. Les transports dans le Bassin caraïbe : la primauté des réseaux sur la proximité spatiale	77
4- Thierry NICOLAS. La télévision aux Antilles françaises : une fenêtre ouverte sur le vieux continent	93
Deuxième partie	
Les enjeux économiques et politiques dans la Caraïbe	
5- Laurence BUZENOT. Coopération commerciale et zones franches dans la Caraïbe.....	113
6- Christian FLEURY. L'articulation des enjeux géopolitiques et socio-économiques sur l'espace marin : la frontière marine entre Trinidad-et-Tobago et le Venezuela.....	135
7- Michel DESSE et Laurent JALABERT. Les Départements Français d'Amérique : assimilation, dépendance, et crise identitaire de 1945 à nos jours	165
8. Romain CRUSE. Coopérations informelles au cœur de l'antimonde Caraïbe	185

Troisième partie Le contrepoint sud-américain

9- Anne-Laure AMILHAT-SZARY. Comprendre les référents des projets d'intégration américaine. Du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines	209
10- Benjamin BUCLET. L'Organisation du Traité de Coopération Amazonienne : intégration régionale contre internationalisation ?	229
11- Laetitia PERRIER-BRUSLÉ. Intégration en Amazonie bolivienne	253

COMPRENDRE LES RÉFÉRENTS DES PROJETS D'INTÉGRATION AMÉRICAINE

Du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines¹

Anne-Laure AMILHAT-SZARY
Institut de Géographie Alpine/Université Joseph Fourier
Laboratoire PACTE-TERRITOIRES UMR 5194

L'échec de la ZLEA en 2005 a marqué le début d'une nouvelle étape dans une dynamique intégrationniste au périmètre s'élargissant, proche de réussir enfin à réunir les deux sous-continent américains. L'Amérique latine, rejetant ce projet d'initiative nord-américaine, semblait non seulement remettre en cause l'étape continentale mais critiquer fortement l'idée panaméricaine, jusqu'à remettre en cause ou du moins fragiliser les accords existants (comme le MERCOSUR ou la CAN (Amilhat Szary, 2005 [2006], 2007). C'était pour voir presque aussitôt ses principaux détracteurs lancer un contre-projet sur la même base territoriale. Mais en quoi l'ALBA, initiative bolivarienne pour les Amériques, promue par Hugo Chavez pour répondre aux dynamiques d'intégration continentale de nature libérale (et notamment la ZLEA), différerait-elle de ces projets qu'elle dénonçait ?

L'intégration supra-nationale en Amérique Latine, si elle apparaît, en ce début de XXI^e siècle, comme un processus emblématique de l'ouverture des marchés et caractéristique de la globalisation, ne peut, sur ce continent du moins, se réduire à cette interprétation néolibérale. L'opposition à ces dynamiques prend elle-même des tours panaméricains, proposant des solutions alternatives souvent intégrationnistes. C'est leur décryptage que nous proposons ici, afin de spécifier les projets d'intégrations discutés aujourd'hui, sur la base de leur ancrage politique mais aussi de leurs fondements historiques. Une analyse chronologique des projets de regroupement panaméricains (selon trois phases : celle du projet bolivarien,

1. Les résultats présentés dans cet article sont issus de recherches menées dans le cadre du projet de recherches ECOS France/Chili/Argentine (CO4H03/A04H03) : "Pour une nouvelle géopolitique andine".

du schéma d'aménagement continental de la production de la CEPAL et de l'intégration par les flux de marchandises et des marchés) montre de fait que, successivement, des acteurs révolutionnaires et libéraux ont pu se saisir du projet d'intégration selon des termes qu'il faut tenter de différencier. Nous proposons une analyse historique des acteurs politiques qui se sont fait les apôtres de l'intégration latino-américaine (bourgeois nationaux, intellectuels engagés, partis politiques, syndicats, entreprises multinationales, bailleurs mondiaux) pour analyser deux contre-initiatives contemporaines, à deux échelles distinctes : l'ALBA d'une part, et d'autre part un projet local à résonance ethnique, celui de la branche andine de l'Association des populations des montagnes du monde. En recherchant contre quoi s'érige le projet intégrationniste à chaque époque où on cherche à le promouvoir, on tentera de comprendre pourquoi il peut aujourd'hui se décliner selon des versions de nature politique assez radicalement opposées.

L'originalité de cette démarche réside dans l'usage qui est fait de l'analyse diachronique : il s'agit bien d'aller au-delà du tableau chronologique ou du recensement des processus existants dans leur état à un moment choisi (Van Eeuwen, 1997), d'autant que ce travail montre la multiplication croissante du nombre d'alliances et le jeu sur les échelles territoriales observé dans ces regroupements stratégiques. On ne souhaite pas positionner les processus actuels en fonction de dynamiques antérieures dans une optique évolutionniste, afin de tenter de comprendre mobilités et échanges contemporains à la lumière des circuits précolombiens ou coloniaux (comme chez Albo, Arratia *et al.*, 1996 pour les Andes centrales). Le fait de juxtaposer différentes époques permet également d'éviter l'écueil de la question de l'échelon optimal de l'intégration, un processus pouvant en accompagner un autre (Revel-Mouroz, 1991 ; Santander, 2004, mais surtout Dabène, 2000). Notre propos se situe dans une approche de géopolitique critique (Agnew, 1998 ; O'Tuathail, 1996 ; O'Dowd, 2002) : au-delà d'une réflexion sur le rôle et le pouvoir de l'échelon régional, qui accompagne celui de la délégitimation de l'État (Ohmae, 1995, 2005 ; Prévot-Schapira et Rivière d'Arc, 2001) on soulève le problème du référent de l'action publique ou de la mobilisation sociale et des représentations territoriales des acteurs de l'intégration.

Le rêve continental, première formulation du projet intégrationniste

Le projet d'intégration du continent latino-américain est sans doute aussi ancien que l'unification culturelle de cet espace par les colonisateurs européens. Pourtant, cette question politique ne s'est posée en tant que telle

qu'à partir des indépendances et du choix territorial qu'elles impliquaient (pendant la période coloniale, elle ne s'exprima qu'en termes de rivalités hégémoniques, notamment pour la fixation de la délimitation entre Empires espagnol et portugais (fixée par le traité de Tordesillas en 1494). À l'aube du XIX^e siècle, lors de la détermination des modèles politiques à suivre pour l'émancipation, le débat laissa en effet une grande place à l'idée intégrationniste. Celle-ci permettait de répondre de façon contradictoire à deux questions fondamentales : celle de la nationalité, définie comme principe culturel et celle du régime démocratique, comme principe politique.

Si les principes républicains proposés par les révolutionnaires "avaient l'immense avantage de définir la nature de la communauté civique selon des critères universels", ils se heurtaient dans le même temps à leur faiblesse corollaire : ils ne permettaient pas d'offrir le "fondement pour le tracé de frontières concrètes" (Thibaud, 2006, p. 115) qu'il fallait donc trouver dans un autre registre référentiel. C'est par la quête identitaire nécessaire pour mettre en œuvre le rêve politique qu'il promouvait qu'on peut sans doute expliquer l'aspiration intégrationniste de Simon Bolivar.

"La conscience d'une histoire partagée par tous les peuples soumis à la Couronne de Castille suscitait la tentation de reconstruire une unité nationale hispano-américaine qui se substituât à la nation espagnole de l'Ancien et du Nouveau Monde."

(Thibaud, *ibid*)

Sur ce point, il était loin de faire montre d'une vision du monde révolutionnaire, ou de promouvoir une utopie moderne, mais au contraire semblait habiter son projet continental d'une vieille idée de la nation (à construire d'abord en référence à une puissance extérieure). Procédant de la même façon que pour la construction des nations européennes dont on avait naturalisé les frontières pour matérialiser le pouvoir des rois en le fondant sur les lois naturelles, il se trouva des scientifiques pour accompagner ce projet : l'Amérique latine paraissait en effet "destinée à devenir une grande individualité politique, et, parmi les causes de cette évolution, l'unité géographique de la contrée a ... une importance de premier ordre" pouvait-on écrire (Reclus, 1893).

Le souci de Bolivar s'accompagnait d'une préoccupation géopolitique à court terme : s'agissant d'empêcher la reconquête espagnole, il valait mieux des territoires unis, mais ayant institutionnalisés leur alliance (de façon que la métropole ne puisse reprendre aucun segment de son ancien empire). Ce dernier avait saisi les enjeux du renouvellement de l'équilibre

des puissances dans un monde "postnapoléonien" d'où découlaient la nécessité pour les stratégies de s'insérer dans un système d'alliances et de blocs territoriaux. C'est dans ce contexte qu'il faut sans doute comprendre la célèbre "Lettre de la Jamaïque", où il énonce en 1815, "une idée grandiose", celle de faire en sorte que le nouveau continent émancipé ne forme qu'une seule nation. Les élites prérépublicaines des Amériques le soutenant dans ce projet d'association des ex-colonies sur le modèle des cités libres de la Grèce antique, il se décida à convoquer, depuis Lima en 1824 un Congrès amphyctyonique des nouvelles républiques.

Celui-ci se tint en juillet 1826 à Panamá, mais fut moins ambitieux que prévu : les Provinces argentines n'envoyèrent pas de délégué, les représentants de Bolivie n'eurent pas le temps d'arriver, il fut impossible au Chili de trancher entre fédéralistes et centralistes pour savoir qui mandater. On peut remarquer également que les États-Unis furent invités – par Francisco De Paula Santander, second de S. Bolivar (sans l'avis de ce dernier) sans que leur soit donné le droit de pouvoir prendre part aux discussions. Restait aussi en suspens le problème du Brésil qui demeurait sous tutelle portugaise, avec lequel il était difficile de négocier sur ses ambitions envers le Río de la Plata. Un texte final fut cependant signé par le Mexique, les Provinces Unies d'Amérique centrale, la Grande Colombie, et le Pérou afin de tenter de faire face à trois dangers identifiés : la fragmentation interne des États (et les rivalités entre pouvoirs national et régionaux), les possibles guerres entre nouvelles républiques², ainsi que l'hostilité des monarchies de la Sainte Alliance au principe républicain. Dans cet objectif d'ailleurs, il faut pointer le fait que le Libertador rêvait d'un tutorat britannique sur son projet de "nation de républiques". Une Amérique latine politiquement réunie pourrait être opposée aux deux "empires" du nouveau monde que constituaient alors les États-Unis et le Brésil.

2. C'est dans ce but que le congrès valida le principe de délimitation frontalière 'lui possédés, ita possidētis' (comme vous possédez, vous posséderez), injonction à respecter le découpage colonial dans le tracé des frontières internationales. Son application fut plus difficile qu'on ne l'escomptait. Dans les faits, seulement 30 % des frontières internationales latino-américaines y reprennent des tracés antérieurs au XIX^e siècle, legs direct du découpage de l'espace continental réalisé par les empires ibériques (Foucher, 1991). Si les capitales des nouveaux États sont souvent les anciens centres du pouvoir colonial, il n'en va pas de même pour leurs périphéries. Ce décalage est lié à plusieurs facteurs. Le premier est lié à l'enchevêtrement des limites coloniales, caractéristique de l'ancien régime ; le deuxième s'explique par le fait que la hiérarchisation du découpage colonial fut loin d'être toujours respectée. Le troisième facteur repose sur le fait que ces limites coloniales étaient rarement déterminées sur le terrain par un bornage précis, et reposaient sur une connaissance cartographique très limitée encore à l'aube du XIX^e siècle. Le quatrième et non des moindres, est constitué par l'exception brésilienne (Amilhat Szary, 2005, p. 11-13).

Ce regroupement continental ne dura guère que le temps du congrès. Il reposait sur une architecture pyramidale, l'union continentale devant prendre la forme du regroupement de confédérations de niveau régional qui, elles-mêmes, connurent une existence très éphémère, qu'il s'agisse, du sud au nord, de la Fédération péruano-bolivienne, de la Grande Colombie (composée de la Nouvelle Grenade et du Venezuela³) ou des Provinces Unies d'Amérique centrale (ou République fédérale centro-américaine, composée du Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa Rica)⁴. Ce dessin d'ensemble avait l'avantage de permettre des initiatives d'échelles variées. On vit ainsi émerger des projets de niveau intermédiaire, tel celui d'une Confédération andine qui aurait agrégé la Grande Colombie, l'Équateur, et la fédération péruvo-bolivienne qui ne vit jamais le jour.

Cependant, ces confédérations éclatèrent sous les rivalités des bourgeoisies urbaines qui avaient mené les luttes pour l'indépendance. Les contours des États accédant finalement à l'indépendance correspondent donc à une stabilisation des rapports de force économiques et politiques. Le processus d'éclatement aurait pu même aller plus loin : le général bolivien Santa Cruz voulait ainsi diviser le Pérou en deux (une partie nord qui aurait eu pour capitale Lima, une partie sud organisée autour de Cuzco) dans le but d'attirer le Sud affaibli sous l'orbite bolivienne et de donner à son pays la maîtrise des régions densément peuplées de l'altiplano. C'est finalement l'argument économique qui l'emporta dans la définition des jeunes États latino-américains s'émancipant de la tutelle espagnole, dans un contexte où le modèle politique faisait encore débat et où les distinctions identitaires semblaient difficiles à justifier. Il consacrait le triomphe des intérêts des bourgeoisies locales, à l'origine du fonctionnement oligarchique des États indépendants d'Amérique latine. On peut les opposer de façon binaire au romantisme stratégique des rêves bolivariens. Il faut plutôt retenir de ces premiers avatars que les projets intégrationnistes font partie de l'identité latino-américaine, liés au substrat politico-culturel commun du continent : au cours de l'histoire des deux derniers siècles, ils interagissent constamment avec le processus de construction nationale. On remarque que, à la différence de l'Europe, en Amérique latine, l'idée intégrationniste n'est pas

3. Bolivar lui-même hésitait sur la nature du régime à accorder à sa patrie émancipée : un Venezuela resserré ou une Grande Colombie intégrée ? Optant pour la Grande Colombie, il y promut cependant un système très centralisé. L'unité colombienne devait disparaître avec son décès.

4. Qui éclatèrent respectivement en 1830 pour la deuxième et en 1839 pour les deux autres.

exclusive de celle de la nation. Depuis la dimension transnationale de la geste de libération (qui voit les deux grandes armées de Bolívar et San Martín traverser le continent pour y diffuser le ferment nationaliste) jusqu'aux projets nationalistes du tournant du XX^e siècle, l'intégration va constituer un référent stratégique récurrent des politiques nationales⁵.

Dès les années 1850, cependant, certains revenaient sur le premier consensus, au titre d'une critique économique cette fois : Juan Bautista Alberdi, plus connu pour avoir été l'un des grands constitutionnalistes de l'Argentine que pour ses prises de position avant-gardistes sur l'intégration économique (sur lesquelles il revint à la fin de sa vie, revenant vers une position protectionniste) proclamait :

"L'Amérique est mal faite, messieurs, si vous me permettez d'employer cette expression. Il faut recomposer sa carte géographique-politique. C'est un bâtiment ancien, construit selon une pensée caduque aujourd'hui ; avant c'était une usine espagnole où les départements étaient consacrés à des tâches spécifiques distribuées en fonction des nécessités de la planification industrielle du fabricant ; aujourd'hui chacun de ces départements est une nation indépendante et travaille pour soi, selon son inspiration. Dans cette nouvelle tâche, ce nouveau régime d'existence, il ne trouve pas toujours le local de son domicile adéquat et commode au développement de ses multiples et diverses fonctions, et il aurait besoin de modifier le plan de son bâtiment, mais il butte contre les limites établies par la métropole monarchiste qu'a respectée l'Amérique républicaine."⁶

(Juan Bautista Alberdi cité par Almeida et Lagos, 1965)

153. La chronologie de ces projets reste à faire, de 1850 aux années 1950, pour montrer le lien entre des projets dont le positionnement sur l'échiquier politique traditionnel varie énormément, des libéraux au plus célèbre Pacte ABC (Argentine, Brésil, Chili), soutenant un axe Buenos Aires-Rio de Janeiro-Santiago (Juan Preon, Getulio Vargas, Carlos Ibanez del Campo) comme base d'un « continentalisme » reformulé dans un objectif de défense.

6. "La América está mal hecha, señores, si me es permitido emplear esta expresión. Es menester recomponer su carta geográfico-política. Es un edificio viejo, construido según un pensamiento que ha caducado; antes era una fábrica española cuyos departamentos estaban consagrados a trabajos especiales distribuidos según el plan industrial necesario del fabricante; hoy cada uno de los departamentos es una nación independiente y trabaja según su inspiración para sí. En esta ocupación nueva, en este nuevo régimen de existencia, no siempre encuentra adecuado y cómodo el local de su domicilio para el desempeño de sus multiplicadas y varias funciones y tendría necesidad de variar el plan de su edificio, pero tropieza con los límites que estrablécó la Metrópoli monárquica y que ha respetado la América republicana."

L'intégration planifiée : une tentative de régulation économique continentale

L'idée d'intégration fut mise en sommeil pour près d'un siècle après l'échec de la tentative bolivarienne, pour renaître sous un angle économique à partir des années 1950. C'est sous l'égide de la CEPAL que les accords économiques allaient se généraliser sur le continent latino-américain et changer de nature en même temps que d'échelle⁷. La Commission économique pour l'Amérique latine existe depuis 1948 : c'est l'une des agences continentales fondées par les Nations Unies, et sans doute celle qui fut la plus active. C'est en effet en son sein que fut définie la théorie de la substitution des importations, qui devait donner lieu à la formalisation dans les années 1970 de l'école de la dépendance. Dans la réflexion menée par ses théoriciens (notamment Raúl Prebisch, 1962 (1949), dès son étude économique du continent publiée en 1949) il apparut assez rapidement que, pour remédier au sous-développement, il fallait utiliser le protectionnisme mais aussi élargir les marchés domestiques, d'où l'idée d'appliquer une politique d'industrialisation pour la substitution des importations (ISI) à l'échelle continentale. C'était aller contre l'insertion dans un système d'échanges mondialisés et promouvoir au contraire un recentrage et même une certaine autarcie de la région. L'intégration continentale apparaissait dès lors comme un outil de rationalisation de l'industrialisation des pays latino-américains, la réciprocité devant permettre à chacun une spécialisation bénéfique. Ce processus se structura autour de quatre pôles régionaux traditionnels : malgré des résultats mitigés, ils se maintinrent jusqu'à la crise de la dette qui isolait les pays fragilisés et augmenta les difficultés d'articulation entre eux. Trois d'entre eux ont une vocation régionale, mise en œuvre dans le cadre d'un échelon continental articulateur, celui de l'association latino-américaine de libre-échange - libre commerce (ALALE ou ALALC) fondée en 1960 (traité de Montévideo) et remplacée en 1980 par l'ALADI (Association pour le Développement Industriel), traduisant une vision plus pragmatique de l'intégration (possibilité de négociations avec des pays tiers, notamment des pays développés, et d'accords bilatéraux entre pays membres). À savoir :

- le marché commun centraméricain (MCCA), conçu en 1960 (traité de Managua, "traité général d'intégration centraméricaine") par cinq membres : Costa Rica, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Salvador ;

7. N'existaient que des textes bilatéraux avant les années 1950, comme ceux qui unirent Brésil et Uruguay dès 1936, Brésil et Argentine en 1940, Brésil et Chili en 1943.

- le Pacte Andin, créé en 1969 (traité de Carthagène), réunissant la Bolivie, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et le Chili (qui le quitta en 1976), rejoints par le Venezuela en 1973 ;

- la Communauté des Caraïbes (anglophone) ou CARICOM, née en 1973 (traité de Chaguaramas), fondée par quatre États rejoints ultérieurement par onze autres.

À l'époque, l'initiative intégrationniste est soutenue par des acteurs sociopolitiques très divers, notamment par des partis politiques de gauche ou du centre.

L'APRA (*Alianza Popular Revolucionaria Americana*), d'inspiration marxiste, créée par le péruvien Víctor Raúl Haya de la Torre, fut le premier parti politique à proclamer l'intégration comme projet politique. Du Mexique, son fondateur appelait en 1924 à "l'union politique et économique des pays latino-américains dispersés" (Haya De la Torre, 1936, chap. VI, p. 121), définissant en 1928 l'intégration "comme le premier pas sur le chemin de notre défense (celle de l'Amérique latine) anti-impérialiste et de l'unification politique et économique des vingt républiques entre lesquelles se divise la grande nation indo-américaine". Poursuivant ce programme, l'APRA, devenue l'un des piliers du jeu politique péruvien, contribua à convoquer un Parlement latino-américain en décembre 1964 à Lima.

L'analyse de la place du mot d'ordre intégrationniste au cœur de la démocratie chrétienne illustre sa progression vers une position consensuelle. Ce mouvement, effectivement présent dans la plupart des pays du sous-continent, disposant de plus d'un secrétariat permanent, l'ODCA (Organisation Démocrate Chrétienne d'Amérique), allait porter au pouvoir un certain nombre de chefs d'État à partir des années 1960⁸. Les positions déterminées à l'occasion des cinquième et sixième Congrès Internationaux de la démocratie chrétienne (Lima 1959 et Caracas 1964) témoignent de l'adoption croissante du point de vue intégrationniste. En 1959, le thème fut discuté sans qu'aucune décision ne soit adoptée : on lit dans les annales du parti que :

8. Cf. le parti démocrate-chrétien d'Eduardo Frei (président du Chili 1964-1970) ; le parti d'unité sociale chrétienne de Rodrigo Carazo (président du Costa Rica 1978-1982) ; le parti démocrate-chrétien de José Napoleón Duarte (président du Salvador 1984-1989) ; le parti populaire chrétien qui partage le pouvoir avec le parti d'Acción Popular de Fernando Belaúnde Terry (président du Pérou 1963-68 et 1980-90) ; le Comité électoral indépendant d'organisation politique de Rafael Caldera (président du Venezuela 1969-74 et 1994-99) ; la participation au gouvernement de Rómulo Betancourt (1959-64) en Colombie.

"L'intégration économique de l'Amérique latine est absolument nécessaire, comme moyen pour que les pays latino-américains disposent d'un ample marché suffisamment dynamique pour permettre l'intensification de la production en général [...]."⁹
(*Quinto Congreso Internacional de la DC*, 1959)

Quelques années plus tard, la définition que la démocratie chrétienne donne de l'intégration a évolué vers une prise en compte plus importante des objectifs politiques :

"La solution des grands problèmes qui étouffent les peuples latino-américains exige de façon inéluctable, en plus de la transformation radicale des structures socio-économiques au sein de chaque État, une intégration économique, sociale et politique qui comprenne tous les peuples d'Amérique latine."¹⁰
(VI Congreso Internacional de la Democracia Cristiana, 1964)

Pour ce faire, des institutions nouvelles sont nécessaires et la création d'un Conseil des Ministres de l'Économie, de ministres de l'Éducation, ainsi que celle d'un Parlement latino-américain et d'une cour latino-américaine de justice sont proposées.

Le soutien se prolonge jusque dans les organisations ouvrières dont, en tout premier lieu, l'ORIT (Organización Regional Interamericana de Trabajo), expression de l'interaméricanisme ouvrier, à laquelle participe la plus grande partie des syndicats socialistes réformistes d'Amérique latine ainsi que l'AFL-CIO états-unienne. Lors de son sixième congrès continental (1965), l'ORIT déclare son appui au processus intégrationniste matérialisé par la création de l'ALALC et du MCCA en trois points : l'organisation

9. "Es absolutamente necesaria la integración económica de Latinoamérica, como medio para que los países latinoamericanos dispongan de un amplio mercado propio y lo suficientemente dinámico como para permitir la intensificación de la producción en general, así como de bienes de capital en particular, paso éste que es preciso darlo como un requisito básico para el sólido desarrollo de todos y de cada uno de los países de América Latina en el futuro inmediato." (*Anales del Quinto Congreso Internacional de la DC*, publicación de la Comisión Organizadora, Lima, 1959, p. 73-75 et 121-126)

10. "La solución de los grandes problemas que agobian a los pueblos latinoamericanos exige ineludiblemente, además de la transformación radical de las estructuras socioeconómicas dentro de cada Estado, una integración económica, social y política que comprenda a todos los pueblos de América Latina. Que la integración económica y social necesita una inicial de la decisión política si la cual ninguna forma concreta de integración social y económica puede comenzar, y una segunda etapa en que sucesivas decisiones políticas aceleren la marcha del proceso integracionista y lo culminen con la constitución de un ente político único que abarque a todas las naciones de la América Latina" (VI Congreso Internacional de la Democracia Cristiana, *Informe final*, Caracas, mai 1964, p. 1-4).

manifeste son accord au processus, déclare son appui aux efforts de coordination économique, et exprime sa satisfaction face à la création d'un Parlement latino-américain à Lima en 1964, tout en demandant "la participation effective et organisée des travailleurs d'Amérique latine au sein des organismes de planification continentale fondés pour mettre en œuvre l'intégration, dans des conditions de représentation équivalentes à celles du Capital et de l'État."¹¹ Le soutien est tout aussi explicite au sein de la CLASC (*Confederación Latinoamericana de Sindicatos Cristianos*), numériquement moins importante que l'ORIT, mais dynamique et alors en progression.

C'est dans ce contexte que put être fondé le Parlement latino-américain ("Parlatino"), dont la première réunion eut lieu à Lima, les 7-11 décembre 1964. Y participaient des sénateurs et députés originaires de treize pays du sous-continent, représentant les partis intégrant ces congrès nationaux, ainsi que des observateurs issus des principaux organismes internationaux de la région (CEPAL, BID, OEA). La présence de la démocratie dans tous les pays "formant partie du continent" fut proclamée comme une "base indispensable dans le but de l'intégration" de l'Amérique latine sur le plan politique¹², clause qui allait devenir immédiatement caduque avec la prolifération des dictatures. Malgré les soubresauts de l'histoire latino-américaine dans la deuxième moitié du vingtième siècle et les pesanteurs qui ont freiné l'ALALC devenue ALADI, ce parlement existe toujours. Par sa longévité, il a largement dépassé celui que Bolívar avait convoqué à Panamá. Pourtant, sa discrétion politique explique sans doute

11. "Manifestar su pleno apoyo al proceso de integración económica, política y cultural de Latinoamérica, como el medio más eficaz de asegurar el desarrollo económico y social de la zona y la elevación del nivel de vida de los trabajadores. Declarar su respaldo a los esfuerzos de coordinación económica iniciados pcon el MCC y la ALALC, así como su deseo de que se llegue a la formación de un Mercado Común Latinoamericano; Expresar su satisfacción por la creación del Parlamento Latinoamericano fundado en Lima, Perú, el 11 de diciembre de 1964, como institución de origen popular, representativa de todas las corrientes políticas democráticas de Latinoamérica y recomendar a las organizaciones afiliadas a la ORIT que presten apoyo y consideración; Demandar la participación efectiva y organizada de los trabajadores de América en los organismos de planificación continental que se funden como resultado de la integración y en igualdad de condiciones con los representantes del Capital y del Estado," cité par Almeida, R. et Lagos, G., (dir.), 1965, *La integración latinoamericana. Situación y perspectivas*, Buenos Aires, INTAL, p. 217.

12. "Una de las bases indispensables para el logro de la integración de América Latina en el orden político lo constituye la vigencia efectiva de la democracia en todos los países que integran nuestro continente."

qu'il n'ait pas détrôné son illustre ancêtre dans les représentations courantes de l'histoire de l'intégration continentale. De cette phase d'institutionnalisation de l'intégration latino-américaine, on retiendra un remarquable consensus du corps social en faveur de cette dynamique continentale. Les associations patronales la soutenaient également, comme l'IALA (Asociación de Industriales Latinoamericanas) fondée par les organisations industrielles les plus importantes issues des pays signataires du Traité de Montevideo. Dans ce mouvement, elle prenait un contour distinct de la définition qui en avait été donnée au XIX^e siècle : l'intégration de la deuxième moitié du XX^e siècle ne se définissait plus comme alternative à l'État-nation mais bien comme solution d'accompagnement de l'économie capitaliste.

Le rejet de l'intégration par l'intégration : acteurs et échelles

Entre le rejet de l'ALCA et les prémisses institutionnelles que nous venons de décrire, on trouve une autre génération de traités d'intégration sur lesquels notre objectif n'est pas de revenir ici (cf. le MERCOSUR, Marché Commun d'Amérique du Sud fondé par le traité d'Asunción (1991) et entré en vigueur en 1995 ; l'Alena (ou NAFTA) ouvert en 1994, l'*Andean Free Trade Agreement* signé en 2004, (cf. Azuelos, Cosío-Zavala et al., 2004 notamment). Ces derniers accompagnent la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale, et l'ouverture de l'économie continentale, ils mettent en place de grands marchés, plus aptes pour l'instant à favoriser la circulation des marchandises et des capitaux que celle des hommes et des solutions politiques. Par leur redécoupage de l'espace et la polarisation continentale qui s'ensuit, ils semblent marquer une étape ambivalente dans la progression de l'idée intégrationniste. D'une part, l'échelle de l'aire d'influence a changé : qu'il s'agisse du MERCOSUR ou de l'Alena, les périmètres concernés englobent quasiment un sous-continent, on a fait remarquer que l'innovation géopolitique du MERCOSUR résidait sans doute dans la réunion inédite des deux géants du sud que représentaient l'Argentine et le Brésil, et surtout l'ancrage de ce dernier dans une trajectoire continentale qu'il cherche toujours à compléter par une stratégie de leadership global (notamment au sein du G22, cf. Frégosi, 2006, p. 123). Les blocs émergents semblent alors autant rivaux que complémentaires (Dabène, 2000), comme le montre la valse-hésitation des candidatures, certains pays de la CAN étant devenus membres associés du MERCOSUR dès 1996 (Bolivie), ou s'étant rapprochés d'autres voisins (le Venezuela réuni avec la Colombie et le Mexique dès 1991 au sein du Groupe des Trois).

C'est dans ce contexte que G. Bush père a lancé l' "Initiative pour les Amériques" (discours du 27 juin 1990), afin de promouvoir une zone de libre-échange bi-hémisphérique (ZLEA ou ALCA) qui regrouperait 800 millions de personnes et 40 % du PIB mondial, reprenant à son compte la vieille antienne intégrationniste. Son lancement fut effectué lors du premier Sommet des Amériques (Miami, 1994) qui regroupait 34 pays, excluant Cuba sur un critère démocratique. Il fut suivi par les sommets de Santiago (1998), Québec (2001) et Monterrey (2004). L'enthousiasme initial se heurta à la diversité croissante des intentions politiques, et à la mise en forme de l'expression de formules alternatives. À partir de la rencontre de Québec, ce qui se passait dans les rues autour du Sommet importa en effet tout autant pour l'Amérique latine que les négociations officielles.

En parallèle à cette initiative venue du nord, les recompositions allaient bon train au sud : d'un point de vue institutionnel d'abord, un premier accord fut ainsi signé entre la CAN et le MERCOSUR en 1998, suivi par un traité de libre commerce en 2004 (Cuzco) donnant naissance à la Communauté sud-américaine des nations (CSAN). Elle regroupait donc les membres du Marché commun du Cône sud (Mercosur) que sont le Brésil, l'Argentine, l'Uruguay et le Paraguay, ceux de la Communauté andine des nations (CAN) formée de la Colombie, du Venezuela, du Pérou, de la Bolivie et de l'Équateur, auxquels se joignaient le Chili, le Guyana et le Surinam alors que deux autres États, le Mexique et le Panamá, y avaient un statut d'observateur : en quoi se différencie-t-elle de l'ALCA dans sa revendication intégrationniste ? La CSAN refusait le leadership nord-américain d'une part, et prétendait renouveler le rôle régulateur conféré aux institutions interventionnistes dans les années 1950-60. De tout autre nature apparaissent les initiatives intégrationnistes alternatives, dont la plus célèbre est l'ALBA.

L'opposition à l'ALCA a en effet donné naissance à un repositionnement des acteurs politiques, sociaux et économiques sur le continent, prenant la forme d'une "campagne" dite "anti-ALCA" qui s'apparente à un mouvement social international. Dans tous les pays concernés, des mouvements, comités ou plates-formes nationaux sont nés du réseau d'organisations sociales existantes, principalement issues de la nébuleuse altermondialiste fédérée au niveau international par les Forums Sociaux Mondiaux depuis Porto Alegre-2001. Ces initiatives ont trouvé au Forum Social Mondial de janvier 2002 l'opportunité de dialoguer et de se regrouper, donnant naissance à une "Coordination continentale" (CC) de la campagne anti-ALCA, formée de deux représentants des mouvements, comités ou plate-formes nationaux, ainsi que de deux représentants par

réseau continental ou régional. Cette dernière fut dotée d'un Secrétariat continental (SC) sis au Brésil, formé du Secrétariat de l'Alliance sociale continentale du Brésil et du Secrétariat de la Campagne brésilienne contre l'ALCA "À tous les peuples d'Amérique. Appel lancé par les participants à la II^e rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA, La Havane, 2002." 2003. Cette campagne anti-ALCA prend cependant une forme territoriale ambiguë : nébuleuse d'ONG, elle n'échappe pas à une forme de *leadership* continental exercée par le Brésil. Avant de devenir président du Brésil en 2003, L.I. Lula da Silva a en effet joué un rôle important dans le rejet de l'ALCA. Il écrivait ainsi en août 2002 :

"Au fil des jours, de nouvelles études démontrent que pratiquement tous les secteurs de l'économie brésilienne perdront plus que ce qu'ils gagneront en adhérant à l'ALCA [...]. C'est pour cela que nous défendons une véritable intégration politique, économique et culturelle des pays latino-américains afin de négocier avec les États-Unis dans de meilleures conditions."

(*Le Brésil et l'ALCA*)

Le rejet de l'ALCA a ainsi donné lieu à des reformulations du projet intégrationniste latino-américain, et à l'expression conjointe de visions géostratégiques pour ce continent. La plus connue est l'ALBA, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques, initiative lancée par le président vénézuélien Hugo Chávez, dont les termes reprennent le projet de libération de Simon Bolívar, son lointain prédécesseur. Évoquée au troisième sommet des chefs d'État et de gouvernement de la Communauté des États de la Caraïbe (CEA), sur l'île de Margarita, en décembre 2001, elle est officiellement née de la consolidation de l'axe Venezuela-Cuba, lors d'une rencontre à La Havane en avril 2005. L'idée fondatrice est de placer la solidarité interne avant la compétitivité externe, sur la base d'une complémentarité renouvelée, grâce à la suppression des droits de douane mais aussi l'utilisation de fonds compensatoires (financés grâce aux revenus pétroliers vénézuéliens) et aux commandes publiques. En rejoignant cette alliance en 2006, le président bolivien Evo Morales a proposé de l'accompagner d'un Traité de Commerce des Peuples (TCP formulé en opposition aux traités de libre-échange que multiplient les USA pour passer outre le rejet de la ZLEA) à faire co-signer par les membres de l'ALBA soit encore une nouvelle déclinaison de la perspective intégrationniste, toujours dans l'objectif double d'une démarche géopolitique continentale et d'un positionnement de *leadership*.

La critique de la dynamique d'intégration libérale passe aujourd'hui par la multiplication d'initiatives de type associatif. Nous en avons étudié un certain nombre dans les Andes centrales, où l'on voit des régions monter des projets d'intégration dans le but de dépasser la marginalisation que leur imposent les dynamiques continentales (Amilhat Szary, 2003, 2005 [2006]). Leur fonctionnement multiscalair peut se construire sur une base transnationale, démarquant ces initiatives des premiers projets pyramidaux qui visaient à construire des États puis à les fédérer au sein d'institutions plus ou moins fortes. À titre d'exemple, on peut revenir sur la structuration de la branche latino-américaine de l'Association des Populations des Montagnes du Monde, réseau mondial, animé par des élus, des membres d'associations indigènes et des chercheurs ou experts des zones concernées¹³. Ce projet peut être qualifié d'intégrationniste, à une autre échelle et sur une autre base territoriale que celle du regroupement des États : il procède de la conjonction d'une prise de conscience externe (celle de la fragilité écologique et humaine des milieux de montagnes ayant conduit l'ONU à proclamer une année Montagnes) avec la maturation politique des revendications ethniques indigénistes. Celle-ci s'est structurée grâce à la mobilisation pour l'organisation d'une série de rencontres régionales destinées à préparer les grands sommets mondiaux (Quito et Bichkek, Kirghizstan, 2002). Cette organisation témoigne dans ses textes d'une définition complexe des Andes : la conscience d'une spécificité montagnarde d'une part ("Pour nous, la montagne est un tissu de territoires en interrelations et traversés par des échanges matériels et immatériels [...] *Rencontre régionale andine, 7-10 septembre 2006, Cuzco, Pérou*) et celle du rôle fondamental des peuples premiers dans le devenir de ce type d'espace d'une autre ("L'APMM est ainsi une "caisse de résonance" qui s'appuie sur les organisations sociales et indigènes de chaque pays", site web APMM). Les déclarations sur l'eau ou la coca, ou encore les propositions renouvelées lors de la dernière rencontre de septembre 2006 : " Nous proposons que ces territoires soient reconnus comme fondement de l'organisation sociale, culturelle, politique des sociétés humaines concernées et de la relation spirituelle et matérielle de l'homme à la richesse naturelle (éléments vitaux), et par conséquent fondement de l'organisation de ses activités économiques et productives" construisent une

13. "L'APMM est née du premier Forum mondial de la montagne qui s'est tenu à l'UNESCO (Paris) et à Chambéry (Savoie) en juin 2000 à l'initiative de l'Association nationale des élus de la montagne (ANEM) et de la ville d'accueil. À l'issue du Forum qui a réuni 70 pays et 900 participants, il a été décidé de créer une association mondiale des populations de montagne pour faire entendre la voix des montagnards et l'expression de leur volonté." (<http://www.mountainpeople.org/fr/histoire/questions.php>)

vision intégrée de l'avenir des territoires andins, dans un sens bien différent de celui qu'induisent les intégrations régionales analysées précédemment. Ce hiatus est d'ailleurs revendiqué : dès 2002, fut promulguée une "déclaration de Achocalla contre l'ALCA", et les minutes de l'atelier de septembre 2006 à Cuzco réaffirment :

"Nous continuons à rejeter les politiques et propositions d'intégration économique qui ne reconnaissent pas nos cultures, nos spécificités, nos modes de production et économies propres. Au niveau continental et en matière d'intégration économique et politique, nous voulons approfondir de nouvelles propositions, du type ALBA et TCP (Traité de Commerce des Peuples), qui cherchent une plus grande équité et une plus grande justice. Par sa structure originale, qui regroupe des organisations sociales, des autorités élues, des ONG et des individus, experts ou habitants de montagne, l'APMM est un espace différent de ceux qui existent déjà au niveau andin, ce qui permet de s'adresser à des secteurs et acteurs plus diversifiés au niveau andin comme au niveau mondial."

La force d'un tel mouvement est certainement sa dimension réticulaire, qui permet une nouvelle fois de proposer une alternative à une intégration imposée.

Les USA et l'intégration : le panaméricanisme, frein ou accélérateur de l'intégration latino-américaine ?

Si nous avons volontairement tenté d'isoler de la discussion le statut des États-Unis dans les processus d'intégration latino-américains, ce serait un total contresens que de l'évacuer. Pour discuter l'idée que l'on se fait traditionnellement d'un sous-continent soumis à son voisin états-unien ("Si loin de Dieu, si près des États-Unis" disait Porfirio Diaz du Mexique qu'il a gouverné de façon quasi continue de 1876 à 1911), nous nous proposons de revenir sur l'analyse du panaméricanisme comme un volet des dynamiques méridiennes qui ont traversé l'Amérique latine.

On affirme généralement le statut fondateur du discours de James Monroe datant du 2 décembre 1823, marquant les fondements d'une "doctrine" éponyme. On a déjà souligné la corrélation chronologique entre cette déclaration et la convocation au premier congrès panaméricain lancée par Simon Bolivar aux nouvelles républiques latino-américaines, le lien entre les deux initiatives apparaissant de nature contradictoire : le *leadership*

états-unien n'excluant pas une intégration au sud, la perspective d'unité du sud stimulant l'autoritarisme du nord. Malgré l'affirmation d'une menace à l'encontre des puissances européennes qu'il contient, le panaméricanisme que ce texte contribue à assooir fut plutôt conçu comme l'expression d'une influence, sans aucune obligation de réciprocité : tout au long du XIX^e siècle, les États-Unis ne se sont mobilisés que pour assooir leurs intérêts en Amérique latine¹⁴. Le panaméricanisme, tel que nous l'entendons souvent, ne serait en fait que son interprétation récente, qui date de la fin de la suprématie économique britannique en Amérique latine (les investissements de la Grande-Bretagne dans le sous-continent passent de 754 millions de livres en 1938 à 245 en 1951) et de l'entrée dans la guerre froide consécutive au deuxième conflit mondial (au cours duquel tous les pays du continent ont fini par s'aligner contre les puissances de l'axe¹⁵). Les États-Unis ont ensuite tenté d'emmener le continent unifié avec eux dans la guerre froide.

Les États-Unis ont alors développé une politique continentale basée sur la sécurité (refusant dans les années 1950 des demandes d'intégration économique émanant du Sud) qui s'est traduite par la création en 1948 de l'OEА (Organisation des États Américains, dont l'ancêtre fut l'Union panaméricaine de 1910, elle-même fondée sur la base de l'Union internationale des républiques américaines de 1890). Signé en 1947, il s'agissait de la première alliance défensive, basée sur le Traité Interaméricain d'Assistance réciproque en cas d'agression (soit quelques mois après le plan Marshall, mais deux ans avant l'OTAN). "Seule instance géopolitique continentale à associer Sud et Nord d'un même fuseau géopolitique", son siège et ses organes de fonctionnement furent cependant localisés à Washington. Dans les faits, l'action états-unienne a pris une forme très

14. Ainsi, et à l'exception de quelques situations conflictuelles en Amérique centrale, les États-Unis sont très peu intervenus dans le processus de tracé des frontières latino-américaines. De façon similaire, ils n'ont pas bougé pour venir en aide aux pays nouvellement indépendants lors des agressions subies par ces derniers, comme l'occupation par la Grande-Bretagne du Belize en 1824, ou des Malouines/Falklands en 1832. Ils ont par ailleurs rapidement pris leurs marques sur l'espace qui s'étendait au sud de leur territoire : acquisition de la Floride en 1819 suite à leur intervention, annexion d'une portion importante de territoire mexicain en 1847, puis de Porto Rico en 1898 (après la guerre contre l'Espagne qui leur a aussi permis de s'adjointre Hawaii et les Philippines, ainsi qu'un contrôle sur Cuba), sans compter les multiples prises d'intérêt des entreprises états-uniennes dans le jeu économique latino-américain (leur intervention au Panamá en 1903 leur ouvre le contrôle sur le canal à construire).

15 L'Argentine étant restée neutre jusqu'au tout dernier moment, ce qui s'en est fortement ressenti dans ses relations post-guerre avec les États-Unis qui ont alors renforcé leurs liens avec le Brésil.

interventionniste. Pour arriver à leurs fins, ils furent ainsi amenés à peser directement sur le devenir des régimes politiques latino-américains : financement de mouvements contre-révolutionnaires en Amérique centrale et en Colombie, participation à des coups d'État "préventifs" conduisant à l'installation violente de dictatures à partir de 1961 (dont le renversement de Salvador Allende par Pinochet en 1973).

Lorsque Kennedy lança son "Alliance pour le progrès" pour permettre l'accroissement des investissements états-unis au sud, en 1961, il était déjà tard par rapport au grand souffle intégrationniste qui emmenait l'Amérique Latine aux lendemains du deuxième conflit mondial. Il n'en reste pas moins que la BID (Banque Interaméricaine de Développement) créée en octobre 1961 sous l'égide de Washington, marque un tournant dans le fonctionnement de l'intégration en Amérique latine : elle s'est imposée depuis comme acteur incontournable des infrastructures d'accompagnement de l'intégration BID-INTAL, 1978, 1981, 1990, 1992. Par ce rôle qu'elle continue de jouer aujourd'hui (la BID est le principal bailleur de l'IRSA-Initiative pour l'intégration régionale de l'Amérique du Sud, qui structure le réseau de liaisons terrestres transcontinentales en plein renouveau, Van Dijk et Haack, 2006), la banque a intégré l'influence nord-américaine dans le processus d'association du sud du continent.

La réaction se fit sentir dès la fin des années 1970 : lors de la conférence de La Havane, en 1979, on trouvait onze États latino-américains dans le camp des non-alignés. Quelques années plus tard, au plus fort de la crise centraméricaine dans laquelle les États-Unis étaient partie prenante, les pays du continent tentèrent de chercher ensemble des solutions, ce qui passait par l'expression sur la scène internationale de positions divergentes de celles des USA. Dès 1983 la Colombie, le Mexique, le Panamá et le Venezuela se réunirent dans ce but sur l'île de Contadora (Panamá). Rejoints en 1985 par l'Argentine, le Brésil, le Pérou et l'Uruguay, ils purent former le "groupe des 8", qui devint en 1986 une structure permanente sous le nom de "Groupe de Rio" (29 membres, excluant les États-Unis). Cette quête de légitimation géopolitique a rejoint dans les années 1990 la problématique intégrationniste. Le contre-pouvoir recherché au sein de ces alliances stratégiques est de fait venu du rôle croissant joué par le Brésil dans les échanges commerciaux internationaux (cf. son statut au sein du G22). D'où le positionnement de la contre-attaque des États-Unis, cette fois axée sur une stratégie commerciale tournant autour de la structuration d'une zone d'intégration tentant d'englober les Amériques, au sein de l'Alena dans un premier temps, puis dans le cadre de la ZLEA.

Conclusion

À la lumière de ces analyses, l'idée d'intégration apparaît comme en tension entre la définition de l'identité et la recherche de la puissance. À ce titre, on voit bien en quoi elle n'est pas assimilable à celle du panaméricanisme états-unien qui constitue un projet concurrent. Par contre, elle ne s'oppose pas, comme en Europe, au nationalisme mais entretient avec lui des liens complexes de nature plus ou moins contestataire. Ce terrain politique est fertile de par ses contradictions apparentes, et les groupes sociaux peuvent s'en saisir selon leurs intérêts. L'intégration libérale contemporaine est rendue possible par la transnationalisation des intérêts économiques des bourgeoisies mondialisées, de la même façon que les projets alternatifs reposent sur une mobilisation elle aussi transnationale.

Ce vaste mais trop rapide panorama historique nous permet de montrer en quoi l'idée d'intégration a pu être mobilisée par et pour des intérêts aussi divergents, et pourquoi la discussion sur le processus d'intégration continentale a eu en Amérique une prise qu'elle n'a pas connue ailleurs. La façon dont le problème de la liberté politique s'est défini depuis la période coloniale en fonction de l'horizon continental posé comme renouveau de l'universel en recèle, selon nous, la clé. Pourquoi le panaméricanisme se prête-t-il si bien à des projets de nature politique si radicalement opposés ? Le projet d'intégration latino-américain, aujourd'hui synonyme d'ultralibéralisme peut, de par sa proposition de dépasser les frontières de l'État, apparaître comme profondément révolutionnaire, connotation apparemment contradictoire : c'est poser l'hypothèse que son sens dépend fortement de l'interprétation du terme "liberté" qui le sous-tend. De façon diverse et évolutive, l'intégration dans ce contexte apparaît, tour à tour, comme porteuse d'un envol révolutionnaire ou d'une ouverture libérale réformiste, la contradiction entre les deux termes pouvant justifier que l'on oppose une intégration à l'autre. Cette grille de lecture permet de relire le positionnement des acteurs en fonction des projets intégrationnistes, confirmant certaines évolutions. Les bourgeoisies nationales ayant eu plus d'intérêt au fonctionnement de l'État qu'à son effacement au XIX^e siècle, elles s'en désintéressent aujourd'hui, du fait de la globalisation et d'intérêts financiers supranationaux. Dans ce contexte, cette grille de lecture permet de relire le positionnement des acteurs en fonction des projets intégrationnistes, confirmant certaines évolutions historiques, mais soulignant aussi l'émergence de l'appropriation par de nouveaux mouvements sociaux de cette manière multiscalaire d'articuler identité et territoire.

Sigles utilisés

- ALADI / ALADI Association Latino Américaine de Libre Échange
BID, Banque Interaméricaine de Développement
CEPAL, Commission Economique pour l'Amérique Latine
CARICOM, Marché Commun de la Caraïbe
MCCA Marché Commun Centre-Américain
MERCOSUR, Marché Commun du Cône Sud
OEA, Organisation des États Américains
ZLEA / ALCA Zone de Libre Échange des Amériques

Bibliographie

- AGNEW, J., 1998, *Geopolitics. Revisioning world politics*, London, Routledge, 143 p.
ALBO, X., ARRATIA, M. I., et al., (dir.), 1996, *La integración surandina cinco siglos después*. Cuzco / Arica / Antofagasta, Centro Bartolomé de Las Casas / Corporación Norte Grande / Universidad Católica del Norte, 506 p.
ALMEIDA, R. et LAGOS, G., (dir.), 1965, *La integración latinoamericana. Situación y perspectivas*, Buenos Aires, INTAL, 217 p.
AMILHAT SZARY, A.-L., 2003, "L'intégration continentale aux marges du MERCOSUR : les échelles d'un processus transfrontalier et transandin", *Revue de Géographie Alpine* vol. Traverser et utiliser la frontière, Andes-Alpes 3, p. 47-56
AMILHAT SZARY, A.-L., 2005, "Géopolitique et frontières en Amérique latine" dans : Hardy, S. et Médina, L. (dir.), *L'Amérique latine*, Paris, Ed. du Temps, p. 11-33.
AMILHAT SZARY, A.-L., 2005 [2006], "L'intégration andine et ses présupposés : la région andine existe-t-elle ?" *Cahiers des Amériques latines*, vol. 50, Les dynamiques de l'intégration dans les Andes 2005/3, p. 21-39.
AMILHAT SZARY, A.-L., 2007, "Are borders more easily crossed today ? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes", *Geopolitics*, vol. 2007(1), p. 1-18
AZUÉLOS, M., COSIO-ZAVALLA, M. E., et al., (dir.), 2004, *Intégration dans les Amériques. Dix ans d'Alena*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 341 p.
BID-INTAL, 1978, *Infraestructura y Servicios en la Integración de América Latina*, Buenos Aires.
BID-INTAL, 1981, Proyecto "Red fundamental de transporte del Cono Sur", n° 104. Buenos Aires.
BID-INTAL, 1990, *La integración fronteriza ; Un importante campo de cooperación entre países*, Buenos Aires.
BID-INTAL, 1992, *La integración fronteriza en los acuerdos de libre comercio*, Buenos Aires, BID-INTAL.
DABÈNE, O., 2000, "Le Mercosur et la Zone de libre-échange des Amériques : vers la convergence ?" dans : Couffignal, G. (dir.), *Amérique latine 2000*, Paris, IHEAL/La Documentation Française.
FOUCHER, M., 1991, *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.
HAYA DE LA TORRE, V. R., 1936, *El Antiimperialismo y el APRA*, Santiago de Chile, Ereilla.
TUATHAIL, G., 1996, *Critical geopolitics : the politics of writing global space*, Minneapolis, Univ. of Minnesota Press, X, 314 p.

ODDOWD, L., 2002, "Transnational integration and cross-border regions in the European Union", dans : Anderson, J. (dir.), *Transnational Democracy. Political Spaces and Border Crossings*, London, Routledge, p. 111-128.

OHMAE, K., 1995, *The End of the Nation State. The Rise of Regional Economies*, New York, The Free Press.

OHMAE, K., 2005, *State Building. Gouvernance et ordre du monde au XXI^e siècle*, Paris, La Table Ronde, 199 p.

PREBISCH, R., 1962 (1949), "The economic development of Latin America and its principal problems (publié une première fois par la CEPAL en 1949)", *Economic Bulletin for Latin America*, vol. 7.

PRÉVOT-SCHAPIRA, M.-F. et RIVIÈRE D'ARC, H., (dir.), 2001, *Les territoires de l'État-nation en Amérique latine*, Paris, IHEAL, 318 p.

RADCLIFFE, S. A., LAURIE, N., et al., 2002, "Reterritorialisés Spaces and Ethnic Political Participation : Indigenous Municipalities in Ecuador", *Space and Polity*, n° 3, p. 289-305.

RECLUS, E., 1893, *La nouvelle géographie universelle, la terre et les hommes*, Paris, Hachette, 19 volumes.

REVEL-MOUROZ, J., 1991, "Amériques latines : quelles intégrations ?", *Cahiers des Amériques latines*, vol. 12, p. 44-59.

SANTANDER, S. (dir.), 2004, *Globalisation, gouvernance et logiques régionales dans les Amériques*, Cahiers du GELA-IS, n° 3-4, Paris/Bruelles, L'Harmattan/Université Libre, 303 p.

THIBAUD, C., 2006, "Simon Bolivar", dans Volney, A. (dir.), *Amérique latine*, Paris, Atlande.

"A tous les peuples d'Amérique. Appel lancé par les participants à la I^{re} rencontre hémisphérique de lutte contre l'ALCA, La Havane, 2002", 2003, *Alternatives Sud* vol. X(1), p. 163-174.

VAN DIJCK, P. et HAACK, D., 2006, *Troublesome Construction. IRSA and Public-Private Partnerships in Road Infrastructure*, Amsterdam, CEDLA, 96 p.

VAN EEUWEN, D., (dir.), 1997, *Les nouvelles intégrations latino-américaines et caraïbes*. Annales d'Amérique latine et des Caraïbes, n° 14-15, Aix en Provence, 385 p.



Géographie des conflits

sous la direction de
Frank TÉTART



SEDES

GÉOGRAPHIE

CAPES - Agrégation

Géographie des conflits

Terme polymorphe et polysémique, un conflit recouvre différentes réalités : politiques, économiques ou sociales. À côté de la guerre, forme classique du conflit entre États, il peut se dérouler entre personnes, groupes sociaux, avec ou sans violence, sur terre, en mer, dans les airs, dans des milieux naturels très différents, voire également dans « le cyberspace ».

L'impact des espaces et des milieux est considérable, faisant du conflit un enjeu et un objet pour les géographes, d'autant qu'avec le développement de l'analyse géopolitique, le raisonnement géographique met en relief rapports de force et rivalités de pouvoir sur les territoires.

À l'exposé des grandes problématiques, l'ouvrage associe tout un ensemble d'études régionales très précises, confiées aux meilleurs spécialistes. Il intéressera principalement les candidats aux concours de l'enseignement et, au-delà, tous ceux qui cherchent à comprendre les enjeux et les évolutions des conflits contemporains.

Frank Tétart a dirigé cette publication, avec les contributions de Anne-Laure Amilhat Szary, Lionel Baixas, Philippe Boulanger, Mélanie Fournier, Alain Gascon, Sylvain Guyot, Pascal Marchand, Simon Minkowski, Paul-
David Régnier, Irène Salenson, Jean-Loup Samaan.

Cet ouvrage est le fruit d'une étroite coopération entre les éditions Sedes et le Centre National d'Enseignement à Distance, établissement public d'enseignement qui dispense des formations de tous les niveaux à plus de 320 000 inscrits répartis dans le monde entier.

Cette contribution scientifique d'enseignants-chercheurs reconnus s'intègre dans les préparations assurées par le CNER aux CAPES et aux agrégations d'histoire et de géographie, qui comprennent aussi des conseils méthodologiques et des entraînements aux épreuves des concours avec correction personnalisée.

6650378

ISBN 978-2-718-19964-1



9 782718 199641

CNER

www.cned.fr

CARTO



SEDES

www.editions-sedes.com

Sommaire

Les auteurs	5
Introduction	7
PARTIE I	
Approche thématique	
CHAPITRE 1 – La géographie des conflits armés au début du xx ^e siècle	33
CHAPITRE 2 – Frontières et conflits	48
CHAPITRE 3 – L'aménagement du territoire dans le contexte du conflit israélo-palestinien	70
CHAPITRE 4 – Villes et conflits	91
CHAPITRE 5 – La nature et le territoire : jeux de pouvoir et enjeux de conflits	111
CHAPITRE 6 – Mers et conflits : étude d'un espace spécifique	132
CHAPITRE 7 – Le cyberspace, nouveau territoire de conflits ?	151
CHAPITRE 8 – Le conflit, moteur de la structuration territoriale	171
PARTIE II	
Cas d'études	
CHAPITRE 1 – La puissance américaine, dix ans après le 11 septembre	189
CHAPITRE 2 – Conflictualités en Afrique subsaharienne	211
CHAPITRE 3 – La Corne de l'Afrique : un espace récurrent de conflit	232
CHAPITRE 4 – L'Europe face aux dynamiques nationalistes	252
CHAPITRE 5 – Géostratégie de la conflictualité dans le golfe Arabo-Persique	273
CHAPITRE 6 – Le conflit indo-pakistanaï	296
CHAPITRE 7 – Conflits dans l'espace post-soviétique : une géographie de la décomposition impériale	313

CHAPITRE 2

Frontières et conflits

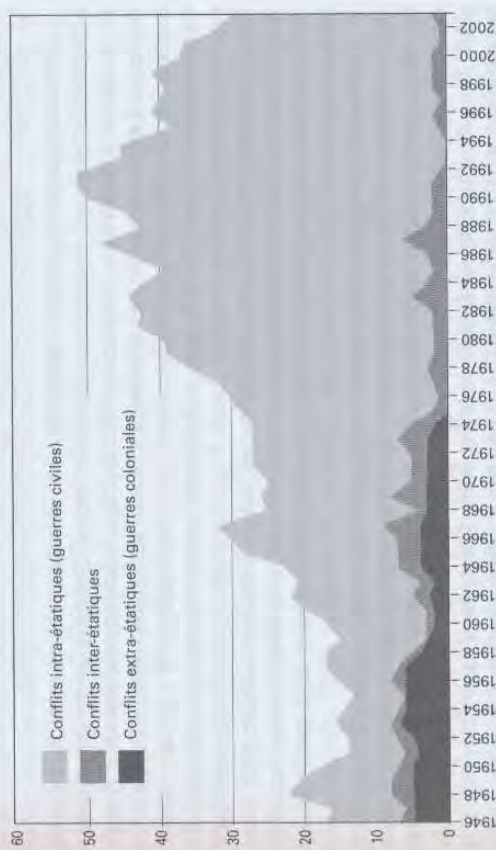
Anne-Laure AMILHAT SZARY

Qu'est-ce donc qu'une frontière ? Ni dans son étymologie ni dans ses acceptions contemporaines, le sens de la frontière ne se réduit à celui d'une limite internationale. Ces lignes qui séparent deux pays en sont cependant venues à symboliser la notion. Dans son acception traditionnelle, la frontière signifie en effet la limite du champ de compétence d'un pouvoir : depuis l'invention de l'État-nation, celle-ci coïncide le plus souvent avec celle de l'extension de sa souveraineté. Nous traitons ici de la frontière dans une perspective plus vaste cependant, considérant que cet objet spatial est tout autant une construction sociale qu'une institution. Cela implique que les acteurs de la frontière soient aussi bien ceux qui la font ou la remettent en cause politiquement, à savoir les États, que tous ceux, qui, au quotidien, agissent autour et en fonction d'elle. Parmi les représentations de l'espace, la frontière conserve un statut particulier, témoin peut-être du caractère religieux et sacré qu'avait le processus de délimitation dans l'antiquité, comme en témoigne la légende la fondation de Rome. Cette dimension ontologique participe de la compréhension de l'ampleur des enjeux qui traversent les frontières et en font des sources de conflit.

Nous travaillons ici sur la base d'une définition discursive du conflit qui détermine son apparition comme le résultat de la non-acceptation, par l'un, de la position de l'autre, accompagnée de l'impossibilité de trouver un moyen de communication pour régler ce désaccord, qui peut ou pas déboucher sur l'affrontement. Cette définition permet de comprendre les conflits dans une perspective diachronique (moins on communique, plus on s'oppose et plus le conflit se creuse).

La frontière marque ainsi le point de différenciation d'avec l'autre, elle matérialise l'altérité : toute frontière introduit « de la distance dans la proximité » (Arbaret-Schulz, 2002), et elle est de ce fait susceptible de cristalliser le conflit. Notre définition large de la frontière permet de comprendre en quoi ces lignes conventionnelles et strictes socio-spatiales peuvent articuler de très nombreux conflits. Leur existence – même est le plus souvent liée au conflit, mais sur ce point déjà, les interprétations fluctuent : certains auteurs argumentent le fait que le tracé de frontières permet de régler des conflits, d'autres qu'il les attise. Des exemples de ces deux dynamiques existent, et nous tenterons de comprendre quels sont les contextes qui aboutissent à des situations aussi différenciées. Cette analyse des interactions entre frontières et

conflit doit en outre être comprise au regard de l'évolution des frontières elles-mêmes. « Depuis 1991, plus de 26 000 km de nouvelles frontières internationales ont été instituées, 24 000 autres ont fait l'objet d'accords de délimitation et de démarcation, et si les programmes annoncés de murs, clôtures et barrières métalliques ou électroniques étaient menés à terme, ils s'étireraient sur plus de 18 000 km. Jamais il n'a été autant négocié, délimité, démarqué, caractérisé, équipé, surveillé, patrouillé » (Foucher, 2007). Nous chercherons à comprendre de quelle façon cette surenchère accompagne-t-elle la réduction paradoxale des conflits internationaux.



Évolution des conflits dans le monde

Les États ne sont pas les seuls détenteurs de la violence aux frontières, bien au contraire. Dans un contexte mondial où la violence interétatique est globalement en régression, comme l'illustrent les repérages comptables effectués par l'ONG « Human Security Centre », les guerres civiles ont pris le pas sur les conflits internationaux dans la deuxième moitié du xx^e siècle. Ce qui ne veut pas dire que les espaces frontaliers deviennent des zones totalement pacifiées. Au contraire, les conflits frontaliers constituent une représentation dominante des conflits territoriaux. Sans doute cette induration est-elle due à leur visibilité, sur les cartes notamment : les parties en présence peuvent tracer les périmètres revendiqués. C'est dans cette nuance paradoxale qu'il faut les examiner. Notre approche multiscalaire nous amènera cependant à analyser l'espace autour des lignes frontières, car il concentre souvent toutes sortes de violences. La violence interétatique n'est pas la seule en cause : on s'intéressera aux formes de violences sociales, aux violences matérielles et symboliques faites aux personnes, toutes ayant comme point commun d'être porteuses de conflit. Liées aux activités illicites qui s'y développent, on trouve, en effet, dans les zones frontalières plus d'armes qu'ailleurs. On y croise également

plus d'opportunités de confrontations à la norme ; confrontations qui peuvent dégénérer de façon violente (par exemple lors de contrôles d'identité).

Une question au cœur des relations internationales : guerre et paix aux frontières

L'ordre étatique et sa régulation

L'invention d'une convention linéaire : l'ordre étatique moderne

Étymologiquement, le mot « frontière » est issu du vocabulaire militaire et de la notion de front, qui exprime un rapport de forces¹. Son histoire est importante : la notion de frontière est intimement liée à celle de la construction de l'Europe moderne. Les frontières ont en effet acquis le sens qu'on leur connaît aujourd'hui encore, qui se traduit par une forme linéaire, après les traités de Westphalie (1648). Ces derniers mettaient fin à la guerre de Trente Ans en ouvrant une ère géopolitique fondée sur la notion, inventée, alors d'équilibre des forces, l'ordre territorial féodal fondé sur la relation suzerain/vassal, où la frontière linéaire était quasi inexistante, devenant caduc. Chaque pouvoir se voyait reconnaître sa souveraineté sur un territoire conçu pour être stable : la notion d'État-nation était portée sur les fonts baptismaux.

La frontière se voyait alors dotée du sens qu'elle conserve aujourd'hui, celui de la matérialisation d'une convention : elle pouvait dès lors prendre une forme linéaire quand jusque-là les limites entre les pouvoirs étaient demeurées floues et mouvantes. Ce besoin de marquer une discontinuité politique nouvelle procédait, d'une part, du désir des souverains de naturaliser leur pouvoir : faire passer la frontière de leur royaume sur une montagne ou un fleuve revenait à affirmer que leur puissance était à l'égal de celle de la nature. Telle est l'origine de l'idée – tenace – de l'existence de frontières naturelles. Cette matérialité tient, d'autre part, aux conditions techniques de cette délimitation réalisée par les cartographes des Lumières : ils découvraient alors les cartes à petite échelle sur lesquelles les obstacles naturels (fleuves ou chaînes de montagnes) revêtaient un aspect linéaire propice à servir de support à ces lignes politiques inédites.

Les tracés actuels ne furent cependant pas déterminés au xvii^e siècle : l'histoire des frontières suit celle de la constitution d'États cherchant à asseoir des bases les plus vastes possibles, l'étendue du territoire ayant été longtemps conçue comme un des fondements de la puissance. L'accaparement de ressources naturelles ou la volonté de regroupements linguistiques et identitaires (la question des « minorités ») furent d'autres causes d'expansionnisme, déclenchant de nombreuses guerres.

Les traités frontaliers et les garants de l'ordre international

Le tracé des frontières a par conséquent marqué l'émergence d'un monde respectueux d'un *statu quo post bellum*, leur objectif étant de poser les conditions du main-

1. Nous nous en tiendrons à cette exploration étymologique de la langue française, qui conforte notre problématique, consciente cependant que l'un des termes anglais correspondants, « boundary » signifie au contraire « ce qui tient ensemble » (*that which binds together*).

tion de la paix par le droit. Pourtant, l'époque moderne a pris un tout autre chemin que celui de la paix universelle kantienne, malgré les garanties construites peu à peu par le droit international. Cet ordre s'est déployé de façon différenciée dans les territoires structurés par des puissances anciennes¹ et dans les espaces qui ont été colonisés, les puissances dominantes les ayant auparavant déclarés *terra nullius*, c'est-à-dire terre non occupée, dont la souveraineté n'était pas reconnue. Pour autant, toutes les frontières entre les vieux États ne se sont pas issues d'affrontements, et nombre d'entre elles relèvent de principes posés en droit.

En ce qui concerne le maillage étatique de la planète, les phases de colonisation et de décolonisation ont suivi le cadre posé par des traités frontaliers. Pour la colonisation, le plus célèbre d'entre eux est le méridien dit de Tordesillas (1494), tracé sur proposition du pape Alexandre VI : c'était à la loi divine que les puissances coloniales rivales s'étaient remises pour officialiser la prise de possession des Amériques et les titres de propriété qu'elle impliquait. Cette représentation linéaire du partage de ce « nouveau monde » fondée *a priori*, avant même sa reconnaissance, a été qualifiée de « méta-frontière » (M. Foucher). Les frontières africaines ont, elles, été dessinées par les puissances européennes lors du traité signé à l'issue de la Conférence de Berlin de 1885.

La phase de décolonisation a obéi à des mécanismes juridiques similaires, appliqués de façon différentielle selon les époques. Le renouveau récent des tracés frontaliers remet son principe fondamental, l'*uti possidetis*, au cœur des débats géopolitiques. Cette maxime *uti possidetis, ita possideatis* qui signifie : « comme vous avez possédé, vous continuerez à posséder » a été adoptée pour réduire la conflictualité lors des indépendances après avoir fait ses preuves en Europe. Elle préconisait de maintenir la répartition des occupations territoriales telles qu'au moment de la cessation des hostilités. Les États issus de l'éclatement d'un ou plusieurs empires s'accordaient pour respecter les découpages territoriaux antérieurs. Dans les faits, la stabilité fut souvent moindre. En Amérique Latine par exemple, une analyse de détail réalisée par M. Foucher (1991) révèle que la grande majorité des frontières (60 %) ont donc été définies au XIX^e siècle : leur négociation est postérieure aux indépendances et résulte d'ajustements menés par les nouveaux États. Le respect des limites coloniales était d'autant plus difficile à observer que celles-ci étaient loin d'être toutes démarquées, que s'enchevêtraient des limites de nature différente (administratives mais aussi religieuses ou judiciaires).

Le rôle de l'ONU

Les organisations internationales, la Société des Nations puis l'Organisation des Nations unies, ont joué un rôle important dans l'évolution du rapport aux frontières. Les suites de la Première Guerre mondiale ont établi le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à atteindre une autonomisation garantie par de nouvelles frontières, telles que celles qui furent tracées en Europe médiane lors de la Conférence de la Paix (1919). Les lendemains de la Seconde Guerre mondiale ont, eux, vu l'avènement d'une codification des relations internationales. La Charte des Nations unies signée le 26 juin 1945 stipule, dès son deuxième article, que « les Membres de l'Organisation s'abstiennent, dans leurs relations internationales, de recourir à la

1. On comprend ici des pays comme la Chine, même si les représentations de la limite y varient et ne peuvent être assimilées aux lignes européennes, lesquelles ont constitué un modèle pour la planète entière.

menace ou à l'emploi de la force, soit contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout État (...) » (alinéa 4). La notion d'intégrité territoriale couvre à la fois celle de la souveraineté et celle du respect des limites, ainsi que l'indépendance politique garantissant ces dernières. De nombreuses motions du Conseil de Sécurité ou de l'Assemblée Générale sont venues entériner cette orientation depuis.

L'ONU et les conflits de frontières au Proche-Orient

Les Nations unies ont accompagné le partage de la Palestine mandataire, prenant la responsabilité du plan de partition du territoire qui devait déboucher sur la création de deux États, l'un Arabe, l'autre Juif. Il devait entrer en vigueur lors du retrait de la puissance coloniale britannique, le 14 mai 1948, date de la création effective de l'État d'Israël, mais fut refusé par les Palestiniens et les pays arabes de la région qui lui déclarèrent la guerre le lendemain. Le conseil de sécurité des Nations unies vota dès lors une série de résolutions pour tenter de faire cesser les hostilités. Certaines, comme la résolution 242 (1967) qui stipule le retrait des forces armées israéliennes « des territoires occupés » ont une portée importante et continuent de faire référence dans les débats actuels sur les frontières d'Israël.

Dans ce contexte de crise, la région fut placée sous la surveillance d'une force d'interposition (Organisation des Nations unies chargée de la surveillance de la trêve-UNTSO). Depuis cette date, l'UNTSO a dû encadrer les accords d'armistice signés en 1949, puis garantir l'observation du cessez-le-feu à l'issue de la guerre des Six Jours dans le Golan et autour du Canal de Suez, mais aussi appuyer les forces de l'ONU au Liban, en appui au contingent dédié au Liban, la FINUL (Force intérimaire des Nations unies au Liban) ou à celui qui continue à surveiller les hauteurs du Golan, la FNUOD (Force des Nations unies chargée d'observer le dégellement). Récemment la FINUL a proposé d'élargir son mandat au respect de la frontière maritime entre le Liban et Israël. Leur présence permet un certain respect des frontières, mais fait aussi l'objet de critiques vives par deux types d'opposants : ceux qui rejettent la présence de l'ONU (cf. les attentats au Liban) ou ceux qui lui reprochent de ne pas avoir assez d'impact dans le règlement du conflit israélo-palestinien.

L'intégrité territoriale a été récemment remise en question, le droit d'ingérence venant contredire celui de non-ingérence : dans certaines crises, les affaires internes d'un État sont susceptibles d'être prises en charge par la communauté internationale. Trois circonstances semblent justifier l'intervention : lorsqu'une communauté cherche à faire sécession, réclamant sa « libération nationale » dans des frontières reconnues ; quand les besoins de contre-intervention sont nécessaires pour protéger des frontières violées (invasion irakienne du Koweït en 1991) ; en cas de violation massive des droits de l'homme.

Une gestion multiscalaire de plus en plus complexe

Les règles du jeu des relations internationales ne se réduisent pas à une alternative entre des relations bilatérales ou le recours aux institutions internationales de niveau mondial. Les chartes de nombreuses autres organisations régionales, dont La Ligue arabe (1945), l'Organisation des États arabes (1948), l'Organisation de l'Unité africaine (1963) remplacée en 2000 par l'Union africaine et l'Acte final d'Helsinki (1975) de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) requièrent de la part de leurs États membres qu'ils aient déterminé leurs frontières extérieures, encourageant un éventuel recours à la Cour Internationale de Justice (57 % des cas portés devant elle concernent l'Afrique).

La mise en œuvre d'une justice internationale appliquée aux frontières n'est cependant que récemment devenue un recours courant. On lui doit certainement d'avoir minimisé les volontés sécessionnistes. Mais ces mesures ne sont pas contraignantes et ont donc été souvent bafouées, soit lors de conflits bilatéraux, soit lors de conflits de décolonisation complexes, comme entre le Sahara occidental et le Maroc. L'existence d'institutions chargées de faire respecter les règles du fonctionnement

international permet cependant aux États concernés de disposer d'un instrument efficace de règlement des conflits lorsque le contexte politique est favorable à une telle orientation. En Afrique, continent où un gros quart seulement des tracés frontaliers est définitivement réglé, le lancement en 2007 d'un programme Frontières, à l'initiative de la Commission de l'Union africaine et appuyé par le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest de l'OCDE ainsi que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) témoigne d'un changement de cap. Sa mise en œuvre passe par un partenariat avec l'ARPE, Association des régions frontalières d'Europe.

Le niveau régional constitue ainsi, depuis une cinquantaine d'années un élément déterminant pour la gestion des conflits frontaliers en Europe ou dans d'autres régions du monde où des processus d'intégrations régionales sont en cours. Ainsi, en Amérique Latine le MERCOSUR a contribué à pacifier la dyade¹ Argentine/Brésil. Mais c'est en Europe que l'impact de l'intégration sur la gestion des conflits frontaliers est le plus important, le plus diversifié aussi, et également le plus original dans sa mise en œuvre. L'intégration européenne s'est en effet traduite dans le cadre de la politique régionale : la gestion des frontières européennes s'est faite au sein de la politique de cohésion économique, sociale et territoriale, dont les programmes INTERREG sont les instruments les plus connus, complétés par des financements complémentaires dans les liens avec les pays tiers voisins, tels TACIS, PHARE, MEDA ou CARD. C'est en tentant de réduire les inégalités autour des frontières, par des actions économiques, sociales ou culturelles, que l'Union européenne a considérablement fait évoluer les situations de conflit aux frontières. L'incapacité à empêcher la guerre et les massacres lors de l'éclatement de l'ex-Yougoslavie amène toutefois à nuancer ces propos.

Le cas des frontières des États faillis (« failed states »)

Ce cadre institutionnel a permis de faire respecter l'ordre international et de réduire le nombre de conflits interétatiques, mais il est impuissant quand le cadre de l'État est dépassé. Quand la première pièce du puzzle manque, les règles internationales ne sont pas applicables. On appelle « État failli » un État qui n'arrive plus à faire respecter la souveraineté sur le territoire qui lui revient et qui n'a plus les moyens d'assurer sa mission d'encadrement des personnes vivant sur cet espace². En se référant à la définition webérienne de l'État énoncé en 1919 dans *Le Savant et le politique*, on peut dire que ces États se définissent par le fait que l'institution nationale y a depuis longtemps perdu le monopole de la violence. Les frontières de tels pays, bien qu'existant en droit, sont soumises à des dynamiques souvent extrêmement violentes. S'y expriment des rivalités d'intérêts divergents de la part de très nombreux acteurs locaux, régionaux, mais aussi internationaux.

Difficile alors de qualifier ces lignes de « poreuses », cette qualité référant à une fuite dans une structure établie : dans les zones frontalières des pays faillis, certains biens et personnes passent ou pas selon l'évolution de décisions prises par des

1. Une dyade signifie une paire, un groupe de deux, son sens philosophique est généralement celui de la réunion de deux principes complémentaires, bien que souvent opposés. C'est M. Foucher qui a généralisé l'usage du terme en tant que synonyme de ligne frontalière.

2. Voir la liste mise à jour chaque année, sur <http://www.foreignpolicy.com/failedstates>.

acteurs étatiques ou non étatiques, selon des critères qui ne s'appuient pas toujours sur le droit. Ces espaces peuvent devenir des lieux d'échange intéressants où ces nombreux acteurs ont intérêt à perpétuer le chaos : ils deviennent alors des « pièges conflictuels » (« conflict traps » en anglais), où l'avenir des populations locales est sacrifié (Zeller, 2010).

Le Sugango (Soudan, Ouganda, RDCongo)

Le triangle formé par la rencontre de ces trois frontières forme un territoire qui n'a pas de limites externes précises mais se définit par les frontières qui le traversent. Cette région échappe à la souveraineté de droit des États riverains pour tomber sous la souveraineté de fait des acteurs qui y dirigent toutes sortes de trafics. Cette zone constituait à l'époque coloniale un front pionnier pour l'ivoire et les esclaves. Les populations locales, bien que privées de l'organisation coutumière du territoire, gardèrent des liens familiaux, sociaux, culturels, de part et d'autre des frontières tracées par les occidentaux. Les échanges ont ainsi continué à se développer, mais les conflits récurrents dans le nord de l'Ouganda, le Sud du Soudan ou l'ouest de la RDC ont conduit les populations à se militariser (milices privées et militaires pour protéger les convois, mise en place de *check-points* mobiles sur les axes de circulation), tant le pillage des ressources naturelles (or, diamant) dans la région était lucratif. Il existe de nombreux témoignages montrant que les hommes de l'armée soudanaise (UPDF) sont engagés dans des activités commerciales allant de l'exploitation illégale de bois tropicaux à la contrebande d'alcool et d'essence, trafic moins lucratif que celui des minerais, mais qui bénéficie d'un savoir-faire accumulé. Depuis la retraite du mouvement rebelle ougandais, la Lord's Resistance Army (LRA), de la RDC vers le Soudan en 2005, les échanges, du bétail aux armes en passant par la main-d'œuvre forcée, se sont accrues. Nombreux sont les observateurs qui pensent que trop d'acteurs ont intérêt à ce que le conflit perdure pour qu'une solution soit réellement recherchée. Le trafic du coltan (colombite-tantalite), un minerai de couleur foncée qui contient du tantale, élément précieux pour ses propriétés conductrices (il est présent dans tous les téléphones portables), est représentatif de ces enjeux.

Les populations civiles se trouvent donc prises au piège. La ville de Moyo, chef-lieu du district du même nom, du côté Ougandais de la frontière soudanaise, n'a jamais souffert d'attaques directes de la LRA. Pendant la rébellion soudanaise de 1955 à 1972, elle a accueilli des réfugiés soudanais. Du fait des atrocités commises sous Milton Obote après la chute d'Amin Dada en 1979, l'exode s'est produit dans l'autre sens, avant d'être à nouveau inversé pendant la deuxième guerre civile soudanaise (depuis 1983). Dans ces conditions, de nombreux habitants du Sugango n'ont pas d'idée claire de leur citoyenneté (la différence entre réfugié et déplacé interne devient, elle-aussi, caduque). Par ailleurs, de nombreux gouvernements de la région sont tenus par des partis issus de groupes armés qui ont obtenu le pouvoir par la force, contribuant à la confusion entre troupes nationales et rebelles. Ces événements se produisent dans un contexte qui dépasse de très loin l'échelle régionale : le gouvernement ougandais, soutenu par les USA et d'autres puissances occidentales, a financé les rebelles du SPLA (Sudan People's Liberation Army) alors que Khartoum était alimenté en armes par la Chine, et finançait en partie la LRA pour déstabiliser son voisin soudanais (Zeller, 2010).

Démarcations

« L'idée d'une définition simple de ce qu'est une frontière est absurde par définition : car tracer une frontière c'est précisément définir un territoire, le délimiter, et ainsi enregistrer son identité ou la lui conférer. Mais réciproquement définir ou identifier en général ce n'est rien d'autre que tracer une frontière, assigner des bornes » (Balibar, 1996). Il faut pourtant en passer par la matérialisation de la frontière pour qu'elle s'essentialise. Malgré les accords qui ont pu être passés auparavant, cette phase délicate est souvent source de conflits. Ce problème rencontre une actualité singulière aujourd'hui : cette phase de démarcation connaît en effet un regain important du fait des nouvelles techniques de géospatialisation, qui permettent de fixer avec une précision inédite les lignes conventionnelles que sont les frontières. Juristes internationaux et spécialistes de systèmes d'information sont au-devant de la scène frontalière.

des armées adverses. Leur mise en place est justifiée par la lutte anti-terroriste (rhétorique de la « guerre contre la drogue » aux États-Unis) et par une volonté étatique de contrôler les flux migratoires, ou du moins de freiner les entrées illégales sur le territoire, ce qui place les migrants au rang d'ennemis du peuple par glissement sémantique. On peut se demander quelle forme de représentation prométhéenne du monde amène les instigateurs de tels projets à croire qu'un artefact, aussi haut et technologique soit-il, pourra endiguer un flux planétaire ? Derrière ces arguments, on perçoit que c'est une certaine conception du pouvoir et de la politique qui est en jeu : paradoxalement, la très grande majorité des murs sont construits par des démocraties, dans un contexte où il s'agit de rassurer la communauté nationale sur son existence même, en distinguant le dedans du dehors par un mur. Ce sont à la fois l'existence de l'État et celle de la nation sur laquelle il peut s'appuyer qui sont mises en jeu par cette forme de représentation du pouvoir qu'est un mur. Il apparaît cependant que ce processus d'invisibilisation de l'autre coupe toute communication avec lui et ne peut que creuser le conflit, comme le montre la dégradation depuis 2006 des relations États-Unis/Mexique au sein de l'ALENA.

L'un des murs les plus célèbres est celui qu'Israël a construit depuis 2002. Il faut garder à l'esprit qu'il ne s'agit pas d'une frontière, dans la mesure où son tracé est unilatéralement défini d'une part, et qu'il ne suit pas la Ligne verte de cessez-le-feu de 1967 d'autre part. Il est d'ailleurs appelé « security fence » (clôture de sécurité) ou « Geder Ha hafrada », soit grillage de séparation en hébreu. En 2010, seulement deux tiers de son tracé avaient été réalisés : il existe un décalage important entre l'effet du mur chez les Israéliens et les Palestiniens : les Israéliens qui « projettent une continuité de type frontalière sur une ligne discontinue » (Parizot, 2010) le conçoivent comme un dispositif efficace de protection, tout en n'en faisant que rarement l'expérience (peu le côtoient, certains le traversent) ; les Palestiniens le conçoivent comme un symbole de leur oppression, sachant que les dispositifs de *check point* existant dans toute la Cisjordanie sont beaucoup plus restrictifs de leurs déplacements, « le mur ne fait donc que matérialiser des limites déjà imposées aux Palestiniens par d'autres dispositifs » (*ibid.*). « Si le mur est de loin le dispositif de contrôle le plus visible, il n'est pas le plus décisif » (Parizot, 2010), pourtant il a largement contribué à creuser l'écart et la haine entre les deux parties.

Flexibilité et surveillance

Si les murs paraissent le parangon de la frontière dure, une analyse plus poussée révèle qu'ils ne sont pas aussi linéaires qu'ils peuvent le sembler au premier abord. En prenant pour commencer le mur construit par Israël pour séparer des territoires palestiniens, on peut mettre en évidence que si les Israéliens n'ont pas souhaité suivre le tracé de la Ligne Verte mais plutôt sécuriser leur territoire sur la base de ce qu'ils considèrent comme une « barrière interne », c'est parce que cette dernière est conçue selon E. Weizman comme « une série de barrières discontinues et fragmentées », répondant au besoin variable d'une protection démographique. Il s'agit pour eux d'une « frontière mouvante » (« *moving border* ») plutôt que d'une « ligne continue coupant le territoire en deux » (Weizman, 2007). Bien que n'apparaissant matériellement comme ni souple ni temporaire, les corrections que ce mur a subies, sous la pression de la Cour Suprême israélienne, de militants environnementaux ou de promoteurs immobiliers, révèlent sa nature partiellement provisoire et flexible. L'exceptionnalité politique qui justifie le tracé de telles barrières (la menace

Bornage : accords, techniques

Marquer la ligne n'est pas toujours possible, même symboliquement, sur une carte. La représentation graphique de nature cartographique est contemporaine de l'invention des frontières linéaires, et en conditionne en quelque sorte l'existence. Pourtant, avant la récente introduction du GPS, les tracés n'étaient pas sans poser de problèmes, selon l'échelle de la carte sur laquelle ils avaient été portés. Pour une échelle au 1/000 000^e ou plus petite, un trait correspond à quelques dizaines, voire centaines de mètres sur le terrain : il peut alors y avoir eu accord de cabinet sur un tracé et litige sur le terrain au moment du bornage. Ce type de litiges n'appartient pas qu'au passé : en novembre 2010, le tracé de la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua sur Google Maps a donné lieu à une crise diplomatique entre les deux pays. Il y apparaît que le tracé dans la zone du fleuve San Juan avantage le Nicaragua dont « le gouvernement a formellement demandé à Google de ne pas accepter la pétition du Costa Rica, qui veut modifier la ligne de démarcation présentée sur Google Maps ». La zone disputée de Harbour Head apparaît comme appartenant au Nicaragua, selon différents traités qui ont réglé cette frontière, mais qui demeurent ponctuellement contestés.

Le fait de poser linéairement dans l'espace la frontière peut, dans des cas de conflit ouvert, se révéler impossible ou insuffisant. Autour de la ligne, les parties peuvent décider de geler une portion de territoire dite « zone-tampon » ou « *buffer-zone* ». Son épaisseur peut aller de quelques dizaines de mètres à quelques kilomètres, plus ou moins officiellement délimités. L'exemple paroxystique est la zone coréenne démilitarisée, qui fait 4 km de largeur et s'étire sur 248 km ; l'absence de pénétration humaine depuis les années 1950 l'a transformée en zone de biodiversité sans égal aux alentours ! Ce marquage peut être moins officiel : certaines puissances minent leurs frontières pour éviter les incursions internationales : ce fut le cas de la Junte militaire du Chili qui mina sa frontière avec la Bolivie en 1979, craignant une invasion lors du centenaire de la guerre du Pacifique. Les populations des zones frontalières se voient alors contraintes de vivre avec le conflit, même après son règlement international. En Angola ou au Cambodge, la présence de mines oblige à vivre aujourd'hui avec la menace ouverte d'un conflit pourtant éteint au niveau international.

Nouvelles fermetures

Le monde connaît aujourd'hui une recrudescence des matérialisations frontalières qui questionne profondément la pensée géopolitique dans un monde de flux. S'il est un type de frontières que l'on assimile au conflit, c'est bien celui de la barrière fermée, que le béton a remis à l'honneur. Malgré quelques précédents célèbres, le mur apparaît avant tout comme une figure de la guerre froide (21 construits entre 1945 et 1989) et le démantèlement du mur de Berlin semblait promettre une ère de frontières ouvertes. On observe cependant qu'un certain nombre d'héritages de cette période survit, mais surtout qu'un nombre croissant de murs est construit (6 entrepris entre 1991-2001 et une nouvelle petite trentaine depuis le virage sécuritaire du 11 septembre). Ces nouveaux murs sont justifiés par un discours préventif : ils sont censés, en gelant les conditions du conflit, contribuer à le réduire. C'est tout le contraire qui se produit.

Les motivations de telles constructions transforment radicalement le sens du conflit frontalier : les nouveaux murs ne sont pas destinés à stopper la progression

terroriste pour les États-Unis ou l'Inde) constitue par ailleurs une situation de type temporaire, dans le discours politique.

Anciens et nouveaux conflits

Les modes de tracé des frontières témoignent de l'ordre du monde qui régnait au moment de leur élaboration. Celles-ci sont loin cependant de ne représenter que la mémoire d'une géopolitique disparue : elles cristallisent finalement les conflits sur des temporalités longues. En témoignent les sentinelles du *Désert des Tartares* : « la frontière qu'ils gardent est l'imminence toujours différée de l'irréversible » (Buzatti, 2005, p. 21).

Conflits anciens non réglés

Si les frontières sont des conventions censées délimiter l'ordre de la paix des nations, dans bien des cas, leur tracé ne suffit à pas supprimer le conflit, mais l'attise au contraire. La séparation témoigne des heurts passés et nourrit les incompréhensions. Cela concerne surtout le cas de conflits dont les enjeux restent d'actualité, soit de par leur dimension territoriale (la dispute pour une portion d'espace perdue), soit de par leur dimension identitaire, souvent parce qu'elles y sont entremêlées.

On constate également qu'un grand nombre de conflits latents le demeurent parce que les parties en présence sont prises dans un jeu d'influences qui les dépasse. Le cas du Proche-Orient en est emblématique : la question des frontières y reste une poudrière, à la fois parce qu'elle témoigne de la privation des Palestiniens de l'accès à la terre, mais aussi à cause des héritages coloniaux, difficiles à remettre en cause (relations difficiles entre le Liban et la Syrie, ou le statut particulier du royaume de Jordanie), du passif de la guerre froide et de luttes d'influence entre puissances occidentales et orientales, entre religions, etc. On peut également rapporter à cette catégorie les cas de partition territoriale qui surviennent pour tenter de régler ces conflits anciens. L'établissement de nouvelles frontières est censé offrir l'issue du conflit, mais il en stimule parfois de nouveaux, conduisant à de violentes phases de nettoyage ethnique. La séparation n'étant pas radicalement possible, la fragmentation peut se poursuivre comme dans le cas de la Serbie et le Kosovo, où des revendications séparatistes émanent des Serbes du Nord-Kosovo.

Le conflit chypriote : un tracé qui fait durer la séparation ?

La partition de l'île est un phénomène récent : elle date de l'indépendance de Chypre qui s'épanouit en 1960 de la tutelle britannique, laquelle avait pris le relais de l'occupation ottomane. Le Nouvel État se dota alors d'une constitution qui prévoyait des institutions bicommunautaires, octroyant à la minorité turcophone une surreprésentation par rapport à son poids. Les deux communautés commencèrent à s'opposer, le conflit durcissant de telle sorte que l'ONU envoya en 1964 une force d'interposition chargée du maintien de la paix (UNFICYP), suivie à de violents affrontements. Mais la situation empira en 1974 et les troupes turques débarquèrent au nord de l'île pour protéger leurs ressortissants et occupèrent 38 % de l'île. L'île fut divisée entre la République Turque du Nord (RTCN) et la République de Chypre au Sud (intégrée depuis à l'Union européenne, en 2004). Les populations furent déplacées pour s'adapter à la répartition nationaliste. Les Nations unies, chargées du maintien de la sécurité, ont organisé le long de la ligne de démarcation de 1964 une zone de cessez-le-feu qui fut longtemps totalement infranchissable. Cette ligne de cessez-le-feu s'étend à travers l'île sur une distance d'environ 180 kilomètres, entourée d'une zone tampon établie par les Nations unies de 20 mètres à sept kilomètres de largeur, ce qui représente à peu près 3 % de la superficie de l'île et couvre certaines des meilleures terres arables. Depuis avril 2003, les Chypriotes

grecs et turcs sont autorisés à la traverser (pas toujours avec leurs véhicules), ainsi que les citoyens européens. Malgré leur échec en 2004, les négociations ont repris depuis 2008, or l'avenir de l'île semble fortement lié à l'évolution des relations entre la Turquie et l'UE.

Irrédentisme¹ prolongé

Le conflit frontalier tient bien souvent à la non-acceptation par une partie de pertes territoriales au profit de l'autre. Il se développe particulièrement sur des tracés frontaliers fixés à l'issue de guerres, et se nourrit de l'impossibilité des perdants à accepter les termes des traités et de leur désir de revanche. Dans ce cas, la justification de la volonté guerrière peut prendre des accents identitaires (la volonté de rassembler un peuple séparé), elle repose surtout sur une rhétorique nationaliste qui lie l'identité politique à l'intégrité territoriale perdue.

Le cône sud latino-américain continue ainsi à être traversé par les tensions issues de la guerre du Pacifique (1879/1983-1984). Celle-ci fut déclenchée lorsque l'on découvrit la richesse du sous-sol des confins désertiques de l'Atacama, jusqu'ici considérés comme des périphéries par les États nouvellement indépendants de Bolivie, du Pérou et du Chili. Le peuplement croissant d'espaces sous souveraineté bolivienne et péruvienne par des entrepreneurs chiliens, soutenus par des capitaux britanniques, aiguisa les rivalités. Un traité d'assistance mutuelle liant le Pérou à la Bolivie, ils se trouvèrent alliés dans cette guerre, qu'ils perdirent ensemble, entraînant pour l'un et l'autre des pertes territoriales. La frontière chilienne remonta de 700 km vers le nord – les régions chiliennes actuelles de Tarapacá et d'Antofagasta appartenaient respectivement au Pérou et à la Bolivie – ce qui eut pour conséquence radicale de priver la Bolivie à la fois des ressources minières et de son seul accès à la mer. Le Chili dut négocier la paix séparément (traité d'Ancón avec le Pérou, complété par un référendum en 1926 ; avec la Bolivie, traité en 1904), mais depuis, les relations diplomatiques ont été interrompues deux fois, en 1962 et 1978 – et n'ont pas été rétablies. Le règlement de ce conflit est complexe car le destin des trois protagonistes est entremêlé : le traité d'Ancón stipule en effet que le Pérou a un droit de regard sur l'avenir de ses possessions territoriales. Ce dernier a ainsi refusé à la Bolivie l'établissement d'un corridor d'accès au port d'Arica le long de la frontière à ce titre. La situation diplomatique reste tendue et, en Bolivie particulièrement, le sentiment national est construit sur l'idée de « conscience maritime », d'où le slogan « *El mar nos pertenece por derecho, recuperarlo es un deber* » (« La mer nous appartient par droit, la récupérer est un devoir »), martelé dans les manuels scolaires et affiché aux frontières, même si, au niveau régional, de nombreux échanges commerciaux et culturels existent de part et d'autre de la ligne problématique. Le conflit sur la délimitation de la frontière maritime entre le Chili et le Pérou actuellement porté à La Haye montre à quel point ce conflit territorial reste vif.

Au terme de cette première partie, il apparaît que les frontières constituent à la fois la base de l'ordre international, et d'importants facteurs de déstabilisation de celui-ci ; en d'autres termes, elles sont une composante importante des conflits territoriaux, mais elles n'en représentent en aucun cas la cause unique ! Les États ne sont pas les seuls acteurs des conflits aux frontières, et il apparaît essentiel de comprendre leur fonctionnement dans un contexte régional.

1. De l'italien *irredentismo* < *irredento* : non libéré, non délivré.

Au-delà des lignes : les conflits dans les régions frontalières

Les fronts pionniers : des règles du jeu en mouvement

Bien que le modèle européen de la ligne diplomatique (traduit en Anglais par « *border* ») nous soit le plus familier, toutes les frontières n'ont pas été tracées selon les modalités de rivalités territoriales décrites ci-dessus. Dans les zones de peuplement, des dynamiques pionnières de type nord-américain ont été caractérisées par F.J. Turner comme « *frontier* » (Turner, 1893), nouveau terme traduit en Français par « *front pionnier* ». L'appropriation de l'espace s'y réalise par l'avancée des hommes et de leurs activités sur des terres n'appartenant à personne, ou du moins n'étant pas sous l'autorité d'un acteur politique dont la souveraineté est reconnue. « Gouverner, c'est peupler » disait le père de la constitution argentine, Juan Bautista Alberdi, en 1860. Le front pionnier n'a pas exclu des formes de conflits territoriaux violents (cf. les neuf « *Frontier Wars* » entre Européens et Xhosa en Afrique du Sud, tout au long du XIX^e siècle). Sur ce type de frontière, les conflits semblent s'exprimer de façon différenciée en fonction des objectifs de la progression territoriale, selon qu'elle est stratégique ou agricole. Les espaces protégés frontaliers (cf. chapitre 5) peuvent être analysés selon la même grille de lecture.

Les fronts pionniers stratégiques

Le premier type de front pionnier est d'ordre stratégique, c'est-à-dire qu'il vise à armer des territoires dont l'appartenance n'est pas encore, ou mal, fixée, à un ensemble politique. La rencontre de deux fronts pionniers concurrents peut mener à la guerre, comme ce fut le cas déjà cité de la guerre du Pacifique. Historiquement, ce type d'espace était commun dans les zones en cours de colonisation : aujourd'hui, on le retrouve soit dans des pays « neufs » (territoires de colonisation de peuplement), soit au sein d'États impérialistes. Les fronts pionniers stratégiques ont pour point commun de dépendre très directement de l'initiative étatique alors même qu'ils sont éloignés du pouvoir central. Le relais, sur place, peut être pris par différentes institutions, l'armée ou, historiquement, l'Église. Les géopoliticiens brésiliens ont appelé ces espaces des « *frontières vivantes* » ou « *frontières en marche* », lignes à faire vivre par la présence humaine, même forcée, pour confirmer leur validité.

La conflictualité des fronts pionniers stratégiques est en grande partie liée à la composition de leur population, opposant nouveaux et anciens habitants. Mais la violence est plus généralement liée à l'imposition d'un ordre politique : les habitants des kibbutzim israéliens de 1948 aux années 1980, ceux des colonies de Cisjordanie aujourd'hui, personnifient par leur présence la conquête territoriale, s'exposant à subir les conséquences de sa défense.

Dans certains cas paroxystiques, la question des frontières peut prendre des formes inédites, c'est le cas aujourd'hui aux deux pôles de la planète. En Antarctique, malgré la signature du traité sur l'Antarctique de 1959 qui gèle les prétentions territoriales, de nombreuses puissances développent des stratégies pionnières rivales (scientifiques et touristiques). Autour de l'Arctique, la situation est très différente car elle dépend entièrement du droit de la mer. Les grands pays limitrophes (Canada et URSS) avaient tenté d'y inscrire leur influence en fonction de la théorie des secteurs (1907), contestée par leurs voisins. L'existence de gisements d'hydrocarbures – dont

le développement des techniques permet d'entrevoir l'exploitation – et l'évolution climatique ouvrant les périodes navigables ravivent les appétits sur cet espace (les nouvelles routes, pour éviter la banquise, doivent emprunter des eaux territoriales). Ainsi, au côté de disputes frontalières identifiées (Canada/États-Unis sur la prolongation de leur frontière en mer de Beaufort), de nombreux litiges existent. Les revendications des peuples autochtones rendent toute solution complexe.

Les fronts pionniers agricoles

Bien que moins sensibles en apparence, les fronts pionniers d'occupation agraire constituent également des zones où la conflictualité territoriale est latente. La mise en présence de populations d'origines distinctes dans un contexte de rivalité pour l'accès à la terre explique sans doute cette situation. Plus les différences culturelles sont importantes, plus la conflictualité est complexe. Il n'en demeure pas moins que les rivalités de pouvoir à l'œuvre sur les fronts pionniers stratégiques se font ressentir également dans ce type d'espace, à d'autres échelles et avec des conséquences de moindre intensité sans doute. On se trouve là bien souvent face à des problèmes de géopolitique interne (quoique la violence à Mindanao en Indonésie, siège du groupe Abu Sayyaf dépasse ce cadre), sauf quand le front pionnier traverse une frontière.

Les « Brésiliens » et la transformation du Paraguay oriental (cf. carte p. 61)

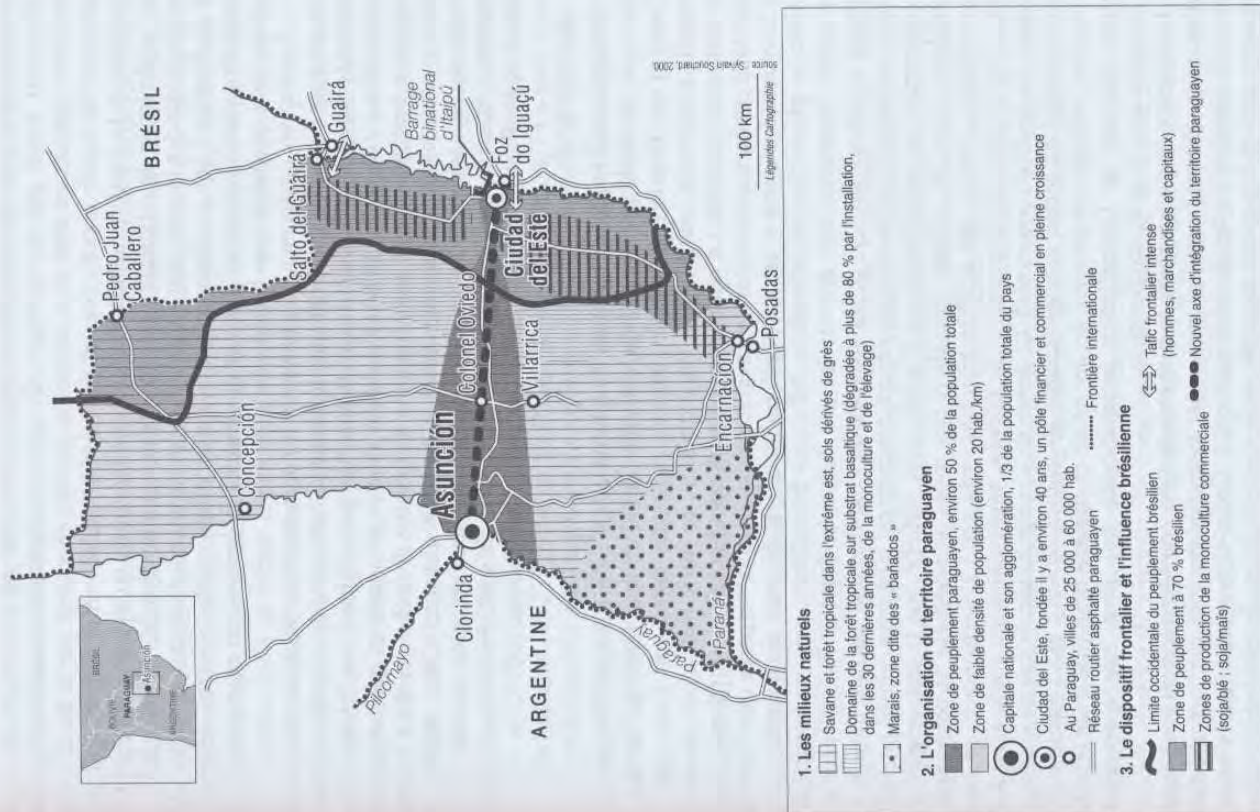
Les régions orientales du Paraguay ont vu leurs frontières fixées tardivement, suite aux pertes du Paraguay dans la guerre de la Triple Alliance, contre le Brésil, l'Argentine et l'Uruguay entre 1872 et 1878. Elles sont de plus en plus peuplées par des habitants originaires des pays voisins et leurs descendants, appelés les *Brasiguayos*. Ce flux a cru avec le déferlement de la monoculture intensive du soja, que les Brésiliens ont introduite en territoire paraguayen au point d'en faire une activité économique essentielle pour ce dernier, devenu une pièce importante du dispositif agro-exportateur du Brésil méridional. Il a été accompagné par l'expansion d'une région pionnière de développement autour de du barrage d'Itaipu (1973-1987). Les « Brésiliens » sont passés de 11 000 en 1969 à 500 000 au début du XXI^e siècle, soit 10 % de la population du pays. Leur répartition est très inégale : dans certaines parties des départements frontaliers (Canduyé et Alto Paraná), ils représentent jusqu'à 90 % de la population.

En dépit de ces proportions, les représentants des pouvoirs locaux et de l'administration continuent d'être des Paraguayens, sauf à San Alberto et Santa Rita dans l'Alto Paraná où, respectivement, l'intendant et le vice-intendant sont Brésiliens. Le commerce est le reflet de jeux de pouvoirs plus complexes : une grande partie de l'activité commerciale liée au grain est réalisée par les Brésiliens, tandis que le commerce de biens de consommation est réparti entre les deux communautés. Les Paraguayens souffrent cependant d'un préjugé partagé par les entrepreneurs des deux communautés qui concordent à penser que « les Brésiliens sont plus travailleurs ». À moins d'emplois réservés (administration par exemple), les Paraguayens ont donc du mal à trouver un emploi dans la région frontalière, étant exclus de la filière soja et tenus éloignés de l'emploi tertiaire peu qualifié, il ne leur reste guère que l'agriculture de subsistance. Paradoxalement, les deux communautés se rencontrent peu : la culture et langue brésiliennes sont vécues comme imposées par les Paraguayens qui apprennent peu le Portugais, alors que les « Brésiliens » sont tous bilingues, et leurs enfants apprennent même le Guaraní, deuxième langue officielle du pays. Ce rejet des Brésiliens par les Paraguayens s'exprime dans des manifestations populistes, ainsi qu'au niveau parlementaire où la menace d'une « loi des frontières » est brandie comme un serpent de mer nationaliste visant à limiter l'accès à la terre sur une bande de 100 km à l'intérieur de la frontière aux étrangers. (Souchaud, 2002)

La frontière, une ressource locale

Les complémentarités économiques

Toute norme étant faite pour être transgressée, les échanges transfrontaliers légaux ou non ont accompagné la construction des frontières internationales, que ceux-ci aient existé avant le passage de la ligne et que cette dernière n'ait pas été



Le Paraguay oriental, un front pionnier agricole

assez puissante pour les interrompre, ou que celle-ci les ait encouragés, du fait du différentiel induit par son passage. Ce que l'on nomme couramment « effet-frontière » découle en effet de la distorsion des flux engendrée par la limite surimposée sur un espace donné : ceux-ci peuvent être freinés voire stoppés en cas de fermeture de la frontière, notamment les flux migratoires, ou bien encouragés du fait de l'exploitation du différentiel créé (commerce et contrebande). Cette dynamique est dictée par des facteurs tant structurels (spécialisations distinctes des deux côtés de la frontière) que conjoncturels. Ces rentes différentielles peuvent néanmoins disparaître suite à l'ouverture, dans un processus d'intégration par exemple, précipitant les lieux concernés dans la crise.

« Le discours dominant tend à présenter le commerce transfrontalier comme une menace pour l'intégrité territoriale ou, du moins, comme une négation des territoires nationaux africains de toute façon faciles et peu viables, car hérités de la colonisation » (Bennafia, 1999). Cet auteur montre au contraire, que ces espaces longtemps brocardés pour l'« informalité » dangereuse des échanges qui s'y déroulaient constituent en fait des espaces-relais du pouvoir central. On y observe par contre des dynamiques de concurrence qui rend leur situation instable et de nombreux marchés transfrontaliers sont éphémères ; ils sont alors l'expression de formes de conflictualité d'ordre plus économique que politique.

La contrebande

L'expression la plus aboutie de l'exploitation de ce différentiel commercial reste tout de même la contrebande, échange illégal de marchandises de part et d'autre d'une frontière, soit pour éviter de payer des taxes, soit parce que les produits transportés sont illicites. Par extension, ce trafic peut aussi concerner les personnes qui tentent d'entrer dans un pays dont l'accès leur est fermé, et qui sont donc contraintes au statut de travailleurs clandestins, ou parce que l'activité qu'ils vont développer n'est pas régulière (trafic de femmes notamment). Cette activité se glisse dans les interstices des zones frontalières, qui sont nombreux : les postes frontières sont distants les uns des autres, ils ne fonctionnent pas partout 24 heures sur 24, et les moyens de contrôle sont parfois limités, en termes techniques et humains : moins un douanier est bien payé, plus il est facile à corrompre. La surveillance est d'autant plus difficile que la topographie est complexe : dans les villages frontaliers des zones de montagne la contrebande est reconnue comme une activité historique (du sel à l'électronique, le tabac restant une constante importante du fait des taxes qui sont appliquées à sa revente par les États concernés). Le terme de « contrebande de guerre » désigne une extension du terme à des situations de conflit ouvert : elle constitue une exception juridique au principe de liberté de commerce d'un État avec tous les autres, du fait de l'interdiction internationale qui peut être promulguée d'échanger avec l'un des belligérants.

La présence de réseaux actifs de contrebande élève considérablement le niveau de violence dans la zone frontalière concernée : les trafiquants sont armés, et maintiennent de la pression sur les populations locales. Celles-ci peuvent à la fois trouver dans cette activité une source de profit, mais aussi une forme de vulnérabilité face à un danger dont personne ne peut les protéger. Le développement de la contrebande entraîne enfin un séparatisme de fait avec les pouvoirs centraux, dont l'incapacité à

Mexique¹. Les restrictions de l'accès officiel du territoire des pays les plus développés pour les ressortissants des Sud ont fortement renforcé la fonction de contrôle assignée aux frontières, au moment où la globalisation économique promouvait leur ouverture. L'évolution de ces modalités a conduit à au maintien en rétention des étrangers en situation irrégulière avant leur expulsion, ce qui passe par la mise en place d'un arsenal juridique inédit, telle la directive européenne de 2008 qui fixe le maximum de la durée légale de rétention à dix-huit mois, validée en 2010 par la Cour européenne des droits de l'homme.

Cette politique a conduit à la mise en place de lieux *ad hoc*, consacrés à l'enfermement des migrants, lesquels se trouvent de fait criminalisés. Leurs noms varient de par l'Europe, ils ont en commun le fait que leurs occupants y sont acculés, et ils fonctionnent sous un statut très particulier qui échappe à la justice, en faisant des espaces d'exceptions (selon le philosophe italien G. Agamben). L'utilisation du terme de camps pour les désigner est volontairement provocante (Le Cour Grand-maison, Lhuilier *et alii*, 2007) et parfois utilisée de façon très large comme le fait l'ONG MIGREUROP. Cela a pour mérite de pointer la violence sociale d'une réalité migratoire contemporaine mondiale.

Autour de l'Australie, une politique de transport des demandeurs d'asile vers camps de détention situés sur une ceinture de petites îles du Pacifique, fut mise en place entre 2001 et 2007, appelée la « Solution Pacifique ». L'effet fut efficace : le nombre de migrants par voie maritime tomba, avec la diminution des bateaux de « *bout peuple* ». On note toutefois que la majorité des migrants clandestins arrivent par la voie aérienne, avec un visa de touriste, et restent au-delà de sa date de péremption.

Territorialités du conflit

Dernière la référence aux travaux fondateurs de Claude Raffestin qui mirent la territorialité au cœur des enjeux de pouvoir (Raffestin, 1980), il s'agit d'analyser ici des types d'espaces frontaliers qui, par essence, sont porteurs de conflit, en l'absence même de troubles ou de débats sur la nature de la ligne qui les traverse ou les jalonne.

Multiculturalisme ou nettoyage ethnique

Nous n'avons pas jusqu'ici mentionné les groupes ethniques pour montrer en quoi leur présence sur les frontières fondait du lien. La construction des frontières entretient un rapport paradoxal aux liens communautaires et culturels. Considérées comme une des expressions de l'idéal-type de l'État-nation (défini comme l'émergence d'une institution politique représentant une communauté imaginaire) elles nient en partie la possibilité d'une diversité de composantes identitaires. En d'autres termes, la genèse d'un État (stato-genèse) s'est souvent fondée sur l'émergence d'une nation, sans questionner la genèse de la nation elle-même (natio-genèse).

Ce processus de construction politique des territoires culturels connaît aujourd'hui une expression renouvelée, à la faveur des différents enjeux de la mondialisation (tant la modulation du rôle de l'État que la circulation des identités et le repli communautaire). Il joue de façon singulière dans les espaces traversés par des frontières ou tentés par des aspirations séparatistes, où « les

1. Tel OWNI en Europe (<http://owni.fr/2011/02/18/app-la-carte-des-morts-aux-frontieres-de-leurope/>) ou Human border à la frontière États-Unis / Mexique (<http://www.humanborders.org/news/news54.html>).

territoires culturels qui surgissent à nouveau le font avec d'autant plus de force qu'ils sont « *transfrontaliers* » (Bonnemaison, Cambrezy, 1996). Les communautés ethniques vivant sur les frontières peuvent exploiter le fait que la frontière est une « *invention* », selon le contexte des jeux de pouvoir au niveau central, et aller jusqu'à se battre pour faire admettre leur volonté séparatiste. Dans les cas les plus extrêmes, les conflits identitaires peuvent dégénérer en conflits de subordination, une partie voulant supprimer l'autre au nom de sa supériorité, ce qui peut mener au nettoyage ethnique (*cf.* les guerres des Balkans dans les années 1990).

Les minorités birmanes et les frontières

La Birmanie peuplée de 54 millions d'habitants, est l'un de pays d'Asie du Sud-Est qui présente la plus grande diversité ethnique. Pendant la période coloniale, les nombreuses ethnies non-birmanes vivaient dans des États tributaires, mis en place par le système colonial d'administration indirecte, ce qui contribua à couper des élites des basses-terres. Ainsi lors de l'indépendance (1947), la plupart de ces minorités s'organisèrent en mouvements nationalistes armés revendiquant la constitution d'entités autonomes, sinon indépendantes (Karen, Môn, Shan, Wa, Kachin, Naga et Chin). Après 1988, le durcissement de la Junta au pouvoir lui permit de résister à leurs attaques, dans un contexte transformé depuis la fin de la guerre froide. L'élaboration d'une loi fondamentale qui accorde une autonomie relative aux ethnies de la périphérie a ouvert la situation. Le régime a récemment proposé aux groupes armés ayant signé un cessez-le-feu avec la Junta au pouvoir d'être incorporés aux Gardes Frontières (Border Guard Force-BGF), ce qui entraînerait leur désarmement – avant de leur confier des armes officielles – mais surtout leur subordination à l'Armée nationale. Seuls les mouvements rebelles Karen et Kachin ont accepté ces modalités. Le refus de l'une des plus petites factions dans la région de Kokang (dans la province de Shan) de rejoindre le BGF a conduit les troupes gouvernementales à une offensive en août 2009, entraînant plus de 30 000 personnes à chercher refuge en Chine, puis en novembre dernier l'offensive a été lancée sur la ville de Myawaddy, entraînant la fuite de 20 000 personnes en Thaïlande. Même si la majorité de ces personnes reviennent ensuite en Birmanie, certains restent réfugiés de l'autre côté de la frontière.

Camps de réfugiés

La situation des réfugiés mérite sans doute un paragraphe séparé du fait de leur statut : ils sont qualifiés de « *victimes de déplacements forcés* » par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) ; parmi eux tous ne vivent pas hors de leur pays (ils ne sont que entre treize et dix-huit millions, selon les années, massivement concentrés en Asie). Faut-il d'ailleurs opérer cette distinction entre déplacés internes et externes ? Le statut juridique des réfugiés est celui d'extra-territorialité, mais les conditions de réinsertion sont sans doute plus aisées dans le pays d'origine, ne serait-ce que pour la question de la langue. Les réfugiés sont tous les victimes de conflit, et transportent avec eux la mémoire de la violence endurée. Leur regroupement dans les camps fait de ces lieux une figure très spécifique des territorialités du conflit : ces lieux ne sont « *évidemment pas des prisons, mais pourtant les gens disent se sentir dans une prison, ils ne peuvent pas en sortir (...)* ; il faut montrer ses papiers, (...) ce sont bien des lieux clos. (...) » (Agier, 2006). Les recherches récentes sur ces espaces montrent en effet que les conditions de vie dans ces camps relève en bonne partie de l'univers concentrationnaire.

Camps de réfugiés du Darfour au Tchad

De nombreuses personnes ont fui les combats au Darfour vers le Tchad. Ils ont cru trouver l'abri de l'autre côté de la frontière mais des milices arabes à la solde de Khartoum ont mené de nouveaux raids contre eux, et les populations du Darfour ont été déplacées plus à l'ouest, notamment à Forchana, grosse

bourgade tchadienne à moins de 100 km du Soudan où un camp a été construit en 2004 par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), qui abrite désormais 260 000 personnes. Ces personnes vivent en vases clos, selon des règles sociales qui limitent les contacts avec l'extérieur (mariages interdits par exemple). Il s'agit en effet pour les exilés de ne pas oublier la cause rebelle qui les a amenés là, et de continuer à fournir des recrues pour la rébellion. Les enfants apprennent l'arabe et l'anglais sur des manuels soudanais, pas le Français, une des langues officielles du Tchad. La cohabitation avec les populations voisines du camp est difficile : les villageois ne disposent pas de certains services du camp (notamment en matière de santé), mais surtout ils accusent les « Darfouriens » de couper trop de bois pour le feu, d'accaparer le foin, de s'emparer de pâturages. Le plus souvent, les litiges se règlent sans violence, par le biais des comités mixtes. Les Tchadiens se souviennent d'avoir été accueillis de l'autre côté de la frontière lors de la grande sécheresse des années 1990.

La mémoire des conflits

On constate enfin que, du fait de la nature de ces lieux politiques, toute frontière garde la mémoire du conflit qui l'a engendrée, même dans des situations de paix, car ce souvenir fait partie du rôle de différenciation identitaire qu'elle incarne.

La patrimonialisation des frontières

De façon surprenante, même dans les contextes de dyades ouvertes, de nouvelles formes d'inscription sont inventées pour ne pas oublier la présence de frontières qui s'effacent, lignes dont on ne veut pas perdre la mémoire et qui vont s'inscrire dans des dynamiques patrimoniales. Au sein de l'Union européenne par exemple, on travaille sur le marquage des paysages pour témoigner des cicatrices anciennes, symboliser et resémanter la frontière (Amilhat Szary, Fourny, 2006). La mise en scène de la contiguïté remplace parfois celle du conflit. En témoigne la première « frontière artistique » du monde, telle que l'annonce un article de *Swissinfo.ch* (2006) : à la frontière entre Constance (Allemagne) et Kreuzlingen (Suisse), une œuvre du sculpteur allemand J. Dörlinger vient remplacer un grillage de 280 mètres par 22 sculptures...

La patrimonialisation peut également se produire par la mise en tourisme de lieux dont la fonction de contrôle a disparu : nombre de guérites douanières de l'UE sont devenues des kiosques-souvenirs. Il n'en demeure pas moins que l'intensité du conflit antérieur détermine tout de même l'intensité du déploiement mémoriel. C'est notamment sur l'ancien rideau de fer, là où il traversait Berlin mais pas uniquement, que ce redéploiement est des plus sensibles : pistes cyclables et sentiers entretiennent la trace dans la forêt, hauts-lieux et monuments émaillent Berlin, au côté de signes anonymes, graffiti ou figurines. Un grand nombre de ces projets ressortent de la commande publique, mais il existe un certain nombre d'initiatives individuelles pour marquer ainsi la frontière disparue.

L'expression artistique du conflit

En dernier lieu, il est intéressant d'observer comment les populations vivant autour des frontières en conflit expriment leurs territorialités, et pas uniquement en termes de contraintes. Des recherches récentes permettent de mettre en évidence des formes spécifiques d'expression artistique du conflit : l'émergence de formes esthétiques liées à la frontière, et dont l'objectif n'est pas de créer en dehors de toute visée politique, mais au contraire de répondre à la violence politique. Les cas les plus évidents apparaissent sur les frontières fermées, notamment sur celles qui sont aujourd'hui murées. A la violence du mur s'oppose son détournement : il permet une

prise de paroles par les populations avec lesquelles on refuse de communiquer et devient un support de productions artistiques, figures de la contestation.

Le mur de Berlin en est l'exemple caractéristique, même s'il n'a été peint que d'un côté. Est-ce parce que « la matérialisation d'un mur en béton ne symbolise pas seulement la fonction de barrière de toute frontière, mais elle empêche aussi de voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. Ainsi, l'autre côté devient invisible et inconnu » (Newman, 2003) qu'elle renforce le désir d'intervention sur l'artefact même ? Sur la frontière États-Unis/Mexique par exemple, il semble que, depuis 2006, l'érection de la barrière de sécurité ait été accompagnée d'une recrudescence artistique, il en va de même sur le mur tracé entre Israël et les territoires palestiniens. Si dans un premier temps l'œuvre d'art constitue une forme de franchissement symbolique de la frontière, elle permet aussi de mettre de réfléchir sur le sens de la fermeture de la frontière, à partir du moment où on l'analyse comme une intervention paysagère. La frontière USA/Mexique constitue l'un des meilleurs exemples d'activisme politique frontalier artistique. On y observe, à partir des années 1970, un art qui s'érige face au politique et en dialogue avec lui, dans une démarche d'inscription frontalière. Mais c'est à partir des années 1980 que la frontière devient, en tant que telle, un enjeu et un thème central pour de nombreux artistes vivant et créant dans l'influence de la zone d'échanges entre le Mexique et les États-Unis (cf. le collectif Border Art Workshop/Taller de Arte Fronterizo). La construction de la barrière semble avoir eu un impact artistique, la scène se déplaçant vers l'intérieur à mesure que le mur s'étendait : on a vu récemment des dynamiques importantes dans l'Arizona/Sonora, notamment à Nogales avec l'atelier Yonke.

Conclusion

Les frontières constituent bien évidemment des lignes arbitraires, elles ne forment pas moins l'unité d'un quadrillage qui crée le « monde habitable » (Elden, 2006) : elles se révèlent fonctionner comme des lieux à la fois nés du conflit, susceptibles de le contenir, mais qui en gardent néanmoins la marque indélébile. Le lien entre conflit et frontière ne peut donc en aucune façon être traité de façon réductrice. On est bien au-delà d'une division binaire entre frontières chaudes et froides, selon que la ligne de séparation est traversée par un conflit ouvert ou latent (mais gelé). On est également aux antipodes loin d'un possible déterminisme qui lierait forme de la frontière et potentiel conflictuel, comme le prétendent deux auteurs américains dans une revue pourtant prestigieuse (Starr, Thomas, 2005) : grâce au recours aux SIG, ils confrontent deux théories sur la probabilité de conflit liée à la forme de la frontière (ligne continue ou saillante) et à la proximité de foyers de population pour aboutir à l'idée qu'on ne peut comprendre le passage de la guerre à la paix en Europe qu'en fonction du contexte historique auquel la théorie est appliquée... Dans un monde où les points discontinus du réseau ont remplacé les lignes symboliques et où la séparation n'est plus localisée aux marges des États mais en leurs portes d'entrée, à savoir leurs aéroports, mais aussi leurs avant-ports, les relations territoriales entre frontières et conflits sont à analyser dans toute leur complexité !

Bibliographie

- Agiar M. (2006), *Le gouvernement humanitaire et la politique des réfugiés. La philosophie déplacée : Autour de Jacques Rancière*, Colloque de Cerisy. L. Cornu & P. Vermeren, Paris, Horlieu Editions.
- Amilhat Szary A.-L. (2001) « Border art and the politics of art display » *Journal of Borderlands studies* (à paraître).
- Amilhat Szary A.-L., Fourmy M.-C. (dir.) (2006), *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube.
- Arbaret-Schulz C. (2002), « Les villes européennes, attracteurs étranges de formes frontalières nouvelles », in Bernard Reitel, Patricia Zander, Jean-Luc Piermay et Jean-Pierre Renard, *Villes et frontières*, Anthropos-Economica, coll. Villes, p. 213-230.
- Balibar E. (1996), « Qu'est-ce qu'une frontière ? La crainte des masses », in E. Balibar, *Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, p. 371-380.
- Bennafia K. (1999), « La fin des territoires nationaux ? État et commerce frontalier en Afrique centrale », *Politique africaine*, n° 73, p. 24-48.
- Bonnemaison J., Cambrezy L. (1996), « Le lien territorial entre frontières et identités », *Géographie et Cultures*, n° 20, p. 7-18.
- Buzzati D. (2005), *Le désert des Tartares*, Paris, Pocket.
- Elden S. (2006), « Contingent Sovereignty, Territorial Integrity and the Sanctity of Borders », *SAIS Review*, 26(1), p. 11-24.
- Foucher M. (1991), *Fronts et frontières. Un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.
- Foucher M. (2007), *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin.
- Le Cour Grandmaison O., Lhuillier G. et alii (eds.) (2007), *Le retour des camps ? Sangatte, Lampe-dusa, Guantanamo...*, Paris, Autrement.
- Newman D. (2003), « On Borders and Power: A Theoretical Framework », *Journal of Borderlands Studies*, 18(1), p. 1325.
- Raffestin C. (1980), *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Litec.
- Starr H., Thomas G.D. (2005), « The Nature of Borders and International Conflict: Revisiting Hypotheses on Territory », *International Studies Quarterly*, n° 49, p. 123-139.
- Souchaud S. (2002), *Pionniers brésiliens au Paraguay*, Paris Karthala, 406 p.
- Turner F.J. (1893), « The Significance of the Frontier in American History », *Proceedings of the State Historical Society of Wisconsin*.
- Weizman E. (2007), *Hollow land : Israel's Architecture of Occupation*, London, Verso.
- Zeller W. (2010), « Illicit Resource Flows in Sugango : Making War and Profit in the Border Triangle of Sudan, Uganda and Congo-DRC », in H. Alava, *Exploring the Security-Development Nexus. Perspectives from Nepal, Northern Uganda and « Sugango »*, Helsinki, Ministry for Foreign Affairs of Finland, p. 111-141.

Notice à paraître dans la 2^{ème} édition augmentée du *Dictionnaire des mondialisations*, dirigé par C. Gorrha Gobin, octobre 2011.

Murs et barrières de sécurité : pourquoi démarquer les frontières dans un monde dématérialisé ?

La mondialisation induit, par bien des aspects, que nos territorialités contemporaines s'affranchissent des frontières. Définies comme des lignes imaginaires destinées à borner des Etats, les frontières se sont trouvées remises en cause par l'insertion de ces Etats dans des ensembles plus vastes (intégration européenne notamment) et par l'évolution de leur rôle, économique notamment. La globalisation des marchés a en effet induit l'accroissement des circulations d'information, de marchandises, de capitaux... et d'hommes : « dans un monde démilitarisé et ouvert aux échanges, la frontière perd son sens » allaient même jusqu'à affirmer J. Lévy et M. Lussault dans leur *Dictionnaire* (2003). Derrière un discours globalisé et globalisant sur l'ouverture généralisée des frontières internationales, voire de leur disparition prédite au début des années 1990, celles-ci connaissent pourtant un regain d'intérêt à la fois politique et scientifique.

Dans son acception traditionnelle, la frontière signifie la limite du champ de compétence d'un pouvoir : depuis l'invention de l'Etat-nation, celle-ci coïncide le plus souvent avec celle de l'extension de sa souveraineté. Nous considérons ici que cet objet spatial est tout autant une construction sociale qu'une institution, ce qui implique que les acteurs de la frontière soient aussi bien ceux qui la font ou la remettent en cause politiquement, à savoir les Etats, que tous ceux, qui, au quotidien, agissent autour et en fonction d'elle. Cependant, parmi les représentations de l'espace, la frontière conserve un statut particulier, témoin peut-être du caractère religieux et sacré qu'avait le processus de délimitation dans l'antiquité, comme en témoigne la légende la fondation de Rome. Cette dimension ontologique participe de la compréhension de l'ampleur des enjeux la qui traversent. Ces lignes arbitraires définissant la limite entre deux Etats sont devenues des objets spatiaux complexes : si leur fonction première de délimitation du champ d'une souveraineté perdure, leurs autres fonctions, de bornage économique, culturel, voire politique, ont évolué de telle façon qu'elles ne semblent plus pouvoir être contenues par des traits. Elles sont marquées par des processus constants de déterritorialisation-reterritorialisation et d'ouverture / fermeture (« debordering-rebordering ») qui les sélectionnent, les re-hiérarchisent mais aussi qui les rendent plus diverses dans leurs formes et leurs matérialisations. L'article saisit tout d'abord l'élargissement de la notion de frontière, bien au-delà de l'objet linéaire défini par le droit international. Cela permet, dans un deuxième temps, de proposer d'analyser la coexistence de justifications paradoxales de la prolifération récente de murs sur ces frontières. Le texte se termine par un détour sur ce que les artistes créent sur les frontières politiques, leur travail constituant un révélateur puissant des dynamiques contemporaines.

1) De la frontière internationale au transfrontalier : la frontière 'mobile'

Il existe bel et bien des frontières qui s'ouvrent. Autour de ces dyades faciles à traverser, des territoires transfrontaliers peuvent se construire autour de la ligne, constituant des espaces identitaires spécifiques, capables d'incorporer au collectif l'altérité de l'outre frontière : la limite devient potentiellement créatrice de lien et devient interface. Il faut cependant prendre garde à ne pas généraliser une vision idéalisée de ce type de région : si certains espaces transfrontaliers

apparaissent libérés des contraintes imposées par la frontière, d'autres vivent négativement la perte de l'avantage comparatif que constituait la différenciation induite par le passage de cette même frontière (surtout au sein de l'UE). En effet, de part et d'autre de ce type de limite, l'effet-frontière s'étend, dès lors que les fonctions de contrôle associées au passage sont de plus en plus disséminées dans le territoire national, en des lieux plus ou moins fixes – qu'il s'agisse des gares ou des aéroports, ou encore des équipes de douanes volantes. Alors les flux de transport ou de migration continuent cependant d'être contrôlés en des points qui font la « frontière mobile ». Pour certains auteurs, ces tendances ont tendance à brouiller la frontière, pour d'autres, tout se passe comme si des dynamiques réticulaires prenaient le pas sur les processus linéaires antérieurs. Les frontières numériques, souvent appelées « smart border », mais aussi tous les dispositifs d'interconnexion des services de police (leur « inter-opérabilité ») pour le contrôle migratoire fonctionnent selon cette même logique. Au moment où « les frontières cessent d'être des réalités purement extérieures, elles deviennent aussi et peut-être avant tout ce que Fichte dans ses *Reden an die deutsche Nation* avait superbement appelé les 'frontières intérieures' : *innere Grenzen*, c'est-à-dire, il le dit lui-même, invisibles, situées 'partout et nulle part' » (Balibar 1996, citant Fichte, *Discours à la Nation allemande*, 1807).

Cependant, dans le même temps, des processus de plus en plus fréquents de fermetures nouvelles sont à l'œuvre, dont témoigne la recrudescence paradoxale des murs depuis la chute de celui de Berlin. Le processus de démarcation est au cœur de la réactivation des problématiques frontalières. Les statistiques viennent d'ailleurs le confirmer : « Depuis 1991, plus de 26 000 kilomètres de nouvelles frontières internationales ont été instituées, 24 000 autres ont fait l'objet d'accords de délimitation et de démarcation, et si les programmes annoncés de murs, clôtures et barrières métalliques ou électroniques étaient menés à terme il s'étireraient sur plus de 18 000 km. Jamais il n'a été autant négocié, délimité, démarqué, caractérisé, équipé, surveillé, patrouillé » (Foucher 2007). Le monde connaît aujourd'hui une recrudescence des matérialisations frontalières qui questionne profondément la pensée géopolitique dans un monde de flux. Les murs, qu'ils enserrent prisons ou ghettos représentent une expression ancienne de l'enfermement que beaucoup se représentaient comme caduque à la fin du XX^{ème} siècle ... En ce début de XXI^{ème}, ils sont pourtant « à la mode ». Cette prolifération ne constitue en rien une justification du phénomène, qui nous interroge d'autant plus que leurs promoteurs sont en grande majorité des démocraties. Doit-on considérer que les frontières fermées manifestent que « La mondialisation a donc atteint ses limites, le discours d'un monde sans frontière demeurant limité à quelques ensembles économiques comme l'Union européenne et, dans une moindre mesure, l'ALENA (qui n'a pas l'équivalent d'un espace Schengen). » (Vallet 2009) ?

Longtemps limitée aux abords d'une ligne et aux territoires l'environnant (qualifiés de transfrontaliers quand la dynamique engendrée par la structuration politique impliquait distance et contact tout à la fois), la portée de la frontière s'est aujourd'hui considérablement élargie, à mesure que les fonctions attribuées à ces espaces politiques diffusaient selon des dynamiques territoriales et réticulaires complexes. Sur les lieux traversés par la dyade, des transformations paradoxales sont en cours, telle que la multiplication de signes et symboles – dont les murs sont les plus visibles – qui marquent une linéarité de moins en moins évidente. Si « les frontières ne sont plus le *bord* du politique mais [...] des *objets*, disons plus exactement des *choses* dans l'espace même du politique » (Balibar 1996), alors les paysages où elles s'inscrivent seront des espaces de lisibilité / lecture du politique.

2) L'émergence de Murs après la Chute du Mur de Berlin

Pourquoi les pouvoirs en place prennent-ils la décision de matérialiser la fermeture de l'espace national ? On prétend souvent que c'est pour stopper – ou contrôler au mieux - des flux (de migrants, de terroristes, etc.), mais ce type de réponses s'avèrent rapidement insatisfaisantes. Les travaux de recherche sur les murs se divisent entre ceux qui les comprennent au prisme de l'analyse du changement des paradigmes sécuritaires (Brunet-Jailly 2007) ou d'une analyse critique de la mondialisation (Ballif et Rosière 2009), voire d'une dénonciation de l'enfermement de l'Occident (Andreas et Snyder 2000; Van Houtum et Pijpers 2007). Ces auteurs insistent pourtant tous sur le fait que la prétention au contrôle différencié des flux peut paraître illusoire au regard des moyens de contournements possibles, soit que l'on dispose des moyens techniques pour passer outre l'obstacle (guidage par satellite dans les déserts de la frontière Etats-Unis Mexique) soit que l'on choisisse d'autres moyens, certes plus coûteux, pour passer l'obstacle. C'est pourquoi il semble nécessaire de se demander : que veut-on signifier lorsque l'on rend ainsi visibles les limites de son territoire ?

« La tentation du mur n'est pas nouvelle » nous disent les poètes : « Chaque fois qu'une culture ou qu'une civilisation n'a pas réussi à penser l'autre, à se penser avec l'autre, à penser l'autre en soi, ces raides préservations de pierres, de fer, de barbelés, ou d'idéologies closes, se sont élevées, effondrées, et nous reviennent encore dans de nouvelles stridences. » (Glissant et Chamoiseau 2007). Derrière un signe, le chercheur interroge la profondeur sémantique¹ : malgré l'apparente proximité renvoyée par les images médiatiques, les murs ne sont pas tous équivalents.

Quelques tentatives de bilan existent qui tentent de resituer le phénomène des murs par rapport aux frontières contemporaines, certaines d'ordre cartographique (Foucher 2007; Ballif et Rosière 2009), d'autre d'ordre chronologique. D'une part, ces images donnent finalement des résultats peu homogènes, car ces auteurs ne se rangent pas à une définition unifiée de la barrière de sécurité ou frontière fermée. D'autre part, l'introduction de types chronologiques illustre la façon dont politistes et juristes questionnent le « retour » du mur en relations internationales (Vallet 2009), et son irruption en droit, domaine où il est très difficile à qualifier (Sorel 2010), deux façons de tenter de le rattacher à des formes sociales existantes. Ces auteurs rappellent en effet que malgré quelques précédents célèbres, le mur a constitué avant tout une figure de la guerre froide (21 construits entre 1945 et 1989) et le démantèlement du mur Berlin semblait promettre une ère de frontières ouvertes. On observe cependant qu'un certain nombre d'héritages de cette période survivent (entre les deux Corées, Berm entre Maroc et Sahara Occidental), mais surtout qu'un nombre croissant de murs est construit (6 entrepris entre 1991-2001 et une petite trentaine depuis le virage sécuritaire du 11 septembre). Ces derniers constituent différentes déclinaisons d'une politique sécuritaire (sécurité militaire, migratoire et sociale). On observe qu'ils répondent à des logiques diverses, parfois complémentaires : protection, consolidation de gains territoriaux, séparation. Les nouveaux murs ne sont pas destinés à stopper la progression des armées adverses. Leur mise en place est justifiée par la lutte anti-terroriste (rhétorique de la « guerre contre la drogue » aux Etats-Unis) et par une volonté étatique de contrôler les flux migratoires, ou du moins de freiner les entrées illégales sur le territoire

¹ Les murs sont également en train de devenir un objet scientifique pluridisciplinaire dont le succès de trois colloques organisés sur « Barrières, murs et frontières » en 2008, 2009, 2011 à Montréal (Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques de l'UQAM). Ma collègue Evelyne Ritaine vient également d'ouvrir un carnet de recherches autour de cette question (<http://enigmur.hypotheses.org/>), et des publications journalistiques prolifèrent.

(ce qui place les migrants au rang d'ennemis du peuple par glissement sémantique). Ces nouveaux murs sont justifiés par un discours préventif : ils sont censés, en gelant les conditions du conflit, contribuer à le réduire, c'est pourtant bien souvent tout le contraire qui se produit.

Si les murs paraissent le parangon de la frontière dure, une analyse plus poussée révèle qu'ils ne sont pas aussi linéaires qu'ils peuvent le sembler au premier abord. L'exceptionnalité politique qui justifie le tracé de telles barrières (la menace terroriste pour les Etats-Unis, la guerre et le terrorisme pour l'Inde) constitue en effet une situation de type temporaire, dans le discours politique. Le mur construit par Israël depuis 2002 pour se séparer des territoires palestiniens (qui n'est pas à proprement parler une frontière), appelé « security fence » (clôture de sécurité) ou « Geder HaHafrada », soit grillage de séparation en hébreu, en constitue un bon exemple. On peut mettre en évidence que si les Israéliens n'ont pas souhaité suivre le tracé de la Ligne Verte mais plutôt sécuriser leur territoire sur la base de ce qu'ils considèrent comme une « barrière interne », c'est parce que cette dernière est conçue comme une « frontière mouvante » plutôt que d'une « ligne continue coupant le territoire en deux (Weizman 2007). Bien que n'apparaissant matériellement comme ni souple ni temporaire, les corrections que ce mur a subies (sous la pression de la Cour Suprême Israélienne, des militants environnementaux ou des promoteurs immobiliers) révèlent sa nature partiellement provisoire et flexible (Brown 2009). Il existe un décalage important entre l'effet du mur chez les Israéliens et les Palestiniens : les Israéliens qui « projettent une continuité de type frontalière sur une ligne discontinue » (Parizot 2010) le conçoivent comme un dispositif efficace de protection, tout en n'en faisant que rarement l'expérience (peu le côtoient, certains le traversent) ; les Palestiniens le conçoivent comme un symbole de leur oppression (sachant que les dispositifs de check-points sont beaucoup plus restrictifs de leurs déplacements.

On peut se demander quelle forme de représentation prométhéenne du monde amène les instigateurs de tels projets à croire qu'un artefact, aussi haut et technologique soit-il, pourra endiguer un flux planétaire ? Derrière ces arguments, on perçoit que c'est une certaine conception du pouvoir et de la politique qui est en jeu, alors que paradoxalement, la très grande majorité des murs sont construits par des démocraties. La frontière fermée joue la fonction de symptôme inédit (assemblage nouveau de modalités politiques revisitées) du rapport de nos sociétés à leur espace. La volonté d'inscription spatiale de la frontière que les murs expriment ressort de la nécessité de montrer l'impalpable : il ne s'agit plus seulement de rassurer la communauté sur sa cohérence, mais sur son existence même, en distinguant le dedans du dehors par un mur. Ce sont à la fois l'existence de l'Etat et celle de la nation sur laquelle il peut s'appuyer qui sont mises en jeu par cette forme de représentation du pouvoir ; elles justifient la possibilité d'investir autant d'énergie tant matérielle que symbolique.

3) Les artistes et la frontière, un révélateur puissant

On peut comprendre le mur comme une projection d'intentionnalité politique qui est de l'ordre de l'imposition d'une transformation des repères spatiaux, concernant à la fois ceux qui doivent vivre dans ce paysage, mais aussi (et surtout ?) ceux qui doivent en recevoir les images. Cela implique de considérer les frontières fermées comme des artefacts matériels dont le pouvoir performatif est extrêmement puissant. Cette idée complexe peut être mise en évidence par l'analyse des interventions que les artistes font sur les frontières murées, qui tentent de transformer l'image imposée. Si dans un premier temps l'œuvre d'art constitue une forme de franchissement symbolique

de la frontière, elle permet aussi de mettre de réfléchir sur le sens de la fermeture de la frontière, à partir du moment où on l'analyse comme une intervention paysagère. A la violence du mur s'oppose son détournement. En devenant un support de productions artistiques qui développent différentes figures de contestation, le mur permet une prise de paroles par les populations avec lesquelles on refuse de communiquer. Le mur de Berlin en est l'exemple caractéristique, même s'il n'a été peint que d'un côté. La frontière USA / Mexique constitue l'un des meilleurs exemples d'activisme politique frontalier. On y observe, à partir des années 1970, un art qui s'érige face au politique et en dialogue avec lui, dans une démarche d'inscription frontalière. Mais c'est à partir des années 1980 que la frontière devient, en tant que telle, un enjeu et un thème central pour de nombreux artistes vivant et créant dans l'influence de la zone d'échanges entre le Mexique et les Etats-Unis. La fondation du Border Arts Workshop / Taller de Arte Fronterizo (BAW / TAF). Il semble que, depuis 2006, l'érection de la barrière de sécurité ait été accompagnée d'une recrudescence artistique, la scène se déplaçant vers l'intérieur à mesure que le mur s'étendait : on a vu récemment des dynamiques importantes dans l'Arizona/Sonora, notamment à Nogales avec l'atelier Yonke.

Tout se passe comme si la fermeture d'une frontière non seulement réactivait la production culturelle sur la limite internationale, mais en transformait également le sens. L'activité créatrice dans le domaine des arts visuels a cette force de pouvoir à la fois confirmer le statut de visibilité imposée des frontières fermées tout en proposant de les subvertir.

Conclusion : La frontière, signal des différences

Il faut réaffirmer qu'en tout point d'une frontière, les deux processus apparemment antagonistes d'ouverture et de fermeture sont actifs simultanément : la frontière politique s'épaissit tout en prenant une apparence de plus en plus réticulaire. Ainsi, alors que l'inscription spatiale de la frontière est de plus en plus difficile à définir, différents projets politiques travaillent sa matérialité. Dans notre monde de flux et de réseaux, les murs contemporains semblent contredire *a priori* l'idée de « frontière mobile »². La théâtralité des barrières frontalières mise ici en évidence révèle un besoin paradoxal de démarcation dans un monde qui se dématérialise. La matérialisation contemporaine des frontières - dont les murs ne constituent qu'un aspect - relèverait d'un processus d'hyper-territorialisation, qui rendrait compte d'un « effet géographique » paradoxal mettant en évidence une volonté inédite de mobiliser l'espace pour qu'il redevienne un signal de différences.

Anne-Laurence Amilhat-Szary, géographe, Université de Grenoble 1

Références bibliographiques :

- Amilhat-Szary, A.-L., 2012, "Border art and the politics of art display", *Journal of Borderland Studies* (Routledge)
- Andreas, P. et T. Snyder (dir.) 2000. *The wall around the West: state borders and immigration controls in North America and Europe*. Lanham (Md), Rowman & Littlefield.
- Balibar, E. 1996. *Politique et philosophie avant et après Marx*. E. Balibar. Paris, Galilée
- Ballif, F. et S. Rosière. 2009. "Le défi des « teichopolitiques ». Analyser la fermeture contemporaine des territoires". *L'espace géographique* 38(2009/3): 193-206.

² Le colloque « The mobile border », organisé par A.L Amilhat Szary et F. Giraut en 2011 (11^{ème} édition des rencontres du réseau BRIT, Border Regions in Transitions, Genève-Grenoble, 6-9 septembre) a ouvert des pistes novatrices pour penser la frontière dans une perspective résolument post-moderne.

- Brown, W. 2009. *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*. Paris, Les prairies ordinaires.
- Brunet-Jailly, E. (dir.) 2007. *Borderlands: Comparing Border Security in North America and Europe (Governance)*. Ottawa, University of Ottawa Press.
- Foucher, M. 2007. *L'obsession des frontières*. Paris, Perrin.
- Glissant, E. et P. Chamoiseau (2007). *Quand les murs tombent*. Paris, Galaade, Institut du Tout-monde.
- Parizot, C. (2010). "D'un mur à l'autre: la séparation vue par les Israéliens (2002-2010)", *Politique étrangère*, 2010/4, p. 743-756
- Ritaine, E. 2009. "La barrière et le checkpoint : mise en politique de l'asymétrie". *Cultures & Conflits* (73 - Frontières, marquages et disputes): 13-33.
- Sorel, J.-M. (dir.). 2010. *Les Murs et le Droit international*. Paris, Pedone.
- Vallet, É. 2009. "Toujours plus de murs dans un monde sans frontières ". *Le Devoir* (Actualités internationales - 26 octobre 2009). <http://www.offres.ledevoir.com/international/actualites-internationales/273594/toujours-plus-de-murs-dans-un-monde-sans-frontieres>
- Van Houtum, H. et R. Pijpers. 2007. "The European Union as a Gated Community: The Two-faced Border and Immigration Regime of the EU". *Antipode* 39(2): 291-309. <http://dx.doi.org/10.1111/j.1467-8330.2007.00522.x>
- Weizman, E. (2007). *Hollow land: Israel's Architecture of Occupation*. London, Verso.

5. Art – Artistes

- A15 2011 « **Que montrent les murs ? Des frontières contemporaines de plus en plus visibles** », *Etudes Internationales* (U. de Laval, Québec), accepté, à paraître 2011
- A16 2011 “**Border art and the politics of art display**”, *Journal of Borderland Studies* (Routledge) accepté, à paraître 2011 ou 2012
- R5 2011 “**Artists Moving & Learning - European Report on Project** (143380-LLP-2008-BE-KA1-KA1SCR (2008-3601)” prepared by PACTE-CNRS, France and DEUSTO, Spain : Amilhat Szary Anne-Laure, Louargant Sophie, Koop Kirsten, Saez Guy (Authors for PACTE), Landabidea Urresti Xabier, Ortega Nuere Cristina, San Salvador del Valle Roberto, Cuenca Cabeza Manuel (Authors for DEUSTO), Neisse Judith (Author for Mediana), 73 p.
http://www.encatc.org/moving-and-learning/files/AML%20European_Report.pdf.
Il existe une version arabe et une version française qui sont en cours de révision.

Les textes présentés dans cette dernière partie sont les plus récents, puisqu'ils concernent la recherche que j'ai développée sur le lien entre art, artistes et géographie depuis 2008. Ce travail a rencontré beaucoup d'échos dans les nombreux colloques où il a été présenté, mais il existe un fort décalage temporel pour la publication.

Le premier article présenté ici fait figure de texte de présentation d'une problématique nouvelle. Il a rencontré un bon écho, accepté sans modifications dans une revue réputée difficile d'accès, internationale et pluridisciplinaire. La généralité du propos qui fonde une ouverture disciplinaire et méthodologique pourrait être critiquée par un spécialiste. Elle permet néanmoins de faire circuler l'idée que les frontières, lignes conventionnelles marquant les limites politiques d'un territoire fonctionnent de plus en plus comme des dispositifs réticulaires... tout en insistant sur la multiplication d'artefacts matériels sur ces espaces, dont le sens est complexe. A travers un retour critique sur le territoire et le paysage (le paysage pouvant être lu comme un discours géopolitique), l'article pose des pistes pour penser à la fois la fermeture des paysages de frontière par les murs, et la multiplication d'œuvres d'art sur et autour de ces lignes symboliques. L'illustration par l'étude de la scène artistique et paysagère USA / Mexique permet de mettre en évidence les enjeux du « tournant visuel » théorique que ce texte explore

Le deuxième texte se confronte avec le lien art-frontières en posant l'hypothèse de l'émergence d'un « art de la frontière » (dont l'expression anglaise *border art* rend mieux compte de l'ambivalence entre lieu et causalité : art sur la frontière, art né de la frontière, contre la frontière, etc.). Le travail de recherche cherche à comprendre comment la fermeture d'une frontière non seulement réactive la production culturelle sur la frontière internationale, mais en transforme également le sens. Sur la frontière USA / Mexique par exemple, il semble que, depuis 2006, l'érection de la barrière de sécurité ait été accompagnée d'une recrudescence artistique. Celle-ci peut être nuancée par une

évolution de la nature de la production artistique, avec plus d'œuvres mobiles marquées notamment par la vidéo, et la performance, comme si la fixité imposée par la ligne inférait une réponse fluide.

Le dernier volet de ce chapitre est constitué par un rapport de recherche que j'ai eu la responsabilité de finaliser. Il s'agit de la présentation d'un travail réalisé entre 2008 et 2010 sur la mobilité des artistes de l'Union européenne, mais surtout sur les impacts de ces déplacements sur leurs pratiques créatives. A travers un questionnaire concernant une série d'effets d'apprentissages que peuvent susciter les mobilités, les personnes interrogées nous ont en effet livré énormément d'éléments sur leurs représentations de l'espace, des frontières et de leurs franchissements, et des rapports entre la modification de leurs territorialités engendrée par l'expérience de l'ailleurs et leur processus créatif. Menée dans 10 pays selon des protocoles d'analyse qualitative innovants, la recherche nous a livré des résultats que les acteurs de la culture, en Europe et Méditerranée, ont trouvés stimulants au point de faire traduire ce texte aussitôt en Arabe. Il nous reste à en tirer des publications scientifiques variées pour mieux mettre en valeur ce travail. Mais d'ores et déjà, il joue un rôle important dans mon parcours de recherche. Il m'a conduite à aborder le questionnement du lien entre art et territoires à travers la médiation du discours de l'artiste : sur les terrains parcourus depuis, au Proche-Orient ou entre Canada et USA, j'ai ainsi à cœur de mettre en parallèle deux corpus analysés en tant que tels, celui des œuvres d'art répertoriées par nos soins, celui des récits faits par les artistes rencontrés de leur rapport à la frontière.

**Que montrent les murs ?
Des frontières contemporaines de plus en plus visibles**

Anne-Laure AMILHAT SZARY*

RÉSUMÉ : Les frontières, lignes conventionnelles marquant les limites politiques d'un territoire fonctionnent de plus en plus comme des dispositifs réticulaires. Pourtant, on assiste à une multiplication d'artefacts matériels sur ces espaces, dont le sens est complexe. On cherche à comprendre ici à la fois la fermeture des paysages de frontière par les murs, et la multiplication d'œuvres d'art sur et autour de ces lignes symboliques. L'illustration par l'étude de la scène artistique et paysagère USA / Mexique permet de mettre en évidence les enjeux du « tournant visuel » théorique que cet article explore.

Mots-clés : frontières ; sécurité ; murs ; coopération ; territorialité ; regard ; simulacre

**What do walls show us ?
The growing visibility of contemporary borders**

ABSTRACT : Borders, conventional lines tracing the limits of political territories, work more and more as network devices. However, we witness a multiplication of material artifact in these spaces, which meaning is complex. Here, we aim at understanding both the closing up of border landscape by walls and the multiplication of art works on and around these symbolic lines. The illustration by the analysis of the USA / Mexico landscape and "artscape" allows us to evidence the theoretical "visual turn" which this article explores

Keywords : borders; security; walls, cooperation; spatiality; eye; simulacrum

Les murs, qu'ils enserrent prisons (Foucault 1975) ou ghettos (Calimani 1985), représentent une expression ancienne de l'enfermement que beaucoup se représentaient comme caduque à la fin du XXème siècle : le monde s'ouvrait avec la chute du Mur de Berlin et l'avènement d'une ère d'interrelations et d'échanges que l'on appelait « globalisation ». Notre époque, qui a proclamé à l'aube des années 1990 la « fin des territoires », constate leur multiplication, accompagnée par la croissance du nombre et du linéaire de limites internationales¹. Plus que jamais, les frontières semblent occuper le devant de la scène du débat public, économique et politique : les statistiques viennent d'ailleurs confirmer cette intuition tant est important le nombre de kilomètres de frontières dessinés depuis la chute de l'Union soviétique.

De façon plus étonnante encore, un nombre chaque jour croissant de ces frontières sont hérissées de murs. Quel est leur objectif ? A quoi sert aujourd'hui la matérialisation de cette ligne arbitraire qu'est une frontière, définissant la limite d'une puissance et du champ de compétence d'un pouvoir ? On peut fournir à ces interrogations une première réponse primaire qui s'avère rapidement insatisfaisante : il s'agit de stopper – ou de contrôler au mieux - des flux

* Maître de conférences, Institut de géographie alpine, Université Joseph Fourier Grenoble.

¹ « Depuis 1991, plus de 26 000 km de nouvelles frontières internationales ont été instituées, 24 000 autres ont fait l'objet d'accords de délimitation et de démarcation, et si les programmes annoncés de murs, clôtures et barrières métalliques ou électroniques étaient menés à terme il s'étireraient sur plus de 18 000 km. Jamais il n'a été autant négocié, délimité, démarqué, caractérisé, équipé, surveillé, patrouillé » (Foucher 2007).

(de migrants, de terroristes, etc.). Cette prétention au contrôle différencié des flux peut paraître illusoire au regard des moyens de contournement possibles, que l'on dispose des moyens techniques pour passer outre l'obstacle (guidage par satellite dans les déserts de la frontière Etats-Unis Mexique) ou que l'on choisisse d'autres moyens pour passer l'obstacle. C'est pourquoi nous souhaitons fonder ce texte sur cette interrogation : que veut-on signifier lorsque l'on rend ainsi visibles les limites de son territoire ? Dans le processus de construction des Etats-nations, on a tenté à l'époque moderne de légitimer les tracés frontaliers en invoquant la transcendance de la nature (notion de frontière naturelle) : retrouve-t-on un besoin paradoxal de démarcation dans un monde qui se dématérialise ?

On s'intéressera ici aux murs et barbelés situés sur les frontières politique, mais aussi à tous les dispositifs sécuritaires liés à l'érection de ces nouvelles barrières (la surveillance électronique ouvrant les conditions d'un nouveau type de murailles, cf. (Razac 2000). L'inflation des objets spatiaux signifiant la démarcation est encore plus importante qu'il n'y paraît à l'analyse internationale : au cœur des villes globales, les quartiers fermés se multiplient, ajoutant d'autres types de murs aux paysages urbains qui ne connaissaient jusqu'ici que ceux des ghettos, townships et autres enclaves défavorisées. De façon plus surprenante encore, de nouvelles formes d'inscription sont inventées pour ne pas oublier la présence de frontières qui s'effacent, lignes dont on ne veut pas perdre la mémoire et qui vont s'inscrire dans des dynamiques patrimoniales : dans l'Union Européenne par exemple, on travaille sur le marquage des paysages pour témoigner des cicatrices anciennes, symboliser et resémantiser la frontière. La mise en scène de la contiguïté a parfois remplacé celle du conflit. L'un des exemples les plus intéressants à ce titre est sans doute celui du « Jardin des Deux rives », conçu autour du Rhin dans l'agglomération franco-allemande de Strasbourg et Kehl. Il a été aménagé sur un terrain inoccupé jusqu'alors et marqué du sceau de la proximité de la frontière. « Aménagé en jardin, ce dernier a été transformé en scène ouverte à un face-à-face entre chaque côté du fleuve. Dans ce paysage décor, le territoire s'expose dans ses meilleurs atours, s'ouvre à l'altérité de manière frontale » (Fourny 2005). Une similitude demeure entre les frontières vives et celles qui s'estompent : le désir de démarcation et le besoin d'inscription de ces lignes dans l'espace, qui se traduisent par l'émergence de territoires requalifiés par la frontière. Ces processus impliquent de travailler la notion de frontière.

En quoi la visibilité de la limite en transforme-t-elle la nature ? La question semble moins porter sur ce que l'on cherche à bloquer, dans un monde ouvert aux communications (hommes, idées, marchandises), que sur le fait de poser des barrières autour de soi pour se protéger. Paradoxalement, ces murs si bien démarqués ne constituent-ils pas des modalités de délimitation « implicite » en ce que la politique des faits oblitère la discussion qui doit préluder à toute séparation ? Comment en arrive-t-on à utiliser l'enfermement comme mode de délimitation d'avec l'autre (on suppose en effet qu'un mur est toujours une façon d'enclorre l'autre ... ou soi-même) ? Dans ce cas, s'agit-il de démarquer pour séparer ou de séparer pour démarquer ? La réflexion géographique que nous proposons s'inscrit dans un chantier pluridisciplinaire sur le renouvellement des conditions de l'enfermement et ses significations politiques contemporaines.

Les frontières révèlent des modes de découpage du territoire, des modalités de la différenciation spatiale (Amilhat Szary et Fourny 2006; Foucher 2007). Elles nous interpellent

également du fait de leur inscription territoriale, de la projection d'intention qu'elles recèlent et sont susceptibles de matérialiser. Nous proposons de construire leur analyse autour de la question du visible et de son statut dans les sociétés contemporaines. Que voit-on ? Que nous donne-t-on à voir ? Que peut-on voir de ce qui n'a pas été intentionnellement porté à notre regard ? En quoi le fait de voir transforme-t-il notre perception d'une situation ou d'un processus ? Conçue en fonction de problématiques géographiques, notre problématique rejoint des travaux menés par des spécialistes de sémiologie, de communication et de manipulation de l'image, mais aussi par des sociologues. On s'interroge en effet sur le désir —le besoin ?— d'exhiber une identité pour l'affirmer et se différencier d'autrui. Ses conséquences sont grandes en termes d'équilibres sociaux et politiques. D'une part, c'est toute la négociation du contrat social qui peut être remise en cause par ce besoin de rendre l'identité visible (le débat sur le voile n'est pas loin). D'autre part, la démarcation de la frontière pose la question de sa fermeture, ou du moins de son contrôle et des formes nouvelles de limitation des déplacements des hommes dans un monde de flux généralisés.

Pour tenter de répondre à ces questions, nous aborderons dans un premier temps la nature des frontières et leur évolution, l'évolution des fonctionnalités des frontières vers un mode réticulaire semblant en effet amener une crispation autour de la ligne ancienne. Cela nous amènera à ouvrir la réflexion sur ce que nous qualifions de « tournant visuel », c'est-à-dire sur la force renouvelée des images dans les processus de territorialisation ; cette démonstration repose sur un rapprochement inédit entre géopolitique et anthropologie visuelle. Nous terminerons par une analyse de la production artistique (arts plastiques et performances), forme de manifestation visuelle elle-aussi, dont la force semble en mesure de subvertir la sombre réalité des murs. Nous concentrerons ici l'analyse sur le cas de la frontière entre les USA et le Mexique pour illustrer notre propos. Sa chronologie est en effet aisée à reconstruire, qui mène du durcissement du discours sur le traitement de la frontière (Ackleson 2005) au renforcement des procédures policières concernant le contrôle du passage et des échanges (l'acte criminalisé devant être traité comme tel par une institution dûment policée, cf. (Dunn 1996; Andreas 2000)), puis à la décision de réalisation de la barrière (ratification du « Secure Fence Act » le 26/10/2006).

1. Le « tournant visuel » : pour comprendre le devenir des frontières linéaires dans un monde réticulaire

Les frontières ont été déclarées caduques au moment même où certains pensaient l'histoire arrivée à son terme. Très vite pourtant, la réalité semble avoir contredit ces pronostics édictés lors de la chute du mur de Berlin et du premier emballement de la mondialisation que nous avons connus au début des années 1990. Il s'agit de fait d'un bel « objet géographique » contemporain, tout d'abord en ce qu'il représente une réalité empirique en pleine évolution (qualitative et quantitative) depuis la fin du *statu quo* en la matière qu'avait pu représenter la période de la Guerre Froide : on assiste parallèlement à l'évolution des fonctions accordées à ces artefacts territoriaux ainsi qu'à leur multiplication. Remises en cause par la multiplication de leurs franchissements, personne ne songe cependant à éliminer complètement les frontières (y compris en Europe où elles peuvent être remobilisées rapidement, comme ce fut le cas pendant

l'épidémie de fièvre aphteuse de 2001, où les importations furent limitées et les contrôles effectués sur les personnes rétablis aux frontières, avec obligation de désinfection des semelles). L'analyse des frontières recèle enfin celle du statut de la limite, une interrogation ontologique propre à toute discipline scientifique dans la définition de son objet de recherche, et plus encore peut-être à la géographie qui tente de positionner ces limites dans l'espace, de « délimiter » le monde en fonction de ses catégories de pensées.

Qu'est-ce donc qu'une frontière ? Ni dans son étymologie ni dans ses acceptions contemporaines, le sens de la frontière ne se réduit à celui d'une limite internationale. Ces lignes qui séparent deux pays en sont cependant venues à symboliser la notion, et c'est à ce titre qu'il nous a semblé intéressant de les interroger. Dans son acception traditionnelle, la frontière signifie en effet la limite du champ de compétence d'un pouvoir : depuis l'invention de l'Etat-nation, celle-ci coïncide le plus souvent avec celle de l'extension de sa souveraineté. Les frontières ont en effet acquis le sens qu'on leur connaît aujourd'hui encore, qui se traduit par une forme linéaire, après les traités de Westphalie (1648²). Chaque pouvoir se voyait reconnaître sa souveraineté sur un territoire conçu pour être stable, et qu'il se devait de consolider par l'armature de l'Etat à construire (armée, administration). Sonait le glas de l'idée impériale en Europe alors que la notion d'Etat-nation était portée sur les fonts baptismaux. La frontière se voyait alors dotée du sens qu'elle conserve aujourd'hui, celui de la matérialisation d'une convention : elle pouvait dès lors prendre une forme linéaire quand jusque là les limites entre les pouvoirs étaient demeurées floues et mouvantes.

La notion de territoire procède du même contexte, pour les géographes du moins (Bernardy de et Debarbieux 2003). On lui a d'abord conféré un sens juridique, celui du champ d'extension d'un pouvoir, lequel est limité par d'autres puissances concurrentes. Cette limite est d'ordre linéaire. On a longtemps cru le pouvoir de « faire territoire » réservé aux institutions constituées, et notamment à l'Etat ou à ses sous-ensembles administratifs. Sous l'influence d'une approche plus cognitive des processus d'appropriation de l'espace, les sciences sociales en général et la géographie en particulier ont été amenées à différencier des « territorialités », parfois superposées au sein d'un même périmètre. La rupture épistémologique intervient dès lors que l'on constate que le territoire n'est plus seulement le produit d'une histoire sociale et politique commune mais que l'irruption des pratiques socio-spatiales individuelles ne détruit pas pour autant tout lien territorial. Si « territorialiser, c'est projeter un système d'intentions humaines sur une portion de surface terrestre, laquelle peut être qualifiée justement d'espace », alors il s'agit véritablement d'un processus dynamique et réversible : « Il y a une continuité dans le processus de territorialisation, de déterritorialisation et de reterritorialisation - TDR. » (Raffestin 1996). C'est cette approche dite « éco-géographique » du territoire qui constitue notre horizon référentiel. Les différentes approches de la notion de territoire se croisent néanmoins autour de la notion d'appartenance, commune à toutes ses définitions et constitutive du substrat territorial. Si cette modalité ne peut être remise en cause, « ce qui est en train de changer, ce sont bien les conditions d'appartenance des individus à un Etat » (Balibar 1996), ce que l'on peut justement mettre en évidence sur les frontières.

² Les traités de Westphalie (Münster et Osnabrück) marquent la fin de l'ordre territorial féodal (suzerain/vassal) où la frontière linéaire était quasi inexistante.

Les frontières définissent les limites externes d'un territoire, ce sont des objets géographiques politiques³. Dans le cas de l'Etat-nation, elles ont été érigées dans une dialectique entre souveraineté et identité, comme l'a montré A. Paasi à partir de l'exposé des avatars de la frontière finno-russe au cours du vingtième siècle (Paasi 1999). Le tracé de frontières internationales a certainement permis de simplifier l'expression du rapport à l'altérité. On place donc ce texte au cœur des interrogations qui portent sur les enjeux identitaires des recompositions frontalières contemporaines (O'Dowd et Wilson 1996; Paasi 1999; Newman 2003).

Initialement défini comme un espace construit dans des limites et par ces limites, le territoire est aujourd'hui confronté à des pratiques de mobilité et de réseau qui en questionnent les formes et la figure, sans pour autant le remettre en cause. Pour autant, l'hypothèse de mobilité généralisée est également remise en question par l'évolution des frontières quand leur fonction de barrière, de contrôle des circulations est revalorisée. La prise en compte de la fluidité au cœur des territoires questionne *« toute notre éducation géographique [qui] a été basée sur le durable du visible comme si la place et le nom des choses de la terre étaient fixés une fois pour toutes »* (Raffestin 1996). Les frontières institutionnelles sont souvent examinées dans leur opposition à ces dynamiques : leur caractère d'ancienneté et leur fixité en feraient des éléments relictuels. Après les frontières, comment se redéfinissent alors les territorialités dans ces nouveaux espaces flous de bordure, de passage ou d'articulation ? Déplacées, resignifiées, virtualisées ou incorporées dans les représentations et les pratiques, elles continuent pourtant à imprégner les territorialités, se trouvent insérées dans des processus de construction territoriale novateurs. Que se fabrique-t-il alors avec la frontière ? Comprendre les formes de construction des identités contemporaines implique de prendre en compte les façons dont elles intègrent désormais la discontinuité

Le détour épistémologique que l'on vient d'emprunter a une valeur heuristique : il s'agit en effet de montrer en quoi les frontières internationales sont essentielles pour comprendre les problématiques territoriales contemporaines, allant peut-être à l'encontre de ceux qui, très nombreux, proclament la fin des frontières. Ces discours se fondent en partie sur une délégitimation de l'Etat : les pouvoirs de cette institution en pleine évolution sont réduits, notamment en ce qui concerne sa capacité à contrôler les flux d'information, de capitaux ou de marchandises qui transitent à travers ses frontières. Ils sont aussi, très certainement le fait d'un certain européocentrisme qui conduit un grand nombre d'entre nous à imaginer que les dynamiques d'intégration régionale de par le monde suivent des processus identiques à celui de l'Union Européenne et que l'expérience de l'espace « Schengen » est susceptible d'être reproduite à court terme.

Paradoxalement pour des lignes symboliques reconnues par des institutions, il semblerait que les « frontières ne soient plus localisables de façon univoque. [...] Les frontières vacillent : cela ne veut pas dire qu'elles disparaissent. Moins que jamais le monde actuel est un monde 'sans frontières'. Cela veut dire au contraire qu'elles se multiplient et se démultiplient dans leur

³ Si l'usage du terme « frontière » se généralise, notamment en termes d'échelle d'utilisation (on parle de plus en plus de frontières sociales ou culturelles, voire de frontières de quartiers), notre objet de recherches est constitué, sans ambiguïté, par les frontières internationales, comme le paragraphe qui suit va le confirmer.

localisation et dans leur fonction, qu'elles se distendent ou se dédoublent, devenant des *zones*, des *régions*, des *pays* frontières, dans lesquels on séjourne et on vit. C'est le rapport entre la 'frontière' et le 'territoire qui s'inverse. Cela veut dire qu'elles font l'objet d'une revendication et d'une contestation, d'un renforcement acharné, de leur fonction sécuritaire notamment. Mais cela veut dire aussi – irréversiblement – que les frontières ont cessé de *marquer les limites* où s'arrête la politique parce que cesse la communauté [...] » (Balibar 1996).

Pour comprendre cette énigme, une notion transversale sera mobilisée, celle de paysage. A l'heure où les expériences du franchissement se multiplient, les paysages restent marqués par les lignes frontalières. Si la matérialité de la frontière est officiellement la même pour tous, la notion de paysage permet de poser le problème de l'individualisation des perceptions et des pratiques. En fonction que l'on a ou pas un passeport, que ce passeport est universellement accepté ou pas, le franchissement d'une frontière se traduit par une expérience de passage ou de blocage. La même guérite de douanier revêtira ainsi le pouvoir de différencier les individus selon des classes, sociales, ethniques...

Doit-on considérer que cette matérialisation constitue la fonctionnalisation maximale d'une frontière ? Dans le « mouvement ininterrompu d'actualisation et de potentialisation » (Raffestin 2004) que représente la frontière, la démarcation doit-elle être considérée comme une étape ? Le travail de mise en scène de la mémoire de certaines frontières laisse à penser que la démarcation n'intervient pas toujours dans un processus historiquement linéaire. Les paysages ne se définissent plus ici comme des tableaux figés, tenus à distance, mais bien comme des scènes mouvantes offertes à la multiplicité des expériences individuelles. Dans le cas des frontières de l'espace Schengen, dans les Alpes notamment, on assiste en ce moment à des inscriptions nouvelles de frontières en voie de disparition : musées des douanes créés là où les postes de douane disparaissent, bornes anciennes mises en valeur dans des circuits touristiques... Je propose donc ici d'interroger le visible, ce qui est donné à voir de la ligne elle-même, pour tenter d'analyser les sens qu'on lui donne à partir de l'étude des frontières fermées par des murs

Sur ce phénomène, la littérature scientifique est en plein renouveau, comme en témoignent nombreuses manifestations scientifiques sur ce thème en 2009 et quelques textes re-fondateurs (Ballif et Rosière 2009). Le phénomène est abordé par l'analyse de son contexte, à savoir l'érection d'une forteresse autour des démocraties occidentales (Andreas et Snyder 2000; Andreas et Biersteker 2003), mais rarement en fonction de problématiques véritablement territoriales (sauf certains travaux du groupe Terra - <http://terra.rezo.net>). L'accent mis par la philosophe S. Brown sur les conséquences de la fermeture par rapport aux conditions de la souveraineté contribue à alimenter ce débat que nous proposons d'ouvrir (Brown 2009), ainsi qu'un numéro spécial de *Politique étrangère* (2010, 4) et un livre de droit (Sorel 2010). Quelle forme de représentation prométhéenne du monde⁴ amène les instigateurs de tels projets à croire qu'un artefact, aussi haut et technologique soit-il, pourra endiguer un flux planétaire ? Pourquoi ses instigateurs le choisissent-ils et quel sens lui donnent-ils dans ce contexte très paradoxal ?

4 "The Secure Fence Act Builds On Progress Securing The Border", Fact Sheet: The Secure Fence Act of 2006, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/10/20061026-1.html>

Au-delà des analyses contextuelles de la situation sur les murs internationaux, quelques géographes se sont attachés à l'exploration de certains objets urbains dont la portée politique dépasse celles des communautés fermées, notamment les « peace walls » de Belfast passés en revue avec une grille d'analyse politique et aménagiste (Heurley 2001; Ballif 2006). Les travaux d'E. Deliry-Antheaume sur les murs peints d'Afrique du Sud sont sans doute les plus novateurs en la matière : elle a monté une base de clichés sur l'expression murale dans les townships sud-africains depuis 1999 (Antheaume et Deliry-Antheaume 1999) qui lui permet de renouveler l'approche des conditions de l'appartenance territoriale (Deliry-Antheaume 2004). A sa manière, le beau livre *Des murs entre les hommes* (Novosseloff et Neisse 2007), fondé sur l'exploration de huit murs célèbres que les auteurs ont analysé grâce et par un important travail photographique, est venu confirmer cette intuition qu'on ne pouvait traiter des murs sans en passer par l'image.

Au moment où « les frontières cessent d'être des réalités purement extérieures, elles deviennent aussi et peut-être avant tout ce que Fichte dans ses *Reden an die deutsche Nation* avait superbement appelé les 'frontières intérieures' : *innere Grenzen*, c'est-à-dire, il le dit lui-même, invisibles, situées 'partout et nulle part' » (Fichte, *Discours à la Nation allemande*, 1807, cité par (Balibar 1996)) Que représente dès lors ce qui est donné à voir ? Si « les frontières ne sont plus le *bord* du politique mais [...] des *objets*, disons plus exactement des *choses* dans l'espace même du politique » (Balibar 1996), alors les paysages où elles s'inscrivent seront des espaces de lisibilité / lecture du politique. C'est pourquoi nous proposons d'entrer dans les murs par l'analyse paysagère, nous fondant sur l'analyse de démarcation défini comme le marquage de la ligne, par des points (bornes), lignes (barbelés) ou zones (no man's land). Elle peut constituer la phase finale de la construction d'une frontière, couronnant un processus de définition et délimitation, ou bien, dans certains cas, précéder l'une des phases précitées... pour les précipiter ? On pense bien sûr au mur qu'Israël est en train d'ériger pour tenter de séparer son territoire de celui d'un Etat palestinien à venir. Je propose ici de ne pas tant s'intéresser à ce que le paysage veut dire, mais à ce qu'il fait (Mitchell 1994)⁵, en termes de territorialités.

La notion de paysage est essentielle pour comprendre l'évolution récente des frontières. Le paysage intègre la chose vue et le regard, fait de l'objet un vécu sans pour autant nier sa matérialité. C'est une représentation certes mais uniquement dans la mesure où il est « *d'abord* une réalité objective, matérielle, produite par les hommes : un territoire » (Besse et Tiberghien 2003). Existe-t-il un paysage de la frontière dans l'imaginaire commun ? Celui d'un poste de douane ou d'une clôture barbelée sans doute, plutôt que celui de grands espaces parsemés de bornes symboliques ou de territoires urbanisés au sein desquels la limite semble se fondre dans le continuum bâti. Les situations frontalières sont multiples et toute tentative de théorisation bute justement sur l'impossibilité de « prendre ensemble » autant de lieux disparates. L'idée de rechercher une spécificité du paysage de frontière pourtant n'est pas nouvelle. Il y a plus de vingt ans, un ouvrage avait ouvert ce chantier, n'offrant toutefois qu'une collection d'études de cas pour illustrer l'intuition de l'irruption du culturel dans le champ du politique (Rumley et Minghi 1991). Ce qu'il m'intéresse de comprendre à propos des paysages de la frontière c'est

5 « What landscape does, how it works as a cultural practise » (Mitchell 1994)

leur aspect construit : ils viennent matérialiser un certain nombre de valeurs culturelles et politiques⁶ que cette limite est censée incarner.

Certes, les frontières partagent durablement les espaces qu'elles traversent, comme en témoigne la rémanence de l' « effet frontière » sur les photos-satellites du parcellaire rural de part et d'autre de l'ex-rideau de fer : les remembrements induits par la collectivisation des terres sont toujours lisibles. Le politique marque l'espace dans sa dimension culturelle que représentent les paysages, au point que l'on a pu forger la notion de « paysage politique » (Sanguin 1984; Foucher 1986). Quelques vingt années plus tard, il ne s'agit donc pas de procéder à un inventaire, ni même à une typologie des paysages de frontières, mais de réfléchir sur l' « actualité politique du paysage » de frontière (Debarbieux 2007). On se propose de définir le visible comme le produit d'un processus, et de travailler sur un aspect de cette dynamique frontalière, celui de la démarcation, et des paysages qu'elle engendre. Ce qui m'interroge en effet c'est le besoin pressant que peuvent avoir différents acteurs de marquer la limite dans l'espace, d'inscrire la frontière dans le paysage. Pourquoi veut-on imposer une configuration spatiale au regard ?

Le paysage se définit donc comme ce qui est donné à voir, ce qui marque l'espace, le sol. Mais tous ne vont pas recevoir cette charge symbolique de la même façon, ce qui fait dire à certains qu'il se définit comme une façon de regarder et non pas comme une image (Cosgrove et Daniels 1988; Cosgrove 1998). Ce qui amène à se poser la question du statut d'une analyse de paysage : que tente-t-on d'analyser, l'expérience visuelle individuelle ou des clés pour une lecture des signes ? Le paysage peut être considéré comme une forme de discours politique, ce que nous tenterons de mettre en évidence à partir de deux formes d'interventions sur le paysage que l'on peut lire sur la barrière que les Etats-Unis sont en train de construire sur la frontière qu'ils partagent avec le Mexique :

- tout d'abord la construction du mur elle-même, pour ce qu'elle exprime du rapport du politique au contrôle de l'espace d'une part (sa capacité imaginée du pouvoir à pouvoir endiguer des flux par un obstacle continu, projet de nature toute prométhéenne, mais aussi son désir d'inscrire la discontinuité là où elle n'était pas / plus perceptible pour resserrer les fils autour d'une communauté nationale dont les fondements sont discutés par la diversité accrue) ;
- mais aussi les formes d'expression artistiques suscitées par cette barrière, parce que ses dimensions matérielles en font un support paysager inédit : la fermeture du paysage suscite d'une part l'envie irrépressible de connaître un autre côté dont le mur est pourtant censé barrer l'accès, d'autre part la force de cette intervention paysagère stimule une multitude de réactions qui tentent une réponse paysagère elle-aussi (les mots et les couleurs portés sur le mur subverti en support d'expression révoltée et, au-delà, une production artistique en plein essor autour de la figure de la frontière fermée).

On se positionne ici dans la perspective d'une école qui définit les paysages comme le fruit du pouvoir : ce dernier « impose et représente à la fois un ordre visuel » (Zukin 1991; Mitchell

⁶ A-t-on pour autant besoin de qualifier le paysage de « politique » : « par politique, j'entends ces espaces et structures conçus pour imposer ou préserver une unité ou un ordre sur la Terre [...] » ? (Brinckerhoff Jackson 2003).

1994). On a pu dire (Besse et Tiberghien 2003) que « le paysage rend visible le pouvoir qu'il incarne, en ménageant un certain nombre de lieux propres à le manifester : forums, jardins, places publiques » ... et frontières ? Si le paysage illustre le caractère consubstantiel du pouvoir et de la maîtrise de la réalité, son questionnement doit permettre d'interroger le sens du geste de maîtrise : fabriquer un paysage, que l'on prenne une photo ou que l'on construise une muraille, c'est projeter une intention sur une portion d'espace vu. Le paysage serait dès lors susceptible d'exprimer (de traduire ?) à la fois le pouvoir et l'appartenance, les deux pôles structurants des territorialités frontalières.

Sur la frontière Mexique / Etats-Unis, la dimension paysagère est ancienne : la délimitation du tracé s'est faite en bonne partie sur la base d'une appréciation paysagère, en fonction des relevés et dessins effectués par des scientifiques membres de la commission « US-Mexico Boundary Survey » et des artistes qui les accompagnaient (Hall 1996). On peut la prolonger par la lecture de l'évolution environnementale depuis la séparation : processus de différenciation en fonction des différences de mise en valeur de la terre par exemple (formes de « ranching » et taille des exploitations), mais aussi de mise en commun culturelle. Au-delà de l'effet-frontière ancien observable sur la frontière Mexique/Etats-Unis, on peut interroger le sens des perturbations paysagères engendrées par la construction de la barrière.

On peut travailler sur l'image que construit le tracé d'un mur comme celle que le mur renvoie dans un rebond du regard. Pour les géographes, le rapport d'évidence à l'image, et notamment à la photographie, n'est que très récemment questionné dans ses biais (Rogoff 2000; Sanders 2007). Certains pourtant commencent cependant à explorer la voie du rapport entre art et territoire (cf. (Foster et Lorimer 2007). Ce travail repose théoriquement sur les avancées récentes de l'anthropologie visuelle. Il rejoint une certaine tradition de recherche américaniste qui a été pionnière dans la démonstration du poids politique des éléments visuels dans le Nouveau Monde (Gruzinski 1988; Segre 2007). On s'éloignera toutefois de la recherche d'une image ethnographique pour privilégier celle du rapport esthétique à la chose vue. On propose ici une forme de géographie visuelle qui interroge le pouvoir du regard grâce à l'étude de l'émergence d'un foyer de création artistique sur une frontière vive.

Cette problématique rejoint la question de l'artefact. C'est le besoin d'inscription dans l'espace de l'intention qui en soi est nouveau, et que l'anthropologie politique n'a pas, à ma connaissance ; travaillé. On peut en revanche avoir utilement recours à des travaux stimulants sur la manifestation du politique : à partir des années 1980 surtout (accompagnant la « théâtralisation » -*peoplisation* ?- de la geste politique), les systèmes politiques occidentaux sont soumis aux grilles d'analyse construites pour comprendre les fonctionnements claniques des sociétés premières. C'est G. Balandier qui, le premier insiste sur la possibilité de lire l'arène politique comme une véritable « scène » théâtrale (Balandier 1980). Cette démarche s'intéresse alors à la façon dont le pouvoir politique prend conscience de son pouvoir d'intervention sur la représentation qu'il donne de lui-même. Il s'agit de la possibilité de renvoyer à la collectivité que ce pouvoir incarne (celle même qui l'a élu, en démocratie), une image de « cohérence et cohésion » et d'« efficacité du lien » (Abélès 1990; Abélès et Jeudy 1997). Le champ est alors ouvert à la recherche sur tout ce qui accompagne la « la mise en représentation du politique » :

les symboles récurrents, mais aussi les rituels et les nouvelles formes de dramaturgies rendues possibles par la progression technologique des médias et celle de leur poids de la formation de l'opinion. Je fais l'hypothèse que la volonté d'inscription spatiale de la frontière ressort du même type de fonctionnement anthropo-social, cette nécessité de montrer l'impalpable⁷, mais il ne s'agit plus de rassurer la communauté sur sa cohérence mais sur son existence même en distinguant le dedans du dehors par un mur. Ce serait l'existence de l'Etat et de la nation sur laquelle il peut s'appuyer qui serait mise en jeu par cette forme de représentation du pouvoir. D'où la possibilité d'investir autant d'énergie tant matérielle que symbolique : l'enfermement de soi-même permet de se prouver que l'on existe, que l'être ensemble perdure.

II. Les murs face à l'art

D'un point de vue méthodologique, comment interroger la « profondeur de l'apparence » (Durand 1994) ? On peut bien sûr tenter détailler des formes et pour cela repérer des artefacts frontaliers dans le paysage, les caractériser, ce qui peut mener à l'établissement d'une typologie de situations paysagères. La définition que nous avons donnée du paysage impose cependant de travailler aussi sur les façons dont paysage est perçu, reçu. Cette analyse du paysage à partir des œuvres d'art qui s'y inscrivent est fondée sur le constat de la multiplication d'œuvres d'art sur les frontières. Certaines sont référencées et analysées, et un angle d'analyse géopolitique émerge, concomitant de nos premières recherches sur le sujet (Berelowitz 2006; Iglesias Prieto 2007). Il semble que la fermeture d'une frontière non seulement réactive la production culturelle sur la limite internationale, mais en transforme également le sens. Sur la frontière USA / Mexique par exemple, depuis 2006, l'érection de la barrière de sécurité a été accompagnée d'une recrudescence artistique. Celle-ci peut être nuancée par une évolution de la nature de la production artistique, avec plus d'œuvres mobiles marquées notamment par la vidéo, et la performance, comme ci la fixité imposée par la ligne inférait une réponse fluide. Si l'on peut saisir que « là où les sciences sociales font des descriptions discursives, les artistes créent des modèles symboliques qui capturent succinctement d'intenses expériences personnelles au sein d'un environnement et d'une structure sociale » (Berelowitz 2006), il nous semble que le poids politique des conditions de l'exposition d'œuvres d'art reste à discuter plus en profondeur.

Comme il est très difficile de travailler de façon aussi générale sur les représentations, nous avons choisi de nous concentrer sur la production artistique définie en tant qu'image suscitée par le mur, voire projetée dessus quand l'œuvre se construit sur la paroi elle-même, comme c'est parfois le cas, en analysant la production artistique sur la frontière USA / Mexique pour expliciter ce rapport du visuel au politique. Pourquoi recourir à l'œuvre d'art ?

Traditionnellement, on considère que le lien consubstantiel entre l'art et l'espace peut s'exprimer à travers l'analyse paysagère. Mais à regarder de plus près les manifestations artistiques sur les documents géographiques (les cartouches dessinés sur les cartes anciennes par exemple), ou bien à considérer les cartes elles-mêmes comme des productions graphiques

⁷ L'utilité politique du paysage commence à être étudiée au niveau local, les politiques paysagères pouvant être mises en œuvre pour « empaysager » un projet, (Debardieux 2007).

ayant longtemps hésité entre esthétique et science (Vanci et Wermester 2006), on est amené à questionner autrement cette relation. Dennis Cosgrove fut un des pionniers en la matière, démontrant comment, pendant la période moderne, la peinture de paysage avait été utilisée par le pouvoir royal pour naturaliser son emprise. Son étude fondée sur l'analyse de la peinture anglaise et flamande a montré comment la représentation des paysages avait accompagné la territorialisation des communautés nationales en construction (Cosgrove 1998). Ce que nous proposons s'inspire de cette démarche : il s'agit ici, en quelque sorte, de lire notre post-modernité au reflet des œuvres artistiques suscitées par la fermeture de la frontière Mexique / Etats-Unis, de relier la production culturelle sur la frontière qui se forme aux hésitations du pouvoir politique quand le sens de la nation se transforme radicalement face aux flux globalisés.

On a déjà remarqué que « la matérialisation d'un mur en béton ne symbolise pas seulement la fonction de barrière de toute frontière, mais elle empêche aussi de voir ce qui se passe de l'autre côté de la frontière. Ainsi, l'autre côté devient invisible et inconnu » (Newman 2003)... et donc irrémédiablement attirant. Le film de Chantal Akerman (Akerman 2002) illustre bien comment le mur induit de la distinction dans un paysage jusque là ressenti comme homogène, conférant un sens profond à la transgression, au passage de la barrière artificiellement imposée au regard et à la volonté. Comme la muraille induit le mouvement du regard qui butte contre elle, comme au cinéma le mur déchire le cadre, je pense que la frontière murée peut constituer un objet qui fait dévier l'approche scientifique paysagère. Je propose de regarder le mur par l'intermédiaire de la production artistique qu'il suscite, qui représente une forme de subversion du paysage imposé par la violence politique du pouvoir en place. C'est penser aussi que la force de la représentation artistique est telle qu'elle la rend capable d'influer les façons de penser le paysage de ceux qui reçoivent l'œuvre. Le paysage politique peut dès lors être transformé autant qu'éclairé par ce que l'on peut tenter d'appeler un « artscape ».

La frontière constitue bien sûr un décor de choix, et a acquis à ce titre des lettres de noblesse cinématographiques (Torrans 2002; Malagamba 2003). Sa présence a ainsi pu faire l'objet de recensements à prétention exhaustive et typologique : l'équipe d'Elena Dell'Agnese a ainsi visionné une grande quantité de films mexicains et états-uniens pour y définir les types de « loci » que la frontière y endosse, selon le sens dans lequel elle peut (ou pas) être franchie (Dell'Agnese 2005). Dans ces œuvres de fiction néanmoins, ainsi que dans les analyses dont elles peuvent faire l'objet, la part esthétique du lieu n'est pas considérée. Ce que nous souhaitons faire ici, c'est aller au-delà d'une analyse de la frontière-contexte de l'œuvre imaginaire pour comprendre en quoi la limite permet d'ouvrir le champ créatif, contribuant au renouvellement esthétique.

A ce titre, la frontière USA / Mexique constitue un terreau artistique fertile : zone d'échange culturel, elle a vu se développer assez rapidement des formes variées d'art métissé et populaire. On s'intéressera surtout à l'évolution récente de cette production culturelle, dans la mesure où l'on observe, à partir des années 1970, un art qui s'érige face au politique et en dialogue avec lui, dans une démarche d'inscription frontalière. A cette époque où les arts plastiques nouent avec le concept un lien organique, différentes manifestations artistiques prennent le pas du mouvement de confrontation avec les gouvernements à la fois mexicain et états-uniens qui sont

alors en train de se structurer. L'œuvre de Rupert García intitulée « ¡Cesen Deportación ! », écran de soie peint exposé en 1972 pour dénoncer l'inhumanité du traitement des migrants *braceros* est reconnue aujourd'hui comme pionnière ; elle décline une certaine confluence du Pop art et de l'art conceptuel. En littérature, l'expression se diversifie et le théâtre devient un lieu d'expression du rejet de la violence que représente la frontière pour les migrants.

Mais c'est à partir des années 1980 que la frontière devient, en tant que telle, un enjeu et un thème central pour de nombreux artistes vivant et créant dans l'influence de la zone d'échanges entre le Mexique et les Etats-Unis. La fondation du Border Arts Workshop / Taller de Arte Fronterizo (BAW / TAF)⁸ s'inscrit dans l'histoire du mouvement Chicano pour la revendication des droits civils de la communauté hispanique aux Etats-Unis. Ce groupe d'artistes est à l'origine d'une série d'expositions qui ont marqué les esprits des habitants des zones frontières qui ont eu l'occasion de les voir ou même d'en entendre parler, mais aussi d'un mode d'expression particulier, celui des performances (Gómez-Peña 1992; Fusco 2000; Gómez-Peña 2000). L'un de ses membres les plus célèbres, Guillermo Gómez-Peña, s'est spécialisé dans ce type de mise en œuvre : sa production textuelle accompagne souvent l'événement artistique pour insister sur l'objectif qu'il donne à son travail : interroger la forme artistique (« ce qui repose derrière et sous la réalisation d'un art de performance , surtout dans la traversée de frontières géographiques et culturelles très volatiles », (Gómez-Peña 2000) mais aussi le lieu en tant que tel⁹.

Cette explosion artistique contemporaine autour de la frontière est loin de rester confidentielle, comme en témoigne un corpus d'analyse en cours de constitution sur ce phénomène (Fox 1999). Face à cette expression à la fois littéraire (mais aussi sous forme de bandes dessinées), musicale, plastique et cinématographique, dans le cadre de ce projet, nous nous proposons de nous concentrer sur les deux derniers types de création, du fait de leur nature visuelle. Cette conjonction d'imaginaires tend à prouver que le phénomène artistique dépasse l'individualité de chaque œuvre d'art et de chaque itinéraire individuel pour s'inscrire dans rapport socio-spatial qui les englobe. Jusqu'ici, la part de l'espace dans l'expression artistique, la spécification du lien culture / espace/ politique n'ont été que peu abordés. L'apport d'un géographe peut dès lors se situer dans l'explicitation du rapport de l'œuvre au territoire. Il s'agit de travailler sur les circonstances de la genèse, mais aussi sur celles de la réception de la création afin d'explicitier le sens politique à des œuvres considérées. Dans cette optique, le paysage apparaît bien comme un discours géopolitique induisant des formes de territorialisations particulières.

8 Cf. leur site internet (<http://www.borderartworkshop.com/index.html>) et deux beaux catalogues :
 - *The Border Art Workshop (BAW/TAF) 1984-1989*, San Diego, CA: Border Art Workshop / Taller de Arte Fronterizo, 1988 / catalogue de l'exposition *Vidas Perdidas / Lost Lives* de 1989
 - *La Frontera / The Border: Art about the Mexico / United States border experience*. San Diego: Centro Cultural de la Raza, Museum of Contemporary Art, 1993, Chávez, Patricio & Madeleine Grynsztejn, catalogue d'une exposition de 1993.

9 « La culture de la frontière est un projet de "redéfinition" qui conçoit la frontière non seulement comme les limites de deux pays, mais aussi comme l'intersection cardinale de nombreuses réalités. Dans ce sens, la frontière n'est pas un abîme qui devra nous sauver de l'altérité menaçante, mais un lieu où la soi-disant altérité cède, devient nôtre, et par conséquent compréhensible » (Gomez-Peña 1986).

Dans ce contexte, mon interrogation porte sur les inflexions que la construction d'un mur sur cette frontière problématique peut faire subir à la création artistique ? Observe-t-on depuis 2006 une évolution des projets sur la frontière, la dynamique créative est-elle perturbée / stimulée par le mur ? Il semble que la barrière suscite une recrudescence de production mobile, notamment filmographique, comme si la fixité imposée par la ligne induisait une réponse fluide, mais cette intuition reste à démontrer par une recherche approfondie sur ce thème. J'ai donc dans un premier temps procédé à un tableau de la production artistique transfrontalière : il s'agissait de procéder à un repérage approfondi des formes de créations artistiques sur la frontière : artistes, lieux de création et d'exposition, mais aussi formes de collaboration transfrontalière autour de la culture¹⁰. Cela a mené à une caractérisation de segments de frontière plus actifs que d'autres : à côté du rôle crucial du « corridor San Diego-Tijuana » dans l'activisme artistico-frontalier (Atelier BAW/ TAF, festival In Site co-organisé tous les trois ans, etc.), mais on voit émerger plus récemment des dynamiques importantes dans l'Arizona/Sonora, notamment à Nogales avec l'atelier Yonke. Ce travail de localisation peut être affiné ; il doit surtout être contextualisé pour tenter de comprendre si des évolutions significatives des formes créatives ont lieu depuis 2006, année du durcissement du passage et de la décision de construction du mur.

Une fois établi le panorama artistique de la zone frontalière, on peut tenter d'analyser le contenu esthétique des œuvres, pour voir si la barrière ou le mur y figurent, et de quelle façon plus ou moins explicite (figuration, concept, installations et performances). Quand il est figuratif, l'art plastique semble mettre en scène deux thématiques principales : les barbelés d'une part, le corps d'autre part¹¹. Le travail du Border Art Workshop, et surtout celui de Terry Allen ou de David Abalos laissent une grande part à la présence du barbelé dont ils explorent l'incorporation selon différentes modalités dans leurs installations (Fox 1999). L'une des œuvres que je trouve des plus inspirantes sur ce thème est le *Burning Fence* (« Grillage en feu ») de Michael Schnorr : l'artiste a reproduit une barrière grillagée en bois recouvert de tissu, qu'il a imbibée d'essence, y mettan le feu au moment de la présentation (1991).

Le deuxième thème récurrent est celui du corps, souvent présenté comme souffrant. L'incarnation de la frontière par des artistes engagés en appelle certainement à la biopolitique foucauldienne et pourrait se révéler une piste d'analyse fertile si elle était approfondie. Cette thématique permet de faire le lien entre des représentations issues d'une grande variété d'arts visuels, incluant photo et vidéo, et mettant l'accent, comme nous l'avons dit plus haut, sur l'acte de performance. Dans ce domaine, ce sont les œuvres de Guillermo Gomez-Peña qui sont les plus célèbres, mais il a été accompagné dans cette dynamique par de nombreux artistes. De fait, la performance est une forme d'expression artistique assez développée en Amérique Latine, avec notamment de célèbres « performeurs » colombiens qui trouvent dans cette modalité d'expression la possibilité de reformuler et de partager leurs interrogations sur la violence

¹⁰ Il pourrait également être intéressant aussi de ne pas se limiter aux formes établies de production artistique et d'étudier également l'art « ordinaire », sa réception et ses formes de légitimation différant de façon importante, dans des études ultérieures ;

¹¹ L'art ordinaire semble suivre ce même chemin : sur le site de l'ONG *No More Deaths website - No Mas Muertes* on rapport un concours de dessins mené dans une école de Tempe, dont le tableau gagnant (Gabe Kaplan, élève en 7^{ème}) montre la statue de la liberté sous des barbelés (Tempe Student Auctions Art to Benefit NMD).

politique et sociale de leur pays. Elle s'étend vers l'Amérique centrale, avec un groupe désormais reconnue de femmes « performeuses »¹², parmi lesquelles Maria Adela Diaz travaille directement la question de la frontière (dans *Caution*, ou bien *Borderline*, performance au cours de laquelle elle s'enferme dans une caisse en bois jetée à la mer pour dénoncer le problème de l'immigration illégale).

Un exemple intéressant de cette perspective réside dans un événement présenté lors de l'édition 2005 de la foire InSite. Le travail de Javier Téllez intitulé *One Flew Over The Void/Bala perdida* (« Vol au-dessus du vide / Balle perdue ») se terminait par un spectacle inspiré par les réalisations de Dave Smith, le fameux « homme-obus ». Le spectacle mettait en scène des patients d'une institution de santé mentale avec lesquels l'artiste avait longuement travaillé, questionnant ainsi toutes les sortes de frontières que l'homme érige ou subit, puis l'artiste se faisait lancer par un canon au-dessus d'une reproduction, sur une plage proche, de la palissade frontalière de Tijuana / San Diego : il s'agissait ainsi de mettre en évidence les tensions croissantes autour de la frontière !

Le travail autour du corps inclut également le corps du spectateur, en appelant tout particulièrement au pouvoir du regard rebondissant. Dans un travail présenté à l'InSite 2001, Valeskia Soares utilisait des miroirs incurvés que nous avons déjà mentionnés : il les avait suspendus sur le grillage frontalier, dans le *Parque de la Amistad / Friendship park* in San Diego – Tijuana. Regardant l'autre, le spectateur buttait contre sa propre image, mais déformée ! Cependant que des citations des *Villes invisibles* de Calvino y avaient été gravées, mais à l'envers, pour être lues depuis l'autre côté, ce qui était en réalité impossible puisqu'il ne s'agissait pas de vitres mais de miroirs : l'altérité apparaissait bien comme nécessaire, mais inaccessible. L'installation de Cristina Fernandez, *Llegadas y Salidas* (« Entrées et sorties », InSite 97) illustre à sa façon un propos similaire : elle positionna un vieil instrument de marine en laiton devant la barrière, toujours à Colonia Libertad, façon de suggérer que les migrants, comme les anciens marins, sont à la recherche de territoires nouveaux et que l'outil pouvait les y aider, les appuyer aussi pour évaluer les difficultés qu'ils vont rencontrer dans ces conquêtes.

Toutes ces œuvres soulèvent la question essentielle de l'impact de l'art frontalier : qui le reçoit et avec quelles conséquences ? Nous sommes conscients qu'il y a quelque chose d'héroïque à se battre contre des murs avec des œuvres d'art, ce que l'artiste australien Ian Howard appelle le « Quixotic gesture », quand il compare son propre travail mené depuis 30 ans sur les murs (de Berlin à Belfast en passant par les deux Corées et la muraille de Chine) aux conquêtes de Don Quichotte.

Nous avons également travaillé sur les lieux de production de l'art frontalier : villes frontalières, et en leur sein certains centres culturels reconnus, mais aussi le mur lui-même. Un mur bloque, tranche, déchire un paysage, une société. Mais il constitue aussi une surface plus ou moins lisse qui peut offrir un support à l'expression, aux mots ou aux couleurs. La tradition muraliste latino-américaine est d'ailleurs reconnue, et sa diffusion a pu être analysée aux Etats-Unis (Treguer 2000) ou en Amérique Latine, selon des modalités d'abord anthropologiques. Mais toutes ces

¹². Leur oeuvre apparaît de façon significative dans l'exposition organisée par le Musée Pompidou entre Mai 2000 et Mai 2012, intitulée "Elles@centrepompidou" et consacrée aux femmes artistes dans les collections du musée d'art moderne.

formes d'expression graphiques murales méritent d'être revisitées dans une perspective d'analyse territorialisée, comme l'illustre le travail mené par E. Deliry-Antheaume en Afrique du Sud.

Nous avons ainsi tenté d'établir une liste et une typologie des lieux de présentation de l'art frontalier. Il apparaît au premier abord que des galeries ainsi que des centres culturels ont joué un rôle polarisant dans l'expansion de l'art frontalier entre San Diego et Tijuana. Nous avons déjà mentionné la Casa de la Cultura (maison de la culture) de Tijuana, mais le Centro de la Raza, lieu central de la communauté Chicano de San Diego, a acquis une légitimité croissante vis-à-vis des artistes au fil des années. Il existe certainement d'autres lieux qui sont plus difficiles à distinguer à distance, qui s'inscrivent dans la dynamique artistique de région frontalière et qu'il faudrait analyser à ce titre. De façon non anodine, ces deux espaces d'exposition se situent dans le plus grand doublon urbain de la frontière, les deux villes constituant aujourd'hui une vaste conurbation. Dans un sens, la géographie artistique ne diffère pas tant de celle qui exprime de nombreux autres phénomènes sociaux qui traversent le même espace. Nous faisons cependant l'hypothèse que l'emmurement de la frontière déporte l'activité artistique vers les villes de l'intérieur, accompagnant en quelque sorte le processus de démarcation. La localisation de l'exposition de l'œuvre peut également être interrogée à partir de ses interactions complexes avec l'espace mais aussi le temps. Nos premiers repérages révèlent qu'il existe peu d'occurrences de formes d'exposition permanente d'art frontalier. Ce dernier s'exprime surtout au travers des performances – par nature éphémères, d'expositions temporaires et de foires exceptionnelles telles que l'InSite. Cette dimension instable doit être prise en compte dans l'analyse.

Finalement, une grande partie de la production artistique est située sur le mur lui-même. De nombreux événements intéressants ont eu lieu sur la plage, dans le *Parque de la Amistad / Friendship Park*, avant que l'accès public n'en soit interdit en Décembre 2008. On peut citer l'installation de miroirs de Valeskia Soares développée plus haut. De nombreuses photos qui représentent les autels spontanés, ornés, érigés aux migrants morts dans la traversée de la frontière circulent, contribuant à construire une image populaire de l'« art frontalier ». Une installation très intéressante permet de suggérer un le pouvoir de ce type d'œuvres, même s'il est déjà un peu ancien ; il s'agit du travail de Silvia Gruner appelé *The Middle of the Road/La mitad del camino* (« A mi-chemin ») qui a consisté à installer 111 statuettes de gypse de la déesse aztèque Tlatzoltéotl sur les tôles. Cette aventure a été menée en coopération avec les habitants de la Colonia Libertad, une banlieue pauvre de Tijuana. L'intention de l'artiste était de souligner le statut traversant de cette partie de la ville et de faire un geste chaleureux et réconfortant vis-à-vis des migrants illégaux, dans la mesure où cette divinité est traditionnellement associée à la maternité et à l'accouchement : il s'agissait de montrer à ceux qui quittaient le pays qu'ils n'étaient pas abandonnés et qu'ils ne laissaient pas non plus leur culture derrière eux. Le succès de cette œuvre fut confirmé par le récit d'un certain nombre de traversées illégales de la frontière dans l'« autre sens », qui furent le fait d'officiers de la police des frontières venus voler ces jolis objets, tout comme certains migrants les avaient emportés avec eux pour leur porter chance.

L'illustration ci-dessous, tirée du site web de InSITE 2005, révèle une forme de la frontière peu courante: insistant sur les lieux d'exposition plutôt que la nationalité des projets, on obtient l'image d'un espace construit par un réseau de liens multiples et complexes. Non seulement l'exposition apparaît-elle comme un « espace communicant » ('communicative space') pour utiliser le terme que le commissaire de cette manifestation, Ute Meta Bauer, donne comme titre à l'un de ses séminaires sur l'architecture, mais l'exposition mais bien en avant des formes de territorialités que le mur nie.



Une autre vision de la frontière comme espace réticulaire (<http://www.insite05.org/>)

Conclusions

L'hypothèse que l'on souhaitait mettre à l'épreuve était celle de la vision d'un monde duel : le mur constitue une coupure qui sépare et rassemble tout à la fois. Son érection disjoint bien entendu l'espace et ceux qui l'occupent, rassemblant autour de la division deux entités qui s'en trouvent renforcées : les uns, à l'intérieur de l'enceinte, basent leur reconnaissance sur sa présence, et les autres, à l'extérieur, rejetés, peuvent aussi se rassembler sur la base de cette exclusion qui peut les réunir sur une base territoriale inédite (cf. l'élargissement de l'appui aux Palestiniens depuis la construction du mur). Par ses significations, la barrière spatiale opère différents processus de re-territorialisation. Le jeu d'acteurs concernés s'en trouve considérablement perturbé, déterminant les conditions d'émergence d'une nouvelle géopolitique dont on a pu ici poser les prémisses.

Les observations et intuitions qui sont à l'origine d'une recherche sont souvent partagées, et on commence à trouver quelques textes qui suggèrent que l'art constitue une dimension du

politique : « la différence inévitable entre le représenté et la représentation est le lieu même du politique » (Bleiker 2001)¹³. Cette intuition reste à creuser. Il nous semble essentiel de montrer la médiation territoriale qui opère ce lien, seule capable de démontrer la force sociale de dynamique en cours. Dans la mesure où la projection du politique dépasse le discours pour s'inscrire dans l'espace, elle tombe dans le champ d'analyse des interactions entre la société et ce qui l'environne, donc dans le domaine de la géographie. Nous avons voulu montrer comment la mobilisation des techniques d'analyse paysagère permettait de comprendre les enjeux de ces interactions inédites entre le politique et l'espace. L'analyse des paysages de la limite ouvre en effet des perspectives de recherche plus théorique sur le statut du visible dans l'analyse sociale contemporaine. De façon plus théorique, cette réflexion participe aux grands débats sur notre monde globalisé et hyperfonctionnalisé dont d'aucuns soulignent la dématérialisation. Si l'inscription et la démarcation n'assurent pas la stabilité¹⁴ (les murs peuvent être démolis, les portes fermées), elles imposent cependant de réfléchir au statut des inscriptions matérielles. Les paysages frontaliers peuvent nous ouvrir les clés de compréhension d'un univers de perceptions évolutives, reliant matérialité et esthétique.

Anne-Laure AMILHAT SZARY
 Institut de géographie alpine
 Université de Grenoble - Joseph Fourier Grenoble
 14 bis av. Marie Reynoard
 38 100 Grenoble
 France
 anne-laure.amilhat@ujf-grenoble.fr

Bibliographie

- ABELES, MARC, 1990, *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Colin, 184 p.
- ABELES, MARC et HENRI-PIERRE JEUDY, 1997, *Anthropologie du politique*, Paris, Colin, 282 p.
- ACKLESON, JASON, 2005, "Constructing security on the U.S.–Mexico border", *Political Geography*, 24: p. 165–184.
- AKERMAN, CHANTAL, 2002; *De l'autre côté*, Belgique: 1 h 39 min.
- AMILHAT SZARY, ANNE-LAURE et MARIE-CHRISTINE FOURNY (Dir.), 2006, *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 170 p.
- ANDREAS, PETER, 2000, *Border Games: Policing the U.S.-Mexico Divide*, Ithaca, NY, Cornell University Press, 180 p.
- ANDREAS, PETER et THOMAS J. BIERSTEKER (Dir.), 2003, *The rebordering of North America : integration and exclusion in a new security context*, New York, Routledge, 179 p.

13 « La différence inévitable ente le représenté et ce qui le représente constitue le lieu même de la politique » (Bleiker 2001).

14 Une stabilité relative peut être atteinte par la transposition des tracés sur les cartes...

- ANDREAS, PETER et TIMOTHY SNYDER (Dir.), 2000, *The wall around the West: state borders and immigration controls in North America and Europe*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 242 p.
- ANTHEAUME, BENOIT et ELISABETH DELIRY-ANTHEAUME, 1999, "Cartes d'identité : les murs peints des villes d'Afrique du Sud", *Mappemonde*, 1991-1 (53): p. 1-5,
- BALANDIER, GEORGES, 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 188 p.
- BALIBAR, ETIENNE, 1996, "Les frontières de l'Europe" in *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx* (Dir. E. Balibar), Paris, Galilée: p. 381-395.
- BALIBAR, ETIENNE, 1996, "Qu'est-ce qu'une frontière?" in *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx* (Dir. E. Balibar), Paris, Galilée: p. 371-380.
- BALLIF, FLORINE, 2006, *Les peacelines de Belfast : du maintien de l'ordre à l'aménagement urbain (1969-2002)*, Créteil, Université Paris 12: 544 p.
- BALLIF, FLORINE et STEPHANE ROSIERE, 2009, "Le défi des « teichopolitiques ». Analyser la fermeture contemporaine des territoires", *L'espace géographique*, 38 (2009/3): p. 193-206.
- BERELOWITZ, JO-ANNE, 2006, "Marcos Ramirez Erre: Border Art 'From This Side'", *Journal of Borderlands Studies*, 21 (2): p. 45-58.
- BERNARDY DE, MICHEL et BERNARD DEBARBIEUX (Dir.), 2003, *Le territoire en sciences sociales. Approches disciplinaires et pratiques de laboratoire*, Grenoble, MSH-Alpes, 246 p.
- BESSE, JEAN-MARC et GILLES A. TIBERGHIEU, 2003, "Préface" in *A la découverte du paysage vernaculaire* (Dir. J. Brinckerhoff Jackson), Paris, Actes Sud/ Ecole Nationale du Paysage: p. 9-33.
- BLEIKER, R., 2001, "The aesthetic turn in international political theory", *Millennium: Journal of International Studies*, 30: p. 509-533.
- BRINCKERHOFF JACKSON, JOHN, 2003, *A la découverte du paysage vernaculaire*, Paris, Actes Sud/ Ecole Nationale du Paysage, 280 p.
- BROWN, WENDY, 2009, *Murs. Les murs de séparation et le déclin de la souveraineté étatique*, Paris, Les prairies ordinaires, 206 p.
- CALIMANI, RICCARDO, 1985, *Histoire du Ghetto de Venise*, Paris, Stock, 455 p.
- COSGROVE, DENIS, 1998, *Social formation and symbolic landscape*, Madison, University of Wisconsin Press, 332 p.
- DEBARBIEUX, BERNARD, 2007, "Actualité politique du paysage", *Revue de Géographie Alpine*, 95 (4): p. 101-114. Consulté sur Internet (<http://rga.revues.org/index382.html>) le 20 octobre 2010.
- DELIRY-ANTHEAUME, ELISABETH, 2004, "Des murs peints contre le sida", *La Recherche*, 375: p. 68-75.
- DELL'AGNESE, ELENA, 2005, "The US-Mexico Border in North-American Movies: a Political Geography perspective", *Geopolitics*, 10.

- DUNN, T. J., 1996, *The militarization of the US-Mexico Border, 1978-1992: low-intensity conflict doctrine comes home*, Austin, University of Texas.
- DURAND, G., 1994, *L'imaginaire, essai sur les sciences et la philosophie de l'image*, Paris, Hatier, 80 p.
- FOSTER, KATE et HAYDEN LORIMER, 2007, "Cultural geographies in practice: Some reflections on art-geography as collaboration", *Cultural Geographies*, 14 (3): p. 425-432,
- FOUCAULT, MICHEL, 1975, *Surveiller et punir: naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 318 p.
- FOUCHER, MICHEL, 1986, *L'invention des frontières*, Paris, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, 325 p.
- FOUCHER, MICHEL, 2007, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 248 p.
- FOURNY, MARIE-CHRISTINE, 2005, "La frontière, objet d'intermédiation territoriale", *Peuples & Monde, revue électronique* (15/8/2005). Consulté sur Internet (http://www.peuplesmonde.com/article.php3?id_article=292) le 20 octobre 2010.
- FOX, C.F, 1999, *The fence and the River. Culture and Politics at the U.S. - Mexico Border*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 224 p.
- FUSCO, COCO (Dir.), 2000, *Corpus Delecti: Performance Art of the Americas*, London, Routledge, 307 p.
- GOMEZ-PEÑA, GUILLERMO, 1986, "Border Culture: A Process of Negotiation Toward Utopia", *The Broken Line/ La Linea Quebrada, a Border Arts publication*, 1 (1).
- GÓMEZ-PEÑA, GUILLERMO, 1992, "The New World (B)order", *High Performance*, 15: p. 60.
- GÓMEZ-PEÑA, GUILLERMO, 2000, *Dangerous border crossers: The artist talks back*, New York, Routledge, 304 p.
- GRUZINSKI, SERGE, 1988, *La colonisation de l'imaginaire : sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol. XVI^e-XVIII^e siècle*, Paris, Gallimard, 374 p.
- HALL, DAWN (Dir.), 1996, *Drawing the borderline: Artist-explorers of the U.S.-Mexico Boundary Survey*, Albuquerque, NM, Albuquerque Museum, 214 p.
- HEURLEY, JENNIFER, 2001; *Les frontières internes et externes de l'Irlande du Nord. Logiques territoriales et recomposition d'un espace conflictuel*, *Géographie*, Paris, Sorbonne Paris IV: 459 p.
- IGLESIAS PRIETO, NORMA, 2007, "Le mur à la frontière entre le Mexique et les États-Unis : flux, contrôle et créativité de l'esthétique géopolitique", *Outreterre* (1): p. 123-141.
- MALAGAMBA, AMELIA, 2003, "Una visión del arte fronterizo. El poder del lugar y las geografías recordadas" in *Por las fronteras del Norte : una aproximación cultural a la frontera México-Estados Unidos* (Dir. J. M. Valenzuela Arce), México, Fondo de Cultura Económica : Consejo Nacional para la Cultura y las Letras: p. 364-392.
- MITCHELL, W.J.T. (Dir.), 1994, *Landscape and Power*, London, University of Chicago Press, 248 p.

- NEWMAN, DAVID, 2003, "On Borders and Power: A Theoretical Framework", *Journal of Borderlands Studies*, 18 (1): p. 1325,
- NOVOSSELOFF, ALEXANDRA et FRANCK NEISSE, 2007, *Des murs entre les hommes*, Paris, La Documentation française, 214 p.
- O'DOWD, LIAM et THOMAS M. WILSON (Dir.), 1996, *Borders, Nations and States: Frontiers of Sovereignty in the New Europe*, Aldershot, Avebury, 237 p.
- PAASI, ANSI, 1999, "Boundaries as Social Practise and Discourse : the Finnish-Russian Border", *Regional Studies*, 33 (7): p. 669-680,
- PAASI, ANSI, 1999, "The Political Geography of Boundaries at the end of the Millenium : Challenges of the De-territorialising World" in *Curtains of Iron and Gold : Reconstructing Borders and Scales of Interaction* (Dir. H. Eskelinen, I. Liikanen and J. Oksa), Aldershot, Ashgate: p.
- RAFFESTIN, CLAUDE, 1996, "Préface" in *Réseaux et territoires. Significations croisées* (Dir. J.-M. Offner and D. Pumain), Paris, Editions de l'Aube: p.
- RAFFESTIN, CLAUDE, 2004, *Frontières et territorialités entre rémanences, transformations et permanences*. Conférence inaugurale du colloque : Après les frontières, avec la frontière : quelles territorialités transfrontalières ?, Grenoble.
- RAZAC, OLIVIER, 2000, *Histoire politique du barbelé : la prairie, la tranchée, le camp*, Paris, La Fabrique éditions, 111 p.
- ROGOFF, I., 2000, *Terra infirma: Geography's visual culture*, London, Routledge, 216 p.
- RUMLEY, DENIS et JULIAN MINGHI (Dir.), 1991, *The Geography of Border Landscapes*, London, Routledge, 309 p.
- SANDERS, RICKIE, 2007, "Developing Geographers through Photography: Enlarging Concepts", *Journal of Geography in Higher Education*, 31 (1): p. 181-195. Consulté sur Internet (<http://www.informaworld.com/10.1080/03098260601033118>) le 20 octobre 2010.
- SANGUIN, ANDRE-LOUIS, 1984, "Le paysage politique : quelques considérations sur un concept résurgent", *L'espace géographique* (1): p. 23-32.
- SEGRE, ERICA, 2007, *Intersected Identities: Strategies of Visualisation in Nineteenth- and Twentieth-century Mexico (Remapping Cultural History, Vol. 5)*, London, Berghahn Books, 304 p.
- SOREL, JEAN-MARC (Dir.), 2010, *Les Murs et le Droit international*, Paris, Pedone, 202 p.
- TORRANS, THOMAS, 2002, *The magic curtain : the Mexican-American border in fiction, film, and song*, Fort Worth, Texas Christian University Press, 235 p.
- TREGUER, ANNICK, 2000, *Chicanos. Murs peints des Etats-Unis*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 105 p.

VANCI, MARINA et CATHERINE WERMESTER (Dir.), 2006, *Atlas et les territoires du regard. Le géographique de l'histoire de l'art (XIXe et XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 334 p.

ZUKIN, SHARON, 1991, *Landscapes of Power : from Detroit to Disney World*, Berkeley, 326 p.

Border art and the politics of art display

This text is based on a personal reflection on border processes which led me to address the anthropological and cultural dimensions of border crossing dynamics (AMILHAT SZARY & FOURNY 2006). Behind the global discourse on the opening of borders (MOORE 2003), obstruction processes appear more and more frequent and generalized, but we actually have to admit that international borders are paradoxically both opening and closing (AMILHAT SZARY 2007). Having first worked on cross border circulations in South America, in the central Andes, I considerably expanded my research horizons to now dedicate myself to the understanding of contemporary borders demarcations. By demarcation, I do not mean the ultimate steps of boundary delimitations which are allowed by GPS positioning, but my research focuses on all forms of border manifestation, amongst which art production is a fast growing expression. These forms of art production occurring on borders and boundaries constitute the core of my paper. I wish to enquire and question the meanings of transferring art displays to the politically sensitive places that international boundaries constitute. My central hypothesis is spatial translation affects the meaning of art works as well as the meaning of place, and this text is particularly focused on the analysis of the political interferences of this artistic and political process.

Indeed, in our increasingly globalised world, we are witnessing a relapse of border demarcation and of closing up of national spaces. The case of barrier-building in non conflictive zones, such as on the USA / Mexico border makes the case very powerfully (FOUCHER 2007, BALLIF & ROSIÈRE 2009). In other even more pacified borderlands, landscape and heritage valorization of borders have been assessed, one example is the “Two banks garden” of Kehl, Germany and Strasburg, France¹, which includes a cross border footbridge. Indeed, this points to the fact that in contexts of political integration, and open limits, planning development projects root themselves in the border, valorizing or “instrumentalizing” the borderland: they bring its visibility out along with meaning and value, and actually contradict its predicted disappearance (FALL 2003; CHARLOT 2006; FOURNY 2005; REITEL, ZANDER, et al. 2002, REITEL à paraître). The announced “borderless world” seems on the contrary paved with what one could call “walls” on the one hand, or “bridges” on the other, or both. The materiality and visibility of both, question the spatial structures of borders. Indeed they seem to contradict the virtual character of surveillance mechanisms, the reticular aspect of control devices (mobile customs patrols, airports), and the fluidity of commercial and financial flows. These manifestations of what we could call the re-location and signification of the border functions seem to spark off a certain process of re-territorialization of the border line itself, through its “inscription” in the ground. The analysis of this process is central to my questions: this apparent contradiction between *meaning* and *shape* implies that the new tagging of borders has multiples finalities that go way beyond their primary governmental functional appearance.

The idea of working on “Border art and the politics of art display” is based on the report that a growing number of artistic projects are located on the US-Mexico borderland. Some are referenced and analyzed, and it seems that a geopolitical focus is emerging (BERELOWITZ 2006, IGLESIAS

¹ The “*Jardin des Deux Rives / Garten der Zwei Ufer*”, opened in 2004. The gardens are designed by the German Rüdiger Brosk, the footbridge by the French Marc Mimram.

PRIETO 2007). What paper will endeavor to understand is that fencing a border not only activates but re-activates a cultural production on the significances and meanings of international limits but also transform the original meaning of the fence itself. On the USA / Mexican border for instance, it seems that since 2006, building the security-fence building has been accompanied by an artistic recrudescence, which is nuanced by a shift in the nature of the production, with more mobile artworks, notably performances and cinematic projects. Every thing happens as if the fixity imposed the line inferred a fluid response. If it can easily be understood that “Where social scientists describe discursively, artists create symbolic models that succinctly capture intense personal experiences in the social environment and structure” (BERELOWITZ 2006), but the political weight of these artistic displays has yet to be discussed more extensively.

In this context, a geographer’s conceptual toolbox can be very useful to analyse and explain the relationship of the artwork with the space/place it is located onto. Landscape theory appears as one of those tools, when used as a geopolitical narrative. Hence, I will present the geo-political conditions of the genesis of the art productions that lead to border displays, and on the conditions of reception of such creations. The USA / Mexico border appears as a very fertile fieldwork to improve our understanding and knowledge on the politics of art display.

1/ The state of art: from landscape to “artscape”, *via* land art.

2/ Is there any such thing as border art?

3/ Far from disappearing, borders are more visible

4/ Where is border art displayed?

5/ What are the contents of border art?

1/ The state of art: from landscape to artscape, *via* land art.

The following is a short presentation of the way geographical thinking is able to deal with art production. Traditionally the analysis would focus on the relationship between artists and space. This would first focus on landscape analysis, but also take into account the artistic manifestations of geographical documents (i.e. drawn cartouches on old maps) but also the map itself, which for a long time balanced aesthetics and scientific priorities (VANCI & WERMESTER 2006, COSGROVE 2006). Geography can thus resort to art to analyze space. One of the first attempts in this field was by Dennis Cosgrove who showed how, during the modern period, landscape was naturalizing power. According to Cosgrove’s readings of Flemish and English paintings, landscape featured the territorialization of the national communities, and in the making in various European places (COSGROVE & DANIELS 1988, COSGROVE 1998) What I am suggesting here is we can understand our post-modernity at the light of the artistic production resulting from the closing down of the USA / Mexican border.

I acknowledge that landscape also results from power because « together imposes and represents a visual order » (ZUKIN 1991, MITCHELL 1994). On the USA / Mexican border, the *landscape dimension* is well documented: the boundary definition was largely set on a landscape estimate, according to the drawings and reports from the scientific member of the « US-Mexico Boundary Survey » commission and from the artists that went with them (HALL 1996). Border landscapes are most often scrutinized to determine the conditions of environmental bifurcations that follow the political separation (RUMLEY & MINGHI 1991). However, if stress is often put on the fact that the border impact leads to land use differentiation (such as ranching and farm sizes for example) it can also be evidenced that the multiplicity of exchanges in the borderlands lead to

some cultural sharing (such as the architectural rapprochements built on the hybridization of traditional and post-modern elements in the cities of the USA / Mexico border, cf. . ARREOLA & CURTIS 1994, HERZOG 1999).

If landscape illustrates the consubstantiality of power and the control of the material reality, its questioning can help us to understand what the gesture of commanding means: making landscapes, whether by picturing it or by building a wall through it, consists in projecting one's intention over a portion of space that has been defined by the sight of it. The aim of this research is not to work on the traditional border impact, but on the landscape disruptions that the building of the fence generates. I will work on the wall as defined as a landscape intervention. The following descriptive images illustrate this idea: the present-day security fence crossing the Arizona desert is compared to the 1976 *Running Fence* erected by Christo and Jeanne Claude a little further north in the Sonoma and Marin Counties, California. The visual effect of both "installations" can be compared, but the suppleness of the materials used by Christo convey the absurdity of the enclosure of the desert whereas the contemporary fence is not put up for debate.



[Copyright © National Gallery of Art, Washington D.C.](#)

The fences the USA are currently building on their southern border constitute a material object worth observing. Indeed, the concrete (and barbed-wire, and second-hand gulf war TOLES) artefact is of at least two interesting for two reasons:

- First it expresses a relationship concerned with the politics of space control (based on the supposed capacity of the fence to hold back flows thanks to the existence of an obstacle - a very promethean project). It is also marking the desire to write a discontinuity in the southern space, assuming that it is not or no long is perceptible)
- Because of its material dimension, the fence become the original medium for analysis : on one hand the closing up of the landscape arouses the irrepressible wish to know the other side, to which the wall is supposed to make impossible, on the other hand, the strength of this intervention on landscape stimulates a multitude of landscape reactions. Words and colors plated on its surface subvert the wall and stress its symbolic as well as functional roles.

The link between art and territory is not new, and the first artists who experimented out-of- place creation and invented land art in the 1960's took two directions. For some, getting away from the museums and the traditional creation / display places meant leaving the city and working on and in nature (cf. Robert Smithson and inaccessible places, Jean Verame and the deserts, Frans Kracjberg and the Amazonian forest). For others, the reflexion on territory led to the exploration and contestation of borders (the oil barrels that Christo set up to cut Visconti street in 1961, for instance, directly address the absurdity of the Berlin wall; the underwater dam built by Peter Hutchinson in 1969, mimics boundary making; whereas, the same year Lawrence Weiner stages border transgression in *Terminal Boundaries*). Minimal art reformulated the question of display. In

this sense, the contemporary artistic wave can first appear as a similar response to comparable political stimuli.

However, if one goes beyond land art, it appears that not only space is omnipresent in the contemporary art production, but so is the questioning of space itself. It is known that many visual artists use the term “geography” to explain their work. The exhibitions “Geography and the Politics of Mobility” (2003, Generali Foundation in Vienna) by Ursula Biemann and the “Mobile Transborder Archive” (a scenario project for inSite 2005 between San Diego and Tijuana) illustrate this trend. Both work on the concept of territory and borders, originating in the intensification of cross-boundary mobility and the growing restrictions put to movements across.. From an analytical point of view, everything is under construction. For geographers, the relationship to images has long appeared as self-evident, photography appear as mere illustrations and yet their biases were only questioned recently (ROGOFF 2000, SANDERS 2007). Geographers only recently started to explore this relationship between territory and art (cf. FOSTER & LORIMER 2007), with a special emphasis on re-visiting land art (VOLVEY 2002, 2003, 2005, 2009). The stress on the aesthetics of representation is even newer (cf. SAVARY 2005 who demonstrates how style builds urban landscape representation). My contention is that it is useful to draw upon other disciplinary literatures to get over these obstacles. In particular, the recent breakthroughs in visual anthropology are very promising as the discipline distances itself from the ethnographic interpretation of images (EVANS & HALL 1999, VAN LEEUWEN & JEWITT 2001, "Arrêt sur images. Photographie et anthropologie" 2007). This complex work on images which has proven very fertile in the studying of cultural miscegenation on the American continent (GRUZINSKI 1988, SEGRE 2007) could stimulate border analysis.

What we offer to do in this project is to set up the basis for a visual geography that will question the power of the eye through the analysis on an emergent artistic focus on the hardening of the border. Based on the idea of artscapes (GALOFARO 2003), we propose the study art on the border as a “borderscape”.

2/ Is there any such thing as border art ?

Just as a wall provokes, a movement of the eye bounces against it. Just like on the movie screen the wall tears the frame, I think that the walled border constitutes an object that deflects scientific landscape approaches. That is why I suggest looking at walls through the artistic production that it arouses and which represents a kind of subversion of the violence imposed on landscape by the ruling power. This also means that I think the artistic representation is so strong that it influences the way those receiving the art work will then relate to the landscape. Political landscape can therefore be as much transformed as highlighted by what we can tentatively call an “artscape” or “borderscape”.

Borders can of course constitute good settings and have been very many times given a cinematographic existence (TORRANS 2002, MALAGAMBA 2003). This kind of featuring has led to studies with exhaustive claims and typology: Elena D’ell’Agnese’s research team has thus viewed a good quantity of Mexican and American movies to define the types of “loci” that the border endorses, according to the way in which it can (or not) be crossed (DELL’AGNESE 2005). In these fiction works however, as well as in the analysis which has been drawn from them, the aesthetic part of the place is not considered. And what we want to do here is to go beyond an analysis that considers the border as the context of the imaginary creation, to try and understand why the boundary allows the opening up of the creative field, contributing to an aesthetic renewal. From this point of view, the USA / Mexico border represents a fertile artistic mould : zone of cultural exchange, it has seen the rapid development varied forms of hybrid and popular art (VALENZUELA ARCE 1998, HERRERA-SOBEK 2000, TORRANS 2002, SALDÍVAR 2006). We will

concentrate on the recent trends of this cultural production, as much as, from the 1970's, an art that builds up to address politics surges, rooting in the border. At a time when visual arts were committing to a very special link with concept, different artistic events accompanied the contestation movements. Rupert García's painted silk screen called « ¡Cesen Deportación ! », shown in 1972 to denounce the inhumanity of treatment to which the migrant *bracero* were submitted in now acknowledged for its pioneering role; it reflects direct influences from conceptual and pop arts. In literature, the expression goes through a vast diversification process and theater becomes a place of rejection of the violence that the border embodies for the migrants.

But it is certainly from the 1980's onward that this border becomes, as such, an issue and a central theme for numerous artists living under the influence of the area of flows and exchanges between Mexico and the United States. A first performance by Sara-Jo Berman and Guillermo Gómez-Peña leads to their initiating of the Poyesis Genetica performance troupe in 1980, thanks to the support of the Casa de la Cultura de Tijuana, creating the "first border performance art milieu (1983-4)" (GÓMEZ-PEÑA 1991).

The foundation of the Border Arts Workshop / Taller de Arte Fronterizo (BAW / TAF)² roots into the history of the Chicano movement and its demand for civil rights for the Hispanic community of the United States. This group of artists has initiated a series of exhibitions that have marked the spirits of the border area inhabitants who were able to see them or at least here from them. An regular publication launched in 1986, *La Linea Quebrada/ The Broken Line*, was thought as a "bilingual/experimental magazine that was instrumental to the definition of a border aesthetics" (GÓMEZ-PEÑA 1991). The group also participated in focusing on a very special mode of artistic expression, that of performances (GÓMEZ-PEÑA 1992, FUSCO 2000, GÓMEZ-PEÑA 2000). One of the founding members of the Group, Guillermo Gómez-Peña, has specialized in this kind of work: his textual production often goes with the artistic event in order to insist on the objectives given to his work : the questioning of art and its display (« what lies behind and under the realization of a performance art, especially in the crossing of very volatile geographical and cultural borders », GÓMEZ-PEÑA 2000) as well as the reassessment of place as such³.

This artistic production has known a first growth period which coincided with the perspective of border opening that the NAFTA seemed to be promoting. The first bi-national art fair on that border, InSITE, was held in 1994. This creative wave has not remained unknown, of course (YÚDICE, 2003), and an analysis corpus is being produced (FOX 1999). Facing this expression which touches literature (theater, novels, poetry, but also comics), music, plastic arts and cinematography, I propose to restrain the project to the analysis of these two last creative types, because of their visual nature. We will not study cinema as such but video production as part of visual installations: it very much accompanies performances, with a similar ability to counter balance fixed aspect of the wall by its fluidity. This conjunction of imaginaries tends to prove that

² Cf. leur site internet (<http://www.borderartworkshop.com/index.html>) et deux beaux catalogues :

-The Border Art Workshop (BAW/TAF) 1984-1989: A documentation of 5 years of interdisciplinary art projects dealing with U.S.-Mexico border issues (a binational perspective). *Taller de Arte Fronterizo (BAW/TAF) 1984-1989: Documentación de 5 años de proyectos de arte interdisciplinario sobre asuntos de la frontera de Estados Unidos con México (una perspectiva binacional)*. **San Diego, CA: Border Art Workshop / Taller de Arte Fronterizo, 1988** / catalogue de l'exposition *Vidas Perdidas / Lost Lives* de 1989

La Frontera / The Border: Art about the Mexico / United States border experience. **San Diego: Centro Cultural de la Raza, Museum of Contemporary Art, 1993**, **Chávez, Patricio and Madeleine Grynsztejn, curators**, catalogue d'une exposition de 1993, projet *Dos Ciudades / Two Cities* issu d'une collaboration entre le Centro Cultural de la Raza et le Museum of Contemporary Art de San Diego.

³"Border culture is a project of "redefinition" that conceives of the border not only as the limits of two countries, but also as a cardinal intersection of many realities. In this sense, the border is not an abyss that will have to save us from threatening otherness, but a place where the so-called otherness yields, becomes us, and therefore comprehensible." Gomez-Peña G., 1986, "Border Culture: A Process of Negotiation Toward Utopia." *The Broken Line/ La Linea Quebrada, a Border Arts publication*, Vol. 1, N°1./

the artistic phenomenon goes way past the individuality of each work of art and fits into a socio-spatial including relationship

The specific statement of the Border Art Workshop could not be enough to testify of the existence of such a thing a “border art”. The growing success of the InSITE fairs which repeated themselves in 1997, 2001 and 2005, attracting every time more diversified artists could also be a testimony to that assessment. I would like to study the interaction between the fencing of the border and artistic activity at the USA / Mexico border. It seems indeed that as the walling process expanded inland, so did the art production. Another border art workshop has emerged in Nogales, Taller Yonke⁴. Their interventions go from murals to wall interventions. Their proposal is to “experiment visual art in spaces that are of everyday use for human beings, art for the masses, in which the main elements of the creation process are the relation to place or site, and to the people who use it on a daily basis”⁵.

Such a declaration sounds very much like the situationist proclamations on the political impact of art display. In that context, it was not as much about bringing art to the streets, that about constructing the urban experience as art. In this case, I think that border art is being strengthened by the harshening of border politics and that this factual coincidence lays the ground for a geopolitical analysis of a renewed display of art.

3/ Far from disappearing, borders are more visible

The acknowledgment of border art allows me to reformulate a geopolitical debate, that of the political visibility of borders. I do suggest that walls constitute a form of “visibilization” of political action, such as the connection between the two photos of Christo’s Running Fence and the Security Fence suggested. One can wonder on what kind of promethean representation of the world⁶ lead the instigators of such projects to believe that such artifacts, as high and technological as they may be, will be able to contain a planetary flow? How can they make abstraction of the vanity of such enterprises (cf. DURAS 1978) ? Why do they chose this kind of spatial solution and what meaning do they give it in such paradoxical situations?

If some research has been led to explain the setting of these walls around the western world (ANDREAS & SNYDER 2000, ANDREAS & BIERSTEKER 2003), none really tackles the anthropological issues of these political projects. To my knowledge, political anthropology or geography have not concentrated on the question of artefact. What seems to be new is the need for inscription, demarcation of intention into space. For its interpretation, it seems we can relay on stimulating work on the appearance of politics: from the 1980’s especially (going along with the “theatrical” treatment of political behaviors), some scholars have submitted the occidental political systems to the analysis grid initially built to understand the clannish functioning of indigenous societies. It then belongs to Georges Balandier to have first insisted on the possibility of reading the political arena as a true theatrical “stage” (BALANDIER 1980). This approach got interested in the forms through which the political power was getting conscious of its intervention power on the representation it gives of itself. This concerns the possibility for power to reflect towards the

⁴ cf. the border art section of their website : <http://www.muralesfrontera.org/Arte-Fronterizo.html> , and their works : *Border Dynamics*, winter 2003, *Paseo de Humanidad*, winter 2004, Mural "*Taniperla*", spring 2005, *Muro Invisible*, winter 2009.

⁵ “Su propuesta es la de experimentar con el arte visual en los espacios de uso cotidiano del ser humano, arte para las masas, donde los elementos principales del proceso de creación es la relación del espacio o sitio, y las personas que cotidianamente lo usan. Su relación en el proceso de elaboración, y después cuando se convierte en un punto de referencia.” <http://www.muralesfrontera.org/quienessomos.html>

⁶ “The Secure Fence Act Builds On Progress Securing The Border”, *Fact Sheet: The Secure Fence Act of 2006*, <http://www.whitehouse.gov/news/releases/2006/10/20061026-1.html>

community which the it represents (being elected by her, in democracy) an image of “coherence and cohesion” and of the “efficiency of the link” (ABÉLÈS 1990, ABÉLÈS & JEUDY 1997).

The field is then open to research on all the elements that accompany the « staging of politics »: the recurring symbols, but also the rituals and the forms of dramatic art made possible by the technological progress of the media and their growing participation in the formation of public opinion. I do make the hypothesis that the will of spatial inscription of the border stands out for the same type of socio-anthropological functioning, this need to show the intangible⁷. However, in this case what is needed is not to reassure the community on its coherence but on its very existence by distinguishing the inside from the outside thanks to a wall. It would be the very existence of the state, and that of the nation on which the state can rely upon which could be at stake through this kind of representation of power. Therefore the justification of such material and symbolic investments: locking oneself up allows oneself to prove his own existence as well as the fact that the community can last along.

Getting into border landscapes in a period of profound change of boundary regimes which makes them less visible : when « boundaries cease to be purely external realities, they become also, and maybe before anything, what Fichte, in his *Reden an die deutsche Nation*, had superbly called the « internal boundaries », *innere Grenzen*, that is to say, as he himself writes, located ‘every and nowhere’ ”⁸ (cited by BALIBAR 1996b). If “borders are no longer on the *edge* of politics but [...] *objects*, or more exactly *things* in the very space of politics”⁹(BALIBAR 1996a), the landscape where they are set will appear as spaces of visibilization of politics.

The materialization of a concrete wall does not only symbolise the barrier function performed by any border, but it also prevents from seeing what is happening on the other side. The more the « other side » becomes invisible and unknown , the more it gets frightening (NEWMAN 2003)... and thus fatally desirable and attractive. The movie by Chantal Akerman (AKERMAN 2002) illustrates well the way the wall induces distinction in a landscape that had always previously been felt as homogeneous, thus conferring a profound meaning to transgression, to the crossing of the barrier artificially imposed to the eye and to the will. In this perspective, we sense that not only walls do express this phenomenon, but also all sorts of efforts to materialize open borders. The multiplication of objects that are entitled to materially demarcate the boundary while authorizing cross-relations could be called “bridges”. We have mentioned them in our introduction but our purpose is not to treat them here. The reflexion on the materiality and visibility of contemporary borders help us to put up hypothesis on the implications of art display in such places. In a context where the relationship to the spectator is part of the art production itself (O'DOHERTY 1976, O'DOHERTY, ARCHITECTURE, et al. 2007), the politics of display and their geo-graphic need to be clarified. This perspective is suggested in a few texts which art my constitute a dimension of politics : “the inevitable difference between the represented and its representation is the very location of politics” (BLEIKER 2001).

4/ Where is border art displayed?

From our first research, we are able to produce an attempt list and typology of the places or

⁷ L'utilité politique du paysage commence à être étudiée au niveau local, les politiques paysagères pouvant être mises en œuvre pour « empaysager » un projet, cf. Debarbieux B., 2008, "Actualité politique du paysage." *Revue de Géographie Alpine*, Vol. à paraître..

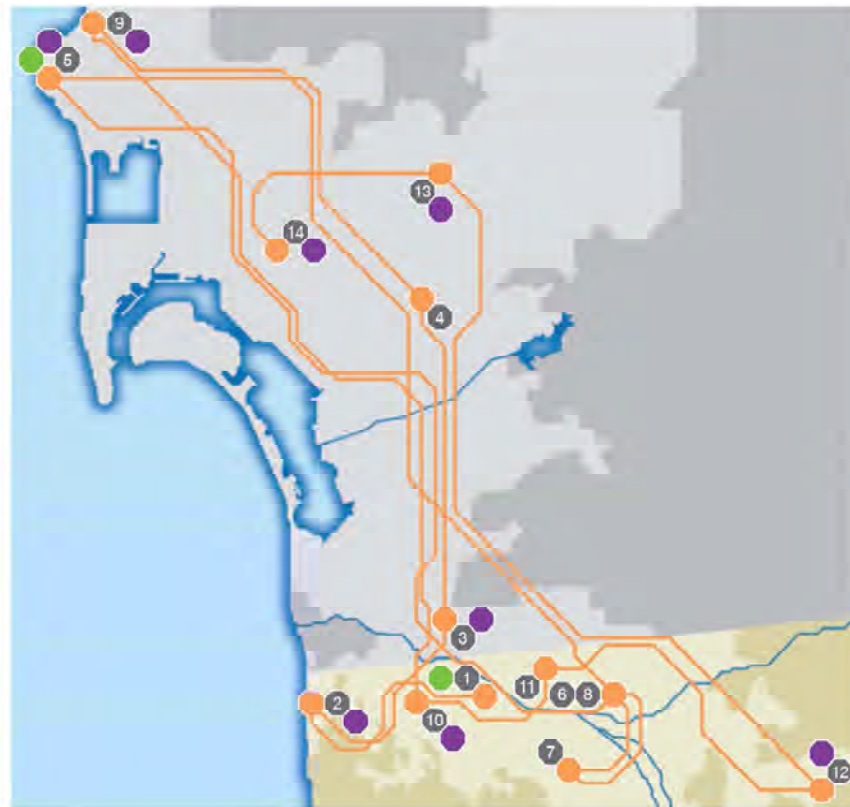
⁸ « les frontières cessent d'être des réalités purement extérieures, elles deviennent aussi et peut-être avant tout ce que Fichte dans ses *Reden an die deutsche Nation* avait superbement appelé les 'frontières intérieures' : *innere Grenzen*, c'est-à-dire, il le dit lui-même, invisibles, situées 'partout et nulle part' » Balibar E., 1996b, "Qu'est-ce qu'une frontière?" in Balibar, E. (dir.), *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, p. 371-380. quoting Fichte : *Speech to the German Nation*, 1807.

⁹ « les frontières ne sont plus le *bord* du politique mais [...] des *objets*, disons plus exactement des *choses* dans l'espace même du politique ».

border art display. On the first hand, it appears that some galleries and cultural centers have played a polarizing role in the expansion of border art between San Diego and Tijuana. We have already mentioned the Casa de la Cultura, en Tijuana, but the Centro de la Raza, home to the Chicano community in San Diego has gained a growing legitimacy in that field over the years. Noticeably enough, these two exhibition halls are located in the biggest twin towns of the border. In that sense, the geography of art display would not differ much from that of many other social phenomena of the area. Our hypothesis that the walling of the border deports artistic activity towards the interior twin towns, following the demarcation process. The bursting out of creative focus in Arizona / Sonora seems to be an indirect result of the progression of the Security Fence.

The localization of display can also be questioned in its complex interaction between space and time. Our first analysis reveals that there are seldom occurrences of permanent border art display. It is mainly expressed through performances, temporary exhibitions and exceptional art fairs, the InSITE editions. This ephemeral character is important for the interpretation of the spatial construction at stake.

Finally, a large part of the work is done on the wall itself. Many interesting events took place on the beach, notably the carved mirrors installed on the railings by Valeskia Soares, in the *Parque de la Amistad / Friendship Park*, before it was closed to public access in December 2008. A lot of photographs of ornamented spontaneous altars erected to the migrants who died in the crossing of the wall are generally constitute the image that common sense builds of "border art". A very interesting installation can be mentioned to suggest the power of this type of display, although it can already appear as a little old. Silvia Gruner's work called *The Middle of the Road/La mitad del camino* was dedicated to the installation of 111 gypsum little statues of an Aztec goddess, Tlatzoltéotl, directly hung on the metal grid. The display was made with the help of the inhabitants of the Colonia Libertad, in the suburbs of Tijuana. The artist's intention was to underline the crossing status of the area and to make a comforting gesture towards the illegal migrants, since this goddess is traditionally associated to motherhood and baby delivery, also wishing to show those leaving the country that they were not abandoning their culture behind in their villages. The success of the work was confirmed of the report of illegal crossings on behalf of the American immigration officers who came to rob some statuettes whereas some migrants actually ran away with one of them.



Symbology> Simbologia

- Location> Sitio ● Mobile Archive visit> Visita del Archivo móvil
- Video screenings> Proyecciones de video ● Exhibits> Exhibiciones

Another vision of the border : reticular spaces (<http://www.insite05.org/>)

The illustration taken from the InSITE 2005 webpage illustrates an unseen shape of the border : by insisting on the exhibition sites rather than on the boundary, one gets an image of a reticular border. Not only does the “exhibition [appear] as communicative space” (to use the seminar title on the architectures of discourse of Ute Meta Bauer’s -2005 InSITE curator), but display helps to evidence new territorialities.

5/ What are the contents of border art?

My first analysis, although based on secondary sources because of the distance, has let me to propose a first typology of the artistic production on borders. When figurative, the plastic works two appear to scenarize two main thematics: barbed wire and body appear as two main figures¹⁰. The works of the Border Art Workshop, and mainly that of Terry Allen or David Abalos work on various possibilities incorporating barbed wire into their work wich includes a good many installations (FOX 1999). One of the realizations which I find most inspiring on that theme is

¹⁰ Mundane art seems to follow the same paths: we found trace, on the No More Deaths website (No More Deaths - No Mas Muertes - Tempe Student Auctions Art to Benefit NMD.mht), of a Student Art Auctions organized in Tempe to benefit NMD. The winner’s drawing, a painting by Gabe Kaplan, a seventh grade student at Dobson Montessori School in Mesa, figures barbed wire crossing the Statue of Liberty, thus evoking the contractions he feels his country is going through. Kaplan’s narrative that accompanies the piece reads: *Deporting illegal immigrants solves nothing. We’re a nation of immigrants. Most of our ancestors emigrated here from other countries, yet many of us have little tolerance for Mexican immigrants. Not all immigrants are bad. Countless have jobs and have been contributing to society for quite awhile. Sometimes they were brought over when they were children and have grown up here as Americans. They might not even speak Spanish. We’ve come to depend on the work of migrants in agriculture and construction. By deporting illegal immigrants we are making the people who are a vital part of our economy leave. Some of the workers came across a huge expanse of desert to get into America. The number of border deaths is going up every year. We need to change the process of becoming an American citizen to help prevent so many people from dying. Unless we change some of our laws people will keep being sent back to Mexico or dying in the desert.*

Michael Schnorr's *Burning Fence* realized in 1991, where the artist reproduced a fence in wood covered by cloth, which he moistened with gasoline and to which he then set fire.

The second recurrent theme is that of the body and its suffering. The embodiment of the border by the implied artists certainly appeals to Foucauldian biopolitics and should have to be questioned further into that direction. This perspective brings together the figurative representation of the body in a variety of visual arts, including photo and video, but also a strong accent put on performances. The works by Guillermo Gomez-Peña are the most famous, but he is joined in that dynamic by a number of others. Performance is quite development in Latin America, with a number of famous Colombian performers, with a desire to address political and social violence in a different way. It is now expanding to Central America, with a group of active women performers¹¹, amongst whom Maria Adela Diaz has directly addressed the border problematics (in *Caution, or Borderline*, where she shuts herself into a wooden case thrown to sea, to address the issue of illegal migration).

One interesting example of that perspective is an event presented to the InSITE fair in its 2005 edition. Javier Téllez's work entitled *One Flew Over The Void/Bala perdida* concluded with a show inspired by Dave Smith, the canon ball man. The show figured mental patients with whom the artist worked to question all kinds of borders together, and the artist launched himself over a reproduction of the barrier at Tijuana, evidencing in his way the tensions that grow within a border zone.

The body work also includes the spectator's participation, especially calling on the power of the bouncing eye. In a work for InSITE 2001, Valeskia Soares used carved mirrors that he set on the barrier fence at the Parque de la Amistad / Friendship park in San Diego – Tijuana. Looking at the other, one bumped into his own image, but quotations from Italo Calvino's text *The invisible cities*, were written so that only people from the other side could actually read them. Another illustration of this orientation is Cristina Fernandez's installation, called *Llegadas y Salidas* (Insite 97). She set up the reproduction of an old brass marine telescope in front of the fence in Colonia Libertad, to suggest that migrants, like seamen in search of new lands, could use the tool to discover new territories and estimate the difficulty in conquering them.

These works raise the question of the impact of art border: who receives it and with what consequences? We are aware that there is a sense of "Quixotic gesture" in this kind of cultural production, as the Australian artist Ian Howard puts it, comparing his border rubbings to Don Quixote's conquests. The question of the reception of border art and its impact will constitute an important component of our field work.

Concluding perspectives

The artistic production on the USA / Mexico borderland area can be seen as a resistance scene, where shifting narratives have followed one another, from Chicano Civil Rights claims (Border Arts Workshop) to open borders hope (cf. Fluid Border Performances by Guillermo de la Peña when NAFTA was launched). We have thrived to characterize what we could see as a paradoxical barrier times artistic explosion. It is based on the sense that artistic work is strong enough not only to renew the perspectives of landscape perception but also ensure it with a strong capacity of political influence. *"Thousands of artists in the U.S. and other countries are currently crossing different kinds of borders. And as they do it, they are making a new kind of art, an art of fusion and displacement that shatters the distorting mirrors of the "Western avant-garde"* wrote one the border artists (GÓMEZ-PEÑA 1991): we hope to have been able to demonstrate how the contemporary border art scene renews the debate on the display of art but also how, by questioning the public and private modes of display in disputes places, it contributes to the

¹¹ They significantly appear in the "Elles@centrepompidou" exhibition organized by the French Pompidou Museum between May 2000 and May 2010 dedicated to women artists in the collections of the modern art museum.

emergence of art geopolitics .

- Abélès M., 1990, *Anthropologie de l'Etat*, Paris, Colin.
- Abélès M. & Jeudy H.-P., 1997, *Anthropologie du politique*, Paris, Colin, 282 p.
- Akerman C., 2002, *De l'autre côté*. Belgique.
- Amilhat Szary A.-L., 2007, "Are borders more easily crossed today? The paradox of contemporary trans-border mobilities in the Andes." *Geopolitics*, Vol. 2007, N°1, p.1-18.
- Amilhat Szary A.-L. & Fourny M.-C., (dir.), 2006, *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, 170 p.
- Andreas P. & Biersteker T. J., (dir.), 2003, *The rebordering of North America: integration and exclusion in a new security context*, New York, Routledge, 179 p.
- Andreas P. & Snyder T., (dir.), 2000, *The wall around the West: state borders and immigration controls in North America and Europe*, Lanham (Md), Rowman & Littlefield, 242 p.
- Arreola D. D. & Curtis J. R., 1994, *The Mexican Border Cities: Landscape Anatomy and Place Personality*, University of Arizona Press.
- "Arrêt sur images. Photographie et anthropologie." 2007, *Ethnologie française*, Vol. XXXVII, N°1.
- Balandier G., 1980, *Le pouvoir sur scènes*, Paris, Balland, 188 p.
- Balibar E., 1996a, "Les frontières de l'Europe" in Balibar, E. (dir.), *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, p. 381-395.
- Balibar E., 1996b, "Qu'est-ce qu'une frontière?" in Balibar, E. (dir.), *La crainte des masses. Politique et philosophie avant et après Marx*, Paris, Galilée, p. 371-380.
- Ballif F. & Rosière S., 2009, "Le défi des « teichopolitiques ». Analyser la fermeture contemporaine des territoires." *L'espace géographique*, Vol. 38, N°2009/3, p.193-206.
- Berelowitz J.-A., 2006, "Marcos Ramirez Erre: Border Art 'From This Side'." *Journal of Borderlands Studies*, Vol. 21, N°2, p.45-58.
- Bleiker R., 2001, "The aesthetic turn in international political theory." *Millennium: Journal of International Studies*, Vol. 30, p.509-533.
- Charlot O., 2006, "Traces, mémoire et reterritorialisation de l'ancienne frontière interallemande" in Amilhat Szary, A.-L. & Fourny, M.-C. (dir.), *Après les frontières, avec la frontière. Nouvelles dynamiques transfrontalières en Europe*, La Tour d'Aigues, Ed. de l'Aube, p. 101-116.
- Cosgrove D., 1998, [1984], *Social formation and symbolic landscape*, Madison, University of Wisconsin Press.
- Cosgrove D., 2006, *Geographical imagination and the authority of images*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 102 p.
- Cosgrove D. & Daniels S., (dir.), 1988, *The Iconography of Landscape*, Cambridge, Cambridge University Press, p.
- Debarbieux B., 2008, "Actualité politique du paysage." *Revue de Géographie Alpine*, Vol. à paraître.
- Dell'agnese E., 2005, "The US-Mexico Border in North-American Movies: a Political Geography perspective." *Geopolitics*, Vol. 10.
- Duras M., 1978, *Un barrage contre le Pacifique*, Paris, Gallimard/folio, 364 p.
- Evans J. & Hall S., (dir.), 1999, *Visual Culture: The Reader*, Sage, 512 p.
- Fall J., 2003, *Drawing the line. Boundaries, identity and cooperation in trans-boundary protected areas*, Université de Genève.
- Foster K. & Lorimer H., 2007, "Cultural geographies in practice: Some reflections on art-geography as collaboration." *Cultural Geographies*, Vol. 14, N°3, p.425-432.
- Foucher M., 2007, *L'obsession des frontières*, Paris, Perrin, 248 p.
- Fourny M.-C., 2005, "De la frontière naturelle à la nature comme lien transfrontalier. Du rôle et de la place de l'environnement et du milieu dans les coopérations transfrontalières" in Bouquet, C. &

- Vélasco Graciet, H. (dir.), *Tropisme des Frontières, Approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, p. 97-116.
- Fox C. F., 1999, *The fence and the River. Culture and Politics at the U.S. - Mexico Border*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 224 p.
- Fusco C., (dir.), 2000, *Corpus Delecti: Performance Art of the Americas*, London, Routledge, 307 p.
- Galofaro L., 2003, *Artscapes El Arte Como Aproximacion Al Paisaje Contemporaneo / Art as an Approach to Contemporary Landscape*, Editorial Gustavo Gili, 192 p.
- Gomez-Peña G., 1986, "Border Culture: A Process of Negotiation Toward Utopia." *The Broken Line/ La Línea Quebrada, a Border Arts publication*, Vol. 1, N°1.
- Gómez-Peña G., 1991, "A Binational Performance Pilgrimage." *The Drama Review*, Vol. 35, N°3, p.22-45.
- Gómez-Peña G., 1992, "The New World (B)order." *High Performance*, Vol. 15, p.60.
- Gómez-Peña G., 2000, *Dangerous border crossers: The artist talks back*, New York, Routledge
- Gruzinski S., 1988, *La colonisation de l'imaginaire: sociétés indigènes et occidentalisation dans le Mexique espagnol. XVI°-XVIII° siècle*, Paris, Gallimard, 374 p.
- Hall D., (dir.), 1996, *Drawing the borderline: Artist-explorers of the U.S.-Mexico Boundary Survey*, Albuquerque, NM, Albuquerque Museum, 214 p.
- Herrera-Sobek M., 2000, *Santa Barraza, artist of the borderlands*, College Station, Texas A & M University Press, 114 p.
- Herzog L. A., 1999, *From Aztec to High tech: architecture and landscape to the Mexico-United States border*, Baltimore (Md.) & London, Johns Hopkins University press, 241 p.
- Iglesias Prieto N., 2007, "Le mur à la frontière entre le Mexique et les États-Unis: flux, contrôle et créativité de l'esthétique géopolitique." *Outreterre*, Vol., N°1, p.123-141.
- Malagamba A., 2003, "Una visión del arte fronterizo. El poder del lugar y las geografías recordadas" in Valenzuela Arce, J. M. (dir.), *Por las fronteras del Norte: una aproximación cultural a la frontera México-Estados Unidos*, México, Fondo de Cultura Económica: Consejo Nacional para la Cultura y las Letras, p. 364-392.
- Mitchell W. J. T., (dir.), 1994, *Landscape and Power*, London, University of Chicago Press, 248 p.
- Moore M., 2003, *A World Without Walls: Freedom, Development, Free Trade and Global Governance*, Cambridge University Press, 304 p.
- Newman D., 2003, "On Borders and Power: A Theoretical Framework." *Journal of Borderlands Studies*, Vol. 18, N°1, p.1325.
- O'doherty B., 1976, *Inside the White Cube. The Ideology of the Gallery Space*, Santa Monica, Lapis Press, 91 p.
- O'doherty B., Architecture T. H. B. C. F. T. S. O. A., et al., (dir.), 2007, *Studio and cube: on the relationship between where art is made and where art is displayed*. A Buell Center/FORuM Project publication, New York, Columbia University, p.
- Reitel B., à paraître, *Les conséquences des mutations des frontières sur les espaces frontaliers et l'organisation du territoire français (titre provisoire)*, Paris, Reclus
- Reitel B., Zander P., et al., (dir.), 2002, *Ville et frontières*, Paris, Economica-Anthropos, 275 p.
- Rogoff I., 2000, *Terra infirma: Geography's visual culture*, London, Routledge.
- Rumley D. & Minghi J., (dir.), 1991, *The Geography of Border Landscapes*, London, Routledge.
- Saldívar R., 2006, *The borderlands of culture: Américo Paredes and the transnational imaginary*, Durham, Duke University Press, 525 p.
- Sanders R., 2007, "Developing Geographers through Photography: Enlarging Concepts." *Journal of Geography in Higher Education*, Vol. 31, N°1, p.181 - 195,
<http://www.informaworld.com/10.1080/03098260601033118>.
- Savary S., 2005, *Imaginaires d'une ville: Barcelone par ses paysages, une étude géolittéraire*, Paris, Paris 1, 703 p., <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00281596/en/>.

- Segre E., 2007, *Intersected Identities: Strategies of Visualisation in Nineteenth- and Twentieth-century Mexico (Remapping Cultural History, Vol. 5)*, London, Berghahn Books, 304 p.
- Torrans T., 2002, *The magic curtain: the Mexican-American border in fiction, film, and song*, Fort Worth, Texas Christian University Press, 235 p.
- Valenzuela Arce J. M., 1998, *Nuestros piensos. Culturas populares en la frontera México-Estados Unidos*, México, Dirección General de Culturas Populares-CONACULTA, 312 p.
- Van Leeuwen T. & Jewitt C., (dir.), 2001, *Handbook of Visual Analysis*, Thousand Oaks, CA, Sage Publications, p.
- Vanci M. & Wermester C., (dir.), 2006, *Atlas et les territoires du regard. Le géographique de l'histoire de l'art (XIXe et XXe siècles)*, Paris, Publications de la Sorbonne, 334 p.
- Volvey A., 2002, "Fabrique d'espaces: trois installations de Christo et Jeanne-Claude." *Les Cahiers d'EspaceTemps*, Vol., N°78-79, p.85.
- Volvey A., 2003, "Land Art" in Lévy, J. & Lussault, M. (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, p.
- Volvey A., 2005, "Christo et le Land Art." *Ligéia*, Vol., N°57-58-59-60 (n° spécial: Brancusi et la sculpture), p.221-232.
- Volvey A., (dir.), 2009, *Spatialités de l'art*. Travaux de l'Institut de Géographie de Reims (TIGR, n° 129-130, Rennes, URCA, p.
- Yúdice G., "The Collaborative Art of inSITE: Producing the Cultural Economy." *LatinArt.com*, Vol., <http://www.latinart.com/aiview.cfm?start=1&id=30>.
- Yúdice G., 2003, *The Expediency of Culture: Uses of Culture in the Global Era*, Durham and London, Duke University Pressp.
- Zukin S., 1991, *Landscapes of Power: from Detroit to Disney World*, Berkeley, 326 p.

A comparative study on artistic mobility
October 2008 to October 2010

Eine vergleichende Studie zur künstlerischen Mobilität
Oktober 2008 bis Oktober 2010

Une étude comparative sur la mobilité artistique
D'octobre 2008 à octobre 2010



Alonzo King LINES Ballet, Ashley Jackson
in Moroccan Project, foto di Marty Sohl

Artists moving & learning



Lifelong Learning
Programme





Education and Culture DG

Lifelong Learning Programme

**Artists Moving & Learning
Project (143380-LLP-2008-BE-KA1-KA1SCR (2008-3601))**

European Report

This project has been funded with support from the European Commission.

This publication reflects the views only of the author, and the Commission cannot be held responsible for any use which may be made of the information contained therein.

Report prepared by PACTE-CNRS and DEUSTO

Authors for PACTE:

Amilhat Szary Anne-Laure, Louargant Sophie,
Koop Kirsten, Saez Guy

Authors for DEUSTO:

Landabidea Urresti Xabier, Ortega Nuere Cristina, San Salvador
del Valle Roberto, Cuenca Cabeza Manuel

This report was drafted on the grounds of the 10 national reports prepared by the researchers of:

Budapest Observatory on financing culture in Eastern-Central Europe Hungary
Centro Internazionale per la Promozione e la Ricerca Teatrale in Italy (Inteatro)
Fondazione ATER Formazione from Italy
French Joint Research Unit PACTE – UMR 5194
Mediana sprl, Belgium
Romanian Centre of Professional Training in Culture
Universidad de Deusto in Spain

Table of contents

Acknowledgements	4
1 Executive summary	5
1.1 Project Background	5
1.2 Findings.....	6
1.3 Recommendations.....	10
1.3.1 Recommendations related to mobility patterns	10
1.3.2 Recommendations related to impact of mobility patterns on learning.....	10
1.3.3 Recommendations related to Conditions favouring learning.....	11
1.4 Final Word.....	11
2 Introduction.....	12
2.1 From Mobility to... “Moving and Learning”	12
2.2 Context of the country for mobile artists.....	15
2.3 Method and tools of research	17
2.3.1 Presentation of the national research teams	17
2.3.2 Presentation of the survey	18
2.3.3 Presentation of the research tools	18
2.3.3.1 The questionnaire (elaboration and administration) and its analysis grid	18
2.3.3.2 Schedule.....	21
2.3.3.3 The analysis method	21
3 Findings.....	25
3.1 The profile of the interviewed artists.....	25
3.2 Mobility patterns favouring learning.....	29
3.2.1 Mobility destinations favouring learning	29
3.2.2 Duration and frequency of mobility favouring learning	30
3.3 Impact of mobility patterns on learning.....	34
3.3.1 The productive interrelations learnt by artists while moving.....	40
3.3.2 The territorialities (of changing and crossing) acquired by artists while moving.....	41
3.3.2.1 Space and place.....	41
3.3.2.2 Aesthetics and creativity.....	42
3.4 Findings related to conditions favouring learning benefits for moving artists	51
3.4.1 Before = during the preparation of the mobility experience.....	51
3.4.1.1 Motivations.....	51
3.4.1.2 Expectations	52
3.4.1.3 Preparation	52
3.4.2 During the mobility experience.....	52
3.4.3 After the mobility experience.....	53
4 Conclusions.....	55
4.1 Mobility patterns.....	55
4.2 Impact of mobility patterns on learning.....	55
4.3 Conditions favouring learning	55
4.4 Originality of the study	56
4.5 Limitations of the research.....	56
5 Recommendations	57
5.1 Recommendations related to mobility patterns.....	57
5.2 Recommendations related to impact of mobility patterns on learning.....	58
5.3 Recommendation related to Conditions favouring learning.....	59
5.4 Final Word.....	60
6 Annexes.....	61
6.1 Annex 1: The questionnaire.....	61
6.2 Annex 2: List of interviewees	64
6.3 Annex 3: Bibliography.....	70

Acknowledgements

This project was carried out between October 2008 and October 2010 and led by ENCATC, the European Network of higher educational institutes and training organisations for cultural management. It was coordinated by Mediana sprl. Other project partners included Universidad de Deusto in Spain, the French Joint Research Unit PACTE, Centro Internazionale per la Promozione e la Ricerca Teatrale in Italy (Inteatro), the Budapest Observatory on financing culture in Eastern-Central Europe in Hungary, the Romanian Centre of Professional Training in Culture and Fondazione ATER Formazione in Italy.

ENCATC, is deeply grateful to the **European Commission** (*Lifelong Learning Programme, Multilateral Projects, Networks, Accompanying Measures*) for providing financial support to carry out this unique and innovative project that we hope, will prove to be a valuable source of information and a useful tool for policy makers, educators, researchers, cultural practitioners, artists, and anyone interested on this topic at the European, national and regional level.

We wish to express our special gratitude to **Eric BALLHAUSEN** from the EU LLP office who guided us during all the different phases of the project cycle management and who was of valuable help in understanding the different European rules and procedures.

ENCATC is also deeply grateful to **Judith NEISSE**, who was at the very origin of this project. Her extraordinary idea to analyse the impact of artists' mobility in Europe from an educational and Life Long Learning perspective proved to be a very innovative one and worth studying for the first time.

ENCATC is extremely grateful to all the **artists** who are the real protagonists of this project. Their enthusiasm, their cooperation and participation in our interviews was crucial for the success of the whole project.

We wish also to thank the **authors of this European Report**, (from DEUSTO: Xabier **LANDABIDEA URRESTI**, Cristina **ORTEGA NUERE**, Roberto **SAN SALVADOR DEL VALLE**, Manuel **CUENCA CABEZA**; from PACTE: Anne-Laure **AMILHAT SZARY**, Sophie **LOUARGANT**, Koop **KIRSTEN**, Guy **SAEZ**). Their capacity to analyse and process the available data in a very short time resulted in a new extraordinary tool for researchers, teachers, students and anyone interested in mobility issues.

ENCATC wants to express its gratitude to Richard **POLACEK**, Alessia **ERCOLI**, Paolo **BELLUSO**, Cristina **ORTEGA NUERE**, Anne-Laure **AMILHAT SZARY**, Xabier **LANDABIDEA URRESTI**, János **ZOLTAN SZABO** and Camelia **POPESCU**, for sharing with us their profound knowledge of the field and for their important contribution to the **national surveys** paving the way for the European report.

Our sincere thanks are also due to **Jacques BONNIEL** who actively participated in the project implementation and who also drafted the internal evaluation of the project.

We wish also to thank **Ilan NEISSE** for his very professional financial management of the project and **Myriam BIOT** for her extraordinary capacity in organising successful meetings among the partners and for her enthusiasm and patience.

Ultimately, we wish to express our gratitude to all those who gave valuable advice and who exchanged and provided information that greatly contributed to the realisation of this project and its main outcome.

Giannalia COGLIANDRO BEYENS
Brussels, October 2010

1 Executive summary

1.1 Project Background

“Artists moving & learning” is a two years’ project financed by the European Commission under the framework of the Lifelong Learning Program (LLP), Accompanying Measures, Key Activities 1: Research. “Artists moving & learning” analyses the impact of mobility of artists in Europe from an educational and Life Long Learning perspective. By ‘artist’, we mean the reference to the UNESCO definition¹, artists supported by or attached to public structures (national theatres, opera, choreographic centres...) and independent artists in the private sector who are not attached to any structure and thus are difficult to identify.

This project was carried out between November 2008 and November 2010 and led by the European network of higher educational institutes and training organisations for cultural management (ENCATC), and coordinated by Mediana srl. Further project partners are Universidad de Deusto in Spain, French Joint Research Unit PACTE, Centro Internazionale per la Promozione e la Ricerca Teatrale in Italy (Inteatro), the Budapest Observatory on financing culture in Eastern-Central Europe Hungary; the Romanian Centre of Professional Training in Culture, and Fondazione ATER Formazione from Italy. This partnership represents a complementary mix of academic and technical institutions as well as public and private bodies from eight EU Member States, all with thorough experience in EU projects and research.

The project’s research focuses on educational and Life Long Learning (LLL) - rather than social or artistic issues. The main questions analysed in this research project are the following: do cross-border movements of artists generate LLL processes? Do they boost creativity and innovation? How do they affect learner-teacher dynamics? And can non-formal learning resulting from artistic mobility be formalised? To examine these questions, the project partners conduct interviews with professional artists from the performing and visual arts in ten EU Member States: Belgium, France, Hungary, Italy, the Netherlands, Portugal, Romania, Slovenia, Spain, and the United Kingdom. A total of 144 artists residing in 10 European countries have been interviewed along this project.

For each country covered under this study, a national report was drafted, reflecting the main findings of the interviews carried in each country with a limited number of professional artists. Based on all interviews carried out in Europe the ten national reports and a comparative study were published in the summer 2010 (<http://www.encatc.org/moving-and-learning/>). The reports and the recommendations

1 *Recommendation concerning the Status of the Artist*, UNESCO, October 27th 1980, 21st General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, Belgrade. http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=13138&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

embedded in them are designed as a tool for policy makers and for providers of initial and continuous artistic education.

The mobility of an artist can be understood from different angles: from one working statute to another, from one artistic sector to another, according to geography, inside a country or outside. Conditions which force the artist to be more flexible or mobile are in the nature of the artistic work, the way in which the sector is structured and the dynamics of globalisation.

Alongside the “basic freedom” of mobility of persons, works and services enshrined in the European treaties, trans-national mobility of artists and culture professionals has been a priority of the European cultural policies since 2000, aiming at promoting creative performance in Europe. Whatever its object, mobility is at the heart of the European agenda and of most community development programmes. For example, 2006 was declared the “Year of Mobility” by the European authorities. In cultural debates it is a topic regularly discussed by Member states regarding the priorities of the sector, in both national and European frameworks.

1.2 Findings

Since 2002 there have been several studies on artists’ mobility in Europe. This study however differs from the preceding works on that theme in the sense that it focuses not only on mobility but on the impact and benefits of moving for artists. This study thus fulfils two objectives:

- Determine mobility schemes of European artists;
- Set up learning patterns of European artists, understood as a result and impact of their spatial moves.

Another particularity of the study is the fact that it is based on data coming exclusively from the interviews with the professionals – the artists– and not from secondary bibliographical resources. With regard to the patterns of mobility (both before and after the actual experience) the following aspects can be outlined:

Gender: 58% of the interviewed artists are male, and 42% female, reflecting a gender bias towards male artists in spite of the efforts to achieve a gender balance in the 10 countries explored.

Age: four age categories have been established and explored: Between 20 and 30 years old, between 30 and 40 years old, between 40 and 50 years old and over 50 years old. All groups have been represented in the sample, with a dominance of artists aged between 30 and 40.

Education level: the majority of the artists show a university level education (72% regarding 1st, 2nd and 3rd cycles) with a significant proportion (14%) of “other” education options such as arts academies, conservatories, self teaching etcetera.

Artistic activity: although more cases of performing artists (87 cases, counting dance, music and theater) have been registered than those of visual artists (66 cases) artists showed a certain resistance for being placed in a defined, closed category, situating themselves in more than one artistic sector or opting for more interdisciplinary, less traditional categories.

Destinations: Europe, and more specifically the European Union, has been a favoured destination for many of the artists interviewed. In any case, mobility experiences have not been limited to the European continent.

Duration: the mobility experiences of the interviewees had different lengths, between three days and twenty months. The shortest ones, less than one month, are in relation to participation in festivals, exhibitions, etcetera, due to the fact that artists mostly travelled for guest performances as performing artists. Longer periods are related to artist residences and teaching opportunities.

Frequency: frequency of the mobility periods in artists’ life was rather diverse depending on the age and former experience.

Types: the type of mobility experience depended on the art field: visual artists mostly went to residences and spent some time abroad for their personal work, while performing artists (mostly musicians) participated in festivals or went on touring.

Employment status: the most reflected status is self-employed, followed by student-status and health-leave status.

Contacts: the majority of the interviewed artists indicated that they had private or professional contacts in the host country before going there. However prior contacts have not been determining in choosing a specific destination.

Information sources: the Internet and professional contacts were the most important sources used by the artists to gather information about the destinations and the programme. On the Internet, dedicated websites (such as *Transartis*) were the most useful ones.

Support mechanisms: most of the interviewed artists received some kind of financial or logistical support for their stay abroad.

SUPPORT MECHANISMS			
LEVEL	PUBLIC	PRIVATE ENTERPRISES	PRIVATE NGO
INTERNATIONAL	EUROPEAN UNION <i>EU Culture Programme Grant</i> TRANS DANCE EUROPE NETWORK ORGANIZATION (Maska and Icelandic Dance) <i>Grant</i> IAMAS INSTITUTE (Japan) <i>Grant</i> GROTOWSKI INSTITUTE (Poland) <i>Grant</i>	PÁL FRENÁK COMPANY (France) <i>Support for diets</i> MANAGEMENT AGENCY FROM SCOTLAND <i>Contract</i>	SWITZERLAND INSTITUTE <i>Scholarship</i> FONDAZIONE ANTONIO RATTI (Italy) <i>Grant</i> NOMAD DANCE ACADEMY (Culture 2000 supported) <i>Grant</i>
NATIONAL	MALAYSIAN PHILHARMONIC ORCHESTRA <i>Job</i> SINGAPORE PHILHARMONIC ORCHESTRA <i>Job</i>	KELLER GALLERY (Paris) <i>Invitation</i>	SOLO DANCE THEATRE FESTIVAL (Stuttgart) <i>Scholarship for competition.</i>
REGIONAL	Cooperation between ZPA THEATRE (Zagreb, Croatia) and EN-KNAP COMPANY (Ljubljana, Slovenia)		SKVC GALLERY (Ljubljana, Slovenia) <i>Grant</i>
LOCAL	CITY COUNCIL OF MARSEILLE <i>Grant</i> , Pépinières européennes pour jeunes artistes		FAMILY FRIENDS IN WEINFELDEN <i>Free use of an apartment</i>

The main finding of the analysis of the types of moving experiences favouring learning in the whole panel is that all types of moving experiences seem to favour learning: the formal as well as the informal one, long trips as well as short ones. Indeed, learning effects and their intensity rather seem to be determined by the personal predisposition of the artists (capacity/openness/curiosity/habitude to move during childhood /desire to overcome intellectual and cultural barriers) rather than the types of mobility themselves. However, the age of artists when they undertake their mobility does seem to play an

important role: it allows for repetition and broader moves. All types of mobility tend to create a snowball effect.

How do mobilities favour learning effect for artists? What is their nature? Do they match a classical approach of learning in linguistic or technical terms or do mobility relied learning effects have secondary, not intended effect on creativity and culture? In which way (financial, human) do artists build their relationship to mobility? Do specific forms of mobility or/ and learning exist, as to for artists are concerned? And how are those learning effects happen? Our methodological choices have been determined by the need to tackle these core questions. They have led to choose a qualitative approach rather than a quantitative one and therefore the elaboration of a three steps methodological protocol:

- Factual data analysis (cf. the following graphics),
- Thematic analysis through the grid, allowing the evidencing of "learning effect categories",
- Systematic discourse analysis through a language corpus analysis with the help of the ALCESTE software.

We have evidenced four learning patterns linked to mobility experiences:

- Hyper mobile world artists, whose trajectory roots into multi-facetted mobility;
- Portfolio artists, who move in order to increase their skills;
- Creative mobile artists, who move to stimulate their creative process;
- Gap artists, whose mobility is informal.

This typology was built spotting the impact of mobility on learning (before, during and after mobility) through the thematic analysis and by confronting the results to the discourse analysis

Surprisingly enough, all types of mobility are acknowledged to favour learning. The discourse analysis through ad-hoc software has proven a remarkable homogeneity of tendencies throughout the 10 countries selected for the study. All artists stress the input of their mobility in their creative process, but also in a numerous of aspects of their lives: economic abilities, civic competences, social networking, cultural opening, spatial knowledge.

- Moving forms a strong component of personal and social capital building
- His/ her mobilities increase the artist's impact on the territory, both in the receiving country and his place of origin.

The mobility of the artist has a very broad impact both in the hosting and in the departing environments, thus enlarging the hypothesis of the creative city to a wider theory of artistic territorialization. Although the profile of artists' mobilities may very much resemble that of other mobile people, what they do with mobilities differs. The impact of their moving is strong, not only for them. Learning appears as an essential component of moving, that artists can share with their social and cultural environments.

The research has led to the building of an operational referential of capacities building through learning, offering to distinguish two aspects of artists' learning from moving:

- Productive interrelations, which relates to:
 - Economic competencies (opportunities for insertion in promotion and production networks, knowledge of financial situations of artists in other countries)
 - Social competencies (creation of social and intercultural networks, capacities in transmission of knowledge)
 - Organisational competencies (funding research and administrative skills, better professional networking)
- Territorialities (of changing and crossing), which relates to:
 - Spatial competencies (knowledge of other places and networks, towards nomad-artists etc.);

- Cultural competencies (language and multiculturality).

The analysis of the European corpus reveals **5 types of learning**.

The **first** lexical field (educational and technical learning) shows the importance of the quest for technical competences, and for complementary education. The words associated to this lexical field are “change”, “influence”, “learning”, showing the decisive impact of the mobilities and their constitutive part of the artistic field. North-European artists are those who drive the corpus towards this direction. This regional variation maybe due to different learning trajectories which favour mobility within initial education: conservatories networks, ad-hoc foundations supporting artists’ education (ie. Gulbenkian Foundation). These learning processes which occur early in artists’ professional lives are determinant for their training to cosmopolitanism and languages, to a life course including movement.

The **second** lexical field, which sums more than 22% of occurrences, is that of social and spatial learning of mobility. The Romanian and Slovenian corpuses strongly orientate this result. The words which appear as strongly correlated are: technical support, opportunities, but also love, new exchanges, thus showing the importance of the links which burst out of these mobilities. Generally speaking at a European level, mobility choices appear to be very determined by living and emotional aspects of the artists’ existence. A gender difference appears in that respect: women artists express themselves in organizational terms (with supporting arguments), when men evoked more relational and sentimental contexts. What is at stake is people’s capacities to build links between individuals. The learning of these social competences allow the artists to adapt their position within stakeholder games, notably towards the public.

The **three other** lexical fields are equivalently shared (around 15% of correlations in the corpus each). Learning about institutions and funding mechanisms reaches the same level in all countries. It expresses a link between institutions and mobilities funding. This is quasi absent of the Romanian corpus, thus expression the internalization by the artists of the lack of institutional support to mobility. The importance of residences is a striking point of all the corpus: they appear, for all artists, as a privileged place, where he / she can find the time needed and necessary to connect to an atmosphere, an environment, to economic operators such as galleries...

The lexical field linked to networking learning, to project-building capacity, entrepreneurship (17%) appears in a very strong link to social and economic learning. This distinct posture points out a very different position in Northern Europe, where the artistic project is defined as a management one whereas in the French corpus, for example, it represents an interface between public and private operators as well as inhabitants. It is also strongly correlated with the notion of place.

Last but not least, the aesthetic value of learning appears only for 13% of occurrences, where it represents the major benefit (and motive) of learning from moving within the French interviewees.

The main finding of the analysis of the types of moving experiences favouring learning in the whole panel is that **all types of moving experiences seem to favour learning**: the formal as well as the informal one, long trips as well as short ones. Indeed, **learning effects and their intensity rather seem to be determined by the personal predisposition** (capacity/openness/curiosity/habitude to move during childhood /desire to overcome intellectual and cultural barriers) of the artists than the types of mobility themselves. The age of artists when they undertake their mobility however seems to play an important role: it allows for repetition and broader moves. All types of mobility tend to create a **snowball effect**.

This report clarifies how artists’ mobility, such as expressed in their creations, narratives, aesthetics, express identity, cultural, spatio-temporal intersections and how they generate territorialities based on moving and crossing. It evidences the fact that the artist constitutes a multidimensional figure, at times informal, subversive, based on mitigated worlds, but always creative. He/she finds himself acting as a vector of other forms of relationships to urban spaces, in terms of space, time, and identities.

1.3 Recommendations

The present study is the first research of its type undertaken in the European Union. The fields explored and the data collected with the help of the people and institutions encountered, allow us to make an initial diagnosis of the life-long learning effects of artists mobility in 10 EU Member States. This process merits being deepened and extended to other EU countries and to other fields such as: political and institutional impact, economic and financial effects in order to study all aspects of artists mobility entailing consequences on the moving persons and their environments.

The objective part of the questionnaire used in the artists' interviews in the 10 Member States has focused on 2 main factors:

1. Mobility patterns and their learning impacts
2. Mobility conditions favouring learning.

1.3.1 Recommendations related to mobility patterns

The study has shown that destinations can vary for mobile artists. For many artists an initial mobility experience can have "a snow-ball effect" for later mobility (the more the past travelling, the greater the chances of moving again). Based on these conclusions, we recommend:

- To promote mobility during initial education, especially at university and conservatory levels.
- To provide ECTS credits at art schools and universities in the countries of the moving artists. This would also help disseminate the very concept of Lifelong Learning, which is so central in building an ever-growing cultural and social European integration.

1.3.2 Recommendations related to impact of mobility patterns on learning

The study has identified four learning patterns linked to mobility experiences:

- Hyper mobile world artists, whose trajectory roots into multi-faceted mobility;
- Portfolio artists, who move in order to increase their skills;
- Creative mobile artists, who move to stimulate their creative process;
- Gap artists, whose mobility is informal.

Surprisingly enough, all types of mobility are acknowledged to favour learning. A remarkable homogeneity of tendencies throughout the 10 countries covered by the study is observed. All artists stress the effect of their mobility on their creative process, economic abilities, civic competences, social networking, cultural opening, spatial knowledge. Based on these conclusions, we therefore recommend:

- Artists' mobility should be understood as an investment in human capital for the EU economic market and for increased competences for the labour market by both EU and national policy makers.
- All levels of government (national, regional and local and at level of linguistic communities) should cooperate with other governing bodies of the EU to get to a common understanding of the beneficial impacts of mobility for artists in order to better accommodate the artists' needs
- The learning process engendered by the mobility experience should be promoted through the creation of a referential of acquired competences which could help to evaluate more thoroughly the benefits of mobility.
- To establish validation procedures to assess mobility experience
- The impacts and benefits of moving artists on the economy and on society as a whole should be further analysed.

1.3.3 Recommendations related to Conditions favouring learning

Although no absolutely recurring patterns have been found, artists make a strong emphasis on the interaction between their personal experience and the context in which it operates. They do not necessarily need to be informed on moving, or to receive funding but all have an opinion about how funding and supporting could be bettered in order to benefit to a wider number of European artists.

Based on these conclusions, we therefore recommend:

- National, regional and European policy makers need to make more evident the link between mobility, LLL and mobility funding schemes. Funding schemes linked to LLL of artists should consciously and visibly identify and recognise the learning benefits of mobility experiences.
- National and regional policy makers together with professional training establishments need to integrate mobility in initial training schemes to help artists maximise their learning experiences later in their career.
- Artists should make more use of the mobility opportunities provided in their sector to increase their LLL.
- The distinction between formal / informal arts should be suppressed since all are eligible to European funding and promotion.
- More funding should be available from mobility funders to include open residences (artists residencies with no previously agreed outcome), as they are highly appreciated by artists in terms of exploring new ways of working and issues/topics to work on.
- Professional networks and artist' organisations should continue providing extensive information about mobility opportunities and help artists in preparing their mobility experience to help them maximise their learning experiences.
- Access to information on mobility processes and funding institutions should be enhanced.

1.4 Final Word

Our research suggests that the very concept of mobility be applied not only to the individual artists themselves but also to the institutions that are supposed to support and promote the artists. The mental mobility of policy makers is paramount for the development of lifelong learning processes and for the wellbeing of the arts in any country. Projects such as Moving and Learning can be instrumental in reinforcing the notion that mobility is a value in that it constitutes an environment, and that networking and researching are tools that no art can prosper without. Networking and researching should be key concepts that can help put the mobility experience and the lifelong learning in a more fruitful perspective. They are not by-products of the mobility experiences, they are their fundamentals.

2 Introduction

2.1 From Mobility to... “Moving and Learning”

Increasingly, the mobility of professionals is considered indispensable to the development of an artist – by the artists themselves, by policy-makers and by funders. The mobility of cultural operators and products is at the heart of the European agenda for culture. For example, 2006 was declared the “Year of Mobility” by the European authorities. In cultural debates it is a topic regularly discussed by Member states regarding the priorities of the sector, in both national and European frameworks. In terms of the arts and culture, discussions of mobility on a European level has never lead to a clear and common position, neither has it created a programme specifically for artists or for the whole of the culture sector.

Mobility, especially that of people provides no immediately quantifiable statistics, so it cannot be scientifically studied. The results, as well as the benefits, are based on travel, exchange or experiences, and are only measurable on a qualitative and a long term basis. Supporting the travel of an artist is still a long term and risky investment which can only be analysed with the perspective of time.

A long trajectory seems to connect us with the first report on artists’ mobility in Europe issued in 1991. A series of studies have then been carried in Europe on since the first report on the mobility of artists in Europe in 1991 until the 2007 resolution on the social status of the (mobile) artist². They have both pointed out to the necessity and difficulties that characterise artists’ mobility. While acknowledging that “Geographical mobility is essential to artists, since confrontation and exchange of ideas are essential to the creative process, artists need to have the possibility of working away from their normal surroundings in order to refresh their creative drive”³, the 1999 *Report on the Situation and Role of the Artists in the*

² - On the situation of artists in the European Community, 1991, European Parliament/ Doris Pack

- Report on the Situation and Role of the Artists in the European Union, 1999, European Parliament, Committee on Culture, Youth, Education and the Media/ Helena Vaz da Silva, 20 p.

- On the social status of artists, European Parliament resolution of 7 June 2007 (non-legislative resolution 2006/2249(INI)) /Commission de la culture et de l'éducation/ Claire Gibault, 12 p.

³ “Geographical mobility is essential to artists, since confrontation and exchange of ideas is essential to the creative process. Artists need to have the possibility of working away from their normal surroundings in order to refresh their creative drive. This need for geographical mobility offers an ideal window of opportunity for Union action, and the first to benefit from such action should be artists from the candidate countries; your rapporteur circulated a questionnaire in those countries and received many replies expressing strong interest. Studying and working abroad is of course not without its problems, and back-up measure are essential if such programmes are to be successful. Sometimes, the reasons for leaving one's native country are basically economic or even commercial. The international dimension undoubtedly helps establish an artist's international reputation and enrich his work, and it also gives the artists native country an international profile, a fact of fundamental importance to smaller countries above all.” (Report on the Situation and Role of the Artists in the European Union, 1999, European Parliament, Committee on Culture, Youth, Education and the Media/ Helena Vaz da Silva, 20 p.)

European Union was revealing the gaps between the laws on the social protection of artists in the different Member States. By pointing out this paradox, they have opened an era in which both the positive and negative impact of artists' mobilities could be analysed together.

The establishment of new structures, such as, the European Union Migrant Artists Network, EU-MAN (established in 1997 in Turku, Finland), and the existence of a number of supporting agencies have not only allowed for the increase of artists' mobilities but for helping to better the material conditions of their movements. A detailed description of how artists' mobility is supported in Europe can be found in the study of the ERICarts Institute carried out for the European Commission in 2008 on mobility incentives in the culture/creative sector⁴. This study provides a survey and analysis of the range and scope as well as motives and results of mobility related schemes in Europe. The reports show how supporting schemes for mobility have evolved over recent years and still evolve.

After two decades of focusing on the artists' social status and international conditions of work, the lenses have been turned to the impact of artists' mobility in terms of creative economy. As the result of this on-going process, but also appearing as the result of "long-time" advocacy, culture has found a way to the foreground of the European Commission's views of the future.

The transnational mobility of artists and culture professionals has been a priority of the Culture programme since 2000. It has been further reinforced as one of the three specific objectives of the Culture Programme for the period 2007-2013, as a means of enhancing the cultural area shared by Europeans and encouraging active European citizenship. In November 2007, the *European agenda for Culture* was adopted by Culture Ministers as the first comprehensive policy framework for Culture at European level, which gave an important role to mobility⁵. Removing obstacles to mobility of artists and cultural professionals has been included amongst the five priority areas for action in the *EU Work Plan for Culture 2008-2010*, through which the European Agenda for culture is implemented. As part of the newly introduced open method of coordination among EU Member States, an Expert Group on Improving the Conditions for the Mobility of Artists and other Professionals in the culture field was set up in March 2008.

This dimension has been renewed in the *Green Paper. Unlocking the potential of cultural and creative industries*, where the EU invited to "harness the potential of culture as a catalyst of creativity and innovation in the framework of the Lisbon Strategy for growth and jobs."⁶ Mobility also appears as a cross-cutting theme in the three civil society platforms (Access to Culture, Cultural industries and

⁴ ERICarts study mobility matters: www.mobility-matters.eu, including the specific profile of Belgium mobility funds by Joris Janssens: <http://www.mobility-matters.eu/web/mobility-schemes.php>

⁵ "The following specific objectives should be addressed: to promote the mobility of artists and professionals in the cultural field and the circulation of all artistic expressions beyond national borders, to mobilise public and private resources in favour of the mobility of artists and workers in the cultural sector within the EU, to promote the mobility of works of art and other artistic expressions and to improve European coordination for aspects affecting mobility of cultural workers within the EU in order to take into account the needs resulting from short term and frequent mobility between Member States.", Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions on a European agenda for culture in a globalizing world, 2007, (SEC(2007) 570) /* COM/2007/0242 final).

⁶ 2010, European Commission, DG Education and Culture COM(2010) 183, 20 p

Intercultural Dialogue) set up by the European Commission as a means to facilitate a structured dialogue with the cultural sector.

As an accompanying measure, the European Commission launched a study funded by the Culture Programme to provide an overview of a typology of the mobility schemes which already exist in Europe, to identify any gaps and to propose recommendations for possible action at the EU level: this led to the *Mobility Matters* study, carried out by the ERICarts Institute. At the end of 2007, the European Parliament voted an additional line (1,5 million euros) on the 2008 budget dedicated to supporting the environment for mobility of artists through a new pilot project. This led to the launching of a feasibility study for a European wide system of information of the different legal, regulatory, procedural and financial aspects to mobility in the cultural sector on one part, to the networking of the existing structures supporting mobility in different sectors. Then, at the end of 2008, another new budget line was voted on the 2009 budget (1,5 million euros), for the continuation of that pilot initiative. The objective is to enable the matching of all existing mobility funds, programmes and schemes.

To this purpose, a call for proposals was published by the European Commission in March 2009. The Commission received 102 applications which were evaluated: "Artists' Moving and Learning", a consortium lead by ENCACT, was amongst the selected projects. Over the last two years, ten national reports and this comparative study have been produced by the international team.

The focus chosen in this study is specific from a double point of view:

3. Mobility

The International Network of Contemporary Performing Artists (IETM) defines mobility as short, medium or long term⁷ move across national borders, for professional purposes. Concerning artists or cultural operators, this could include visiting a festival for prospecting, attending a network meeting, making a residency, making a performance tour, or taking a temporary or permanent job. One of the problems with prior studies concerning artists' mobilities is that a "bias has prevailed in traditional research as to the type of mobility studied. Most research has focussed on "migration proper", that is, on long-term or "final" mobility of persons, and related "drain" and "gain" between a sending country and the receiving country".⁸ In this case, we have chosen to work on middle term mobility and to focus on the benefits of the mobility for the concerned individual, i.e. the artist.

4. Artists:

According to the **Recommendation concerning the Status of the Artist** from the UNESCO conference in Belgrade (1980)⁹, an '**Artist**' is taken to mean any person who creates or gives creative expression to, or re-creates works of art, who considers his artistic creation to be an essential part of

⁷ Short term: 1 month; medium term: 6 months; long term: more. <http://www.ietm.org/>

⁸ Dynamics, Causes and Consequences of Transborder Mobility in the European Arts and Culture, MEAC Pilot Project (2005-2006), Arts and Culture. A summary of pilot project results with suggestions for further research the ERICarts Institute for the LabforCulture, 2006, p. 38

⁹ Recommendation concerning the Status of the Artist, UNESCO, October 27th 1980, 21st General Conference of the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization, Belgrade. http://portal.unesco.org/en/ev.php-URL_ID=13138&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html

his life, who contributes in this way to the development of art and culture and who is or asks to be recognized as an artist, whether or not he is bound by any relations of employment or association". Very few UNESCO member countries, including European countries, have translated these recommendations into the frameworks of their national cultural policies.

Working with the artist's definition given by the UNESCO, for the purposes of the survey, we have however tried to cover a vast range of art sectors. We have however not considered writers and film makers, basing ourselves on two arguments: the choice or work of arts which could travel without encountering language translation problems, and also a concern for creators rather than interpreters. We have then centered our analysis on the interviewed artists' experiences and have based this report on their discourses. We believe that these narratives have a lot to tell us about moving and learning interactions.

This methodological posture makes this survey a pilot project on the mobility of artists in the sense that it addresses the effects and impact of their mobility. It also answers a challenge the concern for life-long learning that appears central in culture policies.

What is at stake is the study of the specificities of artists' mobilities. Artists may move like other type of mobile professionals, what makes a difference is their learning. The personal impact of mobility on artists' creative capacity, but also their ability to generate, both in the hosting country and in their place of origin, a variety of outputs makes artists moving an essential element in the creative sphere which the EU wants to enhance.

2.2 Context of the country for mobile artists

Artists' mobility through travelling is constituent of the artist's social and aesthetic status. In its modern definition, the artist is born when he gets the possibility to go and learn his art by the imitation of Greco-roman, giving birth to what would become Renaissance art. Italy is then the privileged destination. And what would have been the Renaissance in Europe without the travels to Italy? Later, how can we think romanticism without travels to Germany and Great-Britain? Then, in the 19th century, a trend of "orientalistic" literature and paintwork developed through artist's travels to the Orient. A critique, mentioning the poet Gerard de Nerval coming back from his Orient trip, wrote: "It seemed that the inner flame consuming him got new fuel".¹⁰ Moving then concerned different categories of artists.

We do not insist more on this aspect: moving is an integral part of the individual aesthetic experience of artists. Moreover, it is, as an object of reflection, part of art itself. Scientifically speaking, a whole part of art history is dedicated to artists' moving, to its significance and its consequences. Historical sociology of cultural transfers has emphasized the importance of artists' travels in the structuring of national

¹⁰ Cited by Labkahand Nematian, La tentation artistique dans le Voyage en Orient de Gerard de Nerval, revue Téhéran, n°1, Décembre 2005

cultures and schools of thoughts. "Nothing is more international than the development of national cultures".¹¹

Besides the individual aspect of learning, mobility may also be considered as part of cultural policies. Numerous structures and institutions, of public and private status, exist at European, national and local level, some with general, other with specialised vocations. The different national reports reveal that artist's mobility support mechanisms do both exist on national and on regional level. At national level, ministries (of culture and/or of foreign affairs), national institutions, agencies and funds of public interest provide a large variety of mobility support for artists (AFAA in France, the British Council in Great Britain, INAEM in Spain etc)..

The various types of support mechanisms exist, directed to individuals as well as artistic companies, and may be categorised as follows:

- Scholarships and study programs (for an academic year and/or summer school);
- Specific support programs for artists who travel abroad for their work and/or training;
- Programs and projects that help artists and arts groups to tour other countries;
- International Artists Residencies.

These types of mobility support may either be the main issue of the organisms at the different levels involved, like *Visiting Arts3* (UK national agency) and *Homogene Groep Internationale Samenwerking* (Netherlands mobility Fund), or be included in a wider range of various forms of artists supports. This is the case for example for the Spanish INAEM (National Institute of Performing Arts and Music), the Calouste Gulbenkian Foundation in Portugal, the Hungarian National Cultural Fund (NKA) and, generally, cultural institutes in the different countries.

Artists more or less depend on support mechanisms at national level. Their dependence on national programmes seems to be specifically high in Portugal. In most countries, however, a wide range of mobility support mechanisms do exist at regional level. The number and forms of support depend on the administrative systems of the various countries. Decentralised and/or federal countries like France and Belgium with political autonomy at regional level generally dispose of a wider range of locally/regionally acting organisms supporting artists' mobility. For eastern EU-countries, we noticed the particularity of the emergence of city-based organisms (Hungary and Slovakia for example), rather than region-based ones.

In the context of this study, it has not been possible to evaluate the exact number of mobility support measures in the different countries, neither to evaluate the exact number of artists benefiting of those programmes. It seems that most countries saw a significant growth in the number and range of mobility support measures and/or accompanying financial resources. For Spain, for example, the number of mobility support programmes is estimated at over 600. This positive evolution is especially noticeable for east European countries. Most of the references organisms have been created in the 1990s.

11 A.-M. Thiesse, *La création des identités nationales*, Paris, Seuil, 1999

2.3 Method and tools of research

2.3.1 Presentation of the national research teams

A total of 144 interviews with visual and performing artists that have had international mobility experiences have been conducted and analysed in ten European countries by seven research teams (Pacte in France, University of Deusto in Spain and Portugal, Budapest Observatory at Hungary and Slovenia, CPPC in Romania and Mediana in Belgium, United Kingdom and the Netherlands, Ater Fondazione and Inteatro in Italy).

Politiques publiques, Action politique, Territoires (PACTE is a CNRS / University Joint Research Unit focusing on political science, geography, land use and urban planning. The organisation provides analysis of public action and governance, expertise on borders and mobility, and runs a specific research centre dedicated to the evolution of Mediterranean territories.

The Institute for Leisure Studies, *Estudios de Ocio - Aisiazko Ikaskuntzak* at Deusto University in Bilbao is the only academic centre in the Basque Country and in Spain dealing with training, research and documentation in leisure. Its activity – at national and international level - involves an interdisciplinary team of teachers and researchers, alongside experts and professionals from the academic, institutional, corporate and associative world.

The Regional observatory on financing culture in Eastern-Central Europe or The Budapest Observatory was established in 1999 with the support of the Hungarian National Commission for UNESCO. The observatory provides information about cultural activities and products financed in Eastern & Central European countries in addition to conducting analyses, surveys and research, in most cases of a comparative character.

The Centre of Professional Training in Culture or CPPC is among Romania's leading training providers in the cultural field. The training focuses on culture (cultural heritage, library, performing arts), IT (basic training, web design and DTP), project management (including PR and communication), and human resources.

The Foundation Ater Formazione was set up in 1991 as a research and training organisation. As part of its training activities, ATER develops programmes targeting artists, managers and technicians, often from a life-long learning perspective. In addition, ATER operates as manager of the cultural observatory of the region of Emilia-Romagna. Inteatro *Centro Internazionale per la Promozione e la ricerca teatrale* was established in 1977, and is active in the area of theatre and dance with productions, research and training, as well as promotional activities in an international context.

Mediana is a consulting firm founded in 1998 and carrying out studies in addition to providing training for cultural operators as well as technical assistance in the areas of culture, education and gender equality.

2.3.2 Presentation of the survey

Regarding the selection of the artists and the sampling of the survey has been intentional, attending to a balanced representation of gender, age groups, arts sectors and duration (short-termed, long-termed) and types (festivals, residencies, guest artists...) of mobility. In addition to that, artists had to meet the following criteria in order to be eligible for the interviewing process:

- The interviewee needed to be at least 20 years old.
- The interviewee needed to be an artist in the field of performing or visual arts, corresponding to the UNESCO definition of an artist¹².
- The interviewee needed to have permanent residency in the country where the interview took place.
- The interviewee should have had experienced international (cross-border) mobility in the last 5 years and have finished mobility at latest in the year previous to the project.

2.3.3 Presentation of the research tools

2.3.3.1 The questionnaire (elaboration and administration) and its analysis grid

In order to get a deeper understanding of the link between mobility and learning, the project partners opted for a qualitative methodological approach. The matter here was not to count and to measure learning effects, but rather to grasp and describe which kind of learning effects occur and how (under which conditions) they are produced. In order to achieve the necessary normalization between the research teams and the different countries two methodological tools have been selected and adopted by all the partners in charge of the interviewing process: the questionnaire and the analysis grid.

The questionnaire

According to this qualitative approach, a corresponding questionnaire was drafted. Although including some “closed” questions on factual information, it was mainly based on open questions (allowing the necessary degree of freedom for the interviewees to express themselves and explore the issues related to the research topic (cf. Annex 1). The questionnaire had a strong biographical component.

The same questionnaire was used by all research teams. It served as a common guide for all conducted interviews and ensured that the same general areas of information were collected from each interviewee. The questionnaire was thus divided into two main parts, “factual information” on one hand, and the “mobility experience” on the other, both aiming at collecting information corresponding to the three major concerns of the project (as coded in the common document¹³), which meant looking for elements to explicit.

¹² Cf. Note 9.

¹³ 1st Scientific Committee Meeting. Brussels (BE), 20 February, 2009.

- The different traditions of artists' mobility, especially when linked to an educational and professionalization approach,
- The artists' alternative paths of professional development and acquisition of specific skills,
- The possible potential of artists' mobility as an instrument of Life Long Learning.

The first part, "Factual information", referring to the objective, measurable aspects of the artist and her/his experience relates to indicators such as age, gender, educational background or profession, as well as to the destination, duration of the mobility or the employment status during the stay. The second part, "The Mobility experience", collects the more subjective aspects of the mobility in the three temporal dimensions of the experience: before, during and after the mobility, and offers accordingly a more open set of questions¹⁴.

Drafted by the Scientific Committee of the project during 2009, the questionnaire also enabled working with different languages (it was set in by the Scientific Committee that the interviews shall be conducted when possible in the language of the country where the selected artist is permanently residing) starting from the English version document.

The analysis grid

After the phase of interviewing artists and the transcription of all interviews, he collected information was compiled, centralised and normalized in an analysis grid. This grid was the main source of text for the qualitative analysis. It has been conceived as a binary matrix (see chart n°2) which helped to build up a typology of both mobility and learning effects. It was designed and filled to help sort out keys for understanding the answers to the questionnaire, declining each topic according to tendencies discovered in the interviews.

This grid then offered two layers of analysis per interview but also for the overall corpus and allowed to draw a classification of the narratives into "items" (the structuring identifiers of a textual discourse). During this phase, all interviews have been submitted to a variety of treatments:

1. Factual data analysis (cf. the following graphics),
2. Thematic analysis through the grid, allowing the evidencing of "learning effect categories",
3. Systematic discourse analysis through a language corpus analysis with the help of the ALCESTE software.

This choice of multi-level analysis has been determined by the need to explore at the best the comprehensive dimension of the artists' biographies.

The objective of the last analysis phase was to offer a "mobility and learning patterns typology" (. We have evidenced four learning patterns linked to mobility experiences:

- Hyper mobile world artists, whose trajectory roots into multi-faceted mobility;
 - Portfolio artists, who move in order to increase their skills;
-

14 Please refer to annexes for a complete copy of the Questionnaire used for the in-depth interviews.

- Creative mobile artists, who move to stimulate their creative process;
- Gap artists, whose mobility is informal.

This typology was built spotting the impact of mobility on learning (before, during and after mobility) through the thematic analysis and by confronting the results to the discourse analysis realized during phase 2.

A summary of the items examined in the binary grid for their normalization and comparison is provided below:

Topic	Items	interviewee nber.1	interviewee nber. 2	interviewee ...
Factual questions	<i>name</i>			
	<i>artistic name</i>			
	<i>country of residence</i>			
	<i>web info</i>			
	<i>gender</i>			
	<i>age group</i>			
	<i>educational background</i>			
	<i>art sector</i>			
Mobility experience factual informations	<i>profession</i>			
	<i>place</i>			
	<i>date/duration</i>			
	<i>type</i>			
	<i>employment status</i>			
Before mobility experience	<i>private contacts</i>			
	<i>source of information</i>			
	<i>reasons</i>			
	<i>information source</i>			
	<i>expectations</i>			
During mobility experience	<i>personal preparation measures</i>			
	<i>help/support</i>			
	<i>most impressive elements</i>			
	<i>personal impression of place</i>			
	<i>social relations established</i>			
After mobility experience	<i>cultural exchange experience</i>			
	<i>integration</i>			
	<i>learning effects</i>			
	<i>other professional competences</i>			
	<i>communication</i>			
	<i>digital competences</i>			
	<i>learning to learn</i>			
	<i>social and civil competences</i>			
	<i>sense of initiative</i>			
	<i>cultural awareness and expression</i>			
Trajectory of mobility	<i>team spirit</i>			
	<i>duration/chronology of learning effects</i>			
	<i>direct effects (job and employment opportunities)</i>			
Trajectory of mobility	<i>history of travel experiences</i>			
	<i>mobility habitudes of family/ social environment</i>			

Chart n°2 : The analysis grid and its items used for the qualitative interpretation of results

2.3.3.2 Schedule

The different national teams respected a European timing for the realization of the project, which was scanned by the different seminars. After the Kick-Off meeting in December 2008 and the first Scientific Committee of February 2009, the research was launched in every country. 2009 was structured as follows:

- March- April were dedicated to the contextualization of the enquiry and to the definition of the common methodology: discussions on the analysis grid for the questionnaires;
- May- June were devoted to the sampling of the interviewees: spotting of artists and first contacts, selection of the interviewees;
- July- August- September- October: interviews and their transcription, for a first presentation during the Italian seminar in early October. The calendar followed the artists' constraints and our ambition to spot them in their usual work place as well as during festivals or residences which often take place during the summer. A typology of mobilities was then defined;
- November- December: Discussion on conclusions and elaboration of a specific grid to understand the learning effects of the mobility.

2010 was defined by the team as the year for the comparative work: the first months were dedicated to the finalization of the national report, taking into account the need for building good basis for comparison. For that purpose, the enlarged Scientific committee that took place in January in our university set out rules and templates allowing the standardization of information for a European analysis (determination of 5 artists / country whose interviews would be translated to English to be submitted to a common discourse analysis).

2.3.3.3 The analysis method

The choice of qualitative methodology is based on biographical trajectories bibliography: collecting for life stories allows to observe both personal itineraries and context, considering that the individual possesses a capital of experiences which will influence his/ her trajectory consciously and unconsciously (Louargant, 2003). Daniel Bertaux¹⁵ exposes three main functions of life stories: exploratory, explicatory, and expressive.

The A.L.C.E.S.T.E software (Analyse Lexicale par Contexte d'un corpus considéré comme un ensemble de Segments de Textes) elaborated by Max Reinert, psycholinguist, allows to evidenciate the semantic links within a text, thus reevaluating the interest of textual analysis: « the analysis led by ALCESTE leads to quantifying a text in order to extract its strongest semantic structures (those which belong to a same conceptual or psychological field) and its referents (which lead to contents)”¹⁶.

¹⁵ BERTAUX (D.), 1998, Les récits de vie, 128, Paris, Nathan Université, pp. 46-49, (Coll. Sociologie128).

¹⁶ REINERT (M.), 1986, Un logiciel d'analyse lexicale, Alceste, Les cahiers de l'analyse de données, vol.XI, n°4, p.11 ;

From a methodological point of view, the corpus collected through the interviews then becomes a textual kind of information. It escapes from a purely qualitative analysis and can also be treated in a quantitative way... The lexical analysis consists in using language item redundancies and statistics to substitute the reading of a text by the analysis of the lexical elements which are extracted from it: lists of the most frequently used words (key-words), maps visualising the way words are associated (thematic zones) or circumstances or contexts effects (specific words). Statistical textual analysis does not seek to "reduce" the contents of discourses, but rather constitutes a first, interesting treatment of the textual material in order to analyse the lexical fields and discourse categories which may help to reveal a typology. Different kinds of computer software have been invented for that purpose of the statistical treatment of texts, amongst which ALCESTE offers the characteristics which we looked for.

Our methodology thus counts with a statistical analysis of textual data through ALCESTE software. The European corpus was hard to establish, requiring the translation into English of interviews (the software only works in French, English, German, but there was also a problem of compatibility and comparability of corpuses). We have thus proceeded in two phases:

1. **Analysis of the national corpuses:** we have first analysed thoroughly a set of national corpuses, constituted of the exhaustive transcription of interviews. The French corpus (maybe the longest, 143 pages of text) allowed to distinguish major trends and lexical fields, and notably to define four main categories of learning; The Spanish and Portuguese corpus allowed for the emergence of similarities in terms of trajectory patterns and conceptions of mobility amongst artists (however, the institutional aspect of learning was less present) The Romanian corpus, also very dense, was only letting three forms of learning appear.
2. **Analysis of the European corpus:** we have then worked on the basis of 5 translated interviews per country, establishing a set of 50 artists' interviews in English that forms the European corpus (this selection of five interviews having been made by each partner for their pertinence and representative character). However, the corpus appears heterogeneous from a qualitative point of view: the form of interview leading and the quality of the transcription varies from one country to another, linked to different research traditions. Certain interviews are transcribed in direct style, while others use the indirect form. Certain are extensive, while others are made of rapid sentences, without subjects; the level of English language also varies.

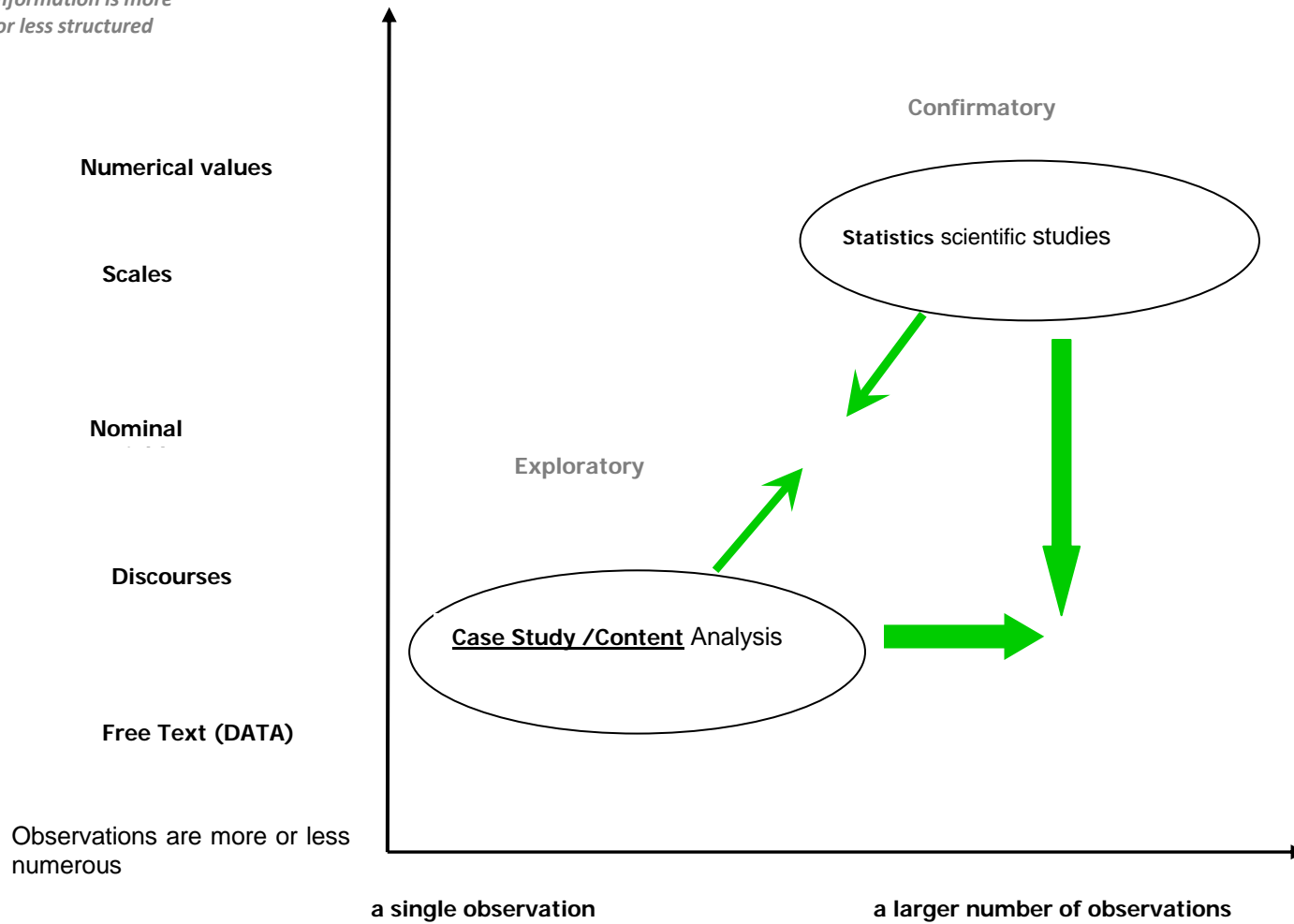
The analysis then followed three steps:

1. A first transversal classification in classes of words, as expressed in the whole corpus, which we consider to form lexical fields;
-

2. A second analysis establishing correlations between words, and thus links between lexical fields;
3. A third step which consisted in sustaining the established classes/types by quotations extracted from the corpus.

Qualitative / quantitative approach

Information is more or less structured



Source : Translation and adaptation from : Sphinx Développement, 2006, *Analyse Lexicale avec Le Sphinx, Manuel d'utilisation*, p.7
Chart n° 3: The ALCESTE method of semantic analysis

3 Findings

3.1 The profile of the interviewed artists

In the frame of the present study, 144 artists in 10 EU Member States, have been interviewed, during recorded, face-to-face, interviews. The full list of artists along with their country of residence at the time of the survey, age groups and art sectors can be found in the annexes.

List of interviewed artists

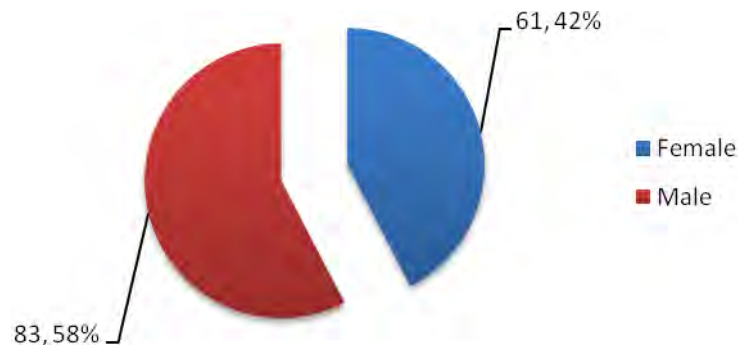
Although the full list of artists along with their country of residence at the time of the survey, age groups and art sectors can be found in annexes, the complete list of the 144 artists interviewed is shown below:

Abad Carles Anna (UK)	Góbi Rita (HU)	Popa Stefana (RO)
Abraham Márta (HU)	Guillermin Sylvie (FR)	Preibsch Sara (UK)
Aitchinson William (UK)	Hamak Farida (FR)	Pungerčič Bor (SI)
Albanese Daniele (IT)	Hillary Moray (UK)	Raulin François (FR)
Alter Myriam (BE)	Hrvatín Emil (SI)	Réti Anna (HU)
Aresta Marco (ES)	Israel Thomas (BE)	Rijk Ellen (NL)
Arlauskas Pinedo Algis (ES)	Jade Manfred (BE)	Roriz Vitor (PT)
Arrieta Blanca (ES)	Janez Jansa	Rousseau Samuel (FR)
Barthelemy Rachel (FR)	Junkera Kepa(ES)	Ruffo Pietro (IT)
Basarab Vlad (RO)	Jurman Ursa (SI)	Rus Parvan Lelia (RO)
Beaucarne Jules (BE)	Katheb Amazigh	Sarmento Juliao (PT)
Bifano Francesco (IT)	Kelly Frank (UK)	Savini Maurizio (IT)
Blavier Annick (BE)	Khamchanla Olé	Schoenaerts Peter (BE)
Brek Darko (SI)	Kovac Iztok (SI)	Scioldo Carlotta (IT)
Brunelli Sonia (IT)	Köves Éva	Sedjal Mustapha (FR)
Bukovec Vesna (SI)	Le Corre Anne (FR)	Sedlacek Saso (SI)
Burlacu Dragos (RO)	Leo de Blas Jana (ES)	Serlenga Anna (IT)
Miguel Carvalho Tania (PT)	Looemji Cynthia	Shrigley Gordon (UK)
Casadei Monica (IT)	Luc Maria Eugenia	Somesan Cosmin (RO)
Catarzi Claudia (IT)	Moldovan Veronica Macarie (RO)	Stefanescu Varvara (RO)
Ceccarelli Matteo (IT)	Marion Thierry (FR)	Stegnar Katarina (SI)
Cirri Claudio (IT)	Maris Piet (BE)	Steil Jean-Sébastien
Clairbois Michel (BE)	Mastan Bruno (RO)	Strijbos Jeroen (NL)
Clément Nicolas (BE)	Mesli Tarik (HU)	Strukelj Miha (SI)
Clenci Tibi (RO)	Michelletti Franck (FR)	Sztankov Iván (HU)
Cooper Barry (UK)	Mihalcea Mihai (RO)	Tartare Jean-George (FR)
Crespo Borja (ES)	Miranda Bilbao Jasone	Telese Emilia (UK)
Cristescu Ioana (RO)	Moica Pungercar Marija (SI)	Tenthorey Pierric (FR)
Csiszér Zsuzsi (HU)	Moreira Miguel Jorge (PT)	Tialin Tom (NL)
Ramos de Barros Maria (PT)	Nanca Vlad	Tomazin Irena (SI)
de Beaufort Anne (FR)	Nausikaa Slagboom	Tóth Péter (HU)
de Boer Maze (NL)	Nausikaa Antoinette (NL)	Újvári Milán (HU)
de Maar MARRIGJE (NL)	Nedregard Agnes (UK)	Vaiana Pierre (BE)
de Vries Marijke (NL)	Nell Rolina (NL)	van Doorn Annregien (NL)
Dean Sally (UK)	Nemes Ioana (RO)	van Kemmenade Paul (NL)
del Castillo Naia (ES)	Nigra Carlo (IT)	van Rijswijk Rob (NL)
di Salvo Fabio (IT)	Nyúl Erika	Vanden Eynde Maarten (NL)
Diaconescu Tudor (RO)	Octors Georges (BE)	Varga Gabor (HU)
Diana Lucio (IT)	Oliveira Gala Monteiro Vania	Varga Minerva Patricia (HU)
Dias Sofia (PT)	Euridis (PT)	Vercelli Bernardo (IT)
Dos Santos Mesquita André (PT)	Olmos Enrique (ES)	Villena Fernando (ES)
Dragan Marcella (RO)	Ooms Christel (NL)	Williams Alys (UK)
Ducaru Camelia	Palomino Obrero Jesús María (ES)	Williams Eleanor (UK)
Evazzadeh Vahid (UK)	Panzavolta Alessandro (IT)	Wynants Marc Antoine (BE)
Fejérvári János (HU)	Pas Roma (NL)	Yebra Igor (ES)
Frier Marie (FR)	Patané Giangaetano (IT)	Yengibarjan David (HU)
Fuks Myriam (BE)	Patriarca Francesco (IT)	
Gabero Ziad (UK)	Peake Florence (UK)	
Gaigne Pascal	Pervolovici Romelo (RO)	
Garbarski Tania (BE)	Pettersson Ann (NL)	
Garcia Castro do Santos Miguel Joao (PT)	Pistanha Soares Ligia Maria (PT)	
García Velayos Jorge (ES)	Pontes Pereira Vitor Hugo (PT)	

When selecting all interviewees for the national reports, a balanced approach has been observed as much as possible as regards the following criteria:

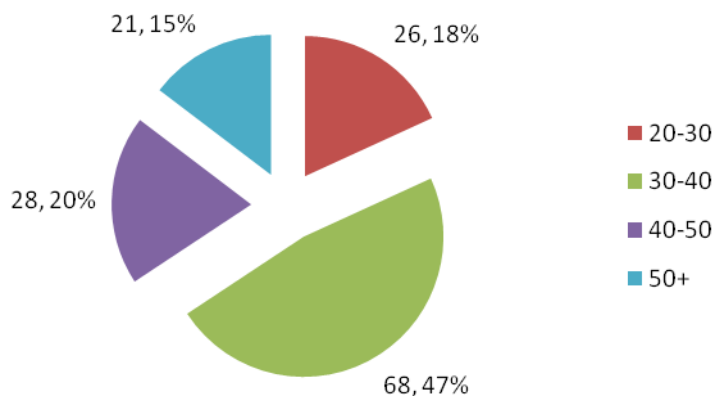
- Gender balance
- Balance between artists from the visual and the performing arts
- Different age groups
- Balance between artists having experienced long-term (beyond 3 months) and short-term mobility (between one day and 3 months)
- Balance between artists having had different mobility experiences (e.g. artists having participated in festivals, in residencies, as guest artists in perform

Gender



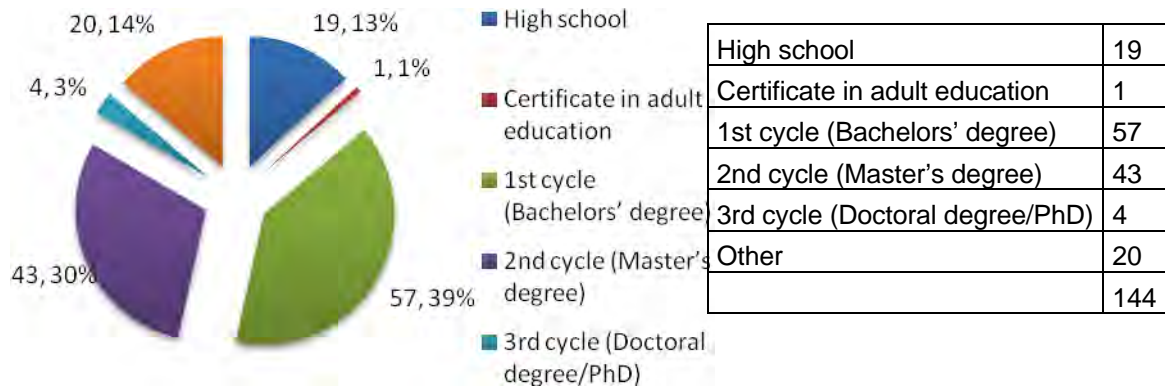
83 male artists (58%) and 61 female artists (42%) have been interviewed in total in this project. Despite the conscious effort from all national research teams to achieve a gender balance, as stated in the methodology of the project, both the National Reports and the European Report show a clear gender bias toward male artists.

Age



All four age-group categories (between 20 and 30, between 30 and 40, between 40 and 50 and over 50 years old) are represented in the sample, although the 30-40 group is clearly dominant, taking 68 out of 144, representing 47% of the interviewed artists. The remaining three age groups show values close to 15-20% of the sample, with 26 cases below 30, 28 between 30 and 40 and 21 over 50 years old.

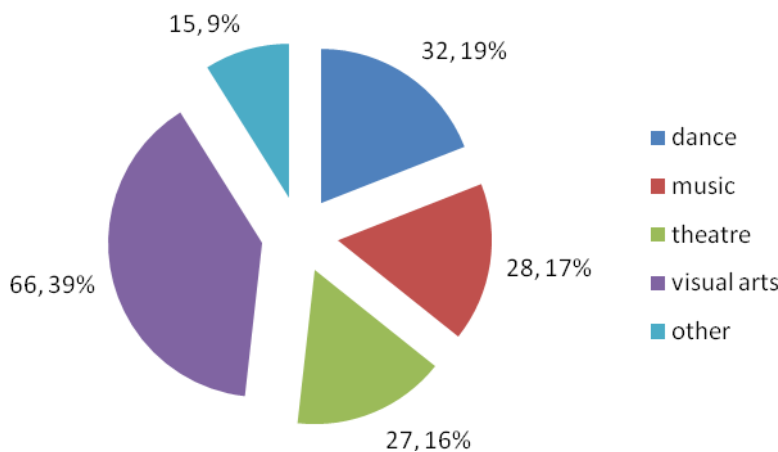
Educational level



The questionnaire provides six broad categories regarding the formal educational background of the interviewees: High school, Certificate in adult education, 1st cycle (Bachelors' degree), 2nd cycle (Master's degree), 3rd cycle (Doctoral degree/PhD) and "other". Some trends can be tracked out of the 144 profiles identified. The majority of artists show a university level background (72% of the total). 57 artists have mentioned a Bachelor's degree, 43 a Master's degree and 4 a Doctoral degree. 20 artists have mentioned other options such as arts academies, conservatories, or consider themselves as autodidacts.

Artistic activity

The question of the artistic activity or the artistic sector in which the interviewees operated turned out to be both the most difficult to categorize as well as the richest to interpret from in the "factual" part of the questionnaire. The artistic activity clearly spills over the initial five categories (dance, music, theater, visual arts, other) as artists tend to work on a variety of disciplines and fields. This trend is stressed by the fact that more cases than individual responses have been registered - 168 cases from 144 answers-, reflecting the interdisciplinary activity and nature of many artists.



On the other hand, the "other" category is especially rich and expressive in this regard, showing non-categorized answers mixed with more traditional categories. Examples of this diversity can be found in answers such as "visual arts (drawing, film, artist's books, architecture)", "music/interdisciplinary", " Theatre + literature", "Music, design, photography, texts" or "Visual arts, cinema, comics, press, cultural management".

Explicitly non-disciplinary or non-sectorial answers were also found: "Interdisciplinary performance", "I don't have a definition. I use the media that I consider to be adequate. I'm quite multifaceted." or "Multidisciplinary. Performing arts with strong visual arts components Started with painting and theater".

Overall, there are more cases of performing artists (87 cases, counting dance, music and theater) than visual artists (66 cases), but the scrutiny must be nuanced by the blurring of categories mentioned before. 15 out of 168 cannot be suitably categorized into these five options, and many contain multiple answers [dance and music, theater and visual arts, performing arts (open in categories)...].

It is to be noted that artists tended to question a clear-cut categorization and to overlap arts sectors (dance and theater, music, design and photography, theater and literature...). A trend towards multidisciplinary and interdisciplinarity can also be found, alongside a continuous reference to a non-sectorial, integral understanding of the artist's figure.

It can be concluded that artistic sectors are not hermetic, final realities, but flexible, dynamic areas in relation to one another. This interstitial, interdisciplinary approach has been repeatedly noted by the interviewed artists as a possibility for exploration and expression.

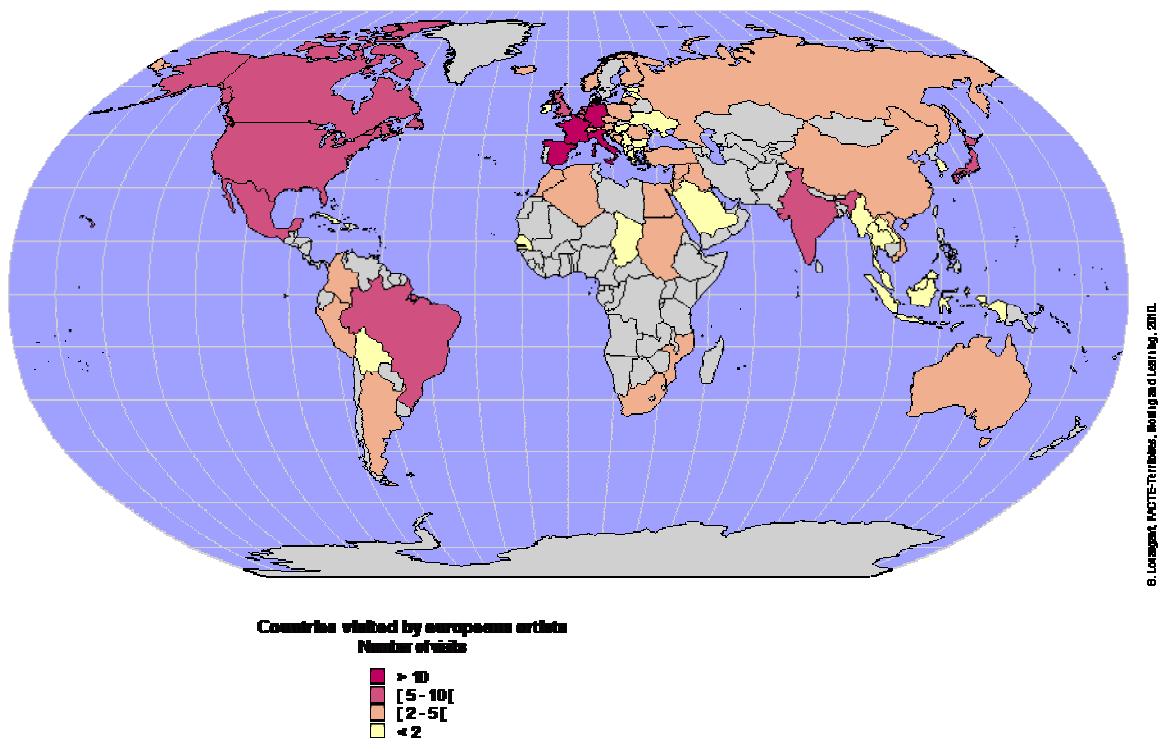
3.2 Mobility patterns favouring learning

3.2.1 Mobility destinations favouring learning

Overall 62 countries were mentioned by the artists as the host for their selected/highlighted mobility experience. The complete list includes: Italy, Iceland, China, Japan, Israel, South Africa, Argentina, Germany, Greece, Romania, Norway, Croatia, Bosnia, USA, Canada, Lebanon, Indonesia, Lithuania, Hungary, Belgium, The Netherlands, Czech Republic, Spain, Québec, Vietnam, Dominican Republic, Algeria, Morocco, Jordan, Iraq, Mozambique, Senegal, Mexico, France, Switzerland, Scotland, Serbia, Malaysia, Singapore, Australia, Bosnia-Herzegovina, North Ossetia, Brazil, Albania, Denmark, Great Britain, Austria, India, Egypt, Peru, Poland, Syria, Bolivia, Bulgaria, Colombia, Cuba, Chad, Finland, Ireland, Luxemburg, Saudi Arabia, South Korea, Turkey and Russia.

Although Europe, and more specifically the European Union, has been a favoured destination for many of the interviewed artists. In any case, mobility experiences were not limited to the European continent. The following figure illustrates the mentioned destinations, coloured by the number of times the country has been mentioned as the host country for the selected mobility experience.

Figure: Artists' global destinations with number of visits



Source: PACTE-Territoires, 2010.

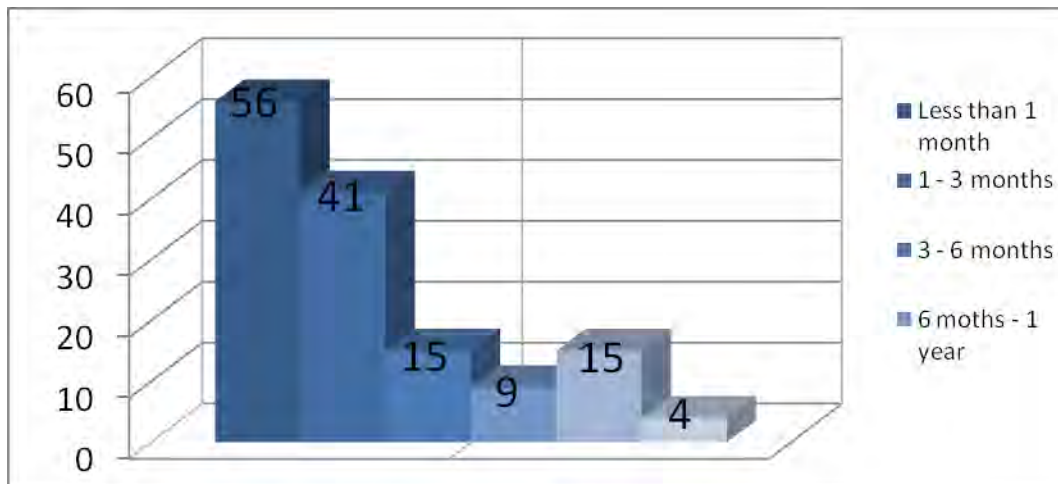
There were no differences between performing and visual artists in terms of the destinations, as well as no clearly identifiable increased learning because of certain destinations. All destinations proved to be equally valid in terms of learning benefits for artists.

3.2.2 Duration and frequency of mobility favouring learning

Duration

The mobility experiences of the interviewees show different lengths, between three days and twenty months. The shortest forms, those lesser than a month, appear related to the participation in festivals, exhibitions, etc., due to the fact that interviewees mostly travelled for guest performances as performing artists. The longest stays are related to artist residences and teaching opportunities.

Figure: Duration of artists' mobility experiences



Again, no difference could be detected regarding certain lengths being more beneficial to artists' learning experience compared to other lengths.

Frequency

It is very rare that the interviewed artists have had just one moving experience. More so, a general pattern is found in which the first mobility (formal or informal) generated the wish for additional moving experiences as well as specific opportunities for further mobility.

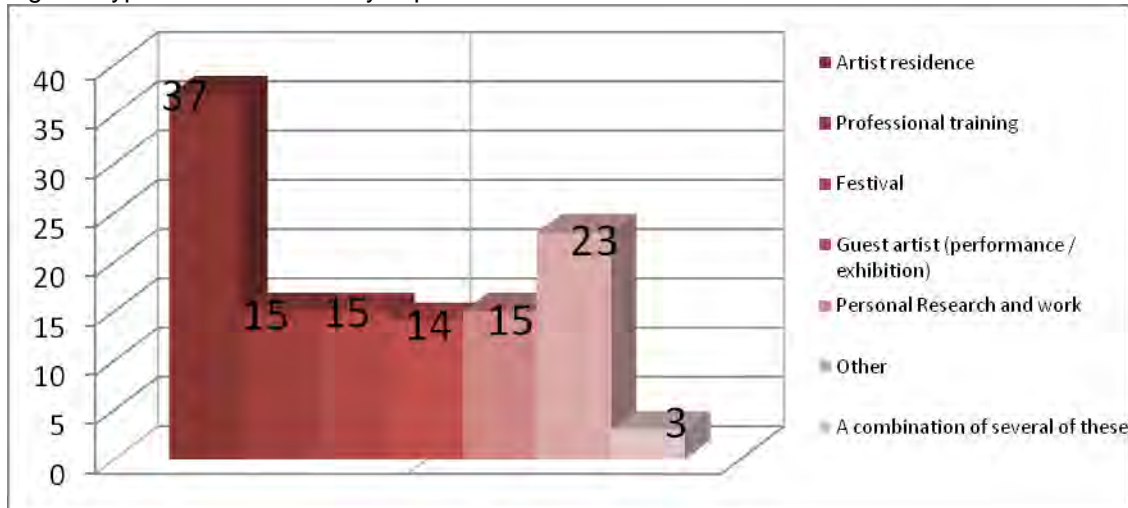
Frequency of the mobility periods in artists' life is rather diverse depending on the age and previous experience. Old artists portray themselves as less receptive to mobility than younger ones, often for family reasons. Our observation is that artists between 30 and 45 are ready for being mobile and look for inspiration if they see a good chance for that. This while artists over 50 tend to use the path they developed over years, going back to the same place, city or village. Younger artists just try to be mobile and if they succeed and have a satisfactory experience they might become regular guests in foreign stage or gallery.

We also note the pattern of intermittent mobility experience, in which the artist travels regularly between two cities and develops an understanding of their home being located simultaneously in different cities and countries. This feeling is also expressed in the notion of "living between two cities". It is interesting to note that the duration of the experience is not necessarily in relation to the significance of it, shown by the cases of artists that highlight short experiences over longer ones.

Types of mobility experiences favouring learning

Residences, concert tours, international conferences, training/studies and festivals are all types of mobility experiences mentioned by the interviewees. Types of mobility experiences are in a high degree dependent on the art field: visual artists mostly go to residences and spend some time abroad for their personal work, while performing artists (mostly musicians) participate in festivals or go touring. Artist residences represent all sectors of art studied in this project, both visual arts and the performing arts (music, dance and drama). Of all the artists interviewed, most of the experiences of mobility related to training have been primarily focalized in the field of visual arts, but also in the performing arts (music).

Figure: Types of artists' mobility experiences



No specific type of mobility experience is outstanding as regards learning benefits for the interviewed artists, they seem to be all equally beneficial for artists.

The main finding of the analysis on the types of moving experiences favouring learning in the whole panel is that all types of moving experiences seem to favour learning. Learning effects and their intensity seem to be determined by the personal predisposition (capacity/openness/curiosity/habitude to move during childhood/desire to overcome intellectual and cultural barriers) of the artists rather than the types of mobility themselves.

Contacts in the host city/country favouring learning

The majority of the interviewed artists indicated that they had private or professional contacts in the host country before going there. Very often these contacts were established thanks to friends or as a result of participating in other stays, exchanges, festivals, collaboration in long terms, etc. However, prior contacts have not been determining when choosing a specific destination. In some cases local contacts came only as a second argument to justify the mobility choice.

In the case where no previous contacts existed, the importance of meeting people in the host city/country and of accessing artistic and cultural circles is highlighted.

There is no evidence that certain contacts favoured more the learning of artists than other ones. Although in general contacts seem to be helpful in any mobility and learning experience of artists, sometimes the effort required to adjust and/or the fact of "feeling lost" stimulated the creativity and the integration process.

Information sources favouring learning

It can generally be stated that relevant information regarding international mobility both for visual and for performing artists does exist, but it is not easily available. In fact there is a strong disparity in the access to information sources. The interviewed artists have found information about the opportunity to participate in the selected experiences of mobility from very different sources of information, ranging from professional contacts to personal contacts, public calls, etc.

Most of the interviewees accessed the mobility experience through professional sources contacted by other organizations; and it was often been stated that artists learned from the existence of mobility-opportunities through both personal and professional sources.

The Internet and professional contacts were the most important sources used by the artists to gather information about the destinations and the programme. Dedicated websites (such as *Transartis*) are taken as useful to compile information about residences, festivals and studies. Friends, fellow artists and other professionals in the artistic field (former teachers, gallery owners, etc.) are equally important when it came to deciding where to go, which highlighted the importance of networking for artists.

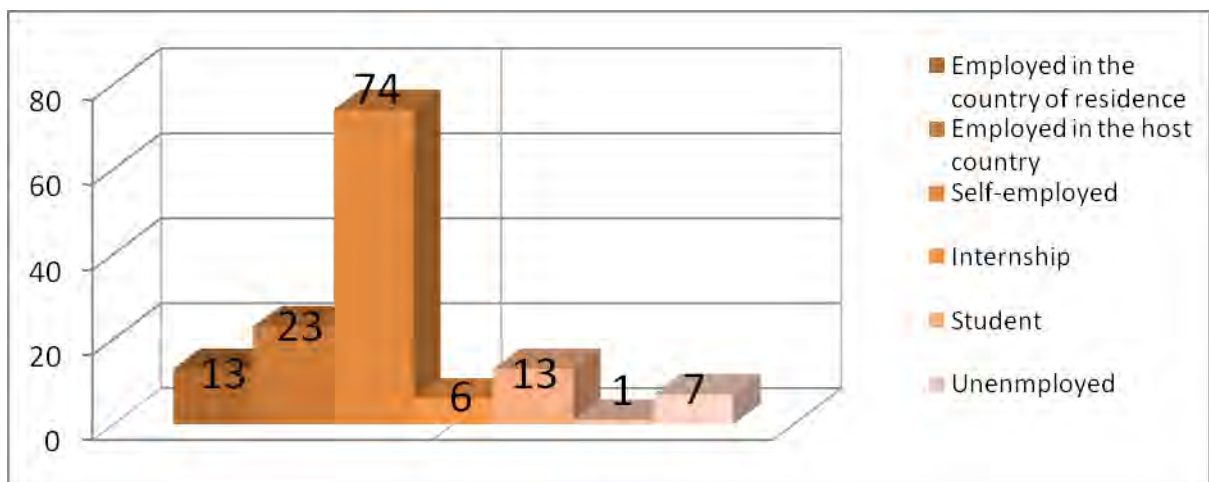
Again there is no evidence that certain information sources favoured more the learning of mobile artists. On the contrary, the need of relevant information is stressed, independently of the sources.

Employment status during mobility experiences favouring learning

The positions held by the artists interviewed during their international stays reflect a balance regarding the typologies proposed in the study. All statuses proposed in the guidelines are reflected (student, internship, self-employed, employed in host country, employed in country of residence but temporarily "posted" by his/her employer to host country).

The most reflected status is self-employed, followed by student-status. Other stated statuses include such as health-leaves and diverse simultaneous employment statuses during the mobility (student, self-employed, employed in host country...)

Figure: Employment status of artists during the mobility experiences



There is no evidence that a certain employment status favours more learning benefits than another one, although the figure of the artist appears to be linked to the "self-employed" status in a majority of cases.

Support mechanisms favouring learning

Most of the interviewed artists received some kind of financial or logistical support for their stay abroad. In some cases, non-monetary support in the form of recommendation letters or networking opportunities were mentioned as useful door-openers for artists going to destinations where they were unfamiliar with the art scene. However, the nature and level of support differed strongly between the artists.

Funding is available from the governments, foundations, universities, or organizers of the mobility programmes. In most cases host governments supported the artists based in the country, not only the national ones.

For some artists it was sometimes difficult to get external funding for residences, as the artists often preferred to keep the outcome open. Financial support provided by the residence programme itself was all the more appreciated.

The support received did not necessarily cover all the artist's expenses during their stay. Some artists stated that financially, they made a loss during their mobility experience. But even not getting any support would not refrain some of them from going abroad, as visual artist Rolina Nell, from the Netherlands stated: "I wanted to do my trip anyway, even if I didn't get any money; I had some savings which I could use".

In general, support mechanisms make possible or strongly ease the mobility of the artists, but there is no evidence that specific support systems favour more the learning benefits of mobile artists.

3.3 Impact of mobility patterns on learning

We have thrived to interpret the artists' interviews in order to evidence a link between moving and learning. The patterns of artists' moving appear to look very much like that other components of society: the 30-40 years old is the more mobile, amongst which men are over-represented (women being hindered in that dynamic by their familial schemes). However, what may differentiate the artists group from other social segments is their ability of making out of lot of their mobility. This study has allowed us to show that artists' moving has a double territorialization impact, in the hosting society as well as in their place of origin, thus going further than Richard Florida's initial hypothesis that creative activities can induce economic clustering followed by urban renewal.¹⁷

The interviewed artists had formal/official moving experiences, aiming different kind of objectives: teaching programmes (of techniques etc.), exchange, production etc., enabled through participation on festivals and workshops, international projects or official residencies. However, informal mobility (in the sense of absence of financing through an official organism) such as private travels, meetings etc. showed up to be as frequent and personally important for the artists as the formal ones.

That mobility impacts learning was the central hypothesis of this research and was impressively confirmed, in all the countries where artists' interviews were led. What artists have revealed is however quite heterogeneous. While members of an orchestra, of a dance or theatre company may travel extensively, the learning effect of their travelling experience might not exceed that of any other person travelling. What does make a difference; it seems to us, is the opportunity that is given of modifying the approach to one's own art, and of incorporating the newly encountered sensibilities into one's works. Of course, the learning effects need not be related to the very form of one's artistic expression, it sometimes has more to do with the expansion of one's personal awareness, to communication skills and to insight.

One of the main finding of the analysis of the types of moving experiences favouring learning in the whole panel is that all types of moving experiences seem to favour learning: the formal as well as the informal one, long trips as well as short ones. Indeed, learning effects and their intensity rather seem to be determined by the personal predisposition (capacity/openness/curiosity/habitude to move during childhood /desire to overcome intellectual and cultural barriers) of the artists than the types of mobility themselves. What may differentiate the impact of mobility is the age at which the mobility is undertaken: the youngest the person, the longer will be its effect, and moreover, moving at an early step of life often generates the desire for future mobility experiences and induces what we have defined as a "snow-ball" effect.

¹⁷ Florida, R. (2002). *The Rise of the Creative Class: And How it's transforming work, leisure, community and everyday life*. New York: Perseus Book Group
 Scott, Allen J. "Creative Cities: Conceptual Issues and Policy Questions," *Journal of Urban Affairs*, 28, 2006, 1–17.
 The impact of culture on creativity, 2009 (European Year of Creativity and Innovation), European Commission / KEA
 European Affairs & Bop Consulting 240 p. http://ec.europa.eu/culture/key-documents/doc/study_impact_cult_creativity_06_09.pdf

“Yes, I met other artists, I am still in contact with some of them, continued working for 3 years with gallerist. when I went there I learnt Italian within a month. Yes, I felt integrated, especially when I went there afterwards, I went there five or six times, and I started to feel at home, I met the same people, I had a certain bar I wanted to go to, it is my favourite Italian city, I still have a special feeling with Naples”, Maarten Vanden Eynde, visual art, Pay-Bas.

We are aware that our questionnaire led artists to look more for positive than negative aspects of their mobility, and we did not focus on the difficulties of the social and economic status of the artist abroad. What we have understood was that even bad experiences constituted learned experiences.

« I learnt to mistrust gallerists, to have written contacts, clear conventions. I am much more careful now. I protect myself more than before, I work on less projects also, I think I learned that also (...). » Thomas Israel, visual and performing artist, 30-40, Belgium

About a residence in Eissen that disappointed him on the contents and more because the cultural operators and directors extensively criticized Italy's cultural management flaws, isolating him. But on his return, he was very happy about the show he had created there. Daniele Albanese, dancer, Italy

We could not however make this statement without qualifying it, and looking out for learning effect specifications. We have worked in two directions, presented below. We have first try to specify what life-long learning could mean to artists and this has led us to the definition of a capacities portfolio. We have then tried to point out regional effects which could allow us to distinguish moving and learning patterns in the different countries considered in the study.

If it is considered that multisectorial activity and professional polyvalence can constitute more than constraints is a life-long career, we can understand how learning linked to mobility may conform an essential element of artists' know-how. “(...) The diverse sequences of a professional life, of course, make the ingredients of an associated activities portfolio: the progression in one's career will usually mean the passage from a non-planned dispersion to a more mastered organisation of multiple activities and of mobility on the labour market”¹⁸ (Menger, 1997).

¹⁸ “La différence majeure entre les diverses séquences de la vie professionnelle réside bien sûr dans la composition du portefeuille d'activités associées: la progression dans la carrière signifiera ordinairement le passage d'une dispersion non voulue des activités à une organisation plus maîtrisée des activités multiples et de la mobilité sur le marché du travail. », MENER Pierre-Michel, 1997, « L'activité du comédien. Liens, indépendances et micro-organisations », Réseaux, 15(86), 1997, p. 59-75.

The first step consisted in classifying all the acquired skills and competences through a typological work based on social and spatial capital literatures¹⁹, which has led us to build the following grid which was then essential for building up the European comparison. We distinguish spatial, social, economical, cultural, organizational learning which constitute the columns of the table, and through which the competences acquired through the mobility experience are then declined. One essential field may appear absent, that of artistic, or aesthetic learning. Artistic competencies as acquired by moving can be identified (liberation from socio-cultural formatting, better/more creativity. We believe that this dimension is transversal to all of those presented here. This is so strong that that mobility sometimes tends to become the subject of the artists: movement, transgression, frontiers become a theme of creation, while some artists tend to invent "mobile" works and/or culturally "hybrid" products.

We therefore offer to distinguish two aspects of artists' learning from moving, which appear in the following tables:

- Productive interrelations, which relates to:
 - Economic competencies (opportunities for insertion in promotion and production networks, knowledge of financial situations of artists in other countries).
 - Social competencies (creation of social and intercultural networks, capacities in transmission of knowledge).
 - Organisational competencies (funding research and administrative skills, better professional networking).

- Territorialities (of changing and crossing), which relates to:
 - Spatial competencies (knowledge of other places and networks, towards nomad-artists etc.);
 - Cultural competencies (language and multiculturality).

19 CAIRE G., 2004, « Innovations », Cahier d'économie de l'innovation, n°20, L'Harmattan, 282p.

CALLON M. & al., 1999, Réseau et coordination, Economica, Paris, 194 p.

MENGER Pierre-Michel, 2002, Portrait de l'artiste en travailleur, métamorphoses du capitalisme, Le Seuil, Paris.*

PUTNAM (R.D.), 2001, « Social capital : Measurement and Consequences », in J.F. Helliwell (ed) : The contribution of Human and Social Capital to Sustained Economic Growth and Well-Being : International Symposium Report, Développement des ressources humaines Canada et OCDE, Ottawa, cité dans Politiques à l'appui du développement durable, Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau ministerial.

SCHULER T., 2001, Complémentarité du capital humain et du capital social , ISUMA, printemps, pp. 20-27.

SEN A., 1993, Ethique et économie, PUF, Paris, 364 p.

Moving and Learning : ARTISTS' CAPACITIES PORTFOLIO

Capacities Portfolio	Economic learning	Organization learning	Spatial learning	Social learning	Cultural learning
Status	<ul style="list-style-type: none"> - Better knowledge of salary and retribution level and of the state of the art market in the various countries 	<ul style="list-style-type: none"> - Governance - Stimulation of candidature to calls for propositions addressed to artists 	<ul style="list-style-type: none"> - Political status, history, East / West and North /South cohesion - European citizenship 	<ul style="list-style-type: none"> - Social valorisation of mobility in the country of origin; - Incorporation to artists networks / to urban elites = social privilege; - Copyright claim - Moving as a chosen precarity 	<ul style="list-style-type: none"> - Artist and intellectual role in the building of European citizenship - Promotion of « francophonie »
Information	<ul style="list-style-type: none"> - Knowledge bringing - Art market - Economic positioning for production 	<ul style="list-style-type: none"> - Cultural monitoring and scanning - Better knowledge of cultural observatories 	<ul style="list-style-type: none"> - Geographical and territorial knowledge 	<ul style="list-style-type: none"> - Social transactions for citizenship 	<ul style="list-style-type: none"> - Projects and artistic context of the country of origin knowledge bringing
Networks	<ul style="list-style-type: none"> - the feeling of a lack of understanding by local authorities and public funders - a trajectory with radical changes - several travelling places - personal funds 	<ul style="list-style-type: none"> - creation of a international network - Creation of associations or adhesion to associations to stimulate links and enter into official networks enables moving 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquisition of multidimensional international networks - Growth of mobility goes together with a better national visibility 	<ul style="list-style-type: none"> - Looking for innovation and responsive audience - Artist is not in conscious learning process - A research of confrontation, cultural change based on informal networks 	<ul style="list-style-type: none"> - Intra-generational ; - Inter-generational (educational and socio-professional milieux) ; - Interculturality ;
<p>Anne-Laure Amilhat-Szary , Kirsten Koop, Sophie Louargant, UMR PACTE, 2009</p>					

Moving and Learning : ARTISTS' CAPACITIES PORTFOLIO

Capacities Portfolio	Economic learning	Organization learning	Spatial learning	Social learning	Cultural learning
Communication/ Valorisation	<ul style="list-style-type: none"> - Mobility is a pretext to learn - Enlarging the horizon of a family life with children 	<ul style="list-style-type: none"> - Learning how to transmit/transfer one's own knowledge - Funding mechanisms knowledge 	<ul style="list-style-type: none"> - Problematics, techniques and know-how transfer and reception 	<ul style="list-style-type: none"> - Transmission and transferring learning - A choice of destinations not based on places but on the quest for a specific know-how learning or the meeting of a specific artist - Strengthening of the artists' socio-cultural role and capacities 	<ul style="list-style-type: none"> - Digital competences - Towards new forms of expression/types of art - Discovering other forms of languages (improvisation, corpora language, hybridation)
Dissemination	<ul style="list-style-type: none"> - Artist's fear of enclosing - Different travelling places promotion et insertion dans les réseaux de production 	<ul style="list-style-type: none"> - Many publics funding 	<ul style="list-style-type: none"> - Knowledge of European towns and of working conditions in different EU countries. - Some-long distance destinations but in a limited number 	<ul style="list-style-type: none"> - a choice of destinations depending on a specific place (Finland) or a specific artist (meeting a choreographer) - Bettering in event organization, especially with a citizenship dimension (varied audiences, i.e. handicapped,..) 	<ul style="list-style-type: none"> - Art travels - Website creation is more and more important - Emergence of information platforms, artists exchanges « comptoirs »

Anne-Laure Amilhat-Szary, Kirsten Koop, Sophie Louargant, UMR PACTE, 2009

Moving and Learning : ARTISTS' CAPACITIES PORTFOLIO

Capacities Portfolio	Economic learning	Organization learning	Spatial learning	Social learning	Cultural learning
Pedagogy	<ul style="list-style-type: none"> - Opportunity effects (exhibitions, galleries, art sales) - Opportunity to take contacts with organisms which facilitate marketing/dissemination and products selling in other countries - Potentialities search - Strong transactional moves (through private market or public funds) - Looking for potential collaborators amongst other artists in the perspective of future collaborations. - Adaptation of the artistic product to the mobility (cf. size and material) - Bettering communication skills through art 	<ul style="list-style-type: none"> - Discovering non intentional coordination mechanisms - Creation of regular exchanges (i.e. between dancers of two countries) - Cultural, identitary, theoretical capitalisation - foreign languages management - urban networking - Understanding of institutional funding mechanisms at Regional level : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Conseil Régional (PACA, Rhône-Alpes) ➢ Réseaux de la francophonie MAE - Involvement in NGO creation processes 	<ul style="list-style-type: none"> - Acquiring knowledge of UE educational programs in the artistic field - language learning 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact on artists' way of life - Social insertion - Cultural, social and civil promotion - Questioning of one's own interpretation system - Becoming an art «teacher» (workshops, master-classes, interventions in art schools) - Artistic residence in educational institutions (i.e. : high schools) - Mixing artists and teachers in art education workshops - Important role of the direct transmission of knowledge - Website creation and promotion 	<ul style="list-style-type: none"> - Looking for confrontation, cultural change - Making cultural learning an insertion factor - Towards more/better creativity : liberation from socio-cultural "formatting" - Learning unknown styles and techniques (of music, dance, etc.) - Cultural exchanges on a technique or a way of thinking - Acquiring an international cultural language - Impact on artists' way of life

Anne-Laure Amilhat-Szary, Kirsten Koop, Sophie Louargant, UMR PACTE, 2009

3.3.1 The productive interrelations learnt by artists while moving

Productive interrelations appear as an important part of their learning to most of the questioned artists, although not necessarily sought for as an initial objective for moving.

➤ **Reinforcing entrepreneurship and sense of initiative**

“I think the sense of initiative is growing by travelling and exhibiting elsewhere; I am much less scared”, Moray Hillary, visual artist, 40-50, UK

“I did fundraising for this project and I now actually teach fundraising to different artists – I established the seed of what would become a very strong part of my career”, Emilia Telesa, UK

“This was a school where I’ve been taught how to put on a show from the beginning to the end, from the project management to details, costumes, design, lights, everything”, Ioana Cristescu, performing artists, actress, Romania

This feeling of economic gains is very strong in most interviews, to the point that some artists express the fact that mobility itself can sometimes appear as an investment:

“Going out there I felt more open to learning, I had paid all that money, and done all that studying, so I felt more committed to the learning process”, Florence Peak, visual and performing artist, 30-40, UK

„The moment you add this experience to your CV this already becomes very important for many people. It’s a quality standard”, Vlad Nanca, visual artist, photographer, Romania

➤ **Networking and building of links appear amongst the strongly relevant social values that moving can develop:**

“Networking and marketing of your own product, at the beginning it’s not so easy (...) but when you do it several times, then you find it’s actually not so hard to do, and most people do it, it’s something you can learn”, Jeron Strijbos and Rob van Rijswijk, musicians, 30-40, Netherlands

“We had conflicts between us, because each culture, each country is different, had its ways of doing things. The processes were different: some more classical, some more modern, some put more effort because they had not worked that way before... We ended helping each other out. We also wrote a letter stating that we were interested in giving continuity to the project”, Victor Hugo Pontes Pereira, multidisciplinary artist, Portugal

➤ **European citizenship**

European exchanges are an important dimension of this multi-dimensional experience of moving. Some artists develop a strong sense of European citizenship

“So with the artists with whom I had established connections, we met again in Czech Republic. And two years later in Poland. So it was in 2005, then 2007 in Poland. In 2007 we invited them here, in the Vercors mountains. Then, the Lithuanian was not able to come, but there were two Czech who,... so that is a network through the cities, and this summer I have been to Germany through this Czech friend, and met the other Polish friend there. That was outside the cities network, but we contacted each other and we discussed on what we wanted to do, how do we arrange ourselves to work together”, Anne de Beaufort, plastician, 40-50, France.

3.3.2 The territorialities (of changing and crossing) acquired by artists while moving

3.3.2.1 Space and place

The link to space and place is heavily influenced by the experience of mobility. Not only does it transform the relationship of the artist to its environment, but it also makes he/she more conscious of it. The artist, who moves acts on various interfaces, is led to multiple crossings. Passing a political border invites him/her to re-consider his/her sense of alterity. This is very present through many works of art on the body, or which refer to gender identity.

➤ Translocalism

Moving enriches one's experience of space, since the mobile person gains the opportunity of discovering other places. What artists relate of their personal feeling about space and place is very rich: they definitely establish that a change in their physical environment is very favourable in producing creative situations. Moreover, they get to express that artistic activity can very much gain not only from the change of place but from a different interrelation between places that some call "translocalism".

"Working in an environment other than the usual had a great influence on my creative process. It dislocates you, forces you to look, to discover, to locate yourself, to adapt. It is very rewarding. You feel less protected, the events have and added value. All very good for the sense, that get aroused and become more alert than usual", Blanca Arrieta, dancer, 30-40, Spain

"Paris, London, Amsterdam, Japan: with the company, we come to this places every year, sometimes twice a year, which gives me a connection with the people who work there but also it makes me reflect each time I get there on what I have done before and what my trajectory is within the company and what the most important pieces. Over 18 years, guest artist (e.g. in festival, arts season event, etc.), employed in country of residence but temporarily "posted" by her employer to host country. Yes, I've been meeting dancers of other companies as I came several times, after a few years you get to know the organisers of the festivals, I also have friends and family ", Annick Blavier, visual arts, 50, Belgium

➤ The risk of changing places

The spatial experience of moving from one country to another is experienced as necessarily positive. Not regarding the difficulties of border crossing which have not been stressed upon within the frame of this intra-European study, the moving artist is bound to be exposed to unexpected difficult situations. The feed-back on these is expressed in terms of risk exposure, which most often, in a *posteriori* statement, is felt has having had a positive impact.

"Strike of garbage men was going on, I immediately got into this situation with piles of garbage, terrible smell, and of course I wanted to know what was going on; I learnt very fast that there is a certain local truth that doesn't make it outside of Naples because of the Camorra, the local mafia, they basically control all professions during garbage pick-up and recycling, they bury it underground or drop it in the ocean, because of all the new regulations Italy has to work very hard to become a real democracy, so that's where I got inspiration, I collected garbage in street and put it in gallery (garbage explosion). I also went to the Vesuvius (Performance on Vesuvius)", Maarten Van den Eynde, visual artist, Holland [about Israel] "The country itself and the state of nervousness, the high security and guns everywhere, that sort of level of tension and the fact that people could live with that, that it becomes normal, that was quite disturbing, also seeing that we're slowly moving in that direction in the UK. I thought in the UK this is about as far as it can go, I was impressed to see that there are societies which can go a series of steps further, in level of producing control, that was disturbing; it was strong to see the artistic response to this situation, although they are marginalised, these voices wanted to make themselves heard in the society", Sara Preibsch, visual art, 30-40, UK

3.3.2.2 Aesthetics and creativity

What artists have told us of the impact of their mobility on their creative activity was both expected and very rich, since they allowed us to qualify the kind of impact that moving could have on the heart of their professional and personal lives.

➤ Art sector opening

One interesting item that came out of the various interviews was the evidence that mobility had an impact on the art sectors practised by the different artists. Moving often made them not only change their style but also encouraged them to explore new sectors: other kinds of music styles for musicians or of body languages for dancers, but also pass from one dominant sector to another.

“In South Africa, I was a painter, I had danced before, but I was a painter. I came back and I moved, I did video, photo... I had opened everything: performance, photo, video, painting”, Anne de Beaufort, plastician and painter, 40-50, France

“Before I didn’t like making portraits. But I took portrait pictures in Syria and actually a lot of them and it was good for me”, Marcella Dragan, visual artist, photographer, Romania

“ Concerning myself, as I was looking for a change, I met a country which allowed me to realize it, the context was not very good for me in France, neither at the professional nor at the personal level. There was a kind of... I was getting to feel uncomfortable among the classical music environment, which wasn’t suitable for me... it was very formal, very cold, where you have to keep your distance from the audience...”, Anne Le Corre, musician, 30-40, France

➤ Questioning

More generally, the intercourse of the moving experience, the meetings it allowed and the shocks it provoked, made people more open to questioning themselves, from all points of view. This opened for very rich personal changes, and was translated into a more general distancing from the artistic practise which most acknowledge has having proven very stimulating.

“The artistic language develops because you are confronted with other artists, with other audiences that make you questions, or even if they don’t ask questions, the questions come to you, you are in question all the time. The questioning of my language is what puts me in the direction of finding myself as an artist”, Vania Galia, dancer, 30-40, Portugal

“I’ve managed to know myself, and to place myself in a space of a “symbolic efficiency”, meaning that people from different countries understand each other differently. This was mostly a problem of adjustment and relating.”, Varvara Stefanescu, performing artist, dancer, Romania

➤ Opening to alterity

This process was made possible by a new awareness to the context of art production which proved very wide and deep: not only did the interviewees gain professionally but also modified their behaviour toward alterity.

“So yes, I listened to this music. But I listened to it like the rest. But once you are there, you understand a lot better the function of the instrument. I understood that in Africa. The function of music in life, in China”, F. Raulin, musician, 50-60 years old, France

➤ **Crossing and changes**

The mobilities described by the artists during this survey thus appear to cover much more moving experience than a merely spatial shifts. They cover professional and personal changes that can be assimilated to important crossings which involve the whole body and mind. These can interestingly enough become the subject of the artistic process. Many of the artists we have met have begun to create about and on movement, fragmentation, change.

“The art is actively committed to represent, challenge and fragment such models, so we could say that both art and travel have the power to change us (...): to create space and time disruptions that increase our ability to perceive, maximizing our experience of things”, Jassone Miranda-Bilbao, Visual Artist, 40-50, Spain

“Doing trainings like these you get to meet a good cross-section of people; I think it’s so important to be mobile and have these kind of exchanges, it takes you out of your comfort-zone of your community; today, with Internet and so, everything has become more homogenised, but at the same time it is still possible to remain within one’s community and think this is the only thing happening in the world. When you go somewhere else, you realise there are different perspectives, ways to think, etc. It grounded itself physically to me. It was an intensive period, working with the body and movements, something got set in stone; in some way this is good, in some way this is bad”, Ziad Gabero, 30-40 ans, musician, UK

“Moving forces you to learn, each day, each hour, because you are constantly being confronted with new experiences, and that pushes you forward. Yes, a lot. Forget about movement, what’s important is change. Everything that means movement implies change, and everything that means to stay in the same place implies the contrary”, Juliao Sarmiento, 50-60, Portugal

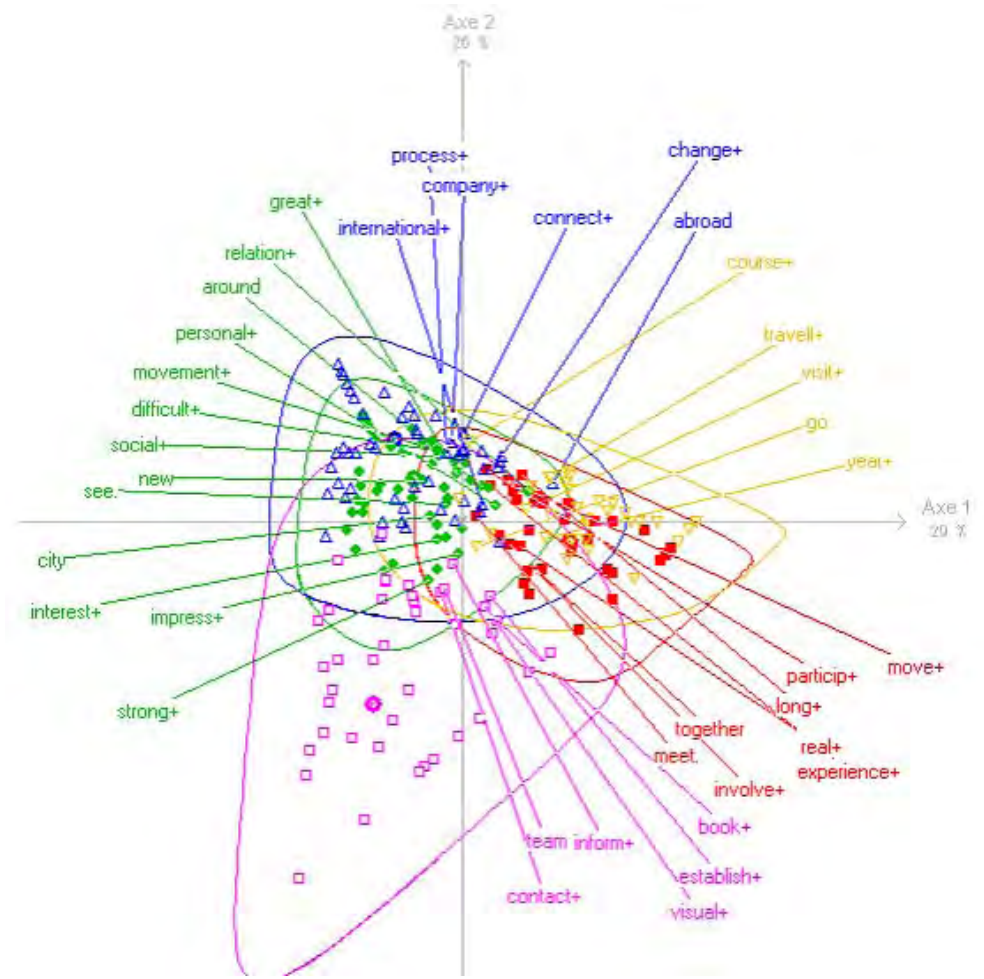
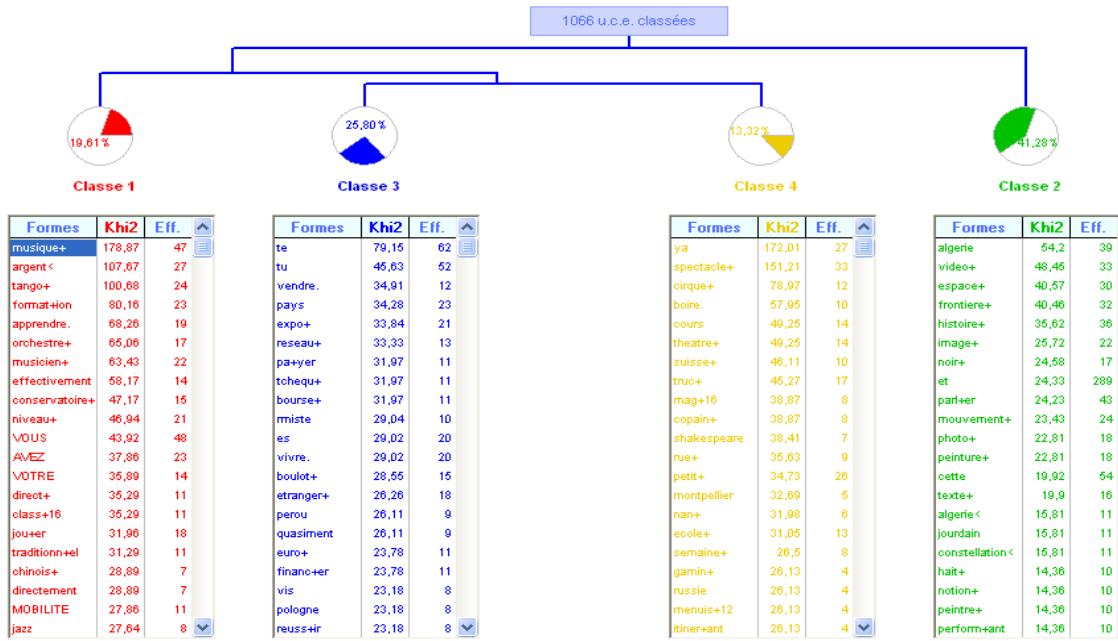
➤ **Mobility can induce more mobility and even get itself a way of life**

In some cases, movement is so much blended into one’s life that it can become it’s essential component, thus impeding to distinguish mobile phases from non-mobile segments of the existence.

“I still feel travelling. However today I have a little girl who lives around Paris, and I still have no ‘home’. It’s something like 15 years that I have been, hum, in France, and I still have no home. In Germany I have my studio, but no home. Do, I... For me, the first trip, it’s my birth, this is where I define my first trip. From a liquid space to an aerial space, and that’s my first trip. And I have always travelled one way or another hum. I hitch hiked through Algeria. I went to Siwal when they opened in Egypt, I went hitch hiking. I was only 4 months since they had opened. For me travelling is a necessity to question oneself”, Tarik Mesli, visual artist, 40-50, France

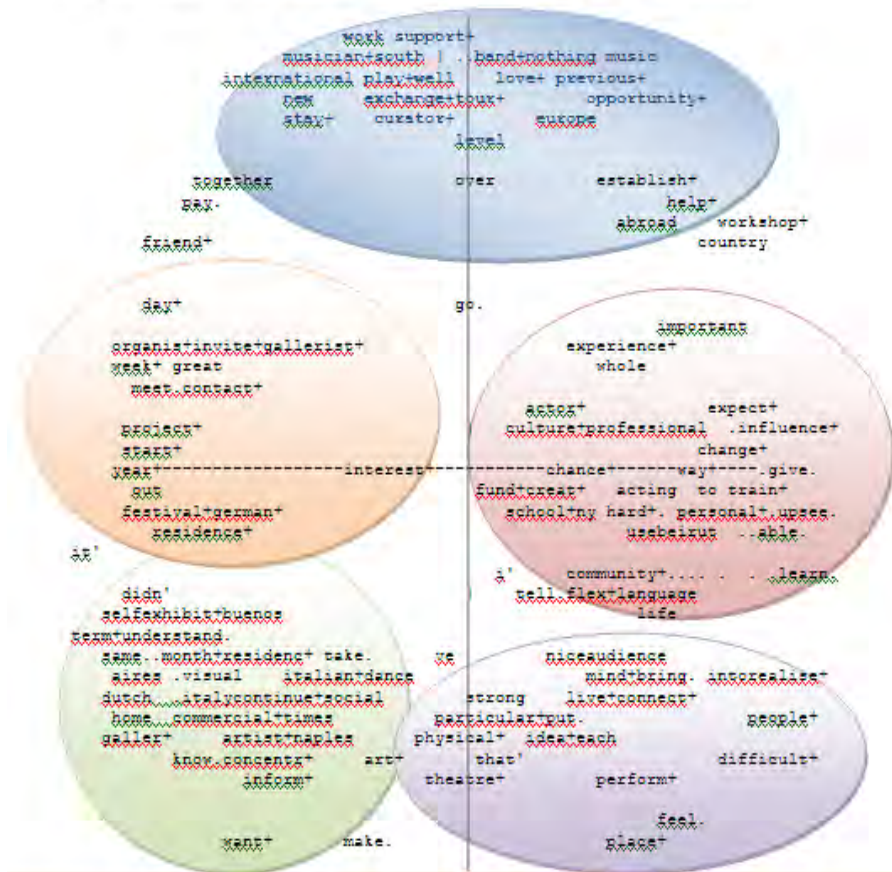
As we can see from this selection of quotations, the collected textual material for the Artists’ Moving and Learning project appears to constitute a very homogenous corpus. This characteristic itself reveals a very high coherence between the different artists’ narratives, which makes their positioning very signifying about themselves and their identities. Within the overall corpus, four classes of lexical fields have appeared, representing four lexical fields which are then, in a second phase, put into correlation. They do not have the same importance and can be qualified according to their proportional weight.






The semantic classes of the European discourse:



Textual analysis
of the European Corpus- 1

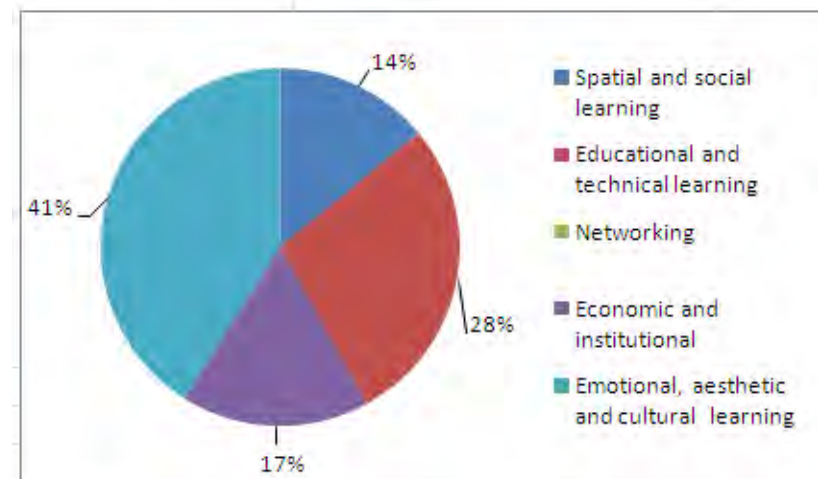
Projection des mots analysés sur le plan 1 2 (corrélations)
 Axe horizontal : le facteur : V.P. = 3126 (38.61 % de l'inertie)
 Axe vertical : 2e facteur : V.P. = 2861 (31.63 % de l'inertie)



-  Spatial and social learning
-  Networks learning
-  Educational and technical learning
-  Economic and institutional support learning
-  Emotional, aesthetic and cultural learning

Textual analysis of the European Corpus- 2

The types of learning from moving as expressed by the European corpus:



The European corpus evidences 5 lexical main fields which decline the different learning aspects induced by artistic mobilities:

The first lexical field (educational and technical learning) shows the importance of the quest for technical competences, and for complementary education. There is an important correlation (more than 52% of inertia) between mobilities and the acquisition of technical competences, different languages and different cultures. The words associated to this lexical field are “change”, “influence”, “learning”, showing the decisive impact of the mobilities and their constitutive part of the artistic field. *“Mobility is a condition in our profession, it comes as something natural, companies can provide information if you have the chance to work for a company they do it for you” (Sofia Dias, dancer, 20-30, Portugal).*

This strong relationship to the learning of artistic competences can be evidenced very strongly within the Romanian, English, Belgium or Dutch corpuses. North-European artists are those who drive the corpus towards this direction. This regional variation maybe due to different learning trajectories which favour mobility within initial education : conservatories networks, ad-hoc foundations supporting artists education (ie. Gulbenkian Foundation). These learning processes which occur early in artists' professional lives are determinant for their training to cosmopolitanism and languages, to a lifecourse including movement: *“Different experiences are noted: I have lived in several different countries for 10 years: Portugal, the Netherlands, Germany, Belgium, Norway and Angola. The last experience noted is in Venice Biennale, in the African pavilion (2007). Double nationality (Portugal, Angola), work at the foundation enabled me to contact people (especially visual artists) with similar backgrounds. In general I don't move because I want to move, I move because I have to move. If I don't move, I don't get funding, I can't work... for me it was a need, a hunger, even if at this moment I don't feel the need to move” (Vitor Roriz, Danseur, 30-40).* In the factorial analysis (in red), this sector of learning is located at the interface between social and aesthetic learning: it operates a determining articulation function in the construction of an artistic referential and in the acquisition of a competence to mobility.

The second lexical field, which sums more than 22% of occurrences, is that of social and spatial learning of mobility. The Romanian and Slovenian corpuses strongly orientate this result (for the latter, social learning represents 57%, but only 13 and 16% for France and Spain, respectively). The words which appear as strongly correlated are: technical support, opportunities, but also love, new exchanges, thus showing the importance of the links which burst out of these mobilities. Generally speaking at a European level, mobility choices appear to be very determined by living and emotional aspects of the artists' existence. A gender difference appears in that respect: women artists express themselves in organizational terms (with supporting arguments), when men evoked more relational and sentimental contexts. What is at stake is people's capacities to build links between individuals.

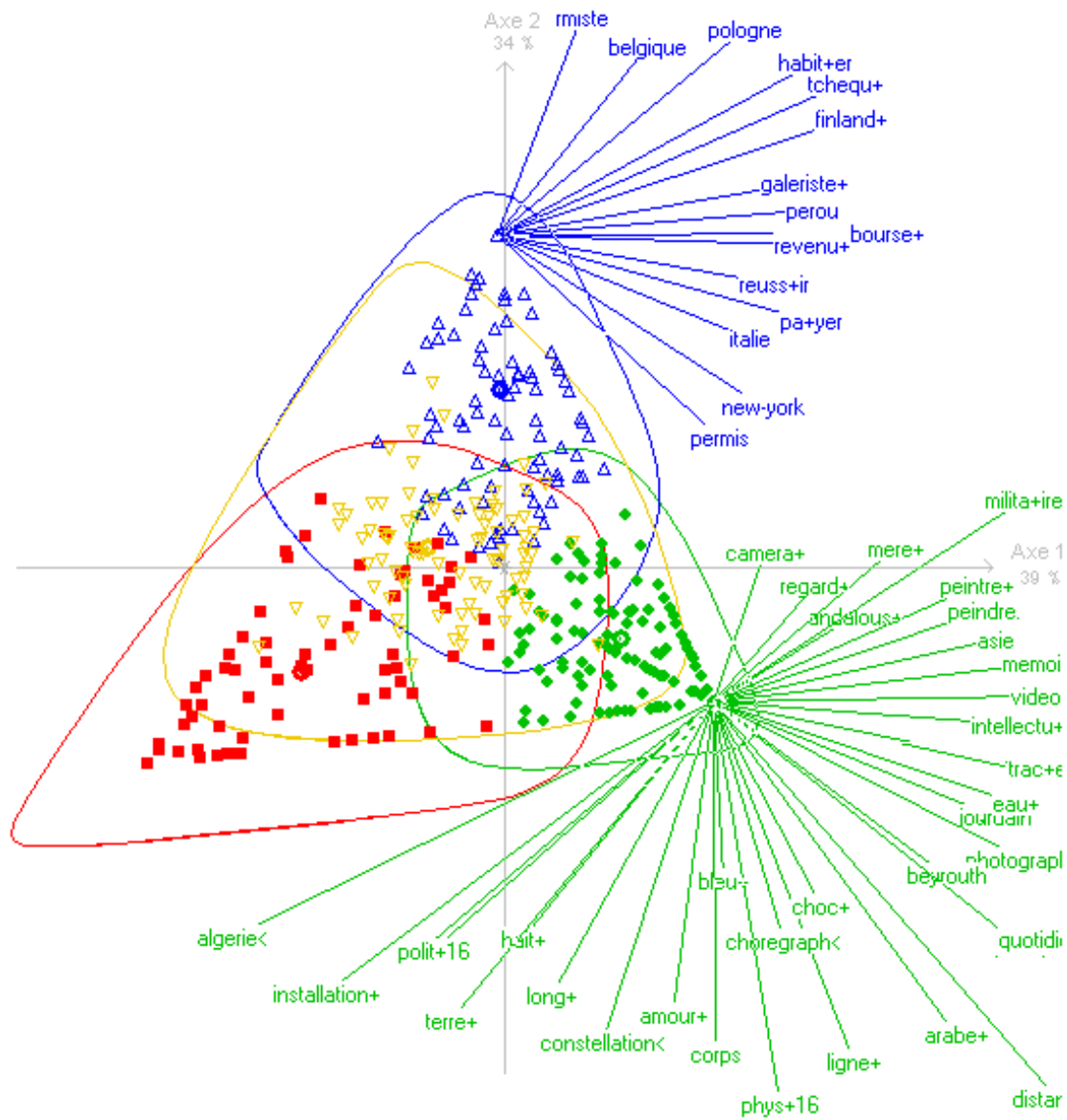
The learning of these social competences allow the artists to adapt their position within stakeholder games, notably towards the public: *“We wished to enlarge to other countries to search for new publics; that's why we focused on international level. We did some research, presented our work abroad with festival organisers. We did prospective work how to work internationally. We had not that much expectations; we thought it's a festival and it can be good to play abroad; but as weather was bad, it turned out to be different. At the same time, we turned a clip, it got us some credibility in addition”.* (Nicolas Clément, 20-30ans, Visual arts, Belgium).

The three other lexical fields are equivalently shared (around 15% of correlations in the corpus each).

Learning about institutions and funding mechanisms reaches the same level in all countries. It expresses a link between institutions and mobilities funding. This is quasi absent of the Romanian corpus, thus expression the internalization by the artists of the lack of institutional support to mobility. The importance of residences is a striking point of all the corpus: they appear, for all artists, as a privileged place, where he/she can find the time needed and necessary to connect to an atmosphere, an environment, to economic operators such as galleries...

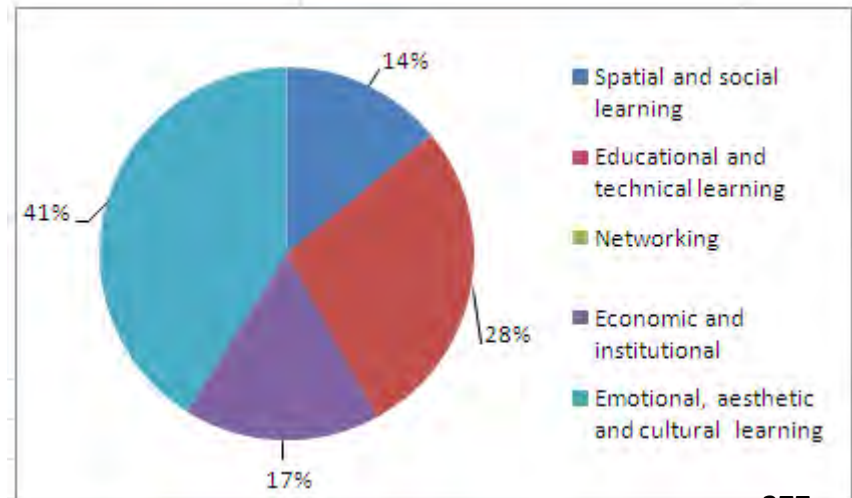
The lexical field linked to networking learning, to project-building capacity, entrepreneurship (17%) appears in a very strong link to social and economic learning. This distinct posture points out a very different position in Northern Europe, where the artistic project is defined as a management one whereas in the French corpus, for example, it represents an interface between public and private operators as well as inhabitants. It is also strongly correlated with the notion of place: "The stay in New-York made me conscious about my professional level and helped to improve it. It increased the demand to be as precise as possible. The stay and the fact to work with very professional musicians also helped me to go further. I felt differently after this experience. It is a strong experience over the following years and still is an important experience today. I had little fame in Belgium and the recording in New-York helped my career. After this, I have done three other discs. It also helped me to get to know people in Belgium and to get known in Belgium", Myriam Alter, musician, composer, interpreter, 50-60, Belgium.

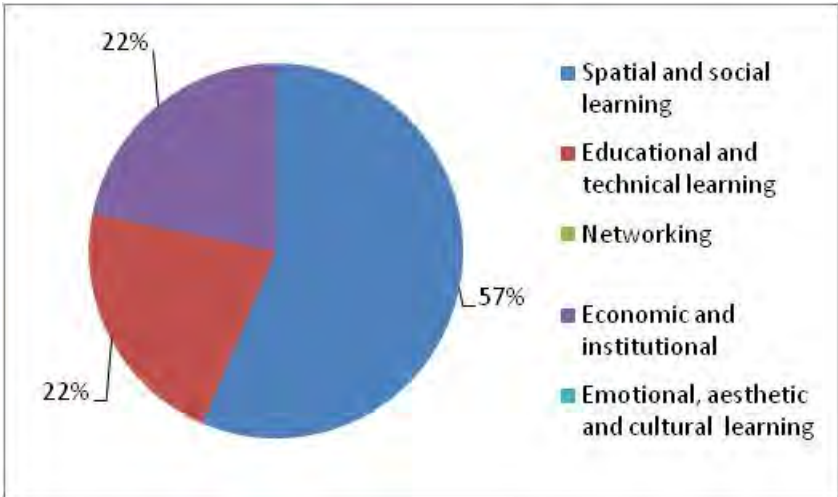
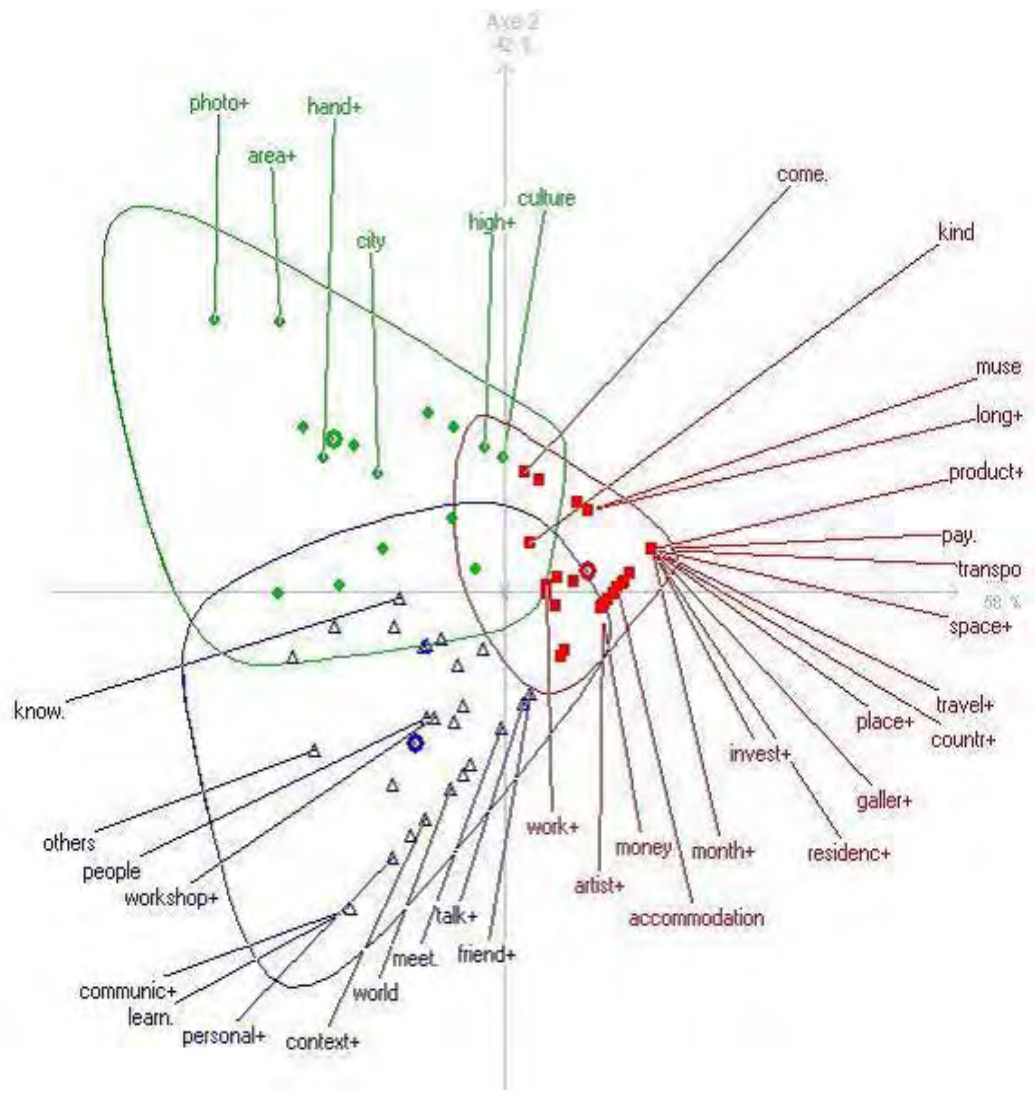
Last but not least, the aesthetic value of learning appears only for 13% of occurrences, where it represents the major benefit (and motive) of learning from moving within the French interviewees.



Textual analysis of the French corpus

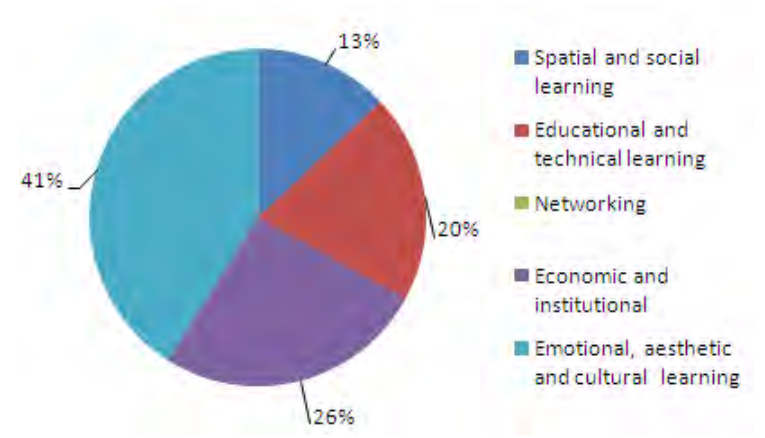
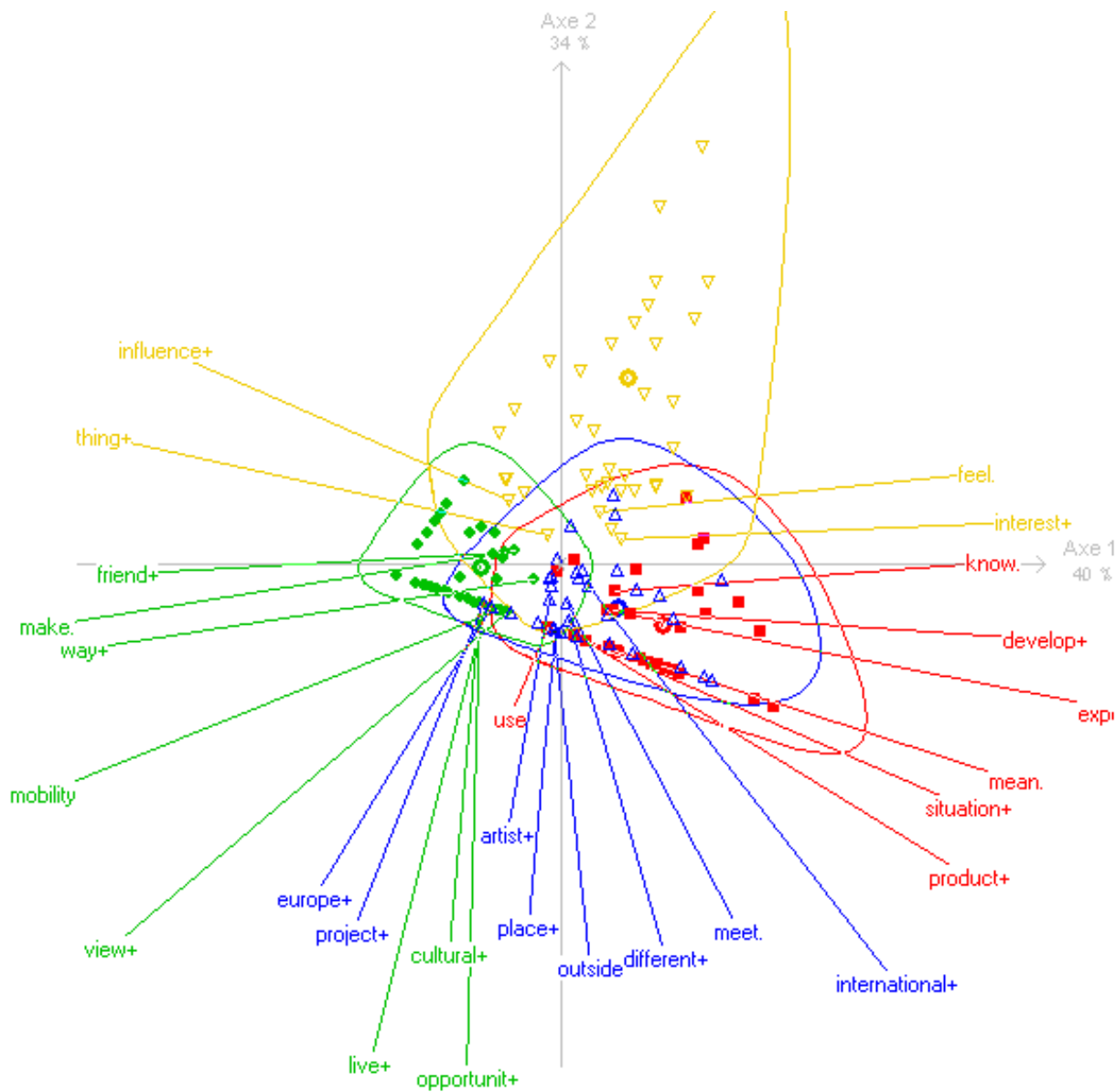
S.Leroux, S.Louargant, UMR PACTE-TERRITOIRES, 2010





Textual analysis of the Romanian corpus

S.Leroux, S.Louargant, UMR PACTE-TERRITOIRES, 2010



Textual analysis of the Spanish corpus

S.Leroux, S.Louargant, UMR PACTE-TERRITOIRES, 2010

3.4 Findings related to conditions favouring learning benefits for moving artists

Moving and learning experiences are characterized by their evolving character, which makes them part of our lives through a dialogue between the present time, the past and the future. The full experience can be described when it is carried out, and thus becomes meaningful, when a process exists, with a beginning, a development and an end. We focus here on the different phases of the artist's mobility experiences before, during and after their mobility, in order to understand how different learning effects are generated, and to hereby get a deeper insight into the reasons why mobility has such an important impact on the artist's competencies described below.

Based on the comments of the interviewed artists, we here reveal the situations, conditions and attitudes of the moving artists during the different phases of mobility which impacted on learning.



3.4.1 Before = during the preparation of the mobility experience

3.4.1.1 Motivations

The motivations of the artists are either professional or personal ones. In most cases however, these two types of motivations are interlinked.

Professional motivations: acquiring knowledge and improving skills, the interest in strengthening their international network with the hope that this will lead to further artistic opportunities and increase their reputation but also the desire to discover a new public – these were often mentioned items. Some artists even mentioned the desire to escape from their home audience for more acknowledgements or even to escape from artists' criticism at home. Some artists declared to have had clear carrier oriented motivations.

“My work in Lisbon goes indifferiated, public has a lower interest. We have a saying in Portuguese: a saint in his own house makes no miracles. When I’m out of Lisbon, in Porto, or in Caldas... there is a more interested and warmer audience.” (Joao García Miguel. Portuguese artist)

“It was an international exhibition with an extremely high profile; I thought that it would be a good opportunity for my career” (Emilia Telesa, UK artist).

I chose it because it offered me the access at a way of working different from what was offered in Romania at that time and which wasn't even used back then in Romania.” (Ioana Nemes, visual artist, interior designer, Romania)

Personal motivations: Curiosity, the desire to extend one's own limits and to get new inspirations, alterity and the imagination of elsewhere are strong drivers for mobility. Mobility as geographical escape and the confrontation with the unknown is generally supposed to favour imagination and creativity.

"I am convinced that at a set moment, when you are in a dead end in your work, at least in my artistic sector, there is a need to cut with the usual landmarks to be able to get lost and find new things again", Rachel Barthélemy, singing performer, France.

"Well, my reasons, before all confrontation, in fact in this job, what makes you grow is when you swallow new stuff, when you absorb new things", Amazigh Khateb, musician, France.

"When I go to artist residencies I do not have a pre-established agenda. Every time I go somewhere I prefer not to go with a baggage of preconceived ideas.", Vald Nanca, visual artist, photographer, Romania.

"s a foreigner you're always between heaven (because you're supposedly rich) and hell (because you're the people's enemy).", Marc Antoine, visual and performing arts, Belgium.

It is worth mentioning that artists in East European countries insisted much more on professional reasons for mobility by either arguing that they would like to catch up parts of artistic education or artistic techniques that are missing in their repertoire or that they would like to increase their value by working with important artistic names or with important cultural institutions.

3.4.1.2 Expectations

The expectations of the artists are closely linked to their motivations. While lots of artists said not to have specific expectations and preferred to be open for any kind of inputs, others focussed on the wish to get inspired, some even would welcome a "cultural shock" for this occasion. More professionally motivated artists were hoping to enlarge their professional network during their mobility experience and/or to improve their skills.

Interestingly, an important number of the interviewed artists declared the wish to break with their daily routine and go to a place where they would be able to work in a more focused way. This was particularly true for those going to a residence.

3.4.1.3 Preparation

Artists more or less prepared themselves to their sojourns. The interviewed artist revealed that official help-desks and pre-existing personal networks were very much favorable to their preparation which otherwise remains very informal.

3.4.2 During the mobility experience

The understanding of the dynamics during the mobility is helpful to detect conditions favouring learning. The moment of mobility can be understood as the moment of "confrontation" with the "other", the unknown.

In fact, it is the contact with people which is often in the centre of what is described when asked about the most impressive element. Moreover, the foreign "environment" seems to have a stimulating effect. The different climate, nature, architecture and atmosphere, in general, and the changing working environment, the discovering of unusual ways of working, of different states of mind, especially - all these element which can be resumed by "the confrontation with the new and unknown" are felt to be sources of inspiration by most of the artists and boosted

their creativity. It has to be underlined that the fact of being away from daily constraints helped the artists to feel more free and open-minded to absorb the new impressions.

The moment of mobility is also a moment of exchange. Socio-cultural and professional exchange may occur at different degrees, ranging from “zero contact” to active involvement in the local community. Our hypothesis that the degree of contact and exchange is impacting on learning has been confirmed.

The analysis of the interview results reveals that, first of all, the degree of involvement of the artist in the hosting country varies according to his individual character and open mindedness. Secondly, it depends on the kind of experiences. It increases from unilateral transfer, such as knowledge transfer in a classical teacher-pupil relationship (i.e. on techniques), to critical exchange (new types of critiques because coming from other cultural background). Exchange and involvement is the most important in inter-creation/collective creation, including the work with new types of equipment and techniques. Collective creation of artists in a multicultural environment is then factor of innovation.

Factors such as the length of the stay and the existence of a shared language (the importance of speaking English is underlined) are also quite decisive for learning effects. Collective creativity needs confidence and trust. This situation need time to be established. It is interesting to notice that the lack of a common language is generally felt like an obstacle for communication and integration, but within collective work it is art itself which replaces the language to communicate. This way of intercultural exchange through art itself has been mentioned as very enriching by some artists.

The interviews also showed that extreme cultural differences in the sense of “cultural shock” may favour learning: *« So it was really nice to have a Chinese alter ego on their instruments, improvisers who play opposite on our instruments.»* (French musician).

However, for some, strong differences may be felt as inhibitive and as alienating – at least in specific moments during mobility. This has particularly been expressed by artists travelling to Asian countries and east European artists travelling to Western Europe.

« Going out there I felt more open to learning, I had paid all that money, and done all that studying, so I felt more committed to the learning process », Visual and performing artist, 30-40, UK.

“I felt well integrated with the place and the people there. I had to share the space with someone from Berlin. It happened well. We had lots of exchange artistically and humanly speaking”, Nicolas Clément, artist, Belgium.

“I felt well integrated with the place and the people there. I had to share the space with someone from Berlin. It happened well. We had lots of exchange artistically and humanly speaking” (Belgium artist).

3.4.3 After the mobility experience

It is not easy for the interviewees to track down a learning experience to a specific mobility experience. As one artist said, learning is an ongoing process. Cross-boarder mobility therefore integrates with many other learning experiences in an artistic career. It took most artists some time to realise which skills and competences they had acquired. However, with the necessary distance, most artists felt mobility experiences to be the starting point of a learning process, in a more or less conscious way. There are also long term effects in the daily professional life. New techniques, new topics, new ways of thinking are influencing the artists work. For many, even though time has passed, they still see how the experience influenced them and their artistic work.

"It's quite a long time ago but it definitely changed our lives", Ziad Gabero, UK artist.

"With the time I started to see more of the benefits, it's taken time to see how it affected my career, how it affected my teaching, I'm still in the process of integrating this information" , Sally Dean, UK artist.

"It's not always present anymore, but it's in the back of the head together with other experiences", Paul van Kemmenade, artist, The Netherlands

Obviously, hidden learning benefits are various. They have been described in chapter 3.3. We here just insist on two secondary effects not yet mentioned: a lot of artists said to have gained confidence in themselves and their work during their mobility experience. Self-confidence allows the artists to be more open to acquire new competences and skills. To a certain extent, linked with this gain in self-confidence, a second "hidden" effect has been revealed: **artists have learned to learn**. The confrontation with the "other", the intercultural contact and exchange opened the mind for learning experiences.

"I gained confidence by exhibiting internationally", Maarten Vanden Eynde, artist, The Netherlands

"I got confidence doing things which at home might seem silly", Christel Ooms, artist, The Netherlands

Mobility experience seldom is a single event in the live of artists. Most of the interviewees mentioned that they maintain social contact with other artists they met during mobility. The desire to meet again for new artistic projects is frequent. Mobility therefore often induces more mobility and may even get itself a way of life.

4 Conclusions

This study has worked on clarifying how artists' mobility, such as expressed in their creations, narratives, aesthetics, express identity, cultural, spatio-temporal intersections and how they generate territorialities based on moving and crossing. It concludes on the fact that the artist constitutes a multidimensional figure, at times informal, subversive, based on mitigated worlds, but always creative. He/she finds himself acting as a vector of other forms of relationships to urban spaces, in terms of space, time and identities which mobilities analysis reveals.

4.1 Mobility patterns

Analysing the Artists' moving with the European Union reveals an important variety of destinations: if many artists circulate within Europe (not always within its political borders) an important number of destinations are extra-European. Those often meet the expectations of artists who have already travelled, illustrating a snow-ball effect (the more the past travelling, the greater the chances of moving again). Thus the age as mobility appears as important, not in terms of mobility patterns, but considering its impact on the artist's professional and private life.

4.2 Impact of mobility patterns on learning

We have evidenced four learning patterns linked to mobility experiences:

- Hyper mobile world artists, whose trajectory roots into multi-faceted mobility;
- Portfolio artists, who move in order to increase their skills;
- Creative mobile artists, who move to stimulate their creative process;
- Gap artists, whose mobility is informal.

This typology was built spotting the impact of mobility on learning (before, during and after mobility) through the thematic analysis and by confronting the results to the discourse analysis.

Surprisingly enough, all types of mobilities are acknowledged to favour learning. The discourse analysis through ad-hoc software has proven a remarkable homogeneity of tendencies throughout the 10 countries selected for the study. All artists stress the input of their mobility in their creative process, but also in a numerous of aspects of their lives: economic abilities, civic competences, social networking, cultural opening, spatial knowledge.

Moving forms a strong component of personal and social capital building. His/ her mobilities increase the artist's impact on the territory, both in the receiving country and his place of origin. The mobility of the artist has a very broad impact both in the hosting and in the departing societies, thus enlarging the hypothesis of the creative city to a wider theory of artistic territorialization. Although the profile of artists mobilities may very much resemble that of other mobile people, what they do with mobilities differs. The impact of their moving is strong, not only for them. Learning appears as an essential component of moving, that artists can share with their social and cultural environments.

4.3 Conditions favouring learning

Although no absolutely recurring patterns have been found, artists make a strong emphasis on the interaction between their personal experience and the context in which it operates. They do not necessarily need to be informed on moving, but many of them express a desire to know more about their destination before their mobility. Some move without supporting of funding, but all have an opinion about how funding and supporting could be bettered in order to benefit to a wider number of European artists. Most interviewed people feel privileged by their mobility experience and would wish that more could share it.

Our research suggests that the very concept of mobility be applied not only to the individual artists themselves but also to the institutions that are supposed to support and promote the artists. The mental mobility of policy makers is paramount for the development of lifelong learning processes and for the wellbeing of the arts in any country. Projects such as Moving and Learning can be instrumental in reinforcing the notion that mobility is a value in that it constitutes an environment, and that networking and researching are tools that no art can prosper without. Networking and researching should be key concepts that can help put the mobility experience and the lifelong learning in a more fruitful perspective. They are not by-products of the mobility experiences, they are their fundamentals.

4.4 Originality of the study

In the moment of concluding, it is important to stress again that the objective of this research was to complete previous analysis of mobilities by assessing the impact of mobility.

The originality of the method was to start from the artists' insight into their relationship to moving and learning. This could only be done through a complex qualitative research, based on discourse analysis. Moving appears to have a very strong creative impact, leading many of the interviewees to acknowledge that art is mobility. However, the study has been able to identify a much wider set of capacities acquired by artists while moving. We have thus referred a portfolio of capacities with an operational perspective.

This has allowed us to highlight regional effects in terms of:

- Perception of mobility,
- Possibilities of mobility,
- Disparities in the age of access to mobility (especially when initial learning is concerned).

4.5 Limitations of the research

The limited number of interviewed artists may appear as a limitation to the interpretation of this study. It must be underlined that most surveys concerning artists do not count with much wider sampling. The difference here has been to acknowledge that with 144 people, statistic treatment had to be qualified by qualitative analysis.

Another important limitation, shared with the previous mobility studies undertaken at European level during the past ten years, resides in the difficulties of evaluating mobility support schemes. There exists an important time lapse between the establishment of policies and the expression of their benefits. The recent development of European linkages between conservatoires and art schools shows the promise of a broader spectrum of mobilities within the years to come. This characteristic of teaching policies *a posteriori* reinforces our initial hypothesis to study mobility during artists' professional live and through its high potential of life-long learning gains.

5 Recommendations

The present study is the first research of its type undertaken in the European Union. The fields explored and the data collected with the help of the people and institutions encountered, allow us to make an initial diagnosis of the life-long learning effects of artists mobility in 10 EU Member States. This process merits being deepened and extended to other EU countries and to other fields such as: political and institutional impact and economic and financial effects in order to study all aspects of artists mobility entailing consequences on the moving persons and their environments.

Regional, National and European policy makers need to make the link between mobility, Lifelong Learning (LLL) and mobility funding schemes more evident. Funding schemes linked to LLL of artists should include also the possibility for cross-border mobility experiences. This implies that LLL schemes consciously and visibly identify and recognize the learning benefits of mobility experiences.

National and regional policy makers together with professional training establishments need to integrate mobility in initial training schemes to help artists maximise their learning experiences later in their career. Initial professional training doesn't always prepare artists to be mobile. Initial education schemes for artists must therefore be improved to help prepare artists for mobility in order to make it a successful tool for LLL later in the artists' career.

5.1 Recommendations related to mobility patterns

The study has shown that destinations can vary for mobile artists. For many artists an initial mobility experience can have "a snow-ball effect" for later mobility (the more the past travelling, the greater the chances of moving again). Thus the age as mobility appears as important, not in terms of mobility patterns, but considering its impact on the artist's professional and private life.

Artists must make more use of the mobility opportunities provided in their sector to increase their LLL and at the same time artists benefit more from the cultural exchange opportunities offered by the stay of foreign artists in their own country, especially in cities functioning as multicultural nodes. These culture exchanges contribute to LLL processes of all agents involved.

Professional networks and artist' organisations should continue providing extensive information about mobility opportunities and help artists in preparing their mobility experience in order to maximise their learning experiences. Creating a partnership and networking with the hosting organisation can help developing managerial skills and a sense of entrepreneurship among partners. Furthermore, development of hosting programs or activities facilitates artists' contact and communication with the local cultural is strongly recommended. Such actions should not be an 'extra' part of the mobility/exchange programs, but part of its core.

Based on these conclusions, we recommend to promote mobility facility during initial education, especially at Conservatoire and University levels and to provide with credits in art schools and universities in the countries of the moving artists. This would also help disseminate the very concept of Lifelong Learning, which is so central in building an ever-growing cultural and social integration between the European countries.

More funding or a more specific allocation of these funds should be available from mobility funders in order to facilitate open residences (artists residencies with no previously agreed outcome), as they are highly appreciated by artists in terms of exploring new ways of working and issues/topics to work on. Funding bodies should include in their selection criteria for financing mobility projects the facilitation of interaction between the artist and the local culture.

These are the institutions are the ones who put a strong pressure on the mobility artistic task (the visible and accountable outcome – exhibition, show, artistic product etc.). All levels of government (national, regional and local and at level of linguistic communities) should continue

supporting (both financially and logistically) the mobility experiences of artists based in the country and from abroad. Funding bodies should also refrain from sticking exclusively to the dominant (and often short-termed) economic logic of mobility experiences and present the wide range of benefits for the artists and society as a whole when working on artists' mobility.

5.2 Recommendations related to impact of mobility patterns on learning

The study has identified four learning patterns linked to mobility experiences:

- Hyper mobile world artists, whose trajectory roots into multi-faceted mobility;
- Portfolio artists, who move in order to increase their skills;
- Creative mobile artists, who move to stimulate their creative process;
- Gap artists, whose mobility is informal.

All types of mobilities are acknowledged to favour learning, and a remarkable homogeneity of tendencies throughout the 10 countries covered by the study is observed. All artists stress the effect of their mobility on their creative process, economic abilities, civic competences, social networking, cultural opening, and spatial knowledge. Moving forms thus, a strong component of personal and social capital building.

The mobility of the artist has a very broad impact both in the hosting and in the departing societies. Learning appears as an essential component of moving, that artists can share with their social and cultural environments.

Based on these conclusions, we therefore recommend that:

- Artists' mobility should be understood as an investment in human capital for the EU economic market and for increased competences for the labour market by both EU and national policy makers. Artists are crucial contributors to European culture and democracy and the EU and national policy makers should understand that the experiences of cross-boarder mobility (both inside the European Union and outside) significantly enrich art, local and national creativity and innovation and are therefore beneficial for society as a whole.
- All levels of government (national, regional and local and at level of linguistic communities) should cooperate with other governing bodies of the EU to get to a common understanding of the beneficial impacts of mobility for artists in order to better accommodate the artists' needs.
- To promote the learning process engendered by the mobility experience through the creation of a referential of acquired competences which could help to evaluate more thoroughly the benefits of mobility.
- To establish validation procedures to assess mobility experience; these could serve to open the doors of universities or other training institutions to artists, as trainees or teachers.
- To develop at the European level a system of recognition of the mobility experience as a professional status which could allow the artist not to interrupt his social contributions during his stay abroad.
- The impacts and benefits of moving artists on the economy and on society as a whole should be further analysed.

5.3 Recommendation related to Conditions favouring learning

Although no absolutely recurring patterns have been found, artists make a strong emphasis on the interaction between their personal experience and the context in which it operates. They do not necessarily need to be informed on moving, but many of them express a desire to know more about their destination before their mobility. Some move without supporting of funding, but all have an opinion about how funding and supporting could be bettered in order to benefit to a wider number of European artists. Most interviewed people feel privileged by their mobility experience and would wish that more could share it.

Funding should also be available to encourage cooperation between residing and visiting artists and local communities as they can all be beneficial in terms of LLL. Partnership with local or other visiting artists creates opportunities for dialogue, and partnership with local people helps participative artistic development. In the same sense, involving local people into artistic creativity helps dissemination of cultural memory (as part of intangible heritage).

All levels of government (national, regional and local and at level of linguistic communities) should cooperate with other governing bodies of the EU to get to a common understanding of the beneficial impacts of mobility for artists in order to better accommodate the artists' needs. National governments should cooperate with other governments in the EU to get to a common understanding of the beneficial impacts of mobility for artists in order to better accommodate the artists' needs.

Artists should prioritize to try to be better connected to other fellow artists, to create professional networks that will help them not only find out about mobility possibilities, but will also provide them with lasting contacts. Networking appears as a very efficient way of making mobility effects last longer. Whether be based on inter-personal relationships or exchanges but also on shared thematic internet resources, it often proves a good compromise between efficiency and cost, and should certainly be developed at the European level and beyond (Euro-Mediterranean for example).

Artists' mobility should be understood as an investment in human capital for the EU economic market and for increased competences for the labour market by both EU and national policy makers. Artists are crucial contributors to European culture and democracy and the EU and national policy makers should understand that the experiences of cross-boarder mobility (both inside the European Union and outside) significantly enrich art, local and national creativity and innovation and are therefore beneficial for society as a whole.

Based on these conclusions, we therefore recommend that:

- National, regional and European policy makers need to make more evident the link between mobility, LLL and mobility funding schemes. Funding schemes linked to LLL of artists should include also the possibility for cross-border mobility experiences. This implies that LLL schemes consciously and visibly identify and recognise the learning benefits of mobility experiences.
- National and regional policy makers together with professional training establishments need to integrate mobility in initial training schemes to help artists maximise their learning experiences later in their career. Initial professional training doesn't always prepare artists to be mobile. Initial education schemes for artists must be improved to help prepare artists for mobility to make it a successful tool for LLL later in the artists' career.
- Artists in should make more use of the mobility opportunities provided in their sector to increase their LLL. At the same time artists should think about benefiting more from the cultural exchange opportunities offered by the stay of foreign artists coming for a mobility experience, especially in cities functioning as multicultural nodes. These culture exchanges can contribute to their own LLL.

- To work towards the suppression of the distinction between formal / informal arts since all are eligible to European funding and promotion.
- More funding should be available from mobility funders to include open residences (artists residencies with no previously agreed outcome), as they are highly appreciated by artists in terms of exploring new ways of working and issues/topics to work on.
- Professional networks and artist' organisations should continue providing extensive information about mobility opportunities and help artists in preparing their mobility experience to help them maximise their learning experiences. To have an insight into or create a partnership with the hosting organisation help developing managerial skills and sense of entrepreneurship.
- To facilitate access to information on mobility processes and funding institutions.

5.4 Final Word

Our research suggests that the very concept of mobility be applied not only to the individual artists themselves but also to the institutions that are supposed to support and promote the artists. The mental mobility of policy makers is paramount for the development of lifelong learning processes and for the wellbeing of the arts in any country. Projects such as Moving and Learning can be instrumental in reinforcing the notion that mobility is a value in that it constitutes an environment, and that networking and researching are tools that no art can prosper without. Networking and researching should be key concepts that can help put the mobility experience and the lifelong learning in a more fruitful perspective. They are not by-products of the mobility experiences, they are their fundamentals.

The connection between "Artists' moving and Learning" and other ongoing projects on the mobility of visual and performing artists would be very effective in terms of visibility and of strength both in countries with a strong tradition on supporting Arts and in those with weaker policies. The frame of Lifelong learning portrays art not merely as a product or an accessory, but like a vast field that can and does interact with other spheres of society as education, social work, medicine, heritage or civic participation... In other words, the role of art in the process of development spills over the economic criteria, shifting the emphasis to a whole set of interdependent activities and sectors.

Moreover, the existing differences among European countries regarding platforms and programs that support mobility should also be seen as an opportunity, mobility is enriching both for the artist and for the hosting country.

Although local, regional and national interests (both cultural and political) are still running, the common interest certainly lies in the promotion of mobility for the artists. The systematic collection of structured data on the mobility of artists in the different countries, and the promotion of an effective cooperation in the communication of the existing opportunities are strongly advised in order to advance in this common interest. An important communication effort is needed to promote the European policy to promote artists' mobility: this could be achieved by subsidiary processes which would imply that all local governments reinforce their link to the European institutions, and by an active advocacy from the European intermediaries.

In order to enhance and recognize the importance and possibilities of lifelong learning's process of the mobility of the artists, it would be interesting to take into account next actions:

- To clarify the intentions of the different mobility tools: many of the existing ones have various objectives which, many times, are superimposed.
- To promote a better valorisation of the products/results of the financed mobilities by a good follow-up of mobility projects when the artist is back home.

Therefore, it must be concluded that the connection between mobility and learning processes and the impacts and benefits of moving artists on the economy and on society as a whole should be further analysed.

6 Annexes

6.1 Annex 1: The questionnaire

PROJECT: "ARTISTS MOVING AND LEARNING" DRAFT INTERVIEW GUIDELINES

Interview guidelines for interviews with artists who had an international professional mobility experience during their professional artist career (professional training programmes, international festivals etc.) which has taken place before April 2008.

Part A. Factual questions

Identity of the interviewee

1. Name of the person:

2. Artistic name:

3. Country of residence:

4. Web info:.....

5. Gender

male

female

6. Age group

20-30

30-40

40-50

50+

7. Educational background

high school

certificate in adult education

1st cycle (Bachelors' degree)

2nd cycle (Master's degree)

3rd cycle (Doctoral degree/PhD)

other:.....

8. Art sector in which the artist's professional activity is carried out

dance

music

theatre

visual arts

other:.....

9. Profession of the artist:

Mobility experience - factual information

Please choose **one** previous international mobility experience which you consider being of particular importance for your professional life and which has taken place before April 2008.

10. Place(s) of the mobility experience

City/cities: Country/countries:

11. Date and duration of the mobility experience

From: .../.../...

Till: .../.../... (Date/Month/Year)

12. Type of the mobility experience:

- artist residence
- professional training
- exchange programme
- festival
- guest artist (e.g. in festival, arts season event, etc.)
- other:

13. Employment status during the mobility experience

- student
- internship
- self-employed
- employed in host country
- employed in country of residence but temporarily "posted" by his/her employer to host country

14. Existing professional or private contacts in host city/country

Prior to your mobility experience, did you already have professional or private contacts in the host city/country?

- Yes No

If yes, what types of contacts?

15. If you have chosen to be mobile, how did you find out about the opportunity to be mobile? (information source for mobility)

(e.g. through the media (newspapers, internet), through already established professional contacts, through personal contacts, etc.)

Part B. The Mobility experience

Introductory question: You have lived one particular professional travel experience which you find particularly rich in terms of learning experience to your activities as an artist. What do you retain from that?

Before the mobility experience (preparation)

16. How did you imagine this mobility experience before leaving?

- Reasons for being mobile
- Information source of the possibility to be mobile
- Expectations
- Personal preparation measures (artistic, logistic, etc.)
- Help/support (financial, technical, human) for preparation from others

During the mobility experience (stay/visit in the host city/country)

17. How did you live this mobility experience during the stay?

- Most impressive elements (professional or personal)
- Personal impression about the place of stay
- Social relations/links established during your stay
- Cultural exchange experiences
- Integration (with whom, why, how)

After the mobility experience

18. How do you relate your travelling experience with your everyday life (professional and private spheres)?

(Instruction to the interviewer: please leave the artist use his/ her own words to describe his / her experience. The attached list is a check-list according to which the gathered information given by the artist can be structured.)

- Learning effects in the artistic sphere (artistic techniques, artistic creativity)
- Other professional competences (e.g. marketing of art products, organisation of a production/dissemination process, fund-raising, etc.)
- Communication in your mother tongue and in foreign languages
- Digital competences and basic competences in science and technology
- Learning to learn
- Social and civic competences
- Sense of initiative and entrepreneurship
- Cultural awareness and expression
- Team spirit
- Duration/chronology of the learning effects (directly after, or latency period time)
- Direct effects in terms of better job and employment opportunities

6.2 Annex 2: List of interviewees

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Vlad Basarab	Romania	male	30-40	Visual arts-photography
Lelia Rus Parvan	Romania	female	30-40	Visual arts - sculpture
Dragos Burlacu	Romania	male	20-30	Visual arts - painting (artificial painting)
Ioana Nemes	Romania	female	30-40	Visual arts - interior design
Romelo Pervolovici	Romania	male	50+	Visual arts - multimedia
Cosmin Somesan	Romania	male		Visual arts-photography
Vlad Nanca	Romania	male	20-30	Visual arts-photography, sculpture
Tibi Clenci	Romania	male	30-40	Visual arts-photography
Marcella Dragan	Romania	female	30-40	Visual arts-photography
Mihai Mihalcea	Romania	male	40-50	Performing arts - dance
Varvara Stefanescu	Romania	female	40-50	Performing arts - dance
Bruno Mastan	Romania	male	30-40	Performing arts - theatre
Camelia Ducaru	Romania	female	30-40	Performing arts - music
Tudor Diaconescu	Romania	male	20-30	Performing arts - music
Ioana Cristescu	Romania	female	30-40	Performing arts - theatre
Stefana Popa	Romania	female	20-30	Performing arts - theatre
Veronica Macarie Moldovan	Romania	female	30-40	Performing arts - music
Myriam Fuks	Belgium	female	50+	Music, theatre
Nicolas Clément	Belgium	male	30-40	Visual arts
Annick Blavier	Belgium	female	50+	Visual arts
Georges Octors	Belgium	male	50+	Contemporary music
Marc Antoine Wynants	Belgium	male	40-50	Visual arts / other: writing
Myriam Alter	Belgium	female	50+	Music
Michel Clairbois	Belgium	male	40-50	Visual arts
Tania Garbarski	Belgium	female	30-40	Theatre

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Manfred Jade	Belgium	male	40-50	Visual arts
Thomas Israel	Belgium	male	30-40	Visual arts, performance
Peter Schoenaerts	Belgium	male	30-40	Theatre; other: TV, video
Piet Maris	Belgium	male	30-40	Music
Cynthia Looemji	Belgium	Female	40-50	Dance
Jules Beaucarne	Belgium	male	50+	Music, visual arts, writing
Pierre Vaiana	Belgium	male	50+	Music
Emmanuel Beyens	Belgium	male	30-40	Visual arts
Anna Abad Carles	UK	female	30-40	Dance
Ziad Gabero	UK	male	30-40	Music
William Aitchinson	UK	male	30-40	Theatre, visual arts
Barry Cooper	UK	male	50+	Mainly visual arts, but also relating to music, dance, theatre
Sara Preibsch	UK	female	30-40	Visual arts
Gordon Shrigley	UK	male	40-50	Visual arts (drawing, film, artist's books, architecture)
Florence Peake	UK	female	30-40	Dance, theatre, visual arts
Frank Kelly	UK	male	50+	Theatre
Agnes Nedregard	UK	female	30-40	Visual arts
Moray Hillary	UK	male	40-50	Visual arts
Vahid Evazzadeh	UK	male	30-40	Dance, theatre, visual arts
Alys Williams	UK	female	20-30	Visual arts and multimedia
Eleanor Williams	UK	female	30-40	Performing arts (music) and visual arts
Emilia Telese	UK	female	30-40	Visual arts (dance) / live art
Sally Dean	UK	female	40-50	Performing arts (dance)
Maarten Vanden Eynde	NL	male	30-40	Visual arts
Christel Ooms	NL	female	30-40	Visual arts
Tom Tlalin	NL	male	30-40	Music / interdisciplinary
Paul van Kemmenade	NL	male	50+	Music
Maze de Boer	NL	male	30-40	1) theatre 2) visual arts 3) film

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Rolina Nell	NL	female	30-40	Visual artist
Roma Pas	NL	female	30-40	Visual arts
Marijke de Vries	NL	female	50+	Visual arts and dance
Antoinette Nausikaa Slagboom	NL	female	30-40	Visual art
Ann Pettersson	NL	female	40-50	Visual art
Annregien van Doorn	NL	female	20-30	Visual arts
Marrigje de Maar	NL	female	50+	Visual arts
Ellen Rijk	NL	female	50+	Visual arts
Jeroen Strijbos	NL	male	30-40	Music
Rob van Rijswijk	NL	male	30-40	Music
Milán Újvári	Hungary	Male	20-30 (24)	Dance and theatre
Rita Góbi	Hungary	Female	20-30 (25)	Dance
Iván Sztankov	Hungary	Male	40-50 (44)	Music, double bass
Péter Tóth	Hungary	Male	50- (59)	Visual art
János Fejérvári	Hungary	male	50- (51)	Music
Anna Réti	Hungary	Female	30-40 (31)	Dance, choreographer
Gabor Varga	Hungary	Male	30-40 (35)	Music
Zsuzsi Csiszér	Hungary	female	30-40 (37)	Visual art
Original: Erika Nyúl	Hungary	Female	40-50 (44)	Theatre
Éva Köves	Hungary	Female	40-50 (44)	Visual art
Bor Pungerčič	Slovenia	Male	20-30 (28)	Performance artist
Ursa Jurman	Slovenia	Female	30-40	Visual arts
Darko Brlek	Slovenia	Male	40-50	Music
Irena Tomazin	Slovenia	Female	20-30	Dance, theatre
Janez Jansa	Slovenia	Male	40-50	Interdisciplinary performance
Iztok Kovac	Slovenia	Male	40-50	Dance
Katarina Stegnar	Slovenia	Female	30-40	Theatre
Miha Strukels	Slovenia	Male	30-40 (36)	Painting
Saso Sedlacek	Slovenia	Male	30-40	Visual arts

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Vesna Bu Kovec	Slovenia	Female	30-40	Visual artist
Marija Moica Pungercar	Slovenia	Female	40-50	Visual arts, performance actions
Igor Yebra	Spain	male	30-40	Dance
Pascal Gaigne	Spain	male	over 50	Music
Kepa Junkera	Spain	male	30-40	Music, design, photography, texts...
Blanca Arrieta	Spain	Female	30-40	Dance
Algis Arlauskas Pinedo	Spain	male	over 50	Theater and visual arts
Borja Crespo	Spain	male	30-40	Visual arts, cinema, comics, press, cultural management
Fernado Villena	Spain	male	30-40	Visual arts
María Eugenia Luc	Spain	female	40-50	Music, multimedia
Naia del Castillo	Spain	female	30-40	Visual arts
Jesús María Palomino Obrero	Spain	Male	30-40	Visual arts
Marco Aresta	Spain	Male	20-30	Visual arts
Enrique Olmos	Spain	Male	20-30	Theatre + literature
Jana Leo de Blas	Spain	Female	40-50	Visual arts
Jorge García Velayos	Spain	Male	30-40	Visual arts
Jasone Miranda Bilbao	Spain	Female	40-50	Visual arts
Sofia Dias	Portugal	Female	20-30	Dance
Vitor Roriz	Portugal	Male	20-30	Dance
Miguel Jorge Rusadu di Pinho Rodrigues Moreira	Portugal	Male	30-40	Performing arts. (Open mind in categories)
Vania Euridis Oliveira Gala Monteiro	Portugal	Female	30-40	Dance

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Juliao Sarmiento	Portugal	Male	50+ (61)	Multifaceted.
Joao Miguel Garcia Castro do Santos	Portugal	Male	40-50	(Visual / performing arts).
Tânia Cristina Miguel Carvalho	Portugal	Female	30-40	Performing arts (Dance)
Ligia Maria Pistanha Soares	Portugal	Female	30-40	Dance.
André Dos Santos Mesquita	Portugal	Male	30-40	Performing arts (specially dance)
Vitor Hugo Pontes Pereira	Portugal	Male	30-40	Multidisciplinary.
Maria Ramos de Barros	Portugal	Female	30-40	Dance
Lucio Diana	Italy	male	50	Theatre
Matteo Ceccarelli	Italy	male	20-30	Dance/theatre
Claudia Catarzi	Italy	female	20-30	Dance
Carlotta Scioldo	Italy	female	20-30	Dance/theatre
Claudio Cirri	Italy	male	20-30	Dance/theatre
Daniele Albanese	Italy	male	30-40	Dance
Sonia Brunelli	Italy	female	30-40	Music/dance
Alessandro Panzavolta	Italy	male	30-40	Music/theatre
Giangaetano Patané	Italy	male	30-40	Visual arts
Carlo Nigra	Italy	male	20-30	Theatre
Pietro Ruffo	Italy	male	20-30	Visual arts
Anna Serlenga	Italy	female	20-30	Theatre
Maurizio Savini	Italy	male	30-40	Visual arts
Monica Casadei	Italy	female	30-40	Dance
Francesco Patriarca	Italy	male	30-40	Visual arts
Fabio Di Salvo	Italy	male	20-30	Visual arts

Name	Country	Gender	Age group	Art sector
Bernardo Vercelli	Italy	male	20-30	Visual arts /theatre
Francesco Bifano	Italy	male	30-40	Theatre/clown
Rachel Barthelemy	France	Female	20-30	Performing art (singing)
Thierry Marion	France	Male	40-50	Theatre
Anne Le Corre	France	Female	40-50	Music (alto)
Samuel Rousseau	France	Male	30-40	Plasticien / Visual art
Pierric Tenthorey	France	Male	20-30	Theatre
Amazigh Katheb	France	Male	30-40	Music
Sylvie Guillermin	France	Female	40-50	Performing art (dance – choreography)
Marie Frier	France	Female	20-30	Plasticien / Visual art
Mustapha Sedjal	France	Male	30-40	Plasticien / Visual art
Anne de Beaufort	France	Female	40-50	Visual art
Farida Hamak	France	F	50-60	Photograph and Visual art
François Raulin	France	M	50-60	Music
Franck Michelletti	France	M	40-50	Performing art (dance – choreography)
Jean-George Tartare	France	M	40-50	Conteur, arts de la rue, théâtre
Tarik Mesli	France	M	40-50	Plasticien / Visual art
Olé Khamchanla	France	M	30-40	Danseur
Jean-Sébastien Steil	France	M	30-40	In situ

6.3 Annex 3: Bibliography

A BIBLIOGRAPHICAL CHRONOLOGY on ARTISTS' MOBILITY in EUROPE

On the situation of artists in the European Community, 1991, European Parliament/ Doris Pack

Report on the Situation and Role of the Artists in the European Union, 1999, European Parliament, Committee on Culture, Youth, Education and the Media/ Helena Vaz da Silva, 20 p.

Nobody Promised you a Living - Overview on the Position of the Artists in ECA Member Countries, 1999, European Council of Artists, Copenhagen (<http://www.eca.dk/publications/index.html>)

Creative Europe. On the Governance and Management of Artistic Creativity in Europe, 2001, Danielle Cliche, Ritva Mitchell, Andreas Wiesand in co-operation with Ilka Heiskanen (FinnEkvit) and Luca Dal Pozzolo (Fondazione Fitzcarraldo), ARCult Media, Bonn.

International Flow of Selected Cultural Goods and Services, 1994-2003, UNESCO Institute for Statistics, UNESCO, Sector for Culture, 2005.

Study on impediments to mobility in the EU live performance sector and on possible solutions, 2006, Mobile.home project for Pearle* (Performing Arts Employers' Associations League Europe), IETM (international network for contemporary performing arts), TINFO (Finnish Theatre Information Centre), on-the-move.org, and others: http://www.ietm.org/upload/files/2_20070326111816.pdf

Dynamics, Causes and Consequences of Transborder Mobility in the European Arts and Culture, MEAC Pilot Project (2005-2006), Arts and Culture. A summary of pilot project results with suggestions for further research the ERICarts Institute for the LabforCulture, 2006, 42 p.

On the social status of artists, European Parliament resolution of 7 June 2007 (non-legislative resolution [2006/2249\(INI\)](#)) /Commission de la culture et de l'éducation/ Claire Gibault, 12 p.

European Agenda for Culture, 2007, endorsed by the Council in its Resolution of November 2007 and the European Council in its conclusions of December 2007.

A European agenda for culture in a globalizing world, 2007, Communication from the Commission to the European Parliament, the Council, the European Economic and Social Committee and the Committee of the Regions (SEC(2007) 570) /* COM/2007/0242 final)

Mobility matters, 2008, ERICarts Institute for the European Commission: http://ec.europa.eu/culture/key-documents/doc/ericarts/final_report_ERICarts.pdf (cf. also their online bibliography: http://www.mobility-matters.eu/web/files/50/en/General_Publications_and_Documents_Relating_to_Mobility_Issues.pdf)

Green Paper. Unlocking the potential of cultural and creative industries, 2010, European Commission , DG Education and Culture COM (2010) 183, 20 p

Table des matières

N° de page :

	1. Détour par l'histoire	3
2004	EXTRAITS de : Préface et édition critique (avec G. Bouchon) du “ Voyage aux Indes de Nicolo de’Conti, 1414-1439 ” , manuscrit inédit en Français, Paris : Michel de Chandeigne, 174 p. (manuscrit redécouvert à l’occasion de mon mémoire de maîtrise).	4
	2. Développement - Périphéricité	29
1996	“ Régions gagnantes et régions perdantes face au retour à la démocratie au Chili : pouvoirs locaux et déséquilibres territoriaux ” , L’Ordinaire latino-américain, Toulouse, n°164, numéro spécial “ Où en est la transition au Chili ? ”, juillet-août 1996, p.25-47	31
1997	Traduit en Espagnol pour publication dans <i>EURE, Revista de Estudios Urbanos y Regionales</i> , dic. 1997, vol.23, no.70, p.59-78.	
1999	“ Les effets de la concentration dans le Norte Grande des investissements étrangers au Chili : les impacts régionaux du boum minier des années 1990 ” , in <i>Investissements étrangers et milieu local</i> , V. Goueset (dir.), P.U. de Rennes, 1999, p. 193-217	54
2000	“ Iquique, capitale régionale : au commencement était la ZOFRI ... ” co-auteur : Jean-Yves DELER, in <i>L’urbanité dans les Amériques</i> , J. Monnet et G. Capron (dir.), Presses Universitaires de Toulouse, 2000.	69
2009	« Des territoires sans nom peuvent-ils être sans qualité ? Réflexions sur les modifications de la de la carte administrative chilienne » , <i>L’espace politique</i> , vol. 5 (2008/2), p. 112-132, http://espacepolitique.revues.org/index327.html	88
2009	« Ruralité, ethnicité et montagne : Le référent andin dans le projet de territoire « aymaras sin frontera » / Rurality, ethnicity and mountain areas: The andean referent in the “aymaras sin fronteras” project » , <i>Revue de Géographie Alpine / Journal of Alpine Research</i> , Vol 97 n°2, <i>Les régions de montagne comme référents de l’action collective</i>	111
	3. Gouvernance - Comparatisme	138
2010	Les acteurs privés dans la gouvernance en Amérique Latine : firme et territoire en Amérique Latine Texte de synthèse du dossier coordonné pour l’ « IRG » (Institut de recherche et débat sur la gouvernance dans le cadre du (Forum latino-américain sur la Gouvernance en Amérique Latine(FLAG). http://www.institut-gouvernance.org/es/synthese/fiche-synthese-19.html et http://www.institut-gouvernance.org/fr/dossiers/motcle-dossiers-62.html	141
2011	« Les entreprises minières dans la gouvernance territoriale. Entre négociations de pouvoir et rivalités territoriales, qui porte le développement aux habitants ? » , <i>Revue de Géographie de l’Est</i> , numéro ‘Géopolitique des Firmes’, accepté, à paraître 2011	156
2011	« Mondialisation et circulation de concepts scientifiques entre Nord et Sud. Introduction » au numéro co-dirigé avec Kisten Koop, premier auteur : <i>L’information géographique</i> 2011-1: 3-11	173
2012	« From North to South, from South to North: Reconsidering the Global Iterations of Territory as Development Model » , co-auteur : Kisten Koop, Soumis à <i>Cybergéo</i>	182
	4. Frontières – Intégration continentale	220
2006	Introduction : Après la frontière, avec les frontières : dynamiques transfrontalières en Europe , Ed. de l’Aube, La Tour d’Aigues, ouvrage co-dirigé avec M.-C. Fourny, 169 p.	223
2007	« Are Borders More Easily Crossed Today? The Paradox of Contemporary Trans-border Mobility in the Andes » , <i>Geopolitics</i> , vol 12/1, pp. 1-18	232

2010	« Frontières et intégration régionale en Amérique Latine : sur la piste du chaînon manquant », in Catherine Flaesch-Mougin et Joël Lebullenger, <i>Regards croisés sur les intégrations régionales Europe / Amériques</i> , éditions Bruylant, collection "rencontres européennes", p. 307-341.	242
2010	« Comprendre les référents des projets d'intégration américaine, du rêve bolivarien aux contre-initiatives anti-globalisation et identitaires contemporaines », Taglioni ; F., Théodat, J.-M., <i>Coopération et intégration, perspectives panaméricaines</i> , L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures, p. 209-228	262
2011	« Frontières et conflits », in <i>La géographie des conflits</i> , Franck Têtard (dir.), Sedes, p. 47-68	274
2011	« Murs et barrières de sécurité : pourquoi démarquer les frontières dans un monde dématérialisé ? » Notice à paraître dans la 2 ^{ème} édition augmentée du <i>Dictionnaire des mondialisations</i> , dirigé par C. Gorrha Gobin, octobre 2011	287
	5. Art – Artistes	293
2011	« Que montrent les murs ? Des frontières contemporaines de plus en plus visibles », <i>Etudes Internationales</i> (U. de Laval, Québec), accepté, à paraître 2011	295
2011	« Border art and the politics of art display », <i>Journal of Borderland Studies</i> (Routledge) accepté, à paraître 2011 ou 2012	316
2010	« Artists Moving & Learning - European Report on Project (143380-LLP-2008-BE-KA1-KA1SCR (2008-3601)» prepared by PACTE-CNRS, France and DEUSTO, Spain : Amilhat Szary Anne-Laure, Louargant Sophie, Koop Kirsten, Saez Guy (Authors for PACTE), Landabidea Urresti Xabier, Ortega Nuere Cristina, San Salvador del Valle Roberto, Cuenca Cabeza Manuel (Authors for DEUSTO), Neisse Judith (Author for Mediana), 73 p.	329